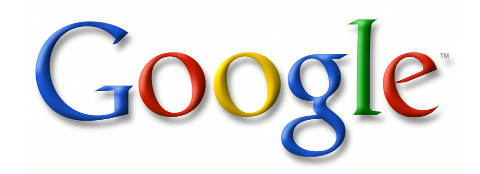





HARVARD UNIVERSITY LIBRARY
VE RI TAS
FROM THE LIBRARY OF
COUNT PAUL RIANT
MEMBER OF THE
INSTITUTE OF FRANCE
HISTORIAN OF THE
LATIN EAST
MDCCCC
GIFT OF J. RANDOLPH COOLIDGE
AND ARCHIBALD CARY COOLIDGE

PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PAR

LOUIS VEUILLOT

TOME PREMIER



PARIS
LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ
Éditeur des Bollandistes
25, RUE DE GRENELLE SAINT-GERMAIN

1871

PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PAR

LOUIS VEUILLOT

TOME PREMIER



PARIS
LIBRAIRIE DE VICTOR PALME
Éditeur des Bollandistes
25, RUE DE GRENELLE SAINT-GERMAIN

1871

INTRODUCTION

Un grand nombre de lecteurs du journal l'*Univers* m'ont redemandé ces articles écrits, dans le cours de l'année funeste, du mois d'août 1870 au 4 septembre 1871. Je ne les livre pas sans une certaine appréhension. Comme articles de journal, la plupart ont obtenu quelque applaudissement; comme chapitres d'une histoire suivie, ils resteront au-dessous du sujet.

Ils contiennent sans doute plusieurs éléments de l'histoire, et jusqu'à un certain point le sens intime de cette histoire. On y trouvera des appréciations souvent justes, je le crois, toujours sincères, je l'affirme.

Placé au milieu de l'action sans y prendre une part active, témoin attristé et impuissant mais assidu, j'ai parlé des hommes à mesure qu'ils passaient, et noté le caractère des événements à mesure qu'ils se déroulaient. J'ai ressenti beaucoup

de douleur, j'ai éprouvé beaucoup de colère; ni la douleur ni la colère ne m'ont fait sciemment altérer la vérité. Jamais mon âme n'a moins cédé aux entraînements de parti. J'aurais voulu que les hommes pour lesquels j'avais le moins d'estime fussent sages et même grands; je demandais aux choses, qui s'annonçaient si cruelles, de n'être pas du moins sans majesté, et de nous laisser l'honneur en nous écrasant. Si j'ai quelquefois failli à rendre exactement mes impressions, c'est de ce côté-là. Je taisais mes alarmes, j'exagérais l'espérance. Je m'obstinais à attendre des actions sublimes, quand je voyais trop que la source du sublime s'était tarie; je poussais encore au combat des hommes que je sentais déjà morts, et plusieurs même, me semblaient n'être pas nés pour vivre et n'avoir jamais vécu.

En ce point, je gardais bien la vérité de notre situation particulière parmi tout ce désastre. Je parle de notre situation à nous catholiques, qui savions que la patrie souffrait pour avoir péché. Nous la trouvions plus châtiée qu'éprouvée; nous cherchions à lui faire rencontrer le salut dans la coupe du châtiment. Mais, hélas! tout cela n'est pas de l'histoire, et l'expression variée et répétée de ce vœu dominant ne constitue pas une relation historique.

D'un autre côté, je ne peux donner ici que mon travail personnel. Or, encore que je n'aie presque pas quitté la plume durant les deux siéges, surtout le premier, tant s'en faut que j'aie pu aborder tous les incidents dont ils furent remplis. Il en est plusieurs dont j'ai à peine fait mention. Pour être complet, j'aurais dû reproduire aussi les articles de M. Eugène Veuillot, qui a été, en cette circonstance comme toujours, selon l'heureuse fortune de ma vie, mon aide dans le travail, mon appui dans le danger et ma consolation dans le chagrin. Mais alors j'aurais dû dépasser de beaucoup cette limite de deux volumes, déjà si étendue.

Ce sont les raisons qui me défendaient de céder aux amis trop bienveillants qui m'ont demandé ce recueil. Il faut expliquer pourquoi néanmoins le voici. Je répondrai sincèrement que je n'ai pu me résoudre à perdre des pages où je crois avoir parlé comme le devait faire en pareille circonstance un Catholique et un Français. Il m'a paru bon de laisser ce témoin à une œuvre souvent approuvée, mais aussi trop longuement et trop ardemment calomniée pour l'exposer au jugement de l'avenir avec sa seule mémoire et son seul nom. Un journal est un véritable personnage politique. Plus son action a été longue, plus elle est attaquée. Il y a bientôt quarante ans que le journal l'*Uni-*

vers existe sans avoir, pour ainsi dire, changé de rédacteurs, suivant toujours la même voie. On sait que les adversaires, les contradictions et les accusations ne lui ont pas manqué. A travers ces temps troublés et ces combats perpétuels, parfois si violents, combats du dedans et du dehors, il n'a connu, il n'a servi que deux intérêts, lesquels, à vrai dire, n'en font qu'un seul, l'Église et la Patrie. L'Église pour la patrie, la patrie pour l'Église. Je suis bien aise de montrer combien cette pensée unique, je pourrais dire cet unique amour, s'est formulée dans les angoisses du naufrage, en présence de la mort. Ceux qui pensent et qui aiment comme nous, et qui souhaitent à la France les destinées que nous lui souhaitons, liront ces pages; ils les légueront à ceux qui viendront après nous, afin qu'ils ne rougissent pas de nous.

Car on nous a accusés aussi de n'avoir pas de patriotisme. Il y a, en effet, un patriotisme que nous n'avons pas, ou plutôt que nous réprouvons. C'est cet orgueil païen de la force qui se flatte de dominer par le bras sur tous les peuples et de les réduire à la servitude et au tribut. De ce patriotisme-là, le patriotisme des victoires et des conquêtes ainsi, qu'on la appelé, notre peuple en a eu les jouissances mauvaises. Elles ont disparu et nous les payons encore, nous les paierons long-

temps sans les ramener, et Dieu veuille qu'elles ne reviennent pas ! Ce n'est point pour les retrouver que nous souhaitions à la France de nouveaux triomphes et que nous aspirons maintenant à la résurrection. Nous demandions à Dieu que la France fût délivrée de ses erreurs impies, et nous croyons encore que ce n'est pas par une revanche contre les Prussiens qu'elle pourra recouvrer sa gloire, mais par une revanche contre son péché.

Quand elle aura repris ses frontières, elles suffiront pour que la pointe de son épée puisse atteindre partout, si elle sait ne plus combattre qu'en faveur de la justice, de la lumière et de la paix. Qu'elle soit la forteresse du Christ, elle sera inexpugnable ; qu'elle soit le phare de l'Évangile et le soldat de la guerre sacrée, elle lancera des traits de vie qui lui assureront le véritable empire sans qu'elle s'ajoute un pouce de terrain. Tel est le vœu du patriotisme catholique. Dieu le comblera lorsqu'il entendra la France lui adresser la prière de David : *Non erubescant in me qui expectant te, Domine, Domine virtutum.*

Sans doute, à vue humaine, nous en sommes loin. Combien au contraire ne nous éloignons-nous pas de cette vraie gloire, d'être les aînés, les frères patrons et protecteurs dans la famille du Christ ! Mais toutefois, s'il en fallait perdre l'es-

poir, j'estimerais moins cruel de renoncer à la vie.

Je ne peux croire que la France doive tout à l'heure manquer au monde. J'espère invinciblement que, soit par des grâces imméritées, je l'avoue, et inattendues, soit par de nouveaux malheurs dont nous ne voudrons plus perdre le fruit providentiel et qui seront des grâces encore, Dieu relèvera la France et la rendra à elle-même et au genre humain, menacé autrement d'une formidable nuit.....

Au moment où j'écris ces lignes, je me rappelle que nous touchons le premier anniversaire de l'entrée des Italiens dans Rome, conséquence immédiate du criminel abandon de la France. Depuis un an, le Pape, notre père et à la fois notre pupille, est dépossédé; et c'est aussi l'anniversaire de l'investissement de Paris par les Prussiens, encore aujourd'hui en possession de son rempart.

J'ai passé ma vie à considérer Paris et Rome, et je peux dire que ces deux villes ont fait ma destinée d'homme et d'écrivain. C'est la lassitude de Paris qui m'a poussé une première fois à Rome; c'est le souvenir et le contraste de Paris qui a éveillé mon âme, qui a créé en moi l'amour de Rome et qui m'a conduit des torpeurs troublées de l'ignorance à la large et lumineuse vie de la

foi. J'ai écrit un livre intitulé le *Parfum de Rome*, et un autre, rempli de prévisions sinistres, intitulé les *Odeurs de Paris*. J'ai ensuite, durant un dixième séjour à Rome, le plus long et le plus enchanté, raconté jour par jour l'histoire extérieure du Concile; puis tout de suite après, n'ayant eu que le temps de revenir, j'ai subi l'humiliant et sanglant spectacle de Paris assiégé. J'ai vu le siége de fer et le siége de feu; et pendant ces horreurs, Rome, mon autre ville, ma patrie plus sainte, était captive. Mais dans Paris fermé, j'ignorais le malheur de Rome.

Mon esprit est frappé de ce même fléau qui sévit en même temps sur les bords de la Seine et sur les bords du Tibre, dans Babylone et dans Jérusalem. Rome souffre par la faute de Paris, et Paris paie en or, en funérailles et en affronts les souffrances de Rome. Il y a des concordances étonnantes et journalières entre les catastrophes de Rome et les catastrophes de Paris.

Tous les pas que la conspiration italienne fait contre Rome et dans Rome sont aussitôt marqués chez nous par une défaite. A mesure que l'Italie s'installe dans la ville du Christ, la Prusse serre davantage Paris et accable de revers plus lourds et plus décisifs les vains efforts qui sont tentés pour le secourir; et enfin, lorsque le roi excom-

munié entre dans Rome, l'empereur protestant reçoit les clefs de Paris. Je n'ai pu, dans le journal, remarquer ces coïncidences que j'ignorais, et mon livre n'en fait pas mention. J'en signalerai quelques-unes :

20 septembre 1870.

Les troupes italiennes entrent à Rome.

Les corps prussiens se présentent devant Paris dans toutes les directions. Le lendemain 21, l'investissement de Paris est complet. Le général Vinoy est refoulé sous les forts avec perte de sept canons.

22 septembre 1870.

L'occupation de Rome est faite par des contingents de chaque division. Le reste de l'armée italienne est campé près de la ville.

Autour de Paris on a fait sauter tous les ponts ; tous les chemins sont coupés. M. Jules Favre est au quartier général du roi de Prusse demandant un armistice. M. de la Guéronnière (auteur du *Pape et le Congrès*), revenant de Constantinople, où il était ambassadeur de France, est arrêté à Marseille et mis en prison.

24 septembre.

L'armée pontificale sort de Rome avec les honneurs de la guerre,

Toul capitule. Paris s'effare et commence à parler de trahison.

25 septembre.

M. Senart, ambassadeur de M. Jules Favre, félicite le roi de Piémont sur l'entrée des Italiens à Rome. Il déclare que le cabinet italien a apprécié « correctement » les sentiments du gouvernement provisoire français, d'après lequel aujourd'hui la convention qui protégeait Rome est nulle et caduque.

Les Prussiens occupent Bougival, Ruel et Nanterre. Le gouvernement de la république française publie qu'il n'a pu obtenir d'armistice. Il évoque les souvenirs de 92, accepte la lutte à outrance, et ajourne indéfiniment les élections.

27 septembre.

A Rome, le général italien forme un gouvernement provisoire composé de dix-huit traîtres inconnus, qualifiés *citoyens romains*. Il leur annonce qu'ils ont à remplir une tâche sublime, que le 20 septembre inaugure l'unité italienne enfin complétée, et que Dieu bénit manifestement l'Italie.

M. Jules Favre publie son rapport sur l'entrevue de Ferrières. C'est le fameux rapport des *larmes*. Les journaux conservateurs le louent pour sou-

tenir l'esprit public, les journaux révolutionnaires s'en servent pour exciter la défiance et le trouble.

28 septembre.

Le général italien prescrit de rendre au Pape les honneurs royaux et fait lui-même des actes de souveraineté.

Strasbourg, brûlé, capitule. Dix-sept mille prisonniers. La plus grande partie de l'armée assiégeante, maintenant disponible, va se diriger vers le centre de la France.

2 octobre.

Rome captive vote son annexion au royaume d'Italie. Les Italiens prennent possession du palais du Quirinal.

La garnison de Paris fait de petites « reconnaissances » au-delà de Bondy, de Raincy et d'Issy. L'ennemi est en force et en progrès partout.

5 octobre.

Le scrutin pour l'annexion dans les États pontificaux donne une presque unanimité de *oui*.

Le quartier général du roi de Prusse est établi à Versailles. M. Crémieux est ministre de la guerre à Tours. Sous Paris, nos bulletins signalent une « reconnaissance vers Clamart! »

9 octobre.

Décret de Florence, qui déclare Rome et tout l'État romain partie intégrante du territoire italien.

M. Gambetta, envolé de Paris, arrive à Tours aux cris de : *Vive la République!* et reçoit Garibaldi.

10 octobre.

M. de la Marmora arrive à Rome avec un conseil de lieutenance, et gouverne à la place du Pape enfermé dans le Vatican.

M. Gambetta, à Tours, prend la direction de la guerre, raconte que Paris se défend merveilleusement et annonce une levée en masse.

11 octobre.

Le roi de Piémont accepte solennellement le plébiscite qui lui donne Rome, et proclame « comme roi et comme catholique » l'unité italienne et la liberté de l'Église.

Orléans est pris d'assaut, et la guerre, disent les libéraux philanthropes, « tourne à un caractère de sauvagerie incompatible avec les mœurs de notre époque. »

A Marseille, M. Esquiros suspend un journal, expulse les jésuites et reçoit le patriote italien

tenir l'esprit public, les journaux révolutionnaires s'en servent pour exciter la défiance et le trouble.

28 septembre.

Le général italien prescrit de rendre au Pape les honneurs royaux et fait lui-même des actes de souveraineté.

Strasbourg, brûlé, capitule. Dix-sept mille prisonniers. La plus grande partie de l'armée assiégeante, maintenant disponible, va se diriger vers le centre de la France.

2 octobre.

Rome captive vote son annexion au royaume d'Italie. Les Italiens prennent possession du palais du Quirinal.

La garnison de Paris fait de petites « reconnaissances » au-delà de Bondy, de Raincy et d'Issy. L'ennemi est en force et en progrès partout.

5 octobre.

Le scrutin pour l'annexion dans les États pontificaux donne une presque unanimité de *oui*.

Le quartier général du roi de Prusse est établi à Versailles. M. Crémieux est ministre de la guerre à Tours. Sous Paris, nos bulletins signalent une « reconnaissance vers Clamart! »

9 octobre.

Décret de Florence, qui déclare Rome et tout l'État romain partie intégrante du territoire italien.

M. Gambetta, envolé de Paris, arrive à Tours aux cris de : *Vive la République!* et reçoit Garibaldi.

10 octobre.

M. de la Marmora arrive à Rome avec un conseil de lieutenance, et gouverne à la place du Pape enfermé dans le Vatican.

M. Gambetta, à Tours, prend la direction de la guerre, raconte que Paris se défend merveilleusement et annonce une levée en masse.

11 octobre.

Le roi de Piémont accepte solennellement le plébiscite qui lui donne Rome, et proclame « comme roi et comme catholique » l'unité italienne et la liberté de l'Église.

Orléans est pris d'assaut, et la guerre, disent les libéraux philanthropes, « tourne à un caractère de sauvagerie incompatible avec les mœurs de notre époque. »

A Marseille, M. Esquiros suspend un journal, expulse les jésuites et reçoit le patriote italien

Canzio, qui apporte à la France le secours de sa personne.

14 octobre.

M. Thiers arrive à Florence. Un décret établit à Rome l'égalité des citoyens.

Les Prussiens ont envahi tout le Loiret, canonnent Soissons, avancent sur Rouen et s'établissent dans les Vosges. Le lendemain, Soissons capitule.

19 octobre.

Le ministre des finances italien part pour Rome.

Les Prussiens marchent vers Tours et prennent Châteaudun brûlé. M. Laurier (homme de Gambetta) part pour Londres, où il va contracter un emprunt.

22 octobre.

Le ministre italien Visconti-Venosta daigne répondre à la lettre de l'ambassadeur Senart, du 25 septembre. Il lui dit que le cabinet italien, accomplissant l'aspiration nationale, « a servi en même temps la cause de la civilisation et du progrès. »

Vernon est bombardé. Les Badois nous battent dans les Vosges. Saint-Quentin est canonné, pris et imposé de 2 millions. Les Prussiens marchent sur

Amiens et avertissent que, si un coup de fusil est tiré sur un soldat allemand, six habitants seront fusillés.

Le surlendemain, le général Changarnier se rend au quartier général allemand pour traiter de la reddition de Metz. — Un M. Didier est nommé gouverneur général civil de l'Algérie ; les juifs de l'Algérie sont décrétés citoyens français, cause prochaine du redoutable soulèvement qui dure encore.

27 octobre.

La couronne d'Espagne tombe sur la tête du duc d'Aoste, fils de Victor-Emmanuel.

Capitulation de Metz. Cent soixante-treize mille prisonniers. Le 30, occupation de Dijon. Les Prussiens perdent 250 hommes. Le 31, sédition à Paris, tentative d'établissement de la Commune.

2 novembre.

Le Pape, dans une note envoyée au nonce, se plaint de l'usurpation du Quirinal par les Italiens.

M. Thiers négocie à Versailles, sans résultat.

8 novembre.

Le cardinal Antonelli proteste inutilement contre l'œuvre de l'unité de l'Italie, qui a pour but de détruire le catholicisme.

M. J. Favre fait une circulaire à dessein de prouver que la Prusse continue la guerre dans un but étroitement personnel, sans se préoccuper du véritable intérêt de ses sujets, surtout de celui des Allemands. Cette protestation demeure inutile. Le même jour, capitulation de Verdun. 4,000 prisonniers, 136 canons, 23,000 fusils.

9 novembre.

Un manifeste italien demande le transfert immédiat du gouvernement à Rome.

Capitulation de Neuf-Brisach, après huit jours de bombardement. 5,000 prisonniers et 100 canons. Les Parisiens construisent une redoute inutile à Villejuif et une autre à Vitry, également inutile. Les Prussiens s'approchent de Montbéliard.

9 décembre.

La Chambre italienne discute et vote l'article 1er de la loi qui ordonne le transfert du gouvernement à Rome.

Gambetta, inquiet à Tours, évacue sur Bordeaux avec tout son gouvernement.

14 décembre.

La discussion continue au Parlement italien sur

les garanties à donner au Pape. M. Sella présente un projet d'unification de la dette pontificale.

Capitulation de Montmédy. 3,000 hommes et 65 canons. La vallée du Cher se remplit d'Allemands.

30 décembre.

Le roi d'Italie part pour Rome, accompagné de ses ministres.

Les Parisiens quittent le plateau d'Avron où ils laissent des munitions d'artillerie. Une proclamation du général Trochu atteste l'union et la confiance réciproque auxquelles la France doit de voir Paris debout après plus de cent jours de siége. Il se plaint aussi des rigueurs de l'hiver et ajoute que l'armée se prépare à l'action avec le concours de la garde nationale. Il atteste que tous nous ferons notre devoir. A Valence, M. Gambetta prononce un discours pour raffermir les esprits. Il dit : « La guerre ne fait que commencer. Nous pourrons éprouver peut-être encore quelques revers ; mais je suis certain du résultat final. Ce sera l'expulsion de l'envahisseur. » On applaudit ce détestable comique.

31 décembre.

Le roi Victor-Emmanuel arrive dans Rome illu-

minée. Il paraît au balcon du Quirinal, et la foule applaudit.

Le général Trochu fait une proclamation en l'honneur de la garde nationale mobilisée et de ses artilleurs, qui ne sont pas sans lui laisser des doutes.

23 janvier.

Le prince Humbert entre à Rome, s'installe au Quirinal, et paraît au balcon d'où les papes étaient proclamés.

Le lendemain, 24, M. Jules Favre se rend à Versailles pour recevoir les conditions de la capitulation de Paris.

26 janvier.

Le sénat italien approuve la loi qui transfère la capitale à Rome.

A Versailles, les négociateurs sont d'accord sur les conditions principales de la capitulation de Paris.

27 janvier.

Sous les yeux du Saint-Père, les journaux de Rome publient une lettre du P. Hyacinthe aux évêques catholiques, dans laquelle ce malheureux donne, comme disent ses amis, « la mesure exacte des réformes qu'il veut introduire dans l'Église. »

minée. Il paraît au balcon du Quirinal, et la foule applaudit.

Le général Trochu fait une proclamation en l'honneur de la garde nationale mobilisée et de ses artilleurs, qui ne sont pas sans lui laisser des doutes.

23 janvier.

Le prince Humbert entre à Rome, s'installe au Quirinal, et paraît au balcon d'où les papes étaient proclamés.

Le lendemain, 24, M. Jules Favre se rend à Versailles pour recevoir les conditions de la capitulation de Paris.

26 janvier.

Le sénat italien approuve la loi qui transfère la capitale à Rome.

A Versailles, les négociateurs sont d'accord sur les conditions principales de la capitulation de Paris.

27 janvier.

Sous les yeux du Saint-Père, les journaux de Rome publient une lettre du P. Hyacinthe aux évêques catholiques, dans laquelle ce malheureux donne, comme disent ses amis, « la mesure exacte des réformes qu'il veut introduire dans l'Église. »

délivrée des Prussiens, mais surtout d'elle-même, délivrera Rome de la fange italienne et rendra au genre humain avili un bienfait de Dieu dont elle ne peut abandonner la garde sans périr.

LOUIS VEUILLOT.

Paris, le 20 septembre 1871.

PREMIER SIÉGE

PARIS PENDANT LE SIÉGE

I

31 juillet 1870.

INQUIÉTUDES SUR ROME.

Les nouvelles touchant l'évacuation du territoire pontifical par les troupes françaises sont moins mauvaises. L'on dit que rien n'est encore décidé. Notre gouvernement, averti de la gravité d'une telle mesure et n'ignorant pas entièrement l'effet irrémédiable qu'elle produirait parmi les catholiques et dans le monde entier, demanderait à l'Italie des garanties qu'elle peut difficilement donner. S'il en veut de tout à fait sûres, elle ne les fournira pas.

En attendant, la négociation ou, pour mieux dire, la machination se révèle. C'est M. de Beust qui pro-

pose ce coup de maître. Il ne se borne pas à presser la France d'abandonner la garde du Saint-Père pour la confier à l'Italie, ses conceptions sont plus vastes : selon le programme garibaldien, il veut que l'on donne tout de suite Rome à l'Italie ; et pour payer de sa personne, il offre de donner aussi le Tyrol. Par ce moyen, assuré du suffrage de l'Italie qui lui vaudrait le suffrage des révolutionnaires allemands, M. de Beust dormirait tranquille au milieu de toutes les difficultés vaincues. Mais M. de Gramont croit que la France ne verrait pas du même œil. A son avis, si elle pouvait dormir tandis que Pie IX dépossédé chercherait un asile à travers le monde, elle n'aurait néanmoins qu'un sommeil court et agité.

On demande donc à l'Italie des garanties. Quoi qu'elle promette, il n'y en aura jamais qu'une bonne et conforme à notre honneur : c'est la présence du drapeau français.

Rome est un rempart de la France. Le factionnaire que la France tient à la porte du Vatican est le soldat le mieux posté de l'Empire. C'est lui qui empêche la barbarie et la honte de passer, et qui fait reculer la malédiction.

Après Castelfidardo, un catholique français causait avec un homme d'Etat autrichien. Il lui disait que les souverains ont deux manières de tomber : qu'ils tombent d'un coup d'épée dans la poitrine, en défendant le droit et la justice, et alors ils se relèvent; ou d'un coup de pied ailleurs, lorsqu'ils se détournent pour négocier l'abandon de la justice et la trahison du droit, et alors c'est fini. Ce catholique ajoutait : —

Savez-vous ce que Dieu se dit à l'heure qu'il est dans le ciel? — Vous savez cela? demanda railleusement l'homme d'Etat. — Oui, reprit l'autre. Dieu se demande à quoi lui sert un empereur d'Autriche en Italie. — Il lui sert, dit à son tour l'Autrichien, à garder le quadrilatère.

Mais Sadowa est survenu, et l'empereur d'Autriche a ouvert lui-même le quadrilatère à l'Italien, et beaucoup d'autres portes à d'autres.

Si nous abandonnons Rome, rien n'ôtera de l'esprit des catholiques que c'est une bataille perdue. Prions Dieu de détourner ce calice, et continuons, quoi qu'il arrive, de souscrire pour subvenir aux besoins spirituels de nos soldats qui n'offrent pas leur sang dans le but d'agrandir les Piémontais.

II

7 août.

PREMIÈRE DÉFAITE.

Nous lisons au *Journal officiel* de navrants bulletins : des échecs, une défaite de Mac-Mahon, l'Empereur ordonnant de mettre Paris en état de défense, le ministère convoquant les Chambres.

L'épreuve est terrible. Elle peut grandir encore sans abattre le cœur de la France. La France se sent vivante. Elle espère, de cette espérance qui ne trompe point. Elle a quelque chose à garder dans le monde,

quelque chose de plus grand qu'elle-même. Elle invoquera Dieu, elle réparera ses fautes et elle remplira sa mission.

Nous allons voir ce que valent d'indignes alliances, et nous renouerons notre alliance avec Dieu. Châtiés comme le peuple de la promesse, pour nous souvenir, nous nous souviendrons et Dieu se souviendra. Dieu gagne toutes les batailles. Il en ôte le véritable gain au victorieux qui méprise la vérité, et il le donne au vaincu qui la confesse et veut la défendre.

Nous ignorons à quelles conditions l'état de siége soumet les journaux. Quelles qu'elles soient, nous regardons comme un devoir capital de nous y soumettre. L'ennemi a franchi la frontière. Tout dissentiment doit s'imposer silence, toute récrimination serait une impiété envers la patrie. Dans le moment du péril, le citoyen n'offre pas seulement à la patrie sa fortune et son sang, il lui sacrifie encore ses opinions.

On s'attend à Rome à une prochaine invasion de l'Italie. L'agitation révolutionnaire est immense. On doute que le gouvernement puisse résister, le voulût-il, et il ne le veut pas. Les *modérés*, présentement au pouvoir, disent hautement que la conquête de Rome peut seule soutenir le trône chancelant de Victor-Emmanuel, seule restaurer les finances, voisines de la banqueroute. Ils croient qu'ayant pris Rome, ils pourront la vendre en détail.

Dans cette crise, que les événements militaires vont activer, il ne paraît pas superflu de songer à la sûreté personnelle du Saint-Père, et il serait bon



que quelque navire fût envoyé dans les eaux de Civita-Vecchia, pour que Pie IX puisse au moins trouver un abri.

Du reste, le Saint-Père n'a rien perdu de son calme habituel. Il disait ces jours-ci à un Français : « J'ai fait ce que j'ai pu pour empêcher la guerre. J'ai dit ce que j'ai pu pour décider les Français à ne pas quitter le territoire pontifical. On m'a donné des raisons politiques auxquelles je n'entends rien. Dieu pourvoira. »

III

9 août.

TUMULTE.

Chacun fait ses propositions, nous faisons les nôtres, une fois pour toutes.

Nous proposons d'abord que l'on règle au plus vite, et sévèrement, ce droit de proposer, que chacun s'arroge dans toutes les choses qui regardent la guerre et l'administration.

Nous proposons qu'il y ait à Paris un gouvernement, et qu'il se fasse obéir.

Nous proposons que M. Ollivier parle moins du haut de son balcon, et que les premières bandes venues de blouses ou d'habits noirs ne puissent pas lui arracher à volonté des discours qui ont l'intention de rassurer les auditeurs, mais qui ont l'inconvénient d'alarmer tout le monde.

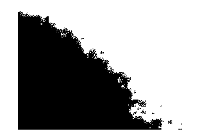
Nous proposons que Paris soit armé largement, mais régulièrement et utilement, et de façon à ce que cette mesure de salut public puisse nous procurer autre chose qu'une bataille de juin. Réservons notre poudre pour l'ennemi. Qu'un Français ne puisse pas avoir à tirer un coup de fusil contre un Français! Il n'y a point de plus mauvaise condition pour une ville ni pour une société que de subir la guerre au dehors et la terreur au dedans. C'est alors que l'ennemi peut espérer la victoire.

Nous proposons qu'il soit déclaré solennellement que la France ne traitera jamais sur son sol, quelle que soit la fortune des armes; et si l'épreuve peut aller jusqu'à lui interdire la guerre régulière, alors aussitôt elle commencera la guerre des haies, des ravins et des bois, la guerre des Machabées et des enfants de Pélage.

Aujourd'hui, il ne peut plus y avoir de doute que la Prusse a perdu la frontière du Rhin.

Nous proposons aussi à nos concitoyens de s'interdire le blasphème, ne fût-ce que par respect pour leurs frères qui veulent donner tout leur sang à la France et qui ont pour cela deux raisons, puisque la France est leur patrie et la fille aînée de l'Église catholique.

Point de traité, point de sédition, point de blasphème, — et la France restera ce qu'il y a de meilleur et de plus grand sur la terre.



IV

Même date.

AFFAIRES BELGES. — LA VRAIE PRATIQUE DE LA LIBERTÉ.

Le vote du peuple belge a mis les affaires aux mains des catholiques. Après un règne de treize ans, inauguré par l'émeute et signalé par l'injure, l'oppressif parti libéral a succombé dans le plein exercice du pouvoir, sans que la majorité qu'il indignait et qui se savait plus forte que lui ait usé de la moindre violence ni employé la moindre intrigue. Il est vaincu par le simple usage du droit qu'il a lui-même tant méconnu. Les catholiques ont attendu le jour légal, et ils ont dit à ces hommes qui avaient si longtemps fraudé les institutions : « Le bail est fini, nous vous connaissons ; allez-vous-en ! »

Avant les élections, les libéraux avaient trois voix de majorité à la Chambre, et trois au Sénat. Aujourd'hui les catholiques ont une majorité de 24 voix sur les 108 membres de la Chambre, et de 10 sur les 54 membres du Sénat. La victoire est aussi mortifiante pour leurs adversaires qu'honorable et consolante pour eux. Elle atteste la solidité du peuple belge dans les principes de la religion et de la vraie liberté. Soumis treize ans au régime le plus démoralisateur, livré à toutes les entreprises de la franc-maçonnerie et à toutes les ignominies de la presse,

il se trouve plus ferme à la fin de l'épreuve. Cet exemple est rare. Il faut le noter comme l'un des plus grands services qui aient été rendus de notre temps au véritable esprit de liberté.

Les hurleurs d'impiétés, les démolisseurs, les conspirateurs sont les pionniers du césarisme. Si la liberté peut être sauvée des hideux hommages qu'ils lui rendent et des victoires dont ils la souillent, c'est par les hommes qui sauront se servir d'elle pour assurer le triomphe de l'ordre et du droit. Ceux-là montreront que le vrai catholique est seul le vrai libéral, parce que, sans sacrifier les principes, aussi plein de patience qu'il est plein de foi, il sait attendre l'heure de la raison en respectant la liberté d'autrui.

Cette patience si louable ne doit pas finir avec le péril. Les catholiques belges en ont encore besoin. L'art suprême de la politique est de ne pas céder et de ne pas *triompher,* et cet art n'est que le devoir du chrétien. Ne point céder assure le succès; triompher, sonner la trompette, renverser ce que l'on pourrait améliorer et transformer, déchirer lorsqu'il y aurait moyen de découdre, c'est compromettre cette noble et chrétienne victoire de la patience, si lentement obtenue. La politique est autre chose que la guerre; son génie et son courage ne doivent point courir à l'assaut. Elle établit des principes et non des batteries. Elle fait des lois contre le crime, elle n'en fait pas contre la liberté. Par la persuasion et par la persévérance, elle amène l'adversaire à se rendre sans coup férir.



Les catholiques belges peuvent continuer dans l'exercice du pouvoir l'expérience qu'ils ont noblement soutenue dans l'opposition. Les conditions où se trouve leur pays, son peu d'étendue, sa neutralité, le sentiment religieux, plus général encore que la majorité ne le dénonce, leur permettent de prendre la direction des choses publiques, et même peuvent leur en faire un devoir. Il n'en est pas ainsi ailleurs.

Le catholique belge n'a besoin que de prudence, là où aujourd'hui le catholique d'une autre nation n'aurait guère de choix qu'entre les extrêmes dangers de la témérité et les extrêmes hontes de l'apostasie. Les Belges ne sont pas exposés à attaquer ou à livrer ce qu'un catholique doit défendre au prix de sa place, de sa fortune et de son sang. Ils n'ont point d'instructions diplomatiques à donner contre la liberté de l'Église, point de palissades à abattre devant les garibaldiens et les cavouriens, point de violation de la loi de Dieu à commettre officiellement. Enfin, ils ne sont point condamnés à n'entrer au ministère que comme les Hollandais entraient au Japon, en marchant sur le crucifix. La prudence politique qui leur est commandée ne va pas au-delà du devoir, et elle garde le caractère de vertu chrétienne.

Il est inutile de dire aux hommes de bien qui composent le cabinet belge qu'ils manqueraient de prudence s'ils manquaient de fermeté. Ils savent qu'ils doivent être fermes jusqu'à l'énergie. C'est une émeute qui a fait tomber le cabinet catholique de 1857. Une misérable journée de rue a livré pour treize ans la Belgique à la franc-maçonnerie et a mis



au pouvoir des hommes dont la capacité et l'incapacité furent également funestes et encore plus humiliantes. La Belgique se relève glorieusement aujourd hui. Que ses nouveaux ministres la préservent de retomber!

V

11 août.

CHANGEMENT DE MINISTÈRE.

Le nouveau cabinet nous fait espérer le maintien de la paix civile, fort compromise depuis quelques jours. La place prépondérante qu'y occupe l'élément militaire a procuré le silence de la rue, trop remuée par les avocats. Manifestement, M. Ollivier ne suffisait pas contre le trio des *Jules*. Un avocat contre trois est impossible, surtout quand son malheur le met du bon côté. En revanche, un militaire, même du bon côté, pourvu qu'il puisse faire mine de dégaîner, se sent aisément compétent contre beaucoup d'avocats. Voilà donc les *Jules* disposés à écouter les conseils de la prudence. C'est ce qu'il fallait. Une nation contrainte à s'armer doit le faire avec ordre, avec tranquillité, avec une bonne espérance du résultat. La perspective de combattre sous le gouvernement et pour la gloire de M. Jules Favre, de M. Jules Simon et de M. Jules Ferry, offrait quelque chose de désagréable.

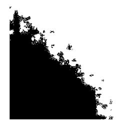
Mourir pour... Jul'Ferry!!!



Le ministère est formé d'hommes qui, presque tous, ont eu l'occasion de se montrer gens de cœur et capables. Le comte de Palikao, déchiré par de longues calomnies, est très-considéré comme militaire. Sous le rapport civil, il n'est pas moins estimé des honnêtes gens qui l'ont approché. Il est ferme, doux et de grand sens, avec une culture d'esprit peu commune. La confiance qu'on lui témoigne aujourd'hui est une première réparation de la cruelle injustice des bruits publics. On connaît le mérite financier de M. Magne, il a eu l'heureuse chance de rester plus de vingt ans aux affaires sans manquer à son devoir et sans se faire d'ennemis. M. Brame et M. Jérôme David sont d'énergiques hommes de bien. On honore également M. l'amiral Rigault de Genouilly et M. Grandperret. M. Chevreau jouit d'une renommée d'administrateur bienveillant, intelligent et actif. M. le prince de La Tour-d'Auvergne passe pour avoir horreur du portefeuille. Nous espérons que son dévouement ne refusera pas un poste où il a montré une sagesse dont les conseils ont été trop peu suivis, et où tout le monde sait qu'il ne manquera jamais de dignité. Il n'eût pas abandonné Rome; il n'eût pas commis cette faute qui ajoute tant à nos angoisses, et qui nous vaudra si peu de secours italiens.

Cet ensemble ministériel, formé quasi en dehors de la politique, réunit les qualités nécessaires pour le moment. Il peut administrer, et c'est une des conditions premières de la victoire.

Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas de-



mander davantage. Tout est subordonné à la question de guerre. Le devoir du ministère est de soutenir la guerre par la vigueur de l'organisation intérieure. Il doit fabriquer des armes, ne mettre ces armes que dans les mains des vrais combattants. Qu'il fasse cela; qu'il écarte, qu'il contraigne au besoin des fous qui involontairement deviendraient des traîtres : aucun sacrifice ne lui sera refusé, et ceux qui devront mourir lui sauront gré, parce que la patrie n'aura pas perdu le prix de leur sang.

Seulement, nous le conjurons de porter son attention sur deux points qui se rattachent de près à la question de la guerre. Premièrement, qu'il ouvre plus largement les camps et les ambulances à la charité du clergé. Les catholiques souffrent cruellement des obstacles que rencontre le dévouement sacerdotal. Ils tremblent devant ce mépris des âmes. L'organisation de l'aumônerie est pitoyable. Il y a là des routines, des froideurs et des hauteurs bureaucratiques qui indignent. Pour l'amour de Dieu et des âmes, que le bureau de M. l'abbé Laine ne soit pas plus imprenable que le portefeuille de M. Ollivier! Qu'on nous ôte ces terreurs sur le salut de ceux qui nous sont chers, qui sont notre sang.

En second lieu, nous désirons savoir ce que l'on compte faire à Rome. Nous nous bornons à poser la question. Nous ne voulons pas, en ce moment, par pitié, dire tout ce que nous avons dans l'esprit et dans le cœur. Mais enfin l'on doit bien comprendre ce que nous souffrons, nous, — et nous sommes tant! — qui croyons que Dieu s'intéresse à ces affaires. Assuré-



ment nous ne refuserons rien à la patrie. Nous lui donnerons ce qu'elle nous demandera, nous irons où elle nous enverra, et, faisant notre devoir, nous ne craindrons pas pour nous le jugement de Dieu. Mais si la France décline l'honneur de protéger désormais le Vicaire du Christ, nos sacrifices seront sans consolation et la victoire même sans espérance.

VI

14 août.

ABANDON DE ROME. — ESPÉRANCES FRANÇAISES. — LE PATRIOTISME SERA CATHOLIQUE ET LA FRANCE SE RELÈVERA.

La Prusse est le péché de l'Europe. Née du protestantisme, son premier établissement lui fut fait par l'apostasie; elle a grandi dans le délire et par la complicité de l'impiété philosophique. Après Albert de Brandebourg l'apostat, son second fondateur est Frédéric l'athée.

Le principal ministre de Frédéric, pour tromper et corrompre l'opinion, fut Voltaire.

L'on a coutume de dire chez nous que la *Marseillaise* vaut une armée; oui, une armée sur le boulevard, juste l'équivalent d'une armée sur le papier. Mais la plume de Voltaire servit mieux et plus longtemps Frédéric! Ce n'était pas par amour. Voltaire détestait déjà Frédéric avant d'en être bâtonné



Après comme avant le bâton, Voltaire glorifia avec zèle ce Platon de corps de garde, par haine du Christianisme et de l'ordre chrétien. Le misérable, s'étant pris à haïr Jésus-Christ, ne vivait plus que pour sa haine. Frédéric était l'homme qu'il lui fallait, il le flaira de bonne heure et l'adora jusqu'à la fin, en dépit des coups de bâton. Il eut l'infamie au degré héroïque. Rien n'a paru dans le monde de plus bête, de plus fangeux et de plus antifrançais que Voltaire. Il a des émules, point d'égaux. Les beaux esprits et les esprits forts qui, durant une année, ont boursillé à grand bruit pour dresser une statue au Prussien Voltaire (que devient-elle ?) n'ont que la première de ses qualités. Ils sont de ceux qui ne savent ce qu'ils font. Le pauvre Havin n'était pas en conscience mauvais Français. Jamais on n'eût fait entrer dans son peu de cervelle qu'il dressait en réalité une statue à la Prusse philosophique et conquérante. Mais Voltaire a su ce qu'il faisait, et il a fait ce qu'il voulait faire. Il se disait lui-même Prussien. Pour ces occasions, il disait la vérité.

La Prusse est le péché de nos pères, elle est aussi le nôtre. Nous avons exalté son orgueil en admirant sa science fausse et ses brutales institutions. Notre politique a fourni des prétextes à son esprit de mensonge, elle a favorisé son esprit de rapine. Pour faire l'Italie, nous avons dépouillé et puis abandonné le Pape, et nous avons défait l'Autriche. Nous avons abjuré ce caractère sacré des forts, qui est de protéger le droit des faibles. Nous avons cessé de croire que le droit protégé du faible est le vrai et l'unique



rempart du fort, maxime chrétienne dont Voltaire se serait trop moqué et que ne pouvaient, dès lors, tenir des gens d'esprit comme nous. Seulement il s'est trouvé qu'en défaisant l'Autriche, nous faisions la Prusse. Notre victoire de Solférino avait dans ses flancs la victoire prussienne de Sadowa, grosse elle-même de la guerre présente.

Et voici Wissembourg et Reischoffen qui tombent sur nous comme un coup de foudre, le jour même où notre drapeau quitte la terre de Jésus-Christ pour la livrer à la bonne foi de nos ALLIÉS du Piémont. Non, nous ne pouvons taire, et nous ne tairons pas la suprême angoisse des âmes catholiques! Que la France nous demande le sang de nos veines, nous ne regretterons que de ne pas en avoir assez pour noyer ses envahisseurs; mais nous laisserons aussi couler le sang de nos cœurs déchirés par ce coup perfide et inattendu. Nous le laisserons couler, et de nos mains défaillantes nous le jetterons à la face de ceux qui, lorsque nous nous levions pour défendre leur cause, hélas! mêlée à celle de la patrie, nous ont fait trahir Dieu et nous ont trahis nous-mêmes en nous dépouillant de la bénédiction. La victoire des Prussiens n'est pas à Wissembourg, n'est pas à Reischoffen, ne sera pas ailleurs, quand même ils passeraient. S'ils passent, il leur faudra repasser. En France on ne repasse pas sans tomber sur un sol labouré de fosses françaises : la victoire des Prussiens est à Rome. Là ils l'ont emporté sur la foi et sur l'honneur de la France. Là notre drapeau n'a pas été abattu par la force, il s'est dérobé. Là, là, les Prus-

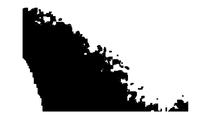


siens nous ont fait payer à Voltaire les services qu'il leur a rendus. O douleur immortelle!

Mais, du moins, nous en laverons la honte. Ni les victoires matérielles de la Prusse, fussent-elles multipliées, ni les victoires philosophiques des Prussiens de France ne nous arracheront le Christ. S'il y a une France de Voltaire, il y a une France du Christ, qui se retrouvera et qui vaincra. Que les armes nous trahissent, que Dieu mette de l'autre côté les chevaux, les canons et les habiles chefs de guerre; il y a des armes qu'il ne veut pas nous ôter, qu'il ne nous ôtera pas et qu'il ne donnera pas à l'ennemi victorieux pour un jour: nous avons la Vierge et l'Eucharistie.

Dans la patrie vaincue, le patriotisme sera invincible, parce qu'il sera catholique. La foi ne cède pas au fait accompli. Elle est plus forte que les armes, plus forte que le fait accompli, plus forte que le temps. Il n'y a pas d'armes ni de temps qui puissent tuer ce qui ressuscite.

Quand nous serions trahis absolument par nos bras, nous ne le serons pas par nos cœurs. Quand nous n'aurions que nos mères, nos femmes et nos filles, nous ne serions pas encore vaincus. La prière est intarissable dans ces cœurs sacrés, les œuvres de la prière sont intarissables dans ces mains pures. Un homme d'Etat allemand, catholique par miracle, à qui nous faisions dernièrement le décompte de nos religieuses, nous disait: La France est sauvée, car il n'y a rien de pareil dans le reste du monde! Nous avons des religieuses, nous avons des prêtres, et par le sang qui arrose aujourd'hui la terre, nous sa-



vons que nous aurons des soldats. Nous aurons Dieu aussi. Dieu n'est pas toujours du côté des gros bataillons, mais il est toujours de la croisade. Déjà la croisade est commencée.

Ces jours d'angoisse l'ont préparée et prêchée, elle s'ouvrira demain. Le secours ne manquera pas, et un instinct de foi nous dit qu'il est proche. Demain est le jour de la sainte Vierge, reine des cieux et reine de France selon la foi de nos pères, *regnum Galliæ, regnum Mariæ*. Demain nous célébrerons cette fête enfin dégagée du saint d'administration qui la gêne et l'obstrue depuis dix-huit ans. Le 15 août 1870 sera la fête de l'Assomption de Marie, et non plus la fête de saint Empereur. Nous nous prosternerons devant notre reine ; nous lui demanderons de délivrer son royaume et d'y reprendre son ancien empire, et nous serons exaucés. Ou Marie nous donnera la victoire, ou elle nous donnera la constance qui supporte les grands revers de manière à en triompher. Un illustre général disait : La victoire échappe souvent à celui qui la poursuit, elle est fidèle à celui qui sait l'attendre.

Nous l'attendrons s'il le faut. Par Marie, nous obtiendrons cette grâce de choix. Ne pouvant moissonner, nous sèmerons. Nous sèmerons dans le sang et dans les larmes pour récolter dans l'allégresse. Nous avons notre chef de guerre qui ne se trompe pas, qui ne désespère pas, qui ne périt pas. Il nous enseignera infailliblement la voie du salut, même du salut temporel, parce que, nous disant ce qu'il faut croire, il nous dira en même temps ce qu'il faut faire.



Il nous préservera de cette absorption et de cet engouffrement dans l'erreur, qui est le seul véritable péril des nationalités. Un Français peut, à force de temps et de coups, devenir Prussien comme un autre; un gallican n'en est pas à l'abri. Un catholique ne le peut pas. Le Pape infaillible s'y oppose. Pour devenir Prussien, il faut apostasier.

C'est pourquoi nous sortirons de cette guerre, quelle qu'en soit la durée. Nous en sortirons non-seulement intacts, mais triomphants, purifiés et agrandis. Nous en sortirons avec la connaissance du bien et du mal, avec la haine du mal et l'amour du bien. Dans le combat, nous aurons laissé notre sabre de conquête, qui a voulu follement refaire l'empire païen de César et qui n'a réussi qu'à se susciter des concurrents; nous aurons repris l'épée chrétienne, la noble épée qui a fait la France. Avec cette épée, nous ruinerons les entreprises d'unification césarienne, et nous rétablirons les frontières des petits peuples, où se réfugient la liberté et la paix. Chassé du monde européen, le Christ, dans un pan de sa robe d'exil, emportait les patries. La France, menacée à son tour, lui fera un chemin pour rentrer. Il reviendra, et les peuples assassinés renaîtront pour bénir le Christ qui a daigné réveiller la France.

Autrefois, dans les grands périls et dans les grands repentirs, on faisait de grands vœux. Avant la bataille de Bouvines, l'évêque de Senlis, qui accompagnait Philippe-Auguste, fit vœu à la sainte Vierge de bâtir une abbaye en son honneur si l'armée fran-



çaise l'emportait sur ses ennemis. La bataille gagnée, il tint parole, et ainsi, avec le concours et les offrandes du roi, fut bâtie à Senlis l'abbaye de Notre-Dame-des-Victoires. Ces traits sont nombreux dans notre histoire.

Pourquoi nos évêques ne nous proposeraient-ils pas un acte de foi semblable? Faisons vœu d'élever un sanctuaire à Marie, patronne de la France, à l'endroit du sol où sera gagnée la bataille qui nous délivrera. Que ce soit là le mémorial de la fête de l'Assomption en l'an de grâce mil huit cent soixante-dix. Pour que le sanctuaire soit digne de Marie et digne de la France, l'État appauvri n'aura rien à dépenser.

VII

Même jour.

UN MOT AU JOURNAL DES DÉBATS.

L'espérance de voir enfin tomber le gouvernement temporel du Pape remue doucement le cœur du *Journal des Débats*, et semble lui faire prendre avec patience d'autres événements politiques moins agréables qui paraissent assez se lier à celui-là. Mais l'heureuse chance qui lui sourit, depuis l'évacuation du territoire pontifical, ne le porte pas encore à nous épargner ses traits.

Il nous reproche d'approuver la prépondérance de l'élément militaire dans le nouveau cabinet, et d'a-



voir dit que le militaire, lorsqu'il peut dégaîner, se sent aisément compétent contre beaucoup d'avocats. Nous n'aurions pas cru que cette situation lui fît tant de peine, ni qu'il fût à ce point partisan des Jules et de la sédition à Paris. Il nous demande si nous étions contents de la prépondérance qui dégaînait contre nous il y a dix ans et qui supprimait l'*Univers*.

Nous lui rappelons, puisqu'il paraît l'oublier, que cette suppression, qui s'opéra sans opposition de sa part, fut précisément le fait des avocats. M. Billault n'avait rien de militaire. Mais quand il eût été général, est-ce que, pour avoir été pillé une fois par les gendarmes, nous devons désirer de l'être encore par les voleurs?

Nous ayant fait cette mauvaise querelle, le *Journal des Débats* glisse aux affaires du Pape. Il trouve étrange que nous interpellions le nouveau cabinet sur la question de Rome. Elle manque, dit-il, d'*actualité*. C'est son avis, ce n'est pas celui de tout le monde ni le nôtre. Nous ne sommes pas de ceux que la joie de voir les garibaldiens à Rome consolerait de voir les Prussiens à Paris.

Dans les circonstances actuelles, le *Journal des Débats* devrait nous pardonner cette faiblesse. Rome ne nous est pas seulement un regret, elle nous est un exemple. Nous admirons le Pape, abandonné et désarmé, se refusant néanmoins tout net à accepter un *modus vivendi* avec ceux qui se préparent à l'envahir. Nous souhaitons qu'on imite cette fermeté romaine, et nous attendons que le *Journal des Débats*



en donne le conseil, malgré l'ennui de se voir une fois d'accord avec nous.

VIII

15 août.

LE CITOYEN GIRAULT, MEUNIER ET DÉPUTÉ. — M. JULES FERRY. — M. GAMBETTA. — LEUR COMMUNE IMPIÉTÉ ET LEUR COMMUNE SOTTISE.

M. Hamon, l'un des curés de Paris, fort âgé et vénérable, fut, avant-hier, insulté dans la rue. L'insulte venait d'un de ces groupes, généralement altérés, qui traînent par la ville, fréquemment en fiacre, et assez fréquemment aussi avec des dames, hurlant qu'on veut leur mettre « des fers dès longtemps préparés, » et qu'on vient

Jusque dans leurs bras
Égorger leurs fils, leurs compagnes.

Le bon curé passait, ne songeant nullement à leur appliquer « d'ignobles entraves; », mais ces utiles citoyens trouvèrent agréable de lui appliquer leurs propos. Un certain courage est nécessaire pour injurier ce visage et ces cheveux blancs. Ils l'eurent. Le digne ecclésiastique s'approcha d'eux et interpella celui qui avait encore l'outrage à la bouche : « Vous m'insultez, mon ami, lui dit-il ; je voudrais savoir si vous avez plus que moi aimé vos frères et fait davantage pour les secourir J'ai bâti

une maison de refuge pour environ cent vieillards : elle est pleine, et ceux qui l'habitent y sont vêtus, nourris et soignés. J'ai bâti et doté aussi des écoles pour deux cents enfants. Elles vont bien. Le tout m'a coûté plus d'un demi-million, et je me suis mis pour cela dans les dettes, sans compter d'autres soucis que j'ai encore. »

Il aurait dû en dire plus long. Ces œuvres ne sont pas les seules de sa vie sainte et laborieuse. Mais il n'eut pas besoin de prolonger le discours. Son insulteur, nous devons le dire à la louange de cet homme, eut la dignité de lui demander pardon.

Nous ignorons si l'illustre citoyen meunier et député, M. Girault, du Cher, aurait voulu se donner le même mérite. Nous en doutons un peu. M. le citoyen Girault, qui a su si bien moudre, qui sait lire l'imprimé, et qui dégoise hardiment ce qu'il a lu dans les gazettes; un meunier qui s'est fait du pain si blanc, un savant qui s'est fait des opinions si rouges, ne croira jamais qu'il se soit pu tromper. M. Girault, n'ayant pas eu besoin de prêtres pour faire ses moutures, est naturellement convaincu que les prêtres sont de trop; qu'ils sont même gênants dans le maniement et le trafic du moulin, moulin à grains et moulin à paroles.

M. Girault sait de science certaine que l'homme vit seulement de pain, et qu'une civilisation est parfaite lorsqu'elle ne manque pas de meuniers, surtout quand les meuniers ne manquent pas d'éloquence, c'est-à-dire de salive. En conséquence, M. Girault décrète qu'il faut aviser à supprimer les

prêtres ; et pour arriver à ce but philosophique, patriotique et qui favorise la meunerie, il parle des prêtres à la tribune de façon à les faire insulter dans les rues. Tout cela est selon les moyens intellectuels et oratoires de M. Girault, meunier et homme d'État. C'est tout juste ce que l'on peut apprendre de politique sur le chemin du moulin ; et c'est tout juste aussi ce qu'il faut pour être ramené au moulin, comme M. Girault en fera l'expérience.

Que M. Ferry et d'autres, moins innocents que M. Girault, parlent comme lui et comme les bons citoyens qui insultent les prêtres dans la rue, en ce moment bien choisi pour de tels actes de bravoure et de telles manifestations de concorde, nous n'en sommes pas démesurément étonnés. C'est ainsi qu'ils peuvent se signaler, et c'est ainsi que nous les connaissons. Comme le gouvernement qui a mis nos affaires dans le brillant état où nous les voyons, ils trouvent l'occasion excellente pour abandonner Rome.

Le fond de leur sac, le fond de leur énergie, leur grande ressource pour établir la République, c'est de faire la guerre à l'Église. La liberté de ne plus croire en Dieu ne leur suffit pas, il leur faut la liberté de le proscrire. Alors tout est bien ; alors les peuples seront grands, seront libres, seront purs. Et des anges jusqu'à présent cachés, les mains pleines d'un blé qui n'aura pas été semé, le verseront au moulin de M. Girault, où il se moudra et même se pétrira tout seul. En sorte que M. Girault n'aura plus qu'à fumer sa pipe aux pieds de M. Ferry, qui

lui apprendra l'éloquence cultivée. Et si ces messieurs s'ennuient, l'un de la rusticité vaniteuse de son auditeur, et l'autre de la platitude vaniteuse de son orateur, les peuples viendront se livrer la guerre au bas du moulin, pour donner au meunier et à l'avocat l'occasion d'exercer leurs connaissances militaires. Ainsi faisaient les patriciens de Rome antique lorsqu'ils régalaient. Ne sachant pas beaucoup causer, ils dépensaient quelques paires de gladiateurs.

Laissons ces hommes du moulin. Il n'y a nul espoir de les convaincre, le bon argument n'est pas encore prêt. Qu'importe le petit épisode répugnant qu'ils pourront remplir dans la catastrophe générale! Le navire surnagera, et ils resteront au fond, plusieurs sans que leurs mains parricides se soient levées vers Dieu. Quand ils auraient la joie de faire les belles actions des Danton, des Marat et des Hébert, ils en auront le destin final. Cela coule. Les monstres de la première révolution sont plus morts que ceux qu'ils ont assassinés. Ce qui nous cause plus d'ennui que les revenants rouges, c'est de voir avec eux M. Gambetta.

Selon certains connaisseurs estimables, M. Gambetta n'est pas seulement une flûte plus distinguée que M. Jules Favre et tout le reste de la musique de la chambre julienne. Ils le disent intelligent. Ils disent même que c'est *un homme*. Alors que fait-il là-dedans, et par quels côtés défectueux de sa raison et de son cœur peut-il s'assortir à cette bande *inhumaine*, qui rêve et propose bêtement les vieilles cordes et le vieux couperet de 93?

L'impiété, l'insulte à la prière, la persécution, la rupture violente du monde avec Jésus-Christ, est-ce donc là le dernier mot des républicains, et un siècle bientôt plein de sanglante histoire ne leur a-t-il pas appris autre chose? Est-ce que M. Gambetta, l'homme intelligent du parti, en est là, comme tout ce mortier à bâtir des dictatures, qui ne cesse d'être fange que pour se dissoudre bientôt en poussière, et qui demande alors qu'on le ramène à l'état de fange en l'arrosant de sang? Et s'il se distingue de ces niais désastreux et déplorables, pourquoi le voit-on avec eux? Quelle est la différence de fond entre M. Gambetta et M. Girault le meunier, ou M. Arago, l'homme aux ailes de pigeon rouge? Que fait-il parmi ces irrémédiables embourbés?

Il n'y a qu'une maladie mortelle des hommes et des nations, c'est l'impiété. Elle tue l'âme, l'âme des peuples comme l'âme des individus. Un peuple impie est un peuple non-seulement tyrannisé, mais fait pour la tyrannie. Il livre sa conscience; d'ineptes et infâmes dictatures prennent sa chair et la vendent à César. Ses tribuns sont de la graine de chambellans. Ils se pressent à la tribune, parce que c'est le chemin le plus court pour arriver à l'antichambre.

Si M. Gambetta veut faire ce métier, qu'il renonce à l'espoir d'avancer les affaires de la République! Pour avancer les affaires de la République, il faut être autre chose que de tels républicains.

Nous disions l'autre jour à un républicain : Soyez catholiques, nous serons républicains. Ce que nous disions dans une conversation privée, nous ne crai-

gnons pas de le répéter à haute voix. Nous baisserons même nos conditions. Nous ne demandons pas aux républicains d'être catholiques. Cette hauteur demande des qualités d'haleine et de muscles qu'ils n'ont pas tous. Nous leur dirons simplement : Laissez-nous être catholiques, et nous serons républicains. Mais s'il s'agit d'éteindre le sacerdoce et de rompre avec le Christ, non. Nous n'avons pas livré nos âmes à la monarchie, nous ne les livrerons pas à la République.

Nous maintiendrons nos âmes dans leur liberté, et nous ne vous les laisserons pas opprimer. Essayez ce que vous pouvez faire contre nous, nous verrons ce que vous saurez faire sans nous. Nous verrons ce que deviendront les moulins et les tribunes.

Mais ce sont de vieilles et abjectes chimères. Vous ne ferez rien, sauf peut-être quelques dégâts honteux et de courte durée, parce que vous n'avez pas une idée à donner au monde. Le monde est loin de vous, loin de vos sottises féroces. Le monde ne veut ni de César, ni de Brutus. Il a besoin d'un inconnu que vous ne pouvez lui offrir ; il a besoin du Christ, dont il ne sait plus le nom, et dont pourtant il se souvient. C'est lui, c'est le Christ, qui est cet inconnu, le législateur introuvable de la liberté. Le moment n'est pas loin où vous aurez accompli votre rôle providentiel, en forçant tous les regards de se tourner vers sa radieuse image.

IX

16 août.

LA STATUE DE VOLTAIRE.

Nous demandions l'autre jour des nouvelles de la statue de Voltaire, conseiller et trompette du roi Frédéric de Prusse. Le *Siècle*, que cètte gloire regarde, ne nous a pas fait attendre sa réponse, et nous avouons sans difficulté qu'elle est parfaitement claire. La statue de Voltaire est érigée dans Paris, à cette heure prussienne. Elle a été posée sur une de nos places publiques, dimanche dernier, veille de l'Assomption, en vertu d'un arrêté de M. le préfet de la Seine, lequel se nomme Chevreau. C'est le même qui contre-signe et communique au public, en qualité de ministre de l'intérieur, les bulletins de guerre dont nous sommes favorisés depuis plusieurs jours.

Donc, le 14 août 1870, après deux victoires des Prussiens sur le sol français, lorsque l'armée française bat en retraite, et pendant qu'une sédition sauvage éclatait au faubourg de Belleville, pour achever de montrer où en est la civilisation, la statue du blasphème a été érigée dans Paris.

Après l'abandon de Rome, il nous semble bien qu'on ne pouvait rien faire de mieux pour attirer la foudre.

En voici la relation officielle. Nous la reproduisons *ad perpetuam rei memoriam :*

COMMISSION DE LA STATUE DE VOLTAIRE.

Conformément à un arrêté de M. le préfet de la Seine, la statue de Voltaire, produit d'une souscription populaire ouverte par le journal le *Siècle,* est élevée provisoirement sur une place publique de Paris, le square Monge.

Son emplacement définitif sera sur la place de Rennes, derrière l'Institut, quand cette place sera terminée.

La commission a pensé que, dans les circonstances actuelles, l'érection de cette statue ne devait donner lieu à aucune inauguration solennelle.

En des temps meilleurs, et lorsque la statue du grand penseur, du grand philosophe, du grand écrivain sera transportée sur la place de Rennes, la commission se fera un devoir d'appeler la population de Paris à honorer cette impérissable mémoire.

Hier, dimanche, lorsque le bronze a été posé sur le socle provisoire, la foule nombreuse qui assistait à cette opération a salué la statue de cris mille fois répétés : Vive Voltaire!

Comme le socle définitif, le socle provisoire portera cette simple inscription :

A. VOLTAIRE

SOUSCRIPTION POPULAIRE.

Dès que les frais de cette érection provisoire auront été payés, la commission publiera le bilan de la souscription.

Le secrétaire trésorier,
A. SCHAFFER.

A Voltaire, *souscription populaire*, c'est sans doute ce que M. le préfet Chevreau a trouvé de plus modeste et de plus conciliant, par un reste d'égards

pour la partie du peuple français qui n'a pas souscrit. Cependant souscription *populaire* étend à tout le peuple la responsabilité de cette canonisation. C'est un mensonge public que M. le préfet de la Seine a permis d'ajouter à un blasphème public. M. Chevreau avait le droit de s'associer au blasphème, c'est son affaire. Il n'avait pas le droit de permettre le mensonge qui impute à trente millions de catholiques ce qui n'est que le fait d'une cohue de libres penseurs, dont le plus illustre fut le risible Havin, mort millionnaire, sans que personne ait su ni lui-même s'il croyait ou ne croyait pas en Dieu.

Lorsque M. Chevreau, la semaine dernière, passa ministre de l'intérieur, nous l'avons traité d'administrateur intelligent. Nous nous hâtons de retirer cette parole hasardée. Ce que vient de permettre M. Chevreau n'est pas intelligent. Quand même il serait, en matière de religion, l'égal et le pareil de notre illustre Havin, il ne peut pas ignorer qu'il existe en France des catholiques, des gens qui adorent ce même Jésus-Christ, tant et si ignoblement injurié de Voltaire. Il devait comprendre que l'érection d'une statue à Voltaire (et dans quel moment, grand Dieu!) leur serait une sanglante et abominable injure, et capable de jeter dans leurs cœurs non-seulement la colère, mais l'épouvante. S'il ne l'a pas compris, il est inintelligent. S'il l'a compris, il est inintelligent et quelque chose de plus.

Il faut avouer que le moment est dur! On nous demande des prières et de la fidélité pour un gouvernement qui fait ériger une statue au blasphème, et

l'on nous présente d'autre part un programme de liberté dont les auteurs ne sont bien fixés que sur la nécessité de renverser l'autel, en attendant de lui substituer la guillotine. Et pendant ce temps-là le sang coule, la France est envahie et le trouble est dans la rue, dans la bataille et dans les conseils.

O Empire ! ô République ! ni l'un ni l'autre vous n'êtes et vous ne connaissez la liberté, ni l'un ni l'autre vous n'êtes et vous ne connaissez la patrie. Avec une égale frénésie l'un et l'autre vous reniez le baptême du peuple franc.

Dieu prendra pitié de nous. La justice ne dépassera pas la miséricorde, nous ne serons pas flagellés au-delà du besoin de notre santé future, nous trouverons le breuvage salutaire dans la coupe du châtiment. L'amour de la patrie élève les cœurs au-dessus des chagrins vulgaires. On veut bien être ruiné, on veut bien mourir. Mais ces choses abjectes et ineptes, mêlées aux choses tragiques, ces chansons avinées quand le sang le plus généreux arrose la terre, ces hommes d'État qui demandent des prières et qui autorisent le blasphème, ces blasphèmes sous la foudre qui tombe, ces assassins sur le pavé et ces orateurs à la tribune, toute cette révélation de la stupide multitude qui ne veut pas être sauvée, c'est cela qui tient les âmes sous la meule.

On étouffe et on est broyé.

X

16 août.

LE FACHEUX ABBÉ LOYSON, PROFESSEUR EN SORBONNE.

Un ecclésiastique officiel vient appuyer les idées de M. le citoyen Girault. Le maire du V° arrondissement a reçu la lettre suivante :

Monsieur le maire,

L'esprit et la loi de l'Eglise ne permettent pas au prêtre de prendre les armes, si ce n'est dans le suprême danger de la patrie. Ce danger, s'il n'est pas épargné à la France, trouvera certainement tous ceux d'entre nous que le ministère sacerdotal n'enchaînera pas ailleurs, fidèles sur nos remparts au devoir du citoyen. En attendant, rien ne s'oppose à ce que nous concourrions à la défense nationale en maniant la pelle et la pioche.

Veuillez donc m'indiquer à quel chantier je dois me rendre pour prendre part aux travaux de terrassements des fortifications de Paris. Dès demain, après ma messe je me tiens à vos ordres.

Agréez, monsieur le maire, l'assurance de ma considération respectueuse et de mon dévouement patriotique.

L'abbé JULES-TH. LOYSON,
Professeur d'éloquence sacrée à la Faculté de théologie de Paris.

En 93, les chanteurs du *Ça ira* avaient une autre chanson, qui commençait ainsi : *J'ons un curé patriote*. La suite n'indiquait pas que le curé patriote fût le modèle des serviteurs de Dieu. En général, on

a petite opinion de ces prêtres qui demandent à faire le coup de feu sur le rempart, et, en général, on ne se trompe pas. La fonction du prêtre est de défendre les âmes. Dans les plus grands périls, c'est assez qu'ils aillent assister les mourants, exposant eux-mêmes leurs jours, comme viennent de faire M. l'abbé de Bouvron et M. Gardet, l'un peut-être mort, l'autre prisonnier. Ceux qui prennent les armes peuvent avoir beaucoup de vertu, mais l'on peut douter qu'ils aient la tête solide et le ferme cœur qui empêchent la vertu de broncher.

Nous osons donc conseiller à M. l'abbé Jules-Théodose Loyson, professeur d'éloquence sacrée, etc., de laisser aux terrassiers la pelle et la pioche. Les terrassiers s'en serviront mieux que lui. Son rabat dérangerait les autres travailleurs, plus peut-être que sa pioche et sa pelle ne les édifieraient. Il est d'ailleurs fort en chair, et il aurait plus tôt fait de gagner une pleurésie que d'élever un bastion.

Que demain, après sa messe, il reprenne l'étude de l'éloquence sacrée, où il lui reste à apprendre, quoique professeur. S'il sait démontrer aux autres et à lui-même que la transgression des lois de Dieu attire la colère de Dieu sur les peuples, il aura très-bien et très-opportunément travaillé aux remparts.

L'Italie *régénérée* veut, comme on nous le propose, que le noviciat du sacerdoce se fasse aux armées, et il en est ainsi. En outre, depuis Passaglia, cette même Italie n'a pas chômé de prêtres qui ont offert de travailler aux remparts, commençant par déserter le rempart de l'Église. Elle a même un général, Sir-

tori, qui est prêtre, et qui n'a pas gagné la bataille de Custozza. Tout cela n'a nullement mis l'Italie régénérée sur un grand pied d'honneur, soit dans la guerre, soit dans la paix. Les prêtres militaires sont aussi chétifs militaires que chétifs prêtres; et quant aux prêtres terrassiers, nous verrons comment se tiendra le rempart de l'Italie, si jamais l'Autriche,— oui, l'Autriche et pas davantage, — y revient.

Tous ces prêtres-là sont pour servir de dernier argument à M. Girault, qui demande à quoi bon des prêtres?

XI

17 août.

QUELQUES PAGES DE L'HISTOIRE SAINTE.

Quand les dix tribus d'Israël, prenant prétexte du sot orgueil de Roboam, fils de Salomon, eurent rejeté la maison de David et se furent donné Jéroboam pour roi, celui-ci leur fit des veaux d'or, suivant leur désir et le sien. En même temps Roboam, le roi légitime, retiré dans Jérusalem, songea à reconquérir tout son royaume, et Juda et Benjamin, restés fidèles au sang de David et à la loi de Dieu, lui fournirent cent quatre-vingt mille jeunes gens propres à la guerre. Mais lorsqu'ils étaient prêts, Samaïas vint à eux, disant : « Voici ce que dit le Seigneur : Ne partez pas, ne combattez point vos frères les fils d'Israel, car cette chose est de moi. » Ils obéirent à

l'ordre de Dieu, et renoncèrent à marcher contre Jéroboam.

Cependant Roboam bâtit plusieurs villes en Juda et en Benjamin, toutes villes de remparts. Il leur donna des chefs auxquels il assigna des vivres, de l'huile et du vin; il approvisionna chacune d'elles de lances et de boucliers, et multiplia leurs défenses. Et les prêtres et les lévites et tous ceux d'Israël, qui dévouaient leur cœur à chercher le Seigneur Dieu, venaient de toutes parts à Jérusalem, abandonnant le territoire schismatique; car Jéroboam leur avait ôté le service divin, exigeant qu'ils adorassent les idoles et se soumissent aux prêtres qu'il avait institués pour servir ses veaux et les autres dieux qu'il s'était faits. Et par le concours de ces justes exilés, Juda fut fortifié et Roboam affermi.

Or, quand Roboam eut organisé son royaume et s'y fut affermi, il abandonna les commandements du Seigneur, et tout le peuple suivit son exemple. Et la cinquième année de son règne, parce qu'il avait péché contre le Seigneur, Susacim, roi d'Egypte, marcha contre Jérusalem avec douze cents chars, soixante mille chevaux et une multitude innombrable de gens de pied, Libyens, Troglodytes et Ethiopiens. Ils prirent toutes les forteresses de Juda et arrivèrent devant Jérusalem.

Samaïas, le prophète, alla trouver Roboam et les princes de Juda qui s'étaient réunis tremblants à Jérusalem. Il leur dit : « Voici ce que dit le Seigneur: Vous m'avez abandonné et moi je vous abandonnerai pour vous livrer à Susacim. » Et le roi et les

chefs de Juda eurent honte, et ils dirent : « Le Seigneur est juste. »

Quand le Seigneur vit qu'ils s'étaient repentis, la parole du Seigneur vint à Samaïas, disant : « Ils se sont repentis, je ne les détruirai pas; je leur accorderai comme une ombre de salut, et (toute) ma colère ne tombera pas sur Jérusalem. Ils seront asservis; ils connaîtront la différence de ma servitude avec la servitude des rois de la terre. »

Et Susacim, roi d'Égypte, entra dans Jérusalem; il prit tous les trésors du temple du Seigneur et tous les trésors du palais du roi, il prit tout. Il prit les boucliers d'or qu'avait faits Salomon. Il mit au-dessus du roi des capitaines de ses gardes pour le surveiller partout; et lorsque le roi entrait dans le temple du Seigneur, les gardes y entraient aussi. Mais parce qu'il s'était repenti, le Seigneur détourna de lui sa colère et il ne fut pas entièrement détruit, car il y avait encore en Juda de bonnes pensées. Le roi Roboam se raffermit en Jérusalem. Il fit le mal parce qu'il ne dirigea pas son cœur à la recherche de Dieu. Et entre Roboam et Jéroboam la guerre dura toujours.

Abias, fils de Roboam, monta sur le trône de Juda, et ne cessa pas d'être en guerre avec Jéroboam. La troisième année, il rangea en bataille une armée de quatre cent mille hommes vaillants. Jéroboam lui en opposa huit cent mille, vaillants aussi. Alors Abias monta sur la colline de Salomon qui est dans la montagne d'Ephraïm, et il dit : Jéroboam, écoute-moi; que tout Israël m'écoute!

Ayant rappelé comment Dieu, par une alliance sacrée (*in pactum salis*, une alliance *de sel*, indestructible, inaltérable), avait donné le royaume d'Israël à David et à ses fils, et comment Jéroboam et les hommes de pestilence qui s'étaient joints à lui avaient divisé le peuple, il ajouta ces paroles, qui sont un chant de guerre et une profession de foi :

« Et maintenant vous dites que vous résisterez au royaume du Seigneur que possèdent les fils de David et que vous êtes en nombre, et que vous avez avec vous les veaux d'or qu'a faits Jéroboam pour qu'ils soient vos dieux !

« N'avez-vous pas chassé les prêtres du Seigneur, les fils d'Aaron et les Lévites? Ne vous êtes-vous pas fait des prêtres parmi le peuple de toute la terre? Quiconque arrive pour se consacrer, avec un bœuf et sept béliers, le voilà prêtre de ce qui n'est point Dieu!

« Nous, nous n'avons point abandonné le Seigneur; ce sont les prêtres, fils d'Aaron, qui le servent, qui offrent les holocaustes, qui brûlent les parfums, qui déposent sur la table pure les pains de proposition, qui allument pour la nuit le chandelier d'or et les lampes. Nous observons les préceptes du Seigneur Dieu de nos pères, que vous avez abandonné.

« Voyez, le Seigneur et ses prêtres sont avec nous, à notre tête ; ce sont les trompettes sacrées qui nous donnent le signal. Fils d'Israël, gardez-vous de combattre le Seigneur. »

Cependant Jéroboam, en homme de guerre habile, se souciant peu des menaces de Dieu et des trom-

pettes sacerdotales, manœuvrait pour envelopper l'armée d'Abias. Juda, se retournant, regarda, et voilà que la bataille était devant et derrière lui. Alors il cria au Seigneur, et les prêtres sonnèrent de la trompette. Et pendant qu'il criait au Seigneur, le Seigneur frappa Jéroboam et Israël devant Abias et devant Juda. Et cinq cent mille hommes vaillants succombèrent du côté d'Israël. Et en ce jour-là, les fils d'Israël furent humiliés et les fils de Juda prévalurent, parce qu'ils avaient espéré en Dieu.

Asa régna à la place d'Abias. Il fit ce qui est bon et droit devant le Seigneur, et Juda fut en paix dix années.

Le roi répudia les autels des dieux étrangers, il brisa leurs colonnes, il abattit les bois sacrés. Il dit à Juda de chercher le Seigneur Dieu de leurs pères et de pratiquer sa loi et ses commandements. Il leur disait aussi : « Fortifions nos villes, nous prévaudrons sur la terre. Car, de même que nous avons cherché le Seigneur notre Dieu, il nous a cherchés. Il nous a donné la paix tout alentour et nous a fait prospérer. »

Or, il y avait en Juda trois cent mille hommes portant javeline et bouclier, et en Benjamin deux cent quatre-vingt mille archers ou fantassins armés à la légère, tous gens de cœur et aguerris.

Et Zara l'Éthiopien marcha contre eux avec une armée d'un million d'hommes et trois cents chars. Asa sortit à sa rencontre et rangea son armée en bataille dans la vallée, au nord de Maresa. Là, voyant la force de l'ennemi, il cria au Seigneur son Dieu, et

il dit : « Seigneur, il ne vous est point impossible de sauver, soit avec beaucoup, soit avec un peu. Fortifiez-nous, Seigneur notre Dieu, car nous avons eu foi en vous, et c'est en votre nom que nous avons marché contre cette multitude. Seigneur notre Dieu, que l'homme ne prévale pas contre vous? »

Et le Seigneur frappa les Éthiopiens devant Juda, et ils s'enfuirent. Asa et son peuple les poursuivirent jusqu'à Getsor. Les Éthiopiens tombèrent jusqu'au dernier. Ils furent broyés devant le Seigneur et devant son armée, et les fils de Juda recueillirent d'innombrables dépouilles.

Lorsqu'ils rentraient chargés de butin, l'esprit de Dieu descendit sur Azarias, fils d'Obed. Il leur dit : « Écoutez-moi, Asa, et tout Juda, et Benjamin : le Seigneur est avec vous parce que vous êtes avec lui ; si vous le cherchez, vous le trouverez ; si vous l'abandonnez, il vous abandonnera.

« Il y aura bien des jours en Israël sans vrai Dieu, sans prêtre qui le révèle, sans loi. Mais Dieu les convertira au Seigneur Dieu d'Israël, et il sera trouvé par eux. Et en ces jours-là, il n'y aura point de paix pour agir, car un grand trouble, venant du Seigneur, est sur tous ceux qui habitent la terre. Il y aura guerre de nation à nation, de ville à ville, et toutes sortes d'afflictions. Fortifiez-vous donc ; que vos mains ne viennent point à défaillir, car il y a une récompense pour vos œuvres. »

Ayant entendu ces paroles, le roi se fortifia, proscrivit plus rigoureusement les idoles ; et lui et son peuple, et ceux d'Israël qui étaient venus en grand

nombre se joindre au roi, parce qu'ils avaient vu que Dieu était avec lui, tous en grande allégresse prêtèrent serment au Seigneur à haute voix, au son des trompettes et des cors. Et tout Juda se réjouit d'avoir juré, car il l'avait fait de tout son cœur, de toute son âme et dans une pleine volonté de trouver le Seigneur. Ils le trouvèrent, et il leur donna la paix tout alentour. Et il n'y eut point de guerre contre Asa jusqu'à la trente-cinquième année de son règne.

Mais, passé ce terme, Asa déchut de sa foi et de sa vertu, et l'ingratitude et la crainte entrèrent dans son cœur. En sa trente-huitième année de règne, voyant que Baasa, roi d'Israël, se levait contre lui et bâtissait la ville de Rhama sur sa frontière, il trembla. Il prit donc tout l'argent des trésors, tant du temple que du palais, et il en acheta l'alliance du pillard de Damas, roi de Syrie, disant : Disperse le roi d'Israël ; qu'il s'éloigne de mon royaume ! Le roi de Syrie envoya ses armées contre Israël, lui dévasta plusieurs villes et força Baasa d'abandonner la construction de sa ville menaçante. Asa en prit les matériaux déjà rassemblés.

Alors le prophète Hanani vint à ce roi, jadis si glorieux, maintenant si abaissé par une indigne alliance. Il lui dit : « Parce que tu t'es confié au roi de Syrie et que tu n'as pas eu foi en ton Dieu, l'armée de Syrie a échappé à tes mains.

« Les Éthiopiens et les Libyens n'avaient-ils pas une armée nombreuse, pleine d'audace, forte par ses cavaliers et sa multitude ? Tu as eu foi en Dieu, et il te l'a livrée.

« Car les regards de Dieu sont fixés sur la terre pour fortifier tout cœur parfait en lui. Tu as donc follement agi, et maintenant tu seras toujours en guerre. »

Mais le cœur d'Asa avait changé, et il n'était plus l'homme que Dieu avait conduit. Il s'irrita contre le prophète et le fit jeter en prison. Il devint en ce temps-là cruel pour plusieurs de son peuple. Il fut pris d'une très-violente douleur aux pieds, et il mourut la quarantième année de son règne, ayant moins espéré de Dieu que des médecins. On l'ensevelit dans des parfums de courtisanes, où les parfumeurs avaient mis toute leur science, et ses funérailles furent faites avec plus de pompe que de pleurs.

XII

Paris, 18 août.

INSCRIPTION POUR LA STATUE DE VOLTAIRE.

Puisque nous avons la statue de Voltaire, — nous proposons de l'appeler le Voltaire-*Chevreau*, pour faire suite au Voltaire-*Touquet*, — il convient qu'elle soit complète, et qu'on y mette des inscriptions.

A Voltaire, souscription populaire : premièrement c'est menteur, comme nous l'avons démontré ; secondement c'est trop court. Adoptons résolûment l'homme de M. Havin et de M. le préfet de la Seine, ministre de l'intérieur. Il paraît que l'heure est venue, et véritablement elle est bonne. Dimanche dernier,

jour de l'érection de la statue, le peuple, si nous en croyons le *Siècle*, a crié : *Vive Voltaire!* Que des inscriptions gravées sur le piédestal mettent bien en lumière toute cette idole, tout ce peuple, et tout cet événement!

« Pendant toute sa vie, dit M. de Tocqueville, « Voltaire ne cessa de dénigrer la patrie devant les « étrangers. » Écoutons là-dessus Voltaire lui-même. La commission des souscripteurs choisira ensuite les textes qu'elle jugera les plus propres à faire chérir son héros.

A diverses dates, Voltaire écrit à Frédéric, roi de Prusse :

Vous êtes fait pour être MON *roi*, bien plus assurément que saint François d'Assise ou saint Dominique pour être mes saints. C'est donc à MON *roi* que j'écris...

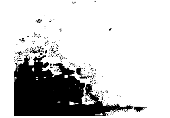
> Votre esprit, votre ardeur guerrière
> Des Français se feront chérir;
> Vous aurez le double plaisir
> *Et de nous* VAINCRE *et de nous* PLAIRE.

L'envoyé de Votre Majesté peut dire à présent : LES FRANÇAIS SONT TOUS PRUSSIENS...

O Paris, sois digne, *si tu peux, du vainqueur que tu recevras dans ton enceinte* irrégulière et crottée...

Sire, me voilà dans Paris; c'est, je crois, VOTRE CAPITALE...

Frédéric avait gagné contre nous, en 1757, la sanglante bataille de Rosbach, qui fut une sorte de Waterloo. Un homme adressa en français des félicitations joyeuses au vainqueur. C'était Voltaire. Il écrivit coup sur coup deux lettres à Frédéric, qui



lui répondit : « Je vous remercie *de la part que vous prenez* aux heureux hasards qui m'ont secondé. »

Six mois après Voltaire y revient, cette fois en vers :

> Héros du Nord, je savais bien
> Que vous aviez vu les derrières
> Des guerriers du roi très-chrétien,
> A qui vous taillez des croupières, etc.

La suite est ignoble.

Sept ans après, il y revient encore. Le misérable ne pouvait épuiser sa joie de Rosbach. Il écrit à Frédéric (27 avril 1775), qui lui avait envoyé son portrait :

Il n'y a point de Welche qui ne tremble en voyant ce portrait-là. *C'est précisément ce que je voulais.*

> Tout Welche qui vous examine
> De terreur panique est atteint,
> Et chacun dit à votre mine
> Que dans *Rosbach* on vous a peint.

Déjà Voltaire disait à Frédéric, le 28 mars 1775 :

Toutes les fois que j'écris à Votre Majesté sur une affaire un peu sérieuse, je tremble *comme nos régiments à Rosbach.*

Ailleurs :

Tandis que Votre Majesté fait probablement manœuvrer trente ou quarante mille guerriers, je crois ne pouvoir mieux prendre mon temps pour lui présenter la bataille de Rosbach dessinée par d'Estallonde....



Chaque peuple, à son tour, a régné sur la terre,
Par les lois, par les arts, et surtout par la guerre.
Le siècle de la Prusse est à la fin venu.

. . . .
. . . .

Le 7 décembre 1774, encore la pensée favorite :

Vous souvenez-vous d'une pièce *charmante* que vous daignâtes m'envoyer il y a plus de quinze ans, dans laquelle vous dépeigniez si bien :

Ce peuple *sot* et volage
Aussi *vaillant au pillage*
QUE LACHE DANS LES COMBATS ?

En mai 1775 :

L'uniforme prussien ne doit servir qu'à FAIRE METTRE A GENOUX LES WELCHES.

Moyennant ces inscriptions, on peut conserver celle que M. Chevreau, préfet de la Seine et ministre de l'intérieur, a approuvée. Elle fait même très-bien, pourvu qu'on y ajoute la date :

A VOLTAIRE

SOUSCRIPTION POPULAIRE

VEILLE DE L'ASSOMPTION

1870

Et si Voltaire se trouve avoir été prophète, M. Havin, la commission et M. Chevreau n'en seront que plus glorifiés.



XIII

19 août.

AUTRES INSCRIPTIONS

POUR LE VOLTAIRE-CHEVREAU.

Il y a longtemps que cette idée d'ériger dans Paris une statue de Voltaire travaille les fortes têtes libres-penseuses. Louis-Philippe, prince qui n'était pas sans voisinage intellectuel avec Havin, se consacra lui et son royaume à Voltaire et à Napoléon. Il leur fit tout de suite à chacun une statue, l'une au fronton d'un temple, l'autre au sommet d'une colonne ; et sous la protection de ces deux anges, il crut qu'il règnerait en paix.

Cependant la statue de Voltaire au fronton de Sainte-Geneviève ne satisfit pas les fortes têtes libres-penseuses. Avoir, par la main d'un prince français, effacé la gloire de la Vierge qui vainquit Attila, pour y substituer la gloire du proxénète qui insulta la vierge de Vaucouleurs et flatta le cynique vainqueur de Rosbach, c'était encore trop peu. Le fanatisme anticatholique ne se tint pas content. Au fronton de Sainte-Geneviève, Voltaire n'était pas traité avec assez de considération. On le voyait là dans la foule, mêlé à quantité de gens qu'il avait détestés ou qu'il eût fort méprisés, accolé notamment à ce *fou*, à ce *polisson*, à ce *chien*, à ce *singe* de Jean-Jacques,



le plus méchant coquin qui ait jamais déshonoré la littérature (1). Il fallait une statue plus insolente, une statue à part, et qui tirât l'auteur de *Candide* du vulgaire des grands écrivains. L'Académie française résolut d'y travailler. Elle mit au concours l'éloge de Voltaire.

Nous ne savons qui eut le prix. M. Romain Cornut le mérita. Voulant dire la vérité, il avait pris le contre-pied de l'éloge. Il n'était point catholique, ou l'était si modérément qu'il a cessé de l'être. Même en ce temps-là, M. l'abbé et terrassier Loyson ne l'eût point redouté pour l'âme délicate de M. le meunier et député Girault. Mais il suffit d'avoir le sens droit et juste et de lire Voltaire pour que l'indignation monte au cœur. Le discours indigné de M. Romain Cornut, rejeté par l'Académie, emporta néanmoins ses plans. On comprit que la statue de Voltaire n'était plus désormais une affaire de littérature, que c'était fini de ce côté-là, et l'Académie n'y toucha plus. Il fallut attendre que M. Havin, ayant formé le public nécessaire, reprît ce pieux dessein. On attendit vingt ans. Mais il n'y a que la vertu et l'esprit qui soient plus immortels et qui sachent mieux attendre que le vice et la sottise.

M. Romain Cornut ne s'en était pas tenu à son premier discours. Il en composa un second, *Voltaire*

(1) Ce sont les propres expressions de Voltaire, et il s'en permit d'autres. Il disait : *La chienne d'Erostrate, ayant rencontré le chien de Diogène, fit des petits, dont Jean-Jacques est descendu en droite ligne*. Ce qui d'ailleurs n'eût pas été moins vrai si J.-J. l'avait dit de Voltaire.



conseiller et complice du partage de la Pologne. Cet écrit, comme l'autre, est solide de style et de sens jusqu'à l'éloquence. Il fait bien regretter que l'auteur ait mal tourné. C'est là qu'il faut étudier cette âme de Voltaire foncièrement, sciemment, imperturbablement cruelle et scélérate. C'est là encore que l'on voit combien madame de Graffigny, qui s'y connaissait, avait raison de dire : Qu'il est bête ! C'est là aussi que l'on se rend compte des dégradations et des destructions que le venin de Voltaire peut opérer parmi ceux qui ne le savent point vomir.

D'autres petits livres suivirent ceux-là, préludant au travail décisif de M. l'abbé Maynard, provoqué par l'invasion havinienne; et c'est ainsi que Havin, après tout, n'a pas laissé d'avoir son utilité. Sans M. Havin, probablement nous n'aurions pas eu la vraie vie de Voltaire ; M. Maynard aurait manqué de courage pour inventorier ce tripot.

Et rien n'est resté debout dans l'œuvre si étendue de cet homme absolument méchant, qui, grâce à l'ignominie particulière de son siècle, avec le même rire sale, pendant soixante années, put insulter à tout l'honneur du genre humain. Aujourd'hui même, ceux qui suivent la voie de Voltaire avouent qu'il les dégoûte. A un centimètre d'élévation intellectuelle et littéraire au dessus de Havin, ils tiennent tous à lui marquer de quelque façon leur mépris. L'on a relevé cette parole d'un rédacteur du *Siècle :* VOLTAIRE EST LE DIEU DES IMBÉCILES.

Cependant Voltaire, détruit en détail, résiste et demeure dans sa masse. Le phénomène s'explique



par cette raison, que Voltaire est l'une des expressions les plus complètes et les plus persévérantes de l'impiété, qui est la grande imbécillité humaine. L'impiété est sa qualité précieuse, c'est par là qu'il est le dieu des imbéciles. On parle d'un physicien qui n'embaume pas, mais qui conserve les corps en y injectant une solution d'arsenic. Ainsi une solution d'imbécillité conserve ce vil cadavre, et Voltaire a enfin sa statue.

Il n'y a rien à dire, puisque tout le monde (au-delà du niveau havinique) est d'accord sur le personnage, et il n'y a rien non plus à faire, du moins quant à présent, puisque l'Etat, comme jadis Louis-Philippe, se passe au cou la bricole de feu Havin. Seulement il faut une inscription! Que l'on fasse au moins cela pour nous. Nous avons sujet de nous plaindre, une inscription nous consolerait.

Nous continuons de puiser dans le Voltaire-Touquet les motifs qui pourront servir à la décoration patriotique du Voltaire-Chevreau. Ce que nous offrons au choix de la Commission réunit l'avantage d'insulter en même temps la Pologne et la France.

Le 18 novembre 1771, Voltaire écrit à Frédéric :

On dit, Sire, que c'est vous qui avez imaginé le partage de la Pologne, et je le crois, parce qu'il y a là du génie.

Le roi de Prusse, qui était *poétassier*, mot confidentiel de Voltaire, avait fait de mauvais vers contre les Polonais. Voltaire lui écrit :

Il est *plaisant* de *détruire* les gens et de les chanter.



Cette gentillesse avait déjà servi contre les Français; mais Voltaire était économe. Personne n'a autant pratiqué l'art d'utiliser les restes.

Le même Frédéric fait frapper une médaille où il se proclame *libérateur*, *pacificateur* et *restaurateur* de la Pologne. Le même Voltaire lui écrit :

Sire, la médaille est belle et bien frappée, la légende en est *noble* et *simple*. Mais surtout la carte que la Prusse jadis polonaise présente à son maître fait un très-bel effet.

... C'est assurément une chose *comique* que le même homme se soit moqué si légèrement des palatins pendant six chants entiers, et en ait eu un royaume pour sa peine... Jamais on n'a fait un poëme ni pris un royaume avec tant de facilité. Vous voilà, Sire, le fondateur d'une très-grande puissance, vous tenez un des bras de la balance de l'Europe, et la Russie devient un monde nouveau. Comme tout est changé, et que je me sais bon gré d'avoir vécu pour voir tous ces grands changements!... Je ne sais quand vous vous arrêterez, mais je sais que l'aigle de Prusse va bien loin. *Je supplie cet aigle* de daigner jeter sur moi chétif, du haut des airs où il plane, un de ces coups d'œil *qui raniment le génie* éteint. Je suis *à vos pieds*, comme il y a trente ans, mais bien à vos pieds; je regarderai le *regno redintegrato* (la médaille) quand je voudrai reprendre mes forces. — *Votre vieux idolâtre.* (16 octobre 1772.)

Quelques généreux Français, en très-petit nombre, avaient embrassé la cause de la Pologne et étaient partis pour la servir. Frédéric, dans une lettre à Voltaire, les traite *d'excréments des nations*, et dit qu'ils viennent faire en Pologne le métier de *brigands*. Voltaire applaudit, et relève la supériorité du Nord sur la France.

C'est là, dit-il, *qu'on partage les provinces d'un trait de plume*,

qu'on dissipe les confédérations et des sénats en deux jours, et qu'on se moque surtout *très-plaisamment* des confédérés (Polonais)...

Il ne se contente pas de dire ces jolies choses, il se fait espion, afin d'apprendre aux Prussiens et aux Russes ce que la France prépare pour soutenir son honneur à l'étranger; il y revient si souvent que Frédéric en est fatigué : « Vous me parlez de vos Welches et de leurs *intrigues*, elles me sont toutes connues... »

Quand le sultan était venu au secours de la Pologne, de concert avec la France, Voltaire avait écrit à Frédéric :

Vous devriez bien vous arranger pour attraper les dépouilles de ce gros cochon.

Et à Catherine, qui menaçait l'influence française en Orient par ses entreprises sur la Turquie :

J'ai pris parti pour Catherine II, l'étoile du Nord, contre Mustapha, le cochon du Croissant... Votre Majesté impériale me rend la vie en tuant les Turcs.

Il n'en veut pas moins aux Français qui sont partis pour la Pologne. Il écrit à Catherine et lui demande que ces « blancs-becs » soient déportés en Sibérie et qu'on les fasse mourir de faim.

Nos chevaliers welches qui ont été porter leur inquiétude et leur curiosité chez les Sarmates DOIVENT MOURIR DE FAIM *s'ils ne meurent pas du charbon*...

Si ces fous de confédérés étaient des êtres capables de raison, vous les auriez ramenés au droit sens; mais je sais un remède



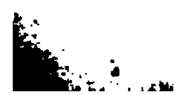
qui les guérira. J'en ai un aussi pour les petits-maîtres sans aveu qui abandonnent Paris pour venir servir de précepteurs à des BRIGANDS. *Ce dernier remède vient en* SIBÉRIE : *ils le prendront sur les lieux.*

Que tout cela est joyeux à lire, dans ce moment choisi pour ériger la statue de Voltaire, et que les dates deviennent éloquentes !

Il y a cent ans que Voltaire écrivait au roi de Prusse : « Vous voilà, Sire, le fondateur d'une très-« grande puissance ; vous tenez un des bras de la « balance de l'Europe. Comme tout a changé, et « comme je me sens bon gré d'avoir vécu pour voir « tous ces grands changements !... Je ne sais quand « vous vous arrêterez, mais je sais que l'aigle de « Prusse va bien loin... » Voit-on enfin ce que le siècle de Voltaire a été pour la France ?

O Voltaire, « dieu des imbéciles, » tu ne ris plus, là où tu es, là où tu t'es senti enfoncer en hurlant de terreur ! Mais si l'âme perdue pouvait au fond de la gehenne se réjouir du mal qu'elle a fait, comme tu rirais, misérable, de voir tes Welches travailler aux remparts de Paris contre les Prussiens, et en même temps t'ériger dans Paris une statue *populaire* et gouvernementale !

Cependant, tu n'eus jamais de joie complète, et ta joie serait encore mélangée. Joseph de Maistre proposait de t'élever une statue par la main du bourreau. Il t'aurait fait trop d'honneur, et le Nazaréen sait mieux vaincre : tu reçois ta statue à l'heure convenable, des mains du préfet. Le bourreau, c'eût été la vengeance ; le préfet, c'est l'imbécillité. Une autre



heure viendra, et la Justice, qui n'a pas permis que le bourreau élevât ta statue, le chargera de l'abattre.

XIV

21 août.

LA GUERRE.

On ne tarirait pas sur les horreurs de la guerre. Depuis des milliers d'années, la rhétorique en a fait des descriptions épouvantables, rajeunies seulement par les horreurs nouvelles qui viennent sans cesse multiplier la mort. Il est connu que les hommes sont acharnés à s'entre-détruire, que le moindre prétexte y suffit, que leurs plus sérieuses querelles n'ont aucun fondement en comparaison du sang et des larmes qu'il faudra pour les éteindre, et qui ne les éteindront pas. Les Grecs et les Latins ont parlé du cœur broyé des sœurs, des épouses et des mères ; ils ont dit les villes dévastées, les campagnes désolées, le paisible laboureur dévoré dans son village en flammes, égorgé sur le sillon qu'il avait rempli de blé pour ceux qui le tuent, et la peste et la famine, au lieu de blé, germeront de ce sillon parricide. Massillon a tonné contre l'ambition des rois, armant pour s'agrandir d'un territoire qui ne suffira pas à la sépulture de ceux qui l'auront conquis. Il aurait pu ajouter que, quand même la conquête pourrait contenir tous les cadavres des vainqueurs à côté de tous les cadavres des vaincus, le profit de l'entreprise n'en vaudra pas

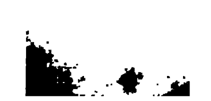


la dépense; car, en effet, sur cette terre conquise, les fils des conquérants seront sujets de l'homme, de l'angoisse et de la mort, exactement comme ceux qui l'occupaient et comme les conquérants l'étaient eux-mêmes au pays d'où ils sont venus.

Tout cela a été répété, déclamé, chanté. Il n'est pas un esprit un peu cultivé qui ne connaisse ces vocalises des congrès de la paix et ne les ait en sérieuse considération. Eux-mêmes, les puissants qui ont préparé la guerre actuelle par tant de soins, de machines et de machinations, ces hommes d'Etat qui ont décrété l'extermination de trois cent mille hommes, — davantage, s'il le faut, — ce sont des philanthropes. Ils ont dit tout cela. Ils détestent les horreurs de la guerre, ils détestent l'effusion du sang. Entre Troppmann et la déclaration de guerre, ils ont récité des tirades contre le bourreau et signé la grâce de plusieurs assassins. Ils souhaitent hautement que le progrès des sentiments d'humanité leur permette d'abolir législativement la peine de mort et la guerre. Et au fond, tout au fond, ils ont l'orgueilleuse pensée d'abolir l'expiation sans abolir le crime.

C'est pourquoi toutes les choses sensées, touchantes et belles que l'on peut dire sur la guerre, ne sont cependant que des formules de dérision qui écrasent la raison humaine dès qu'abandonnant le secours de Dieu, celle-ci se trouve livrée à elle-même.

La guerre a été perpétuelle dans le genre humain. Sorti du paradis, le premier homme, dit Bossuet, voit la première action tragique. Caïn tue Abel et se sauve, tremblant qu'on ne le tue. Il n'y a qu'une



famille, et la guerre est allumée : c'est une guerre de race, c'est-à-dire éternelle, à moins d'un médiateur souverain entre les hommes et Dieu.

La guerre donc existe, elle est dans le sang de l'homme pécheur, dans sa constitution même ; le péché originel lui a fait cette infirmité terrible. « *Fièvre continue*, dit Joseph de Maistre, marquée par d'effroyables redoublements. » L'heure de ces redoublements s'annonce par des signes certains, il n'est pas difficile de la reconnaître lorsqu'elle approche : *C'est surtout*, dit encore Joseph de Maistre, *lorsqu'une orgueilleuse philosophie se flatte d'abolir l'expiation dans le monde*. Et cette heure est la même que celle où les peuples se font des idoles, des veaux d'or, et détournent leur cœur des voies de Dieu.

Quand cette heure est venue, la raison qui s'élève contre la folie de la guerre, et l'éloquence qui en décrit les horreurs, exercent peu d'empire. Il y a aussi une raison et une éloquence pour la guerre. Alors il devient facile de prouver aux hommes qu'ils doivent s'entr'égorger et qu'il leur importe d'aller se conquérir une fosse sur la terre étrangère, à côté d'un ennemi qu'hier ils ne haïssaient pas et ne connaissaient pas. Des prétextes inouïs sont mis en avant et acceptés ; de vieilles rancunes mille fois mortes, des injures mille fois rendues et mille fois oubliées se ravivent ; il se lève des Tyrtées absurdes, il en renaît de plus stupides. Des dernières profondeurs du mépris intellectuel et littéraire où elle croupissait justement, une vieille chanson s'élance. Elle n'a ni rime ni

raison, mais elle demande du sang ; c'est ce qu'il faut.

Qu'un sang impur abreuve nos sillons!

Ceux qui proposent l'abolition de la peine de mort pour les assassins donnent le *la*, et le peuple le plus spirituel du monde chante tout entier la *Marseillaise*. Mais quoi ! les sœurs, les épouses et les mères aussi la chantent, et les petits enfants autour de leur berceau, et les vieillards sur leur siége de juges, et la Sorbonne dans sa chaire d'éloquence sacrée, et plus que tous le laboureur en délaissant ses sillons enrichis par tant de peines dont la ruine et la mort seront le prix. Voix graves, voix insensées et avinées, voix ridicules, voix éplorées, voix pures et saintes, voix d'un peuple et d'un monde. C'est la fièvre, c'est l'heure formidable du redoublement.

Spectacle extérieurement fou et abominable, et fait pour donner à croire que Dieu méprise l'humanité autant qu'elle se méprise elle-même. Au fond, cependant, spectacle magnifique et auguste ! Au fond apparaît l'EXPIATION, chose de Dieu.

Quelle affreuse raillerie que cette aventure où paraissent au commencement tant de vanité, tant de forfanterie, tant d'hypocrisie, tant de conseils à la fois pervers et mal combinés ! Quels ourdisseurs vulgaires se préparant des triomphes pour ne trouver que des mécomptes, et jetant néanmoins en guerre deux grands peuples et peut-être tout le monde, parce que tel est leur bon plaisir, absolu-

ment comme sous l'ancien régime, quand les peuples n'avaient pas stipulé qu'on ne disposerait plus de leur bourse et de leur vie qu'ils n'y eussent consenti à la majorité des voix ! Ils le veulent, ils l'exigent, ils le feront. Incapables probablement de soutenir la moindre discussion en forme contre le moindre philosophe de leurs universités, ils forceront les philosophes et les universités à prendre le mousquet, lorsque ces savantes espèces étaient si bien persuadées que le duel de leurs idées se livrerait entre soldats qui n'y comprennent rien. Il faut combattre, et le vainqueur élargira son pays jusqu'à le noyer dans sa conquête. Peut-être que l'un et l'autre adversaire maintenant voudraient bien reculer. Mais il faut avancer, et les meneurs sont menés par d'autres, et ces autres à leur tour entendent la voix des multitudes qui leur crie : Marche ! Et le bras invisible est là, qui pousse, qui traîne aux dernières témérités l'impie orgueilleux, hébété d'épouvante. Marchez, prononcez, arbitres du monde ! Car enfin, ces seigneurs sont les arbitres du monde. Le sort du monde est dans ces mains que l'histoire ne connaîtra pas. Ils ont la puissance pour une heure, le temps de mettre le feu à la mine. Ensuite, Dieu les appellera au jugement par quelque porte obscure. Les hommes restent vulgaires encore que le méfait soit immense. La fière civilisation du dix-neuvième siècle devra cela aussi, d'être précipitée par les gens de peu. Puisqu'elle se trouve en de telles mains, elle l'a certainement mérité, et c'est une raison pour qu'elle ne se tire que malaisément du mauvais pas où de



ceurs. On se répète les dépêches également belles de Bazaine victorieux et de Mac-Mahon vaincu : *Je me suis battu tout le jour, j'ai perdu la bataille. Envoyez-moi des munitions et des vivres !* Et ce mot héroïque des soldats de Mac-Mahon, dignes de lui : *Maréchal, pourquoi pleurez-vous? Vos soldats vous ont-ils refusé d'aller à la mort?* Nous voilà loin de la *Duchesse de Gerolstein*, si chère aux boulevardiers et aux rois.

L'esprit de sacrifice est partout tranquille, fier, plein de mépris pour quelques derniers sots qui ne craignent pas le ridicule de s'offrir en exemple lorsqu'ils peuvent prendre de si belles leçons. D'un œil ferme on regarde crouler le *biblot*, on voit la hache abattre les bois sacrés; d'une main ferme, on fond le veau d'or pour en faire des balles; et le grand amour de la patrie et le grand honneur, qui l'emportent sur l'avarice, triomphent aussi de l'esprit de sédition.

Ainsi la France guerrière se dépouille de l'habit de baladine qu'une longue conjuration lui avait fait revêtir. Comme Achille, elle se reconnaît en voyant des armes. Ainsi, ce qui vaut mieux encore, la race baptisée se relève sous le poids sacré et la bénédiction sanglante de l'épreuve. L'habile Prussien n'avait point prévu ce retour. Il y a des choses que l'habile Prussien ne peut prévoir. Il nous croyait trop amollis et trop divisés. Le roi de Prusse a visité Paris. Il disait, rentré dans sa Prusse : C'est une ville aimable, très-belle, pleine de modistes, de caricaturistes et de prostitutions en tous genres : je ne crains pas Paris ! Ce n'était point mal raisonné. Mais il fallait tout voir. Le sage roi a parcouru les

boulevards, mais n'a point visité les églises. Il a pris Paris pour la France et ne s'est point douté qu'il existe un autre Paris, tout semblable à la France qui ne ressemble point à Paris. Il sait ce qu'il y a dans ses églises à lui et ce qui peut en sortir; il ignore quels arsenaux et quelles forteresses sont nos églises à nous, d'où l'on emporte l'armure du vrai baptême, d'où l'on prie la Vierge, où l'on reçoit l'Eucharistie.

Oui, nous avons péché ; oui, ceux par qui nous avons mérité d'être conduits et dont nous avons trop subi la conduite, nous ont fait entrer dans cette guerre par un coup de trahison que personne de nous ne leur demandait et n'aurait prévu. Nous pouvions être défenseurs de la justice, nous sommes fuyards du devoir. Le roi de Prusse, qui lit l'Écriture sainte, a pu se souvenir du conseil que l'Ammonite Achior donne à Holopherne, qui était le Moltke du roi d'Assyrie : « Seigneur, informez-vous si ce peuple « a commis quelque faute contre son Dieu, et alors « allons les attaquer, parce que leur Dieu vous les « livrera (1). » Mais l'infirmité du roi de Prusse, protestant, est de ne pas tout entendre dans l'Écriture sainte, encore plus que de ne pas tout voir en pays catholique. Il n'a pas compté sur la prière de Judith, il ne sait pas quel mystère ravive l'éclat du baptême au front du pécheur, et ce que fait le Dieu de l'Eucharistie lorsqu'il trouve encore en Juda « quelques bonnes pensées. »

(1) [illegible]

Achior dit aussi à Holopherne : « Si ce peuple n'a « pas offensé son Dieu (c'est-à-dire s'il s'est repenti, « s'il désavoue et veut réparer ses offenses), alors « nous ne pourrons lui résister : leur Dieu prendra « leur défense et nous deviendrons l'opprobre de « toute la terre. » La suite est au même livre de Judith : « Chaque ville et chaque province, ayant choisi « les plus braves de ses jeunes gens, leur fit prendre « les armes et les envoya après les Assyriens. Ils les « poursuivirent jusqu'aux extrémités des confins de « leur pays, passant au fil de l'épée tout ce qu'ils « rencontraient. » Et maintenant, roi des Borusses, comprenez l'Écriture sainte !

Vous aviez bien pris vos dispositions, bien choisi votre moment ; vos espions vous avaient informé de nos faiblesses et de nos fautes, vous étiez muni d'engins nouveaux, et vos soldats connaissaient la topographie du pays à conquérir. Mais la France a reçu le vrai baptême, il reste en elle de bonnes pensées ; elle a la Vierge et l'Eucharistie : bientôt vos professeurs et pédants de guerre sauront ce que c'est qu'un peuple guerrier.

A travers ses oublis, il y a une chose que le peuple de France n'a pas oubliée. Il a donné à Dieu des prêtres, Dieu lui a donné des soldats. Il a bâti à Dieu des temples, Dieu lui gardera son territoire. Par ses missionnaires, plus qu'un autre peuple, il a voulu conquérir à Dieu des nations, Dieu lui rendra des victoires. Non, non, le peuple dont les fils et les filles mêmes se répandent sur toute la surface de la terre pour agrandir l'empire du Christ ne sera pas

jeté en proie à cette louve prussienne qui ne veut que s'agrandir elle-même. Son Romulus fut un voleur d'églises, son César ne sera qu'un Augustule. Berlin ne deviendra pas la nouvelle Rome. Rome est faite ailleurs, et la France se retrouve. Quelle que soit l'épreuve, la France se retrouvera tout entière; et l'épée victorieuse du Franc, sortie de l'ignoble fourreau philosophique et véritablement prussien où l'avait enfermée Voltaire, dérouillée dans cette lutte et resplendissante de son ancien éclat, s'étendra sur le roi pacifique du monde promis à Jésus-Christ.

David, dont nous sommes le peuple continué par Jésus-Christ, chantait : « Béni soit Dieu qui m'a fait pour la guerre et qui a dressé mes mains au combat pour la vérité de Dieu! » Nous chanterons encore ce chant, la véritable *Marseillaise* des Francs et de la race baptisée. L'épée à la main, l'Eucharistie dans les plis de notre drapeau, nous chanterons le chant de David contre tout peuple et toute race qui voudrait abolir ou fausser le baptême. Et nous irons prendre sur l'autel de Pierre, affranchi par nous, l'onction qui sacrera les peuples, et la clef qui doit ouvrir à la race humaine un nouvel et plus grand avenir.

XV

23 août.

D'AUTRES PRUSSIENS.

Lorsque le sort d'une bataille peut amener les Prussiens aux portes de Paris, il y a en France et dans Paris des hommes qui semblent avoir le dessein de faire assassiner les prêtres.

Un mot d'ordre est certainement donné pour amener ce résultat patriotique. Des maisons religieuses ont été attaquées, le même jour, dans plusieurs villes. Les plus stupides calomnies contre le Saint-Père sont répandues au même instant dans les campagnes les plus éloignées. On colporte que le Pape est d'accord avec le roi de Prusse, qu'il le bénit, qu'il lui fournit des millions, qu'il lui avait promis de le sacrer quand il aura vaincu la France.

Cela est cru de la stupidité publique, qui croit que l'on empoisonne les fontaines en cas de choléra, et qui a cru, tout à l'heure, dans la Dordogne, que l'infortuné M. de Monéïs était Prussien. De nombreuses lettres écrites de divers points de la France nous informent de cet état de choses, ajoutant qu'il est urgent d'y prendre garde.

Une étincelle suffirait pour allumer l'incendie intérieur que le Prussien attendait avant la guerre, et qui lui serait encore plus utile en ce moment. La France n'a plus qu'un jour, si elle a le jour tout en-

tier, pour prévenir cet incendie. Une fois allumé, elle n'aurait ni le moyen ni le temps de l'éteindre.

Sans doute, on a peine à comprendre une pareille conjuration, du moins de la part de beaucoup de ceux qui s'y engagent. Elle existe néanmoins, et ceux qui s'y engagent, sciemment ou non, sont nombreux. Nous avons eu les propositions et discours de M. le député Girault et de ses amis. Nous croyons assez volontiers que M. Girault est innocent. Il est vraisemblable que ce « galant homme, » comme le nomme prudemment M. le professeur d'éloquence sacrée Loyson, ne va pas loin en philosophie prussienne. Il ne parlerait pas des *Welches* comme Voltaire. Mais ses amis sont déjà bien disposés à croire que la terreur en France serait le meilleur moyen de nous débarrasser des Allemands; et en tout cas, dans l'espoir qu'elle les débarrasserait au moins de Dieu, ils en useraient. Il y a aussi des journaux qui forment cette belle conception et qui la servent avec zèle.

Nous en avons nommé quelques-uns. Le *Journal des Débats* a commencé ou plutôt il a continué une tactique dont il a l'habitude. Le *Temps*, protestant, né de la confiance et du sourire de M. le duc de Persigny, suit de près le *Journal des Débats* et mérite d'être signalé. Il donnait hier une prétendue « correspondance de Rome, » qui parle des sentiments du Pape et des « prélats de Rome » de manière à seconder parfaitement les plans prussiens.

Il est absolument impossible qu'un monsieur qui remplirait à Rome les importantes fonctions de cor-

respondant du *Temps*, soit en relations avec les « prélats », de façon à savoir ce qu'ils disent et ce qu'ils pensent. Ou ce monsieur est un pauvre diable qui ne pourrait pas gagner sa vie à Paris, ou c'est quelque bas employé d'ambassade qui fait ce métier pour ajouter à son maigre gage, peut-être aussi pour assouvir la haine de sa bassesse contre Rome, qui est honnête, et la haine de son orgueil contre la société, qui le laisse dans les bas-fonds. Plusieurs sont loin de dédaigner cet appoint. Voltaire a des propos sévères sur les nouvellistes : « Le monde veut des « nouveautés, et la canaille immense des écrivains « subalternes attend ces nouveautés pour faire rire « et gagner un écu. — J'avoue que les polissons « qui, de leur grenier, gouvernent le monde avec « leur écritoire, sont la plus sotte espèce de tous. » Mais Voltaire n'avait pas encore l'idée du journal; sa courte vue n'entrevoyait pas l'envie impuissante et la scélératesse irritée endoctrinant l'ignorance et la folie.

Nous donnerons cependant un avis à ceux qui jouent ce jeu, non pas bien entendu à ces écrivains d'en bas, qui n'ont et qui n'auront jamais une place honorable dans une société régulière, et qui

Si tout n'est renversé ne sauraient subsister.

Ils sont sans autels, sans enfants, sans tombeaux, déracinés de toute patrie, et il leur importe peu que tout croule dans le monde, au contraire! Il n'y a nul moyen de les effrayer ni de les attendrir. L'avis est pour ceux qui leur fournissent les moyens d'impri-

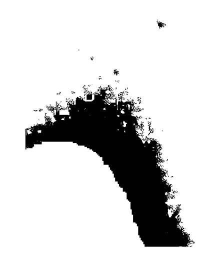


mer. A ceux-ci, qui ont des maisons et des rentes, nous disons que la première pierre qui tombera de l'Église écrasera les maisons voisines, et ces maisons en tombant feront crouler les autres; et quand le feu s'allumera là-dedans, il brûlera le *Grand-Livre*, suivant le souhait de Proudhon. Plusieurs de ceux qui écrivent s'en inquiètent médiocrement. Ils auront les plaisirs du spectacle, et comme leur plume ne les nourrit pas au gré de leur appétit, ils mangeront les cadavres. La pitance abondera. *Nec est finis cadaverum*, disait le prophète, en des temps avec lesquels le nôtre n'est pas sans analogie.

Mais le bourgeois qui se consolerait encore de voir les Prussiens à Paris pourvu qu'il n'y vît plus de prêtres, et qui est si content déjà de ne plus voir de Français à Rome; le bourgeois, qui ne veut pas plus de médiateur entre les peuples qu'il n'en veut entre l'homme et Dieu, le noble et fier bourgeois, enfin vainqueur du Christ, sera très-malheureux en ce temps-là.

C'est pourquoi nous n'avons cessé de dire au bourgeois qu'il avait tort de tant rire de l'Église et de tant la persécuter. Lorsqu'il n'y aura plus de prêtres, meunier Girault, il n'y aura plus de moulin, il n'y aura plus de rentes, il n'y aura plus de boulevards, et même les fonds placés à l'étranger périront.

Cela donc vous regarde, et vous regarde plus que les prêtres et ceux qui partageront leur sort. Les catholiques n'ont pas tant sujet de craindre. Pour eux, il y a autre chose. Leur mort sera le martyre. Ils diront, comme les Machabées, qu'il leur est plus



doux de mourir que de voir les maux de la patrie. Mais vous autres, vainqueurs du Christ par la main des Prussiens, vous serez *justiciés!*

XVI

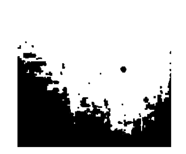
25 août.

M. Émile de Girardin, pour donner aux Français de la *confiance*, de la *confiance*, s'était laissé aller à croire que le balai, et au plus la crosse du fusil ajoutés à la plume du journaliste et au crayon du caricaturier, suffiraient pour battre les Prussiens. Il en a dit quelque chose dans des lettres « patriotiques » qu'il a publiées. Un Prussien lui a répondu, et M. de Girardin imprime la lettre prussienne. Le Prussien aussi, lorsqu'il écrivait, avait confiance, confiance, et il dit à M. de Girardin des choses qui ne manquent pas toutes de gravité. Nous mettons sa lettre sous les yeux de nos lecteurs. Ils la comprendront mieux peut-être que le publiciste fameux à qui elle est adressée. Elle a d'ailleurs ceci de remarquable, qu'elle confirme tout ce que la presse allemande nous a révélé du plan prussien.

Saint-Avold, 19 août.

Monsieur de Girardin,

Un de nos nombreux compatriotes à Paris vous fera parvenir ces quelques mots de réponse à vos rodomontades, qui ont excité dans notre camp une hilarité aussi bruyante qu'une de



nos bombardes. Vous avez fait un pari, je vous en fais un autre.

Je vous jure sur l'honneur de vous payer vingt mille francs, si mon régiment ne défile pas devant votre palais de l'avenue du Roi-de-Rome avant le 15 septembre prochain.

Savez-vous d'où nous vient la certitude de vous vaincre?

Faites-en part à vos amis, si vous voulez, mais ne retranchez pas un mot de ce que je vais dire.

C'est :

1° Parce que nous avons l'appui moral de l'Europe ;

2° A cause de la supériorité de notre artillerie ;

3° Parce que TOUS nous voulons l'unité germanique. (L'idée des annexions vient de votre Empereur, qui a eu pour imitateurs MM. de Cavour et de Bismark.)

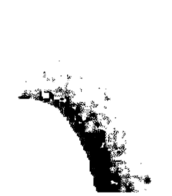
4° Parce que nos soldats sont bien commandés et que nous n'avons pas chez nous de divisions d'intérêts, de principes, et point d'insubordination comme vos mobiles, — que nous craignons moins que des collégiens ; — chacun de nos soldats a l'instruction d'un de vos officiers ;

5° Parce que nous combattons pour la civilisation, c'est-à-dire pour l'émancipation de l'homme par l'instruction.

Comment un homme comme vous n'a-t-il pas vu que l'avenir appartient aux races septentrionales ou protestantes?

Voyez les Etats-Unis pour l'Amérique. Que sont à côté d'eux les petits Etats de races latines? Des républiquettes toujours en guerre civile, sans force morale, sans autre culte que la superstition de leurs ancêtres les Inquisiteurs.

En Europe, les deux Péninsules et la France ne sont-elles pas en décadence? En vain nous donnerions un roi à l'Espagne; votre voisine la catholique doit vous apprendre ce qu'est ce pays. L'Italie dégénérée à l'ombre des mêmes préjugés; le catholicisme idiotifie (est-ce bon français?). La France décline depuis qu'elle a sacrifié sa sûreté à l'arbitrage d'un homme qui a toujours menti tant avec nous qu'avec vous. Vous voyez où vingt ans de despotisme vous ont conduits; vous avez voulu l'empire-paix et vous avez l'empire-guerre, l'invasion et la perte de deux provinces, car nous les garderons. Vous vous



êtes liés à la dynastie des Bonaparte par crainte de la sociale! C'est-à-dire que vous avez voulu éviter Charybde et que vous êtes tombés dans Scylla.

Voyez la chose : au premier Napoléon, nous et l'Europe nous avons repris les conquêtes de la République, au deuxième nous prenons le neuvième de votre pays, sans parler des frais de guerre que vous allez nous payer.

Dieu sera avec ceux qui veulent le progrès; c'est pourquoi il vous délaisse. (Croyez-vous en Dieu seulement?)

Vous avez le suffrage universel et vos électeurs ne savent pas lire; c'est là votre arme la plus dangereuse. A vrai dire, sans votre Ledru-Rollin, qui vous a donné ce mode de vote, vous n'en seriez pas là; mais la Providence fait tout pour le mieux... L'Allemagne, terre classique du libre examen, qui avait Luther quand on ne savait pas chez vous ce que c'est que la logique, l'Allemagne est destinée à être pour l'Europe ce que le pays de Franklin est pour l'Amérique.

N'oubliez pas mon pari et répondez-moi à Genève, 8, rue du Mont-Blanc : M. Westermann, pour remettre (en France) au

Colonel FRED. VON HOLSTEIN.

Ce Prussien était bien fier le 19 août. Il ignore qu'il est lui-même une manière de Girardin, non-seulement par sa confiance, mais encore par ses idées. M. de Girardin est « émancipateur de l'homme par l'instruction » protestant (nulle nécessité de croire en Dieu pour cela), et beaucoup d'autres choses semblables. Rien n'empêche que le Prussien ne soit un nourrisson de M. de Girardin. Si ce savant colonel croit que Luther est un honneur pour l'Allemagne et qu'il a inventé la logique, M. de Girardin l'a dû dire maintes fois, à moins qu'il n'ait réservé l'honneur de l'invention de la logique pour lui-même. Et quant à l'assurance avec laquelle ce

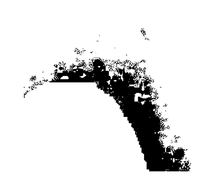


même savant prussien donne l'avenir aux « races septentrionales ou protestantes, » c'est un don que lui a fait depuis longtemps la *Revue des Deux-Mondes*, et que la multitude des penseurs et écrivains français, acharnés depuis un siècle à diffamer le catholicisme, ne lui reprendront pas. M. de Girardin est convaincu de cette supériorité tout comme lui, plus que lui peut-être, et n'a ni le droit ni le moyen de soutenir le contraire.

L'idée de la prépondérance, ou plutôt de l'empire absolu réservé au Nord, à la Prusse particulièrement, est tout simplement une idée française. Voltaire chantait cela au Prussien athée bien avant que le Prussien girardinesque fût né : « Vous êtes, Sire, « le fondateur d'*une très-grande puissance*. Vous te- « nez un des bras de la balance de l'Europe. Je « ne sais où vous vous arrêterez, mais JE SAIS QUE « L'AIGLE DE PRUSSE VA BIEN LOIN. Je supplie cet aigle « de jeter sur moi chétif, du haut des airs, un de ces « rayons qui *raniment le génie éteint*. » Voilà qui est prussien dans les moelles. Nous proposions l'autre jour de l'inscrire sur le piédestal du Voltaire-Chevreau.

Est-ce que ce petit morceau ne contient pas tout ce qui est dans la lettre du Prussien de M. de Girardin? Et est-ce que M. de Girardin a le moindre mot de son fonds à dire contre la statue du Voltaire-Chevreau érigée par la presse française?

La seule chose qui soit bien en propre au Prussien, c'est de se croire une mission divine. Le Français *éclairé* ne croit pas assez en Dieu pour inventer



un pareil détail. Si M. de Girardin le disait, ce serait à dessein de se donner un petit reflet mystique, dans un moment de coquetterie littéraire; quelque chose comme sa mèche tant célébrée.

Il est bien vrai, cependant, que le Prussien a une mission. Seulement, lorsqu'il ajoute : « Dieu sera avec ceux qui veulent le progrès, » il tombe enfin dans la sottise familière aux publicistes français, qu'il a trop lus, comme toute l'Europe. Le progrès prusso-voltairien, Bulozo-voltairien, Girardino-Havino-Bonaparto-voltairien, le progrès qui consiste à rejeter Jésus-Christ du monde social et à remplacer Dieu par 89, n'est pas celui que Dieu favorise, et la mission donnée à la Prusse en ce moment n'est pas d'accomplir ce progrès-là.

La mission de la Prusse est d'apporter ses idées de Prusse, idées voltairiennes, sous le tranchant de l'épée française. Si nous n'avions que nos écrivains et nos principes de 89, la statue de Napoléon et la statue de Voltaire, les deux anges de Louis-Philippe, roi de 89, verraient la fumée d'un camp ennemi. L'une n'en pourrait être surprise, l'autre assurément n'en serait pas offensée. Mais il y a le vieux soldat et la vieille épée de France, et Dieu est avec ceux qui défendent la patrie Ceux-là sont encore les mêmes qui proclamaient le Christ roi des Francs.

Nous pouvons bien, hélas ! être un peuple et une armée de pécheurs, c'est ce qu'il faut pour subir des revers ; mais la Prusse constitue un peuple et une armée d'athées, c'est ce qu'il faut pour périr. Entre le pécheur et l'athée, il y a une différence que



M. de Girardin et son Prussien ne saisissent pas, mais qui est celle de la vie et de la mort.

En sorte qu'au fond la bataille se livre pour l'Eglise, et que voilà toute la troupe de Voltaire, tout le peuple de 89 obligé de travailler et de suer sang et eau pour la gagner. Il y a de ces dérisions dans l'histoire de la philosophie, de la logique et du libre examen.

Ajoutons à l'honneur de ces mauvais logiciens qu'ils ont vraiment du cœur à l'ouvrage, et que leur patriotisme se moque glorieusement de leur raison.

XVII

26 août.

LE PRUSSIEN DE M. DE GIRARDIN.

Refaisons un tour sur ce Prussien de fer et de plume, qui se croit invincible à la plume comme au fer. Invincible au fer, puisqu'il écrit de Saint-Avold en France ; invincible à la plume, puisqu'il pousse l'alinéa aussi facilement que M. de Girardin lui-même, dans le français même de M. de Girardin.

L'originalité de ce Prussien consiste en ce qu'il est la frappante image d'un libéral français. Il en a les idées historiques, politiques et sociales, et jusqu'à la littérature. Il pourrait écrire naturellement dans tous les journaux de toutes les nuances révolutionnaires, depuis le *Charivari*, dont il a la grâce pétillante, jusqu'à la *Revue des Deux-Mondes*, dont

il a la profondeur. M. Buloz n'aurait qu'un léger blanchissage à lui donner. Il serait au *Siècle* comme chez lui, sans blanchissage aucun. On peut dire que ce Prussien est né rédacteur du *Siècle*.

En un moment où l'on doit s'interdire sévèrement tout acte de guerre civile, c'est un avantage bien précieux de rencontrer ainsi toute la forfanterie et toute la bêtise française dans un seul Prussien!

Ce long combat de la France contre Dieu, c'est-à-dire contre elle-même, contre son histoire, contre sa gloire, contre sa force et contre sa destinée; le blasphème voltairien et la brutalité révolutionnaire, le pédantisme doctrinaire et l'hypocrisie philosophique, la rêvasserie humanitaire et l'arrogance de la force qui se croit la science et la pensée, tout aboutit là, tout se réunit là, tout sert à former ce Prussien. Et le Prussien, enivré de se voir vainqueur à Saint-Avold, ne doute plus que Dieu ne soit protestant et Prussien.

Après un siècle de travail, corrompant par tous les moyens toute morale et tout bon sens, ils ont fait ce rude animal, et l'ont accru sur la terre jusqu'à lui mettre quasi autant d'intelligence sous les pieds qu'il a d'insolent orgueil dans la tête. Le voilà fait. Il déclare qu'il est la science, la liberté et l'avenir, et ils ne savent que répondre, car ils l'ont dit eux-mêmes, sinon qu'ils ont autant de muscles que lui. Mais s'il a l'*idée*, comme ils l'ont proclamé si souvent, à quoi bon leurs muscles? Véritablement il est *leur* science, *leur* liberté, *leur* avenir. Voudront-ils employer leurs muscles à écraser tout cela, uniquement



pour avoir la gloire et le plaisir de le relever et le mérite de le distribuer eux-mêmes au reste du globe ?

La Prusse est le péché de l'Europe, comme César fut le péché de Rome et du monde. Une fable profonde nous parle de cette déesse réprouvée qui, à la suite d'un mauvais commerce, enfanta des chiens dont elle fut depuis immortellement dévorée ; et la Vérité nous dit de son côté que la justice élève les nations et que le péché les rend misérables. Le protestantisme et le philosophisme ont fait la Prusse, nous y avons travaillé, nous en jouissons. Ainsi, au moment le plus glorieux et le plus honteux de l'histoire des hommes, quand la lumière du Christ formait un nouveau genre humain, quand la justice et l'amour offraient à la terre la liberté, l'égalité et la fraternité, en ce moment, la vieille erreur donnait le bilan de sa philosophie, de sa science et de sa politique ; et c'était l'empire de Tibère et de Néron.

L'humanité maudite accouchait de ces monstres durables. Ils naissaient des entrailles de la malédiction, afin de s'opposer au Fils de Dieu, né de la Vierge Marie. Car la malédiction refuse et hait la bénédiction. Et comme l'empire et Néron, œuvres du péché, sont apparus à l'aurore du Christ pour le noyer dans le sang, ainsi le Prussien, si le courroux de Dieu permet qu'il soit autre chose qu'un fantôme, aura surgi du même fond et des mêmes causes, au moment où l'humanité chrétienne, sortant d'un long désastre, se range autour de Pierre pour rappeler au monde appauvri la plénitude du bienfait de Jésus.



Il faut certainement empêcher cette renaissance, il faut écraser ce dessein, il faut le noyer dans le sang !

Le Prussien ne se gêne pas de le dire. Il parle du christianisme *idiotifié* par le Pape et par le Concile, et il demande si ce mot *idiotifié* est bon français ? Très-bon français, Prussien ! Nous avons eu un fameux auteur, nommé Eugène Sue, mort il n'y a pas longtemps, en parfait état de démence, bavant à tremper ses matelas, et nous avons encore un grand philosophe nommé Quinet, écrivain à mettre dans l'Académie, et nous en possédons quantité d'autres qui ont dit tout cela bien avant vous, et qui le répètent dans le même style. Notre Quinet, quand vous tétiez encore à l'école du soldat, décrétait déjà l'urgence « d'étouffer le catholicisme dans la boue. » Il voulait certainement, par cette opération, nous *désidiotifier*.

Il y a longtemps que nous ne manquons pas de penseurs prussiens ! Nous avons M. About, M. Jourdan, et Bassinet, et Bouzier, et cent autres, dans Paris et dans les provinces ; nous avons notre ministre de l'intérieur, S. Exc. M. Chevreau, qui vient d'ériger une statue à Voltaire, lequel adorait l'aigle de Prusse, et disait, en parlant du christianisme « idiotifié » : *Écrasons l'Infâme* ! Soyez bien tranquille sur la bonne qualité de votre français, Prussien ! Il a cours, et si les chances de la guerre vous sont défavorables, vous pourrez gagner votre vie dans les journaux libres-penseurs. Votre langue est aussi française que leur pensée est prussienne.

Mais si vous croyez pour cela que vous êtes maître de la France et du monde, et que Dieu combat avec la Prusse au profit de la Prusse, c'est ici que votre philosophie de l'histoire vous abuse gravement, quoique tout à fait conforme à celle de tant d'illustres penseurs et phraseurs français, tels que Voltaire, Quinet, Bassinet, Bouzier et autres de Paris et des départements.

Il y a, Prussien, plusieurs philosophies de l'histoire, vous ne l'ignorez pas. Mais il n'y en a qu'une vraie, c'est ce que vous ignorez; et vous ignorez celle-là, qui est totalement ignorée aussi de vos maîtres. Elle ne promet pas l'empire à la Prusse. Elle nous apprend que Dieu ne combat que pour lui-même, c'est-à-dire pour son Église, pour l'agrandissement, l'épanouissement et le triomphe de sa volonté très-juste et très-miséricordieuse; en d'autres termes, pour le règne du vrai et du bien.

Quand même vous entreriez dans Paris, quand vous vous étendriez sur toute la France, ce qui doit vous paraître invraisemblable; quand même vous emporteriez tous les trésors du temple (ils ne sont pas lourds), et tous ceux du palais et tous ceux de la rue, ce ne serait encore que notre châtiment et pas du tout votre établissement. *De bonnes pensées restent en Juda*, et il n'existe aucun moyen de couper les communications entre les lèvres de la pénitence qui prie et la clémence du Dieu qui ressuscite. C'est assez pour nous délivrer de la Prusse, c'est assez pour que la Prusse ne se délivre pas de la mort. Il n'y a plus de fusils, et le dernier tronçon d'épée est dévoré par

la rouille : mais la pénitence a prié, et alors le fer de la charrue devient une arme. Au besoin, les ossements suffiraient.

L'histoire nous révèle cette loi de la guerre purement politique, c'est-à-dire barbare. Le conquérant qui ne porte pas la vérité morale dans les plis de son drapeau, n'y porte qu'un principe de défaite, qui éclate contre lui dans un temps généralement assez court. Il allume l'ardeur des représailles, il enseigne l'art de les assouvir, et les peuples dont il a insulté les foyers viennent se venger dans les siens. Histoire ancienne, histoire moderne. Le grand homme de guerre uniquement chargé de faire la guerre est un désastreux présent pour le peuple que Dieu en gratifie.

Nabuchodonosor, très-grand roi (c'est le même qui fut changé en bête), attire Cyrus; Cyrus provoque Alexandre ; Alexandre appellera les Romains; Carthage périt parce qu'elle a eu Annibal ; Rome fait des routes pour les peuples qui la fouleront aux pieds. Que d'autres exemples dans l'histoire jusqu'à la République française et jusqu'à Napoléon, qui reprennent si complétement la guerre païenne, et quel exemple que Napoléon! Le destin de la Prusse victorieuse est là.

Une autre loi, plus certaine et moins visible à cette populace de lettrés qui fait des philosophies de l'histoire, c'est le soin que Dieu prend de former et de maintenir les peuples auxquels il confie le dépôt de la vérité et le devoir de la porter dans le monde. Il les punit, il ne les détruit pas. Rien ne peut détruire

Israël, toujours puni de ses fautes. L'Assyrien tombe sur lui, le ruine, l'emmène captif et s'écroule, le laissant entier. Pour cette œuvre de châtiment, Nabuchodonosor est qualifié de serviteur de Dieu. Rome vient à son tour et n'absorbe pas non plus cette terre qui a un tel fruit à donner. Jérusalem n'est arrachée qu'après avoir élevé le vrai roi du monde sur le trône de la croix. Arrachée, elle vit encore dans son peuple errant, parce que le châtiment ne détruit pas la promesse.

Eh bien ! sans doute, nous, peuples catholiques, nous n'avons pas la même promesse, et le flambeau éteint peut nous être enlevé. Alors nous péririons. Mais Voltaire n'a pu l'éteindre, et c'était le véritable ennemi. Ce que le Prussien Voltaire n'a pu faire, le Prussien voltairien ne le fera pas. Son souffle stupide raviverait plutôt la flamme que son pied s'efforcerait d'étouffer, et quand même nous pourrions souffrir des maîtres si brutaux, nous ne les supporterions pas si bêtes. Voit-on la France soumise à des Prussiens parlant français ? Un Samson se lèverait et le Voltaire-Chevreau lui servirait de mâchoire.

Si loin que puisse aller notre humiliation, et quand Dieu se rendrait sourd à notre repentir, qui croira que la miséricorde divine, abolissant le dernier peuple catholique à cause des renégats qui l'auraient poussé à l'apostasie, élira pour le remplacer ce peuple civilisateur, dont l'apostolat n'a que des maîtres d'école et des mitrailleuses ?

L'homme du dix-neuvième siècle est misérable.

intellectuellement, il est, comme on dit, au bout de son rouleau ; nul jusque dans les catastrophes. Il a prétendu être par excellence l'homme du progrès, et il a resserré autour de lui toutes les limites. Il s'est mis dans une cage sans horizon et sans issue, dont les fastueuses tentures en papier peint lui cachent le ciel et le privent d'air. Là il s'accable de redites et de vains et stupides essais de recommencements bientôt avortés. Il se fait de vieux contes et se chante de vieilles chansons qui ne l'intéressent plus. En présence de ces Prussiens qui se targuent de recommencer l'empire universel, voilà des génies français qui chantent la *Marseillaise* et veulent recommencer la république. Au fond, ce monde avachi et *idiotifié* (servons-nous-en) crève d'ennui et demande du nouveau.

L'amour du nouveau les a plus que tout le reste poussés dans le jeu sanglant qui les épouvante, sans pouvoir les désennuyer. Du nouveau ! c'est le vœu éternel de l'ennui. Mais l'ennui est une maladie qui empêche de créer le nouveau et de voir celui qui se crée tout seul, ou plutôt qui se déroule sous la main de Dieu. Le grand ouvrier du nouveau, Dieu, travaille toujours. Il remplit de choses inouïes et logiques, à la fois prévues et soudaines, ce monde qui demande du nouveau et qui ne peut rien trouver de nouveau devant son œil paralysé par cette maladie honteuse de l'ennui, elle-même jusqu'à un certain point nouvelle.

Il y a partout des écroulements, partout des résurrections, partout des échéances et des dévelop-

pements terribles et sublimes. Des hauteurs, un verbe de lumière se précipite, fait éclore un monde. Ils restent là, tournoyant dans leur cage, passant alternativement de leurs vieux coryphées qui ne chantent rien de neuf à leurs vieux corybantes qui ne dansent rien de nouveau. Ils essaient du canon, et au bruit du canon un docteur prussien parie contre son maître français vingt mille francs, l'un qu'il sera à Paris dans quinze jours, l'autre qu'il n'y viendra pas. Voilà leur affaire réduite à sa véritable expression. Le reste est de la phrase (ils diraient de la *blague*), et ils sont d'accord... pour ne rien voir.

Il y a du nouveau pourtant. Et le nouveau, c'est que la civilisation qu'ils ont faite s'écroule, autant pour le Prussien que pour le Français, et que « le Fils du charpentier, » celui de qui Julien l'Apostat demandait des nouvelles, a fait le cercueil d'un monde.

XVIII

27 août.

LA VICTOIRE DE L'AME DE LA FRANCE.

Voici donc qu'ils arrivent. Humainement, tout permet d'espérer qu'ils n'entreront pas. Dans ce péril, Dieu nous a suscité des hommes de tête et de cœur. Ils ont muni le rempart et nettoyé l'intérieur de la place. Les mesures sont prises pour éteindre à l'instant la sédition scélérate, elle n'aura point le pouvoir d'humilier et d'inquiéter ceux qui défen-

Intellectuellement, il est, comme on dit, au bout de son rouleau; nul jusque dans les catastrophes. Il a prétendu être par excellence l'homme du progrès, et il a resserré autour de lui toutes les limites. Il s'est mis dans une cage sans horizon et sans issue, dont les fastueuses tentures en papier peint lui cachent le ciel et le privent d'air. Là il s'accable de redites et de vains et stupides essais de recommencements bientôt avortés. Il se fait de vieux contes et se chante de vieilles chansons qui ne l'intéressent plus. En présence de ces Prussiens qui se targuent de recommencer l'empire universel, voilà des génies français qui chantent la *Marseillaise* et veulent recommencer la république. Au fond, ce monde avachi et *idiotifié* (servons-nous-en) crève d'ennui et demande du nouveau.

L'amour du nouveau les a plus que tout le reste poussés dans le jeu sanglant qui les épouvante, sans pouvoir les désennuyer. Du nouveau! c'est le vœu éternel de l'ennui. Mais l'ennui est une maladie qui empêche de créer le nouveau et de voir celui qui se crée tout seul, ou plutôt qui se déroule sous la main de Dieu. Le grand ouvrier du nouveau, Dieu, travaille toujours. Il remplit de choses inouïes et logiques, à la fois prévues et soudaines, ce monde qui demande du nouveau et qui ne peut rien trouver de nouveau devant son œil paralysé par cette maladie honteuse de l'ennui, elle-même jusqu'à un certain point nouvelle.

Il y a partout des écroulements, partout des résurrections, partout des échéances et des dévelop-

pements terribles et sublimes. Des hauteurs, un verbe de lumière se précipite, fait éclore un monde. Ils restent là, tournoyant dans leur cage, passant alternativement de leurs vieux coryphées qui ne chantent rien de neuf à leurs vieux corybantes qui ne dansent rien de nouveau. Ils essaient du canon, et au bruit du canon un docteur prussien parie contre son maître français vingt mille francs, l'un qu'il sera à Paris dans quinze jours, l'autre qu'il n'y viendra pas. Voilà leur affaire réduite à sa véritable expression. Le reste est de la phrase (ils diraient de la *blague*), et ils sont d'accord... pour ne rien voir.

Il y a du nouveau pourtant. Et le nouveau, c'est que la civilisation qu'ils ont faite s'écroule, autant pour le Prussien que pour le Français, et que « le Fils du charpentier, » celui de qui Julien l'Apostat demandait des nouvelles, a fait le cercueil d'un monde.

XVIII

27 août.

LA VICTOIRE DE L'AME DE LA FRANCE.

Voici donc qu'ils arrivent. Humainement, tout permet d'espérer qu'ils n'entreront pas. Dans ce péril, Dieu nous a suscité des hommes de tête et de cœur. Ils ont muni le rempart et nettoyé l'intérieur de la place. Les mesures sont prises pour éteindre à l'instant la sédition scélérate, elle n'aura point le pouvoir d'humilier et d'inquiéter ceux qui défen-

la rouille : mais la pénitence a prié, et alors le fer de la charrue devient une arme. Au besoin, les ossements suffiraient.

L'histoire nous révèle cette loi de la guerre purement politique, c'est-à-dire barbare. Le conquérant qui ne porte pas la vérité morale dans les plis de son drapeau, n'y porte qu'un principe de défaite, qui éclate contre lui dans un temps généralement assez court. Il allume l'ardeur des représailles, il enseigne l'art de les assouvir, et les peuples dont il a insulté les foyers viennent se venger dans les siens. Histoire ancienne, histoire moderne. Le grand homme de guerre uniquement chargé de faire la guerre est un désastreux présent pour le peuple que Dieu en gratifie.

Nabuchodonosor, très-grand roi (c'est le même qui fut changé en bête), attire Cyrus; Cyrus provoque Alexandre ; Alexandre appellera les Romains; Carthage périt parce qu'elle a eu Annibal ; Rome fait des routes pour les peuples qui la fouleront aux pieds. Que d'autres exemples dans l'histoire jusqu'à la République française et jusqu'à Napoléon, qui reprennent si complétement la guerre païenne, et quel exemple que Napoléon! Le destin de la Prusse victorieuse est là.

Une autre loi, plus certaine et moins visible à cette populace de lettrés qui fait des philosophies de l'histoire, c'est le soin que Dieu prend de former et de maintenir les peuples auxquels il confie le dépôt de la vérité et le devoir de la porter dans le monde. Il les punit, il ne les détruit pas. Rien ne peut détruire

Israël, toujours puni de ses fautes. L'Assyrien tombe sur lui, le ruine, l'emmène captif et s'écroule, le laissant entier. Pour cette œuvre de châtiment, Nabuchodonosor est qualifié de serviteur de Dieu. Rome vient à son tour et n'absorbe pas non plus cette terre qui a un tel fruit à donner. Jérusalem n'est arrachée qu'après avoir élevé le vrai roi du monde sur le trône de la croix. Arrachée, elle vit encore dans son peuple errant, parce que le châtiment ne détruit pas la promesse.

Eh bien ! sans doute, nous, peuples catholiques, nous n'avons pas la même promesse, et le flambeau éteint peut nous être enlevé. Alors nous périrons. Mais Voltaire n'a pu l'éteindre, et c'était le véritable ennemi. Ce que le Prussien Voltaire n'a pu faire, le Prussien voltairien ne le fera pas. Son souffle stupide raviverait plutôt la flamme que son pied s'efforcerait d'étouffer, et quand même nous pourrions souffrir des maîtres si brutaux, nous ne les supporterions pas si bêtes. Voit-on la France soumise à des Prussiens parlant français ? Un Samson se lèverait et le Voltaire-Chevreau lui servirait de mâchoire.

Si loin que puisse aller notre humiliation, et quand Dieu se rendrait sourd à notre repentir, qui croira que la miséricorde divine, abolissant le dernier peuple catholique à cause des renégats qui l'auraient poussé à l'apostasie, élira pour le remplacer ce peuple civilisateur, dont l'apostolat n'a que des maîtres d'école et des mitrailleuses ?

L'homme du dix-neuvième siècle est misérable.

Intellectuellement, il est, comme on dit, au bout de son rouleau; nul jusque dans les catastrophes. Il a prétendu être par excellence l'homme du progrès, et il a resserré autour de lui toutes les limites. Il s'est mis dans une cage sans horizon et sans issue, dont les fastueuses tentures en papier peint lui cachent le ciel et le privent d'air. Là il s'accable de redites et de vains et stupides essais de recommencements bientôt avortés. Il se fait de vieux contes et se chante de vieilles chansons qui ne l'intéressent plus. En présence de ces Prussiens qui se targuent de recommencer l'empire universel, voilà des génies français qui chantent la *Marseillaise* et veulent recommencer la république. Au fond, ce monde avachi et *idiotifié* (servons-nous-en) crève d'ennui et demande du nouveau.

L'amour du nouveau les a plus que tout le reste poussés dans le jeu sanglant qui les épouvante, sans pouvoir les désennuyer. Du nouveau! c'est le vœu éternel de l'ennui. Mais l'ennui est une maladie qui empêche de créer le nouveau et de voir celui qui se crée tout seul, ou plutôt qui se déroule sous la main de Dieu. Le grand ouvrier du nouveau, Dieu, travaille toujours. Il remplit de choses inouïes et logiques, à la fois prévues et soudaines, ce monde qui demande du nouveau et qui ne peut rien trouver de nouveau devant son œil paralysé par cette maladie honteuse de l'ennui, elle-même jusqu'à un certain point nouvelle.

Il y a partout des écroulements, partout des résurrections, partout des échéances et des dévelop-

pements terribles et sublimes. Des hauteurs, un verbe de lumière se précipite, fait éclore un monde. Ils restent là, tournoyant dans leur cage, passant alternativement de leurs vieux coryphées qui ne chantent rien de neuf à leurs vieux corybantes qui ne dansent rien de nouveau. Ils essaient du canon, et au bruit du canon un docteur prussien parie contre son maître français vingt mille francs, l'un qu'il sera à Paris dans quinze jours, l'autre qu'il n'y viendra pas. Voilà leur affaire réduite à sa véritable expression. Le reste est de la phrase (ils diraient de la *blague*), et ils sont d'accord... pour ne rien voir.

Il y a du nouveau pourtant. Et le nouveau, c'est que la civilisation qu'ils ont faite s'écroule, autant pour le Prussien que pour le Français, et que « le Fils du charpentier, » celui de qui Julien l'Apostat demandait des nouvelles, a fait le cercueil d'un monde.

XVIII

27 août.

LA VICTOIRE DE L'AME DE LA FRANCE.

Voici donc qu'ils arrivent. Humainement, tout permet d'espérer qu'ils n'entreront pas. Dans ce péril, Dieu nous a suscité des hommes de tête et de cœur. Ils ont muni le rempart et nettoyé l'intérieur de la place. Les mesures sont prises pour éteindre à l'instant la sédition scélérate, elle n'aura point le pouvoir d'humilier et d'inquiéter ceux qui défen-

dront la muraille. Dans la ville assiégée, il ne faut que la voix brève du commandement. On ne permettra pas qu'un tumulte quelconque puisse empêcher de l'entendre. La civilisation française, assiégée dans sa capitale, n'aura d'ennemis armés qu'en face.

Paris résistera glorieusement, et, nous l'espérons, victorieusement. Il verra l'ennemi se briser à ses portes, il le verra lever le siége, il le verra fuir, fuir vers Bazaine et Mac-Mahon, à travers la France exaspérée. Bientôt la France et la Prusse sauront ce qu'elles valent réciproquement quant aux muscles, puisque c'est aujourd'hui la grande affaire du monde. Il est trop évident que le peuple « savant » avait mieux organisé la guerre, mieux pris ses précautions. Il a eu davantage la science de la topographie, celle du tir, celle de l'espionnage. L'application de ces sciences lui a coûté déjà deux cent mille hommes. Mais il en avait trois cent mille à dépenser pour arriver dans Paris, il en a donc cent mille à jeter pour combler le fossé. Nous verrons comment le reste se tirera d'affaire. Ce dernier bout de chemin sera glissant ! A notre avis, les professeurs de guerre ignoraient quelque chose qu'ils vont apprendre. Ils vont apprendre ce que c'est qu'un peuple vraiment guerrier. Tous ne reviendront pas pour en donner des leçons à la grande Allemagne et lui procurer l'empire du monde.

Que Paris se défende : et quand même il serait enfin forcé, c'est déjà une victoire et une grande victoire. C'est la victoire de l'âme de la France. Celle-

là est assurée, elle est indépendante du sort des armes. Elle sera plus grande même si le sort des armes est contraire. Elle montrera que la France pourtant n'avait pas attaché tout son cœur à cette merveille qui lui a coûté tant d'or, tant de labeur, hélas! et tant de péchés. La France, la vieille France, la France retrouvée d'avant 89, aura exposé la merveille et l'aura jetée dans le gouffre de sang pour sauver son honneur. Cela n'est pas conforme aux nouveaux principes économiques ; c'est sauvage comme autrefois. Les savants allemands de Vienne, ceux qui sont déjà protestants, ont été plus sages. Méprisant une semblable victoire, craignant sagement de voir endommager leurs boutiques, leurs cafés-chantants, leur nouvel Opéra, préférant voir abîmer la patrie, ils ont philosophiquement pétitionné vers leur empereur pour n'être pas défendus. Voilà un peuple qui veut qu'on le prenne ! Le Français, resté bon gré mal gré catholique, est d'humeur différente. Il sacrifie sa ville pour sauver l'honneur et la nationalité.

Les protestants, les juifs, les libres-penseurs, espèces dominantes à Vienne, qui conseilleraient au Français de traiter, afin de se perfectionner dans l'étude de la philosophie, sous la direction de la Prusse, et de devenir savant à son tour, ceux-là seraient mal venus. C'est encore une chose que les professeurs de Prusse ignoraient, et qu'ils apprendront s'ils triomphent. Ils sauront ce que c'est qu'un grand peuple catholique. Le monde aussi l'apprendra, non sans nécessité, après ce siècle d'injures contre l'unique

Église du Christ. Et nous aussi, nous l'apprendrons, pour notre gloire immortelle et pour le salut du genre humain, menacé d'être prussianisé.

O retours divins de la vérité honnie et en apparence vaincue à jamais! Que d'infâmes papiers, accumulés depuis un siècle, vont être crevés et lacérés en quelques jours, par cette guerre qu'ont suscitée entre tous et plus que tous les barbouilleurs de papier? Car qui est assez dénué de raison pour croire qu'un peuple se jette de lui-même sur un peuple, et que les paysans du Brandebourg étaient naturellement tourmentés du besoin de prendre Paris, ou nos paysans d'Auvergne du besoin de prendre Berlin? Ce n'est pas même l'ambition des princes qui conçoit toute seule de telles idées, et si elle les concevait, elle ne pourrait pas les réaliser. Ce sont les professeurs, les avocats, les écrivailleurs sans nombre, les cuistres dénués de bras pour combattre comme pour travailler, qui, dans le monde moderne, sont surtout dévorés de l'implacable orgueil de la domination et de la conquête. Ils en sont dévorés et ils en répandent l'ardeur et le tourment. Les peuples sont pris de la folie de mesurer leurs forces, d'imposer les idées de ces drôles. Ce ne sont plus des armées qui combattent pour un but déterminé, mais des nations entières qui se ruent l'une sur l'autre, sans autre projet bien connu de l'une et de l'autre que l'extermination. Et ces malheureux sont très-fiers de la *science* qui leur fournit le moyen d'en finir tout de suite. L'Autriche a été tuée en un jour, par une idée et par une machine. Quatre ou cinq nationalités

italiennes ont sombré en une fois. Et voici que ou la Prusse ou la France restera couchée sur le flanc pour de longues années en une seule campagne, qui n'aura été qu'une seule bataille, où peut-être un million d'hommes auront péri. Or le « savant » a tellement abêti la terre que d'atroces sots peuvent dire sans rougir d'eux-mêmes et sans révolter personne : C'est le progrès !

Mais enfin, une vérité apparaîtra quoi qu'il arrive, du moins pour ceux qui ont conservé la faculté de penser, et plus tard pour ceux en qui cette faculté peut renaître. Il sera démontré que ces cuistres savants et puissants sont la plaie de l'espèce humaine et la honte de sa raison, et que les peuples qui leur laissent l'empire doivent souffrir, décroître et tomber ; qu'ils doivent perdre les faux biens où ils les convient ; que ces biens périssent encore lorsqu'ils ont paru les réaliser, que leurs richesses se changent en désastres foudroyants, que leur orgueil les mène aux humiliations dernières, que les noms de leurs victoires, fastueusement écrits au coin des rues, peuvent être effacés par les boulets ennemis et disparaître comme les passants.

Ce sera le sort certain et définitif de la Prusse, encore qu'il puisse plus ou moins se faire attendre. Probablement il ne se fera pas attendre longtemps. Quand même le courroux de Dieu, non encore apaisé envers nous, lui permettrait de passer tête levée sous nos arcs de triomphe, elle marche à ce châtiment suprême, elle y court. Elle le trouvera non-seulement par son orgueil sans mesure, mais encore

et surtout parce qu'elle n'a aucune vérité à donner au monde, et ne veut lui donner au contraire que son erreur. Rien dans son passé ne parle pour elle, rien dans son avenir ne se rattache à Dieu. Elle périra et ses desseins périront.

Elle périra par la France, et la France détruira ses desseins, parce que la France est la vieille servante du Christ et se retournera vers le Christ. Elle se souviendra de lui, et il se souviendra d'elle ; elle redemandera son service glorieux, et il lui sera rendu. Est-ce que nous sommes liés par la proclamation qui annonçait à l'Allemagne que la France lui portait les bienfaits de 89, dont elle jouit d'ailleurs plus que nous, Dieu merci ? Est-ce que nous sommes engagés par l'arrêté préfectoral qui permet d'attester que le peuple de France a érigé le Voltaire-Chevreau? Que nous importe ce que disent de nous ce Chevreau et d'autres ! Nous sommes la France du Christ; nous reprendrons notre drapeau, et nous défions les victoires de la Prusse.

Le patriotisme sera catholique, et c'est pourquoi, quelle que soit la fortune ennemie, la Prusse ne vaincra la France ni par les armes ni par le temps.

Nous savons que la *Marseillaise* ne vaut pas une armée, et la Prusse le sait aussi. Nous savons, et la Prusse sait encore que 89 ne vaut pas une armée, et que ni la statue de Voltaire ni la statue de Napoléon ne sont non plus une armée. Mais la foi et la fidélité à la sainte Église catholique, voilà l'invincible, la renaissante, l'éternelle armée ; et la Prusse périra.

Nous autres, qui ne sommes pas savants, nous con-

naissons le nom de Dieu; nous le connaîtrons davantage, et les desseins de la Prusse périront.

XIX

29 août.

PROJET DE LA STATUE DE JEANNE D'ARC.

Le *Propagateur* de Lille propose une souscription *populaire* pour ériger dans Paris une statue de Jeanne d'Arc. Il désigne l'emplacement : ce serait dans la nouvelle rue du Théâtre-Français, qui passe sur l'ancien rempart Saint-Honoré, là où l'héroïne insultée par Voltaire fut blessée en combattant contre les Prussiens de l'époque.

Il s'agirait de *compenser* ainsi le Voltaire-Chevreau, et l'idée en elle-même est très-louable. Elle avait été déjà proposée, lorsque M. Havin lançait sa souscription. Elle eût alors été acceptée très-aisément, elle le serait plus aisément encore aujourd'hui. Néanmoins nous ne crûmes pas devoir nous y associer. Il convient que nous fassions connaître les raisons de ce refus. Aujourd'hui comme alors, elles paraîtront décisives.

M. Havin aurait voulu le premier, de très-bonne foi, souscrire pour la statue de Jeanne d'Arc; son *Siècle*, après lui, patronnerait très-volontiers la souscription. M. Havin était, et le *Siècle* est resté l'ami de *toutes les gloires de la France*. Sans doute, ils ont leurs préférences, et ils prennent soin qu'on ne les

ignore pas; mais c'est leur système de ne rien écarter. Au Panthéon, ils ont bousculé dans la même apothéose Voltaire et Fénelon; dans la cour du Louvre, Voltaire et Bossuet, Rabelais et saint Grégoire de Tours. Ils accoleraient très-bien madame de Sévigné, qui fut une femme distinguée, et Ninon, autre femme distinguée. Le jardin réservé des Tuileries est orné d'une statue de Laïs mourante; ils ne trouveraient pas mauvais qu'on y mît une Jeanne d'Arc mourante, couchée sur le bûcher, ce qui permettrait au sculpteur de la ramener davantage au costume de cour. M. Carpeaux, habile à faire puer le marbre, saurait bien s'y prendre pour qu'il n'y eût qu'un contraste agréable entre Jeanne d'Arc et Laïs. Elles fraterniseraient comme les deux sœurs de Béranger, et ces messieurs seraient éblouis jusqu'à l'extase, comme le Dieu de M. Hugo :

... Et Dieu, dont l'œil flamboie,
Ne sait plus distinguer, père ébloui de joie,
Bélial de Jésus.

Feu Havin était plein de cette poésie Il se voyait, peut-être, dans un monde meilleur (quelle idée Havin se pouvait-il faire d'un monde meilleur?), appuyé sur sa caisse très-ample et très-fournie, regardant avec bonté l'*Univers*, et lui montrant Voltaire et Jeanne d'Arc s'embrassant dans les bras de Dieu, *père ébloui de joie*.

Et certainement feu Havin aurait consenti de bon cœur à réaliser en ce monde ce que M. Hugo lui disait qu'il verrait dans le ciel : Voltaire et Jeanne

d'Arc sur le même pied devant le peuple de Paris comme devant Dieu! Si on lui avait dit que c'était une idée plus ancienne que M. Hugo, une vieille idée de l'empereur Héliogabale, lequel un jour, fatigué de la diversité des dieux, les voulut tous réunir dans le même temple et dans le même culte, sous la présidence d'une certaine pierre qui était son dieu à lui, Havin eût pris en estime cet empereur qui concevait des pensées si grandes, et il se fût admiré davantage de les avoir su réaliser, à quoi l'empereur Héliogabale ne parvint pas.

Tout cela donc serait très-bon pour feu Havin, et pour sa suite très-vivante, et M. Chevreau nous offrirait immédiatement un arrêté. Mais nous ne saurions entrer dans ces largeurs, et nous ne devons pas nous dissimuler que la statue regardée par nous comme une revanche, serait tout simplement considérée par eux comme un *pendant*.

Ce n'est point là ce qu'il nous faut. La statue de Voltaire est un outrage à la religion, à la pudeur, au patriotisme. Un *pendant* n'y changerait rien, et ne serait au fond qu'une acceptation de l'injure. Il faut que l'injure soit effacée ou qu'elle reste sans compensation et sans pendant.

Une statue de Jeanne d'Arc dans Paris, à côté de celle de Voltaire!... Voltaire s'en amuserait, Havin s'en réjouirait, mais Jeanne d'Arc en pleurerait.

Non! non! S'ils n'ont pas la vertu d'enlever cette ordure, qu'elle reste; qu'elle soit un témoin de leur règne, et de l'année des Prussiens! Ces deux souve-

nirs se joindront, et ils auront devant la postérité ces deux marques sur l'épaule.

XX

1er septembre.

LE SIÉGE DE BÉTHULIE.

Quand Nabuchodonosor, roi des rois, eut résolu de se faire encore dieu des dieux, ses conseillers admirèrent un si noble dessein, et Holopherne, grand homme de guerre, fut chargé de l'exécuter. Il partit avec 120,000 hommes de pied et 12,000 archers à cheval, approvisionnés pour aller loin. Pillant et brûlant, rasant les villes, détruisant les temples afin qu'il n'y eût plus, selon ses instructions, d'autre dieu que Nabuchodonosor, Holopherne arriva au pied des montagnes de Béthulie, clef de tout Israël. Mais il se trouva que le grand-prêtre Eliachim avait mis le pays en état de défense, et le peuple gardait les hauteurs.

Holopherne demanda quels étaient ces gens-là, qui pensaient résister? Achior, chef des Ammonites, allié forcé des envahisseurs, lui raconta brièvement l'histoire des Hébreux : « Ce peuple, dit-il, n'a jamais abandonné son Dieu sans tomber dans la main de ses ennemis, et ne lui est jamais revenu sans que ce même Dieu ne l'ait promptement délivré. Sachez donc, seigneur, s'ils ont commis quelque iniquité contre leur Dieu, et alors attaquons-les : nous les

vaincrons. Mais s'ils ont gardé la foi, Dieu les défendra, et nous ne pourrons rien. »

Les officiers d'Holopherne furent révoltés d'entendre parler d'un Dieu qui serait plus puissant que Nabuchodonosor. Tous s'écrièrent : « Escaladons ces montagnes, nous tuerons leurs défenseurs et Achior avec eux ; et les nations sauront que Nabuchodonosor est le seul dieu de la terre ! »

C'est ce qu'un colonel prussien déclarait l'autre jour à l'Ammonite Emile de Girardin et à toute la race catholique. M. de Girardin lui-même n'est pas sans avoir quelques traits, bien affaiblis, de cet honnête Achior. Lui non plus ne sait que répondre aux Assyriens.

Holopherne, irrité, chassa l'Ammonite de sa présence. On l'emmena hors du camp, et on le laissa lié à un arbre. Des Israélites le trouvèrent et le conduisirent en Béthulie. Il y raconta ce qu'il venait de voir et d'entendre.

Ce récit effraya les habitants, mais sans ébranler leur constance. Ils prièrent avec larmes, demandant à Dieu de considérer l'orgueil de l'ennemi et leur propre humiliation. Ensuite ils consolèrent Achior, lui disant que le Dieu de leurs pères, dont il avait publié la gloire, montrerait sa fidélité, et lui accorderait de voir la ruine de l'envahisseur. Ils lui offrirent de rester parmi les enfants d'Israël, heureux de pouvoir le traiter comme un frère. La grande France dira un jour les mêmes paroles à ceux de Pologne, de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, de Bavière et des pays rhénans, aujourd'hui cruellement forcés de la



combattre, sans autre profit pour la plupart que l'entière destruction de leur propre patrie et l'esclavage de leur autel.

Cependant Holopherne, au lieu d'assaillir immédiatement Béthulie, imagina un moyen plus sûr et moins coûteux de la prendre; il suffisait de la priver d'eau. En effet, au bout de vingt jours, les citernes étaient vides, et plusieurs dans la ville commencèrent à murmurer contre les chefs qui avaient décidé de résister. Ils disaient que le glaive était préférable au lent supplice de la soif. D'autres, en plus grand nombre, mieux inspirés, recoururent à la prière. Ils demandèrent à Dieu d'avoir pitié de leur détresse, et qu'au moins, s'il voulait châtier son peuple, ce ne fût point en le livrant à des infidèles, qui en prendraient occasion de blasphémer et de leur crier : Où est votre Dieu? Enfin, après de longs gémissements, Ozias, prince de la ville, dit : « Attendons encore cinq jours, et si le courroux de Dieu ne s'apaise pas contre nous, alors nous nous rendrons. »

Ce discours fut rapporté à Judith, fille de Mérari, de la tribu de Siméon, veuve de Manassès depuis trois ans, parfaitement belle et très-riche. Elle vivait avec ses servantes dans un appartement secret, au haut de sa maison, portant le cilice et jeûnant tous les jours, hormis le Sabbat et les autres fêtes du Seigneur; et il n'était personne qui élevât la moindre parole contre sa vertu.

Elle fit venir plusieurs des princes et des anciens, et elle leur dit : — Que me rapporte-t-on d'Ozias, et de cet engagement de livrer la ville, si dans cinq

jours Dieu ne l'a pas secourue? Et qui êtes-vous, vous autres qui fixez une limite au Seigneur? Au lieu de sa miséricorde, craignez plutôt de provoquer ainsi sa colère! Elle ajouta qu'il fallait beaucoup de larmes, beaucoup de prières, beaucoup d'humilité, mais aussi beaucoup d'espérance, puisqu'enfin Israël ne suivait pas ses pères en tous leurs crimes et ne connaissait d'autre Dieu que Dieu. — C'est pourquoi, poursuivit elle, attendons avec une humble patience les consolations que Dieu ne manquera pas de nous donner. Il nous vengera des afflictions que nos ennemis nous font souffrir, il couvrira de honte toutes les nations qui s'élèvent contre nous. Vous donc, anciens du peuple, relevez-lui le cœur. Rappelez-lui les épreuves d'Abraham, de Jacob, de Moïse. Tous ceux qui ont été agréables à Dieu ont passé par les tribulations; mais ceux qui n'ont pas reçu l'épreuve dans la crainte du Seigneur et se sont laissés aller aux murmures, ceux-là ont péri. Nos souffrances n'égalent pas nos péchés. Les fléaux sont envoyés pour nous sauver, et non pour nous perdre.

Les anciens répondirent à Judith : — Il n'y a rien à reprendre dans tes paroles. Prie pour nous, femme sainte et craignant Dieu. Judith reprit : — Et vous, priez afin que Dieu m'affermisse dans un dessein que j'ai conçu Vous vous tiendrez cette nuit à la porte de la ville, et je sortirai avec ma servante. Je ne veux point que vous vous mettiez en peine de savoir ce que je ferai. Jusqu'à ce que je vienne moi-même vous donner de mes nouvelles, qu'on ne fasse autre chose que prier pour moi. Ils répondirent : — Que le Sei-

gneur marche devant toi et qu'il tire vengeance de nos ennemis !

Telle était la grandeur d'Israël, que ceux qui le voulaient détruire se faisaient ennemis de Dieu.

Restée seule Judith, la tête couverte de cendre, se prosterna devant le Seigneur pour l'entretenir de son dessein. Résolue de sauver sa patrie et tout le peuple par le seul moyen qui fût en son pouvoir, convaincue d'ailleurs que Dieu lui inspirait cette action, elle stipula pour son honneur, exposé aux insultes d'un brutal soldat.

Elle dit : « Seigneur, souvenez-vous de mon père
« Siméon. Vous lui avez mis le glaive à la main pour
« tirer vengeance des étrangers quand ils eurent dé-
« noué la ceinture de la jeune vierge, et vous avez
« inondé de leur sang la couche où les retenait la
« ruse des fils de Jacob. Car c'est vous qui avez fait
« les choses antérieures, et celles-ci, et celles qui
« suivront. Vous avez conçu les choses d'à présent
« et celles de l'avenir, et tout ce que vous avez ar-
« rêté en votre esprit est arrivé. Et les choses que
« vous avez méditées ont comparu, et elles ont dit :
« Nous voici.

« Or, ces Assyriens viennent pour profaner votre
« sanctuaire ; ils veulent souiller votre tabernacle et
« abattre avec le fer la force de votre autel. Faites
« tomber votre courroux sur leurs têtes ; donnez à
« mon bras la force d'exécuter ce que j'ai conçu.
« Écrasez leur arrogance par la main d'une femme.

« Votre force n'est pas avec la multitude, ni votre
« puissance avec les grands ; mais vous êtes le Dieu



« des humbles, l'auxiliaire des petits, le défenseur « des faibles, le refuge des méconnus, le sauveur des « désespérés. Oui, oui, Dieu de mon père, Dieu de « l'héritage d'Israël, maître des cieux et de la terre, « créateur des eaux, roi de toutes vos créatures, vous « exaucerez ma prière. Répandez l'intelligence parmi « tout votre peuple; qu'ils sachent que vous êtes « le Dieu des royaumes et des armées, et qu'il « n'est point pour Israël d'autre protecteur que « vous. »

Ayant ainsi prié, Judith ôta ses habits de veuve et reprit ceux des jours de joie, quand Manassès vivait. Elle arrangea sa chevelure, se frotta de parfums, noua sous ses pieds des sandales, reprit ses bracelets, ses colliers, ses bagues, ses pendants d'oreilles, toute sa parure, et Dieu lui augmenta encore sa beauté qu'elle ornait par un désir de vertu (1).

Suivie de sa servante, qui portait un sac de provisions, elle se rendit aux portes de la ville, où les anciens l'attendaient. Etonnés eux-mêmes de la voir si belle, ils lui dirent : — Que le Dieu de nos pères accomplisse ce que tu as projeté pour Israël! Elle adora Dieu et s'éloigna. Ils la suivirent du regard jusqu'à ce qu'elle eût disparu dans le vallon qui menait aux gardes avancées des Assyriens.

Comme ceux de Béthulie, les Assyriens furent

1. Cui etiam Dominus contulit splendorem : quoniam omnis ista compositio, non ex libidine, sed ex virtute pendebat; et ideo Dominus hanc illam pulchritudinem ampliavit, ut incomparabili decore omnium oculis appareret. (X, 4.)



émerveillés de sa beauté. Holopherne lui dit de ne rien craindre. Elle lui parla devant sa cour.

Entrant dans la pensée qu'avait dû lui laisser le langage d'Achior, elle lui fit croire qu'elle l'avertirait quand les Israélites auraient commis certaines transgressions qu'ils osaient méditer, et que ce serait le moment favorable pour donner l'assaut. « Dieu m'a envoyée, dit-elle en terminant, pour accomplir avec toi des choses qui frapperont d'étonnement ceux qui les apprendront. » Holopherne, aussi ravi de son langage que de sa beauté, voulut qu'elle habitât la tente où étaient déposés ses vases d'argent, et qu'on lui servît les vins et les mets de sa table. Elle refusa les mets, interdits par sa religion, disant qu'elle se nourrirait de ceux qu'elle avait apportés. Holopherne lui ayant demandé de quoi elle vivrait ensuite, elle répondit : « Vive ta vie! mes provisions ne seront pas consommées que le Seigneur n'ait accompli par ma main ce qu'il a décidé. » Elle exprima ensuite le désir de pouvoir aller prier chaque soir dans le vallon. Holopherne accorda tout.

Pendant trois jours, Judith, toujours suivie de sa servante, sortit du camp sans être inquiétée. Elle faisait ses ablutions à la fontaine qui est dans le vallon, et, s'étant ainsi purifiée, elle rentrait sous la tente, jeûnant et vaquant à la prière comme elle avait coutume en sa maison de Béthulie.

Le quatrième jour, Holopherne donna un grand festin à ses serviteurs, où il invita Judith. Elle s'y rendit dans tout l'éclat de sa parure, prévenant toutefois l'eunuque qu'elle sortirait à l'heure accou-

tumée; et elle but et mangea à la table du général assyrien ce que sa servante avait préparé pour elle. Holopherne, joyeux et déjà enivré de la présence de Judith, but plus qu'il n'avait fait en aucun jour de sa vie. Enfin, l'eunuque fit retirer les convives, tout alourdis par le vin, et Judith demeura seule dans la tente avec Holopherne, déjà assoupi sur sa couche, « le vin ruisselant autour de lui. »

Judith, debout, pria et pleura. Elle dit en son cœur : « Seigneur Dieu des armées, regardez. C'est « le temps de ressaisir votre héritage. » Ayant décroché le cimeterre qui pendait à l'une des colonnes du lit, elle se pencha, saisit les cheveux d'Holopherne, le frappa au cou deux fois de toute sa force et lui trancha la tête.

Ensuite, elle fit rouler le corps au bas de la couche, enleva le moustiquaire de pourpre entrelacé d'or, de pierres précieuses et d'émeraudes, et sortit de la tente, cette tête et ces dépouilles à la main. La servante les cacha dans le sac aux provisions. Ayant traversé le camp sans alarme, les deux femmes furent bientôt devant Béthulie. Judith cria de loin aux sentinelles : — Ouvrez! Dieu est avec nous!

Les anciens et le peuple accoururent, et l'on fit un grand feu. Lorsque Judith les vit rassemblés, elle leur montra la tête : — Voici, leur dit-elle, Holopherne, généralissime de l'armée d'Assyrie, et voici le filet sous lequel il dormait lorsqu'il était ivre. Le Seigneur l'a frappé par la main d'une femme. Et vive le Seigneur qui m'a gardée! Ozias dit à Judith : — Sois bénie entre toutes les femmes. Tant qu'il y aura des hommes, ja-

mais l'espoir que tu as mis en Dieu ne s'effacera de leur cœur! Tout le peuple répondit : — Ainsi soit-il!

Judith ordonna qu'on fît venir Achior. Voyant la tête d'Holopherne aux mains d'un homme de l'assemblée, il tomba la face contre terre et le souffle lui manqua. Revenu à lui, il se jeta aux pieds de Judith : — Bénie sois-tu, s'écria-t-il, bénie sois-tu en toute demeure de Juda et en toute nation! Quiconque ouïra ton nom sera ému d'amour. Dis-moi maintenant comment cela est arrivé. Judith alors, en présence du peuple, raconta tout ce qui s'était passé depuis son départ de Béthulie jusqu'au moment où elle parlait. La ville entière retentit d'allégresse, et Achior crut au Dieu de Judith, le Dieu vivant. Puisse la même grâce être accordée à tant d'Ammonites, qui n'attendent aujourd'hui qu'un malheur pour croire au Dieu Nabuchodonosor.

Cependant Judith prit le commandement de la ville et ordonna une sortie contre les Assyriens. Ses ordres eurent un plein succès. Les Assyriens furent taillés en pièces; on les poursuivit jusque par-delà Damas et son territoire. Ainsi Israël fut sauvé et Assur commença de périr, par la main de Judith, fille de Mérari, de la tribu de Siméon.

Le grand-prêtre et les anciens de Jérusalem vinrent honorer Judith à Béthulie. Ils lui dirent : — Tu es la gloire d'Israël. Bénie sois-tu à jamais par le Seigneur tout-puissant! Tout le peuple cria : — Ainsi soit-il!

Ils lui firent une grande part dans les dépouilles des Assyriens ; elle eut la tente d'Holopherne, toute

son argenterie, ses lits, ses cratères et ses vases; on la couronna d'olivier, elle et ses femmes. Et elle dit :

« Je chanterai à Dieu un hymne nouveau.

« Assur est venu des montagnes de l'Aquilon; il « est venu avec les myriades de son armée; leur mul- « titude a comblé les vallons, leur cavalerie a cou- « vert les collines.

« Il avait juré de livrer mon pays à la flamme, de « faire périr mes jeunes hommes par le glaive, d'é- « craser mes enfants à la mamelle, de faire de mes « enfants un butin et de mes vierges une proie.

« Le Seigneur tout-puissant les a effacés par la « main d'une femme.

« Leur homme vaillant n'est pas tombé sous les « coups de jeunes guerriers, les fils des Titans ne « l'ont point frappé, les géants ne l'ont point attaqué; « mais Judith, fille de Mérari, l'a défait par la beauté « de son visage.

« Sa petite sandale a ravi son œil, sa beauté a cap- « tivé son âme; le cimeterre a tranché sa tête.

« Alors mes humbles ont jeté un cri de joie, et mes « faibles les ont épouvantés. Ils ont pris la fuite.

« Les enfants des jeunes femmes les ont blessés; « le Seigneur leur a livré bataille, ils ont péri.

« Seigneur, vous êtes grand et glorieux; et les ro- « chers fondront devant vous comme de la cire, et « vous êtes propice à ceux qui vous craignent.

« Tout sacrifice qu'on vous offre en odeur de « suavité est petit; toute la graisse des holocaustes « est très-petite; mais celui qui craint le Seigneur « est grand.

« Malheur aux peuples qui s'attaquent à ma race!
« Le Seigneur tout-puissant, au jour du jugement,
« les punira. Le Seigneur les livrera aux vers et à la
« flamme, et ils pleureront en une souffrance éter-
« nelle. »

Judith vécut à Béthulie jusqu'à l'âge de cent cinq ans, entourée de respect et de gloire. Elle avait consacré en offrande au Seigneur tout ce qui lui était revenu de la dépouille d'Holopherne, et le filet de pourpre, d'or et de pierres précieuses enlevé de sa propre main, ne gardant rien de ces richesses. Elle avait aussi affranchi sa servante, et distribué avant de mourir tous ses biens, tant à ses parents qu'à ceux de Manassès, son époux. Lorsque Dieu la rejoignit à ses pères, on l'ensevelit dans le tombeau de Manassès, et le peuple la pleura sept jours.

En ce temps-ci, temps des soldats, des prophètes et des prêtres de Nabuchodonosor, il est bon de relire ces pages des saints Livres, dont s'est tant moqué Voltaire, évangéliste des Prussiens. Ni du bourbier de Voltaire, ni des éloquentes bouches qui s'ouvrent à la tribune pour demander que les élèves du sanctuaire soient versés dans les casernes, ni de la poitrine des hurleurs de chansons ne sortira jamais cette poésie salubre de l'amour de Dieu et de la patrie.

Et nous savons que Judith ne fut qu'une figure de cette Judith immortelle qui prie pour les défenseurs de la patrie catholique et qui combat avec eux.

XXI

4 septembre.

PREMIÈRE NOUVELLE DE LA CAPITULATION DE SEDAN.

Le péril grandit et les humiliations s'accumulent. Une capitulation de quarante mille hommes! Ce coup est le plus amer. Le sang français s'écoule plus âcre par cette blessure plus imprévue. Avant de condamner le général qui a signé la capitulation, la conscience a besoin de savoir quels faits l'ont pu plier à cette nécessité désastreuse; mais avant de connaître les faits, elle ne peut pas non plus l'absoudre. La loi militaire met en jugement le général qui a osé capituler. Il est passible de mort.

L'ennemi approche plus redoutable. Les murs de Paris le verront. Il faudra subir l'insolence de cette visite. En un mois nous en sommes là. En un mois! La France!!!..

Nous espérons que nos cœurs seront plus fermes encore que nos murs; qu'ils resteront debout sur nos murs même abattus. En dépit de tous les revers et du dernier revers, que la résistance de Paris soit la victoire de l'âme de la France! Si nous le voulons, cette victoire est assurée. C'est elle qui frappera l'ennemi de terreur; c'est elle qui remplira de sang nouveau les veines taries; elle sera la première étape sur Berlin, ou plutôt sur le prussianisme.

Que Paris se défende noblement, que la courtisane

redevienne une matrone digne d'enfanter encore des héros! Il fut pardonné à l'Adultère, parce que nul n'était sans péché, et parce qu'elle n'entreprit point de justifier son crime. A genoux, sous les insultes des pharisiens, elle garda le silence; et Celui qui apportait la miséricorde eut pitié d'elle. Son époux put la reprendre, elle put avoir des fils. Que la courtisane donc et l'adultère se relève devant Dieu et devant les peuples! Qu'elle jette à l'ennemi ses joyaux, que ses lieux de plaisirs, arrosés de sang, deviennent une tombe glorieuse. Cette tombe contiendra la vie, et la vie en jaillira.

Nous avons péché, nous aurons été punis, frappés de Dieu. Quelle autre main pouvait souffleter la France? Le roi de Prusse, ce pharisien, ce chrétien franc-maçon, invoque contre nous *Dieu justicier*. Il prie mieux qu'il ne pense! Il prie comme ceux que Dieu veut abattre. Dieu entend sa prière orgueilleuse, et lui en demandera compte. Dieu se souvint ainsi de l'Assyrien, du Mède, du Romain, de tant d'autres qui reçurent l'empire du monde « comme un présent de nul prix. » Ce roi croit se faire un sceptre immense. Il n'est qu'un bâton. Quand Dieu a frappé, il brise le bâton.

Dût-il être brisé sur nos épaules, ce bâton que nous avons fourni nous-mêmes et que nous cultivons depuis un siècle, il sera brisé. La Prusse, pour notre châtiment, pourra voir Dieu fidèle en toutes ses menaces. Pour son châtiment à elle, nous le trouverons fidèle en toutes ses promesses. Plus sera prompt notre repentir, plus sera prompte sa main à nous venger.

Mais il faut des vertus, il faut être chrétien. Quand nous aurons retrouvé Dieu, alors nous retrouverons la patrie. Alors nous serons la France, la grande fille aînée, armée de son épée superbe pour protéger les pauvres de Dieu, pour délivrer ceux que le monde veut dépouiller de Jésus-Christ.

Aux approches des catastrophes de 1848, on cherchait un sauveur. Le maréchal Bugeaud disait : « L'homme qui nous sauvera fume en ce moment sa pipe dans un bivouac de l'Algérie. » Non, l'homme n'était pas là. Et sans vouloir méconnaître tant de braves soldats, plus sages et meilleurs que nos gens de langue et de paperasse, et qui ont mieux fait leur devoir, on a trop vu que la force nécessaire ne viendrait pas d'un bivouac. Elle n'en est pas venue et n'en viendra pas. Du moins, si l'homme est là, il n'y est pas tel que le bon maréchal Bugeaud l'attendait. Ce ne sera plus le soldat honnête et borné que le monde connaît, disciple encore soumis des parleurs même lorsqu'il leur a imposé silence, les laissant dévorer et le butin de l'épée et l'épée elle-même.

Ce sera le soldat de la croix, celui qui a, comme Clovis, vu le sang couler des plaies du Crucifix, et qui a senti frémir son épée : « Que n'étais-je là avec mes Francs! »

Quand viendra cet homme de la vraie race? Quand paraîtra-t-il dans le monde étonné d'être devenu prussien? Et le monde aura tort de s'étonner, car on ne devient pas arien ni prussien sans l'avoir voulu, sans y avoir travaillé et sans l'avoir mérité.

Il viendra cependant. Il surgira de ce sang fran-

çais sacré par tant de grandes choses accomplies, sacré pour de plus grandes qui restent à accomplir. Au milieu de l'apostasie quasi générale des peuples, couronnement de l'hérésie du seizième siècle, la France est cependant restée catholique. Elle a été moins criminelle que ses gouvernements, depuis deux siècles et plus vendus à l'hérésie. En dépit de ses gouvernements, la France a fait les grandes choses catholiques, elle a donné les grands exemples.

C'est la France, parmi les nations, qui, après l'orage révolutionnaire, *a voulu* être catholique. C'est elle qui a réclamé l'indépendance de la Papauté, qui a rouvert le champ des missions, qui a fourni le grand nombre des apôtres et des martyrs. C'est elle qui a procuré à l'Église du Christ le temps de construire la fortification imprenable de l'infaillibilité, c'est-à-dire de réaliser la visibilité et l'incarnation de ce dogme éternel. Or, Dieu n'est pas oublieux du bien. Il détruit le péché, il efface, il oublie ; il rend à ce qui était souillé la blancheur de la neige et la pureté du cristal ; mais le bien, il le conserve impérissable sous son regard.

Parce que la France est catholique, elle ne peut pas être prussienne, encore moins *prussianisée*. L'amour de l'Église et l'amour de la patrie, c'est le même amour. Voyez la Pologne, l'Irlande, le Liban. Ceux qui croient n'aimer que la patrie aiment déjà l'Eglise ; l'abjuration de l'Église serait l'abjuration de la patrie. De l'amour de la patrie malheureuse, et pour aimer davantage la patrie, nous monterons à l'amour de Dieu. Nous apprendrons à contempler le Crucifix,

à lire dans ses plaies. Sur la croix nous verrons la patrie. Là nous apprendrons d'abord ce que nous devons ne pas faire ; ce que nous devrons faire, nous le saurons bientôt. Le patriotisme sera catholique, et la patrie renaîtra.

S'il en est qui veulent abjurer, ils seront étrangers parmi nous. L'invincible fidélité de nos âmes nous conservera la patrie. Nous adresserons à Dieu la prière du peuple de Béthulie assiégée : — Seigneur, conservez-nous la foi, soutenez la foi et la raison du monde, prenez pitié de ceux mêmes qui ne connaissent pas votre nom ! Seigneur, si vous voulez nous châtier, qu'au moins ce ne soit pas en nous livrant à un peuple infidèle qui en prendra occasion de blasphémer et qui nous dira : Où donc est votre Dieu ?

XXII

5 septembre.

LA RÉPUBLIQUE.

En attendant qu'il attaque nos murailles, le canon de la Prusse nous a donné la république. Cela s'est fait hier, entre midi et deux heures, sans qu'on ait entendu un coup de fusil. Quelqu'un, qui n'a pas dit son nom, a proclamé un gouvernement. Ce gouvernement, composé d'une douzaine d'individus, a été aussitôt prendre le sacre à l'Hôtel de Ville, et voilà déjà vingt-quatre heures qu'il fonctionne avec ai-

sance. Un certain nombre de députés de la majorité, n'ayant pu pénétrer dans la salle, ont laissé une protestation chez le concierge du palais, à côté. Ils sont vingt-cinq, dit-on, peut-être trente. On suppose que cette protestation aura peu d'effet, d'autant que la Chambre est dissoute et le Sénat aboli.

Ainsi succombe l'empire de Napoléon III, six mois après le plébiscite qui lui a donné sept millions et demi de suffrages. Rien de plus honteux; rien de plus juste.

On parlait de la révolution du mépris. Toutes les révolutions du monde moderne sont un peu les révolutions du mépris. Mais devant celle-ci, les autres doivent baisser pavillon. La révolution du mépris, la voilà, la voilà bien! Plus l'histoire la considérera, plus elle verra qu'aucune forme du mépris n'y manque, plus elle trouvera que c'est juste.

L'Empire a entrepris beaucoup de choses. Son grand et persévérant travail a été de créer contre lui le torrent de mépris qui l'emporte. A dater de la guerre d'Italie, rien n'a été épargné pour la perfection de l'œuvre; rien non plus ne manque au succès.

De tout l'Empire, rien ne reste, si ce n'est le suffrage universel qui l'avait baptisé, confirmé, sacré. Le suffrage universel garde sa puissance. Il est toujours la loi de la France moderne. En ce moment, il a sans doute reçu une entorse ! Mais il ne marche qu'à condition de prendre de ces temps de repos. D'ailleurs, l'inconnu qui vient d'accomplir cette grosse entreprise de détruire et d'édifier un gouvernement, peut dire que le suffrage universel a été de-

viné. Et le suffrage universel, comme l'amulette de Louis XI, pardonnera encore cet écart.

A peu d'exceptions près, ce sont les députés de Paris qui forment le gouvernement. Paris affirme ainsi sa souveraineté. Nous verrons ce qu'il en fera pour le salut et l'honneur de la France.

A l'égard des hommes qui viennent de prendre ou d'accepter une si terrible responsabilité, nous nous sommes assez souvent expliqué sur chacun d'eux, pour n'avoir pas besoin de dire que nous n'en aurions choisi aucun.

A notre avis, si le moment semblait commode pour faire une révolution, c'était néanmoins le moment le mieux indiqué pour ne s'en point passer la fantaisie. Dans ce moment où les minutes ont le prix des siècles, le temps employé à changer le gouvernement, c'est-à-dire à désorganiser les services et à inquiéter les esprits, nous paraît plus que perdu pour la défense nationale.

Le vieux monsieur Crémieux rentre dans son vieux ministère de la justice ; le vieux monsieur Garnier-Pagès pense à rentrer dans son vieux ministère des finances. Tous emménagent çà et là. Durant cette fête des crémaillères, le Prussien marche.

Une proclamation nous dit que la République a vaincu l'invasion de 1792. Cela est plus admis que vrai. Prenons-le pour vrai. Il est encore plus vrai que nous avons affaire à une tout autre invasion.

Enfin, les voici revenus, on pourrait dire ressuscités, et ce n'est plus le moment de délibérer, d'autant que nous n'avons pas voix au chapitre. Nous

concluons qu'il faut leur obéir en ce qu'ils demanderont de juste, parce que la patrie saignante est là, qui n'a pas besoin de nouvelles et plus profondes blessures. Qu'ils tâchent, de leur côté, de remplir tout leur devoir. Il aura ses côtés douloureux, et pour leur cœur et pour leur mémoire. S'ils aiment la république, et s'ils ne veulent pas retarder beaucoup son avénement certain, c'est à eux de ne point charger son nom de nouvelles épouvantes.

Nous ne leur supposons point de mauvaises intentions. Ils sauront sans doute s'interdire certains essais que beaucoup de leurs paroles ont fait redouter. Ils ont à prouver que la république est compatible avec la liberté et la justice, et qu'elle peut enfanter autre chose que les violences ou les désordres d'où naissent toujours les dictatures.

Rendons possible un avenir qui sera, bientôt peut-être, l'unique refuge des espérances les plus obstinées. Restons dans la gravité de notre malheur, et qu'au moins rien ne déshonore le deuil de la patrie.

La patrie se refera autour de l'autel. L'autel est sa terre natale, et n'a rien perdu de sa fécondité. Celui qui portera la main sur l'autel, celui-là sera parricide.

Entre les temps désolés où nous sommes et l'avenir meilleur que notre désastre lui-même nous fait espérer, la main qui réussirait à interrompre la fécondité catholique créerait un désert de honte au-delà d'un fleuve de sang.

XXIII

6 septembre.

LE SENTIMENT DE PARIS.

Il est assez difficile de savoir si ce certain allégement qu'on a remarqué dans Paris avant-hier et hier tenait à l'espérance d'une prompte victoire, ou à celui d'une prompte paix. L'inconnu qui a proclamé la république voulait-il renouveler les prodiges de 92, ou tout simplement mettre sa boutique à l'abri des bombes? Il a bien enveloppé son secret et n'en dira jamais que la moitié, probablement celle qui ne sera pas vraie. Et n'a-t-il pas deux secrets au lieu d'un, sans savoir lui-même quel est le secret de sa tête et quel est le secret de son cœur? La population parisienne comporte ce mélange. On s'exposerait bien aux horreurs de la guerre pour sauver l'honneur de la France, on s'exposerait bien aux horreurs de la paix pour empêcher qu'il arrivât malheur aux demoiselles Carpeaux. Mais la proportion du mélange, qui la connaît?

Dans la chose qui s'est faite dimanche, il y a eu de l'élan, il y a eu aussi de la conspiration. L'élan tire les marrons, la conspiration les croque: et l'élan, tombé, connaît qu'il a été dupe. Rien de vieux ni de nouveau comme cette histoire. Elle commence à peu près avec le genre humain, elle sera nouvelle jusqu'à la fin du monde.

Selon nous, par suite de l'aventure de dimanche, le feu de la chanson s'est rallumé dans la rue, et la résolution d'aller au feu du rempart a baissé dans les cœurs.

Nous ne nions pas qu'il n'existe (à l'heure qu'il est dans Paris, plus d'amour et plus de goût qu'ailleurs pour la république; mais il y a dans Paris moins de France qu'on ne croit. Paris forme une nation à part, et ne s'estime pas tant la capitale de la France que la capitale du monde. La France n'est que son faubourg, son jardin et sa ferme. Telle est la pensée de cette partie de la population politique, qui se regarde comme le cerveau de tout le reste, non sans raison puisque le reste obéit. Or, c'est un cerveau parfaitement dégagé des surprises du cœur, ou qui n'en est jamais embarrassé longtemps.

Les vrais Parisiens disent : Parce que la ferme est ravagée, faut-il pourtant mettre le feu à la maison? Et d'autres, qui n'auraient pas d'eux-mêmes trouvé cela, finissent assez vite, après un petit tressaillement français, par reconnaître que cette raison parisienne est bonne, qu'en effet il ne faut pas risquer de brûler la maison. La *Marseillaise*, les drapeaux, les caricatures, quand le Prussien est encore loin, toute cette rumeur a son côte plaisant. Elle réjouit les vieux os révolutionnaires, elle rajeunit le vieux Garnier-Pagès, elle ramène un velouté de printemps très-drôle sur la face inimaginable du bon juif Crémieux. C'est encore un intermède assez salé de voir Glais-Bizoin refleurir à l'âge qu'il a, et Rochefort, enfermé pour délit particulier, violer sa prison et monter au trône.

en même temps que ces messieurs les assassins de la Villette rentrent dans leurs droits de citoyens (1). Ces épisodes sont parfaits pour abolir les vieilles lois, la vieille morale, les vieilles mœurs :

Pour qui ces ignobles entraves ?

Mais enfin, mais enfin, il ne faut mourir que le plus tard que l'on peut, et ne point s'exposer à la pluie absurde et brutale des bombes. Seuls, ces stupides chrétiens imaginent encore que l'on ressuscite lorsque l'on a donné sa vie à la patrie et à Dieu. Le système est changé, changeons la chanson :

VIVRE pour la patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie.

Conclure la paix, c'est simplement remplir l'article du programme humanitaire qui abolit la peine de mort en matière politique.

Telles sont les inductions que nous tirons de l'aventure de dimanche et des rosées de joie qu'elle a répandues dans le peuple parisien. Si nous nous trompons, nous en remercierons Dieu comme d'une grande grâce accordée à la France, et nous voulons bien nous excuser de notre erreur à genoux sur le rempart, entre M. Crémieux et M. Jules Ferry, debout à nos côtés.

(1) En vue de provoquer un mouvement séditieux, ces hommes avaient pris les armes et tué plusieurs personnes inoffensives. Arrêtés, traduits en conseil de guerre, jugés, condamnés, ils furent immédiatement délivrés par le gouvernement. Plusieurs, quelques jours après, étaient officiers et chefs de bataillon de la garde nationale.

Nous avons cru, nous croyons toujours qu'il faut résister, que l'honneur le veut, que l'intérêt de l'avenir l'exige. Nous croyons que ceux qui signeraient la capitulation de Paris sans combat ou après un simulacre de combat destiné à jeter un voile de sang sur leur honte, devront passer en jugement devant un jury français, pris entre les pères et les frères de nos soldats morts pour la France, et que leurs noms seront à abolir même avant celui de l'empereur Napoléon.

Si Paris ne résiste pas, la France sera honteusement précipitée dans une nuit longue, peut-être éternelle ; et l'empire d'Allemagne, nécessairement tout militaire, est fondé pour longtemps. La reddition de Paris sans coup férir efface comme une chose de rien cette œuvre de tant de siècles et de tant de gloire qui fut la France.

Nous avons dit, nous redisons, et Dieu sait si cette parole nous coûte, qu'il faut obéir aux hommes du pouvoir en tout ce qu'ils demanderont de juste. Ce qu'ils peuvent demander de juste, c'est le dernier sacrifice. Que Paris leur doive de se montrer digne de la France en conquérant au moins la mort ; la postérité les absoudra.

Mais s'ils ne sont sortis de leurs tavernes de conspiration que pour donner à la Prusse l'Alsace et la Lorraine, et lui assurer dans un temps prochain l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Hollande et le Danemark, qui pardonnera jamais à leur mémoire ? Quant à nous qui verrons ce malheur incomparable, nous qui verrons s'engouffrer dans la honte, par

leurs mains, le dernier grand peuple catholique, qu'ils nous envoient les gens de la Villette! Nous aimons mieux la mort que de ne pas leur jeter la malédiction d'un cœur français.

O Dieu juste! votre France écrasée sous une botte de uhlan, et ensuite dévorée par ces vers pullulants du cadavre de l'Empire! Ne permettez pas cela, Seigneur notre Dieu! Ordonnez que vos autels restent debout sur notre sol trempé de sang expiatoire. Prenez pour sacrifice à la foi tout ce qui n'a été offert qu'en sacrifice à l'honneur; qu'après nous avoir humiliés, ils ne puissent plus davantage nous corrompre; qu'autour de vos autels nous reprenions les vertus de nos pères! Laissez-nous la foi de la Pologne et de l'Irlande, et que les fils de nos fils soient encore la France, refaite par son malheur et digne de venger le Christ. *Sicut sagittæ in manu potentis, ita filii excussorum.*

Samedi, au sortir de la séance, M. le prince de la Tour d'Auvergne et M. le comte de Palikao ont été insultés. Il faut le dire la rougeur au front, pour avoir l'honneur de protester contre une bassesse ingrate et brutale. Le prince de la Tour d'Auvergne est l'individualité la plus honorable de notre corps diplomatique. Il n'a deux fois accepté le ministère que par dévouement, et nous n'en serions pas où nous en sommes si ses conseils avaient été suivis.

Quant à M. le comte de Palikao, plût à Dieu que nous eussions beaucoup d'hommes en qui le sentiment du devoir patriotique fût aussi ferme et servi par d'aussi vigoureuses facultés! En quelques jours

de ministère, il a fait le possible et plus qu'il ne semblait possible pour assurer la résistance. Une armée est sortie de terre; il a ravitaillé les autres; il a muni et approvisionné Paris, de façon à soutenir le siége glorieusement et longtemps, si l'on veut le soutenir.

La France honorera ce soldat qui a mérité d'avoir la dernière espérance, et à qui la victoire eût été fidèle, si assez d'autres avaient été fidèles comme lui.

XXIV

7 septembre.

CIRCULAIRE DIPLOMATIQUE DE M. J. FAVRE.

M. Jules Favre, chargé du ministère des affaires étrangères, affiche une circulaire à nos agents diplomatiques près les différentes cours de l'Europe. C'est, au fond, une demande d'intervention; il y proclame ouvertement le désir d'obtenir la paix. Personne assurément ne l'en blâmera. La France ne dissimule pas son besoin de la paix. Tout gît dans les conditions. Il ne faut point de conditions qui lèsent l'honneur. L'honneur est le grand intérêt qui nous reste à sauver et que nous pouvons sauver.

Sous ce rapport, la circulaire de M. Jules Favre est satisfaisante. Elle exprime quelques belles idées, le langage en est ferme et noble. Le ministre de la République profite habilement du seul avantage que l'ancienne attitude de son parti lui ait fait pour les

circonstances présentes, celui d'avoir combattu la guerre.

Nous aurions à objecter sur les phrases où M. Favre esquisse l'histoire du troisième avénement de la république. Sans doute, une *logique inexorable* y a présidé. Cela est vrai, et il y a longtemps que nous l'annoncions, sans l'entendre comme lui. Il a raison encore de dire que le gouvernemeut napoléonien *s'est effondré*. Nous aussi, considérant ses ennemis, nous disions qu'il ne périrait que par effondrement; que l'effondrement était inévitable et serait inexorable. Mais M. Jules Favre fait ici trop intervenir « la population de Paris, » et allègue trop « les acclamations d'un peuple immense » qui l'aurait salué lui et les siens.

La vérité est que la population de Paris n'a point su ce qui s'opérait, et que personne, sauf les ouvriers peu nombreux de la chose, n'a paru beaucoup se soucier ni de qui s'en allait ni de qui venait. Les omnibus même n'ont pas mis d'oriflammes à la tête de leurs chevaux. Point d'efforts, point d'acclamations : le simple « effondrement. » Logiquement, c'est plus vrai, plus beau, plus inexorable. M. Favre et ses amis ont *surpris* l'adversaire et les compétiteurs. Ils sont ou se croient républicains, ils ont offert ce qu'ils appellent et croient être la république. La population les a reçus avec une certaine indifférence

Et comme accoutumée à de pareils présents.

Voilà l'histoire.

Il serait présentement difficile et superflu d'en discuter, d'aborder les questions de droit et de légalité. Quelque chose d'inexorable encore emporte tout cela. C'est assez de faire mention et réserve. Une inexorabilité plus pressante réclame l'attention.

« Nous ne céderons ni un pouce de notre terri-
« toire ni une pierre de nos forteresses. »

Cela était à dire; nous louons le nouveau gouvernement de l'avoir dit. Par cette parole, soutenue comme il faut, les détenteurs actuels du pouvoir se feront excuser. Vainqueurs ou vaincus, il y aura des circonstances atténuantes. Coupables du péril de la patrie, ils seront encore loués du soin de son honneur.

Restons-en là. Nous ne tenons guère à désabuser M. Jules Favre sur la gloire qu'il s'attribue de n'avoir point, se croyant victorieux, recherché, même en songe, les adversaires « qui, la veille, le menaçaient d'exécutions militaires. » M. Favre a mille raisons de croire qu'on ne l'a point menacé pour tout de bon. Il se fait tort en donnant à penser que ces menaces du bout du doigt ont pu lui laisser un souvenir. Et un vieil orateur de sa sorte devrait savoir que, s'il est toujours beau d'être clément, il est souvent gauche de s'en vanter.

De telles allusions sont gênantes pour l'Opposition, et un gouvernement républicain doit se piquer de la laisser plus tranquille. Ces messieurs persuaderaient difficilement au monde et à la France qu'ils ont été portés au pouvoir par « l'acclamation d'un peuple immense » pour tirer vengeance de leurs propres

injures, ou pour dire qu'ils daignent n'y pas songer du tout.

Dans le fond, leurs amis eux-mêmes voulaient avant tout qu'ils fussent désormais chargés de la distribution des places. Il se trouve qu'ils ont en outre la France à sauver. Voilà de quoi les occuper, et c'est là leur titre à demander l'appui de tout bon citoyen.

XXV

11 septembre.

CÉSAR ET CATILINA, CICÉRON ET JOSEPH PRUD'HOMME. — CE QUI REVIENT ET CE QUI S'EN VA. — DESTINÉE DE LA PRUSSE. — DEUX EMPIRES.

Entre César que rien n'empêcherait de venir, et Catilina que rien ne pourrait chasser; entre l'armée de Catilina qui aspirait à César, et l'armée de César qui obéirait à Catilina, Cicéron s'écriait : Voyez de quelle mort ignoble nous périssons! Il ne cherchait plus le remède; le remède n'existait plus. Courbé sous l'*inexorable*, le vieil orateur ne pouvait entrevoir ce que serait le possible lorsque l'inexorable aurait sévi.

L'inexorable, c'était la mort de la république. Cicéron pleurait la république faite à son image. Il ignorait que c'était pour s'être faite à son image que la république allait périr et ne ressusciterait pas. Un autre peuple dans Rome, un autre dieu sur le Capi-



tole, une liberté permanente sans sédition, une autorité permanente sans tyrannie, c'était ce que Cicéron ne pouvait prévoir, pas plus qu'il n'eût pu comprendre un monde capable d'oublier et d'ignorer cette merveille après l'avoir vue.

A l'heure qu'il est, la France et le reste du monde possèdent quantité de Cicérons plus ou moins secrètement désespérés. Entre César qui renaît toujours et Catilina qui ne meurt jamais, ils désespèrent de la liberté et du genre humain, qu'ils ont faits à leur image. Point de remède. Ils perdront le pouvoir, ils perdront la langue, ils seront impuissants et muets devant César et devant Catilina ligués. « Logique inexorable, » dit très-bien Cicéron-Jules Favre, sans savoir ce qu'il dit. Les Césars et les Catilinas sont faits de la main des Cicérons pour berner les Cicérons.

Mais il y a autre chose, et nos Cicérons pleurants ont tort de nier le remède, parce que le remède n'est pas en eux et ne sera pas pour eux.

Il y a le remède que l'ancien Cicéron n'a pu connaître et que les nouveaux Cicérons ont méconnu. Il y a le Dieu qui a repeuplé Rome et arraché l'humanité de la gueule césarienne. Ce Dieu réside toujours sur le Capitole. Il n'en descendra pas parce qu'une émeute du genre humain abêti a proclamé sa déchéance. Il a fondé un peuple impérissable, qui ne pliera pas avec Cicéron. Le peuple de Dieu ne veut ni de Catilina, ni de César, ni de Brutus : il se débarrassera de ce *caput mortuum* du vieux monde.

Sans doute, il y faudra du temps. La lutte est rude,

féconde en vicissitudes effroyables. Depuis trois siècles, la race baptisée bat en retraite devant la race de Catilina, conduite par César, servie par Cicéron.

Le Cicéron moderne craint Catilina, qui lui vide la poche ; il hait César, qui lui paralyse la langue ; mais il déteste le Christ, qui veut des humbles, des silencieux dans l'occasion, parfois des martyrs. Il sert donc César et Catilina contre le Christ, et sa haine est la plus tenace et la plus enragée, car à lui seul il a plus d'orgueil que les deux autres. C'est lui qui se proclame pur, qui croit n'avoir pas besoin de pardon, qui se moque de Catilina troublé de remords, qui conseille à César de ne point courber la tête et qui le pousse à se déclarer Dieu. C'est lui qui mène la guerre contre le Christ.

Il l'a bien menée ! On ne compte plus les défaites, les territoires perdus. D'abominables triomphes de la force ont obtenu d'abominables apostasies, et le vieil esprit païen s'est emparé de la terre. Nos Cicérons en recueillent les fruits. Ils ne les attendaient pas, et ils désespèrent. Nous périssons comme eux, mais notre espérance n'est point ébranlée.

Nous regardons sans trouble ces batailles perdues, ces séditions triomphantes. La pensée catholique en connaît trop l'origine pour n'en pas deviner la suite, et nous voyons d'avance tomber l'orgueil qui se targue d'un succès immortel. Quand même le flot hérétique crèverait notre muraille et roulerait sur tous nos monuments, il ne submergera pas Dieu. Il nous reste Dieu, et le torrent nous pousse vers lui. Chassés de nos demeures, dépouillés de nos biens, nous

irons à Notre-Dame. Là nous prendrons l'hostie, et là recommencera la France, lavée de ses souillures dans le flot qui se promettait de la noyer. Quand le drapeau français portera l'hostie, le prussianisme reculera, comme l'arianisme et l'islamisme ont reculé.

Comprenons seulement ce qui se passe, et le monde reverra des miracles. Nous ne pouvons périr que si nous achevons de nous trahir en oubliant Dieu et notre péché. Mais nous appellerons Dieu et il viendra; nous lui confesserons notre péché et il nous réconciliera. Dieu a donné à son Eglise la parole de réconciliation entre lui et les hommes. La réconciliation sera la vie et bientôt la victoire.

Il n'y a pas deux mois, Pie IX, parlant des choses que l'on sentait venir, disait à un Français : *Justitia elevat gentes ; miseros autem facit populos peccatum.* Nous ne pouvons pas plus douter de notre péché que de notre misère. Nous sommes écrasés par les enfantements d'une erreur qu'il nous appartenait de détruire, et que nous avons, au contraire, favorisée. Cette erreur a constitué la Prusse et développé la puissance prussienne. On peut croire que peu de protestants français font des vœux pour la Prusse; mais il n'est pas contestable que le protestantisme soit prussien, et que tout ce qui est anticatholique dans le monde et chez nous-mêmes est de fait, sinon de volonté, antifrançais.

Nous devons à l'erreur anticatholique les défauts qui nous divisent entre nous, et qui éloignent de nous les autres peuples comme ils nous éloignent de Dieu. Ceux d'entre nous qui récemment ont fait dé-

border la coupe profonde des vengeances, en décrétant l'abandon de Rome et l'apothéose de Voltaire, auraient vainement cherché ce qu'ils pourraient faire de plus anticatholique, c'est-à-dire de plus protestant, et par là même de plus prussien et de plus antifrançais. Ils ont signifié au ciel et à la terre l'apostasie de la France de saint Louis et de Jeanne d'Arc, la France de Dieu conquise enfin par Voltaire. Et le reste est venu avec une telle promptitude et une telle rigueur qu'on ne peut y méconnaître la colère du châtiment. Logique inexorable ! dérision formidable qui tombe sur le pécheur !

Dans l'*Enfer* de Dante, le diable, tourmentant un damné, lui montre par faits et articles que sa punition est la conséquence naturelle de ses œuvres : « Tu ne savais pas peut-être, lui dit-il, que j'étais logicien. »

Que l'on remonte au peuple français dont saint Louis et Jeanne d'Arc étaient l'expression, que l'on descende au peuple français que personnifie Voltaire, on aura la mesure du péché et de la décadence, la mesure de la destruction qui peut suivre si le péché continue. Il faudra renoncer à trouver le peuple qui devenait le soldat de Louis de France contre l'infidèle, le soldat de Jeanne de France contre l'étranger.

A la place de Jeanne, on a M. Havin ; à la place du paysan croyant au Christ et à la patrie, on a M. Prud'homme, croyant à son journal et sceptique en tout.

Faire de M. Prud'homme un héros, vain espoir !

Avocat, orateur, homme d'Etat, bourgeois de ville ou de campagne, pris entre le socialisme et l'empire dont il pressent l'accord, M. Prud'homme ne veut pas mourir pour tout de bon, n'étant rien moins que sûr de revivre. Sans doute il chante la *Marseillaise*, et s'agenouille à *Amour sacré de la patrie*, mais en se relevant, il a lu d'un œil effaré le bulletin de la Bourse, et il se dit résolûment qu'il faut devenir raisonnable.

Le jour de *baisse* est arrivé !

M. Prud'homme ne veut rien laisser à ses héritiers, et lorsqu'enfin toute espérance de règne est perdue, il veut au moins se consommer lui-même.

C'est bien l'excès et l'horreur de notre misère, qu'on ne la puisse contempler sans voir ce grotesque visage. A travers la tragédie qu'il a provoquée, connaissant en quelles mains il a mis la torche et le poignard, Prud'homme, le fils et le dévot de Voltaire, promène ses transes, d'ailleurs légitimes. Sa blême terreur provoque un rire qui déchire la plaie. O torture de mépris qui fait deux fois invoquer la mort !

Ce sot épouvanté devient encore plus odieux lorsqu'il feint de n'avoir pas peur. Il change de coiffure, il prend le bonnet rouge, étale sa force, montre ses muscles qui sont de coton comme son bonnet, il crie : *Tremblez, tyrans !* et il cherche une cachette.

Tu ne sauveras rien et tu ne te sauveras pas, dévot de Voltaire ! Ton dieu de zinc n'est pas venu pour sauver, mais pour perdre ; et tu ne l'auras tiré de la fosse que pour lui offrir le régal de te voir exécuter.



Fuyant devant Catilina, tu tomberas à plat ventre devant César. Sa clémence te donnera le temps de manger les miettes qu'il aura bien voulu te laisser, et, *conspiraillant* encore, tu diras tout bas à tes intimes : Voyez de quelle mort ignoble nous périssons ! Vaniteux imbécile, de quelle mort prétendais-tu mourir ? Et tu mourras éternellement, par la logique inexorable de ton péché.

Et toi, César, qui que tu sois, tu ne seras pas tranquille non plus, ni content, et tu auras raison. De Catilina tu feras ton préfet de police, et il sera fidèle ; mais tu croiras qu'il conspire avec Brutus, et il conspirera en effet, parce que Catilina, préfet de police et fidèle, ne peut cependant que faire haïr et tuer César. Il est dans la nature humaine de vouloir être corrompue, et de haïr le pouvoir qui la corrompt. Et César finit par être remplacé, même quand l'empire demeure.

Cependant les catacombes se remplissent, et un jour elles débordent. Les chrétiens ne tuent pas l'empereur et ne le déplacent ni ne le remplacent. Que leur importe ? Mais ils tuent et remplacent l'empire. Ils ont un moyen sûr, ils s'éloignent, l'empire s'effondre.

Au premier siècle de l'empire, les chrétiens ont creusé sous le Vatican. Ils y ont déposé un cadavre, et là le dôme de Saint-Pierre s'est épanoui, visible du monde entier, siége de la république chrétienne qui sera la république humaine, couronne et tiare du roi et du prêtre du genre humain.

Quelle que soit l'issue de la guerre, la Prusse y périt, par la défaite, « comme une citrouille qu'on écrase, » suivant la parole de Joseph de Maistre ; par la victoire, comme la grenouille trop gonflée. La Prusse n'a pas ce qu'il faut pour se remplir du monde. Dans ce corps immense les vers se mettront bientôt. Ils y sont déjà. En vain elle se cerclera de fer, le fer sera attaqué au dehors par la rouille, au dedans par la fermentation. L'Alsace, la Lorraine, la Belgique, la Bavière, l'Italie même ne cesseront pas d'être catholiques parce que la Prusse leur prendra des soldats et de l'argent et tatouera son aigle sur leur peau. Plus l'aigle sera gravé profondément sur la peau, plus la croix se gravera dans les cœurs. Elle paraîtra seule capable d'effacer l'ignominieux tatouage. Elle sera le signe de la patrie.

Quand le colosse aura pesé, l'on verra ce que diront entre eux les peuples qui se souviendront de la douceur du tribut de saint Pierre. Que la France commence à se souvenir ! Elle est l'aînée, qu'elle dise la première ce grand *Peccavi*, auquel le Père qui est aux cieux répond avec tant d'amour ! Le cri de la France sera le cri, non plus d'un peuple, mais d'une race ; et ceux qui adoreraient encore le canon d'acier, à cause de ses triomphes dans la guerre politique, sauront bientôt ce que vaut le canon d'acier dans la guerre sainte. Ils verront si le résultat est le même quand on exalte des martyrs ou quand on abat des soldats.

Dès à présent, il n'est pas superflu d'observer que ce siècle, commencé par la révolte et si glorieux

tre par excellence le siècle de la révolte, se tord et gémit vers sa fin, en travail de deux sortes d'empire : l'empire de la force, l'empire de l'esprit ; l'un qui veut unifier par la violence, l'autre qui veut unir par l'amour ; l'un, de ceux qui veulent commander et dominer, l'autre, de ceux qui veulent obéir et aimer. Et des deux côtés ces mouvements si contraires sont inspirés par le besoin même de la vie ; seulement, le besoin matériel dirige le premier et l'égare, le besoin moral dirige l'autre et le fait triompher : *Caro enim concupiscit adversus spiritum : spiritus autem adversus carnem*.

Comme dans l'ancien paganisme, mais avec une rapidité vertigineuse, les empires matériels se succèdent et se précipitent dans notre société moderne, matérialisée et paganisée. Il y a eu l'empire violent de Napoléon, l'empire politique et marchand de l'Angleterre, menacé en ce moment d'un terrible déclin ; voici peut-être l'empire orgueilleux et brutal de la Prusse, et l'on peut déjà prévoir qu'il aura pour adversaire et probablement pour vainqueur l'empire sauvage de la Russie. Tous ces empires sont révolutionnaires, et Voltaire, véritable image de « celui qui fut homicide dès le commencement, » n'était pas moins Russe que Prussien. Tous ces empires ont été ennemis du Christ et se sont armés contre son Vicaire ; tous ont promis de proscrire un jour la guerre, tous ont fait la guerre païenne et répandu plus de sang qu'il n'en a été versé sur la terre dans le même espace de temps à aucune époque de l'histoire.

Et cependant l'empire de l'esprit, l'empire du Christ, sans armes, sans appui, réduit à rien, enfermé tout entier dans les prisons de Valence, de Savone et de Fontainebleau, s'est relevé et s'est agrandi. Nous avons vu au Concile les évêques de la Chine, du Japon, du Thibet, de la Polynésie; nous y avons vu les évêques de Londres et de Genève qui n'étaient pas au concile de Trente et tous ont décerné ou plutôt reconnu au Pape une dictature qui ne sera point ébranlée. Le poignard italien et le canon prussien, par un accord de brève durée, pourront enlever au Pape son territoire, ils ne lui ôteront pas un sujet, et lui en amèneront au contraire davantage.

Dieu donne à son Église l'épave de tous les naufrages, et tôt ou tard le laurier de tous les triomphes. Cette perpétuelle vaincue est éternellement victorieuse, parce qu'elle n'abandonne jamais la vérité. En ce temps, Dieu aussi se pique de vitesse. Le souverain puissant à qui Dieu avait confié la garde de Rome déserte le 4 août, le 4 septembre, ce souverain est détrôné et prisonnier. Le 14 août, Paris décerne une statue à Voltaire; le 14 septembre, ayant fermé ses théâtres et éteint le gaz, réduit pour amusement et pour lumière à la lanterne voltairienne de M. Rochefort, lanterne qui n'est plus allumée, Paris pourra entendre le canon prussien.

J'ignore ce qui arrivera demain. Je ne sais ce qu'aura fait le 11 novembre prochain Sa Majesté le roi de Prusse et où se trouveront Leurs Excellences les trois Jules et leur compagnie. Je ne saurais dire quels seront à Paris, ou à Berlin, ou ailleurs les

soucis de César, de Catilina et de Cicéron; mais j'affirme qu'ils auront des soucis, et j'affirme aussi volontiers que ce jour-là le Chef de la famille chrétienne, entouré du Concile, dira tranquillement sa messe dans Saint-Pierre, assuré du secours de Dieu et de l'obéissance du monde.

Et s'il attend encore une adhésion trop tardive à la Constitution de l'infaillibilité, il la recevra ce jour-là, parce que ceux qui n'auront pas recueilli l'inspiration du Saint-Esprit auront entendu le cri du peuple fidèle et reconnu le doigt de Dieu (1).

XXVI

12 septembre.

JUDAS MACHABÉE.

Pour punir les péchés d'Israël, Dieu permit qu'un fou nommé Antiochus, roi de Syrie, devînt puissant sur la terre et se crût Dieu. Cet Antiochus s'empara

(1) Ma prédiction ne s'est pas réalisée quant au Concile. Il a été au contraire prorogé indéfiniment, et au moment où je relis cette page, Pie IX est prisonnier. Mais en même temps le monde politique croule de plus en plus, le progrès de la destruction s'y accélère; d'un autre côté, la concentration se refait de plus en plus dans le monde religieux. Là les cœurs battent d'une même ardeur, les esprits obéissent d'un même zèle, et l'adhésion que j'annonçais est réalisée. En politique, si peu que nous espérions, c'est toujours trop. En religion, quelque exagérée que puisse paraître l'espérance, ce n'est jamais assez.

de la Palestine, de Jérusalem et de sa forteresse. Il profana et pilla le Temple. Les Juifs avilis le reconnurent pour maître; mettant le comble aux anciens crimes qui l'avaient attiré, leur lâcheté consentit à lui rendre les honneurs divins. Tout se courba devant Antiochus; plusieurs, même du petit nombre de ceux qui gardaient la foi, firent extérieurement des actes d'apostasie. Dans Jérusalem, quelques-uns à peine résistèrent. Le prêtre Eléazar, âgé de quatre-vingt-dix ans, sommé de manger une viande défendue, préféra la mort. La compassion impie de certains apostats voulut le séduire. Ils lui proposèrent des viandes dont il pourrait manger, sans transgresser la loi de Dieu et sans que l'on pût l'accuser d'avoir méprisé la loi d'Antiochus. Le saint vieillard détesta cette fraude : « Quand même, dit-il, j'échapperais à la colère d'Antiochus, je ne pourrais fuir la main de Dieu, que j'aurais en effet trahi. Je n'échapperais à Dieu ni durant ma vie ni après ma mort. Je paraîtrai digne de ma vieillesse et je laisserai à nos jeunes gens un bon exemple en souffrant pour nos saintes lois. » Alors ceux qui le plaignaient s'irritèrent contre lui. Ils le conduisirent eux-mêmes au supplice. On le fit périr sous le bâton. En expirant, il dit : « Seigneur, dans mon corps j'endure de cruelles douleurs, dans mon âme je ressens la joie de mourir pour la gloire de vos commandements. » Exemple à méditer par les hommes qui veulent « concilier tout. »

A Antioche, sept frères, l'un après l'autre, le dernier encore enfant, soutinrent des supplices plus sa-

vants et plus longs, et moururent le même jour, en présence de leur mère. Elle exhortait leur constance et fut martyrisée après ses fils. Antiochus était là, jouissant de sa force. Tous lui jetèrent à la face le nom de Dieu et lui annoncèrent la résurrection d'Israël, puni mais non rejeté. Le premier lui dit : « Le Seigneur Dieu sera consolé en nous. » Le second : « Tu nous fais mourir en la vie présente, mais le roi du monde nous ressuscitera en la vie éternelle, nous qui sommes morts pour ses lois. » Le troisième, étendant lui-même ses mains qu'on allait couper : « J'ai reçu de Dieu ces membres, je les donne pour la cause des droits de Dieu ; Dieu me les rendra. » Le quatrième : « Il est avantageux de mourir avec l'espoir que Dieu nous ressuscitera. Toi, roi Antiochus, tu ne ressusciteras point. » Le cinquième : « Tu as aujourd'hui la puissance et tu fais ce que tu veux. Mais ne crois pas que notre nation soit délaissée du Dieu tout-puissant. Attends, et tu verras, toi et ta race ! » Le sixième : « Parce que nous avons péché contre notre Dieu, ces choses terribles sont venues sur nous. Ne crois pas rester impuni, toi qui as entrepris de faire la guerre à Dieu. » Enfin l'enfant parla comme ses frères, mais avec une majesté plus prophétique encore : « Je n'obéirai point au roi, mais à la loi qui nous a été donnée par Moïse. Roi, ne t'élève point par de fausses espérances. Tu n'as pas encore échappé au Dieu tout-puissant ! Mes frères sont maintenant dans l'alliance de la vie éternelle ; toi, tu subiras, au jugement de Dieu, la peine de ton orgueil. Donc,

comme mes frères, moi aussi je livre mon corps et ma vie pour les lois de nos pères, afin que Dieu soit propice à notre nation et que tu confesses dans les tourments que lui seul est Dieu. Et en moi et en mes frères cessera la colère du Tout-Puissant qui pèse justement sur Israël. »

Il est probable que ces menaces ne troublèrent point le cœur d'Antiochus. Il voyait tout le peuple prosterné devant lui ; il était entré dans le Temple, il en avait pillé les trésors, et Dieu n'avait point bougé !

Cependant Dieu suscita Mathathias et ses fils.

Mathathias, de la famille sacerdotale de Joarib, avait cinq fils : Jean, Simon, Judas, surnommé Machabée, Eléazar et Jonathas. Voyant qu'Antiochus, dominateur de la Judée, voulait corrompre le peuple, ils se retirèrent de Jérusalem sur la montagne de Modin. « Malheur à moi ! s'écria Mathathias ; suis-je né pour voir l'affliction de mon peuple, et pour demeurer en paix pendant que la ville sainte est livrée aux mains de l'étranger ? La magnificence de Jérusalem a disparu : elle était libre, elle est esclave. Tout ce que nous avions de beau, de saint et d'éclatant, a été désolé et profané. Pourquoi vivons-nous encore ? »

Les agents d'Antiochus vinrent à Modin pour forcer ceux qui s'y étaient retirés de sacrifier aux idoles. Ils s'adressèrent à Mathathias, lui promettant la faveur du roi. Il répondit : « Quand tous ceux d'Israël et le monde entier obéiraient à Antiochus, moi et mes fils et tous les miens nous marcherons dans l'al-

liance de nos pères, et nous n'obéirons qu'à Dieu. »

Comme il disait ces paroles, un Israélite s'avança pour sacrifier aux idoles. Mathathias, enflammé du zèle de la loi, qui prononçait la mort contre un pareil crime, s'élance sur l'apostat, le tue, tue l'officier et renverse l'autel. Puis il crie : « Quiconque veut rester dans l'alliance de Dieu, qu'il me suive ! » Accompagné de ses fils, il gagne la montagne, abandonnant tout ce qu'il possédait, ne gardant que son épée et l'alliance de Dieu.

Touchés de cet exemple, plusieurs descendirent au désert, fuyant une ville où le Seigneur était outragé. Les soldats d'Antiochus vinrent les sommer de se soumettre à l'édit du roi. Ils répondirent qu'ils n'en feraient rien; mais, parce que c'était jour de sabbat, ils ne voulurent pas non plus se défendre. Sans jeter une pierre, sans fermer leur retraite, ils dirent : « Mourons dans la simplicité de notre cœur ; le ciel et la terre seront témoins qu'on nous fait mourir injustement. » Et ils se laissèrent tuer au nombre de mille.

Mathathias et les siens, pleurant ces martyrs, se dirent entre eux : « Si nous faisons tous ainsi, et que nous ne combattions point pour nos vies et pour nos lois, les ennemis nous extermineront en peu de temps. » Ils prirent donc la résolution de combattre, même le jour du sabbat.

Alors quelques vaillants d'Israël se joignirent à eux ; ils formèrent une petite armée, frappèrent l'ennemi et commencèrent à délivrer leur peuple.

Mais Mathathias sentait les approches de la mort.

Il dit à ses fils : « Le règne de l'orgueil s'est affermi. Voici un temps de châtiment et de ruine. Maintenant donc, mes fils, soyez les défenseurs de la loi, donnez votre vie pour l'alliance de vos pères, et vous laisserez une grande gloire et un nom éternel.

« Considérez tout ce qui s'est passé de race en race: ceux qui espèrent en Dieu ne s'affaiblissent point. Et ne craignez point les paroles de l'homme pécheur, parce que sa gloire tombe à la pourriture et aux vers. Il s'élève aujourd'hui, demain on ne le trouvera plus : il est retourné en sa poussière, ses pensées se sont évanouies. Vous, mes fils, soyez forts, agissez vaillamment pour la loi : par elle vous serez dans la gloire. Voilà Simon, votre frère: je sais qu'il est homme de conseil, écoutez-le toujours, et il me remplacera parmi vous. Judas a été fort et vaillant dès sa jeunesse : il conduira la guerre. Unissez à vous tous les fidèles, et soyez attentifs aux préceptes de la loi. »

Il les bénit et mourut. Ses fils l'ensevelirent à Modin, dans le sépulcre de ses pères, et tout Israël le pleura d'un grand deuil.

Judas, surnommé Machabée (1), prit donc la conduite de la guerre. Il n'avait avec lui, au commence-

(1) Judas avait mis sur ses enseignes et sur ses étendards les lettres initiales de ce verset de l'Exode : *Qui est semblable à toi, ô Seigneur, parmi les dieux?* Ces lettres forment, en hébreu, le *makkabi*, marteau (ou marteleur), qui se rapportait en même temps aux victoires de Judas, et qui devint le nom glorieux de sa famille.

ment, que 6,000 hommes; mais ils combattaient avec joie pour Dieu et pour la patrie. « Il agrandit la gloire de son peuple, et il protégeait le camp de son épée. Il devint semblable à un lion dans ses actions redoutables. Il poursuivit les impies, les cherchant de toutes parts, et il livra aux flammes ceux qui troublaient son peuple. La terreur de son nom les mit en fuite devant lui, et tous les artisans d'iniquité furent dans le trouble, et le salut du peuple fut l'œuvre de son bras. Ce qu'il faisait irritait plusieurs rois, et réjouissait Jacob; et sa mémoire sera à jamais bénie. Et il parcourut les villes de Juda, et il extermina les impies, et il détourna d'Israël la colère de Dieu; et tandis que son nom parvenait aux extrémités de la terre, il rassembla ceux qui étaient près de périr. » L'Eglise consacre cet éloge à la gloire de notre saint Louis.

Judas allait à la rencontre de l'ennemi et l'attaquait, plein de confiance. Presqu'au début de sa carrière, il affronta ainsi une armée formidable, déjà fière du triomphe dont elle se croyait assurée. Il ne voulut pas même lui opposer toutes ses forces et ne choisit qu'une partie des siens, qui encore jeûnèrent ce jour-là. A l'aspect de l'ennemi cependant, les soldats de Judas, quoique braves et choisis, furent alarmés de leur petit nombre. Judas leur dit : « Devant le Dieu du ciel, il n'y a point de différence entre un grand et un petit nombre. La victoire ne dépend point de la force des armées, mais du ciel, de qui vient la force. Ils s'avancent en multitude, orgueilleux et superbes, pour nous perdre, nous, nos

femmes et nos enfants, et pour nous dépouiller. Mais nous combattons pour nos âmes et pour nos lois. Le Seigneur lui-même les brisera devant notre face. Vous donc, ne les craignez pas. » Il avança sur l'ennemi et le mit en déroute.

Après cette défaite, Antiochus envoya contre lui une armée de 40,000 fantassins et de 7,000 cavaliers, conduite par trois de ses meilleurs généraux, qui vinrent camper dans les plaines d'Emmaüs. Judas ne commandait encore que 6,000 hommes. L'un des généraux d'Antiochus se vanta de payer le tribut que son maître devait aux Romains avec le produit de la vente des Juifs qu'il ferait prisonniers; et il invita les marchands d'esclaves à se trouver dans son camp pour les acheter, promettant de leur en donner quatre-vingt-dix pour un talent.

Judas avait ranimé le courage de ses soldats en leur rappelant la puissance de l'Éternel. Les voyant disposés à mourir, il les divisa en plusieurs corps, sous le commandement de ses frères, en sorte que chacun avait 1,500 hommes. Par une inspiration de piété, il les conduisit à Maspha, vis à vis de Jérusalem. Avant la construction du Temple, Maspha avait été un lieu de prière. Ils y passèrent le jour dans le jeûne et dans les larmes, en présence des ornements sacerdotaux, des prémices et des dîmes, voulant ainsi suppléer aux sacrifices, qu'ils ne pouvaient offrir hors de la ville sainte. Elevant la voix jusqu'au ciel : » Seigneur, dirent-ils, votre sanctuaire a été souillé et foulé aux pieds, et voilà que les nations se sont assemblées pour nous perdre. Comment pour-

rons-nous subsister, si vous ne nous assistez pas? »

Ensuite, quelque faible que fût son armée, Judas ne laissa pas de publier, comme l'ordonnait la loi, que tous ceux qui avaient bâti une nouvelle maison, planté une nouvelle vigne, récemment épousé une vierge, ou qui étaient d'un naturel timide, pouvaient quitter les rangs et retourner chez eux. Trois mille se retirèrent, et l'armée se trouva ainsi réduite de moitié. Trois mille restèrent, faisant holocauste d'eux-mêmes. Judas les mena camper en face de l'ennemi. « Tenez-vous prêts, leur dit-il, pour le matin. Mieux vaut mourir dans le combat que de voir les maux de notre peuple et du sanctuaire. Qu'il arrive de nous ce que Dieu a résolu! » Eléazar, ensuite, leur lut le livre saint; puis Judas leur donna pour mot d'ordre *le secours de Dieu*, et se mit au premier rang.

Il apprit alors que Gorgias, l'un des généraux d'Antiochus, avec 5,000 fantassins et 1,000 cavaliers d'élite, voulait le surprendre la nuit. Profitant de la circonstance, il sortit de son camp, tomba sur l'autre partie du corps syrien, le mit en déroute et lui tua 3,000 hommes. Revenu de la poursuite, il se retourna vers Gorgias pour achever sa défaite. Celui-ci, ayant trouvé vide le camp des Juifs, croyait qu'ils avaient fui; mais, au jour, il vit du haut de la montagne la fumée qui s'élevait de son propre camp livré aux flammes. Judas s'avançait victorieux. Le voyant paraître, les ennemis épouvantés s'enfuirent dans la plaine, et il y en eut 6,000 de tués. Leur camp regorgeait de richesses. On y trouva les trésors des

marchands qui étaient venus pour acheter des Juifs, et plusieurs furent vendus eux-mêmes. On partagea ensuite les dépouilles entre les infirmes, les orphelins, les veuves et les soldats.

Après cette armée meurtrie et dispersée, il en vint encore une autre, de 60,000 hommes d'infanterie et de 5,000 cavaliers. Judas la détruisit encore, rentra dans Jérusalem, purifia, rebâtit et fortifia le Temple, et y rétablit le culte. Son triomphe excita la rage des ennemis d'Israël. Ils firent effort de toutes parts pour écraser ce peuple qui se relevait et qui avait relevé le Temple. Judas puisa dans sa foi assez de courage et de génie pour dissoudre ce nouvel orage.

Aussi habile tacticien que valeureux soldat, il fit face de tous côtés, battit en détail cette multitude; et, sauf quelques courts et rares intervalles de paix, ce fut toujours ainsi durant six années. Les frères de Judas combattirent sous ses ordres. L'un d'eux, Éléazar, s'illustra par une glorieuse mort. Voyant les siens inquiets devant une de ces terribles armées que le roi de Syrie envoyait sans cesse et que Judas détruisait toujours, remarquant surtout l'épouvante qu'ils avaient du nombre et de la taille prodigieuse des éléphants, il poussa droit à celui du roi, qu'on reconnaissait à sa hauteur et à son armure. « Il se livra pour son peuple et pour acquérir un nom éternel; et s'étant fait jour à droite et à gauche au milieu des ennemis qui tombaient de çà et de là à ses pieds, il arriva sous l'éléphant, lui perça le ventre et mourut écrasé par sa chute. »

Judas mourut à peu près de même, après tant de

victoires. Il se sacrifia pour donner l'exemple de ne pas craindre la mort, et afin qu'il ne fût pas dit que l'ennemi avait fait fuir le vengeur de Dieu. Il tomba sur le champ de bataille. Ses frères encore vivants, Jonathas, qui fut aussi un grand général, et Simon, le dernier qui resta et qui fut un grand roi, l'ensevélirent au sépulcre de leurs pères. Tout le peuple criait : « Comment est tombé l'homme fort qui sauvait Israël? »

Politique plein de sagesse, capitaine plein de ressources, soldat plein de courage, bon, pieux, vigilant, éloquent, aussi fidèle dans ses alliances avec les hommes que ferme dans sa foi, Judas Machabée fut le modèle des héros. Tant qu'il vécut personne ne fit impunément du mal à sa patrie et ne transgressa impunément les lois de Dieu. Il dissipa huit grandes armées avec des forces toujours inférieures, armant les siens et les nourrissant, pour ainsi dire, de la foi qui remplissait son âme, et qui, ne le laissant pas un moment incertain du secours de Dieu, ne le laissa jamais hésitant devant l'ennemi. Après lui, Jonathas soutint la guerre; après Jonathas, la vaillance et le conseil de Simon affermirent la victoire et la paix. Depuis longtemps le dieu Antiochus, rongé vivant par les vers, était mort en demandant pardon.

« Antiochus, dit Bossuet, ne se proposait rien moins que de détruire la nation israélite et le culte qu'elle professait, et d'en éteindre la mémoire; de profaner le Temple, d'y établir l'idole de Jupiter olympien. Voilà ce qu'on avait entrepris et ce

qu'on exécutait contre les Juifs, avec une violence qui n'avait point de bornes. » Les Machabées se levèrent, et la conscience humaine fut délivrée. La valeur et le patriotisme de Judas remontaient au-dessus de l'homme, en Dieu, source première de toute force et de toute patrie. Unissant la prudence au courage, il n'attendait que de Dieu seul le succès. En combattant et en mourant pour sa patrie, il combattit et mourut pour l'humanité entière. Si Antiochus avait réussi dans son projet impie de faire changer à son gré de croyance à tous les peuples, et de ne leur laisser reconnaître au fond d'autre Dieu que lui; si le peuple juif, qui seul, avec la connaissance précise du vrai Dieu et les annales authentiques du genre humain, gardait en dépôt l'ensemble des vérités religieuses et morales destinées à opérer un jour la régénération universelle, s'était lâchement prosterné, à l'exemple des autres, devant les idoles du tyran, c'en était fait de l'humanité. Les peuples s'abrutissaient à jamais, comme de vils troupeaux, sous le sabre des dieux Antiochus et Néron. — Tel est le commentaire de Rohrbacher dans son *Histoire de l'Église*. Quand l'histoire de l'Église sera enseignée aux enfants comme elle doit l'être, et lorsqu'elle sera encore la sérieuse étude de l'adolescence et de la jeunesse, la France aura des hommes qui lui manquent aujourd'hui.

Voltaire nous a appris à rire de ces histoires sublimes. Il avait un Antiochus qui en riait avec lui. Au bout d'un siècle, les fils de cet Antiochus viennent rire chez les fils de Voltaire.

Que ceux qui veulent vivre fassent maintenant ce qu'il faut pour que Dieu, selon la profonde parole du jeune martyr d'Antioche, soit CONSOLÉ dans ses serviteurs, et nous suscite des Machabées. Autrement, les adorateurs d'Antiochus ne manqueront pas.

XXVII

13 septembre.

UNE RÉPONSE DE M. DE BISMARK.

La *Correspondance de Berlin*, journal français de M. de Bismark, nous apporte une réponse indirecte à la circulaire de M. Jules Favre. C'est une déclaration de guerre non à l'Empire, qui n'existe plus, non à la République, dont la Prusse paraît ne pas s'inquiéter beaucoup, mais *à la France et au peuple français*.

Ce document est sous forme de traduction d'un article de la *Gazette de Spener*. Il vient de plus haut. Le fond de l'esprit prussien s'y révèle et démasque le vrai but de la guerre. La Prusse ne fait la guerre ni à la République ni à l'Empire ; elle fait la guerre à la France. En d'autres termes, elle travaille pour le butin.

Le rédacteur de l'article s'entend d'ailleurs à colorer les choses. Notre situation intérieure lui est bien connue. Il en profite pour donner une certaine tournure humano-philosophico-teutonique à la rapa-

cité prussienne. Mais le fond apparaît, et cela est si intéressant que nous croyons devoir reproduire presque toute la pièce, bien que cette lecture ait son côté très-douloureux :

Le peuple allemand et ses armées ne s'y sont jamais trompés: ils savent qu'ils ont à combattre en France non pas seulement les napoléonides, mais les Français eux-mêmes, c'est-à-dire leur esprit orgueilleux et batailleur, leurs convoitises, leur soif de domination, leur inquiétude, qui troublent incessamment les pays voisins de l'Europe entière. Nous voulons pour nous le repos et la paix, nous voulons les assurer au continent, quel que soit d'ailleurs le gouvernement de la France et qu'il se nomme du nom qu'il lui plaira.

En 1814 et 1815, les alliés ont pu avoir pour but, avant tout, de renverser Napoléon; c'était, en effet, Napoléon qui avait rendu la France dangereuse pour les Russes, les Anglais et les Autrichiens. Mais nous, Allemands, aujourd'hui nous considérons la dynastie, la forme de gouvernement sous laquelle la France se place, comme une chose tout à fait accessoire. Nous voulons forcer ce peuple, pour l'avenir, à se tenir en repos.

C'est pourquoi, Napoléon étant fait prisonnier, la guerre n'est point encore finie. L'impression causée par la capture de Napoléon ne vient pas de ce qu'on ait cru la guerre terminée par ce fait et notre but ainsi atteint; elle est née du haut sentiment éveillé par la vue des œuvres de la justice divine sur terre, qui, six semaines après l'insolente attaque de la France et de son empereur contre l'Allemagne, contre son chef ami de la paix, fait tomber Napoléon aux mains de notre roi!

De ce sentiment, qui élève tous les cœurs en Allemagne et les remplit d'une pieuse soumission aux arrêts de Dieu, les énergumènes de Paris n'ont rien éprouvé. Ils ne sentent pas qu'ils sont châtiés eux-mêmes dans cette catastrophe du prince dont ils ont été pendant vingt années les caudataires, et que c'est leur propre ambition, leur soif de suprématie, leur besoin de gloire qui ont poussé ce prince à lever la main contre l'Allemagne. Ils n'ont maintenant rien de plus pressé que de pro-

clamer la déchéance de l'homme dont le désastre est leur propre ouvrage, et de s'emparer du pouvoir, des armes et des caisses. Ceux qui se sont distingués en criant le plus haut lors des élections, ceux qui ont dépassé tous les autres, non pas par leur intelligence, mais par leur effronterie à flatter la populace parisienne, ceux-là se sentent appelés aujourd'hui à gouverner le navire de l'État au travers des écueils les plus redoutables. Personne ne leur a donné cette mission, ils s'en sont investis eux seuls, et toute la France doit obéir à leurs ordres.

Chacun des partis qui a quelque réputation à perdre et qui conserve un certain sentiment de responsabilité, se serait demandé au moins, dans ces circonstances critiques, s'il pouvait accepter une succession aussi dangereuse, s'il lui serait possible en ce moment, avec quelque chance de succès, de remplir les devoirs du gouvernement. Le parti républicain ne connaît point de tels scrupules. Comme il vit dans les vagues théories, il se repaît aussi de bribes d'histoire ramassées sans aucun esprit critique. Les années de 1792 et 1793 sont ceintes, aux yeux de ces visionnaires, d'une auréole sacrée. S'ils comparaient les Français de 1792, — qui, du reste, ne devinrent des soldats qu'après deux années de guerre, — aux gardes nationaux et mobiles d'aujourd'hui, et les adversaires qu'ils ont maintenant devant eux à ceux que la France a combattus en 1792-94, — ils reconnaîtraient que leur entreprise présente ne peut avoir qu'une issue pitoyable et ridicule. De nos jours, les républicains ne font point de propagande comme dans les dernières années du siècle précédent, et tout le monde cultivé se détourne avec dégoût de ces tristes héros de la liberté.

En somme, il n'y a rien de changé à Paris, si ce n'est que les motions extravagantes, proposées jusqu'ici au Corps législatif par l'extrême gauche, et repoussées pour de bonnes raisons par le pouvoir impérial, avec l'appui de la majorité, vont devenir des mesures de gouvernement; si ce n'est encore que les gens auxquels, non sans motif, des armes avaient toujours été refusées, vont en obtenir, qu'ils brûleront de la poudre comme il leur plaira, et que l'intéressant parti de M. Ro-

chefort dira le dernier mot dans les questions d'Etat et de défense nationale.

Nous avons combattu la France, et nous désirons que la lutte soit soutenue jusqu'à une issue définitive; la France nous a d'abord attaqués comme napoléonienne; elle est maintenant en face de nous comme républicaine. Cette transformation de notre adversaire, nous la considérons encore comme un fait providentiel. Si la France avait été forcée de faire la paix sous Napoléon, bientôt nous aurions entendu dire de nouveau: « Oui, la France a été battue sous Napoléon; avec la République elle aurait été invincible. » — Aujourd'hui la France est républicaine, et nos braves troupes lui montreront bien qu'avec cette métamorphose elle n'est devenue ni plus forte, ni plus vaillante.

Une autre feuille allemande, la *Gazette nationale*, reproduite par la *Correspondance de Berlin*, ajoute les considérations suivantes, qui ont un caractère plus marqué de cafarderie philanthropique.

Le gouvernement provisoire est composé d'hommes qui sont moralement les auteurs de la guerre (ayant toujours flatté, excité le chauvinisme); à la vérité, ils ont, par convenance démocratique, élevé quelques objections timides, mais pour faire chorus, au moment décisif, avec la troupe bonapartiste. On n'a pas oublié que naguère encore Jules Favre, Crémieux et les autres s'accordaient à reprocher au régime impérial, comme la faute la plus impardonnable, de n'avoir pas encore pris « la revanche de Sadowa. » A ces ardents instigateurs de guerre appartient Gambetta, le ministre actuel de l'intérieur.

Si la République voulait la réconciliation des peuples, pourquoi n'a-t-elle pas dit un mot de la paix, conditionnellement au moins? Elle pouvait attester aux nations qu'elle ne prend qu'à regret cette déplorable succession de l'Empire, et qu'elle fera tous ses efforts pour se détourner d'une route si fatale. Personne assurément ne la blâme quand elle promet de délivrer le sol national de l'invasion ennemie; mais en même temps

elle devait abjurer les plans criminels du souverain déchu et promettre de mieux respecter l'indépendance de l'Allemagne. *Sans doute de telles paroles ne nous eussent pas désarmés, aucune promesse au monde ne pourrait retarder d'une heure la marche de nos troupes victorieuses,* nous le disons sans détours; mais, du moins, la République se devait à elle-même de proclamer qu'elle répudie les coupables errements de l'ex-empereur. Peut-être ainsi eût-elle jeté d'utiles semences pour l'avenir.

Malheureusement les hommes de la République ont contre eux leur passé. Nous ne saurions attendre d'eux plus de respect du droit international, plus de moralité politique envers leurs voisins. Gambetta, le nouveau ministre de l'intérieur, a poursuivi l'expulsion de nos compatriotes innocents et inoffensifs avec non moins de zèle que son prédécesseur, Chevreau; ses dissertations savantes sur les vertus essentiellement républicaines ne nous trompent pas, à l'égard de cet homme qui a reçu son éducation politique dans la pire époque d'un système professant le mépris de tout droit...

Mais pour nous, pour la lutte que nous avons à soutenir *contre le peuple français,* Ollivier et Palikao étaient la même chose que Jules Favre et Trochu. Ceux-ci à leur tour, jusqu'à ce que les Allemands soient devant Paris, entretiendront le peuple dans l'ignorance de la situation réelle; à leur tour, ils se laisseront arracher par le progrès irrésistible des événements l'aveu, qu'il leur est impossible de délivrer le pays des armées ennemies.

Aucun gouvernement à Paris ne pourra se résigner aux conditions de paix qu'exige la sûreté de l'Allemagne. La même conduite de la part des gouvernements divers qui se succèdent ne nous trompe pas, car nous savons depuis des années que l'opinion du peuple français est la même, et que l'expression seule en varie. Quelles que soient donc les personnes qui tiennent le gouvernail, nous ne devons pas attendre que nos adversaires se dégrisent, avant que Paris soit en notre pouvoir.

On ne peut nier que les Prussiens s'entendent à exploiter le vrai au profit du faux. C'est la grande

science de ce peuple si savant, et il compte en tirer un bon profit. Il ne veut voir en France que des agresseurs, pour se donner le droit de n'y reconnaître que des tributaires. Qu'il arrive ainsi à faire une excellente opération de banque, nous ne tarderons pas à le savoir, Dieu en décidera bientôt. Mais pour hypocrite, il l'est avec une impudence supérieure. Nous aussi, sous le poids du châtiment, nous invoquons la justice de Dieu contre ceux qui se proclament des vengeurs, et qui ne sont que des voleurs à main armée.

La Prusse, qui fait si nettement le décompte des napoléoniens révolutionnaires et celui des révolutionnaires napoléoniens, sait fort bien que ces hommes sont loin de représenter ni la totalité ni le plus grand nombre des Français. La plupart des députés bonapartistes étaient fabriqués par la main des préfets; le petit nombre des députés proprement républicains étaient façonnés par d'autres fourberies dans les cabarets et dans les loges dont le roi de Prusse est l'un des chefs puissants. Un faux suffrage universel a fourré ce pêle-mêle dans l'urne. Le vrai suffrage s'est manifesté dans les plébiscites sur l'Empire, qui n'ont été ni pour la révolution ni pour la guerre, mais uniquement pour l'ordre et pour la paix. Louis-Napoléon s'est fait empereur en disant : *Religion, famille, propriété et paix.* « L'Empire, c'est la paix. » Il a menti, mais la France ne lui a pas demandé de mentir, et n'a persévéré dans ses suffrages que par la crainte de la révolution, qui n'aurait plus permis d'espérer aucune paix.

En 1866, aux approches de la guerre qui allait s'allumer entre l'Autriche et la Prusse et l'Italie coalisées (guerre où la Prusse et son alliée se montrèrent gardiennes si dévouées du droit !), nous exprimions un avis qui certainement n'était pas isolé en France. Dans l'incertitude où l'on était alors de savoir si le gouvernement napoléonien prendrait activement part à cette guerre et assisterait l'Autriche, nous disions que son principal devoir était de n'y rien rechercher pour nous, sinon l'avantage de contribuer à la solidité de la paix future. Nous demandons la permission de citer quelques pages de cet écrit. Nous avons d'assez bon cœur, assez longtemps et avec assez de constance, voulu servir la cause publique, pour nous donner la consolation de montrer que nous échappons à la fourberie des arguments prussiens.

Nous disions donc en 1866 :

... Cette même sagesse qui conseille à l'Autriche de se dépouiller de la Vénétie et de ne point accepter de compensations territoriales en Allemagne, conseille à la France de ne rien acquérir en Europe et de revenir strictement au programme premier de l'Empire : L'Empire, c'est la paix.

M. Guizot disait : « La paix partout, la paix toujours ! » Cette parole si décriée a paru néanmoins assez bonne pour être répétée en 1852 avec un applaudissement unanime de la France et du monde. Ce n'est pas s'aventurer de dire qu'elle recevrait même accueil aujourd'hui. C'est qu'en effet rien n'est meilleur que la paix, étant gardées les conditions honorables de la paix. Or qui doute aujourd'hui sur la terre que la France ne soit et ne puisse être et rester longtemps dans la plénitude de ces conditions-là, du moins en Europe ? Qui la menace ? Qui né-

glige, excepté cette folle et insolente Italie, d'exécuter les traités que la France a consentis ou qu'elle a dictés? Qui parle de rétablir ceux qu'elle a jugé bon de dissoudre?

Il lui plaît de dire qu'elle hait les traités de 1815. En quoi l'ont-ils gênée depuis dix-huit ans, en quoi la gênent-ils, surtout aujourd'hui? On la trouve entière dans sa masse énergique et hardie..... On voit ses drapeaux en même temps quasi partout : en Crimée, en Italie, en Chine, en Cochinchine, en Syrie, au Mexique, en Algérie toujours, et elle est toute prête pour d'autres expéditions. Elle intervient, elle empêche d'intervenir, elle chasse de l'Italie l'Autriche et y installe le Piémont, elle s'adjuge la Savoie et le comté de Nice : voilà les traités de 1815 en bel état! S'il plaît à la France de les détester encore, du moins n'a-t-elle plus à s'en venger, et à coup sûr elle n'y songe guère...

... Il n'y a plus de traités de 1815, ils sont ruinés, détruits, plus que vengés. Dictés par une politique jalouse et infatuée de sa misérable sagesse, ils ont peut-être plus secondé qu'entravé l'heureux génie de la France; ils se sont dissous plutôt qu'ils n'ont été rompus. La France les respectait encore que déjà le mouvement de la civilisation les avait anéantis...

Nous nous élevions contre l'annexion autant que contre la conquête :

Il ne faut pas objecter que l'annexion n'est point la conquête; que les peuples qui se donnent, n'étant point maltraités, n'ont aucune raison de retirer leur parole. Encore que les peuples annexés ne soient point conquis, il faut les assimiler, changer la législation, changer les habitudes, toutes choses qui ne vont point sans beaucoup de froissements; et les froissements font naître des difficultés qui augmentent les froissements. Un grand peuple s'est fait aux grandes aventures : un petit peuple qui « se donne » à un grand peuple se trouve entraîné plus loin qu'il n'a rêvé d'aller. Bien des souffrances, prises comme des avanies, se pressent et s'accumulent pour effacer le souvenir du vote donné en faveur de l'annexion,

quand il a été donné. En réalité, les peuples ne se donnent pas. Quelqu'un les donne, un prince ou un parti; et sans être fort attachés au maître qu'ils perdent ou qui les laisse, ils examinent d'un œil peu affectueux le nouveau maître, qui prend aussi les conscrits et l'impôt. Le nouveau maître n'a pas beaucoup à faire pour embellir l'ancien. Et, enfin, mettant les choses au mieux, ce sont toujours de très-mauvaises frontières que les frontières neuves, d'autant que les temps où on les forme sont toujours des temps périlleux...

Dans l'ordre civil et moral, un trait suffit pour mettre en saillie le principe de dénationalisation que contient la politique d'annexion. Cette frontière du Rhin, cette terre quasi protestante, elle a le divorce. La France ôterait-elle aux annexés protestants et libres-penseurs le soulagement du divorce, ou prendrait-elle ce venin?

La nation qui s'ajoute trop de nouveaux territoires se trahit elle-même. En même temps qu'elle s'enveloppe de remparts peu sûrs, elle se refroidit au cœur. Il n'y a plus d'histoire commune, de vieux sang répandu dans les mêmes entreprises, d'anciennes gloires et d'anciens malheurs partagés; il y a souvent le contraire. On célébrait encore il y a quelques années, dans un pays devenu français, une fête nationale, commémorative de quelque bataille gagnée contre les Français. La vieille patrie est comme noyée dans ces agrandissements; elle porte des noms qu'elle ne connaît pas, qu'elle ne sait pas prononcer; les coudes ne se touchent plus sous le drapeau qui ne fait plus également battre les cœurs. Ces agglomérations fournissent de grandes armées, très-ardentes et très-redoutables dans le succès, mais faciles à se démoraliser et qui se contentent d'être battues une fois...

De douloureux souvenirs nous crient de n'inquiéter aucune nationalité, de nous déclarer au contraire protecteurs et tuteurs des véritables nationalités. LE PREMIER ET LE DERNIER MOT DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE DOIT ÊTRE DE NE PAS PRENDRE, DE NE PAS ACCEPTER UN POUCE DE TERRAIN EN EUROPE. C'est à cette condition que les peuples lui garderont une affection plus sûre et plus désirable aujourd'hui que celle des

souverains. Avec les ressources présentes de l'art et de l'état militaires, avec le mélange des intérêts européens, la France n'a pas besoin de frontières plus étendues et de soldats plus nombreux, il ne lui faut que des alliés. Ses frontières inexpugnables sont les cœurs des citoyens remplis de l'amour de l'antique patrie. Ses alliés, le mélange de tous les intérêts les lui prépare, sa modération les lui donnera. Qu'elle soit juste, qu'elle défende le droit, que le monde reconnaisse en elle l'appui de l'ordre général ébranlé et la ressource de la liberté européenne mourante dans l'étreinte des dictatures militaires ou révolutionnaires, elle sera assez puissante.

Nous osons dire que ces pensées ne nous étaient pas particulières. La France, la vraie France à qui l'on tire aujourd'hui tout son sang pour lui tirer ensuite tout son or, les aurait sanctionnées si elles ne lui avaient pas été proposées par une voix trop impuissante, et que, d'ailleurs, le bâillon étouffait. Encore une fois, la Prusse ne l'ignore pas. Mais elle poursuit la guerre dans un but qui n'est pas et qui ne peut plus être celui qu'elle avoue. Jusqu'à Sedan son heureuse étoile a voulu qu'elle eût l'air de soutenir une guerre défensive. Depuis Sedan le masque est tombé, et elle fait ouvertement une guerre de rapine.

Puisque l'occasion nous a été fournie de résumer nos anciennes pensées sur les agrandissements de territoires, nous reproduisons encore ces considérations qui terminent notre écrit de 1866. Bientôt la Prusse elle-même pourra les reconnaître opportunes.

L'esprit de guerre, l'esprit de conquête, l'esprit de despotisme, l'esprit de servitude sont une même chose avec l'esprit

de révolution, et l'esprit de révolution est la destruction et la négation de la liberté. Il y a vingt ans, Donoso Cortès, l'un des rares hommes de génie qu'ait vus notre époque, — et elle ne l'a guère vu! — annonçait que l'œuvre immense de cet esprit anti-chrétien et anti-humain tournerait toute au profit de la Russie.

Il disait que la révolution, après avoir dissous les sociétés, dissoudrait les armées permanentes ou régulières, pour confier la force publique à des bandes de conjurés; c'est ce que nous voyons en Italie.

Il ajoutait que le socialisme, dépouillant les propriétaires, éteindrait le patriotisme, parce qu'un propriétaire dépouillé n'est pas, ne peut être patriote; c'est ce que l'Italie nous montre encore et ce que nous savions déjà d'ailleurs.

Il prévoyait que, sous l'influence et à l'abri de ces troubles survenus dans l'Europe, la Russie organiserait la confédération des nations slaves, fortes de quatre-vingts millions d'âmes : cette opération, qui est déjà en si bon chemin, ne serait pas médiocrement favorisée par la destruction de l'Autriche, but de la guerre actuelle, et la Russie prend manifestement ses mesures.

« Eh bien! concluait Donoso Cortès, lorsque la révolution aura détruit en Europe les armées permanentes, lorsque les révolutions socialistes auront éteint le patriotisme en Europe, lorsque, à l'orient de l'Europe, se sera accomplie la grande confédération des peuples slaves, lorsque dans l'occident il n'y aura plus que deux armées, celle des spoliés et celle des spoliateurs, alors l'heure de la Russie sonnera... »

Quoi qu'il en soit des conjectures de Donoso Cortès, et quand même le conflit qui va s'engager ne profiterait pas immédiatement à la Russie, la guerre, les annexions, les remaniements de territoires favorisent cette puissance par les diminutions qu'ils font subir à la liberté, par les atteintes profondes qu'ils portent à l'esprit de liberté. Il faut nécessairement multiplier et serrer les freins pour maintenir l'ordre dans un grand empire, et le rouleau qui doit unifier, assimiler, si l'on veut, les parties nouvelles et les parties anciennes, broie tout uniformément.

C'est un talent de premier ordre, et qui dans la presse européenne n'a point d'égal ni d'équivalent. Il voit juste, il dit juste, il a une vaste instruction, une indéroutable mémoire, une ardeur qui ne tombe jamais. Ces qualités lui ont acquis en Italie une autorité considérable. M. Margotti, au lieu du monument qu'il aurait pu construire, ne laissera peut-être que des feuillets. Il pourra quelque jour, au coin d'une rue, rencontrer la *coltellata* révolutionnaire, mais l'Italie future lui donnera place parmi ses hommes illustres. Dans ces galeries dont le patriotisme italien aime à se parer, il sera une gloire légitime, léguée par une époque et par une profession qui en auront peu fourni.

Le bon sens chrétien a souvent élevé le rédacteur de l'*Unità* jusqu'à la clairvoyance prophétique. Nous en produirons une preuve dont personne ne contestera le poids. En 1866, après la guerre, M. l'abbé Margotti annonça avec une précision étonnante la chute prochaine du second Empire. On dira qu'il n'est pas le seul. Sans doute. Mais il y a manière. Ecoutons ceci :

Turin, 23 septembre 1866.

Les journaux de Paris s'entretiennent en toute liberté de la chute imminente du Pape-Roi. Le *Siècle* dit que Pie IX vient de faire son testament; le *Temps* lui promet un enterrement de première classe. Parlons avec une même liberté de la chute du second empire napoléonien.

La chute ne saurait être éloignée, car les deux causes de l'existence de cet empire ne subsistent plus. Ce furent la gloire militaire et la restauration catholique. Or, Napoléon III, au



lieu de défendre la religion catholique, la livre à ses adversaires; et au lieu de combattre, il recule. C'est en allant à Rome qu'il devenait empereur : il s'en va de Rome, il s'achemine donc naturellement à sa ruine. Quand l'oncle recommença de persécuter Pie VII, J. de Maistre écrivait : « Bonaparte attaque le Pape, tant mieux! A présent la chute de l'Empire est certaine. » Eh bien! nous disons la même chose du neveu. Il abandonne Pie IX, il livre Rome, tant mieux! Les funérailles du second Empire ne tarderont pas.

L'oraison funèbre est prête. On peut la diviser en trois points : Allemagne, Mexique, Rome. Allemagne et Mexique, déchéance de la gloire militaire; Rome, abandon complet de ces traditions catholiques avec lesquelles la France ne rompra jamais, abandon par manque de cœur!

Napoléon est au soir, la nuit vient! les Français perdront toute estime pour ce magnanime qui recule toujours. Recul en Pologne par crainte de la Russie, recul en Allemagne par crainte du fusil Dreysse, recul à Rome par crainte d'Orsini, de Mazzini et de la révolution. On prête au commandant de la garde de Napoléon Ier cette belle parole : *La garde meurt et ne se rend pas*. Napoléon, au contraire, se rend toujours, dans le fol espoir de ne jamais mourir. Il s'est rendu à Bismark, à Juarez, même à Ricasoli. Mais ceux qui se rachètent de la sorte ne se conserveront pas.

Au milieu des incertitudes présentes, deux choses pourtant nous paraissent certaines : le triomphe du Pape-Roi et la chute du second Empire. Sur ces deux points, nous avons l'âme en paix. Assurément, nous ne saurions dire de quelle manière et par quels moyens Pie IX triomphera. Nous n'ignorons pas moins les événements qui précipiteront Bonaparte; mais nous voyons qu'il ne ménage rien pour faciliter sa propre ruine. La Providence divine se réserve les moyens déterminants d'accomplir ce qu'elle a promis de tout temps : « J'ai renversé les puissants de leur trône, et j'ai exalté les humbles. » Nos pères et beaucoup de nos contemporains ont vu l'humble Pie VII exalté de sa prison, le puissant Napoléon déposé de son empire.

Au Mexique, à l'Allemagne, à Rome correspondent dans le premier Empire l'Espagne, la Russie et Savone. La guerre d'Espagne, la campagne de Russie, la captivité du Pape préparent la chute de l'oncle; la bataille de Waterloo, le 18 juillet, termine tout, l'écrase, le jette à Sainte-Hélène. Cette bataille de Waterloo parut mystérieuse à Napoléon Ier lui-même. Quelqu'un la lui ayant rappelée au jour anniversaire, 18 juillet 1816, il s'écria, très-ému : « Bataille incompréhensible! Concours de fatalités inouïes! Il n'y a eu que des disgrâces! » Il ajoutait, se couvrant les yeux de ses mains : « Tout ne m'a manqué que quand tout avait réussi! »

Eh bien! que Napoléon III se prépare à pleurer les mêmes humiliations. Lui aussi verra venir sa journée incompréhensible.

Dieu le fait passer maintenant par une série d'événements dont il ne comprend pas la portée, auxquels peut-être il ne pense pas. Viendra un jour où il y reconnaîtra le *concours de fatalités inouïes.*

Et qu'il ne s'enorgueillisse point lorsqu'une chose qu'il veut réussit au gré de ses désirs, car, à la fin, il se verra forcé de répéter avec le fondateur de sa dynastie : «Tout ne m'a manqué que quand tout avait réussi! »

Nous prions les bonapartistes tant d'Italie que de France de conserver cet article et de n'en point perdre la mémoire. Rome est fatale. Elle l'a été au premier Empire, elle le sera au second.

N. B. Nous adressons cette page si brève et si claire à Napoléon III, en sa villégiature de Compiègne; au général Fleury, commissaire de l'Empereur à Florence; au baron de Malaret, dans la capitale provisoire; à l'ambassadeur français à Rome. Nous les exhortons tous à garder le présent numéro de l'*Unità cattolica*, afin qu'ils puissent le relire en temps opportun et voir si nous étions dans le vrai.

MARGOTTI, prêtre.

Nous ne savons si ceux à qui M. Margotti avait envoyé son article l'ont lu, mais nous pensons qu'au-



jourd'hui personne ne le relira sans intérêt. Nous sommes moins sûr que tous ceux qui le liront sauront, même aujourd'hui, le bien comprendre.

Plus récemment, il y a quelques mois, pendant le Concile, mais avant qu'il fût question de la guerre, M. Margotti a annoncé avec la même assurance que le second Empire ne verrait pas finir l'année. Il priait également ses lecteurs d'en prendre note. Nous regrettons de n'avoir pas sous la main cet article que nous avons lu à Rome. En ce moment-là, le gouvernement impérial intriguait fort autour du Concile, pour empêcher la proclamation de l'infaillibilité. Il se croyait plus sage que le Saint-Esprit, si toutefois il croit au Saint-Esprit. En ce moment-là aussi, il perdait visiblement l'esprit de conseil, lequel a fini par lui manquer entièrement, et il est devenu ce que l'on sait. La proclamation de l'infaillibilité, qui fut son Waterloo dans cette campagne stupide contre l'Esprit-Saint, eut lieu le 18 juillet. Les préparatifs du Waterloo militaire commencèrent le lendemain par la déclaration de guerre et l'abandon de Rome, déjà résolu en vue de se procurer l'illustre alliance de l'Italie.

Le roi Victor-Emmanuel, aujourd'hui roi de Rome, a l'honneur de compter parmi ses sujets M. l'abbé Margotti. Il devrait le consulter sur le résultat définitif de sa nouvelle conquête. Mais le soir vient, et peut-être aussi que le roi Victor aime mieux ne pas connaître l'avenir. La dernière bouteille prend de l'amertume lorsqu'on sait qu'elle est la dernière.

XXIX

15 septembre.

PLAN POLITIQUE DE LA PRUSSE.

La *Correspondance de Berlin* ne permet guère de compter sur les démarches plus ou moins sincères faites par des puissances neutres pour arriver à nous donner une paix acceptable. La Prusse veut constater sa victoire et la rendre définitive en nous enlevant les provinces qu'il lui plaît de déclarer allemandes. La presse prussienne nous dit cela du ton le plus absolu. Il faut donc nous garder de toute illusion qui pourrait rendre les résolutions moins fermes.

Quant aux puissances neutres, nous ne devons pour le moment attendre d'elles aucun appui efficace. Si des négociations sont ouvertes, on les fera traîner de telle sorte que la question du siége de Paris sera tranchée avant que la diplomatie ait fait une proposition sérieuse. Mais que pourrait la diplomatie, si le Prussien était victorieux, et pourquoi, s'il était repoussé, subirions-nous les charges financières que nous accepterions peut-être aujourd'hui ?

Que l'on en soit bien convaincu : la France ne peut compter que sur elle-même. Les neutres redoutent le Prussien comme s'il l'avait emporté dans une lutte où chaque nation eût disposé de toutes ses forces. Quant à la Prusse, elle entend user et

abuser de la victoire. Enorgueillie par les succès d'un million d'hommes contre 300,000, elle veut écraser la France. Tous ses journaux le disent, tous ses hommes d'État le veulent faire. Laissons donc aller les négociations, et ne songeons qu'au combat.

Quelques extraits des journaux de Berlin, cités comme l'expression des vœux et des droits de l'Allemagne par l'organe de M. de Bismark, confirmeront nos observations. Voici d'abord un mot significatif de la *Correspondance de Berlin :*

S'il est vrai que certaines puissances neutres aient eu des velléités de médiation, on peut croire que ce qui se passe actuellement à Paris leur fera perdre toute envie de ce genre ; il est difficile, en effet, de se figurer les cabinets européens ouvrant des négociations avec M. Rochefort, membre du gouvernement provisoire à Paris.

La *Gazette de la Croix*, journal de l'aristocratie prussienne et de la cour, n'admet pas que, la guerre ayant été *localisée*, la paix puisse regarder les puissances restées en dehors de la lutte :

De nos jours, on a pris l'habitude de considérer que le triomphe de l'habileté politique consiste, vis à vis des guerres qui surviennent, à les localiser.

Nous n'examinons pas aujourd'hui ce que vaut réellement une telle habileté ; mais puisqu'à présent le principe de la politique européenne est : « Chacun pour soi et rien que pour soi, » puisqu'on a renoncé à l'idée d'une *famille* européenne, — la conséquence nécessaire doit en être que la *paix aussi*, comme la guerre, *soit localisée*.

Nous pensons que, l'Europe s'étant retranchée dans la neutralité lorsque la guerre éclata entre la Prusse et la France, aujourd'hui, de même, l'Europe doit rester neutre dans les négo-

ciations de la paix; et, comme on a laissé la Prusse et la France débattre seules leur cause sur le champ de bataille, on doit les laisser seules aussi s'entendre sur les conditions de la paix. Car le traité de paix formule uniquement les conséquences de la guerre.

..... Dira-t-on, cependant, que l'*équilibre européen* peut être menacé parce que l'Allemagne reprend à la France ce que celle-ci lui avait jadis enlevé? Nous répondrons qu'on avait bien peu souci de ce même équilibre, lorsque, la guerre étant déclarée, on semblait se familiariser avec cette idée que la France victorieuse ajouterait à ses anciennes conquêtes faites sur l'Allemagne de nouvelles spoliations de territoire.

Heureusement les choses ont eu un cours si rapide et si décisif que les médiations, qui pouvaient conduire à quelques fausses démarches, n'ont plus lieu de s'exercer. L'Europe a l'habitude de s'accommoder des *faits accomplis*. Aujourd'hui que la dernière armée française qui pût faire campagne est anéantie, et que l'empereur Napoléon s'est rendu lui-même au roi Guillaume, nous pensons qu'il sera plus facile pour les neutres de se tenir dans le rôle qu'ils ont choisi, c'est-à-dire, comme ils n'ont pris aucune part à la guerre, de s'abstenir également de prendre part aux négociations de la paix.

La *Gazette du peuple souabe* pose ainsi les conditions de la paix :

La France doit être affaiblie à un tel point qu'elle n'ose plus s'immiscer dans nos affaires intérieures; bien plus, nous devons lui donner tellement conscience de cette faiblesse, qu'elle ne puisse plus même songer à une invasion, dont elle prévoirait elle-même l'inutilité. Les contributions de guerre, le démantèlement des forteresses, la reddition du matériel de guerre sont des exigences qui vont de soi, mais elles ne suffisent pas. Une cession de territoire, c'est l'aveu naturel d'une défaite, de la faiblesse; c'est la seule leçon efficace qui puisse dompter la présomption inouïe des Français, surtout si cette cession forcée atteint les parties du pays dont l'ennemi a toujours le

plus apprécié la possession et desquelles seules il peut être question : l'Alsace et la Lorraine.

La France voulait nous prendre tout le Rhin, au lieu de cela elle le perd en entier; expérience, croyons-nous, qui l'empêchera de tomber en récidive. Le Rhin était l'enjeu de la lutte; l'abandonnerons-nous par pure générosité? Les Français ne comprendront l'étendue de leur défaite que si le Rhin leur est enlevé. Notre sécurité future l'exige, ainsi que l'avenir de notre prospérité nationale.

Lorsqu'il s'agit de fixer les limites entre deux pays, ce n'est pas seulement le dialecte de quelques villages qui pèse dans la balance, mais plus encore la volonté de celui qui dicte la paix et qui exige des garanties. Loin de nous les théories pédantesques, les spéculations scientifiques! Ne leur permettons pas de compromettre les triomphes de l'épée. Dans le cas du succès, les Français n'auraient pas hésité un instant à annexer les pays rhénans, malgré leur population tout allemande. Apprenons d'eux l'audace qui sied à une grande nation. Pour humilier l'ennemi et rendre au peuple allemand sa sécurité militaire, tous les moyens sont bons.

L'état-major a toute notre confiance. Il saura bien trouver la véritable frontière défensive, et nous espérons qu'au moment où il s'agit de la tranquillité de l'Allemagne, nos chefs victorieux ne seront pas trop modestes. S'ils estiment que les Vosges et quelques cantons voisins de la Saar et de la Moselle ne peuvent suffire, qu'il nous faut toute la rive droite de cette rivière, nous ne demandons pas mieux et saluerons avec joie cette décision. Les territoires nécessaires à la défense, nous les garderons, fussent-ils habités par des sauvages, parce que nous en avons besoin, et nous nous les assimilerons, parce que nous sommes assez puissants pour cela. En somme, nous ne réclamons que juste ce qui est indispensable à notre sûreté.

En même temps, les journaux prussiens, pour exciter davantage les passions allemandes et amener une guerre de race, disent que leurs soldats, en combattant les Français, combattent des hommes

incapables de sentiments moraux, des assassins et des incendiaires.

Ainsi parlent les feuilles du roi de Prusse. Laissons négocier, et ne songeons qu'à montrer à l'ennemi que la France, malgré ses désastres, ne s'abandonne point.

XXX

Même date.

LES SOCIALISTES DE LYON.

Tous les jours, nous recevons quelques nouveaux détails sur les amusements des socialistes de Lyon; car ces messieurs ne *mangent* pas encore, et ne font que s'amuser. La lettre suivante, à nous adressée par le R. P. abbé de la Trappe d'Aiguebelle, peut donner une idée de leurs joyeusetés. Indirectement, elle montre aussi quelle est l'autorité ou quel est le caractère du préfet que le gouvernement de la défense nationale a envoyé là.

N.-D. d'Aiguebelle, lundi matin, 12 septembre.

Monsieur,

J'avais quitté Aiguebelle lundi matin, 5 de ce mois, accompagné d'un frère convers. J'ignorais qu'on eût proclamé la République. Nous sommes arrivés à Lyon vers dix heures du soir. Le lendemain, après avoir célébré la messe chez les Trappistines de Vaise, je me proposais de passer par les Dombes et de continuer ma route avec le R. P. abbé de ce monastère, jusqu'au chapitre général de Mortagne.

Quand j'ai voulu sortir de la Trappe de Vaise, deux hommes de la plus mauvaise mine, armés de fusils, m'ont barré le passage en criant : « Nous ne voulons pas qu'on déménage. » Je me suis approché de l'un d'eux, tout noirci par le charbon, et lui ai demandé s'il prétendait nous retenir. « Partez donc, m'a-t-il dit, mais vous passerez par la rue Saint-Pierre. » Je n'ai pas compris en ce moment leur projet, et j'ai consenti à me laisser conduire où ils voudraient. La voiture est alors sortie, escortée de ces deux hommes, qui nous forçaient avec menaces de n'aller qu'au plus petit pas, pendant que la foule nous entourait en poussant des cris.

A la rue Saint-Pierre nous avons trouvé un poste de la garde nationale. Les hommes ont cerné la voiture et j'ai dû subir un interrogatoire ridicule. Ils voulaient à tout prix me faire dire que nous portions des armes. Nous ayant fait descendre, ils nous ont enfermés à clef dans le poste, et se sont livrés à l'examen minutieux de nos sacs de nuit. Je dois dire que le chef du poste a été d'ailleurs convenable et paraissait souffrir du rôle qui lui était imposé.

On nous a enfin permis de partir, mais le train que nous allions prendre avait quitté la gare depuis trois quarts d'heure, ce qui nous a obligés à rester en ville jusqu'au train suivant.

Vers cinq heures nous sommes retournés à la Croix-Rousse; mais à peine abordions-nous la gare, que quatre hommes armés de fusils, et deux membres du comité qui a pris le gouvernement du département du Rhône, nous ont entourés et sommés de les suivre à l'hôtel de ville. Mes protestations ont été inutiles. Lorsque je disais que j'avais déjà le matin subi l'interrogatoire et la perquisition, ils répondaient obstinément : « Suivez-nous. » Il fallut donc venir à pied, de la gare de la Croix-Rousse à l'hôtel de ville, escortés comme des malfaiteurs, au milieu d'une foule énorme qui battait des mains et nous insultait à plaisir. Sur la place des Terreaux ce fut une huée unanime.

L'un des commissaires a voulu, par deux fois, imposer silence à la foule : sa bonne volonté n'a pas suffi. Un homme

s'est détaché de la masse, criant : « Laissez donc le peuple exprimer sa joie! »

Entrés à l'hôtel de ville, au milieu des insultes, on nous a laissés une heure environ dans un corridor, toujours gardés par nos quatre hommes. Enfin le comité voulut bien nous donner audience. Mais nous trouvâmes là un président dont le langage nous fit regretter les huées de la populace. Quand la bordée de jurements et d'imprécations a été passée, ce qui ne fut pas court, on s'est occupé gravement de notre affaire.

J'aurais voulu que la France tout entière fût là, pour voir ces dictateurs d'une grande ville française et chrétienne. A l'exception de trois, qui nous ont montré de la politesse et même de la bienveillance, le reste n'était que l'expression de la méchanceté la plus stupide.

Nous avons dû endurer, mon pauvre frère et moi, toutes leurs avanies. Les injures à la sainte Église catholique, à la vie religieuse, à la très-sainte Vierge elle-même, ont déchiré nos oreilles et nos cœurs pendant plus d'une heure.

Les plus furieux, deux vieillards à barbe blanche, criaient qu'on devait nous écrouer et ne pas nous laisser rentrer chez nous. Heureusement leur avis n'a pas prévalu, et enfin, à 7 heures et demie, on nous a déclaré que nous pouvions sortir.

J'ai prié un de nos trois protecteurs providentiels de me délivrer un sauf-conduit. Il y a consenti, à la condition que nous rentrerions à Montélimar, au lieu de continuer notre voyage. J'ai dû passer par là, et je me suis trouvé libre... comme un prisonnier sur parole!

Mais cette fois, pour sortir, nous étions seuls. L'appréhension de traverser une seconde fois « la joie du peuple » nous a fait élever nos cœurs vers Dieu. Nous lui demandions secours, et nous étions déjà exaucés. Une pluie torrentielle avait balayé la cohue. Nous avons pu trouver une voiture et parvenir à la gare. Pourtant tout n'était pas fini. Nous entrions dans la salle d'attente, quand une escouade de gardes nationaux y a pénétré par la porte qui donne sur la voie et s'est dirigée vers nous, pour nous arrêter encore.

J'étais exténué de fatigue : j'ai dit à celui qui conduisait l'escouade et qui m'ordonnait de le suivre : « Non, monsieur, je ne vous suivrai pas. J'ai déjà été arrêté deux fois aujourd'hui, c'est assez. — Suivez-nous, suivez-nous, répétait-il. — J'ai un sauf-conduit, répondis-je. — Qu'importe! s'écrièrent-ils tous ensemble, venez. » J'ai protesté que je ne bougerais pas. Alors on a laissé deux hommes pour nous garder, et les autres, emportant le sauf-conduit, sont allés à la recherche du capitaine. Ce dernier est enfin venu me dire que je pouvais partir. Je suis rentré à Montélimar à une heure du matin.

Voilà, monsieur, comment les citoyens français voyagent en ce moment dans nos quartiers.

Agréez, etc.

F. MARIE-GABRIEL,
abbé d'Aiguebelle.

Ces traits sont fréquents, et tout ecclésiastique qui traverse Lyon n'y échappe guère. Ainsi fut traité, le jour suivant, un vénérable évêque missionnaire français, qui vit en Chine sous la menace du martyre, mais qui jusqu'au jour où on le tuera ne sera point insulté, et que, même alors, ses bourreaux traiteront avec respect. Il a été injurié et brutalisé à Lyon par un personnage du gouvernement. Malgré son passeport et ses papiers bien en règle, malgré sa dignité d'évêque, malgré son état de souffrance très-visible, on s'est donné le plaisir de lui faire passer la nuit au corps de garde, et ensuite de le mener en pompe, à travers « la joie du peuple ,» aux interrogatoires du Comité. Ils l'ont d'ailleurs lâché sans lui faire d'autre mal, et sans autre profit pour eux que d'avoir prolongé de vingt-quatre heures l'attente de sa mère octogénaire qui craint de mourir sans l'avoir revu.

C'est toujours cela, et il est bien juste que cette vieille femme soit punie d'avoir un fils missionnaire!

Voilà où nous en sommes, en la première quinzaine de la République française, sous le consulat de M. le général Trochu et de M. l'avocat Jules Favre, M. l'avocat Gambetta étant ministre de l'intérieur et M. l'avocat Crémieux ministre de la justice.

Il serait temps néanmoins d'aviser à ne pas descendre davantage au-dessous des Peaux-Rouges, et de chercher les moyens de rendre à la seconde ville de France son nom républicain de *Commune-Affranchie*.

XXXI

16 septembre.

LES JOURNAUX ROUGES. — AVIS AU BOURGEOIS. NÉCESSITÉ SOCIALE DU PAIN EUCHARISTIQUE.

Toutes les nuances du rouge ont chacune leur journal, et dans chaque nuance il y a beaucoup de sous-nuances, qui ne paraissent pas en travail d'harmonie. Chacun dit là ce qui lui passe par la tête. Rien de bon, rien de neuf! Ces cervelles embrasées et surtout ignorantes se démènent du saugrenu à l'atroce, sans jamais sortir de l'impossible, sans jamais entrer dans le nouveau. Le ton général est une invitation très-pressante à la concorde, et une revendication très-âpre de la vengeance. Tout bouleverser d'abord; destituer, c'est-à-dire remplacer

tous les fonctionnaires ; démolir radicalement la magistrature et la police, et ensuite : Vive la fraternité! « Sois mon frère ou je te tue ! » Tout cela nous est devenu familier. C'est d'un bout à l'autre, sans un mot de moins, le vieux programme qui mène à César.

L'impiété est naturelle et plantureuse dans ce monde pur ! Le clergé reçoit autant d'injures que la magistrature et la police. Au fond, il est plus haï.

Malgré le goût général de la destruction et l'élan général vers l'impossible, on sait bien qu'il y aura toujours une magistrature et une police : la République non plus ne va pas sans ces rouages. On se résigne donc à subir la magistrature et la police, et même à en être, et même on en est. Ces écrivains très-rouges se font unanimement limiers et procureurs volontaires de la République. Ils recherchent, dénoncent, accusent. Avec quelle volupté ils seraient juges, et le reste, suivant la simplicité de leur système, où le même homme peut remplir tous les emplois de justice, depuis l'invention du crime jusqu'à l'exécution de l'accusé !

Mais quant à la religion, elle leur répugne. Il y a quelque chose dans le prêtre qui leur inspire une indicible horreur. Est-ce le devoir d'obéir, ou le pouvoir de purifier et d'absoudre? Par horreur du prêtre catholique, ils détestent, que dis-je, ils condamnent toute religion. Ils refusent même l'inoffensif « Être suprême » de Robespierre, si commode pourtant, qui ne demandait que l'offrande d'une fleur, et qui permettait de couper les têtes. Ils trouvent qu'on peut couper assez de têtes, sans s'imposer l'humilia-

tion d'offrir des fleurs à un soi-disant ci-devant Être suprême. M. Louis Jourdan, le dernier théophilanthrope, serait *incivique* de ce chef.

Dans le journal du citoyen Blanqui, numéro du « 26 *fructidor an* 78, » le citoyen Regnard nous apprend que nous avons rompu avec la vieille idée de l'existence de Dieu, et que c'est en quoi consiste la parfaite vertu républicaine. Il nous donne le *Comité de salut public* de Lyon pour exemple. Si le citoyen Regnard était à la place de M. Gambetta, il aurait déjà décrété que les frères lyonnais ont bien mérité de la patrie. Les hommes de M. Blanqui ne sont pas aujourd'hui des gens de petite importance ; il faut lire cette profession « de foi. »

LE ROLE DU CLERGÉ.

Il est tout tracé.

Que tous partent, moines et curés, surtout les premiers, qui envahissent la capitale et circulent avec une arrogance hors de saison, ventrus et désœuvrés, parmi les citoyens en armes.

Certes, le moment n'est pas venu de dire tout ce que nous pensons de cette engeance : au surplus, nos amis le savent assez. Qu'on laisse même *jusqu'à nouvel ordre*, au milieu de nos armées, ceux que réclame pour son service une superstition trop enracinée : il est trop tard pour prêcher raison ou philosophie.

Mais, quant au reste, quant à ceux qui demeurent pour prier, selon le vœu du citoyen Darboy, le Dieu des batailles, *Deus Sabaoth* : merci, il n'en faut plus.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit point ici, comme on nous l'objectera peut-être, de discussions futiles et de querelles philosophiques. Ce sont des faits, et aussi bien, puisqu'il se trouve une façon *pratique* autant que révolutionnaire — *ce qui*

est tout un aujourd'hui — d'appliquer nos idées et nos théories, qu'on les applique!

Déjà des mesures sérieuses ont été prises. Déjà, aujourd'hui, l'église Sainte-Geneviève, autrement dit le Panthéon, a été, sur l'ordre du maire du Ve arrondissement, affectée à l'emmagasinement d'une certaine quantité de munitions.

Déjà la commune de Lyon, plus révolutionnaire, c'est-à-dire plus patriotique qu'aucune autre, a pris d'énergiques mesures contre la population de moines et de jésuites, qui depuis si longtemps infectait la ville : gloire en soit rendue au peuple lyonnais, à ces généreux citoyens, avec lesquels j'ai eu l'honneur, — en un jour douloureux de cette année, — de me trouver en communication de sentiment!

Ils ont prouvé une fois de plus que l'idée révolutionnaire fait corps avec l'idée philosophique de l'athéisme et de l'affranchissement de la pensée. Ils ont montré le chemin au peuple de Paris, *qui facilitera l'œuvre patriotique du gouvernement* en le mettant à même de *disposer* au plus vite des *établissements, des* PERSONNES *et des* CHOSES *de la religion*. — A. REGNARD.

Voilà un publiciste qui parle clairement, et on peut dire de lui aussi et de son groupe que leur rôle est *tout tracé*. Ils ne négligeront rien pour mettre le gouvernement à même de disposer *des établissements, des personnes et des choses de la religion*, c'est-à-dire, à même de détruire les établissements, de supprimer les personnes, — et d'empocher les choses.

Ces fous se trompent s'ils croient nous étonner en parlant ainsi, et ils ne nous étonneraient pas non plus en agissant comme ils parlent. Nous connaissons leur histoire et leurs possibilités jusqu'à ce moment et par delà. Sous ce rapport, ils sont sérieux. Peut-être qu'ils rencontreront des difficultés sé-

rieuses aussi. Mais enfin, comme dit l'Écriture, *Qu'est-ce qui est arrivé? Ce qui sera*. Ils partent d'un principe prussien, excellent pour eux, et devant lequel la société est devenue très-faible, ce qui rend le principe très-fort. Ils ont des chances.

Leur opposer des raisonnements serait superflu. Retenez donc des affamés lorsqu'ils flairent de si près la vapeur du festin ! Quand la nappe est mise, dites-leur que peut-être ils ne digéreront pas ! Mais le bourgeois conservateur que ceci intéresse est encore le maître, et peut encore apprécier quelques réflexions.

Le bourgeois doit bien penser que ces longues dents qui veulent manger du prêtre ne sauraient se contenter d'un si maigre régal. Tous les trésors de l'Église représentent à peine les pains et les poissons de l'Évangile que portait un seul petit enfant, et ne fourniraient pas à une heure de ripaille. La provision de pain et de vin faite pour l'autel n'apaisera point l'appétit surexcité du lendemain. Ce pain et ce vin ne multiplient qu'aux mains du prêtre.

Quand le prêtre aura disparu, quand ces gens-là auront brûlé les tabernacles et vidé les burettes, il n'y aura plus le pain et le vin qui multiplient et qui suffisent, et ces gens-là auront encore faim et soif. Ils s'adresseront au bourgeois.

Que pourra bien leur donner à manger et à boire le bourgeois, qui a tant désiré que le prêtre disparût, emportant son hostie et son calice, et qui a évoqué contre lui ces gens-là, ces gens d'éternelle soif et d'éternelle faim ?

Plus de prêtre, plus de pain ni de vin d'autel, plus de grenier ni de cave d'église : et la faim et la soif partout, la faim insatiable, la soif inextinguible ! Comment faire ?

C'est le bourgeois qui a créé le problème, c'est lui qui le doit résoudre. En vérité, nous voyons le bourgeois bien embarrassé, d'autant qu'il a grenier et cave et maison logeable, et qu'il est gras !

En Angleterre, en Allemagne, dans la France libre-penseuse, dans la Prusse aujourd'hui, dans tous les pays d'hérésie, plus ou moins privés de nourriture eucharistique, le bourgeois a non pas résolu, mais ajourné la difficulté en jetant ses affamés sur les autres peuples.

Il les a nourris de bétail humain, suivant la méthode de Rome antique, la bête dévorante.

Et comme le bétail se défendait un peu, rendant la chasse assez meurtrière aux chasseurs affamés, c'était double profit, car beaucoup d'affamés étaient tués, et ceux qui n'étaient pas tués mangeaient, et ensuite tenaient en respect le reste qui ne mangeait pas. Ainsi l'on s'est passé du prêtre, et l'on a tant bien que mal suppléé à l'absence de la nourriture eucharistique.

Mais cette ressource de vivre sur l'étranger, c'est-à-dire *de* l'étranger, s'épuise à la longue. La France, par exemple, en est privée. C'est elle au contraire qui sert de supplément, et qui, mourante de faim, subit les ravages de la dent étrangère.

O bourgeois, qui n'as pas su que le Christ est la nourriture un jour indispensable, la seule qui ne



trompe pas la faim éternelle des peuples, la seule qui les rassasie ; bourgeois, bourgeois, proscripteur du Christ et de son sacerdoce et de sa chair sacrée, dans quel péril as-tu aventuré tes orges, tes avoines et ta chair!

Job, figure du Christ, rappelle qu'il a mis tout le soin de son âme à vivre selon la loi de Dieu, et il s'écrie : « Les gens de ma maison n'ont-ils pas dit : « Qui nous donnera de sa chair, afin que nous en « soyons rassasiés : *Quis det de carnibus ejus, ut saturemur?* » L'Église, illuminant cette parole mystérieuse, s'en sert pour exprimer le désir véhément de la nourriture eucharistique, joie et soutien de cette vie, parce qu'elle est le gage de la vie éternelle. Mais dans l'humanité renversée par le péché, le feu de la haine s'allume où devait brûler le feu de l'amour, la haine de l'homme remplace l'amour de Dieu ; et alors, l'inférieur, grinçant les dents contre le supérieur qui l'a trahi en le détournant du banquet divin, s'écrie en un sens matériel et horrible : Qui me donnera de sa chair ! qui rassasiera ma haine !

Nous l'avons dit souvent à nos adversaires voltairiens, que la pierre qui tomberait de l'Église ébranlée par eux écraserait leur demeure, ferait ruisseler l'or de leur caisse et le sang de leurs veines. L'heure vient, et c'est maintenant. Si la pierre tombe, il n'est plus temps de crier : Gare ! mais de servir le dîner. Et ceux qui avaient si bien cru le préparer pour eux-mêmes et le faire durer longtemps, ne le mangeront pas et n'en mangeront pas les miettes. Le peuple qui ne mange pas le Christ est insatiable comme la sau-



terelle. Dieu n'envoie pas la sauterelle pour qu'elle laisse quelque chose. Quand la sauterelle a moissonné, elle glane ; quand elle a glané, elle s'attaque au laboureur et lui demande ses moelles. *Quis det de carnibus ejus, ut saturemur?*

Quand l'insolence de l'homme a obstinément rejeté Dieu, Dieu lui dit enfin : Que ta volonté soit faite ! Et le dernier fléau est lâché : ce n'est pas la famine, ce n'est pas la peste, ce n'est pas la mort : c'est l'homme. Lorsque l'homme est livré à l'homme, alors on peut dire qu'on connaît la colère de Dieu. Et il faudrait désespérer de la race humaine, si Dieu pouvait cesser d'être clément.

Mais la nourriture eucharistique restera sur la terre. Une folie abominable peut raser les temples, l'Eucharistie échappe à ses atteintes. Elle a échappé aux gens de Néron, elle échappera aux gens de M. Blanqui. Quelques grains de blé broyés entre deux cailloux, quelques grains de raisin dérobés en fuyant suffisent au mystère de la Présence Réelle, et ce pain nourrira des hommes qui se trouveront plus forts que M. Regnard.

L'Esprit de Dieu mena Jérémie dans un champ immense rempli d'ossements décharnés : « Fils de l'homme, crois-tu que ces ossements puissent revivre ? » Le prophète répondit : « Seigneur, vous le savez. » Mais aujourd'hui un enfant du catéchisme est plus savant qu'un prophète de l'ancienne Loi. Il répondrait plus hardiment. — Oui, ces ossements arides peuvent revivre, et ils revivront, car nous avons le pain et le vin qui ressuscitent les morts ; et

ceux qui les ont tués seront eux-mêmes forcés de cultiver le blé et la vigne, afin que les prêtres du Dieu vivant puissent créer et répandre le levain de notre résurrection et de la victoire de Dieu.

La France infidèle est flagellée et abaissée et ne veut pas encore se repentir. La France de l'Eucharistie priera, se relèvera et grandira. Dans l'Europe submergée du flot de l'hérésie, elle sera la terre où la colombe de l'arche trouvera le premier rameau qui annoncera que Dieu se réconcilie. Ce rameau était resté vert sous les eaux du déluge : ainsi la miséricorde subsiste jusque dans la colère du cœur de Dieu, ainsi l'espérance reste vivante aux cœurs nourris du pain eucharistique. Ils recommenceront la France du Christ miséricordieux et vainqueur. Alors on verra dans le monde des événements plus grands et des changements plus merveilleux que ceux qui s'accomplissent aujourd'hui, car la mort n'est qu'un fait de l'homme, mais le miracle est un fait de Dieu.

Que les hommes dont les erreurs et les menaces ont éveillé en nous ces pensées n'y voient pas l'expression d'un sentiment amer. Nous ne sommes pas en un moment et dans des circonstances qui puissent au fond des cœurs chrétiens laisser place à la haine.

Sur le seuil de la mort, des chrétiens ne savent que pardonner, et plus la mort peut s'annoncer dure et cruelle, plus ils espèrent. Donnant beaucoup, ils savent que Dieu leur rendra beaucoup. Qu'on leur creuse des fosses, Dieu en fera des berceaux. C'est ce qu'ils demandent, c'est ce qu'ils obtiendront. De ces



berceaux jaillira la vie. Ceux qui blasphèment le Dieu qu'ils disent mort, ceux-là font ce qu'il faut pour que leurs fils, et peut-être eux-mêmes, connaissent un jour et adorent le Dieu vivant.

XXXII

Même date.

MENACES DU *Réveil* CONTRE LES CATHOLIQUES.

Un journal de la révolution, le *Réveil*, propose de retirer la qualité de citoyen français à quiconque reconnaît l'autorité d'un souverain étranger.

N'étant pas supposable qu'un citoyen français puisse avoir en France la fantaisie de se proclamer sujet du roi de Prusse ou de n'importe quel prince régnant ailleurs, il faut croire que la proposition regarde les catholiques de France. En effet, ils reconnaissent l'autorité du Pape.

Ils la reconnaissent non comme sujets, mais comme fidèles; et ils nient que le Pape soit un souverain étranger, puisque son royaume est le domaine de saint Pierre, c'est-à-dire de l'Église, c'est-à-dire, selon la définition du Pape lui-même, la propriété commune de tous les catholiques répandus sur la terre. Mais si M. le directeur du *Réveil*, citoyen Delescluze, veut que le Pape soit un souverain étranger, qui osera soutenir le contraire? Et si le même citoyen Delescluze ne sait pas ou ne veut pas faire la différence entre *sujet* et *fidèle*, qui prouvera que

fidèle et sujet ne sont pas des termes synonymes? Un bon Français n'a ni le droit de savoir ce que le citoyen Delescluze ne sait pas, ni le droit de ne pas croire ce que croit le citoyen Delescluze.

Donc c'est nous autres catholiques qui pouvons d'un jour à l'autre perdre notre qualité de Français.

Or, de la privation du titre de citoyen français à l'acquisition du certificat d'incivisme il n'y a pas loin, pas plus loin que du certificat d'incivisme à la guillotine.

Peut-être que ce n'est pas risible! Il n'existe aucune raison bien claire de penser que ces messieurs du *Réveil* ne régneront pas à leur tour, ou demain ou plus tard, et n'auront pas le temps de faire quelque chose. Quand on a vu le règne et la restauration de M. Crémieux, c'est le cas de dire que tout arrive. Un homme sensé ne risquera pas un pari de cinquante centimes contre le règne de M. et madame Esquiros(1), et des autres rédacteurs du *Réveil*. Et alors, quel *réveillon!*

Or, puisqu'on ne sait ni qui vit ni qui meurt, et que pas un journaliste n'est assuré en ce jour de ne point publier son dernier numéro;

Ayant de bons motifs pour croire que, pendant le règne du *Réveil*, j'aurai de grandes difficultés à dire ce que je pense, et que je porterai un bâillon encore

(1) M. Esquiros, esprit mal en corps et mal en plume, était préfet ou plutôt dictateur de Marseille. Madame Esquiros, « née Adèle Battonchon, » était rédacteur du *Réveil*, et figurait dans le groupe de « madame Roland » qui dirigeait les manifestations féminines.

plus serré que celui dont l'Empire m'a muni durant sept ans ;

Je prends mes sûretés en face des projets du *Réveil* contre la dangereuse race des catholiques de France, et je fais la déclaration suivante :

Je promets, je jure, je prends devant Dieu et devant les hommes l'engagement de reconnaître toujours l'autorité du Pape, de lui obéir toujours, de croire ce qu'il prescrit, de rejeter ce qu'il condamne, de me gouverner dans la région de la doctrine absolument selon ses enseignements, lesquels pour moi ont été, sont, et seront jusqu'à mon dernier soupir l'enseignement de Dieu même.

Je dépose cette cédule dans les mains vigilantes du citoyen directeur du *Réveil*, pour le jour où il se trouvera en mesure d'exécuter ses petites idées sur l'obéissance due à l'autorité du Pape, et moi hors d'état d'en faire connaître mon avis. Que M. le directeur du *Réveil* relise ce papier, et qu'il me considère dès lors comme un homme qui se permet (je lui demande bien pardon) de l'envoyer promener, lui et sa loi.

Assurément j'aurai regret de manquer d'égards envers un dictateur de la république française et envers une loi émanée de ladite république. Mais enfin c'est dit : je l'enverrai promener, lui, sa république et leur loi.

Il est bien entendu que j'agirai de même envers tout autre dictateur et toute autre république, envers tout pouvoir assisté ou non des Chambres et du suffrage universel, bref envers tout souverain étranger

à l'Église que pourrait m'imposer n'importe quelle invasion de l'égout ou de la force, et qui prétendrait me faire une loi semblable et s'instituer ainsi mon pape à la place de celui que Jésus-Christ m'a donné. J'y mettrai le prix, et je l'enverrai promener.

Voilà ma qualité de Français bien aventurée. Mais je penserais la perdre beaucoup plus honteusement si je permettais au citoyen Delescluze et à ses amis de croire qu'ils pourront me soustraire à l'obédience du Pape. Ils n'ont pas assez de couperets pour trancher ce lien-là!

Ils sont pauvres gens, ces jacobins, d'imaginer qu'ils anéantiront des croyances, parce que dans un carrefour de nuit, entre la sédition qui leur a frayé passage et la gendarmerie qui sera tout à l'heure sur leurs talons, profitant d'un moment néfaste, ils pourront couper des bourses, et à la rigueur des têtes!

Niais! ceux que vous pensez effrayer, vous leur offrez, au contraire, un moyen de vous vaincre. Soit que leur contenance vous fasse reculer, soit que vous les frappiez, des deux façons vous les délivrez de l'affreux ennui de vous voir. Pour moi, je raisonne mon affaire, et je ne prétends à aucune palme civique en vous défiant de faire plier ma foi sous vos ineptes brutalités.

Ou je prendrai le soulagement de vous braver comme l'exige l'honneur du citoyen et l'honneur du chrétien, ou vous me donnerez le soulagement de souffrir pour la cause qui est désormais la cause de la patrie terrestre autant que de la patrie céleste.

Ainsi ceux qui ne peuvent porter les armes auront



responsabilité. Autrement les blessés lui redemanderont leur sang et les morts s'élèveront devant Dieu et presseront sa justice de se faire rendre compte de leur vie inutilement sacrifiée.

XXXIV

20 septembre.

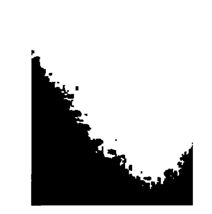
LE MONDE PRUSSIEN.

Henri Heine en 1855, M. Quinet en 1866, M. Renan ces jours derniers, ont prédit la Prusse et le monde prussien. Nul ne peut les accuser de préjugés cléricaux. Henri Heine a blasphémé tous les jours de sa vie ; M. Quinet proclame depuis quarante ans la nécessité d'en finir avec le catholicisme, de l'étouffer dans la boue ; M. Renan, c'est assez de le nommer.

Voyons ce que ces trois docteurs annoncent de ce monde futur, anticatholique par excellence, dont ils ont été diversement les introducteurs et les pionniers.

I

Les pronostications de M. Quinet remontent à 1831. En 1866, il les a rééditées dans une brochure écrite à l'occasion de Sadowa. Elles sont réellement frappantes, et le commentaire qu'il en fit alors est plus frappant encore aujourd'hui. Dès 1831, il avait très-bien vu que les pays allemands, à travers toutes



les divergences et toutes les antipathies, s'accorderaient pour « accroître en commun la fortune de Frédéric, » car la Prusse était l'instrument de l'unité qui donnerait à l'Allemagne le moyen de satisfaire son ambition et sa vengeance.

Cette fortune de Frédéric, le frivole Voltaire l'avait prédite de plus loin, par le seul infernal instinct de son impiété, meilleure devineresse que la philosophie et l'étude de M. Quinet. Il sentait l'ascendant croissant du mal, la démoralisation croissante, le soulèvement de l'orgueil et de l'impureté contre la loi du Christ. L'aigle prussienne lui apparut comme l'enseigne triomphante de l'antichristianisme : avec un enthousiasme diabolique, il lui promit cette victoire pour laquelle il a plus fait lui-même que Frédéric et qu'aucun autre Prussien. Il passa par-dessus tous les incidents politiques. S'en tenant à la grande cause, ignorant le chemin, il vit le but. Il sut que le but serait atteint, et que le torrent de l'antichristianisme creuserait une route militaire de Berlin à Paris. Il osa dire à Frédéric que Paris *était sa capitale*. Et M. Chevreau, Français, préfet, ministre, permettait aux hoirs Havin d'élever en plein Paris une statue de Voltaire, fournie par les souscriptions du peuple, dans le moment que l'héritier de Frédéric forçait la frontière française !

Voilà la vraie genèse du prussianisme, aussi français qu'allemand, grâce à Voltaire. C'est donc Voltaire qui a reçu la grande insufflation et qui a bien singé le prophète.

Mais M. Quinet, fermant les yeux sur cet ensemble,



a néanmoins habilement interprété le détail accompli et deviné quelque chose du détail futur.

Il a annoncé, lorsque la diplomatie l'ignorait encore, le travail de formation de l'unité allemande. déjà terminé dans les esprits et prêt à passer dans les faits par l'épée de la Prusse, demi-pressentiment de Talleyrand après le fameux congrès où l'Europe croyait avoir établi son équilibre.

Pour l'Allemagne, disait M. Quinet, « le despotisme prussien a le privilége de tenir dans sa main l'humiliation de la France et de lui rendre le long affront du traité de Westphalie. »

La pensée de M. Quinet est difficile à suivre, parce qu'il a souvent de ces paroles trop savantes et trop profondes. Que reproche-t-il au traité de Westphalie ?

Sans ce traité, l'unité de l'Allemagne s'accomplissait il y a deux siècles, ou par la conquête protestante ou par la conquête catholique. Dans le premier cas, très-improbable, la France aurait cessé d'être ; dans le second, il n'y aurait pas eu de Prusse, et ce qui arrive aujourd'hui ne serait jamais arrivé. L'Allemagne entière étant ramenée au catholicisme, l'unité catholique régnerait dans l'Europe, et, selon toute apparence, s'étendrait au monde entier. Il n'y aurait pas de question turque, ni de question slave, la Pologne serait intacte, la Russie et l'Angleterre converties. Nous serions les États-Unis de l'Europe. Il existerait en Europe cent ou cent cinquante républiques, et autant dans le reste du monde, reconnaissant le même chef spirituel au sommet de la

grande république humaine. On verrait poindre le moment où le genre humain ne constituerait plus en réalité qu'une race, on y toucherait peut-être : un seul troupeau, un seul pasteur. Un PASTEUR ! Et la guerre ne serait possible dans le troupeau que quand le pasteur l'aurait permise et déclarée sainte, c'est-à-dire nécessaire pour empêcher tout égorgement de peuple et toute lésion de l'unité, car c'est la fissure par où peut pénétrer la mort.

Mais la philosophie de M. Quinet, d'ailleurs très-humanitaire, ne veut point du pasteur, et demande que le pasteur et la portion de l'humanité qui lui obéit « soient écrasés dans la boue. »

Cependant M. Quinet voit venir l'antipasteur prussien et son redoutable troupeau d'armées, et il a peur, non sans sujet :

Voilà que ces idées se soulèvent en face de nous comme le génie même d'une race d'hommes ; et cette race elle-même se range sous la dictature d'un peuple non pas plus éclairé qu'elle, mais plus avide, plus ardent, plus exigeant, plus dressé aux affaires. Elle le charge de son *ambition*, de ses *rancunes*, de ses *rapines*, de ses *ruses*, de sa *diplomatie*, de ses *violences*, de sa *gloire*, de sa *force* au dehors. C'est de la Prusse que le Nord est occupé à cette heure à faire son instrument.

Oui, et si on le laissait faire, il la pousserait lentement et par derrière au *meurtre du vieux royaume de France*.

. . . .

L'unité germanique ne peut plus être empêchée par quoi que ce soit au monde... La voilà lancée avec la force de projection d'un boulet de canon. Il ne s'agit plus pour elle que de grandir encore, difficulté qui n'est rien en comparaison de celles qu'elle a vaincues...

Le gouvernement prussien a eu la sagacité de comprendre

que l'affaiblissement des consciences avait entraîné une diminution de l'intelligence humaine, que les esprits étaient du premier occupant, que le succès déciderait de tout. Il a marché, il a vaincu, les âmes se sont courbées. L'unité de l'Allemagne, qui n'avait pu se former dans la justice et dans le droit, est née d'une guerre abhorrée, puis applaudie depuis qu'elle a réussi...

Convaincus, d'ailleurs, qu'ils ont conquis le gouvernement des esprits en Europe, ils (les Allemands) tiennent pour certain depuis longtemps que tout émane d'eux, science, poésie, art, philosophie; que le monde est devenu leur disciple. A cette souveraineté intellectuelle qu'ils s'imaginent posséder, que manquait-il encore? La force. Ils viennent de s'en emparer. A leurs yeux, ce n'est pas seulement un empire de plus dans le monde; c'est la substitution de l'ère germanique à l'ère des peuples latins et catholiques, relégués désormais sur un plan inférieur.

Vous demandez toujours de quoi il est question. La chose est bien aisée à dire. Il s'agit de l'avénement d'un monde qui vient de se révéler, et *qui a la ferme intention de vous subordonner en tout.*

Dans sa légitime inquiétude, M. Quinet cherche pourtant ce que l'on peut espérer de l'empire prussien pour la liberté future de l'Allemagne et pour celle du monde, terriblement éclipsées. Le résultat de ses recherches ne fournit rien de consolant. Il espère que l'esprit de Kant, qui était fédéraliste ou qui croyait l'être, prévaudra sur l'esprit tout prussien de Hegel. Il espère qu'il se formera une bourgeoisie riche et libérale qui jouera de mauvais tours à l'orgueil féodal et tyrannique des hobereaux de Prusse. Il espère que l'empire allemand étant protestant, il abandonnera « l'arbitraire » catholique et ne saura ni ne voudra opprimer la pensée humaine.

Mais ces espérances et quelques autres également lointaines ne l'empêchent pas de craindre que la démocratie allemande, toujours « complaisante, » comme toutes les autres démocraties, « n'épouse le despotisme pour se donner un soutien. » Ecoutons ceci :

Si jamais pareilles épousailles se font, dites pour toujours adieu à ce que vous avez connu de la vie allemande : probité de l'intelligence, pénétration, grandeur de l'esprit, génie, gloire. Tout disparaîtra, tout se noiera dans la confusion du bien et du mal, du juste et de l'injuste, du vrai et du faux. Qui peut se figurer un byzantinisme allemand? Le mélange des vices du Midi et des vices du Nord, c'est trop à la fois. Machiavel réfuté par Frédéric et réalisé par le Tugendbund, par la société de la Vertu! Epargnez au monde cet avenir.

Une chose plus difficile à calculer est ce que deviendra l'*immense orgueil teuton que* se donnant carrière et croyant voir à ses pieds, du haut de ses victoires nouvelles, les nations latines comme autant de nains au pied d'un château-fort. Je craindrais pour ce grand corps l'infatuation. Où ne pourrait-elle pas le conduire? Quand il touchera à la fois la Baltique et le Danube, quelles pensées, quelles ambitions ne s'éveilleront pas dans le géant?

Comment échappera-t-il à l'aveuglement? Si puissant et si neuf, quelle tentation de se mesurer à son tour avec le monde, et, pour sortir du rêve, de palper des royaumes? Avec un front de fer, du Holstein au Tyrol, il est malaisé de n'avoir que des pensées modestes et de renoncer à étendre le bras par delà le Rhin.

Telles sont les « espérances » de M. Quinet sur l'empire d'Allemagne. En résumé, et quoi qu'il fasse pour se rassurer par la contemplation des victoires possibles de la « pensée humaine, » on y sent l'épouvante et le désarroi. Cette brochure est l'œuvre d'un

homme qui désespère de la civilisation et qui la voit sans idée dans l'esprit, sans foi dans le cœur, abandonnée d'elle-même, absolument livrée à l'orgueil de la force brutale.

Ayant eu de tout temps ces terribles appréhensions, si honorables pour son esprit et pour son patriotisme, et les trouvant aujourd'hui si fondées, M. Quinet nous offre un problème d'ailleurs peu rare, mais difficile à résoudre. On se demande comment, de 1831 à 1866, il s'est fait un devoir de travailler à dissoudre l'unique obstacle sérieux de l'idée allemande, l'unique force morale et persistante que la France lui pût opposer, le catholicisme ! Car enfin, même aux yeux de M. Quinet, le catholicisme est au moins une *idée*, et c'est une idée qu'il faut.

L'intelligence la plus ordinaire aurait compris que *décatholiser* la France (le mot est républicain, fabriqué, je crois, par *notre* Mirabeau), c'est la dénationaliser et la désagréger, opération infiniment profitable à la Prusse et à tout ennemi. Voltaire a rendu ce service à Frédéric ; la Révolution, le premier Empire, Louis-Philippe l'ont rendu à ses descendants ; Napoléon III n'a rien négligé pour le rendre à ses successeurs actuels. Cela n'est pas méconnaissable : de là le désarroi moral, intellectuel et même physique où l'invasion nous a trouvés.

La France catholique eût été la protectrice d'un monde qui se lèverait aujourd'hui pour la défendre, qui n'eût pas même laissé naître la pensée de l'attaquer. Dans tous les cas, elle se protégerait elle-même par un ressort naturel et invincible. La France indif-

férente, incrédule, voltairienne, ayant abandonné la cause des faibles, abîmée de frivolité et de luxure, se voit sans un allié au monde, et n'a en elle-même que la moindre partie de sa vigueur. Travailler à lui ôter le Christ, c'était donc travailler à lui ôter l'avenir. Néanmoins, M. Quinet, durant trente-cinq années, a *décatholisé*, c'est-à-dire teutonisé et prussianisé de toutes ses forces. Nous accordons bien volontiers qu'il n'a pas su ce qu'il faisait, et s'il l'avait su, jamais il ne l'aurait voulu faire. La passion anticatholique ne pouvait jouer un plus mauvais tour à un plus honnête esprit.

Il dit dans sa brochure que la Prusse aurait marché plus vite, si elle n'avait pas craint de rencontrer quelque part « la liberté et la révolution. » Ce trait ne fait pas honneur à son aptitude prophétique. La liberté et la révolution existent partout, et elles font l'affaire de la Prusse. C'était ce qu'elle attendait, ce qu'elle provoquait avec une sagacité funeste. Elle se revêtait et s'approvisionnait de fer, laissant la liberté et la révolution faire son jeu dans le reste du monde. Le journal français de M. de Bismark disait dernièrement : Puisque la révolution est dans Paris, bientôt Paris pourra trouver que notre marche est trop lente.

M. Quinet appartient à cette classe d'esprits beaucoup trop contents de leur sagesse, qui veulent la conscience sans Dieu, et le paganisme sans César. Il croit que ses idées peuvent nourrir le genre humain, et il demande ce que nous avons fait pour être frappés de cette « cécité de cœur et d'esprit » qui nous livre aux brutalités de la force !

Venons à M. Renan.

Dans ces circonstances tragiques, M. Renan est désagréable à écouter. Son talent de chanteur de romances jure avec le deuil national, non moins qu'avec cette mine si caractérisée de cuistre que lui ont faite en commun la nature et l'art. Depuis qu'il a tourné en idylle l'histoire de la Rédemption et planté ses faux camélias sur le Calvaire, M. Renan croirait manquer au genre humain s'il négligeait de répandre toujours ces fraîches fleurs dont les bergers et les bergères de Paris font tant de cas. Il en couronne le front de M. de Bismark, la gueule fumante des canons, les cyprès de la France. Ah ! que la sottise humaine sait ajouter d'atroces petites piqûres à l'horreur des grandes catastrophes ! Et lorsque le canon prussien, sur un affût de cadavres, ouvre la brèche par où la barbarie menace d'envahir la terre, voici le surcroît, le *Dies iræ* fleuri du joli Renan.

Il jette tout d'abord le cri de sa vraie douleur, où l'on sent une fidèle admiration pour les docteurs qui ont garni son sac :

> La *grande maîtresse de l'investigation savante*, l'ingénieuse, vive et prompte initiatrice du monde à toute fine et délicate pensée, sont brouillées pour longtemps, à jamais peut-être : chacune d'elles s'enfoncera dans ses défauts ; l'harmonie intellectuelle, morale, politique de l'humanité est rompue ; une aigre dissonance se mêlera au concert de la société européenne pendant des siècles.
>
> En effet, la grandeur intellectuelle et morale de l'Europe repose sur une triple alliance, dont la rupture est un deuil pour le progrès, l'alliance entre la France, l'Allemagne et l'Angle



terre. Unies, ces trois grandes forces conduiraient le monde, et le conduiraient bien.

Avec l'union de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, le vieux continent gardait son équilibre, maîtrisait puissamment le nouveau, tenait en tutelle ce vaste monde oriental auquel il serait malsain de laisser concevoir des espérances exagérées. — Ce n'était là qu'un rêve. *Un jour a suffi* pour renverser l'édifice où s'abritaient nos espérances, pour *ouvrir le monde à tous les dangers, à toutes les convoitises, à toutes les brutalités.*

Et ce n'était qu'un *rêve* et *un jour a suffi !* O philosophes, depuis Luther, vous avez mis cependant trois siècles et demi à le construire, l'édifice où s'abritaient vos espérances ! Vous avez eu Voltaire et la Révolution et le siècle révolutionnaire : et il n'a fallu qu'un jour, et voilà le monde livré A TOUTES LES BRUTALITÉS.

Après cet aveu, un esprit sérieux n'aurait plus qu'à confesser le tort immense de la philosophie qui a détruit l'unité religieuse en Europe. Le tort n'est-il pas évident? Cette philosophie ne s'est-elle pas abusée en espérant de remplacer l'unité dogmatique par je ne sais quel accord visiblement impossible des idées que sa révolte devait enfanter, sans jamais rien produire qu'un abject besoin d'unification matérielle, perpétuellement irréalisable, et de plus en plus destructeur de toute liberté ? Mais la philosophie est orgueilleuse, et l'orgueil de l'apostasie est incurable. L'apostat s'enfonce où il tombe. M. Renan ne veut rien voir. Suivant sa coutume, il déroule des *nuances*, dans le dessein de dérober les couleurs. Il ne réussit pas cette fois. Le jour est trop franc. Quoi qu'il fasse, la vraie couleur apparaît sans cesse, il ne



peut s'empêcher lui-même de la signaler; et, comme M. Quinet dont il n'a pas la sincérité, il s'épouvante.

Le progrès espéré, le rêve effacé, c'était l'avénement du protestantisme universel, acheminement au progrès définitif et au rêve suprême, le nihilisme religieux. Ils y voulaient arriver par petites couches successives en, dehors de ces violences démocratiques et militaires qui inquiètent toujours les philosophes et les mettent pour un temps sous le sabre et le sabot, où leur importance et même leurs gages diminuent.

Tout philosophe tend à faire douce vie. Il aime à limer la vérité et à vendre cher sa limaille. Qu'on lui demande l'apologie des violences antérieures, qu'on lui demande d'en préparer de plus terribles pour l'avenir, il ne refusera pas; ce sont des choses de son métier, travaux de son art. Mais faire sauter la mine lorsqu'il est présent et exposé aux débris, son esprit y consentirait encore, son petit cœur n'y va pas; l'opération lui semble farouche et détestable.

Ainsi M. Renan adore la Réforme luthérienne. C'est « la plus belle chose des temps modernes, dit-« il, une chose supérieure à la philosophie et à la « Révolution, œuvres de la France, et qui ne le cède « qu'à la Renaissance, œuvre de l'Italie. » Mais l'échéance luthérienne qui tombe sur l'année 1870 et que nous soldons en ce moment, M. Renan ne l'aime pas. Il laisse à quelque Renan futur le soin de la glorifier.

Les contradictions, d'ailleurs, ne lui coûtent rien. Il se les permet de page en page, et souvent jusque

dans la même période. Ce beau protestantisme, si admiré, a engendré la Révolution. M. Renan le sait et ne lui en fait pas reproche. Il convient qu'à son tour la Révolution a engendré l'Unité allemande : « La Révolution française fut, à vrai dire, le fait générateur de l'idée de l'Unité allemande. » Il ajoute un peu plus loin : « Le grand facteur de la Prusse, « c'est la France. » Rien n'est plus vrai ! C'est si vrai, que M. Renan se repent immédiatement de l'avoir dit, et il corrige, expliquant que la Prusse n'a pu s'élever que par l'appréhension d'une ingérence de la France dans les affaires de l'Allemagne. Prenons la correction pour ce qu'elle vaut. Nous croyons avoir parlé en tous sens plus exactement, quand nous avons dit que la Prusse est le *péché* de la France. Toujours est-il que la Révolution française est un rameau du Protestantisme, et qu'à ce rameau pend aujourd'hui, mûr, ce fruit archi-protestant qu'on appelle la Prusse. Hélas ! le gland est gourde ; et Matthieu Garo, enchaîné au pied de l'arbre monstrueux qu'il a fait fructifier, n'a que trop sujet de trembler pour sa tête.

Malgré le péril, malgré le bruit du canon, nous ne pouvons nous défendre de citer un joli trait de M. Renan. C'est une explication de M. de Bismark, où l'on voit bien à quoi tiennent les plus vastes événements de ce monde :

« Le grand mal de la Prusse, c'est l'orgueil. Une des causes qui ont produit M. de Bismark a été la vanité blessée du diplomate, abreuvé d'avanies par ses confrères autrichiens traitant la Prusse en parvenue. Le sentiment qui a créé la Prusse a été



quelque chose d'analogue : l'homme sérieux, pauvre, intelligent, sans charme, supporte avec peine les succès de société d'un rival qui, tout en lui étant fort inférieur pour les qualités solides, fait figure dans le monde, règle la mode et réussit, par des dédains aristocratiques, à empêcher les autres de se faire accepter. »

Pour la forme et pour le fond, voilà ce que l'on peut appeler une platitude. L'amour-propre blessé de M. de Bismark a pu entrer comme *moyen* dans les événements qui ont déjà fait périr tant d'hommes et qui pourront précipiter la civilisation vers l'abîme. Les *causes* en sont autres. Mais cette manière d'expliquer M. de Bismark explique très-bien comment M. Renan, né sans *charme*, a conçu la pensée d'écrire sa *Vie de Jésus*.

Comme M. Quinet, M. Renan aborde le chapitre des espérances, et, comme M. Quinet, il est fort chiche là-dessus.

Il demande qui fera la paix? Une seule force au monde lui semble pouvoir accomplir un si difficile ouvrage. Cette force, dit-il, c'est l'Europe. Hélas ! il n'y compte guère, et en effet, pendant qu'il composait son article, l'Europe avait déjà répondu. L'Europe ne fera rien, premièrement parce qu'elle est égoïste, secondement parce qu'elle est impuissante, troisièmement parce qu'elle a peur.

Si l'on s'enquiert des causes, il est facile d'en trouver beaucoup, et il n'y en a qu'une : La fraternité des nations a péri avec l'unité de foi; l'absence de foi a fait baisser le sens moral, l'abaissement du sens moral a fait baisser le niveau de l'intelligence. C'est

une très-juste remarque de M. Quinet, que d'autres avaient faite avant lui : *Justitia elevat gentes, miseros autem facit populos peccatum*. Et les peuples libres-penseurs, ou ne voient plus le péril qui les menace, ou ne sont plus assez fiers pour le combattre, ce qui est assurément le comble et la honte de leur misère.

Pour toucher ces peuples insensibles à nos malheurs, M. Renan se sert d'arguments étranges et qui dénoncent cruellement le désarroi de la philosophie matérialiste en présence des grands périls sociaux.

Il ne faut pas, dit-il, mutiler la France, ce serait la mort. « Une France faible et mutilée ne saurait exister. Que la France perde l'Alsace et la Lorraine, et la France n'est plus. L'édifice est si compacte que l'enlèvement d'une ou deux grosses pierres le ferait crouler. *L'histoire naturelle nous apprend que l'animal dont l'organisation est très-centralisée ne souffre pas l'amputation d'un membre important.* » Cette raison a un air de famille avec la consolation que Sénèque proposait à une mère trop longtemps désolée de la mort de son fils : « La vache, lui disait-il, qui a perdu son veau, ne mugit pas plus de trois jours ! » C'est d'ailleurs tout ce que peut dire M. Renan, qui ne sait pas que la France avait une âme immortelle, ou qui croit qu'elle ne l'a plus. Il ignore que cette âme de la France, non-seulement soutiendrait sa vie après la mutilation, mais encore lui reconquerrait les membres amputés.

Enfin, dans la persuasion où il est que la France

serait anéantie si elle perdait ces deux nobles provinces, il trouve cette raison pour intéresser l'Allemagne à nous laisser la vie : « Sans attribuer à l'esprit français le premier rôle dans l'histoire de l'esprit humain, on doit reconnaître qu'il y joue un rôle essentiel : le concert serait troublé si cette note y manquait. *Or, si vous voulez que l'oiseau chante, ne touchez pas à son bocage!* La France humiliée, vous n'aurez plus l'esprit français! » Toujours des grâces, toujours des fleurs!

Ici se termine la liste des espérances propres à M. Renan. Le reste est pris à M. Quinet. Retour en Allemagne de l'esprit de liberté, naissance d'une bourgeoisie qui sifflera les hobereaux prussiens et brisera l'hégémonie prussienne, réveil futur de l'Europe, qui créera un tribunal amphictyonique pour le règlement pacifique des dissentiments internationaux. Rien de propre à la France, rien qui puisse la mettre en état de se relever par elle-même. En résumé, décadence imminente de l'Europe et invasion de toutes les brutalités *pour des siècles!*

M. Renan conclut par quelques menaces convenables : « Un œil pénétrant, dit-il, verrait peut-être dès à présent le nœud déjà formé de la coalition future. et les sages amis de la Prusse lui murmurent : *Væ victoribus!* » Assurément, ce « mot de la fin » n'est téméraire en aucun sens et ne peut compromettre M. Renan ni avec la Prusse ni avec la postérité! La postérité verra tomber sur la Prusse le destin et le châtiment qui attendent tous les victorieux

par l'épée. Mais en attendant, quel sera le sort des vaincus ?

Henri Heine va nous le dire, et nous dire en même temps les résultats suprêmes de cette grande philosophie que l'Allemagne a tant cultivée et dont elle a si largement ensemencé la France par les soins de nos propres penseurs.

Comme nous l'avons dit, Henri Heine a passé sa vie à blasphémer. Il était grand poëte et doué à peu près de toutes les mauvaises qualités morales. Il ne s'en cachait point, se piquant de franchise pour se donner l'avantage d'être cynique, à quoi son genre de mérite gagnait beaucoup de mordant. Il blasphéma dans l'orgueil de la vie, commença d'être damné vif, et continua de blasphémer jusqu'au moment de descendre aux régions du blasphème éternel. S'il eut un regard vers Dieu, un soupir sincère, tout ce qui reste de lui le laisse ignorer.

Atteint d'une sorte de repentir où le poussèrent également la douleur physique et l'orgueil de l'esprit, se prétendant revenu aux idées religieuses, il blasphémait encore. Peut-être ne croyait-il que rire. Il avait cette bêtise particulière des voltairiens, surtout de ceux qui brillent dans le tripot des lettres, de ne pouvoir pas se défendre de faire de l'esprit. Il aurait vendu son âme, supposé qu'il crût en avoir une, pour faire ce qu'ils appellent « un mot. » On a cependant parlé de son retour aux « idées religieuses », il en a parlé lui-même. Tout simplement il avait lu la Bible, et il s'était pris d'admiration pour Moïse, parce que Moïse avait mieux qu'un

autre inventé Dieu ! Il le proclame ainsi, s'admirant fort lui-même, dans un chapitre d'*aveux* ajouté à son livre impie sur l'Allemagne, écrit pour la *Revue des Deux-Mondes*, lorsque jeune et bien portant il niait l'existence de Dieu. Telle fut sa rétractation.

Dans le fait, il ne s'est jamais converti à une religion ni à la religion. Il a cru se convertir de l'irréligion au déisme, à cause des conséquences humiliantes pour l'esprit humain que les doctrines matérialistes enfantent nécessairement et perpétuellement. Il ne pouvait souffrir le contact des goujats frénétiques, ses compères en athéisme. C'est encore lui qui le dit, toujours avec le cynisme arrogant qu'il appelait de la sincérité. Ce juif de fond, sali plutôt que nettoyé par les eaux du baptême luthérien, se donnait le style de mépriser l'irréligion populaire, et se bouchait le nez pour ne pas sentir l'odeur démocratique. Il n'avait en réalité ni foi, ni loi, ni opinion, *ni* patrie.

Il était le Voltaire allemand. A l'exemple du Voltaire français, qui détestait la France, le Voltaire allemand détestait l'Allemagne. Sa vraie patrie était le pays souterrain, le pays de la négation et de la dérision, l'empire de Satan. Il avait d'ailleurs, comme l'autre Voltaire, beaucoup de présomption, assez de lecture frivole, des prétentions à la profondeur tout en faisant des grimaces, une immense ignorance, une immense insolence et des éclairs puissants. Pour ceux qui peuvent sans danger écouter les prêches du diable, il est, après Proudhon, l'un des meilleurs démonstrateurs de Dieu. Avec tout cela, il fut durant

sa vie le poète le plus retentissant de l'Allemagne, et le dernier qui chanta dans cette immense fabrique de pédants qu'il voyait se transformer en école de bouchers.

Comme l'honnête M. Quinet, que nous ne lui comparons ni en bien ni en mal, comme M. Renan, plus solide impie peut-être et moins brillant oiseau, ce révolutionnaire, c'est-à-dire cet antichrétien, a travaillé pour avancer l'avénement de la démocratie dont le progrès était à ses yeux la catastrophe finale du monde. Le monstre fascine ceux qu'il dévore; malgré leur épouvante, il les force à se précipiter.

M. Quinet et M. Renan ont avoué leur peur. Henri Heine les a devancés dans cette voie de l'inutile aveu :

Je fis mes adieux à l'athéisme, mais non pas seulement par dégoût, la peur y fut pour quelque chose. J'avais vu l'athéisme former une alliance avec le parti le plus avancé, ou, pour laisser de côté toute hypocrisie de dénomination, avec le communisme. Cette peur n'était pas celle du riche qui tremble pour ses capitaux. C'était la terreur de l'artiste et du savant qui voit en péril toute notre civilisation, le labeur de trois siècles, le véritable élément de notre vie moderne...

« Les ouvriers allemands forment le noyau d'une armée de prolétaires très-bien endoctrinée, sinon disciplinée. Ils professent presque tous l'athéisme, et, pour dire la vérité, ils ne peuvent se dispenser de cette négation complète des idées religieuses du passé sans se trouver en contradiction avec leur principe, et dès lors sans tomber dans l'impuissance. Ces cohortes de la destruction, ces démolisseurs effroyables qui menacent toute notre vieille société décrépite, sont de beaucoup supérieurs aux niveleurs et égalitaires des autres pays. Les chefs plus ou moins occultes des communistes allemands sont de grands logiciens de l'école de Hégel, et sans nul doute les

têtes les plus capables et les caractères les plus énergiques de l'Allemagne. Eux et leurs disciples impitoyablement déterminés sont les seuls hommes de l'Allemagne qui aient l'avenir.

C'est là sans doute ce qui menace la Prusse, et non la puissance future de la bourgeoisie allemande espérée de M. Quinet et de M. Renan. En Allemagne comme ailleurs, la bourgeoisie paraît réservée à de mauvais jours. Son temps est passé, parce que son esprit est dépassé. En attendant, l'alliance de la démocratie et du despotisme, dont M. Quinet s'alarme avec tant de raison, pourrait bien être dès à présent un fait accompli ; et le roi puritain de Prusse est devenu l'épée ou le marteau de cet athéisme qui se soulève contre toutes les formes religieuses chrétiennes et contre l'idée même de Dieu.

Si le roi de Prusse, victorieux par le concours de l'athéisme, sera ensuite assez fort pour expulser son allié, s'il voudra même tenter l'entreprise et s'il aura un successeur capable de continuer une telle guerre, dans laquelle le protestantisme est d'avance vaincu, c'est le secret de Dieu, qui connaît seul le terme du fléau. Mais ce que l'Allemagne toute-puissante voudra faire, le but où son caractère propre et la nature même des choses actuelles la pousseront, le voici. Heine le disait dans la *Revue des Deux-Mondes*, vers le temps où M. Quinet prophétisait l'unité :

N'ayez, mes chers compatriotes, aucune inquiétude ; la révolution allemande ne sera ni plus débonnaire ni plus douce parce que la critique de Kant, l'idéalisme transcendantal de Fichte et la philosophie de la nature l'auront précédée. *Ces doctrines ont développé des forces révolutionnaires qui n'attendent*

que le moment pour faire explosion et remplir le monde d'effroi et d'admiration. Alors apparaîtront les kantistes, qui ne voudront pas plus entendre parler de piété dans le monde des faits que dans celui des idées, et bouleverseront sans miséricorde, avec la hache et le glaive, le sol de notre vie européenne, pour en extirper les racines du passé. Viendront sur la même scène les fichtéens armés, dont le *fanatisme de volonté ne pourra être maîtrisé* ni par la crainte ni par l'intérêt. Oui, de tels idéalistes *transcendantaux*, dans un bouleversement social, seraient encore plus inflexibles que les premiers chrétiens (*sic*); car ceux-ci enduraient le martyre pour arriver à la béatitude céleste, tandis que l'idéaliste transcendantal regarde le martyre même comme pure apparence, et se tient inaccessible dans la forteresse de la pensée.

Mais les plus effrayants de tous seraient les philosophes de la nature, qui interviendraient par l'action dans une révolution ET S'IDENTIFIERAIENT EUX-MÊMES AVEC L'ŒUVRE DE DESTRUCTION; car si la main du kantiste frappe fort et à coup sûr, parce que son cœur n'est ému par aucun respect traditionnel; si le fichtéen méprise hardiment tous les dangers, parce qu'ils n'existent point pour lui dans la réalité; *le philosophe de la nature sera terrible, en ce qu'il se met en communication avec les pouvoirs originels de la terre, qu'il conjure les forces cachées de la tradition, qu'il peut invoquer celles de tout le panthéisme germanique, et qu'il éveille en lui cette ardeur de combat que nous trouvons chez les anciens Allemands, et qui veut combattre, non pour détruire, ni même pour vaincre, mais seulement pour combattre.*

Le christianisme a adouci, jusqu'à un certain point, cette brutale ardeur batailleuse des Germains; mais il n'a pu la détruire, et quand la croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, *alors débordera de nouveau la férocité des anciens combattants*, l'exaltation frénétique des Berserkers que les poëtes du Nord chantent encore aujourd'hui. Alors, et ce jour, hélas! viendra, les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuieront de leurs yeux la poussière séculaire; Thor se dressera avec son marteau gigantesque et démolira les cathédrales gothiques. Quand vous entendrez le

vacarme et le tumulte, soyez sur vos gardes, nos chers voisins de France, et ne vous mêlez pas de l'affaire que nous ferons chez nous en Allemagne : il pourrait vous en arriver mal... Ne riez pas de ces conseils, quoiqu'ils viennent d'un rêveur qui vous invite à vous défier de kantistes, fichtéens, et philosophes de la nature; ne riez point du poëte fantasque qui attend dans le monde des faits la même révolution qui s'est opérée dans le domaine de l'esprit. La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. Le tonnerre en Allemagne est bien à la vérité allemand aussi : il n'est pas très-leste, et vient en roulant un peu lentement; mais il viendra, et quand vous entendrez un craquement comme jamais ne s'en est fait encore entendre dans l'histoire du monde, sachez que le tonnerre allemand aura enfin touché le but. Au bruit, les aigles tomberont morts du haut des airs, et les lions dans les déserts les plus reculés de l'Afrique baisseront la queue et se glisseront dans leurs antres royaux. *On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la révolution française ne sera qu'une innocente idylle...*

L'heure où doit entrer dans l'arène la troupe des gladiateurs qui combattront à mort sonnera. Les peuples se grouperont comme sur les gradins d'un amphithéâtre, autour de l'Allemagne, pour voir de grands et terribles jeux. Je vous le conseille, Français, tenez-vous fort tranquilles, et surtout gardez-vous d'applaudir. Nous pourrions facilement interpréter vos intentions et vous renvoyer un peu brutalement, suivant notre manière impolie; car si jadis, dans notre état d'indolence et de servage, nous avons pu nous mesurer avec vous, nous le pourrions bien plus encore dans l'ivresse arrogante de notre jeune liberté. Vous savez par vous-mêmes tout ce qu'on peut dans un pareil état, et, cet état, vous n'y êtes plus. Prenez donc garde. Je n'ai que de bonnes intentions, et je vous dis d'amères vérités. *Vous avez plus à craindre de l'Allemagne délivrée* que de la sainte alliance tout entière avec tous les Croates et les Cosaques. D'abord on ne vous aime pas en Allemagne, ce qui est presque incompréhensible, car vous êtes pourtant bien aimables. Lorsque l'envie nous prendra d'en découdre avec vous, nous ne manquerons pas de raisons d'Allemand. Dans tous les

cas, je vous conseille d'être sur vos gardes; qu'il arrive ce qu'il voudra en Allemagne, que le prince royal de Prusse ou le docteur Wirth parvienne à la dictature, *tenez-vous toujours armés*, demeurez tranquillement à votre poste, l'*arme au bras*. Je n'ai pour vous que de bonnes intentions, ET J'AI ÉTÉ PRESQUE EFFRAYÉ QUAND J'AI ENTENDU DIRE DERNIÈREMENT QUE VOS MINISTRES AVAIENT LE PROJET DE DÉSARMER LA FRANCE. (*De l'Allemagne*, édit. de 1855.)

Voilà l'ennemi. Il est maintenant assez près pour que nous le reconnaissions dans cette brutale et sanglante image. Il veut dominer, il sait combattre, il a le goût de détruire !

Ces peuples et ces armées de la philosophie antichrétienne sont des peuples et des armées barbares. Ils ont étudié la guerre barbare avec une abominable patience, ils la font avec une abominable tranquillité : Je suis le plus fort, je ne traite pas, je vous foulerai aux pieds, fallût-il vous mettre en cendre! C'est le Hun, c'est le Vandale, c'est le Turc; c'est pire, c'est le disciple de la philosophie athée. Elle l'a formé, elle nous l'amène après qu'elle a travaillé cent ans à nous affaiblir devant lui.

Nous concevons très-bien que la philosophie, de ce côté-ci du Rhin, s'épouvante du résultat de ses fatigues, autant que de l'autre côté elle peut s'en réjouir. Le philosophe anticatholique et antichrétien qu'une heureuse inconséquence a laissé français doit ressentir en son cœur d'étranges amertumes, de formidables désespoirs. Vous, Quinet, contemplez cette « logique inexorable » qui place aujourd'hui le dernier rempart du dernier grand peuple catholique entre le canon du roi de Prusse et les manifestations de M. Blanqui, tandis que peut-être Mazzini, par la

main de Victor-Emmanuel, bombarde Saint-Pierre de Rome! Vous voilà au moment de voir le catholicisme « étouffé dans la boue. » Que vous en semble? Que dites-vous du sang qui forme cette boue, et de la main qui le verse? Et toi, Renan l'apostat, blasphémateur du Christ, du haut des douze éditions de ton blasphème, que te semble de cette opération du progrès, et quel remède y trouves-tu, hideux misérable, pour la nation qui a permis ton blasphème, et qui te l'a payé comme si tu ne l'avais pas volé aux Prussiens?

Pour ceux qui ne voient à opposer au fer athée des Allemands qu'un autre fer, athée aussi, ils doivent, quelle que soit l'issue des affaires présentes, désespérer de l'avenir. Ou le despotisme universel ou la révolution universelle seront la conséquence de cette guerre. La défaite de la France nous précipite au plus bas rang des nations et assure à l'Allemagne un empire immense; la défaite de la Prusse met promptement aux mains de la Russie le sceptre qu'elle ne cesse de convoiter, et il n'y a plus rien sur la terre qui contredise le sabre, sinon le sabre lui-même. Mais la contradiction du sabre n'est pas de longue durée. Contre le sabre, il faut une pensée immortelle, il faut une foi. Quelle espérance peut rester à ceux qui ont voulu anéantir la foi sur la terre, et qui pleurent d'avoir réussi?

Mais, grâces à Dieu, ceux-là n'ont pas réussi autant qu'ils se sont appliqués. La foi est restée au cœur de la France, nous dirions volontiers dans ses arsenaux. C'est l'arme qui vaincra le fer et l'athéisme

allemands. Sous le coup des derniers désastres, elle rendra au cœur français toute sa vieille vertu. Chassés de nos villes détruites, sans forteresses, sans canon, blessés et n'ayant plus qu'une goutte de sang, nous nous appuierons à la croix qui s'élève encore dans nos campagnes ; protégés de ce suprême rempart, l'épée de la France à la main, nous ressaisirons la vie.

L'autre jour, aux portes de Paris, remontant le torrent d'une troupe prise de panique, un prêtre s'avança vers l'ennemi pour relever des blessés ; avec lui, les sœurs de Charité qui composaient l'ambulance ne rentrèrent dans la ville qu'après les soldats. C'est l'image de ce que fait la foi, et elle le fait toujours, et plus la France subira de désastres, plus l'âme française rebaptisée dans le sang voudra vaincre et combattre pour la victoire du Christ. Ainsi l'islamisme allemand rencontrera sa journée de Tours, et après l'Allemand si le Tartare s'avance, il trouvera la France debout.

Non, Allemands, vous n'aurez pas la France du Christ ! Vous ne l'aurez pas, et vos alliés français ne vous la livreront pas. Ils ne vous livreront qu'eux-mêmes. Ayant renversé les corruptions, vous fuirez devant la France rajeunie, et quelque jour un autre Boniface et un autre Charlemagne vous réimposeront le baptême, parce que le Christ miséricordieux veut entrer en possession du monde.

C'est là ce que nous chante le canon prussien. En tombant dans l'abîme, nous crierons à notre Dieu de venger sa cause, et nous ne désespérerons pas.

XXXV

25 septembre.

M. JULES FAVRE AU CAMP PRUSSIEN.

La démarche de M. Jules Favre au camp prussien reçoit une approbation quasi unanime. Les pédants rouges du *Réveil*, les Pyatistes, les Blanquistes, la condamnent par l'excès accoutumé de leur vertu; mais ils ne font pas tout l'effet qu'ils attendaient de leurs yeux roulants et de leurs moustaches rebiffées.

Nous nous joignons à ceux qui approuvent M. Favre. Il faut que la justice l'exige! Aucune de nos sympathies ne s'attache à ce vice-président. La manière dont il s'est installé prince du peuple n'a pas plus excité notre admiration que commandé notre estime. Il a peu d'idées, et ce peu vaut peu. Il a pris le gouvernement, le trouvant à sa portée, sans autre but bien clair que d'être à son tour le gouvernement. L'art pour l'art! Le plaisir d'*arriver*, de donner des ordres, de distribuer des bureaux de tabac! Tout homme en ce temps-ci rencontre les sorcières de Macbeth : Tu seras roi! Et qui peut se flatter de ne pas tomber dans le panneau des sorcières? Le mal démocratique, c'est la passion d'être roi. Ce mal est si général qu'il a inspiré la législation. Tout a été disposé pour faciliter l'accession au trône, de telle sorte que chacun y puisse monter, même poussif. Il y a des lignes d'omnibus à destination du trône. On

s'organise en associations pour remplir des omnibus irréguliers qui prennent la traverse. M. Jules Favre, fortement saisi par les sorcières, a fait et refait le chemin. Il a versé, il a renversé. Dégringolé du sommet presque atteint jusqu'au point de départ, il est reparti. Enfin, il est arrivé avec ses compagnons, étrange empilage, sans se douter que Rochefort avait sauté sur l'impériale et arrivait en même temps, au même titre que lui et les autres compères. Oh! sorcières moqueuses! On est roi, l'oracle s'accomplit, et pourtant on reste foule. Et dans la foule, il y a ce diable de Rochefort, et le bonhomme Glais-Bizoin, et tant d'autres, sans compter les chevaux, qui sont aussi le roi. C'est drôle, trop drôle, hélas!

Soyons justes néanmoins. Après les réserves nécessaires pour procéder plus tard contre cette manière de constituer un gouvernement, il convient de louer ce qui mérite la louange. M. Jules Favre a fait un coup de maître. Son voyage au camp prussien comptera parmi les actes politiques du premier ordre, et la relation qu'il en a publiée est une sorte de chef-d'œuvre. Cette page dépasse infiniment le mérite de tous ses discours. Elle entrera dans l'histoire de France. Elle est, en outre, une admirable exhortation au combat. A meilleur titre que cette vieille comédienne de *Marseillaise*, elle peut compter pour une armée.

Dans la conception de la démarche, dans la vaillante résolution de l'accomplir sans la soumettre aux incertitudes du conseil, dans la manière de la raconter, dans l'art de l'exploiter contre l'ennemi, il

y a de l'honnête homme, de l'homme de cœur, de l'homme de talent et de l'homme d'État. Nous en félicitons d'autant plus M. Jules Favre, nous nous en réjouissons d'autant plus que, pour ne rien dissimuler, nous ne l'aurions pas espéré de lui. Une action si droite et si vigoureuse, une parole si simple, un art si loyal de mettre en évidence la majesté du vrai, un attendrissement si communicatif, pouvait-on attendre tant d'un tel vieux politique révolutionnaire, académicien et avocat?

M. Jules Favre a donc eu le bonheur de rendre au pays et peut-être à l'Europe un grand service. Il a tiré du roi de Prusse beaucoup plus et beaucoup mieux qu'un traité même avantageux. La paix acceptable où il réduisait sans doute son espérance, ne pouvait valoir, pour le présent ni pour l'avenir, l'indignation légitime et féconde que provoque son échec. Dans la situation présente, le roi de Prusse ne pouvait en rien nous favoriser autant que par l'étalage de sa brutalité. Il nous avait vaincus, c'était le sort des armes; il a voulu se donner le plaisir de nous souffleter. Qu'il en écrive à sa reine tout ce qu'il voudra, il ne nous fera jamais croire que Dieu l'avait chargé de cette besogne, et le soufflet lui sera rendu. Il connaîtra que Dieu n'a pas fait la France pour le plat de l'épée.

M. Jules Favre ne rougira pas d'avoir attendu comme un solliciteur importun que l'on veut dégoûter de revenir; il ne se plaindra pas de la grossièreté de l'outrage devant lequel il n'a pu retenir ses larmes. Dans ce moment-là, dans cet abaissement, il

a été véritablement l'homme de la France. C'est un honneur qu'il n'avait pas pris le 4 septembre. Cet honneur, auquel nous osons dire qu'il ne pouvait même plus prétendre, a été la récompense de l'effort de probité humaine et de dévouement patriotique qui l'a fait résoudre à demander la paix.

Dans le même moment il a cruellement expié l'audace de son usurpation, et il a eu le privilége de voir jusqu'au fond le cœur de l'ennemi. Il a vu cette hypocrisie, cette arrogance, cette ambition sauvage; il lui a été donné d'en tracer une peinture ineffaçable. A présent la France connaît le roi de Prusse, ou plutôt le prussianisme. Elle sait ce qu'il est et ce qu'il sera, ce qu'il veut et ce qu'il voudra. Elle le sait, et la guerre ne finira qu'avec lui.

A présent, Paris pourra être pris si Dieu veut pousser jusque-là notre expiation, mais l'honneur sera sauf et la France est sauvée.

La France est un calice qui a contenu le corps et le sang du Christ. Des mains infâmes l'ont arraché du tabernacle, l'ont souillé, l'ont rempli de boissons impures. Mais Dieu n'a pas perdu de vue cet or profané et avili, et n'a pas oublié son ancienne gloire. S'il le jette au creuset, ce n'est pas pour l'anéantir, c'est pour le purifier. Lui ayant rendu sa pureté, il lui rendra sa forme et sa splendeur, et il le remplira de nouveau du vin qui germe la vie.

C'est une terrible chose sur la terre, quand les hommes, ayant rompu avec Dieu, reçoivent de lui congé de faire ce qu'ils veulent. Mais pourtant la volonté et la liberté de Dieu demeurent, et dans le

désordre apparent des œuvres de leur révolte, les hommes ne font encore que ce que Dieu veut ; les démons menés avec le fouet y servent, en dépit de leur perversité, comme les anges emportés par l'amour.

Prussiens de toutes les contrées, révolutionnaires de tous les orgueils, sceptiques et athées de toutes les écoles, rêveurs de toutes les folies, allez, allez ! Servez-vous de la plume, servez-vous de l'épée, servez-vous du couperet et de la flamme : vous forcez la France à se réfugier dans l'acropole catholique, vous refaites la France du Christ.

XXXVI

26 septembre.

LA STATUE DE VOLTAIRE ET LES FILLES DE LA CHARITÉ.

On dit que la statue de Voltaire, placée dans le vestibule du Théâtre-Français, a été voilée. Nous gnorons le fait, nous en ignorons la cause. Mais les journaux révolutionnaires s'en servent pour injurier les sœurs de Charité. Par quel détour peuvent-ils arriver là ? Rien de plus simple. Les sociétaires du théâtre y ayant établi une ambulance dont les Sœurs ont consenti à se charger, ces fins journaux supposent que les Sœurs n'ont pas voulu passer devant la statue de Voltaire, et qu'il a fallu leur voiler cet objet, à la vérité très-répugnant. Là-dessus, feu et

flammes contre les Sœurs, et contre les comédiens coupables d'avoir cédé à leur intolérance. Ces pauvres comédiens, qui chantent la *Marseillaise*, et qui jouent *Tartufe* avec tant de zèle, les voilà en péril de passer *aristos* et même cléricaux, et tout à l'heure le père Pyat demandera leurs têtes. Ils peuvent compter que la requête ne tardera pas d'être proposée « au peuple, » surtout s'ils ont autrefois refusé quelque ponte dramatique du père Pyat.

Quant aux Sœurs, après tout, elles seraient dans leur droit. Il leur est permis de ne pas entrer là où le diable est honoré sous sa forme la plus hideuse, qui est la figure glorifiée de l'impie.

Les lèpres, les gales, les gangrènes, toutes espèces d'horreurs, les Sœurs affrontent tout cela. Elles touchent le pestiféré, l'emportent dans leurs bras, le nettoient, le recouchent au lit dont elles ont remué et enlevé les puanteurs. Elles auraient très-courageusement et très-tendrement soigné Voltaire lui-même et exposé leur visage à son haleine, fallût-il en mourir. Mais s'il avait voulu leur réciter ses poëmes favoris et jeter aussi son souffle sur leur âme, elles se fussent enfuies à bon droit.

D'un autre côté, c'est un droit civique de ne point passer devant le portrait de Voltaire. Ces guenillards rouges prétendent-ils nous réduire tous à saluer le portrait de Voltaire, comme Gessler faisait saluer son chapeau ?

Ils voudront bien noter encore ceci. En exigeant qu'on leur voilât l'insolente idole, les Sœurs n'auraient fait que les imiter très-modérément. Ils exi-

gent, en effet, qu'on abatte les statues, bustes, chiffres et emblèmes qui choquent leurs opinions. Ils débaptisent et rebaptisent les rues, ils grattent l'histoire. Ils ne veulent point passer devant une statue de Napoléon, ni dans une rue Bonaparte, ni sur une place impériale, ni sur un pont de Solférino, ni voir un aigle, et ils sont très-fiers de l'arrogante ineptie avec laquelle ils se font obéir.

Donc, quand même les Sœurs auraient fait jeter un torchon quelconque sur cette statue privée, dans un lieu devenu momentanément leur domicile, qu'auraient-ils à dire? Le 4 septembre, lorsque le « gouvernement » prit siége pour la première fois à l'Hôtel de Ville, M. Gambetta fit retourner contre la muraille les portraits de l'Empereur et de l'Impératrice qui ornaient la salle, et que le vandalisme républicain voulait lacérer. En quoi les Sœurs seraient-elles plus blâmables que M. Gambetta? Elles n'ont jamais prêté aucun serment à Voltaire, ni porté aucun vêtement à son chiffre, ni touché aucune monnaie marquée à son effigie.

Cette race républicaine n'aura-t-elle jamais le bon sens de voir combien elle se rend impossible à force de contradictions et de brutalités?

Du reste, sans avoir pris aucun renseignement, nous affirmons volontiers que les Sœurs ne sont pour rien dans le légitime affront fait à la statue de Voltaire. Quelqu'un, sans doute une femme, aura pensé qu'il n'était pas décent de laisser cette grimace dans un lieu où les vierges de Jésus-Christ allaient demeurer, où le prêtre du Christ pourrait apporter le

sacrement des mourants, où le Christ lui-même pourrait venir. Il y a là une délicatesse de respect et de convenance que la grossièreté rouge peut seule méconnaître. Pour les Sœurs, il est à parier qu'elles n'ont guère pris garde aux statues qui décorent le local de l'ambulance. Elles se soucient fort peu de Voltaire, de ses images et de ses gloires. Elles savent, en gros, que ce fut un très-mauvais coquin à qui quantité de sots rendent hommage. Elles plaignent le coquin d'avoir été coquin ; elles plaignent les sots qui rendent hommage au coquin, et elles songent à autre chose. Que leur importe de passer devant la statue de Voltaire ! Elles prennent leur chemin vers un séjour où elles ne rencontreront pas les coquins définitifs.

Il faut croire que tous ces journalistes rouges, adorateurs de Voltaire, n'ont jamais rien lu : ni leurs propres auteurs, quasi unanimes à traiter Voltaire de misérable et de scélérat ; ni Voltaire lui-même, qu'ils eussent regardé comme un aristocrate à guillotiner au plus vite, et qui les eût considérés comme des drôles à faire rouer au plus tôt.

Car il était sans estime pour ce que nous appelons la presse : « La canaille immense des écrivains subalternes... Les feuilles volantes, peste de la littérature... La canaille de la littérature, plus insolente et plus dangereuse que la canaille des halles... Les polissons qui, de leur grenier, gouvernent le monde avec leur écritoire... La canaille littéraire, ce que je connais de plus abject au monde, etc., etc. » C'est ainsi que Voltaire traitait les auteurs des feuilles

volantes. Et encore, en ce temps-là, il n'y avait ni tant de feuilles volantes, ni si peu d'orthographe, et moins de couteaux.

XXVII

28 septembre.

ROME AU POUVOIR DE L'ITALIE.

Rome est au pouvoir des Italiens. La nouvelle était prévue. Quelque douloureuse et accablante qu'elle soit, la foi catholique peut en porter le poids et la douleur. Dieu permet que l'iniquité humaine fasse ce qu'elle a médité de faire, et elle ne fait que ce qu'il veut. Il y a deux manières aux hommes d'accomplir la volonté de Dieu, qui les gouverne par leur liberté. Il y a l'action libre de l'amour et de l'obéissance, et tout va bien ; il y a l'action libre de la haine et de la révolte, et ce qu'elle opère est un premier châtiment qui en annonce d'autres. Le châtiment prend son cours jusqu'à ce qu'il ait emporté l'œuvre du péché, comme le torrent qui abat tout et qui ronge et détruit ses propres rivages. Après quoi l'on détourne le fléau, l'on replante et l'on rebâtit plus sagement, sur le plan de Dieu.

En un mot, suivant que l'action de l'homme est bonne ou mauvaise, Dieu le conduit ou le ramène, le conserve ou le perd. Mais il le gouverne et le juge toujours. Il en est de même pour la société. C'est à



l'homme et à la société de se servir de leur liberté et de leur raison pour voir où ils vont, pour s'arrêter, pour se repentir, pour se détourner, ou pour continuer leur course vers l'abîme. Quand la société tout entière est prise d'un vertige de perdition, l'individu n'est pas perdu pour cela. Il peut encore se sauver. L'âme a des ailes. Des bords mêmes du gouffre, elle s'envole, abandonnant le souci du corps, qui est terre et qui appartient à la terre, et qui d'ailleurs se retrouvera. Ceux qui ne veulent croire qu'en leur corps ont sujet de désespérer, car ce corps misérable, bien qu'il doive ressusciter, ne se retrouvera pas. Tous seront ressuscités, mais tous ne recevront pas la véritable vie.

Pour éclairer cette doctrine malheureusement trop peu comprise aujourd'hui, où le genre humain se pique tant d'être juste et sage, prenons exemple des choses qui s'accomplissent en ce moment même. Si le genre humain est juste et sage comme il le suppose, il doit avouer néanmoins que sa justice et sa sagesse ne l'ont pas conduit au comble de la prospérité et de la paix. Tout croule, d'effroyables jours, ou plutôt d'épouvantables nuits se préparent. Cette civilisation si jeune à son avis, puisqu'elle prétend dater de 89, et qui se croyait encore si forte et si libre, et qui se débarrassait avec tant d'allégresse de tous les liens qu'elle jugeait capables de l'empêcher de courir à la liberté et au plaisir, la voilà loin de son but. Elle meurt. Apoplexie ou pourriture sénile, c'est la mort. Je vous dis qu'elle est morte! Dans les fossés de Paris vous enterrez son cadavre.

Point de remède, c'est fini. Les banderolles sont décrochées des mâts de fêtes, et les mâts couchés par terre serviront de barricades pour la défense ou de bûchers pour les funérailles. L'immense armée des histrions est en déroute irréparable. Les édifices de pompe et de joie interrompus ne seront pas terminés; les autres crouleront sur les cymbales fêlées, ou deviendront les demeures purifiées de la pauvreté et du travail. L'Hercule divin paraît pour nettoyer les étables de la libre-pensée. Vous n'empêcherez point cela, ou si Dieu consent que vous l'empêchiez, alors la peste s'y mettra; elle vous fera fuir les sentines dont vous aurez adoré l'infection, et la chute du temple écrasera les idoles. Vous auriez pu faire vous-mêmes le nettoyage, mieux encore, n'y pas donner lieu. Dieu vous aurait *conduits*, et c'eût été glorieux et facile. Vous ne l'avez point voulu faire, vous avez mis Dieu dans le cas de le faire lui-même; il le fait, et en le faisant il vous *ramène*. C'est dur! Néanmoins laissez-vous ramener, et ce sera grand.

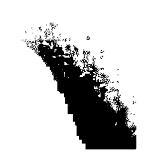
Vous avez le choix, le choix de vous perdre ou de vous sauver. Je parle de l'âme; car pour le corps, la charrue de flamme y passe et fera tout son sillon. Ou vous capitulerez comme votre dernier chef, et votre fin sera la sienne; ou, pour soutenir le combat, vous exécuterez le « mouvement tournant » de la pénitence, et ce sera la résurrection glorieuse, celle qui change. Mais cela, c'est aussi la vertu. C'est la vie frugale et austère, c'est le sacrifice soutenu, l'abandon de la volupté des sens et de la volupté révolutionnaire de l'esprit; c'est la discipline indispensable

pour soutenir la guerre sainte; bref, c'est la civilisation de la croix qui recommence, et la débauche de 89, si vivement poussée par le dernier prince, est finie. *Durus est hic sermo!* Mais que l'ennemi force nos portes ou qu'il soit obligé d'aller chez lui se refaire, tâchez de soutenir sans l'assistance de la croix l'assaut du pape à cheval qui se rue sur vous, suivi d'un monde à qui il ne commande qu'en lui promettant de vous écraser!

Encore une fois, Dieu veut vous ramener : laissez-vous faire.

Quant à Rome, autre chose est de la prendre, autre chose est de la garder. Nous nous flattons que le Prussien n'entrera pas dans Paris défendu par la *Mobile ;* et si pourtant il entre, nous sommes certains qu'il ne restera pas. Rome est défendue par l'IMMOBILE, qui demeure encore, même lorsqu'il laisse pénétrer l'ennemi. Depuis que saint Pierre est venu s'asseoir à l'ombre des sept collines, elles ont été investies et prises bien des fois, toujours par des barbares ou par des brigands, toujours à des époques de grande calamité, toujours pour la honte et le châtiment du monde. Pierre est resté; il reste toujours. Notre espérance y reste avec lui. Le monde est moins sûr du destin de Paris, et de celui de Berlin, et de celui de Londres, où sont d'autres papes pour qui la République française montre plus de respect.

Ce qui nous afflige surtout, et ce qui nous alarme dans cet événement prévu, c'est l'adhésion de la République française. Elle s'est hâtée de consentir à l'annexion que vient de se permettre le roi Victor-



Emmanuel, notre excellent ami, dont l'histoire nous paraît toucher à sa fin, bien digne du commencement. Par ce consentement précipité, complément de l'ignominie napoléonienne, le gouvernement de la défense nationale exécute une manœuvre qui sera plus approuvée du *Journal des Débats* que de Dieu et de l'honneur de la France.

Le moment est mal pris pour se désintéresser à ce point de la justice et du droit, et donner aux Italiens le bien de la communauté catholique. C'est trop lestement perdre de vue que le « principe des nationalités, » sur lequel le roi Victor-Emmanuel s'appuie, touche d'un côté à la question de l'Alsace et de l'autre à la question de la Corse. Parce que M. le général Trochu est catholique, ce n'était pas une raison pour qu'il livrât Rome, où il a part de propriété ; parce que M. Jules Favre confine aux libres-penseurs, ce n'était pas une raison pour qu'il tînt l'étrier du futur pape à cheval, lequel ne lui en a pas été reconnaissant.

Souffrons, prions et attendons. Ceux qui souffrent et qui prient sont dits bienheureux, *parce qu'ils verront la justice*. Ils sont bienheureux aussi, parce que leur prière peut hâter l'avénement de cette justice et en adoucir les sévérités. Prions pour que Dieu ménage la France, car elle n'est pas la complice volontaire de ses régents, et demandons-lui de hâter le jour où elle pourra réparer tant d'ineptes et abominables félonies.

XXXVIII

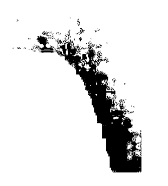
29 septembre.

LE CITOYEN COURBET VEUT ABATTRE LA COLONNE.

Outre le *Journal officiel*, il existe une seconde feuille de l'État, spécialement destinée aux murailles, et qui s'appelle le *Bulletin de la municipalité de Paris*. L'utilité n'en paraît pas bien évidente. Ce journal semble être fait surtout pour la consolation des purs qui trouvent que « ça ne va pas » et qui reprochent au *Journal officiel* un certain fumet d'*aristo*. Dans l'*Officiel* on dit encore *monsieur*, dans le *Municipal* on dit *citoyen*. Rien que cela sans doute vaudrait la dépense. Mais il y a mieux, il y a des idées, oui, vraiment ! et le dernier numéro en expose une du citoyen Courbet, peintre, laquelle ne manque pas de saveur.

Voici cette idée du citoyen Courbet, peintre, président de nous ne savons quoi, par l'élection de nous ne savons qui.

Considérant que la colonne de la place Vendôme est un monument sans valeur quant à l'art (il dit *artistique*) et de plus très-butor, très-fanfaron et très-agaçant comme tous ces mémoriaux de coups de poing qui font le bonheur des peuples, le citoyen Courbet propose de « déboulonner » ladite colonne et d'en porter les tronçons à la Monnaie.



Véritablement, si cette proposition rencontre quelque difficulté, ce ne sera pas de notre part. La colonne ne nous a jamais séduit par sa beauté « artistique, » encore moins par la pensée de grossier orgueil dont elle est l'expression. Elle nous paraît bonne à transformer en canons et en honnêtes gros sous. Pendant qu'on y est, ne ferait-on pas bien de transformer aussi en gros sous la médaille de Sainte-Hélène et la petite quantité de métal noble qui entre dans la croix d'honneur ?

Il se peut que quelque lecteur se demande si nous parlons sérieusement ou si nous voulons plaisanter. En vérité nous n'en savons rien. L'idée de M. Courbet a du bon et du très-bon. Mais il faudrait la suivre, et alors l'Arc-de-Triomphe... Hum !

D'un autre côté, il importe de considérer que les gros sous et les canons seront longtemps utiles, tandis que la Colonne et l'Arc-de-Triomphe ne servent que de points de vue et de points de mire. On les a vus et mirés de tous les coins du monde ; et de tous les coins du monde on tire dessus des projectiles qui menacent de toucher. Si les projectiles devaient approcher trop de ces monuments plus glorieux que beaux, et plus provoquants que solides, autant vaudrait les démonter et déboulonner de nos propres mains. Cela nous ferait plus de travail, mais moins de peine.

Il y aurait pourtant moyen de garder l'Arc-de-Triomphe, qui est une assez belle bâtisse, sans agacer personne. L'Arc deviendrait le chœur d'une église commémorative de la délivrance de Paris. Cette



église serait en même temps le monument expiatoire de toutes nos guerres injustes, et l'on y prierait pour tous les pauvres soldats de toutes les armées à qui ces guerres ont porté la mort, sans autre profit, hélas ! pour nous, que d'avoir aujourd'hui sérieusement affaire aux revenants. L'idée nous vient et nous la laissons passer ; mais peut-être qu'elle est un peu forte pour M. Courbet et pour la municipalité de Paris. Enfin, on cause.

Semblablement, il nous semble qu'on pourrait tirer de la colonne déboulonnée, non pas mieux que des canons, objets de première nécessité dont nous voudrions que chaque village de France fût pourvu, mais mieux que des gros sous. Par exemple, si on la déboulonne et qu'on veuille nous en garder une tranche, — de quoi faire une bonne cloche de village, — nous nous engageons à la payer au double et au triple de sa valeur matérielle, et nous mettrons quelque chose en sus pour les frais de déboulonnage. Nous promettons d'y consacrer notre premier argent, sitôt que l'on reverra de l'argent.

Et si l'on vendait de la sorte la statue de Voltaire, quoique ce ne soit que du méchant zinc, tout au plus propre à confectionner des conduites d'évier, nous ferions des folies, toujours au retour de l'argent.

M. le citoyen Courbet, peintre, a une autre très-bonne idée... — Qui nous eût dit que nous consacrerions une heure et une feuille de papier aux idées de M. Courbet ? — Il propose de débaptiser les rues qui portent des noms de victoires. Tope !

Sans doute, il serait mieux de rester tranquille,

et toutes ces débaptisations et rebaptisations impliquent quelque chose de puéril et de périlleux qui provoque des réactions à leur tour puériles et périlleuses. Mais enfin, puisqu'il faut faire la part du ruisseau de l'opinion, dans les époques où il devient torrent, ceci n'est point mauvais. Jetons là-dedans nos étiquettes belliqueuses avec la médaille de Sainte-Hélène, et la bête impériale déplumée, et la colonne déboulonnée. A l'eau le laurier malsain de l'Empire qui attire la foudre! Pour dire la vérité, ces noms de victoires au coin des rues se ressentent trop des pratiques du sauvage, lequel fait une coche à son fusil pour chaque homme tué, et s'il l'a pu scalper, il prend ce cuir chevelu et en orne sa ceinture.

Donc, bravo, citoyen Courbet, peintre et homme d'idées, et même de bonnes idées. Mais il faut tâcher de n'avoir que de bonnes idées. Nous nous rappelons un certain volume illustré de la propre main de M. Courbet, où l'on proposait de confier à ce maître toutes les gares de chemins de fer, pour qu'il les couvrît de ses peintures et même de ses pensées. Hélas! que ce serait triste! N'allez pas maintenant nous proposer cela, citoyen Courbet. Ce n'est pas une bonne idée cela, et elle ferait tort aux autres. Si l'on vous voit en passe d'illustrer les gares, on ne vous laissera jamais déboulonner la colonne et désillustrer l'Empire.

XXXIX

Même jour.

L'ADJOINT BRISSON, FILS DE VOLTAIRE.

Heureuse nouvelle, consolation de la patrie en deuil! Quand nous parlions de ce voile sacrilége jeté sur le Voltaire du Théâtre-Français, le voile était déjà arraché par la main pieuse d'un adjoint au maire de Paris. Ainsi Napoléon III, le SEDANTAIRE, n'a pas emporté tous les Chevreau. Il nous en a laissé un au moins. On le nomme le citoyen Henri Brisson.

Aux élections de 1869, il briguait l'honneur de prêter serment à la constitution impériale. Le premier pas dans la vie politique, c'est de se donner un serment à lâcher. M. Brisson accomplit ce rite indispensable, mais ne passa point. L'opposition irréconciliable lui préféra M. Ferry, non comme plus pur, mais comme plus sage. Aux yeux qui pouvaient les comparer, M. Ferry semblait offrir encore je ne sais quoi d'humain. Précédemment un petit nombre de spécialistes, munis de bons microscopes, comptaient M. Brisson dans les infiniment petits du journalisme. Quelqu'un du 4 septembre le prit entre ses doigts et le posa dans la municipalité, probablement par la raison qui fit mettre M. Rochefort dans le gouvernement, pour ne l'avoir pas dehors.

D'après la *Cloche*, c'est un vainqueur de premier

et toutes ces débaptisations et rebaptisations impliquent quelque chose de puéril et de périlleux qui provoque des réactions à leur tour puériles et périlleuses. Mais enfin, puisqu'il faut faire la part du ruisseau de l'opinion, dans les époques où il devient torrent, ceci n'est point mauvais. Jetons là-dedans nos étiquettes belliqueuses avec la médaille de Sainte-Hélène, et la bête impériale déplumée, et la colonne déboulonnée. A l'eau le laurier malsain de l'Empire qui attire la foudre! Pour dire la vérité, ces noms de victoires au coin des rues se ressentent trop des pratiques du sauvage, lequel fait une coche à son fusil pour chaque homme tué, et s'il l'a pu scalper, il prend ce cuir chevelu et en orne sa ceinture.

Donc, bravo, citoyen Courbet, peintre et homme d'idées, et même de bonnes idées. Mais il faut tâcher de n'avoir que de bonnes idées. Nous nous rappelons un certain volume illustré de la propre main de M. Courbet, où l'on proposait de confier à ce maître toutes les gares de chemins de fer, pour qu'il les couvrît de ses peintures et même de ses pensées. Hélas! que ce serait triste ! N'allez pas maintenant nous proposer cela, citoyen Courbet. Ce n'est pas une bonne idée cela, et elle ferait tort aux autres. Si l'on vous voit en passe d'illustrer les gares, on ne vous laissera jamais déboulonner la colonne et désillustrer l'Empire.

XXXIX

Même jour.

L'ADJOINT BRISSON, FILS DE VOLTAIRE.

Heureuse nouvelle, consolation de la patrie en deuil! Quand nous parlions de ce voile sacrilége jeté sur le Voltaire du Théâtre-Français, le voile était déjà arraché par la main pieuse d'un adjoint au maire de Paris. Ainsi Napoléon III, le SEDANTAIRE, n'a pas emporté tous les Chevreau. Il nous en a laissé un au moins. On le nomme le citoyen Henri Brisson.

Aux élections de 1869, il briguait l'honneur de prêter serment à la constitution impériale. Le premier pas dans la vie politique, c'est de se donner un serment à lâcher. M. Brisson accomplit ce rite indispensable, mais ne passa point. L'opposition irréconciliable lui préféra M. Ferry, non comme plus pur, mais comme plus sage. Aux yeux qui pouvaient les comparer, M. Ferry semblait offrir encore je ne sais quoi d'humain. Précédemment un petit nombre de spécialistes, munis de bons microscopes, comptaient M. Brisson dans les infiniment petits du journalisme. Quelqu'un du 4 septembre le prit entre ses doigts et le posa dans la municipalité, probablement par la raison qui fit mettre M. Rochefort dans le gouvernement, pour ne l'avoir pas dehors.

D'après la *Cloche*, c'est un vainqueur de premier

le ferait rire, et nous aussi, et « Brisson » aussi. Nul moyen de dire *saint* Voltaire. Il est dieu, et le citoyen adjoint est son prêtre.

Prends le bras pieux de l'adjoint et monte au pinacle de ton temple, dieu Voltaire, « immortel initiateur de la Révolution française. » A droite, à gauche, en avant, en arrière, ton œil pourra se rassasier de la vue de tes chers Prussiens. Ils sont là, comme tu l'as annoncé; leur canon bat les murs des « stupides Welches », comme tu l'as désiré ; et parmi ces Welches, il y en a de plus bêtes encore que tu ne le disais !

XL

30 septembre.

LA QUESTION ROMAINE ET LA QUESTION GODILLOT.

Nous avons cherché les impressions des journaux sur la prise ou plutôt le rapt de Rome par les Italiens. Elles sont brèves et nulles. La plupart de ces organes de la pensée publique se bornent à reproduire la mention hébêtée du *Journal officiel*. On peut douter que la pensée publique (parisienne) aille beaucoup plus loin. En fait de pensées, Paris, depuis longtemps, en était aux reliefs et aux miettes, et n'a pas de provisions de siége. C'est vraiment une misérable condition intellectuelle que celle où nous

sommes tombés avec toutes nos presses, toutes nos académies et tous nos hommes d'État !

Les journaux s'étonnent eux-mêmes de leur silence en face d'un événement qui leur eût tant fourni deux mois plus tôt. Ils se persuadent qu'ils auraient dit quelque chose. Ceux qui s'essaient à parler, quoiqu'en petit nombre, font voir combien leur fatuité s'abuse. Nous signalons l'avis du téméraire M. Bonneau, rédacteur à l'*Opinion nationale*. C'est la stupidité animée. Le silence des autres n'en est que la statue... en plâtre.

Ils croient que le gouvernement temporel de la papauté s'écroule, c'est-à-dire que la liberté de l'Église est définitivement anéantie, et ils ne rougissent pas de n'y trouver que la matière d'un entrefilet, ici joyeux, là indifférent. Race déshabituée de penser et de voir, décidément façonnée pour porter la servitude du fait !

La question de Paris les préoccupe davantage. Certes ! elle est grave. Question de savoir si l'on vivra demain. Bismark d'un côté, Blanqui de l'autre, et la possibilité de quelque hasard qui ferait que Bismark et Blanqui travailleraient en même temps, chacun pour soi et d'accord. Voilà de quoi se préoccuper ! Mais ne pas voir la relation des choses de Rome avec ces événements de la France et du monde, ne pas comprendre que l'indépendance territoriale du Pape est nécessaire à la France, même politiquement ; ne pas voir que la capture de Rome et sa conséquence immédiate, l'emprisonnement du Pape en Italie ou ailleurs, sont des victoires immédiates pour

Bismark et pour Blanqui, c'est tout juste le génie de Napoléon III. Toutefois, il y a une différence en faveur du *Sedantaire* : il faisait ses abominables sottises quand Bismark et Blanqui se préparaient dans l'ombre, mais cette élite de publicistes parisiens le continue devant Bismark et Blanqui en armes, à la lumière de leur canon.

Lorsque nous recevions la nouvelle que la diplomatie avait donné Rome aux Italiens, et que ceux-ci s'en étaient emparés, un club blanquiste, à Paris, donnait l'établissement d'un fabricant nommé Godillot à ses propres ouvriers, et déclarait que le peuple avait le droit de mettre lesdits ouvriers en possession de la propriété dudit Godillot, leur ci-devant patron. Et dans le même numéro de l'*Opinion nationale* où le digne M. Bonneau applaudit à la spoliation du Pape opérée au profit des Italiens, M. Guéroult, rédacteur en chef du journal, proteste fortement contre la spoliation du citoyen Godillot, décrétée au profit de ses ouvriers. Or, la question pontificale et la question Godillot sont liées indissolublement. Comme l'une sera décidée, l'autre sera tranchée. Si le Pape est exproprié, le bourgeois Godillot sera exproprié ; et M. Guéroult, ami du droit de Godillot, mais ennemi lui-même du droit du Pape, s'escrimera en vains efforts pour Godillot. Il ne lui servira de rien d'avoir beaucoup plus de talent que son collaborateur Bonneau. L'oreille socialiste est insensible aux phrases bien faites. Le Pape étant détrôné, Godillot sera rasé. Godillot, c'est le monde.

M. Guéroult peut-il s'y tromper ? Par des raisons

monnaies, et Agricola s'appliquait à ne pratiquer que les vertus républicaines qui n'empêchent pas de vivre sous les empereurs.

Et vous ne savez pas si ces temps-là ne reviendront point, et sont encore éloignés. En ce moment, on se canonne au rempart. Qu'aura décidé le canon, ou ce soir ou dans quelques jours? Vous attendez. Et M. Blanqui, qu'a-t-il résolu? Voudra-t-il attendre? Si M. Blanqui ne veut pas prendre patience, la ville de la civilisation, cernée de feux, peut périr comme le scorpion entouré de charbons ardents, qui se pique lui-même et qui meurt de son propre venin.

Et vous êtes bien fiers, parce qu'enfin vous espérez n'avoir plus de remède pour cette plaie!

XLI

3 octobre.

STRASBOURG ET TOUL PERDUES. — UNE PROCLAMATION DE M. GAMBETTA.

La perte de Strasbourg et de Toul doit ajouter à nos courages ce qu'elle ajoute à nos douleurs. Les cœurs n'ont pas manqué, mais seulement les armes; l'âme de la France n'a pas été vaincue. Souhaitons que Paris tienne avec la vaillance et la constance de Toul et de Strasbourg. Que l'âme de la France remporte encore cette victoire indépendante du sort des batailles; que tout soit perdu fors l'honneur! Avec



l'honneur, avec cette seule arme dans ses mains, la France saura se reconquérir.

C'est ce que nous dit ce matin une proclamation de M. Gambetta. Encore qu'il soit ennuyeux de s'entendre exhorter par ce jeune homme et par la quantité d'autres pères de la patrie qui ont le privilége des affiches blanches, il ne nous coûte pas de convenir que M. Gambetta tourne assez bien la proclamation. Les siennes ne sont pas arrogantes ni trop boursouflées; le français en est suffisant, elles n'insultent volontairement personne.

Il fait de son mieux, et l'on voit qu'il a sous les yeux les bons modèles antiques. Seulement, dans de telles angoisses, les anciens se fussent souvenus de la divinité. Les soldats romains allaient à l'assaut en chantant *Kyrie eleison*, ayez pitié de nous, Seigneur! et les Consuls, quand la patrie était en danger, offraient des prières et des sacrifices.

M. Gambetta s'élève au-dessus de ces préjugés. Nous ignorons s'il appartient à la secte des *solidaires*, mais en tout cas il semble avoir décrété dans son âme libre que la France, si elle doit mourir, devra mourir à leur façon. Point de prêtres, point de prières autour du lit de mort! A défaut de Bazaine et de l'armée de la Loire, c'est assez pour bien mourir des exhortations de M. Gambetta!

Pour parler franchement, en gens qui n'ont plus grand'chose à perdre, nous avouerons que cette fermeté nous semble fastueuse. Si M. Gambetta n'a que son exemple et sa philosophie à nous proposer, nous aimerions autant qu'il se tût. Les cœurs n'en seraient

pas moins affermis, au contraire. On est porté à craindre que Dieu ne s'irrite de ce malheur qui ne prie pas.

Quant à nous, qui ne sommes point faits pour mourir à l'antique et qui n'ignorons point le nom de Dieu, nous ne craindrons pas de le prononcer. Qu'il entende l'assentiment que nous donnons à ses justices et à nos maux! Qu'il accepte nos souffrances en expiation de nos péchés et du péché public, et qu'elles comptent pour la France quand nous ne serons plus! Et nous disons : *Que votre volonté soit faite en la terre comme au ciel, que votre règne arrive!* C'est le prix que nous demandons de notre sang et de notre ruine. Nous espérons que sa miséricorde nous le donnera.

Il est temps de prier. Un jugement redoutable est sur nous, et les hommes qui nous ont été imposés ne sont pas de ceux qui sauvent les peuples. Séparons notre cause de la cause des hommes qui ne prient point; ne restons avec eux que pour le combat; et que Dieu nous reconnaisse quand nous paraîtrons devant lui!

XLII

4 octobre.

SUR LA STATUE DE VOLTAIRE.

On a trouvé dans les papiers des Tuileries une



note du ministère de la maison de l'Empereur, relative à la demande d'un emplacement pour la statue de Voltaire. La demande avait été présentée, au nom de la Commission, par un familier de l'Impératrice, M. Mérimée, sénateur, membre de l'Académie, et, si on l'en croit, l'un des rares Français de son âge (déjà plus que mûr) qui ont le privilége de n'être pas baptisés. Malgré le grand crédit de M. Mérimée, le ministère conclut au refus de l'autorisation.

Voici la note telle que les journaux la publient :

NOTE

Le 12 mars 1868, MM. Havin et Legouvé avaient demandé à l'Empereur que la statue de Voltaire fût érigée sur l'une des places de Paris. M. Mérimée indique pour cette érection l'espace libre qui se trouve entre le pont des Arts et la façade du palais de l'Institut. Cette note répond à la proposition de M. Mérimée.

M. Havin, président de la commission de la statue de Voltaire, annonce que 202,500 souscripteurs ont répondu à l'appel qui leur a été fait. La souscription était de 25 centimes, il en résulterait qu'une somme de 50,625 francs aurait été recueillie.

La commission demande que la statue soit élevée sur l'espace libre situé entre l'Institut et le pont des Arts.

En principe, il est établi que les places de Paris ne doivent recevoir que les statues des souverains. Si certaines statues de grands hommes ont pu faire partie d'un monument élevé dans un cas particulier, telle que celle de Molière à la fontaine de la rue de Richelieu, le principe n'en a pas moins été respecté jusqu'à ce jour.

Si l'on veut traiter Voltaire en souverain, puisque dans un certain monde on lui a donné *le titre de roi*, l'emplacement du quai Conti serait mal choisi. En effet, le monument se compo-



sera inévitablement d'un piédestal avec soubassement, d'un trottoir, d'une grille, etc., c'est-à-dire d'un ensemble qui demande de l'espace. Or la place située entre le palais de l'Institut et le pont des Arts est très-étroite; elle est à peine suffisante aux deux courants de circulation des quais et du pont, et il ne faudrait pas l'encombrer par une construction quelconque. En outre, l'Institut pourrait ne pas voir d'un bon œil l'exécution du projet.

Mais laissant de côté la question d'emplacement, le moment est-il bien choisi pour faire une semblable ovation à Voltaire? Cette manifestation, qui est bien plus politique et religieuse que littéraire, n'est-elle pas de nature à froisser le sentiment d'une grande partie de la population?

Sans vouloir discuter la composition de la liste des souscripteurs, cependant on peut dire que 200,000 individus ayant réuni entre eux 50,000 fr. vont imposer leur adoration au pays. Or, Voltaire n'est pas un de ces hommes devant lesquels tous les citoyens s'inclinent avec respect ou bien passent indifférents. Son nom appelle la dispute; ses doctrines et ses principes sont le sujet des controverses les plus douloureuses. Si le gouvernement permet l'érection de sa statue sur une des places publiques de Paris pour satisfaire ceux qui s'intitulent libres-penseurs, ne doit-il pas craindre les réclamations les plus vives de la part des catholiques, qui vénèrent tout ce que Voltaire a décrié?

On comprend la statue de Voltaire dans le foyer du Théâtre-Français; on la comprendrait dans une des salles du palais de l'Institut ou de tout autre monument élevé à la gloire des lettres, des sciences, des arts; mais on ne verrait dans l'érection de sa statue sur une des places publiques de Paris qu'une manifestation, que les promoteurs de la souscription n'ont pas cachée, et à laquelle le gouvernement ne doit pas s'associer sans mûres délibérations.

14 janvier 1868.

Cette note nous paraît fort raisonnable et ne peut être accusée d'aucun fanatisme clérical. Elle fait au

comité voltairien tout l'avantage possible en lui accordant qu'il sollicite au nom de 200,000 souscripteurs, ce qui n'est nullement exact. Ce petit nombre, qu'on a mis si longtemps à réunir, doit être beaucoup réduit, à cause des noms supposés ou inscrits d'office. Les meneurs, faisant acte de parti, n'ont pas été scrupuleux sur ce genre de fraude. Personne n'ignore qu'ils se sont grossièrement et insolemment amusés à porter sur leurs listes même des catholiques notoires et éminents. Il faudrait aussi déduire les enfants, les nègres, les étrangers, etc.

S'il était possible de faire un autre triage, d'écarter les illettrés, les ignorants, ceux qu'un homme de la maison a lui-même appelés les « dévots au dieu des imbéciles », il ne resterait pas grand'chose autour de la commission, formée elle-même de sceptiques et de railleurs, la plupart bonapartistes, comme M. Mérimée, se moquant également et des imbéciles et du dieu. Cette considération du véritable nombre, quoique très-sérieuse, est élaguée. La note reste dans la question, qui est de savoir s'il sera permis aux promoteurs d'outrager d'une façon publique et permanente les sentiments religieux de l'immense majorité de leurs concitoyens.

La décision était restée en suspens. Nous ignorons pourquoi l'illustre préfet Chevreau, ministre par intérim, l'a tranchée par l'affirmative, lorsque son empereur, *ayant communié*, fut parti pour la guerre. Ce qui n'est pas ignoré et ne peut pas être oublié, c'est que la statue de Voltaire apparut sur la place Monge, le dimanche 14 août 1870, veille de l'As-



tout autre nation. Les Quarante de M. Havin sont le sénat de cette race conquérante. Viendront-ils à bout de leur œuvre? Nous l'ignorons. Ce qui est sûr, c'est qu'elle est commencée sur une vaste échelle, poussée avec vigueur, et en beaucoup de points fort avancée.

« *Le jour où ils pourront élever la statue de Voltaire, on verra combien de choses françaises sont tombées,* PRÉSAGES D'AUTRES RUINES. Dans Shakespeare, Macbeth réussit en tout ce qu'il entreprend de criminel, et cependant son attente est trompée. *Des actions contre nature produisent des désordres contre nature;* et les médecins trouvent le mal au-dessus de leur art.

Dresser une statue publique à Voltaire, c'est se séparer de Jésus-Christ. Et il est contre la nature de la France, fille aînée de l'Église, de la séparer de Jésus-Christ.

Il nous semble que nous avons vu juste; et bien plus, nous croyons que le *Siècle* et la plupart de ses commissaires ne sont pas éloignés de penser comme nous.

XLIII

5 octobre.

LES MAIRES DE PARIS. — COMMENCEMENT DE PERSÉCUTION RELIGIEUSE.

Nous sommes en révolution, et malgré le péril inouï qui devrait nous rendre sages, le vertige révolutionnaire s'empare de nous. Nous prenons visiblement le vieux chemin de traverse par où l'on arrive soudain aux catastrophes. Il est fort connu, nous l'avons souvent fait. Mais c'est là que les mulets qui se sont chargés de la fortune de la France ont l'habi-

tude de perdre leur chargement; personne ne les détournera d'y aller.

L'histoire du gouvernement de la défense nationale devient triste. Au milieu du plus épouvantable désastre qui pût nous atteindre, nous voyons machiner l'émeute, pour opposer au canon de la Prusse les théories, les idées et les hommes des clubs de Belleville et de Mouffetard !

Les quelques personnages qui se sont chargés de mettre au jour et d'établir la république française de 1870, destinée à devenir si promptement la république parisienne, veulent sans doute défendre le rempart. Nous souhaitons qu'ils le fassent avec honneur et nous l'espérons du courage des gardes nationaux et de l'armée. Mais nous demandons comment ils pourraient plus malheureusement abandonner la défense de la société. Or, la défense du rempart tient à la défense de la société. S'ils laissent briser la société, avec quoi préparera-t on et relèvera-t-on le rempart ?

En quoi importe-t-il à la défense nationale de permettre les essais tyranniques qui sont en ce moment proposés, tentés et commis contre la liberté religieuse ? Nous voyons très-bien, nous, comment ces essais peuvent lui nuire. Il ne faut pas tant de génie pour comprendre que le zèle en faveur de la République et de Paris se ralentira dans les départements, lorsque la République apparaîtra comme un mécanisme de force pour appliquer les idées sociales du citoyen maire Arago, qui donne la main au citoyen Blanqui.

Le citoyen Arago, maire provisoire, a composé un corps de « maires d'arrondissements » qu'il semble avoir formé en une sorte de chambre secrète où chacun, non content de proposer ce qui lui passe par la tête, s'attribue encore le pouvoir législatif et dictatorial dans sa circonscription. L'un de ces messieurs supprime par affiche la liberté d'enseignement! Sa municipalité, inconnue et provisoire comme lui, déclare que désormais les écoles de l'arrondissement seront « purement laïques, » et c'est fait. Il existe dans l'arrondissement trois écoles tenues par les sœurs de Charité : sans autre forme d'urgence, comme s'il s'agissait d'arrêter un espion prussien, M. le maire ferme les trois écoles, et il pose là des gardes nationaux pour que les enfants que leurs parents y enverraient ne puissent pas entrer !

La folie qui se permet ces coups brutaux et la folie qui ne les empêche pas, jettent en France plus que des semences de guerre civile. De la suppression des écoles religieuses à l'imposition des écoles irréligieuses il n'y a qu'un pas, et ce pas dépend uniquement du fanatisme d'un sectaire. Croit-on que la France acceptera cela et se dévouera tout entière pour appliquer les idées de M. Arago, maire provisoire de Paris et compère de M. Blanqui ?

C'est trop compter sur l'amour et la vénération des peuples pour M. Blanqui et pour M. Arago, et à défaut d'amour, sur la puissance actuelle des moyens révolutionnaires. On ne se soumettra pas, quand même ces messieurs les maires provisoires, avec le secours de leurs clubs, auraient supprimé à leur

manière le peu de rebelles qu'ils ont à redouter dans Paris.

Quant aux hommes du gouvernement officiel et ostensible, il faut bien leur dire la vérité. Leur indolence en présence de ces scandales menaçants ruine leur crédit parmi les gens sages, et leur autorité parmi les autres. Quoi! la République ne peut-elle donc pas sortir de cette ornière de la violence et de la persécution? Ce sera donc toujours la même chose? De plus, ils prouvent ainsi qu'ils ont peu de vue. En s'associant à cette guerre inepte contre la religion catholique, ils contribuent à diminuer les ressources de l'avenir. Contre le roi de Prusse, pape du protestantisme allemand et chef de la maçonnerie allemande, il n'y a qu'une force invincible : la force de l'orthodoxie religieuse. Le patriotisme intégral, le patriotisme de l'esprit et du cœur, celui qui résiste à tout et que n'étreignent ni le temps ni le sang, le patriotisme éternel sera catholique, ou tout sera fini.

On verra cela bientôt, si Dieu permet que la Prusse parvienne à l'empire et au pontificat qu'elle rêve. Alors elle persécutera les catholiques, tandis que nos mulets révolutionnaires, qui ont le pied sûr pour eux-mêmes et dont la plupart n'ont jamais bronché dans la fuite, reparaîtront, seront amnistiés encore une fois, et publieront en sécurité quelque nouvelle édition de Voltaire, ou même de Parny.

XLIV

9 octobre.

QUESTION DE M. GUIZOT ET RÉPONSE DE DONOSO CORTÈS.

Parcourant mes papiers rétrogrades pour les mettre à l'abri des visites domiciliaires de la bombe ou du terrorisme, ces deux huissiers de la civilisation progressante, j'ai trouvé un feuillet auquel il me paraît bon de donner un asile tout à fait sûr.

Ce feuillet contient un simple billet, qui est une question, et une très-courte lettre, qui est une réponse. Mais la question est signée : *Guizot*, et la réponse est signée : *Donoso Cortès*. En réalité, la demande et la réponse, toutes deux si brèves, sont néanmoins un très-vaste entretien entre deux grands esprits, je dirais volontiers entre deux mondes, puisqu'il s'agit au fond de deux civilisations différentes et même contraires : l'une, celle qui questionne, la civilisation du doute ; l'autre, celle qui répond, la civilisation de la foi.

Depuis Luther, rien n'a été proposé au monde chrétien qui ne soit implicitement dans la question de M. Guizot, et rien n'a été répondu au nom du monde chrétien qui ne soit dans la réponse de Donoso Cortès.

La question de M. Guizot n'est pas définie, le monde du doute ignore lui-même où il veut aller, il ne peut pas même vouloir le savoir. S'il le savait,

alors il serait forcé de *rejoindre*, contrairement à son goût qui le pousse à s'éloigner, au risque, en s'éloignant, de se perdre. Mais il aime mieux se perdre que de rejoindre, c'est-à-dire d'obéir.

La réponse de Donoso Cortès est précise. Elle va de la source au but, elle rend compte d'elle-même et ne laisse personne incertain de savoir pourquoi elle dit *oui* et pourquoi elle dit *non*. Ce n'est point le cas de M. Guizot, malgré son dogmatisme apparent, et personne n'en est plus fâché que moi, car personne ne lui croit plus le désir d'être sincère. N'est pas sincère qui veut. Le goût du doute, s'il vient à dominer, nous impose une nature artificielle qui nous trompe en tout et partout, et nous finissons par faire à Dieu et à nous-mêmes l'injure de croire que nous sommes créés pour chercher la vérité et pour ne pas la trouver. On arrive à se piquer de ne pas trouver la vérité !

M. Guizot, faute d'une lumière qui lui a manqué dès le commencement, a passé sa vie à dire oui et non. *Oui*, Jésus-Christ est Dieu ; *non*, il n'y a pas d'unique et d'indéfectible Église de Jésus-Christ ; *oui*, il y a une Église *chrétienne ; non*, il n'y a pas d'Église *catholique*. Il a étudié toute sa vie l'histoire ; il n'a pas vu ce qu'il y a d'avenir dans le passé, il n'a pas vu que, quand l'histoire raconte, elle prédit. Il ne croit pas à la lumière de Dieu ; il dit *fiat lux*, il allume des lampes et veut croire à cette lumière de l'homme. Il y croit jusqu'à prendre pour des réalités les ombres mouvantes qu'elle produit, ne s'apercevant pas que c'est lui-même qui fait ces ombres et

qui les fait mouvoir en plaçant sa lampe où il lui plaît.

Donoso Cortès ne fait pas sa lumière, et considère les choses à la lumière que Dieu a donnée pour éclairer tout. C'est pourquoi sa réponse est si précise et si sereine.

Je mets mon précieux document en sûreté dans les intelligences assez fortes pour recevoir une pensée maîtresse. Elles sont présentement peu nombreuses, mais les diamants n'exigent pas une grande place, et ceux qui en apprécient la valeur les gardent bien.

I

M. GUIZOT A DONOSO CORTÈS.

Paris, 3 juillet 1851.

Je vous remercie, monsieur le marquis. Je vous emporterai dans mon nid du Val-Richer, et je vous remercierai de là bien davantage, car je vous aurai lu. Je n'ai encore fait que vous feuilleter. Il me semble que je ne voudrais rien retrancher, mais que j'ajouterais quelque chose. L'Église catholique ne change pas, mais elle marche. Elle a un pas à faire de nos jours pour se rejoindre à la société humaine. Elle peut le faire. Le fera-t-elle ? Nul n'est plus capable que vous de l'y porter.

Agréez, etc.

GUIZOT.

II

DONOSO CORTÈS A M. GUIZOT

Paris, 4 juillet.

Monsieur,

Je vous remercie de votre aimable lettre. J'aurais voulu pouvoir m'entretenir avec vous de vive voix sur cette grande question de l'Église. Puisque vous êtes parti, j'aurai l'honneur de résumer ma pensée dans ces quelques mots que j'adresse à votre bienveillance.

Le monde ne se sauvera pas seulement par la pensée, mais aussi par l'action, puisque l'homme ne pense que pour agir conformément à sa pensée; et le monde, pour se sauver, a besoin de vérité et de vertu. Or, il ne peut tenir l'une et l'autre que de l'Église, et voici pourquoi : c'est que, dans l'ordre de la pensée, l'Église seule est en possession de l'absolu, et que, dans l'ordre de l'action, elle seule est en possession de la charité.

Nous autres, pour savoir quelque chose, nous sommes forcés de remonter du relatif à l'absolu; mais l'Église n'a besoin, pour apprendre tout ce que nous savons, que de descendre jusqu'à notre relatif des hauteurs de l'absolu. Or, descendre est bien plus facile que de monter. Qui descend n'a nul besoin qu'on lui tende la main.

Si l'Église n'est pas encore descendue jusqu'à notre plaine, c'est parce que les rois de la terre et les gouvernements du monde lui ont mis des entraves et l'ont empêchée. Quand je parcours l'histoire des derniers siècles, et quand je vois la loi des suspects appliquée à l'Église par toutes les législations des pays catholiques, je me demande comment il se fait que l'Église sache encore quelque chose ?

D'un autre côté, l'Église seule est perpétuellement charitable.

Tandis que les hommes sont occupés à s'entre-déchirer et à se haïr, elle seule brûle encore de l'amour des hommes. L'amour a toujours été son apanage, sa force et son secret.

Or, si quelqu'un *sait* plus que le monde et *aime* plus que le monde, celui-là sauvera le monde, parce que le monde ne peut être sauvé que comme il a été fait : par la souveraine intelligence et par le souverain amour.

Mon Dieu ! je suis émerveillé de voir combien sont faciles les choses difficiles ! Je crois, par exemple, qu'il se peut que le salut de l'Europe tienne à ce qu'un homme qui est au Val-Richer le veuille ou ne le veuille pas. Le voudra-t-il?

Agréez, etc.

Le marquis DE VALDEGAMAS.

XLV

11 octobre.

PETITE ROUERIE MAÇONNIQUE.

L'*Opinion nationale* a publié la sentence d'excommunication fulminée par dix loges de Paris contre les FF.·. Guillaume, roi de Prusse, et Frédéric, prince royal. Ces dix loges sont des petites loges où ne figure aucun des personnages de la secte. Leurs membres, bien qu'ils fassent nombre, ne comptent pas ; ils sont de ceux dont on reçoit les cotisations sans avoir autrement égard à leurs petites idées. Il y a là des innocents que l'on peut excuser, car ils ne savent ce qu'ils font.

En tête de la pièce de ces francs-maçons naïfs, l'*Opinion nationale* a placé les lignes suivantes :

Nous savions déjà que le roi Guillaume avait employé contre nous l'hypocrisie religieuse; voici une autre découverte.



semblable visée affichée, un semblable patois est d'un vrai comique ; mais le moment ne prête pas à rire. Allons au plus pressé, et remarquons que les frères des dix loges, même dans cette pièce, montrent que la maçonnerie tue le patriotisme. La France est envahie ; elle est atteinte dans son avenir, dans son honneur, on la menace de flétrissure et de mort, et *ils* viennent dire qu'il faut planer « au-dessus des politiques et des religions, » c'est-à-dire qu'il faut être humanitaire plutôt que Français.

Ils ajoutent :

> Les deux FF.·. que nous répudions ne sont point ignorants de nos principes, de nos aspirations, de notre but ; ils en ont détourné les francs-maçons allemands et les font servir à l'accomplissement de leurs desseins ambitieux.
>
> Ils ont fanatisé la majeure partie de nos FF.·. d'Allemagne : ces FF.·. disent faire une guerre sainte et veulent substituer une secte religieuse à une autre secte. C'est le protestantisme qui, pour eux, est le but final ; ils veulent le substituer par droit de conquête au catholicisme des races latines ; ainsi la grande Loge de Berlin ne reconnait comme frères qu'une partie de la chrétienté et repousse encore les juifs et les mahométans de toute participation au droit de l'homme libre, de franc-maçon !
>
> Nous déplorons l'erreur de nos FF.·., qui comme nous ont été victimes de l'ambition de leurs souverains ; ils croient servir une religion et ne servent qu'à aider des ambitieux dans leurs projets de conquête.
>
> Un million d'Allemands aura péri inutilement pour ces deux hommes ; aura péri inutilement, car cette perte effroyable d'hommes n'empêchera pas le progrès de suivre son cours, n'empêchera pas la vérité de luire et d'éclairer le monde.

Il y a dans ce qui précède plus d'un aveu que nous retiendrons. Les vénérables des dix loges confirment

croit entre ces deux visionnaires obsédés par des idées malsaines, et qui pas plus l'un que l'autre ne laisseraient pierre sur pierre de notre édifice social. — DAVID.

Plaisanterie à part, nous avouons que « l'intention y était. » Nous avons voulu faire remarquer non pas l'entente formelle, mais la connivence naturelle qui existe entre l'esprit prussien et l'esprit protestant et franc-maçon. Si M. David le permet, maintenant qu'il a bien ri, ce n'est pas aussi drôle qu'il le veut dire, et lui-même en est convaincu. Nous en avons pour preuve le soin qu'il prend de taire ou d'altérer les faits et les documents qui ont inspiré nos observations.

La sympathie d'une partie du protestantisme alsacien pour la Prusse est très-carrément signalée et affirmée dans la lettre du général Ducrot au général Trochu. Les relations de l'*Ordre* maçonnique avec le roi de Prusse, l'un de ses grands maîtres officiels, sont également avérées. La plainte des bons *trinosophes* de Bercy et de quelques autres loges innocentes révèle cette influence de l'esprit de secte sur le sentiment patriotique. Les documents récents confirment à cet égard les documents anciens. Ces documents, dont le *Journal des Débats* ne souffle mot, nous les avons cités souvent. Nous en ferons bien volontiers un petit résumé, si le *Journal des Débats* veut prendre l'engagement de le reproduire.

Il y a, en Alsace comme ailleurs, des protestants qui se soucient fort peu du protestantisme et du christianisme. Ils vont au temple, ils se découvrent, et, la figure cachée dans leur chapeau, ils comptent

usqu'à cent, ce qui remplit la durée d'une prière raisonnable. C'est toute leur religion, et ils n'appartiennent pas plus à Luther que le *Journal des Débats* n'appartient à Jésus-Christ. Ceux-là sans doute n'ont rien qui les attache aux splendeurs de la Prusse, et d'autres, encore, peuvent mettre l'intérêt de la patrie française au-dessus de leur culte étranger. Mais enfin l'esprit protestant en Alsace est plus protestant que français. Tel est l'avis, très-généralement partagé, du général Ducrot.

Il ne faut pas alléguer la belle résistance de Strasbourg. La population de Strasbourg est aux deux tiers catholique. Personne n'ignore que dans toute l'Alsace le patriotisme durable, persistant et invincible, sera catholique.

Ce que nous venons de dire des protestants, on peut le dire des francs-maçons. L'*Ordre* compte certainement bon nombre de patriotes aussi fermes que la loge des Trinosophes de Bercy et celle de la Parfaite Convenance ou du Parfait Amour de Clamart; mais ce sont des inconséquents. Dans cet « Ordre », on ne se pique pas absolument de logique, il a cela de bon. Mais il n'est pas moins certain que la franc-maçonnerie et la Révolution sa fille n'ont pas été mises au monde pour la conservation des religions et des patries. Le *Journal des Débats* sait bien que la Maçonnerie et la Révolution prétendent être elles-mêmes une religion et une patrie, ou plutôt *la* religion et *la* patrie. Toute l'histoire en témoigne depuis cent ans. Autrement, à quoi bon toute cette immense farce maçonnique, où s'engagent tant de person-

nages importants, et à leur tête les lâches rois de l'Europe, traîtres au peuple du Christ et si justement réprouvés?

Le *Journal des Débats* veut trop déguiser sa profondeur, lorsqu'il vise à nous faire croire qu'il n'y a de francs-maçons que pour l'amour des petites ribotes, et que l'on verrait fermer toutes les loges si l'on voulait interdire la communion sous les espèces de la gibelotte et du vin bouché. On est franc-maçon pour autre chose, pour établir un ordre nouveau et « ne pas laisser pierre sur pierre de notre édifice social. » Nous en appelons à lui-même. Quoi! il serait avec tant de persistance l'apôtre de la Révolution, et l'ennemi de la PIERRE principale, pour laisser toutes les autres pierres à leur place les unes sur les autres? Avec sa permission, nous ne le croyons pas si simple. Il est révolutionnaire pour révolutionner, tout comme M. Blanqui, et beaucoup plus que M. Veuillot. Et après tout, quand même M. Veuillot voudrait révolutionner, c'est son droit autant que celui de M. David, et nous ne voyons pas ce que le *Journal des Débats* peut reprocher à M. Veuillot ou à M. Blanqui, sinon de ne point penser comme M. David et de refuser de s'arrêter où M. David juge bon de se tenir.

L'illustre journal de M. Bertin et les illustres anciens charivaristes qui le desservent, semblent n'avoir pas encore remarqué qu'ils sont, — ainsi que M. Blanqui d'ailleurs, — des cléricaux dans leur genre, et des plus fanatiques, et qu'ils font à leur manière une guerre de religion très-déterminée. A notre avis, la manière est souverainement cafarde,

des écoles ; et j'ordonne enfin, moi, Mottu, que ces enfants ne seront plus chrétiens !

Voilà ce qui s'est fait en l'an 1870 dans Paris assiégé par les Prussiens ; et il y avait un gouvernement de la défense nationale qui n'a pas immédiatement jeté hors du quartier le citoyen Mottu !

L'Église chante aujourd'hui cette humble prière : « Tout ce que vous nous avez fait, Seigneur, vous « l'avez fait avec équité, car nous avons péché contre « vous, et nous n'avons pas obéi à vos commande- « ments ; mais glorifiez votre nom, et agissez envers « nous selon la grandeur de votre miséricorde. » Oh! oui, Dieu patient, *secundum multitudinem misericordiæ tuæ !* La simple miséricorde ne suffirait pas.

Nous voudrions éviter de prononcer un mot désagréable pour M. Guéroult, car son argumentation est d'ailleurs présentée de bonne grâce et avec aménité. Mais il faut bien lui faire entendre qu'il humilie lui-même un peu sa raison en comparant le Pape et M. Mottu, et en trouvant que M. Mottu n'a fait que retourner les principes intolérants du Pape. D'abord, il devrait réfléchir que les principes *retournés* ne sont plus les principes, par la raison que ce qui est à l'envers n'est plus ce qui était à l'endroit. Joseph de Maistre dit fort bien que toute erreur découle d'une vérité dont on abuse ; mais la vérité ne devient pas une erreur parce que l'on en fait découler une erreur, et l'erreur n'est pas la vérité parce qu'on la fait découler de la vérité.

Avec ces torsions de la vérité, les socialistes justifient leur droit de propriété sur la maison Godillot,

encore plus aisément que M. Guéroult n'excuse ou n'explique les insolentes extravagances du citoyen Mottu. Quoi ! l'entreprise Mottu n'est que la contre-partie *identique* de l'affaire Mortara, et « c'est certainement *pour sauver les enfants*, pour les arracher, malgré leurs parents, au culte de ce qu'il appelle la superstition et l'idolâtrie catholique, que M. Mottu proscrit le catéchisme et le crucifix ! » Alors il n'y a ni vérité, ni erreur, ni droit, ni rien de certain au monde ; il n'y a qu'un sujet de discussion perpétuelle entre les idées, et de perpétuelle bataille entre les appétits. Il ne faut ni religion ni propriété, ni pape ni Godillot. Que M. Mottu attrape un sabre, et il est le maître, en attendant qu'un autre Mottu attrape un sabre mieux trempé.

Heureusement pour nous, pour M. Guéroult aussi, pour le pauvre Mottu lui-même, lequel finirait par être maltraité, n'étant *pas fort;* heureusement pour le monde qu'il y a un pape, un affirmateur du vrai, qui empêche le vrai de périr, et qui, par le vrai qu'il affirme, sauve le droit et reconstitue l'ordre.

M. Guéroult ne se refuse pas la belle volupté de nous plaindre, à cause du mauvais état présent de nos affaires. Il nous montre quelque chose de la compassion du chêne pour le roseau : « Nous ne voulons pas chagriner l'*Univers*, qui a en ce moment, tant en France qu'à Rome, bien assez de causes de chagrin. » Il n'est que trop vrai ! Cependant toute espérance ne nous semble point perdue, et nous croyons encore que le pauvre christianisme, Pape compris, se tirera d'affaire. Nous ne dirons pas à

Il avait encore cette parole sur les lèvres, lorsque sont survenus les accidents qui l'ont empêché de faire M. Augier sénateur, et qui empêchent M. Ollivier de prononcer son discours de réception à l'Académie.

Au lieu des fêtes de la pensée que le progrès du siècle nous promettait, il s'agit d'une guerre d'extermination! Nous ne jouissons pas même tranquillement de l'apothéose de Voltaire, qui a tant fait pour la civilisation du genre humain, en préparant l'étouffement du catholicisme « dans la boue. »

Quant aux moyens de délivrer la France des héritiers du grand Frédéric, opération premièrement nécessaire pour exterminer ensuite l'Allemagne, c'est une affaire de rien. M. Quinet les connaît et même les possède. Il en a fait le sujet d'un article où l'on voit qu'il n'y a qu'à décréter la chose. Sans discussion, c'est assez de recommander le plan de M. Quinet au gouvernement de la défense nationale; il n'en méconnaîtra pas la justesse et la *praticabilité*.

Mais laissant aux militaires et aux administrateurs ces procédés matériels, peu dignes des soins de la philosophie, nous oserons ramener l'esprit de M. Quinet au rôle des idées, dont il n'est pas homme à nier l'importance. Nous voudrions savoir de lui, en ce moment, s'il est toujours persuadé de la nécessité d'étouffer le catholicisme dans la boue, selon le plan des *Aragouins*, lequel était aussi le plan de ce pauvre Napoléon III, trop méconnu. Car en quoi M. Duruy n'était-il pas déjà M. Jules Simon, et en quoi M. Jules Simon n'est-il pas encore M. Duruy?



donné, et l'on ne s'étonne même pas de n'en point mourir. D'autres merveilles éclatent. On ne va plus dans les bois sacrés; on ne sort que pour raisons graves, et le moins possible; et de plus en plus la sobriété règle les repas. Les Parisiens connaissent la vanité des biens de ce monde, la vanité de la gloire et des fortunes humaines. Ils donnent des vêtements aux pauvres, ils paient gracieusement des dîmes effroyables, et non-seulement le courant, mais le long arriéré. Ils sont pleins de mépris pour Sardanapale et pour Nabuchodonosor; ils conviennent en général, de la façon la plus décente, qu'on est encore trop heureux d'avoir des salaisons quand la viande fraîche vient à manquer.

En fait d'équivalents, ce peuple délicat accepte tout, sauf pourtant les conférences de M. le pasteur Pressensé. Sous cette forme, la viande de cheval ne passe pas. Il est d'ailleurs certain que les prophètes n'avaient point annoncé le genre de châtiment, dur et sans nul profit. Bref, l'on doit avouer que, si les Parisiens viennent à confesser leurs anciennes fautes, on ne saura plus quelles vertus leur désirer.

Mais il faut que cet état, ou plutôt ce bénéfice se prolonge quand ses causes accidentelles auront disparu. Lorsque nous ne serons plus dans le lavoir, il faut tâcher de garder la propreté qui, de l'aveu de tout le monde, est si nécessaire à la République. Sans vertu, point de république.

Or, on ne peut se dissimuler que nos vertus actuelles ressemblent à celles que nous proposent les conseils évangéliques, y tiennent même de près, et



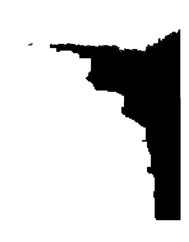
très-ardents des 1,500 canons patriotiques, dont la fourniture bénévole nous est recommandée avec tant de zèle par toutes les municipalités aragotines. Il confesse naïvement que ces canons leur sont nécessaires non-seulement pour chasser les Prussiens, mais encore pour anéantir les complices desdits Prussiens à l'intérieur, lesquels sont les monarchistes. Or, comme on est suffisamment prussien et monarchiste à leurs yeux dès qu'ils vous déclarent tel, le dessein est visible. Tout simplement, l'aragotie demande aux bonnes gens qui ne veulent pas la servir de lui procurer de l'artillerie pour les mettre eux-mêmes à la raison. Et alors il faudra passer doux devant M. Passedouet.

Il est tout à fait ingénieux, M. Passedouet! Heureux ses administrés, s'il leur procure les 60 grammes de viande que nous attendons si longtemps chez M. Ribeaucourt (1), lequel ne songe, dans un bon sentiment, qu'à nous pousser aux 1,500 canons.

Il y a aussi M. Rocher, délégué de quelque chose, qui se plaint par affiche qu'un « personnage pieux » (?) hésite à donner un commandement à Garibaldi. Il paraît qu'on laisse Garibaldi fainéanter et faisander à Tours, et le citoyen Rocher en éprouve un mortel chagrin. Il invite les Parisiens à lui fournir une légion garibaldienne, et il leur indique l'endroit où ils pourront s'inscrire.

Qu'il y eût un certain nombre d'inscrits, cela ne

(1) C'était le maire de notre arrondissement.



arrondissement. » Le style en est pompeux.... et négligé.

L'hiver arrive doublé de la famine. Les bureaux de bienfaisance, déjà insuffisants d'habitude, sont débordés par le flot de misères que le siége a créées, que le froid va rendre plus affreuses encore et qui, du reste, sont au-dessus de son ressort, puisqu'elles ont une cause patriotique. (?) Sachons donc, dans ce moment hérissé de difficultés héroïques, grandir nos efforts et les élever à la hauteur des besoins à secourir. La patrie ne saurait laisser périr un citoyen de faim ou de froid ; elle lui donnera la nourriture qu'il n'aurait pas.

Pour atteindre ce noble but, une commission s'est formée dans tous les arrondissements. Celle du septième est déjà à l'œuvre. Trois cantines nationales sont déjà ouvertes dans l'arrondissement, pouvant fournir plus de 6,000 rations gratuites par jour. Incessamment d'autres seront ouvertes.

Mais, pour réussir, la commission a besoin de compter sur tous les dévouements, car elle a à soulager toutes les misères. Elle fait appel à tous les cœurs que l'habitude de la charité a rendus sensibles aux souffrances humaines, à tous les citoyens que leur état de fortune rend capables de contribuer au soulagement fraternel de leurs concitoyens. Dans les circonstances où nous sommes, le riche doit donner son superflu pour qui n'a pas le nécessaire ; l'égoïsme doit céder la place à la fraternité : la misère crée le droit à l'assistance nationale.

Le président : PARISEL (1).

L'affiche de M. le président Parisel est revêtue de cette apostille laconique et impérieuse de M. le maire :

Citoyens,

L'assistance nationale sollicite votre concours ; que votre gé-

(1) Ce Parisel, médecin, a été fusillé comme communeux et pétroleux.

tique et plus durable que toutes les cartes d'électeur qui pourront lui être délivrées à l'Hôtel de Ville. Il fait même valoir un titre de supérieur. Il demande de la part de Dieu, et il est assez puissant pour se substituer Dieu comme débiteur. *Le bon Dieu vous le rendra!* Et nous savons qu'en effet Dieu reçoit en lui, rendra pour lui, rendra en Dieu. *Qui miseretur pauperis, beatus erit.* Plusieurs papes firent mettre cette sentence sur leur monnaie. Semblablement, quand le pauvre est refusé, Dieu le vengera en Dieu. Néanmoins, il convient que le pauvre soit humble et poli, et Dieu dit qu'il a horreur du pauvre rempli de superbe : *Odivit anima mea pauperem superbum.* L'homme n'est point étranger à ce sentiment-là.

Mais si ce n'est pas la charité que l'on me demande au nom de Dieu, si le pauvre superbe ou messieurs ses avocats volontaires viennent superbement semoncer mon « égoïsme de céder la place à la fraternité, » et me sommer de *donner mon superflu*, et enfin me réclamer l'assistance *nationale et patriotique* comme un *droit que crée la misère*, la question change de face. Je me permets alors de prier MM. les avocats d'agir pour leur propre compte comme ils l'entendront, d'immoler leur égoïsme, de donner leur superflu, et de me faire grâce de leurs proclamations.

Qui leur permet de m'accuser d'égoïsme? Que savent-ils si j'ai un superflu, et qui les autorise à me faire sommation de le donner? Mon curé a le droit de me parler et de m'inviter de la sorte; voilà le véritable avocat des pauvres, chargé de cet office par



LIII

1er novembre.

L'AFFAIRE DU 31 OCTOBRE.

Le parti de la Commune, où brillent MM. Flourens, Blanqui et Pyat, avec M. Arago, maire, dans la pénombre, nous a donné une triste et honteuse journée, suivie d'une triste et honteuse nuit. Le gouvernement de la défense nationale a été prisonnier dans l'Hôtel de Ville, prisonnier d'un autre gouvernement, maintenant, en partie, prisonnier à son tour. C'était la garde nationale qui défaisait le gouvernement ancien (ancien de quarante jours), le retenait captif et faisait le gouvernement nouveau ; c'est la garde nationale qui a délivré le gouvernement ancien et renversé le gouvernement nouveau ; tout cela, d'ailleurs, sans tirer un coup de fusil. On dit que, d'un côté, M. Robinet, maire, de l'autre, M. Picard, ministre, ont joué chacun un grand rôle. M. Garnier-Pagès s'est évanoui, M. le général Trochu a été insulté, M. Blanqui aurait été crossé sur la figure et tiré par sa barbe blanche ; M. Jules Favre passe pour avoir eu la bouche fermée d'un coup de poing. Une bouche si éloquente ! Personne de mort. Corporellement, chacun semble être rentré dans son domicile et même dans son ministère. Politiquement, s'il y a quelqu'un debout, on l'ignore, s'il y a quelqu'un par

terre, on n'en sait rien. Journée des dupes, terminée sans que l'on puisse dire au juste qui est dupe. Hélas! et les Prussiens sont là, qui regardent et attendent!

Ce matin, à huit heures, nous lisions des affiches apposées pendant la nuit, signées de MM. Dorian, Schœlcher et Arago, maire, suivi de ses adjoints, formant une sorte de *Commune* provisoire, qui convoquaient les électeurs aux mairies pour élire *aujourd'hui même* la Commune définitive. A neuf heures, des patrouilles arrachent ces affiches, et le *Journal officiel*, sans décommander l'élection, avertit les citoyens de ne pas se rendre aux convocations hâtives. En même temps, les tambours battent le rappel; en même temps, nul ne sait si M. Dorian est toujours ministre, si M. Schœlcher est toujours colonel de l'artillerie de la garde nationale, si M. Arago est toujours maire et ses adjoints toujours adjoints. Peut-être que rien n'est changé dans leur situation. Hier soir, ils collaient leur affiche poilue: « Je suis souris, vivent les rats! » Ce matin, la patrouille arrache leur affiche; qu'à cela ne tienne: « Je suis oiseau, voyez mes ailes! »

Il paraît, cependant, que le farouche docteur Robinet, maire du sixième arrondissement, n'a point voulu se raser. Son affiche, signée d'un « comité républicain » anonyme, approuvé de lui, mettait le gouvernement « hors la loi » et lui accordait trois jours pour se retirer. Le gouvernement reste, M. Robinet donne sa démission, il s'écoule. Ce même Robinet, au commencement du mois, n'étant que simple adjoint,



avait par une autre affiche mis l'Allemagne « au ban de l'humanité, » et donnait à chacun de nous licence de la détruire. L'un des motifs de sa haine contre l'Allemagne, c'est qu'elle le dérange, lui Robinet, dans la salutaire opération de « remplacer la théologie par la science ! » L'espèce rouge dépasse de beaucoup les limites anciennes de l'absurde. Mais, hélas ! les Prussiens sont là, regardant couler ces robinets.

Il faut pourtant que nous sortions de ce martyre et que le combat et la mort reprennent leur dignité. Pour l'amour de Dieu et de la France, par respect du passé, par respect de la postérité, et afin que nos enfants qui auront tant à pleurer n'aient pas trop à rougir, nous adjurons M. le général Trochu et ce qu'il peut y avoir de gens de cœur dans le gouvernement d'aviser à nous procurer au moins une fin décente. Succomber honnêtement, voilà le dernier vœu de la population saine de Paris ; elle y voit le dernier moyen de ne pas mourir à jamais.

Que le gouvernement donc prenne l'autorité ! qu'il écarte ces misérables séditieux, impies envers la patrie mourante ! qu'il réduise à l'impuissance les gredins escortés d'imbéciles et les imbéciles armés de gredins ; qu'il gouverne enfin la défense nationale et prenne les responsabilités qu'il a osé assumer le 4 septembre.

« Nos frères » nous invitent à faire des sorties. Ils nous crient une parole célèbre : *Egrediamur foras!* qu'ils en aient le contentement. Mais l'on ne veut pas qu'ils *ordonnent* les sorties, parce que l'on veut qu'ils en soient. On se souvient qu'Abel eut tort de

vons dire, comme Israël puni : Seigneur, vous nous avez soumis au joug des hommes néfastes, *Imposuisti homines super capita nostra*, et comme le paralytique de la piscine : Nous ne guérirons pas, parce que nous n'avons pas d'homme pour nous jeter dans la source de salut, *Hominem non habeo*.

Cependant la piscine est ouverte, et l'ange de Dieu agite les eaux. Ne viendra-t-il point d'homme? Un homme pourrait encore nous sauver; il suffirait peut-être de le demander à Dieu et de faire un effort. Tout est compromis, mais rien n'est perdu.

La force de Paris demeure ce qu'elle était hier. Le rempart n'est point entamé, les vivres et les provisions de guerre ne sont point épuisées. Un acte de foi en Dieu et aux destinées chrétiennes de la patrie, un généreux abandon de tous les dissentiments politiques, ou tout au moins un armistice sincère entre toutes les opinions qui se peuvent débattre plus tard, la concentration de toutes les forces dans une main uniquement chargée de résister et d'écarter tout ce qui n'est pas la résistance à l'ennemi extérieur, cela suffirait pour faire face à des périls encore plus grands, donner à la France le temps de se relever. En tout cas, nous succomberions avec honneur, notre dernière bouchée de pain mangée et notre dernière cartouche brûlée.

Paris ne peut traiter, ne peut capituler tant qu'il lui reste un moyen quelconque de tenir. On a tant crié contre la hâte de Nancy et tant exécré la trahison de Sedan! Paris ne peut s'ouvrir comme Nancy à un ennemi qui cherche encore la porte, ni imiter Napo-

léon à Sedan, livrant ce qui reste de la France. Ou que l'ennemi se retire emportant des trophées parmi lesquels ne sera pas tout notre honneur, ou qu'il entre à la pointe de l'épée, comme dans cette pauvre petite ville héroïque de Châteaudun, nous apportant lui-même l'honneur avec la mort!

Il ne faut pas que Paris s'y trompe. Si parmi ceux qui lui parleraient de capituler, quelques-uns le tentent en le flattant de sauver sa fortune et de revoir sa splendeur, la capitulation n'aura point ce résultat. Au contraire, elle détruira la fortune et éteindra la splendeur plus vite et plus irrémédiablement que ne ferait l'entrée violente de l'ennemi. La France reprochera à Paris bien des choses! Elle lui reprochera d'avoir été plus prompt à lui donner des révolutions que constant à lui procurer le temps de se défendre. Elle ne viendra pas rebâtir ces murailles qui se seront ouvertes d'elles-mêmes trop tôt; elle ne laissera pas son cœur, sa fortune et sa vie dans un lieu de plaisir où le seul bruit du canon et la seule privation des flûtes suffisent pour faire brèche et laisser passer l'ennemi.

Par le fait, depuis 89, il y a toujours eu un roi de France, et il n'y en a eu qu'un seul : c'est Paris. La France lui a été dévouée et obéissante, ne lui a refusé ni tributs, ni sang, ni sacrifices, ni caprices. Mais le moment est venu pour Paris de payer de sa personne. S'il veut conserver son empire, qu'il se gouverne en sage, qu'il obéisse en soldat, qu'il combatte et qu'il vainque ou succombe en roi!

vons dire, comme Israël puni : Seigneur, vous nous avez soumis au joug des hommes néfastes, *Imposuisti homines super capita nostra*, et comme le paralytique de la piscine : Nous ne guérirons pas, parce que nous n'avons pas d'homme pour nous jeter dans la source de salut, *Hominem non habeo*.

Cependant la piscine est ouverte, et l'ange de Dieu agite les eaux. Ne viendra-t-il point d'homme? Un homme pourrait encore nous sauver; il suffirait peut-être de le demander à Dieu et de faire un effort. Tout est compromis, mais rien n'est perdu.

La force de Paris demeure ce qu'elle était hier. Le rempart n'est point entamé, les vivres et les provisions de guerre ne sont point épuisées. Un acte de foi en Dieu et aux destinées chrétiennes de la patrie, un généreux abandon de tous les dissentiments politiques, ou tout au moins un armistice sincère entre toutes les opinions qui se peuvent débattre plus tard, la concentration de toutes les forces dans une main uniquement chargée de résister et d'écarter tout ce qui n'est pas la résistance à l'ennemi extérieur, cela suffirait pour faire face à des périls encore plus grands, donner à la France le temps de se relever. En tout cas, nous succomberions avec honneur, notre dernière bouchée de pain mangée et notre dernière cartouche brûlée.

Paris ne peut traiter, ne peut capituler tant qu'il lui reste un moyen quelconque de tenir. On a tant crié contre la hâte de Nancy et tant exécré la trahison de Sedan! Paris ne peut s'ouvrir comme Nancy à un ennemi qui cherche encore la porte, ni imiter Napo-

léon à Sedan, livrant ce qui reste de la France. Ou que l'ennemi se retire emportant des trophées parmi lesquels ne sera pas tout notre honneur, ou qu'il entre à la pointe de l'épée, comme dans cette pauvre petite ville héroïque de Châteaudun, nous apportant lui-même l'honneur avec la mort!

Il ne faut pas que Paris s'y trompe. Si parmi ceux qui lui parleraient de capituler, quelques-uns le tentent en le flattant de sauver sa fortune et de revoir sa splendeur, la capitulation n'aura point ce résultat. Au contraire, elle détruira la fortune et éteindra la splendeur plus vite et plus irrémédiablement que ne ferait l'entrée violente de l'ennemi. La France reprochera à Paris bien des choses! Elle lui reprochera d'avoir été plus prompt à lui donner des révolutions que constant à lui procurer le temps de se défendre. Elle ne viendra pas rebâtir ces murailles qui se seront ouvertes d'elles-mêmes trop tôt; elle ne laissera pas son cœur, sa fortune et sa vie dans un lieu de plaisir où le seul bruit du canon et la seule privation des flûtes suffisent pour faire brèche et laisser passer l'ennemi.

Par le fait, depuis 89, il y a toujours eu un roi de France, et il n'y en a eu qu'un seul : c'est Paris. La France lui a été dévouée et obéissante, ne lui a refusé ni tributs, ni sang, ni sacrifices, ni caprices. Mais le moment est venu pour Paris de payer de sa personne. S'il veut conserver son empire, qu'il se gouverne en sage, qu'il obéisse en soldat, qu'il combatte et qu'il vainque ou succombe en roi!

vons dire, comme Israël puni : Seigneur, vous nous avez soumis au joug des hommes néfastes, *Imposuisti homines super capita nostra*, et comme le paralytique de la piscine : Nous ne guérirons pas, parce que nous n'avons pas d'homme pour nous jeter dans la source de salut, *Hominem non habeo*.

Cependant la piscine est ouverte, et l'ange de Dieu agite les eaux. Ne viendra-t-il point d'homme? Un homme pourrait encore nous sauver; il suffirait peut-être de le demander à Dieu et de faire un effort. Tout est compromis, mais rien n'est perdu.

La force de Paris demeure ce qu'elle était hier. Le rempart n'est point entamé, les vivres et les provisions de guerre ne sont point épuisées. Un acte de foi en Dieu et aux destinées chrétiennes de la patrie, un généreux abandon de tous les dissentiments politiques, ou tout au moins un armistice sincère entre toutes les opinions qui se peuvent débattre plus tard, la concentration de toutes les forces dans une main uniquement chargée de résister et d'écarter tout ce qui n'est pas la résistance à l'ennemi extérieur, cela suffirait pour faire face à des périls encore plus grands, donner à la France le temps de se relever. En tout cas, nous succomberions avec honneur, notre dernière bouchée de pain mangée et notre dernière cartouche brûlée.

Paris ne peut traiter, ne peut capituler tant qu'il lui reste un moyen quelconque de tenir. On a tant crié contre la hâte de Nancy et tant exécré la trahison de Sedan! Paris ne peut s'ouvrir comme Nancy à un ennemi qui cherche encore la porte, ni imiter Napo-

léon à Sedan, livrant ce qui reste de la France. Ou que l'ennemi se retire emportant des trophées parmi lesquels ne sera pas tout notre honneur, ou qu'il entre à la pointe de l'épée, comme dans cette pauvre petite ville héroïque de Châteaudun, nous apportant lui-même l'honneur avec la mort !

Il ne faut pas que Paris s'y trompe. Si parmi ceux qui lui parleraient de capituler, quelques-uns le tentent en le flattant de sauver sa fortune et de revoir sa splendeur, la capitulation n'aura point ce résultat. Au contraire, elle détruira la fortune et éteindra la splendeur plus vite et plus irrémédiablement que ne ferait l'entrée violente de l'ennemi. La France reprochera à Paris bien des choses ! Elle lui reprochera d'avoir été plus prompt à lui donner des révolutions que constant à lui procurer le temps de se défendre. Elle ne viendra pas rebâtir ces murailles qui se seront ouvertes d'elles-mêmes trop tôt ; elle ne laissera pas son cœur, sa fortune et sa vie dans un lieu de plaisir où le seul bruit du canon et la seule privation des flûtes suffisent pour faire brèche et laisser passer l'ennemi.

Par le fait, depuis 89, il y a toujours eu un roi de France, et il n'y en a eu qu'un seul : c'est Paris. La France lui a été dévouée et obéissante, ne lui a refusé ni tributs, ni sang, ni sacrifices, ni caprices. Mais le moment est venu pour Paris de payer de sa personne. S'il veut conserver son empire, qu'il se gouverne en sage, qu'il obéisse en soldat, qu'il combatte et qu'il vainque ou succombe en roi !

vons dire, comme Israël puni : Seigneur, vous nous avez soumis au joug des hommes néfastes, *Imposuisti homines super capita nostra*, et comme le paralytique de la piscine : Nous ne guérirons pas, parce que nous n'avons pas d'homme pour nous jeter dans la source de salut, *Hominem non habeo*.

Cependant la piscine est ouverte, et l'ange de Dieu agite les eaux. Ne viendra-t-il point d'homme? Un homme pourrait encore nous sauver; il suffirait peut-être de le demander à Dieu et de faire un effort. Tout est compromis, mais rien n'est perdu.

La force de Paris demeure ce qu'elle était hier. Le rempart n'est point entamé, les vivres et les provisions de guerre ne sont point épuisées. Un acte de foi en Dieu et aux destinées chrétiennes de la patrie, un généreux abandon de tous les dissentiments politiques, ou tout au moins un armistice sincère entre toutes les opinions qui se peuvent débattre plus tard, la concentration de toutes les forces dans une main uniquement chargée de résister et d'écarter tout ce qui n'est pas la résistance à l'ennemi extérieur, cela suffirait pour faire face à des périls encore plus grands, donner à la France le temps de se relever. En tout cas, nous succomberions avec honneur, notre dernière bouchée de pain mangée et notre dernière cartouche brûlée.

Paris ne peut traiter, ne peut capituler tant qu'il lui reste un moyen quelconque de tenir. On a tant crié contre la hâte de Nancy et tant exécré la trahison de Sedan! Paris ne peut s'ouvrir comme Nancy à un ennemi qui cherche encore la porte, ni imiter Napo-

léon à Sedan, livrant ce qui reste de la France. Ou que l'ennemi se retire emportant des trophées parmi lesquels ne sera pas tout notre honneur, ou qu'il entre à la pointe de l'épée, comme dans cette pauvre petite ville héroïque de Châteaudun, nous apportant lui-même l'honneur avec la mort!

Il ne faut pas que Paris s'y trompe. Si parmi ceux qui lui parleraient de capituler, quelques-uns le tentent en le flattant de sauver sa fortune et de revoir sa splendeur, la capitulation n'aura point ce résultat. Au contraire, elle détruira la fortune et éteindra la splendeur plus vite et plus irrémédiablement que ne ferait l'entrée violente de l'ennemi. La France reprochera à Paris bien des choses! Elle lui reprochera d'avoir été plus prompt à lui donner des révolutions que constant à lui procurer le temps de se défendre. Elle ne viendra pas rebâtir ces murailles qui se seront ouvertes d'elles-mêmes trop tôt; elle ne laissera pas son cœur, sa fortune et sa vie dans un lieu de plaisir où le seul bruit du canon et la seule privation des flûtes suffisent pour faire brèche et laisser passer l'ennemi.

Par le fait, depuis 89, il y a toujours eu un roi de France, et il n'y en a eu qu'un seul : c'est Paris. La France lui a été dévouée et obéissante, ne lui a refusé ni tributs, ni sang, ni sacrifices, ni caprices. Mais le moment est venu pour Paris de payer de sa personne. S'il veut conserver son empire, qu'il se gouverne en sage, qu'il obéisse en soldat, qu'il combatte et qu'il vainque ou succombe en roi!

LV

A MONSIEUR LE GÉNÉRAL TROCHU, GOUVERNEUR DE PARIS, PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Général,

Demain, j'irai voter pour vous conserver à la tête du gouvernement et conserver le gouvernement avec vous. Je dirai OUI.

Mais je l'avoue, général, et ma conscience, puisqu'on l'interroge, a besoin de s'en décharger à haute voix : en votant le maintien du gouvernement, en faisant mon possible pour que la majorité soit éclatante, je n'agirai pas par amour pour vos collègues, ni même, quoique je vous honore, avec une entière confiance en vous. Passez-moi l'expression et pardonnez-moi la pensée : Vous n'êtes point mon homme.

On vous reproche d'être « clérical. » C'est bien injuste envers vous. Si je pouvais me prendre pour quelque chose, j'ajouterais que ceux qui vous accusent d'être clérical comme moi sont également injustes envers moi.

Encore que vous soyez le plus honnête homme du monde, et bon et ferme chrétien pour vous-même, prêt, je n'en doute pas, à mourir plutôt que d'abju-

rer la foi du Christ, vous n'avez point, selon moi, la qualité et la quotité de foi sociale que nous devons tous à l'Évangile. Vous en avez ce que tolère le monde, vous n'en avez pas ce qu'il faut à la société. Si je me trompe, tant mieux pour vous et pour nous. Mais je dis comme je pense, et je pense comme je vois.

Je ne vois rien du tout dans vos actes publics qui me déclare que l'Évangile soit pour vous la loi du salut politique autant que celle du salut particulier. Vous croyez qu'il est permis et même urgent de n'être chrétien que dans la vie privée. C'est l'essence du poison révolutionnaire; c'est par là que la révolution trompe les intelligences et dissout les consciences à qui ses autres maximes et pratiques font horreur. C'est ce poison surtout qui tue la société. Il paralyse les cœurs et les bras qui pourraient la sauver. Il ôte aux hommes de bien le sens vigoureux du juste et de l'injuste, il affaiblit en eux la majesté généreuse de la foi, il leur interdit la grandeur, il les ravale aux incertitudes, aux compromis, à toutes les fausses habiletés de la pauvre raison humaine, si mesquine et si profondément déraisonnable lorsqu'elle éteint le flambeau que Dieu lui a donné.

Vous avez bu ce poison. Vous vous êtes allié à des hommes qui ne pouvaient voir le flambeau et de qui vous ne pouviez accepter le bandeau. Ils ont avec une lâche emphase abandonné le Pape. Vous avez sans doute craint alors de voir crouler la France, et cependant vous êtes resté avec eux, sans leur imposer au moins le silence que justifiait peut-

être notre propre malheur. Ils ont voulu persécuter l'Église, ou ils l'ont souffert ; vous l'avez souffert aussi. Ils ont laissé les hommes que vous savez insulter le crucifix dans les écoles ; ils ont laissé ces mêmes hommes arracher des déclarations d'apostasie à de misérables instituteurs et à de malheureuses institutrices, auxquels ils voulaient réserver l'éducation des enfants du peuple : vous avez sans doute entendu dans votre conscience que Dieu vous redemanderait ces âmes, et il vous les redemandera ; mais la politique est intervenue encore, et vous avez encore cédé.

Ils ont renouvelé cette stupide et insolente farce, dernier legs de l'empire avant Sedan ; accentuant le blasphème, ils ont traîné leur Voltaire dans un lieu plus digne de lui. Vous êtes resté, et vous figurez bon gré mal gré dans l'apothéose, entre le seigneur Chevreau et les citoyens Arago et Fonvielle. Vous êtes là, général ; l'histoire vous verra là ! Et vous êtes aussi dans le brevet de Garibaldi, devenant général français quand Pie IX est prisonnier du roi de Piémont. Et vous êtes encore sur leurs autres papiers. Vous êtes, non, je l'espère, devant Dieu, mais devant la postérité, du nombre de ces hommes qui, sur le calvaire du Vicaire de Jésus, ayant la garde de la France agonisante, permettent que la France soit clouée à la croix du mauvais larron.

Tout cela n'est pas « clérical. »

Jusqu'à présent, je ne me suis pas senti protégé par vous, comme je devais l'être, dans mes droits et dans mon honneur de chrétien et de citoyen. J'ai

senti sur ma tête et sur mon cœur les pieds sales de la canaille, et j'ai désespéré de l'honneur des derniers jours de la patrie.

Avant-hier, quand vous disiez à cette honteuse foule que vous aviez rendu Paris imprenable, je n'ai pas trouvé que vous disiez vrai, parce que vous n'aviez pas rempli le devoir de vous rendre imprenable vous-même.

Néanmoins, général, je voterai pour vous, parce que vos paroles d'aujourd'hui sont meilleures et montrent enfin une résolution trop longtemps et trop vainement attendue. Dans ces paroles, je ne vois pas le chrétien, ni surtout le « clérical » qui ne voudrait ni ne saurait à aucun prix abandonner la cause de l'Église ; mais j'y sens au moins le général et l'homme de cœur qui ne veut pas abandonner la patrie.

Gardez donc le pouvoir, ou plutôt recevez-le, et désormais commandez hardiment. Soyez l'homme de la France, sauvez son honneur. Tenez bon jusqu'à la dernière bouchée de pain, jusqu'à la dernière cartouche, jusqu'à la dernière goutte de sang. On ne vous demande plus la victoire, Dieu la donnera, s'il lui plaît ; on vous demande l'honneur. L'honneur du dévouement et du sacrifice est toujours dans la main qui veut le sauver, et si l'ennemi nous creuse une fosse, l'honneur saura bien en faire un berceau.

LVI

3 novembre.

BLANQUI.

Une forte manie du citoyen Blanqui et de son clan de phraseurs généralement féroces, mais plus généralement ridicules, est de croire qu'ils prouvent quelque chose lorsqu'ils traitent de jésuite quiconque les contredit ou les bride un peu. S'ils consentaient à être moins niais, on serait peut-être moins éloigné de s'entendre.

M. Blanqui, en personne, déclare « jésuites » les trois bataillons du faubourg Saint-Germain qui l'ont dérangé l'autre jour, quand ses affaires étaient si bien emmanchées : « C'est l'armée catholique qui a gagné par une trappe la bataille de l'Hôtel de Ville. Que l'*Univers* illumine. » *Blanqui.*

Eh bien ! jésuites, catholiques, entrés par une trappe. Et après ? N'a-t-on pas le droit d'être catholique autant pour le moins que d'être blanquiste ? Et où est le tort d'entrer par une trappe quand M. Blanqui, dans la maison, barricade la porte ? Il fallait barricader aussi la trappe et empêcher le catholique d'entrer par la fenêtre ou par la cheminée. Lorsqu'il plaît à M. Blanqui de livrer la bataille, pourquoi serait-il interdit au jésuite de la gagner ?

L'*Univers* ne veut pas illuminer pour cette victoire.

Il nous plaît d'économiser les lampions, qui pourront servir à faire de la soupe. La *Patrie en danger* va-t-elle se fâcher, parce que l'*Univers* n'illumine pas quand Blanqui est battu ?

Tout cela est bien nigaud. On s'étonne que M. Blanqui, un homme si « fort, » fasse entendre de telles plaintes et emploie de pareils arguments, lorsque ces sortes de plaintes et d'arguments n'assassinent plus.

M. Blanqui semble se regarder du même œil dont le contemplent les pierrots rouges dont il s'entoure. Il est à ses propres yeux un citoyen à part, un pontife, un père de la patrie à qui l'on ne peut toucher sans sacrilége. Il s'accorde tout le respect qu'il refuse à Dieu. Il se persuade que ce sentiment est général.

C'est une grande fatuité et une grande illusion. Pour notre compte, nous ne donnons point du tout dans cette religion-là. A nos yeux et à beaucoup d'autres, M. Blanqui *n'est pas ce qu'un vain peuple pense*. Nous voyons bien sa barbe blanche, ses années de prison, son clan de phraseurs presque tous positivement ineptes. Avec tout cela, il n'est intellectuellement et politiquement qu'un assez pauvre sire, n'ayant jamais bien réussi qu'à se faire enfermer.

Ce qui distingue peut-être un peu M. Blanqui, c'est une certaine nostalgie de la prison. Quand il a vécu à l'air libre pendant deux ou trois mois, il monte un coup pour se faire réintégrer, et il y parvient, non pas toujours sans peine, grâce aux gouvernements qu'il rencontre ; mais enfin on le coffre. Il

y a convié depuis trente ans tous les gouvernements, aucun n'a pu s'en défendre.

Accordons que ce parti pris ne manque pas d'une certaine grandeur. Ou dictateur ou prisonnier! S'il avait été dictateur une petite fois, ce serait plus joli. Mais il a perpétuellement manqué la dictature, et il n'est, après trente ou quarante ans, que le prisonnier le plus amnistié du monde.

Il a été honoré par beaucoup de condamnations, c'est vrai; méritées, c'est vrai; voilà sans doute de quoi faire le fier. Mais il ne doit pas oublier qu'il a été défleuri par beaucoup d'amnisties. Méritées ou non, ces amnisties devraient le porter à l'humilité.

Il appelle cela « souffrir pour le peuple. » Libre à lui. Mais libre à d'autres de trouver que le peuple français ne doit aucune reconnaissance à M. Blanqui pour son aptitude à se faire boucler. Si c'est son jeu, d'autres en font les frais. Nous préférons l'aptitude d'un bon joueur de violon, ou même celle de l'homme à la boule. L'homme à la boule aussi souffre pour le peuple, et le jeu est plus périlleux pour lui et moins coûteux pour nous.

Quant aux idées de M. Blanqui, elles sont détestables, mais nous nions qu'il en soit l'inventeur. C'est très-connu, très-usé, et il n'y a pas là-dedans, pas plus que dans tout le reste du parti révolutionnaire, une parcelle de saine nourriture pour la faim intellectuelle du genre humain. Proudhon figurait beaucoup mieux l'animal qui pense! Une seule phrase d'un monsieur du clan Blanqui, dans le nu-

y a convié depuis trente ans tous les gouvernements, aucun n'a pu s'en défendre.

Accordons que ce parti pris ne manque pas d'une certaine grandeur. Ou dictateur ou prisonnier! S'il avait été dictateur une petite fois, ce serait plus joli. Mais il a perpétuellement manqué la dictature, et il n'est, après trente ou quarante ans, que le prisonnier le plus amnistié du monde.

Il a été honoré par beaucoup de condamnations, c'est vrai; méritées, c'est vrai; voilà sans doute de quoi faire le fier. Mais il ne doit pas oublier qu'il a été défleuri par beaucoup d'amnisties. Méritées ou non, ces amnisties devraient le porter à l'humilité.

Il appelle cela « souffrir pour le peuple. » Libre à lui. Mais libre à d'autres de trouver que le peuple français ne doit aucune reconnaissance à M. Blanqui pour son aptitude à se faire boucler. Si c'est son jeu, d'autres en font les frais. Nous préférons l'aptitude d'un bon joueur de violon, ou même celle de l'homme à la boule. L'homme à la boule aussi souffre pour le peuple, et le jeu est plus périlleux pour lui et moins coûteux pour nous.

Quant aux idées de M. Blanqui, elles sont détestables, mais nous nions qu'il en soit l'inventeur. C'est très-connu, très-usé, et il n'y a pas là-dedans, pas plus que dans tout le reste du parti révolutionnaire, une parcelle de saine nourriture pour la faim intellectuelle du genre humain. Proudhon figurait beaucoup mieux l'animal qui pense! Une seule phrase d'un monsieur du clan Blanqui, dans le mo-

méro de ce jour, nous livre tout l'homme et toute l'école :

Maudit sois-tu, dogme fatal de la Providence, qui, t'infiltrant du surnaturel dans l'humain, tues dans leur germe les initiatives et amènes Jacques Bonhomme à voir des sauveurs là où il n'y a que des bourreaux!

Voilà de leur nouveau, et de leur fort! Nous nions formellement que l'homme qui dit ou laisse dire de telles platitudes soit autre chose qu'un maniaque, et puisse rendre d'autre service à la patrie que celui de se faire habituellement mettre en prison. Le plus clair de son mérite est d'être aux trois quarts fou.

LVII

4 novembre.

VOTE EN FAVEUR DU GOUVERNEMENT. — SCÈNES DE L'HÔTEL DE VILLE.

Hier, le gouvernement a été muni de cette sorte de sacre que peut donner un plébiscite. Sacre à bon marché, peu durable, nécessaire pourtant, et qui manquait trop. On a beau vivre en plein progrès : la conscience humaine a été faite une fois pour toutes. Elle se gâte fort avant; elle ne se transforme pas et ne périt pas, et il reste quelques usages barbares dont elle ne permet point de se passer absolument. Il faut aux pouvoirs humains une certaine parodie de

y a convié depuis trente ans tous les gouvernements, aucun n'a pu s'en défendre.

Accordons que ce parti pris ne manque pas d'une certaine grandeur. Ou dictateur ou prisonnier! S'il avait été dictateur une petite fois, ce serait plus joli. Mais il a perpétuellement manqué la dictature, et il n'est, après trente ou quarante ans, que le prisonnier le plus amnistié du monde.

Il a été honoré par beaucoup de condamnations, c'est vrai; méritées, c'est vrai; voilà sans doute de quoi faire le fier. Mais il ne doit pas oublier qu'il a été défleuri par beaucoup d'amnisties. Méritées ou non, ces amnisties devraient le porter à l'humilité.

Il appelle cela « souffrir pour le peuple. » Libre à lui. Mais libre à d'autres de trouver que le peuple français ne doit aucune reconnaissance à M. Blanqui pour son aptitude à se faire boucler. Si c'est son jeu, d'autres en font les frais. Nous préférons l'aptitude d'un bon joueur de violon, ou même celle de l'homme à la boule. L'homme à la boule aussi souffre pour le peuple, et le jeu est plus périlleux pour lui et moins coûteux pour nous.

Quant aux idées de M. Blanqui, elles sont détestables, mais nous nions qu'il en soit l'inventeur. C'est très-connu, très-usé, et il n'y a pas là-dedans, pas plus que dans tout le reste du parti révolutionnaire, une parcelle de saine nourriture pour la faim intellectuelle du genre humain. Proudhon figurait beaucoup mieux l'animal qui pense! Une seule phrase d'un monsieur du clan Blanqui, dans le na-

méro de ce jour, nous livre tout l'homme et toute l'école :

Maudit sois-tu, dogme fatal de la Providence, qui, t'infiltrant du surnaturel dans l'humain, tues dans leur germe les initiatives et amènes Jacques Bonhomme à voir des sauveurs là où il n'y a que des bourreaux!

Voilà de leur nouveau, et de leur fort! Nous nions formellement que l'homme qui dit ou laisse dire de telles platitudes soit autre chose qu'un maniaque, et puisse rendre d'autre service à la patrie que celui de se faire habituellement mettre en prison. Le plus clair de son mérite est d'être aux trois quarts fou.

LVII

4 novembre.

VOTE EN FAVEUR DU GOUVERNEMENT. — SCÈNES DE L'HÔTEL DE VILLE.

Hier, le gouvernement a été muni de cette sorte de sacre que peut donner un plébiscite. Sacre à bon marché, peu durable, nécessaire pourtant, et qui manquait trop. On a beau vivre en plein progrès : la conscience humaine a été faite une fois pour toutes. Elle se gâte fort avant ; elle ne se transforme pas et ne périt pas, et il reste quelques usages barbares dont elle ne permet point de se passer absolument. Il faut aux pouvoirs humains une certaine parodie de

sacre, une certaine sanction manifeste de Dieu et du peuple. Sinon ils se trouvent sans titre pour remplir leur fonction, et ceux qui ne possèdent le sceptre que pour l'avoir enlevé d'une façon ou d'une autre ne sont que des larrons qui n'osent pas montrer leur butin. C'est le désespoir du pauvre Blanqui : — Quoi! Dieu est si *rien* et le peuple est si bête, et quand je me serai emparé du sceptre, il faudra encore que Dieu me le laisse et que le peuple me dise de le garder, sinon le dernier de mes saute-ruisseaux me le viendra prendre en m'administrant des giffles!

Cela dit pour montrer la persistance de la nature humaine et la permanence des lois sociales, revenons aux événements de l'hôtel de ville de Paris, qui ont rendu le plébiscite indispensable. Ils sont d'un comique sinistre, particulièrement amer. Mais que servirait d'en vouloir écarter la honte? Il nous importe, au contraire, de la déguster.

Donc, l'armée et les drapeaux sont aux mains de l'ennemi, l'ennemi cerne le rempart, l'angoisse est dans les cœurs ; et les séditieux, trouvant le moment favorable, selon l'usage, se déclarent. La garde nationale court à l'Hôtel de Ville, sanctuaire de la République et maison mortuaire de la France.

Elle y trouve M. Flourens, botté et éperonné, se promenant et pérorant sur la table du conseil, entre deux gouvernements, l'un qui se décompose, l'autre en formation. L'un, celui qui s'en va, est le gouvernement régulier : il rassemble notre dernier soldat et notre dernier politique. L'autre, celui qui vient, a pour bras ce fou botté qui pérore sur la table, et ce

vieux chicot de prison, l'illustre Blanqui, occupé à signer papiers sur papiers, afin de pourvoir aux emplois importants de la République. Blanqui nomme des généraux, des ministres, des maires, des commissaires de police. Il donne les clefs de la Banque, les clefs des forteresses, les clefs de nos maisons; et toutes ces clefs peuvent se trouver bonnes, car Flourens et Blanqui ont avec eux des fusils, et dans la ville un peuple et la terreur.

Leurs hommes de main les croient déjà maîtres : ils hurlent, menacent, frappent, pillent; tout à l'heure ils oseront assassiner, et tout sera perdu. Mais quelques-uns ont trouvé le chemin des caves, et peut-être que tout sera sauvé. En effet, pendant que l'homme botté pérore toujours, une partie de ses soldats s'engouffrent et s'attardent aux vignes, se soûlent, sont pris, prennent peur, demandent grâce, et finalement s'en vont la crosse en l'air. Le gouvernement régulier est tiré de peine, nous avons encore un soldat et encore un homme politique; les clefs de M. Blanqui ne valent plus rien; c'est à recommencer.

O risée! ô douleur! Et cela c'est la France! Et l'ennemi regarde par-dessus les murs et voit cela dans Paris! Et s'il se retourne, il voit Esquiros, un Blanqui plus grotesque, régnant à Marseille; et un autre de même espèce, régnant à Lyon; et le capitaine Kératry, généralissime en Bretagne; et à Tours, le vieux juif Crémieux et le vieux pantin Glais-Bizoin s'embrassent avec le vieux reître Garibaldi, tandis que le jeune avocat Gambetta tombe de ballon ministre de la guerre !

Regardons aussi, nous, regardons bien! Regardons cette décadence abominable et cette foudroyante démence. Dans la nuit où nous descendons, emportons ces flétrissures perpétuellement brûlantes. Ayons-les sur le front, ayons-les dans le cœur. Qu'elles ne nous laissent pas de repos, et que la huée de l'Europe nous réveille si nous voulions dormir! A force d'ignominie, il faut que nous confessions la logique inexorable qui nous roule dans cette boue, et que nous sachions à quels maîtres devra enfin obéir une nation qui s'est targuée de ne plus obéir à Dieu. France, France! nation de tant de siècles, de tant d'hommes et de tant de gloire, pliée sous la botte de Flourens en présence du Prussien!

Et ceci n'est point l'aventure ni le mal d'un instant. C'est la profonde maladie révolutionnaire, incurable à tout l'art humain. C'est la Révolution elle-même, la puissance devenue inexpugnable de l'anarchie et de la *cacocratie*. Jusqu'à cette émeute du 4 septembre, qui s'accomplit si facilement et dont les suites menacent d'être si longues et si dures, nous ne connaissions encore la France que révolutionnée. Tout triomphe de la Révolution lui coûtait quelque combat. Depuis 89, quels efforts n'a pas faits la France pour se tirer des mains de la Révolution, quels pleins pouvoirs n'a-t-elle pas livrés? Mais tous ceux à qui la France a demandé sa délivrance de la Révolution appartenaient eux-mêmes à la Révolution, ou n'ont pas tardé d'embrasser ses maximes. Tous ont donné leur coup et fourni leur engin pour arracher Dieu de l'âme française. La France est sortie moins chré-

tienne, partant plus révolutionnaire, des mains du premier Bonaparte, des mains de la Restauration, des mains de Louis-Philippe, des mains du second Bonaparte, qui fut surtout un séide humanitaire; et la voilà révolutionnaire absolument, sans Dieu, sans tête, et peut-être, hélas! sans cœur. Ce démocrate en bottes, et qui n'a de luisant que ses bottes, se promenant sur la table du conseil, tandis que sa bande distribue des coups de poing et pille les petits meubles; ce caporal de voyous, de Vandales et d'ivrognes, monsieur Flourens, à meilleur titre que Louis XIV, Napoléon et Blanqui même, peut dire : L'État, c'est moi; la Révolution, c'est moi; et Voltaire, et Paris, et la France, c'est moi. Je me moque de Dieu, je me moque des gouvernements, je me moque de la patrie. Je mets mes bottes, je monte sur la table du conseil, je pérore et je fais des révolutions, et je suis moi!

Elle était là tout entière la France révolutionnaire, et elle pouvait se reconnaître dans toutes ses nuances, depuis le catholique libéral qui récuse l'autorité sociale de l'Église, jusqu'à l'athée brut qui veut abolir Dieu. Pas une figure qui ne représentât la Révolution, ses orgueils, ses insolences variées et obstinées envers la vérité, ses trahisons sans nombre envers les besoins éternels du pauvre genre humain, son incommensurable sottise, son irréparable désarroi, son châtiment terrible dont elle ne sait pas même comprendre la cause, et dont elle ne profitera point. Voilà ces docteurs et ces infaillibles qui ont si peu cru à Dieu et tant à eux-mêmes, qui ont été si satis-

faits de leur sagesse et si pleins de leur gloire, qui ont pensé que ce n'était rien de renverser l'autel, et qu'ils se substitueraient au sacerdoce et à la divinité et referaient un monde. Voilà M. Jules Favre, qui a donné de notre part Rome à Victor-Emmanuel, et qui a reçu en échange Garibaldi. Voilà M. Jules Simon, qui se servait si bien du maire Mottu et qui laissait tomber des coups de canne sur le crucifix : il vient d'être orné d'une paire de soufflets. Voilà M. Arago, qui promenait dans Paris la statue de Voltaire, parce que Voltaire nous a « enseigné à vouloir. » Il voudrait, pour le moment, trahir, mais sa volonté n'ayant pas suffi, Voltaire lui enseignera tout à l'heure bien plus aisément la volonté de se rendre pour trahir une autre fois. Voilà le terrible Blanqui prêt à lâcher de sa poitrine le souffle qui renverse les allumeurs de cierges; mais un « sacristain » va tout à l'heure lui donner une courbature, et il sera heureux de rencontrer ensuite un *jésuite* qui lui apportera un verre d'eau; et ce qui est cruel pour Blanqui, c'est que Dieu tiendra compte à ce jésuite de ce verre d'eau. O Blanqui! ayant bu l'eau du jésuite et l'ayant trouvée si nécsesaire et si bonne, lisez l'histoire de l'homme qui implorera éternellement une goutte d'eau et qui ne l'obtiendra jamais! Voilà, pêle-mêle avec les hommes de Flourens, l'honnête et fier peuple parisien, bourgeois, rentier, avocat, ancien gros marchand ou grand fonctionnaire, armé de son fusil, cuirassé de garanties constitutionnelles, palissadé de toutes les sécurités de 89, de la civilisation et de la science, qui l'assurent

d'avoir toujours un gouvernement de son choix et du bœuf à la mode, sans aucune obligation de rien demander à Dieu; mais peut-être qu'il faudra demander quelque chose à Blanqui ou au roi Guillaume. Tous ces hommes, la semaine dernière, croyaient posséder une armée, une administration, un peuple, une patrie. Il n'y a rien! Rien que le Prussien autour des remparts et Flourens botté sur la table du conseil.

Les gens de Flourens ayant bu, Flourens a glissé sur le parquet, le gouvernement prisonnier a été délivré, et c'est le gouvernement Blanqui et Flourens qui se décompose. Si Flourens était sorti à cheval, Rochefort à sa droite, et tous deux proclamant Blanqui, que serait-il arrivé ? Flourens sur le parquet, il était à craindre que ses hommes dégrisés ne le relevassent sur la barricade. On y a pourvu. On a fait bien vite ce plébiscite, qui ne permet plus autant à Flourens de tenter contre le gouvernement républicain ce que le gouvernement républicain a fait contre l'Empire. On a mis l'emplâtre. Hélas! qui guérira la plaie?

Enfin la rue est tranquille, on a cessé de battre le rappel et la générale; il y a un gouvernement, un chef. Nous avons devant nous quelques jours et tout citoyen de Paris peut espérer que ce soir sa tête sera encore sur ses épaules et ses pieds sur un lambeau du sol de la patrie. Quant à l'avenir, l'avenir de demain, Dieu le connaît. Mais ce que nous ne pouvons plus ignorer, c'est qu'il existe parmi nous deux impiétés mortelles, et qu'à l'impiété envers Dieu s'est ajoutée l'impiété envers la patrie.

Dieu nous est témoin que nous ne maudissons personne. Après un siècle et plus de déviation, le péché d'un peuple devient une maladie plus qu'un vice; et, même parmi ceux qui poussent en avant dans la mauvaise voie avec une ardeur sauvage, il y a beaucoup plus d'insensés que de vrais coupables. Ce n'est pas le Prussien qui nous conquiert ni le révolutionnaire qui nous tue, c'est la Révolution. La Révolution est la grande impiété, le grand crime qui a perdu la patrie. Que seraient un Flourens, un Blanqui et tant d'autres, sans cette immense perturbation des intelligences qui les fait monter à la surface et leur permet d'y rester? Ce quelque chose d'inconsistant et d'avili que le Prussien peut battre et que le révolutionnaire peut prendre et tenir, cette triste proie de la force et de la sédition, ce n'est plus la France du Christ, c'est la France de la Révolution. Elle a gardé le nom, elle a répudié le cœur. Au bout de cent ans, la Prusse hérétique vient, suivant la prédiction et le vœu de Voltaire, prendre possession du présent que l'enfer lui a fait le jour où la France a permis que Voltaire travaillât à la séparer du Christ.

Que ceux qui ont consenti à l'apostasie, sans prévoir la défaite, s'irritent contre les mains qui précipitent et déshonorent l'agonie. L'heure est venue. Elle a sonné quand l'homme de Sedan a retiré le drapeau français du premier et du dernier poste d'honneur qu'il ait occupé en ce monde. Il a capitulé devant la Révolution, à Rome, ce fut le préliminaire de Sedan. Beaucoup ont applaudi le jour de la capitulation de Rome ; peu ont réclamé. Nous avons

connu ce jour-là, nous fils et sujets du Christ, que nous étions dépossédés de la France par un jugement de Dieu, terrible pour nous comme pour les autres, mais non pas inexorable. Perdant l'illusion chère qui nous montrait encore une France du Christ dont nous étions les citoyens, et comprenant que nous n'y demeurions qu'à titre de captifs tolérés, nous n'avons pas cependant perdu l'espérance. Nous n'abdiquons ni pour le Christ ni pour nous. Dans la France étrangère au Christ, nous saurons être la France du Christ, et cette France vivra toujours. Nous avons trop à prier pour prendre le temps de maudire. Maudit soit seulement le crime; maudite soit la Révolution parce qu'elle a défait la France en la séparant du Christ.

Et que ceux qui veulent comme nous la résurrection viennent avec nous. Qu'ils viennent à l'autel du Christ. Nous saurons leur dire où il est; nous connaissons la catacombe et le lieu où le Christ est vivant. Là nous leur montrerons le vrai tombeau qui doit se rouvrir un jour. Ils sauront que la France n'est pas morte, et ils connaîtront l'impuissance de la mort.

Mais partout ailleurs où ils croiraient trouver encore les restes de la France, il n'y aura que des pourritures que ne feront revivre ni le sang ni les larmes, et près desquelles s'épuisera en vain tout l'art des nécromants. Les nécromants n'évoqueront que des fantômes prompts à disparaître, plus faits pour emporter les espérances que pour laisser la consolation. Il faut aller à Celui qui seul est la voie, la vérité et la

vie ; à Celui qui se trouble de pitié quand nous pleurons et qui pleure avec nous, et qui obéit quand nous prions. Nous lui dirons : Si vous aviez été là, notre France ne serait pas morte ! Il nous donnera la force d'ôter la pierre, il prononcera la parole à qui la mort doit se rendre : *Veni foras !* Et la France apparaîtra, tenant à la main cette épée de Clovis, qui frémissait au récit de la passion du Christ.

O Christ ! Dieu et roi éternel des Francs, *parce populo tuo !* Oubliez nos crimes, tirez-nous des ignominies de cette mort, rendez-nous l'épée de notre baptême, l'épée qui frémissait quand on parlait de votre supplice, et souvenez-vous que la France naissante s'écriait : Que n'étais-je là !

LVIII

5 novembre.

PERSÉCUTION CONTRE LES AUMONIERS.

Pour alléger autant qu'il pourrait le fardeau de l'oisiveté militaire, si pesante durant les siéges, surtout le soir, l'aumônier du fort d'Aubervilliers avait organisé quelques exercices religieux dans l'église neuve, à Saint-Denis. Les nombreux soldats qui s'y réunissaient chantaient des cantiques et ensuite écoutaient une exhortation propre à les distraire et à les fortifier. En présence de l'ennemi et de la mort, il est bon d'entendre parler des exigences héroïques

du devoir militaire, et d'entrevoir les récompenses de la vie éternelle. Mais quelques citoyens libres de Saint-Denis, grands républicains, de ceux qui demandent que le bourgeois les habille et les nourrisse et que le soldat meure pour eux, ayant estimé que ces conférences étaient « réactionnaires, » ont décidé qu'elles cesseraient.

Il n'en a pas fallu davantage. Ces messieurs ont commencé par faire une perquisition dans l'église, sans autre mandat que leur volonté, avec l'assistance bénévole du maire, lequel paraît appartenir à l'école aragouine. Quelques mobiles parisiens étaient avec eux. Ils ont visité la sacristie, les confessionnaux, l'église souterraine. Ils voulaient voir sans doute si les soldats n'y avaient pas caché leurs armes au détriment de la patrie. Tout cela ne s'est point passé sans beaucoup d'insolence; et il a fallu qu'un soldat, engagé volontaire, les avertît d'ôter leurs augustes casquettes. Le maire leur disait : « *Mes amis*, pas de bruit ! L'église est un édifice *national*, respectez l'édifice. Quant aux conférences, je les interdis, il n'y en aura plus ! » Quelques observations lui furent adressées par le volontaire qui venait de faire décoiffer « ses amis. » Il revendiqua son droit d'assister aux conférences et de prier Dieu dans la seule église du pays qui soit ouverte au public ; mais un maire aragouin a bien souci de ces raisons-là ! Sorti de l'église insultée, le maire répéta son discours à un citoyen aviné qui lui exposait comme quoi le « parti clérical veut abrutir le peuple. »

« Triste spectacle, ajoute le soldat qui nous écrit

ces détails; triste spectacle que celui d'une population affaiblie au moral, cernée par l'ennemi, refusant de revenir à Dieu qu'elle oublie et qu'elle blasphème, et qui, non contente de ces stupidités accumulées, prétend encore interdire aux autres le culte divin que méconnaissent son abjection et sa folie. Voilà le grand danger. Dieu nous fustigera tant que nous ne demanderons pas miséricorde. »

Nous avons voulu connaître la suite de cette affaire. Il n'y en a pas eu d'autre, sinon que les conférences sont interdites et supprimées. Ou aucune réclamation n'est venue de l'autorité compétente, ou aucune n'a été accueillie. Les dix ou douze gredins qui ont trouvé bon de faire une perquisition dans l'église, ayant trouvé bon aussi que les soldats n'y vinssent plus le soir chanter des cantiques et recevoir des instructions, M. le maire a fulminé son interdiction et c'est fait.

Nous croyons que l'autorité a tort de rester muette devant cet excès ignoble. Il est impolitique à tous les points de vue de laisser ainsi violer la liberté et la religion, et de montrer ce mépris des âmes. A la fin, elles se lassent du devoir. Ces soldats expropriés de l'autel peuvent trouver qu'on leur diminue trop la patrie lorsqu'ils donnent leur sang pour lui conserver sa grandeur.

L'aumônier, après avoir réclamé sans résultat, n'a pas voulu accepter en silence la volonté brutale qui prétend s'imposer à ses frères et à ses concitoyens, autant et plus qu'à lui-même. Il a adressé au maire la protestation suivante :



Monsieur le maire,

Le 31 octobre, dans ce délire populaire qui a fait fermer l'église, une main a écrit sur le portail le mot de liberté. — Est-ce au nom de cette liberté qu'on nous empêche de nous réunir?

On nous appelle des réactionnaires. Que dire de ceux qui confisquent au profit de leurs préjugés la liberté du voisin? Et parce qu'ils ne mettent le pied à l'église que pour la profaner, défendront-ils aux autres d'en franchir le seuil pour prier?

Et voilà cependant les hommes qui sont approuvés, et nous sommes condamnés, menacés, simplement pour avoir voulu exercer nos droits.

Or, qu'on le sache bien, nous cédons parce que de toute part on nous y force. — Mais ce n'est pas sans protester avec toute l'énergie que nous inspire notre légitime indignation.

J'ai recueilli les plaintes des soldats dont on a méprisé la foi, en ne leur permettant pas de la professer comme ils en ont le droit et je tiens à honneur de m'en faire l'écho.

Rappelez-vous, monsieur, que ce coup monté a été exécuté lâchement à une heure où il n'y avait dans l'église que des femmes auprès des confessionnaux, pendant que nos militaires étaient consignés dans leur quartier, le lendemain d'une journée douloureuse, où ils avaient laissé une partie de leurs camarades sur le champ de bataille du Bourget, et vous comprendrez ce qu'il nous en a coûté pour céder; mais nous protestons et nous dénonçons à tout esprit loyal et de bonne foi l'injustice dont nous sommes les victimes.

Signé : GROS,
Aumônier militaire (1).

On ne saurait trop applaudir à l'énergique dignité de ce langage. Si de semblables protestations étaient

(1) Cet excellent et vertueux prêtre a été tué par un éclat d'obus prussien. On peut croire qu'autrement la Commune ne l'aurait pas manqué.

moins rares, si elles s'élevaient toutes les fois qu'elles sont nécessaires, appuyées comme elles devraient l'être par les gardiens supérieurs du droit, l'on verrait bientôt diminuer le nombre et l'insolence des oppresseurs.

Le chef qui n'exerce pas sa fonction perd la grâce de sa fonction. Il compromet ce qu'il veut sauver par des concessions sans profit comme sans courage; il se perd lui-même. L'agresseur marche toujours contre celui qui recule toujours, il marche jusqu'à ce qu'il l'ait fait disparaître absolument.

La détresse actuelle du pouvoir, humainement irréparable, est la conséquence de ces abandons. Le pouvoir meurt partout, pour avoir partout rencontré des dépositaires trop prompts à décliner le devoir de le défendre. Des choses sacrées qu'ils avaient en garde, s'ils ont omis d'en trahir une, c'est que le mal ne leur en a pas donné l'ordre, ou que Dieu ne leur en a pas laissé le temps. Mais le jour de la rétribution arrive. Méprisés du monde, ils voient crouler ignoblement leur chère fortune, et ce n'est que le commencement de la justice de Dieu.

Le chef militaire ou autre qui laisse violer le droit et mépriser l'âme de ses subordonnés devient lui-même envers eux un serviteur infidèle : au jour du danger, il ne retrouvera plus leur obéissance, et c'est à lui surtout que Dieu redemandera les vertus qu'il a laissées périr.

Qui habet aures audiendi audiat.

LIX

Même date.

LES PRINCES.

Il paraît entendu qu'aucun des envahisseurs de l'Hôtel de Ville, ni aucun des gens de la maison qui leur ont ouvert la porte, ne sera recherché pour cette peccadille. Ils sont entrés là comme des héritiers incertains qui se précipitent chez le moribond pour constater leur droit, et qui vident préalablement les tiroirs, afin d'emporter au moins un souvenir. Ils ont été indélicats, *il y a eu de la casse*, certains objets ne se retrouvent point. Mais enfin, des faits non moins graves dans des moments non moins sérieux ont été commis et remis. Les raisons ne manquent pas pour conseiller la clémence. Quel membre du gouvernement pourrait condamner l'homme aux bottes, et même l'homme aux décrets, et lequel au contraire ne devrait plaider pour eux? « Inexorable logique, » disait M. le membre Jules Favre dans sa première proclamation. — Oui, monsieur, *inexorable!* La logique est inexorable dans ce monde, et les avocats n'y font rien. Heureux qui prend ses précautions pour qu'elle ne le soit pas aussi dans l'autre, où cependant il existe des avocats plus dignes d'être écoutés.

Mais en reconnaissant l'opportunité et même la

nécessité de la clémence, il n'est pas sans utilité de réfléchir. Nous trouvons quelque chose à dire sur ce droit à l'impunité, création révolutionnaire qui a ses côtés périlleux.

Il y avait, sous l'ancien régime des princes du sang, des favoris, des mignons, des grands seigneurs qui pouvaient se permettre tout, dit-on. Ce n'est pas absolument vrai; mais il est certain qu'on leur passait beaucoup et que c'était un abus, et l'abus devenait plus grave à mesure que ces puissants écoutaient davantage les sages qui leur apprenaient à se passer de Dieu. On cite ce fils ou ce neveu de Louis XV, qui paria de faire dégringoler un pauvre couvreur occupé sur un toit. Il tira, le couvreur dégringola, et le prince en fut quitte pour une réprimande. On parle aussi beaucoup de l'impertinence, des violences et des rapines de quelques autres. La Révolution en a fait son profit.

Mais nous voyons depuis bientôt cent ans, et de plus en plus, que la Révolution a aussi ses princes, qui ne s'occupent pas beaucoup de brider leurs fantaisies, et à qui elle accorde bien d'autres priviléges. Eux aussi, quand bon leur semble, font dégringoler non-seulement le pauvre couvreur, mais encore les pauvres bourgeois, et les pauvres héritages et les pauvres lois. Entre les princes et favoris de l'ancien régime et les princes et favoris du nouveau, il y a cette unique différence que les derniers se permettent davantage, ne sont pas réprimandés et n'en deviennent que plus mignons et plus princes.

Ainsi le prince Mégy fit très-bien dégringoler l'of-

ficier de paix qui avait osé monter chez lui pour lui signifier un mandat de justice; le prince Eudes et ses amis firent très-bien dégringoler les habitants inoffensifs dont le sang pouvait produire l'émotion dont ils avaient besoin.

Et certains maires favoris de M. Arago ont fait très-bien dégringoler la liberté, le crucifix et la messe; et M. Arago lui-même a très-bien éventré le budget dans l'intention d'activer la dégringolade; et tous ensemble ont gaillardement et en grande sécurité entrepris de faire dégringoler le gouvernement, au risque de faire dégringoler aussi le rempart. Et les membres du gouvernement eux-mêmes étant princes et favoris... Mais, à présent, ils ont le sacre, et les princes mécontents feront bien d'observer les lois de la prudence, au moins pour quelques jours. Leurs franchises et priviléges sont momentanément suspendus.

Je crois que ce prince, fils ou neveu du roi, qui fit tomber le couvreur, aurait eu pourtant de la peine à passer roi; et dans l'histoire des favoris et grands seigneurs, on trouve beaucoup de disgraciés et de décapités qui n'ont pas montré leurs bottes autant que M. Flourens, ni signé autant que M. Blanqui, ni saigné la police et les passants aussi carrément que l'ont fait les princes Eudes et Mégy, ni vilipendé la morale et la religion par autant d'écritures que s'en permet l'archi-prince Rochefort.

Quelques pauvres diables pourtant se seraient, dit-on, laissé prendre. On parle de celui qui s'était fait ministre des finances et d'un autre, invraisem-

blablement discret, qui s'était muni d'une petite mairie. Si le fait se vérifie, nous espérons bien que ces seigneurs sauront se faire indemniser.

Quant aux honnêtes gens, ils savent qu'ils ne doivent point se permettre de telles audaces. C'est beaucoup qu'ils osent parfois y résister, et alors ils doivent remettre les vitres.

En république révolutionnaire, prince ou favori, on est *au-dessus de la loi;* ni l'un ni l'autre, *hors la loi.*

Il importe de se mettre bien cette distinction dans la tête, lorsqu'on a élevé des enfants, acquitté des impôts, payé des dettes, monté la garde, obéi aux lois, travaillé honorablement, et mené le dur métier d'honnête homme toute sa vie.

On la veut détruire, cette malheureuse espèce des honnêtes gens. Cependant, lorsqu'elle n'existera plus, qui nourrira les princes, qui paiera leurs fantaisies, qui remettra les vitres brisées?

Et ils ont foi aux journaux de la civilisation moderne, les mortels corvéables, taillables, perçables et canonnables qui ne se croient pas encore en pleine et honteuse et ignoble barbarie!

LX

6 novembre.

Hier on comptait presque sur un armistice préliminaire de la paix, et l'on croyait avoir vaincu la

fureur révolutionnaire. Aujourd'hui les négociations pour l'armistice ont avorté, et la révolution selon le goût blanquiste a nommé les maires dans plusieurs arrondissements. Nous ne pouvons nous tirer de l'étau : au dehors le combat, au dedans la terreur !

Quant au dedans, néanmoins, la terreur est médiocre et doit l'être. Paris se connaît plus fort que les Blanqui, Mottu, Bonvalet et autres aragouins, ycompris leur illustre parrain et inventeur le grand maire Arago. Eux-mêmes se le disent, et le grand maire Arago renoncera tout le premier aux entreprises compromettantes. L'avantage qu'ils viennent de remporter ne les abuse point. Ils se tiennent fort bien devant le scrutin, mais ils fondent devant le feu. Le maire Mottu sera désormais le maire *motus*. Il est juif, il ne dira ni ne fera plus rien d'inconvenant. Seulement il sert à prouver que la tête nous manque. Les gens de mérite qui nous conduisent sont affligés tout à la fois d'indécision et de précipitation.

Hélas! nous le savions bien. La France n'a plus le don de conseil. Ce qu'elle possédait d'esprit de conseil, elle l'a tant prodigué durant le Concile, et en général durant toutes les affaires de Rome, qu'il ne lui en reste plus. Le sage projet d'ôter la royauté au Pape et l'infaillibilité à l'Esprit-Saint nous a trouvés quasi d'accord, ou formellement ou tacitement. Il a réussi en partie. L'Empire et la République ont dit l'un et l'autre à leur ami commun Victor-Emmanuel : Donnez-vous donc la peine d'entrer ! L'un et l'autre ont signé son passeport, et il est entré. Mais après avoir jeté ce dernier éclat et

obtenu ce dernier triomphe, notre bon sens s'est éteint, et nous ouvrons toutes les portes que nous voudrions fermer : Entrez, Blanqui ! entrez, Guillaume !

Cependant, voilà que Blanqui s'en va, et nous espérons que l'autre non plus n'entrera point. Pour notre part, nous comptions peu sur l'armistice. Dût-il être conclu et la paix s'ensuivre, nous éprouvions de grandes incertitudes sur les conséquences d'une paix faite en de pareilles conditions.

La Prusse ne peut traiter que si un grand intérêt la rappelle promptement en Allemagne. Et si elle a intérêt à rentrer promptement en Allemagne, notre intérêt, quoique cette parole semble étrange, est de la retenir longuement ici. Nous n'avons cessé de le dire et nous le redisons avec plus de conviction que jamais : à présent notre intérêt même matériel est de sauver l'honneur. Nous le sauverons avec certitude par une résistance obstinée. Quoi qu'il arrive pour le moment, cette résistance sera victorieuse dans l'avenir. Elle coûtera à la Prusse plus que ne lui fourniront les contributions de guerre qu'elle pourra nous extorquer. Paris tombé, le vainqueur aura de la peine à emporter son butin, ou alors il n'y a plus de France. Mais qui peut le croire ? Et s'il n'y a plus de France, à quoi bon survivre, et quelle nécessité de conserver Paris ? Ce n'est pas de Paris sauvé par une capitulation que la France renaîtra jamais.

Il faut combattre et prier. Il faut demander pardon.

Sur les murs de Paris élevons le drapeau noir, et que ce soit le drapeau de la France jusqu'au jour de la résurrection. Que ce drapeau signale devant Dieu notre repentir, et devant le genre humain notre résolution de ne pas survivre à la patrie!

LXI

7 novembre.

LES BAPTÊMES.

Les papiers des Tuileries constatent que le baptême du prince impérial a coûté 800,000 francs. A l'occasion d'un régal de poésies fournies par une escouade de poëtes de bonne volonté et que l'on eut la simplicité de faire imprimer magnifiquement, quelques journaux reviennent avec de grands éclats sur ces « folies » du baptême. Napoléon III a commis des crimes plus noirs, et nous payons en ce moment un baptême plus coûteux.

L'Empereur avait une liste civile pour la dépenser, et tout père fait bien de se montrer magnifique au baptême de son fils. Ce fut une magnificence très-louable de distribuer des cadeaux aux enfants pauvres nés le même jour. Une forte partie des 800,000 y furent employés. Les poëtes aussi reçurent des dragées. Un souverain qui ne distribuerait pas de dragées serait accusé de ladrerie. Voyez si M. Arago ménage les dragées de baptême. Il ne

4 septembre 1870, on pourra voir que si la *mangiata*, comme disent les Italiens, est restée loin de 800,000 francs, ce n'est pas en deçà.

Tout ceci soit dit sans vouloir restaurer Napoléon III, qui a livré Sedan aux Prussiens et l'Hôtel de Ville aux Aragouins. Deux très-mauvais coups!

LXII

8 novembre.

SUSPENSION DU CONCILE. — PIE IX.

Nous avons publié la bulle par laquelle le Saint-Père suspend la célébration du Concile qu'il avait réuni « pour le bien de la religion, l'utilité de l'Église de Dieu et le bien de la société humaine. » Il expose brièvement les raisons qui l'ont décidé à prononcer cette suspension si douloureusement contraire à ses vœux et à ses espérances. L'on voit qu'il a encore délibéré, même après l'abandon de la France et des autres nations de l'Europe, même après l'invasion du reste de ses États et de sa ville par l'Italie. Il a pris le temps de jeter un dernier regard sur cette société humaine, soudainement enveloppée de ténèbres et de feux, afin de voir ce qu'elle saurait faire par sa propre sagesse, et qui elle invoquerait pour échapper à la mort. Il a voulu aussi connaître ce qu'il pouvait attendre chez lui-même de ses vain-



queurs particuliers, les Italiens. Quant au monde, a vu que les évêques devaient rester parmi leur peuple, car la place du prêtre est auprès du moribond. incapable désormais de défendre seul ni son corps ni son âme. Quant à Rome, occupée par les Italiens, il a pensé que les évêques n'y auraient plus la liberté ni la sécurité. Alors il a suspendu le Concile.

Ce décret ainsi motivé nous fixe sur l'état présent de la société humaine. Le sachant ou non, et dans tous les cas s'en souciant fort peu, elle a envoyé l'Italie révolutionnaire au Pape, comme un bourreau: et dans le même moment, elle a pris le lit. Elle y sera longtemps, recevant les visites des chirurgiens.

Nous, peuple de Paris, convaincus d'être la tête et le cœur du genre humain, et c'est peut-être vrai: convaincus aussi, il y a trois mois, d'en être la force. nous avons connu la bulle de suspension du Concile par un de ces hasards qui nous font parfois passer des nouvelles, mais qui n'en laissent plus passer de bonnes. La bulle est du 20 octobre, nous l'avons eue le 4 novembre, au bout de quinze jours. Il y a deux mois on se faisait si fier d'être instantanément en communication avec l'Amérique, et l'on pensait avec tant d'orgueil que toutes les banques de la terre n'avaient qu'à lever le doigt pour savoir immédiatement et réciproquement où en étaient toutes les bourses! Ces beaux jours sont passés.

La bulle est donc arrivée, signifiant ces deux choses : que les évêques doivent rester, l'extrême-onction dans les mains, au chevet des peuples, et qu'il n'y a plus de sécurité dans Rome pour les hommes

qui sont par excellence les dépositaires de la pensée, les mandataires de la miséricorde, les ouvriers de la civilisation. Nous avons dit ici plus d'une fois que les pierres du Vatican détruit rouleraient par le monde écrasant les trônes, les demeures et jusqu'aux tombeaux, et que de ces pierres Dieu lapiderait la race humaine. Les voyez-vous rouler, les voyez-vous pleuvoir sur le lieu d'où est partie la grande apostasie! Voyez-vous crouler les trônes et les demeures, et tant de monuments d'un imbécile orgueil qui ne connaît pas encore son péché, mais qui sent d'autant plus cruellement son châtiment et sa honte! Hier ces monuments étaient les maisons d'une gloire vivante; ils n'en sont plus que les tombeaux, et ils croulent.

Quand la bulle qui suspend le concile de Rome nous a été jetées par-dessus les murs, on tenait concile à l'hôtel de ville de Paris; la botte de Flourens frôlait la moustache de nos hommes de guerre et la barbe de nos hommes d'État; des soufflets de chair sale couvraient la face large de M. Jules Simon, grand-prêtre de la libre pensée; et le vieux fou Blanqui signait ses décrets qu'un coup de pistolet pouvait rendre infaillibles, et qu'un coup de crosse a pu déchirer. Mais ils ne comprennent pas!

Ils ne peuvent plus comprendre. Courant à travers la nuit, éperdus, sentant partout l'abîme sous leurs pas, ils ne rêvent encore que de boucher ce qui leur reste de jour. Ils disent *oui* à la paix, *non* à Dieu qui seul pourrait et voudrait leur donner ou la paix ou ce courage de mourir qui rend la mort douce, glo-

rieuse et féconde, et qui lègue la paix. Ils envoient des plénipotentiaires vers les hommes, ils n'envoient point de négociateurs vers Dieu. Ils sonnent des fanfares bravaches dont ils n'attendent rien, et ils n'osent ni élever la prière qui gémit captive au fond de leur cœur, ni interdire le blasphème qui leur fait craindre l'irrésistible foudre. Un corybante sénile traîne Voltaire dans les rues de Paris, et ni le Gouverneur soldat ni l'Archevêque ne se permettront d'y arborer la croix de Jésus-Christ.

N'ayant pas reçu de Dieu les biens, ils ne recevront pas de lui les maux, et ne béniront point son nom. Ils recevront sur le dos ce qu'ils ne veulent point recevoir dans le cœur. Et nous, il faut que nous mourions en solidaires, sans autre pompe funèbre que celle des réprouvés. Aux assassins condamnés à mort on donne un prêtre; assassins directs ou complices des vérités de salut, notre crime est plus grand, et nous n'aurons que le bourreau. Ah! c'est bien la suprême honte de plier officiellement devant ces faquins dont l'orgueil s'est promis de nous ôter Dieu, et que nous reconnaissons ainsi pour nos véritables maîtres. Par là nous témoignons amplement que nous avons tout mérité. L'autre ennemi n'est que la mort, celui-là c'est l'affront. Il faut entendre le vieil Arago nous dire que le Prussien n'entrera pas à l'Hôtel de Ville, *lui vivant*. En vérité, il va mourir sur le seuil du sanctuaire, ce débris de théâtre en faillite, qu'on a porté au trône municipal parce qu'il ne pouvait plus se tenir sur ses tréteaux! Il sera là, brandissant quelque poignard à coulisse

qu'il a détourné du greffe; il s'en frappera voyant sa république morte, il tombera, et nous serons assez honorés dans l'histoire. Grand Dieu! il semblait que la France fût digne au moins d'un coup de tonnerre: ne laissera-t-elle au monde pour dernier souvenir que l'éclat de voix et la figure d'un histrion mort?

Mais laissons-les, et pour notre compte, après tout, que nous importe! Nous ne sommes point de cette race, ni de cette France. Ces hommes ne sont ni nos frères ni nos concitoyens; ils ne sont que nos premiers envahisseurs qui nous livrent au marteau des autres. Ils troublent notre agonie, ils ne l'avilissent pas. Tournons nos regards vers notre père et notre roi qui est à Rome, vicaire de notre Père et de notre Roi qui est aux cieux.

Salut à toi, vieillard magnanime, fidèle jusqu'à la fin à Celui qui t'a envoyé et à ceux vers qui tu fus envoyé. Tu n'as trahi ni ton Dieu, ni ta mission, ni nos âmes. Nous avons en toi la gloire du combat, l'honneur de la défaite, la dignité de la mort, la certitude de la résurrection. Notre voix, qui bientôt peut-être sera muette, te salue une dernière fois; nos yeux et nos cœurs t'enveloppent d'admiration, de reconnaissance et d'amour. Tu n'as pas faibli, tes lèvres ne se sont pas fermées lorsqu'il fallait proclamer la vérité proscrite, tu l'as placée sur un trône où la sédition ne l'atteindra pas. Elle sera le phare de la nuit qui recommence, c'est elle encore qui abattra César restauré. Et toi aussi, vaincu, tu restes sur ton trône, à l'abri des ignobles terreurs, et la boue humaine ne peut jaillir jusqu'à toi. Tu ne t'abaisses pas à compter

avec l'insolence du vainqueur. Désolé, mais tranquille, victorieux par l'espérance inébranlable de ta foi, tu dis les paroles stables que tu dois dire, et dans ta ville devenue le camp de l'ennemi, tu affiches les décrets qui marquent d'une éternelle infamie les envahisseurs. Qu'elle te regarde et qu'elle se compare à ta majesté, cette lâche cohue de rois et de chefs populaires qui se félicite de t'avoir soustrait le genre humain! Elle se croit délivrée de toi, et tu as fait ce qu'il faut faire pour la vaincre, et ce que tu as fait la vaincra. Qu'elle te regarde aussi, cette stupide cohue de peuples qui t'a crié le *Crucifige* et qui ne veut d'autre roi que César ou elle-même : en vain elle cherchera la paix et l'honneur, en vain elle voudra râcler de ses membres exténués la lèpre royale et la lèpre démocratique : tu as seul fait ce qu'il faut pour la guérir de César et d'elle-même, et ce que tu as fait la guérira. Couche-toi tranquille dans la tempête, dernier soleil de notre âge, tu seras demain le soleil levant.

LE PRINCE ÉTIENNE.

« — Au fait, me demandait hier un Parisien, qu'est-ce que c'est que M. Étienne Arago, maire de Paris? Il remplit depuis deux mois toutes les conversations et s'étale sur tous les murs; il fabrique des législateurs et des lois; il préside cette commune secrète qui voulait l'autre jour défaire le gouvernement et en faire un autre; il est du gouvernement qu'il voulait défaire, il allait être du gouvernement qu'il allait faire, il reste du gouvernement qu'il n'a

pas défait. Homme de Trochu, homme de Blanqui, maire de Paris, père de l'État, patron d'un tas de gaillards tout disposés à piller Paris et à faire sauter Trochu et l'État, M. Étienne Arago semble être le personnage important de la France.... et tout le monde se souvient de n'avoir jamais entendu parler de lui.

« Chacun ayant quelque ouï-dire d'un Arago fameux, chacun le prend d'abord pour le savant, ou pour le voyageur, ou pour l'orateur; mais chacun découvre tout à coup que cet Arago-ci n'est point cet Arago-là. Qu'est-ce qu'Arago maire, actuellement le grand Arago, cet Arago qui fait jaillir du budget de la Ville une cascade de huit millions au profit des maîtres et maîtresses d'école qui voudront renier Jésus-Christ? Quelles sont les œuvres intellectuelles, administratives et sociales de ce rare Arago? Quelles actions grandioses lui ont fait confier le gouvernail de la grande galère, où il a placé tant de rameurs inconnus comme lui, trop connus comme lui?

Sur la galère capitane
Ils *étaient* quatre-vingts rameurs.

« On en expulse une quantité, et ce qui reste est compté parmi les calamités publiques. Je demande pourquoi l'Arago n'est pas expulsé et pourquoi Trochu, qui fait pincer Blanqui, nous laisse à l'homme de Blanqui? »

Ainsi me questionna ce Parisien, et je me souvins, comme tout le monde, de n'avoir jamais su rien de M. Arago, sinon qu'il est auteur de nombre de vaude-

avec l'insolence du vainqueur. Désolé, mais tranquille, victorieux par l'espérance inébranlable de ta foi, tu dis les paroles stables que tu dois dire, et dans ta ville devenue le camp de l'ennemi, tu affiches les décrets qui marquent d'une éternelle infamie les envahisseurs. Qu'elle te regarde et qu'elle se compare à ta majesté, cette lâche cohue de rois et de chefs populaires qui se félicite de t'avoir soustrait le genre humain! Elle se croit délivrée de toi, et tu as fait ce qu'il faut faire pour la vaincre, et ce que tu as fait la vaincra. Qu'elle te regarde aussi, cette stupide cohue de peuples qui t'a crié le *Crucifige* et qui ne veut d'autre roi que César ou elle-même : en vain elle cherchera la paix et l'honneur, en vain elle voudra racler de ses membres exténués la lèpre royale et la lèpre démocratique : tu as seul fait ce qu'il faut pour la guérir de César et d'elle-même, et ce que tu as fait la guérira. Couche-toi tranquille dans la tempête, dernier soleil de notre âge, tu seras demain le soleil levant.

LE PRINCE ÉTIENNE.

« — Au fait, me demandait hier un Parisien, qu'est-ce que c'est que M. Étienne Arago, maire de Paris? Il remplit depuis deux mois toutes les conversations et s'étale sur tous les murs; il fabrique des législateurs et des lois; il préside cette commune secrète qui voulait l'autre jour défaire le gouvernement et en faire un autre; il est du gouvernement qu'il voulait défaire, il allait être du gouvernement qu'il allait faire, il reste du gouvernement qu'il n'a

pas défait. Homme de Trochu, homme de Blanqui, maire de Paris, père de l'État, patron d'un tas de gaillards tout disposés à piller Paris et à faire sauter Trochu et l'Etat, M. Étienne Arago semble être le personnage important de la France.... et tout le monde se souvient de n'avoir jamais entendu parler de lui.

« Chacun ayant quelque ouï-dire d'un Arago fameux, chacun le prend d'abord pour le savant, ou pour le voyageur, ou pour l'orateur ; mais chacun découvre tout à coup que cet Arago-ci n'est point cet Arago-là. Qu'est-ce qu'Arago maire, actuellement le grand Arago, cet Arago qui fait jaillir du budget de la Ville une cascade de huit millions au profit des maîtres et maîtresses d'école qui voudront renier Jésus-Christ? Quelles sont les œuvres intellectuelles, administratives et sociales de ce rare Arago? Quelles actions grandioses lui ont fait confier le gouvernail de la grande galère, où il a placé tant de rameurs inconnus comme lui, trop connus comme lui?

> Sur la galère capitane
> Ils *étiont* quatre-vingts rameurs.

« On en expulse une quantité, et ce qui reste est compté parmi les calamités publiques. Je demande pourquoi l'Arago n'est pas expulsé et pourquoi Trochu, qui fait pincer Blanqui, nous laisse à l'homme de Blanqui? »

Ainsi me questionna ce Parisien, et je me souvins, comme tout le monde, de n'avoir jamais su rien de M. Arago, sinon qu'il est auteur de nombre de vaude-

villes cyniques. Je dis à mon questionneur : consultons Vapereau : c'est le greffier des mérites inconnus, et il rapporte au moins tout sur ceux de qui personne ne sait rien.

En effet, Vapereau donne à M. Arago deux colonnes. C'est la grande longueur. Lui-même ne s'en est pas accordé davantage, et le cardinal Antonelli n'en a pas autant.

Donc « Arago (Étienne), homme politique et littérateur français, » né en 1803, commença, dès sa tendre jeunesse, à ne rien faire que l'on puisse estimer. On le voit auteur, avec Balzac, d'un roman qui ne trouve point de lecteurs, et avec un autre d'un vaudeville qu'avale immédiatement l'oubli. Déjà il est *carbonaro*, à dessein de réformer la misérable espèce humaine. Vapereau atteste qu'il « se jeta *sans réserve* dans toutes les luttes, » ne prenant que le soin de ne pas s'y faire blesser. Ardent, téméraire, souvent vaincu, jamais pris. Cœur ferme, pieds légers ! « Entré dans la charbonnerie, il ne cessa d'en défendre les principes ; la *légèreté athénienne de son caractère* (ô Vapereau) n'ôta rien à l'opiniâtreté de ses convictions. »

Ne cessant pas de « défendre les *principes* de la charbonnerie, » il ne cessait pas non plus de faire des vaudevilles. Vapereau en avoue « une centaine, » tous « en collaboration. » Il cite les plus illustres : *C'est demain le treize, ou le Sentiment et l'Almanach*, — *le Cabaret de Lustucru*, — *les Chemins de fer*, vaudeville *composé à la mécanique avec des couplets faits à la vapeur*, etc., etc., jusqu'au numéro cent. Les titres sont déjà ineptes.

Selon Vapereau, « la plupart de ces pièces ont eu la faveur du public » et « plus d'une a été traduite, imitée ou contrefaite en italien! » Certainement Vapereau est honnête; mais je ne me fie pas, moi, aux notes que lui a remises le seul vivant qui connaisse les œuvres complètes d'Étienne Arago, « littérateur français. »

Je trouve ailleurs un échantillon du talent poétique de monsieur le Maire. En 1848, il était directeur des Postes, et il avait le cœur gai. Dînant avec de vieux camarades, il leur fit prendre maints gobelets de son hippocrène. Voici le premier :

Air du *Charlatanisme.*

Amis, quel triomphe immortel!
De notre France grande et fière,
La liberté, fille du ciel,
Relève la noble bannière.
Conduit par le peuple vainqueur,
Aux *postes* secouant mes guêtres,
Je fus acclamé directeur,
Et grâce à ce *poste* flatteur,
Je suis deux fois... homme de lettres.

Ça ne rime pas, mais M. Arago n'avait alors guère plus de quarante-cinq ans... et puis il est tant Athénien!

Passons à la vie politique.

En 1830, M. Arago était directeur du Vaudeville, théâtre où, « malgré l'habileté de son administration, dit Vapereau, il ne s'enrichit pas; » ce qui porte à croire qu'il représentait ses propres pièces, malgré l'habileté de son administration. Il ouvrit alors

la série de ses sacrifices patriotiques. Parlez, Vapereau :

« Le 27 juillet (1830), il ferma les portes du Vaudeville, distribua *sur les barricades toutes les armes qui étaient en réserve dans le garde-meuble de son théâtre*, paya de sa personne durant les trois jours (ne fut point blessé), et devint un des (mille) aides de camp de La Fayette. Lieutenant d'artillerie dans la garde nationale, il fut compromis dans les événements de 1832 et de 1834. Il *put se soustraire aux poursuites* de la police et se *cacha* quelque temps... Pendant les journées de février (1848, il parut *en armes* aux postes les *plus périlleux*... et dans l'après-midi du 24, il s'était emparé, de *son autorité privée*, de l'hôtel des Postes et installé à la place du directeur général... »

M. Arago lui-même confirme la véracité de Vapereau.

Conduit par le peuple vainqueur,
Aux *postes*.....
Je fus acclamé directeur.

C'est plus poétique, mais Vapereau est plus naïf. Écoutons-le encore. Il est parfois impayable.... et impitoyable, ce Vapereau :

M. Arago « préférait » Ledru-Rollin. Néanmoins, postillon du gouvernement avant d'écouter son cœur, le 25 septembre, il retarda de quelques heures tous les courriers, pour leur donner le temps d'emporter dans les provinces une pièce qui intéressait Cavaignac, chef du pouvoir exécutif. Cette mesure

parut un acte d'obéissance un peu vif et lui fut reprochée. Il n'en resta que plus aisément directeur des postes, jusqu'au 10 décembre, mais, ce jour-là, il perdit sa place et retrouva sa vertu. Il devint un opposant farouche, signa la mise en accusation du président à l'occasion du siége de Rome, ne fut point réélu pour l'Assemblée législative, et se fâcha tout à fait. « Au 13 juin 1849, il se plaça en uniforme à la tête des gardes nationaux qui répondirent à l'appel de la Montagne.... La haute cour de Versailles le condamna *par contumace* à la peine de la déportation. » Va-t'en voir s'ils viennent! Toujours plus fin que les tyrans, M. Arago s'était déjà déporté : « Il *avait pu se réfugier* à Bruxelles. » Il entend le déportement! Au premier péril, *deux fois homme de lettres*, il passe

Tout comme une lettre à la poste.

Autre beau vers de sa chanson « sur l'air du *Charlatanisme* ».

En 1851, à la nouvelle du coup d'État, « il essaya de rentrer, et *s'avança jusqu'à* Valenciennes. » Puis il *rentra*... en Belgique. On le retrouve tout de suite à Bruxelles, où il publie des articles si terriblement antinapoléoniens qu'il se fait chasser. Il va en Suisse, en Hollande, en Angleterre, à Turin, partout si redoutable qu'il ne peut trouver « nulle part *aucune* hospitalité. » C'est Vapereau qui parle. L'histoire ajoute sans transition que ce formidable fuyard reparut en France l'an de grâce 1859. Il faut croire que le tyran, désespérant de vaincre l'Arago, le laissa

revenir pour avoir la paix. Et lui, que rien n'étonne, s'assit tranquillement *tra le unghuie della tigra.* Et tel est en substance le rapport du bon greffier Vapereau sur le dossier d'Arago (Étienne), « homme politique et littérateur français. »

— Bien, me dit le Parisien; à présent je sais clairement pourquoi Vapereau est préfet. Mais je continue de ne savoir pas pourquoi M. Arago est maire de Paris. Cette biographie me révèle un caporal des classes dangereuses, un conspirateur subalterne, un vieil émeutier audacieux et prudent, de profession louche, de caractère plus que frivole. Dans les circonstances où nous sommes, un tel personnage devrait-il occuper un poste si important?

Je trouvais bien là aussi quelque mystère; cependant je voulus répondre.

— Il y a, dis-je, raison à tout. M. Étienne Arago fut longtemps vaudevilliste et corybante des jeux décolletés. Mais la République est la mère des miracles. Elle a discerné la vraie vocation de M. Arago, et la lui a révélée. Au fond, il était né législateur austère, dans le goût de Lycurgue. Voyez comme ses discours nous portent aux vertus héroïques. La sobriété, la discipline et la danse à la Carpeaux, voilà ce grand Lycurgue, en qui l'on pourrait retrouver un vaudevilliste secret; et voilà le maire Étienne, en qui les vendanges politiques de 1870 ont révélé un Lycurgue méconnu. Se connaissant enfin lui-même, à l'âge où l'on renvoie les vieux serviteurs, plein de confiance en son génie, il est entré dans la mairie parisienne, de ce même cœur léger et de cette même jambe

légère par lesquels il a toujours éloigné le péril.

— Est-ce que cette explication vous satisfait? me dit le Parisien. — Point du tout, repris-je; mais enfin il ne faut que chercher, et je tiens le joint. Sachez donc que le seigneur Étienne est maire de Paris

Et par droit de conquête et par droit de naissance.

Car il est Arago.

Tout gouvernement doit faire quelque chose de tout Arago, et depuis la création des Aragos, aucun gouvernement n'y a manqué. Après avoir été, comme nous l'avons vu, bien des petites choses, celui-ci vaquait. Le 4 septembre est venu à point pour le fourrer quelque part. Le voilà grand maire, cette « bonne petite vieille, » ainsi que le nomment ses collaborateurs du vaudeville. Il est paternel et clément; il nous appelle ses « chers concitoyens, » mais enfin il a failli attendre, et parfois un peu de hauteur souveraine perce dans ses décrets.

On s'étonne des choses qu'il ose faire. La vérité est qu'il ne se gêne pas. Il connaît son droit et sa force. Non-seulement il est *charbonnier* depuis cinquante ans et plus, ce qui lui assure du monde, mais encore il ne peut ignorer qu'il n'est point le premier Arago venu. Il a l'honneur d'être oncle du membre Emmanuel, fils du défunt membre François.

Louis-Napoléon a régné sur les Français parce qu'il était neveu de son oncle. Le prince Étienne règne sur Paris parce qu'il est oncle de son neveu. Admirables variétés des lois dynastiques dans leur admirable permanence!

On a toujours dit que le peuple français adorait le sang de ses maîtres, et il cultive beaucoup de souches, passant trop souvent de l'une à l'autre, par saccades qui lui coûtent gros, et qui ne font pas toujours honneur à son jugement.

Tellement que si l'on vous disait qu'un jour, faute d'autre sang napoléonien, un fils quelconque de madame Rattazzi s'offrira pour prendre la couronne de France et sera acclamé, vous feriez bien de ne pas crier merveille. Espérons que ce fils Rattazzi épousera une fille Arago, et alors nous aurons une dynastie parfaite, qui pourra durer ses quinze ans. Elle durera même davantage, si l'on a l'esprit d'y mêler du Crémieux, du Gambetta et de l'Orléans.

Pourvu que ce soit bâtard et anticatholique, le peuple français sera trop heureux.

— Hum! dit mon Parisien, c'est humiliant, tout de même!

— J'en conviens (1).

(1) Cet article a reçu un honneur qui m'aurait fait reculer si je l'avais prévu. Les Prussiens l'ont reproduit dans leur *Moniteur* de Versailles. Ils étaient trop heureux de voir à quelles espèces Paris se trouvait livré. J'aurais craint de leur en donner ce témoignage. A présent, je ne crains pas de le rappeler. Le vieil Arago est un des types révolutionnaires dont l'action fut la plus funeste et dont l'aspect m'a fait le plus souffrir. Sa règne fut peut-être le plus amer dégoût de mon cœur et la plus âpre humiliation de mon esprit.

LXIII

11 novembre.

L'ABOMINABLE DÉCADENCE.

Le gouvernement n'a point démenti les nouvelles qui font entrevoir une partie de la France dans le feu ignoble de la sédition, tandis que l'autre est sous le feu meurtrier de l'ennemi. Elles sont plutôt confirmées par le médiocre résultat militaire qu'il annonce. Deux cent cinquante mille hommes en tout, et tout au plus, pour répondre à l'appel de nos désastres. Ce n'est point l'élan que promettait le prophète Rouget en ses indigentes rimes :

> S'ils tombent, nos jeunes héros,
> La *terre* en produit de nouveaux.

Il faut ouvrir les yeux et reconnaître que notre terre, puisque *terre* il y a, est frappée aussi dans la production du fruit héroïque. Un certain soleil et un certain arrosement ont manqué, et quelque affreuse bête a ravagé le champ. Nous nommerions bien la bête.

L'ennemi triomphant, la sédition victorieuse tarissant la source du secours, et enfin la France, au lieu de se défendre, tournant contre elle-même ses mains si longtemps levées contre Dieu, voilà bien le

comble en fait de ruine et de honte! Les craintes les plus désespérées n'allaient pas si loin. Quelque appréhension que fissent concevoir les maximes et les pratiques révolutionnaires, personne n'eût pensé que « l'inexorable logique » avait fait tout cet effroyable chemin, et que l'abîme était creusé à cette profondeur. Quoi! nous en sommes à nous demander s'il existe encore une France !

Nous ne parlerons pas comme il serait juste de ceux qui ont précipité l'effondrement. Les dédaigner est plus juste encore. Ils ont témérairement et criminellement brisé un fil qui ne pouvait longtemps tenir. Le poids était formé, la tumeur incurable, la catastrophe imminente. Malgré le crime, ils demeurent plus impertinents que coupables. L'impertinence étant le caractère général de l'ère de 89, plus marqué encore dans la multitude de notre personnel dirigeant en tous genres, ceux-ci ne sont pas plus coupables que les autres, et les autres ne le sont pas moins.

Hélas! quel Français n'a pas été élevé à se croire le docteur et le maître du monde? La sorcière lui est apparue dès l'école, sous les traits de ses pédagogues, et lui a dit : *Tu seras roi!* Il l'a retrouvée dans la presse, à la tribune, dans les rues, dans les palais, dans les antres, ajoutant ce que Macbeth n'aurait pas voulu croire : *Tu es Dieu!* Et cet oracle a rempli son cœur vide de Dieu. Mais la sorcière de Macbeth se contentait d'exalter l'ambition de sa victime ; la sorcière de 89 a plus infernalement trahi la sienne : en lui soufflant l'ambition, elle lui a ôté le remords.

L'homme-dieu de 89 s'est trouvé capable de l'empire. Il aspire au suprême pouvoir comme à la chose légitime, et il cherche à s'en emparer sans plus de scrupule qu'un dieu qui exerce sa divinité.

Ainsi a fait Napoléon III. Ses anciens sujets, vingt ans dociles, lui imputent leur perte. Il ne les a perdus qu'en prenant leurs voies et leurs pensées. Il les a saturés d'orgueil envers Dieu et envers les hommes, de faste, de luxure, d'ignoble repos, de tranquille mépris du devoir. Il leur a donné la raillerie, le vaudeville, le café-chantant, la danse obscène et la bourse tant qu'ils en ont voulu. Dans le courant de sa dernière année, il leur a donné les demoiselles Carpeaux, les clubs et la statue de Voltaire. Par l'abandon de Rome, il a enfin renié Jésus-Christ, et il allait restaurer M. Renan. Peuvent-ils contester que Napoléon III n'ait été l'empereur de toutes ces choses-là qui sont leurs choses? Il a régné pour eux, comme ils eussent régné eux-mêmes, seulement peut-être avec moins d'infâme sagesse et plus d'infâme appétit. Il a régné de la sorte sans nul scrupule, en dieu qu'il croyait être. Et lequel d'entre eux, se croyant dieu lui-même, selon leur commune philosophie, avait de quoi lui persuader qu'il n'était pas dieu? Lequel d'entre eux en a fait l'entreprise autrement qu'en essayant de l'abattre, ou en conseillant de l'assassiner pour se mettre à sa place, du même droit divin?

Certaines plantes ne vivent que d'un certain fumier. Pour que la plante napoléonienne ait pu atteindre la durée et la splendeur où elle est parvenue,

il a fallu que la couche de fumier fût épaisse! Elle l'a été trop, et l'Empire a crevé de pléthore et d'encens. De tels hommes sont toujours l'expression des temps qu'ils dominent. Lucain, bon poëte, bon incrédule et bon républicain, disait tranquillement dans Rome :

Destins, Néron gouverne et le monde est content.

M. Hugo, bon poëte, bon incrédule et bon républicain, disait à Louis-Philippe : *Sire, la Providence a besoin de vous!* Il avait commencé de le dire à Bonaparte, il le dirait à Blanqui ou au vieil Arago, et s'il n'avait pas été battu l'autre jour par l'honnête Corbon, il dirait plus volontiers au peuple : Sire, la Providence a besoin de moi! Il n'y a guère eu de poëtes pour le dire à Napoléon III, sauf M. Belmontet, et, je crois, M. de Banville; mais que de professeurs, d'artistes, de penseurs, de députés et de sénateurs, sans compter les plébiscites!

Quant à ceux qui, fièrement campés devant le second Bonaparte, acceptant néanmoins ses amnisties, lui refusaient leur encens, c'est qu'ils le réservaient pour eux-mêmes, et ils ont fait tout comme lui. Ils ont pris l'Empire par une conspiration, comme lui, violant leur serment comme lui, avec moins d'excuse toutefois, sans être appelés de personne, dans un moment incomparablement plus périlleux. Bonaparte a pu croire que la situation de 1851 lui demandait d'intervenir; eux, ils n'ont pu ignorer que la situation de 1870 leur conseillait de s'écarter. Mais l'oracle de la sorcière et les fascinations de l'imper-

tinence doivent être comptées à ces derniers blessés du mal contemporain, et leur vanité est flagellée si formidablement qu'ils paraissent assez punis. Leurs noms surnagent, ils ne pourront s'enfouir dans les fanges immortelles de ce déluge.

Ne leur refusons pas une certaine bonne foi. Ils ont cru à eux-mêmes, à leurs phrases, à leur *Marseillaise* qui devait valoir une armée ; ils ont cru à leurs pères de 92 et à la résurrection de ces pères qui n'ont jamais existé. Ils ont cru à leur « lion populaire » qui dissiperait l'ennemi d'un seul rugissement, et qui réunirait tous les peuples à son premier appel. Ils ont cru qu'il y avait encore des peuples là où il n'y a plus d'autel, et que l'autel n'était pas la pierre fondamentale de la patrie, et que la terre drainée produirait des héros aussi bien que la terre bénie Ils ont admis toutes ces fadaises qu'ils ont coutume d'exploiter comme brochuriers et comme orateurs. Ils ont cru que la voix de Gambetta, si applaudie des cafés du quartier latin, remuerait toutes les fibres de la France, sans demi-tasse et sans petit verre. Avec la puissance de pensée du vieil Arago, ils ont cru que des décors et des accessoires de théâtre produiraient l'effet de la nature ; que des poignards de carton dans les mains de quelques figurants passeraient pour des armes et pour des soldats, et qu'eux-mêmes, enfin, occupant certaines places, seraient pris pour des gouvernements, et que tout marcherait. Ils ont cru que la fraternité se graverait dans les cœurs, parce que de leur doigt menaçant ils en barbouillaient le nom sur les murs.

Il faut qu'ils l'aient cru, puisqu'ils se sont offerts. Et véritablement, qui empêche de croire que Crémieux et Glais-Bizoin, estimant être la France, aient fait Garibaldi généralissime français ? Ce rare trait d'insolence envers tous les catholiques du pays n'est qu'un trait d'ignorance et d'imbécillité. Ces deux hommes de 89 pensent qu'il n'y a plus de catholiques; Garibaldi, leur arrivant éclopé, avec trois soudards sans passeport, leur a semblé le dieu de la guerre, au même titre qu'ils sont eux-mêmes les dieux de la politique et du bon sens.

Et là est aussi l'excuse de la France. Il faut enfin avouer que la froideur de la France a ses causes, sinon ses raisons. Dans la réalité, la France, depuis 89, a été expulsée de ses propres affaires, par cette impertinence et cette centralisation de 89, qui ont renfermé toute la France dans Paris. Le résultat le plus clair de la centralisation a été de détruire l'union. Elle a fait l'unification aux dépens de l'unité. Nous en voyons les fruits. De quelle manière les provinces ont-elles participé à la vie politique? En envoyant à Paris des députés que lui désignaient tour à tour, tantôt le pouvoir établi à Paris par Paris, tantôt l'opinion et l'opposition de Paris. Les députés, en échange, renvoyaient aux provinces des impôts, des lois et des révolutions que Paris avait décrétés sans prendre aucunement conseil des provinces. Dans les hauteurs de l'administration politique, civile, militaire, rien n'était local. Tout était envoyé de Paris, tout était rappelé par Paris; tout, y compris le gouvernement et les opinions, était de la fabrique de Paris.

On s'est lassé. Il est survenu enfin, notamment à partir de 1830, trop d'Esquiros de tous les habits et de toutes les couleurs. Pour dire le mot, Paris a été trop impertinent, et indépendamment des autres causes, au fond desquelles se montre toujours la main insolente et frivole de la Révolution, la France abîmée laisse tomber cette bastille de 89, où plus de vérités et de droits sont enchaînés que les sévérités de la justice et les fautes de l'absolutisme n'y retinrent jamais de coupables et d'innocents.

Voilà le grand péril auquel ne remédieront pas les fredaines révolutionnaires ni les expédients de la dictature, ni les ressources épuisées de la monarchie constitutionnelle et parlementaire. C'est la France qu'il faut restaurer et rétablir dans son droit sur la religion, la famille et la propriété. *Hic opus!*

LXIV

14 novembre.

BONNE PROCLAMATION DU GÉNÉRAL TROCHU.

Le gouverneur de Paris a fait publier ce matin la proclamation suivante :

Aux citoyens de Paris,
A la garde nationale,
A l'armée et à la garde nationale mobile.

Pendant que s'accomplissaient loin de nous les douloureuses

destinées de notre pays, nous avons fait ensemble, à Paris, des efforts qui ont honoré nos malheurs aux yeux du monde. L'Europe a été frappée du spectacle imprévu que nous lui avons offert, de l'étroite union du riche et du pauvre dans le dévouement et le sacrifice, de notre ferme volonté dans la résistance, et enfin des immenses travaux que cette volonté a créés.

L'ennemi, étonné d'avoir été retenu près de deux mois devant Paris, dont il ne jugeait pas la population capable de cette virile attitude, atteint bien plus que nous ne le croyons nous-mêmes dans des intérêts considérables, cédait à l'entraînement général. Il semblait renoncer à son implacable résolution de désorganiser, au grand péril de l'Europe et de la civilisation, la nation française, qu'on ne saurait, sans la plus criante injustice, rendre responsable de cette guerre et des maux qu'elle a produits. Il est aujourd'hui de notoriété que la Prusse avait accepté les conditions du gouvernement de la défense pour l'armistice proposé par les puissances neutres, quand la fatale journée du 31 octobre est venue compromettre une situation qui était honorable et digne, en rendant à la politique prussienne ses espérances et ses exigences.

A présent que, depuis de longs jours, nos rapports avec les départements sont interrompus, l'ennemi cherche à affaiblir nos courages et à semer la division parmi nous par des avis exclusivement originaires des avant-postes prussiens et des journaux allemands qui s'échangent sur plusieurs points de nos lignes si étendues.

Vous saurez vous soustraire aux effets de cette propagande dissolvante, qui seraient la ruine des chers intérêts dont nous avons la tutelle. Vos cœurs seront fermes, et vous resterez unis dans l'esprit qui a été depuis deux mois le caractère de la défense de Paris.

Pendant que nos travaux fermaient la ville, nous avons conçu la pensée, dans l'incertitude où nous étions de l'appui que pourraient nous fournir les armées formées au dehors, d'en former une au dedans. Je n'ai pas à énumérer ici les éléments constitutifs qui nous manquaient pour résoudre ce nouveau



problème, plus difficile peut-être que le premier. En quelques semaines, nous avons réuni en groupes réguliers, habillé, équipé, armé, exercé autant que nous l'avons pu et conduit plusieurs fois à l'ennemi les masses pleines de patriotisme, mais confuses et inexpérimentées, dont nous disposions. Nous avons cherché, avec le concours désintéressé et dévoué du génie civil, de l'industrie parisienne, des chemins de fer, à compléter par la fabrication de canons modernes, dont les premiers vont nous être livrés, l'artillerie de bataille, que le service spécial de l'artillerie de l'armée formait avec la plus louable activité. La garde nationale, de son côté, après avoir plus que quintuplé ses effectifs, et bien qu'absorbée par les travaux et par la garde du rempart, s'organisait, s'exerçait tous les jours et par tous les temps sur nos places publiques, montrant un zèle incomparable, auquel elle devra d'être prochainement en mesure d'entrer en ligne avec ses bataillons de guerre.

Je m'arrête, ne pouvant tout dire; mais je doute qu'en aucun temps et dans l'histoire d'aucun peuple envahi, après la destruction de ses armées, aucune grande cité investie et privée de communications avec le reste du territoire ait opposé, à un désastre en apparence irréparable, de plus vigoureux efforts de résistance morale et matérielle. L'honneur ne m'en appartient pas, et je n'en ai énuméré la succession que pour éclairer ceux qui, avec une entière bonne foi, j'en suis sûr, croient qu'après la préparation de la défense, l'offensive à fond était possible avec des masses dont l'organisation et l'armement étaient insuffisants.

Nous n'avons pas fait ce que nous avons voulu, nous avons fait ce que nous avons pu, dans une suite d'improvisations dont les objets avaient des proportions énormes, au milieu des impressions les plus douloureuses qui puissent affliger le patriotisme d'une grande nation. Eh bien, l'avenir exige encore de nous un plus grand effort, car le temps nous presse. Mais le temps presse aussi l'ennemi; et ses intérêts, et le sentiment public de l'Allemagne, et la conscience publique européenne le pressent encore plus. Il ne serait pas digne de la France, et le monde ne comprendrait pas que la population et l'armée de

Paris, après s'être si énergiquement préparées à tous les sacrifices, ne sussent pas aller plus loin, c'est-à-dire souffrir et combattre jusqu'à ce qu'elles ne puissent plus ni souffrir ni combattre. Ainsi serrons nos rangs autour de la République et élevons nos cœurs.

Je vous ai dit la vérité telle que je la vois. J'ai voulu montrer que notre devoir était de regarder en face nos difficultés et nos périls, de les aborder sans trouble, de nous cramponner à toutes les formes de la résistance et de la lutte. Si nous triomphons, nous aurons bien mérité de la patrie en donnant un grand exemple. Si nous succombons, nous aurons légué à la Prusse, qui aura remplacé le premier Empire dans les fastes sanglants de la conquête et de la violence, avec une œuvre impossible à réaliser, un héritage de malédictions et de haines sous lequel elle succombera à son tour.

Le gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

Paris, le 14 novembre 1870.

VIVE TROCHU ! Nous le disons pour la première fois et nous le disons de tout cœur. C'est la première fois aussi que le gouvernement de la défense nationale nous adresse les paroles qu'il faut et nous donne confiance en lui. Cette proclamation est enfin virile et enfin politique. Elle montre un dessein, une suite, une résolution ; elle montre des forces véritables, les forces du cœur, qui passeront au bras. L'homme qui a l'honneur de défendre Paris, et beaucoup plus que Paris, répond comme il convient aux indignes suggestions qui commençaient à remplir la ville et qui montraient beaucoup trop d'amour pour la paix et pour la marée. Ce mouvement pouvait déterminer un irrémédiable torrent de faiblesse ; le voilà barré. Nous sommes convaincu que le génie militaire, quoi

qu'il ait su accomplir, n'a pas opposé de bastion plus périlleux à l'ennemi.

A Dieu ne plaise que nous contredisions un mot, que nous élevions un doute au sujet des efforts que le gouvernement a multipliés pour la défense matérielle! Il le sait mieux que nous et que tous ceux qui en peuvent parler en dehors de lui ; il en connaît mieux les difficultés, qui sont d'ailleurs assez visibles. Certainement, il n'a pu faire tout ce qu'il aurait voulu ; certainement, il a fait ce qu'il a pu, et ce qu'il a pu est considérable et immense. Mais par la faiblesse morale, tout manquait. Cette vaillante parole achève et couronne ses ouvrages.

Il parle noblement de l'abjecte journée du 31 octobre, et ce qu'il avoue qu'elle nous a coûté nous est un gage qu'il saura prévenir tout retour d'une si dangereuse ignominie. Il prendra soin que ces hommes-là n'osent pas tenter de recommencer. Il s'absoudra d'avoir usurpé le pouvoir en ne souffrant pas qu'il nous soit escroqué, et en se réservant l'honneur de le déposer lui-même en temps opportun.

Nous croyons également que la proclamation nous présente des vues très-justes sur la situation de l'ennemi lui-même. Le temps qu'il est obligé de passer devant Paris, dût-il lui apporter la victoire, ne la lui livrera qu'à un prix fort onéreux à sa propre sécurité. Nous n'aurons rien perdu d'irréparable s'il n'en peut saisir son butin qu'au moment où il sera trop faible pour l'emporter, s'il est contraint de dévorer sur place son présent et son avenir, et de détruire

lui-même, en suant du sang devant les murs de Sparte, tout ce qu'il comptait trouver de richesses et de délices dans Capoue. Sparte se relève, et ce n'est pas un grand malheur que Capoue maigrisse ou même expire, mais d'une belle mort.

Après tout, le Paris de l'empereur Napoléon III et de son baron Haussmann a suffisamment vécu. Que par sa chute il s'honore et sauve l'avenir de la France, c'est plus qu'il ne méritait. Quand les chacals et les chiens maigres et les boucs qui ont hurlé et dansé sur les débris de Babylone, en attendant les scorpions et les sables, quand ils viendraient habiter entre Voltaire et les demoiselles Carpeaux, il vaut mieux qu'il en soit ainsi, et que Paris souffre et combatte « jusqu'à ce qu'il ne puisse plus souffrir ni combattre. » Il y aura une France, elle vivra, elle sera immortelle! Elle aura la vengeance qu'elle doit souhaiter, car sa vengeance sera de brandir l'épée catholique et d'abattre la tête principale de l'hydre césarienne, qui est l'hérésie.

Nous savons très-bien que ce n'est pas ce qu'elle prévoit et se propose aujourd'hui. Mais ce qu'elle prévoit et se propose aujourd'hui importe très-peu, comme ce qu'elle prévoyait et se proposait il y a trois mois. Il s'agit de ce que Dieu dispose. Or, ce que Dieu dispose, c'est un duel à mort entre la France catholique et le césar allemand, pontife de l'hérésie.

Il y a deux ans, ce pontife à cheval présidait dans Worms à l'érection de la statue de Luther, Dieu sait avec quelle joie et quelle attente du monde anticatholique et du monde antichrétien! Quelle mer-

veille que cet Attila, prédit et souhaité par Voltaire, se vienne briser devant la ville de Geneviève, que ces ineptes croyaient avoir donnée à Voltaire !

Qu'Attila, au pire, entre dans Paris broyé : derrière Paris se lève la France ! Il n'aura que Paris en ruines et les dépouilles du vieil Arago, qui devra, s'il a du cœur, mourir comme il l'a promis, sur le seuil de l'Hôtel de Ville. Le tombeau vide de la paysanne Geneviève sera cependant victorieux. De cette arche qui n'aura plus rien à garder, une vertu s'envolera et remplira le cœur de tous les paysans de France. Alors le coutre de la charrue labourera tous les chemins de la retraite et deviendra une arme plus redoutable que l'artillerie. Jusque dans le sommeil des enfants et des vierges, il s'élèvera une voix qui criera de tuer l'ennemi de la liberté et des âmes. Tuez-les, réservez leurs enfants pour la mort de l'épée, *juvenes morientur in gladio!* Le temps de cette mauvaise racine est passé, qu'elle soit coupée et qu'elle sorte du monde ! Ainsi s'est allumée et s'achèvera cette guerre qui est un double châtiment, châtiment d'une double fraude et d'un double orgueil ; et la France la terminera *avec l'aide de Dieu, pour la patrie !*

Mais puisqu'il y a ici deux patries en cause, quelle est celle que Dieu voudra aider, sinon celle qui voudra professer et défendre hardiment sur la terre la vérité de Dieu ! Nous sommes plein d'espoir au-delà de tous les désastres possibles, parce que nous croyons que c'est la France qui demeure malgré tout, et qui malgré tout voudra être la patrie de la vérité de Dieu, c'est-à-dire la patrie de Dieu. La France a eu Voltaire,

et elle est précisément aux mains de sa bande. C'est vrai; mais elle a eu Geneviève, mais l'épée de Clovis est restée dans ses trésors, mais elle a Marie et l'Eucharistie, et ses drapeaux portant la Présence Réelle dans leurs plis furent des tabernacles du Dieu vivant. Ces gloires et ces forces ne sont pas éteintes sans retour; pour les ranimer nous avons des repentirs et du sang, *avec l'aide de Dieu, pour la patrie!*

Hélas! notre pauvre général ne l'a pas osé dire, lorsque c'est le moment de le crier si haut à la France et au monde. Il a craint de provoquer de stupides blasphèmes. Nouvel et plus triste exemple de l'abaissement où la politique réduit l'esprit de foi; nouvelle preuve de la nécessité de sortir enfin de cette bassesse et de cette misère. Eh! soldat de la France, que vous importe le rugissement d'un Bonvalet, et la grimace d'un Glais-Bizoin, d'un Crémieux ou de n'importe quels autres juifs? Ce ne sont pas ces gens que Dieu verra sur le rempart, et que l'honneur français forcera de vous y accompagner. L'honneur français, même lorsqu'il se sépare de la foi française, veut bien vaincre avec Dieu. Parlez suivant votre cœur et selon le cœur de la France, et invoquez Celui qui donne la force de bien combattre et la grâce de triompher même dans la mort et dans la défaite.

LXV

16 novembre.

LA RÉPUBLIQUE DE TOUT LE MONDE. — CONVERSATION AVEC M. PELLETAN.

M. Pelletan, député des fières et joyeuses banlieues de Paris, m'apparut avec une mine plus contente que la mienne lorsque j'eus l'honneur de le rencontrer le 5 septembre dans la rue Taranne, dès le matin. Il était membre du gouvernement d'une république qu'il venait de faire, je me trouvais citoyen de cette république-là. A son sourire, j'admirai que la sécurité fût pour lui, l'inquiétude pour moi. Grâce aux changements qui sont survenus depuis un siècle dans l'assiette des choses morales et politiques, le mortel tranquille est celui qui prend la responsabilité des grandes affaires. Celui qui devra se laisser conduire jouit d'un sommeil moins calme ; il a davantage la certitude de payer et l'appréhension d'être pendu.

Je connaissais le fonds bienveillant de M. Pelletan. Car dans le moment du plus effroyable péril, on jette trente-cinq millions d'âmes en révolution, on saccage les lois, l'administration, le trésor, on pille toutes les ressources, on crève tous les remparts, on lâche tous les torrents, on met plus qu'en hasard la fortune et la vie des citoyens, et le présent et l'a-

venir de la patrie, mais l'on est d'ailleurs un homme aimable et gracieux, sans ombre de mauvaiseté constitutive. Tout cela n'est que pour prendre le plaisir de ne plus donner à la République le nom de Bonaparte, et de se voir un peu Bonaparte à son tour, et rien n'est mieux autorisé par la morale du temps. Connaissant donc M. Pelletan, j'osai l'aborder. Comme je m'y attendais, je le trouvai bon prince. Nous eûmes un bout d'entretien que je peux conter sans lui nuire.

Tout d'abord, il témoigna sa joie que la République se fût faite sans un coup de fusil. Je laissai passer cela. Je sais qu'en politique, tout coup de fusil qui ne se tire pas dans les rues de Paris ne compte pas, et que toute mort par la faim et par la misère n'est pas non plus comptée. Ainsi, voilà une révolution qui ne coûte pas un coup de fusil. C'est donné! M. Pelletan y voyait la preuve d'un accord principal qui en faciliterait d'autres. — Nous sommes, me dit-il, en république depuis environ soixante ans; seulement nous ne voulons pas en convenir. Le malentendu est éclairci; grande commodité pour les arrangements futurs.

J'en convins. La vérité est que nous sommes en république depuis longtemps. Je n'aurais pas aussi facilement avoué que nous y faisons de grands profits généraux et particuliers, ni que nos divers essais de république nous ont mis dans l'état le plus florissant et honorable que nous puissions désirer, ni que nous tenons enfin la république qu'il nous faut.

— Vingt ou trente républiques, dis-je, et même

trente-deux, me conviendraient mieux qu'une seule. J'y espérerais plus de place et plus de garantie pour la liberté. La république du 4 septembre me paraît devoir être, comme les autres, une grande sotte de fille unique qui aura tout à l'heure besoin d'un tuteur, et aussitôt après d'un mari. Vous vous représentez toujours la république comme un peuplier; elle doit être un buisson. Toute république unitaire nombreuse ne sera jamais qu'une manière imparfaite du césarisme, et tendra invinciblement à sa perfection, qui est la dictature. Or, la vocation du dictateur est de se solidifier par l'hérédité. Il en est tant sollicité, cela paraît si nécessaire, c'est si facile! L'empire est fait, et les tribuns sont sénateurs, jusqu'à ce qu'il pousse d'autres tribuns. Mais les douceurs du Sénat ne disparaissent point sans laisser de souvenir, et la matière première des tribuns s'épuise plus vite que celle des empereurs. Nous sommes un pays où Napoléon III a pu durer vingt ans et quelque chose, et il a fallu qu'il prît beaucoup de peine à se renverser lui-même. Dans les soixante années environ de république, on peut additionner soixante années d'interrègne assez marqué. Il semble bien que nous n'avons pas cessé d'être en monarchie; seulement, nous ne voulons pas en convenir.

Ce n'était pas une discussion à poser sur le trottoir; mon gouvernant ne dit rien. Je crus voir pourtant que l'éventualité d'un nouvel interrègne ne lui paraissait pas impossible. Je serais surpris s'il croyait que les vertus républicaines abondent chez nous, ou qu'elles y vont naître sous l'influence des nouveaux

billets de banque. Plus d'une fois il a traité Paris de Babylone. Il sait que Babylone n'était pas une république. Quand même sa forte imagination l'emporterait jusqu'à considérer les républicains comme une armée de nettoyeurs célestes, un savant tel que lui ne peut ignorer ce que disaient les anges après un fort balayage exécuté dans la cité de Nabuchodonosor : *Curavimus Babylonem, et non est sanata!* Comme qui dirait : Nous avons mis en tombereau le Bonaparte, mais il pleut de l'Arago !

J'exprimai aussi des alarmes touchant la liberté de l'Église. On venait d'entendre à la tribune le bel esprit de moulin, le maître meunier Giraud, qui avait si grossièrement injurié le clergé, montrant l'intention assez claire de le moudre. Ce Giraud refusait aux prêtres d'aller à l'armée comme aumôniers, et voulait qu'ils y fussent envoyés comme soldats. Je ne dis rien, par courtoisie, de ceux qui, au lieu de prendre le fouet, suivant le devoir de leur intelligence, et de cingler l'âne rouge, l'avaient, au contraire, imité dans le ruer et dans le braire. Mon interlocuteur, hélas! en était. Il m'interrompit d'un mouvement généreux :

— Nous pouvez-vous croire si stupides, s'écria-t-il, que nous voulions gêner qui que ce soit dans son droit et dans sa liberté, et descendre à persécuter l'Église? Non! religion, famille, propriété, c'est la République. Il faut oublier de vains discours. Et quand même vous nous croiriez des persécuteurs, ne voyez-vous pas là Trochu! Trochu nous a dit hier, au conseil, pour première parole : « Je suis ca-



tholique, et je veux mourir dans ma peau de catholique. » Et certes aucun de nous n'y a vu sujet de l'écarter ou de le contredire. Nous allons d'abord essayer de faire la paix aux conditions les moins mauvaises possibles, et ensuite nous affermirons en toute liberté la bonne république de la liberté.

Voilà l'entretien. Nous nous quittâmes. Mon gouvernant sentait le besoin de prendre un bain parce que sa nuit avait été laborieuse; je sentais le besoin d'entendre la messe parce que je ne me sentais pas rassuré sur les suites de son travail de la nuit. J'étais extrêmement touché et consolé de sa bonne volonté pour mes avantages de citoyen et pour mes droits de chrétien; mais cette bonne volonté m'eût laissé quelque petite espérance de plus s'il m'avait dit qu'il irait entendre la messe après son bain, afin de réfléchir devant Dieu à ses devoirs envers moi. Je compte que je ne l'étonne pas trop en lui disant qu'il a des devoirs envers moi. Il sait certainement que je suis une créature humaine, sans défense sérieuse contre lui, dont il a trouvé bon de se confier les intérêts, et qu'en conséquence, il devra compte à Dieu de ma fortune, de mon repos, de ma liberté, de ma vie, de quantité de choses à moi qu'il a prises en sa garde, sans requérir mon consentement. Il sait aussi que je lui paie un gage pour s'acquitter de ces services, d'autant plus dus qu'ils n'ont pas été demandés.

Cheminant vers l'église, je ne laissai pas de faire des réflexions pénibles jusqu'à l'amertume, — comme il m'arrive souvent, — sur ma condition de citoyen



français très-libre et très-affranchi. Pour parler sincèrement, je trouvais depuis longtemps cette condition assez mortifiante. Il me parut ce jour-là, 5 septembre 1870, qu'elle tendait à le devenir toujours davantage, qu'elle commençait à friser la dérision et même l'ignominie, et qu'il faudrait bientôt peut-être s'imposer le sacrifice de ne plus passer la frontière, par honte de montrer à l'étranger un visage français. Je ne pensais pas encore aux coups du Prussien, je ne pensais qu'aux soufflets de la Révolution; l'affront m'en paraissait plus insupportable. Je me voyais faisant le personnage d'un peuple gouverné par Glais-Bizoin et Crémieux, et sans en prévoir toute l'horreur, je sentais venir le carnaval aragouin.

Quelle situation pour une âme un peu fière et qui n'avait jamais su encore se défendre de quelque orgueil national! Je remontais à la source de ces flagellations, j'en suivais la longue chaîne, je n'y trouvais pas moins de ridicule que d'horreur, et je me reconnaissais moi, peuple français, pour un des Cassandres les plus turlupinés et les plus fouaillés qui soient sur les théâtres de foire. Hier, sujet d'un empereur que j'avais choisi fort peu librement pour échapper à des maîtres qui s'annonçaient pires que tout: aujourd'hui, citoyen contre mon gré d'une république bâclée sans ma participation par des hommes élus d'eux-mêmes et qui me jurent que je les appelle; demain, je ne sais quoi, par décret de je ne sais qui: voilà donc le total de mes immortelles conquêtes de 89 et le fruit de ma souveraineté! Je suis, dans la personne peu glorieuse de mon empereur, traître à

Dieu, battu par la Prusse, moqué du reste de la terre, y compris l'Italie, le tout contre mon conseil et à mes frais; je suis, dans la personne de la République, exposé à ratifier et à compléter tout cela par des délibérations où je n'entrerai pas. A travers les formes les plus ingénieuses, mes conquêtes et ma souveraineté se réduisent toujours à être corvéable quand la corvée est imposée, contribuable quand la contribution est votée, électeur d'un député déjà nommé, constituant d'une constitution déjà faite. Je n'ignore pas qu'il en fut toujours ainsi; mais autrefois c'était moins cher, moins fréquent, on ne me faisait pas l'amère plaisanterie de me coiffer d'une couronne, et cette couronne ne se fabriquait pas de l'argent de ma poche, sur mon dos, au feu de ma joue.

Cependant ce n'est rien encore; ce n'est que l'inconvénient de vivre. Si tout se terminait là, je m'en verrais quitte, comme beaucoup de mes semblables de tous les âges, pour avoir fait une mauvaise traversée. Mais il y a quelque chose que je digère moins, et, pour mieux dire, que je ne digère pas du tout.

Moi chrétien catholique de France, vieux en France comme les chênes et enraciné comme eux; moi fils de la sueur qui arrose la vigne et le blé, fils de la race qui n'a cessé de donner des laboureurs, des soldats et des prêtres, sans rien demander que le travail, l'Eucharistie et le sommeil à l'ombre de la croix; moi enfin, fidèle à toute la tradition et à tout le cœur de ma vieille patrie pleine de bonne fierté et de bonne gloire, voici mon intolérable affront qui me fait rougir, non plus à la joue, mais dans l'âme : je suis con-

stitué, déconstitué, reconstitué, gouverné, régi, taillé par des vagabonds d'esprit et de mœurs qui ne sont ni chrétiens ni catholiques, c'est-à-dire, par le fait, qui ne sont pas Français, n'ayant rien du culte de la patrie. Ces gens-là sont venus des pays d'hérésie, de juiveries errantes, de lieux pires encore, des cavernes et des terres maudites où le nom de Jésus-Christ n'est pas connu. Les uns n'ont pas reçu le baptême, les autres l'ont gratté de leur front.

Renégats ou étrangers, ils n'ont ni ma foi, ni ma prière, ni mes souvenirs, ni mes attentes. Mon âme n'espère pas avec eux, leurs cœurs ne battent pas avec mon cœur : en quoi donc sont-ils mes concitoyens? Ou ils ne sont pas Français, ou je ne le suis plus. Or, ils me gouvernent, ils sont mes maîtres, ils ont le pied et la main sur ma vie, ils me font sentir l'insolence de leur domination jusque dans cette église, le sanctuaire de la patrie, où ils n'entrent jamais. Sur le seuil, ils insultent mon prêtre, ils viendront l'insulter jusqu'à l'autel, ils viendront l'arracher de l'autel quand il leur plaira; et si je peux encore prier ici ce matin, en ce moment d'incomparable détresse et d'angoisse mortelle, c'est peut-être parce que, Paris n'ayant pas de moulin, le meunier Girand ne s'est pas trouvé député de Paris.

Quand je dis que je suis trompé, je m'abuse. Je ne suis pas trompé, je suis conquis. Je suis sujet de l'hérétique, du juif, de l'athée et d'un composé de toutes ces espèces qui n'est pas loin de ressembler à la brute. Est-ce que cela durera toujours?

Telles étaient mes réflexions à la messe, pendant

que M. Pelletan prenait son bain. Il voyait certainement les choses d'un autre œil, et, laissant Dieu à part, puisque ce n'est pas le moment de philosopher, mais de s'occuper de choses sérieuses, il faisait mouvoir en esprit la plus aimable république du monde. En ce moment, le vieux « charbonnier » Arago composait le chœur de ses maires de Paris, et le vieux roi de Prusse marchait sur la banlieue de Paris, qu'il devait étrangement fourrager. Hélas! député Pelletan, depuis ce jour-là, que de choux plantés en Espagne!

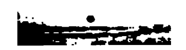
Il n'y a guère que deux mois, et depuis deux mois ils ont trouvé le moyen de s'enfoncer si profond et si loin par dessus la tête dans la liquéfaction du pauvre pays de France! Quelles écumes, sur quels désastres! Quelle mort et que de goujats, et quels goujats pour insulter et dépouiller la mort! Quant aux catastrophes militaires, on pouvait sans doute tout craindre, sauf la manière totalement imprévue. Il y a le « sort des armes » qui n'assure « la fortune » à personne, même lorsqu'elle se prononce et lorsqu'elle est, comme dit éloquemment M. Favre, « fixée par le courage. » Mais qui pouvait prévoir les Arago, les Mottu, les Bonvalet à Paris, les Crémieux, les Glais-Bizoin et les Esquiros en province, et tous ces tiercelets affolés lancés de tous côtés contre l'aigle à deux becs et contre l'hydre à sept têtes?

Tout bon sens insulté, toute décence souffletée, toute justice révoltée! Un vieux bohême à la tête de Paris qu'il livre à un tas de râcleurs de casseroles philosophiques et autres, et vingt gâte-sauce ou gâte-

raison sortant d'on ne sait quels trous pour abolir et confectionner des lois ! Je le demande à ceux qui ont permis cela : qu'ils l'aient compris et l'aient voulu, ou qu'ils n'aient ni su le voir ni pu l'empêcher, que peuvent-ils désormais attendre de notre confiance et espérer d'eux-mêmes et de leur œuvre? Je dis que leur république ne tardera pas à voir un nouvel interrègne, si elle reste sous leur conduite, passé l'heure où la France rentrera dans Paris. Quoi qu'il advienne, par la première porte ouverte, le dictateur entrera et expulsera leur incapacité ; et l'antique araignée césarienne commencera de recomposer ses filets putrides et puissants.

Pour mon compte, c'est ce que je ne voudrais pas, et je crois que l'on peut éviter ce malheur. Après une si épouvantable série d'aventures mortelles, je ne désespère point, et rien ne me semble perdu. Je dirai plus : je vais jusqu'à estimer que nous avons peut-être beaucoup gagné, en ce sens que nous sommes beaucoup délivrés de nous-mêmes. Le châtiment est certain, l'expiation est rude, mais il y a la miséricorde. Le grand bienfait de la miséricorde, ce n'est pas le retour du bien, c'est la sagesse, c'est-à-dire le retour au bien ! Or, pour annoncer ce qui me reste à dire, je crois à un retour de sagesse, je crois à la France et à la République.

Prière aux compères du *Combat*, de la *Patrie en danger*, du *Siècle* et autres républicains de ne point encore nous adresser leurs félicitations : il ne s'agit nullement de leur plaire.



LXVI

18 novembre.

Certains détails de la reddition de Metz ne se peuvent lire sans pleurer. On y voit, on y sent la tristesse accablée de l'armée et du peuple. Le représentant de la ville est maîtrisé par sa douleur, il n'achève pas ce qu'il a commencé de dire au nom de cette fière ville qui ne s'était jamais rendue ; sa voix s'éteint dans les sanglots. Larmes inconsolables jusqu'au jour où elles enfanteront la vengeance! Mais parce qu'elles tombent, ce jour viendra.

Il y a quelque chose pourtant de plus triste, parce que l'on y peut reconnaître l'obstacle qui retardera le retour à la vie. C'est la facilité et la fureur du soupçon qui s'allume contre Bazaine malheureux. On le proclame traître, tout simplement. Pourquoi traître? Il n'y a aucune preuve ni aucun indice. Tout repose sur l'allégation d'un correspondant de journal anglais. Les nombreux combats du maréchal Bazaine attestent qu'il s'est conduit comme l'exigeaient son devoir et sa gloire. Mais on trouve plus vraisemblable qu'il ait trahi. Et ne faut-il pas trahir pour n'être point vainqueur? Est-ce que la France ne lui ordonnait pas de vaincre? Est-ce que le gouvernement n'avait pas envoyé M. Gambetta, en ballon, à Tours, pour l'assister? Et si néanmoins M. Gambetta ne

l'a point ravitaillé, ne devait-il pas attendre que M. Gambetta en prît le temps ?

Les proclamations de M. Gambetta sont véritablement stupides et odieuses et ne s'excusent que par la considération du voyage en ballon. On a dit que les émotions du ballon avaient fortement lézardé ce crâne d'estaminet et de basoche : il y paraît dans ses proclamations ! M. Gambetta écrit manifestement sans penser, et imprime sans se relire. Nous avons trois proclamations de Tours sur le fait de la capitulation de Metz : une seule offre quelque correction et quelque décence au moins littéraire ; c'est la seule qu'aient bien voulu signer MM. Crémieux et Glais-Bizoin. Les deux autres, signées de Gambetta seul, sont purement Gambettines. Le ballon a perdu tout son lest et flotte à la folie du vent.

C'est là l'esprit du gouvernement nouveau comme de l'ancien, l'esprit qui a perdu Sedan et qui n'a qu'à persévérer encore un peu pour perdre le reste. Lorsque le moment de l'histoire sera venu, on verra que cette catastrophe, où il est tant parlé de trahison, n'a été en effet qu'une trahison depuis Wissembourg et auparavant jusqu'à Metz, et peut-être, hélas ! après. Trahison permanente, universelle, et toujours la même ; trahison de l'infatuation, de l'ignorance ; trahison d'une immense enflure d'esprit et d'un incroyable aplatissement de cœur. Vous n'êtes pas trahis, citoyens et frères ! vous vous trahissez. Vous livrez tous les jours par tous les bouts à tous vos ennemis le secret de vos faiblesses et de votre désarroi, et vos ennemis vous pillent.

Après le choix que vous avez fait de vos personnes incapables, méticuleuses sans prudence, téméraires sans énergie, vantardes sans fond et sans fierté, c'est la plus sotte et la plus périlleuse des trahisons que ce cri perpétuel de trahison. Laissez ce refrain imbécile au vieux Blanqui, lequel l'exploite aussi contre vous. Vous êtes gouvernement pour découvrir la trahison si elle est quelque part, pour déjouer ses ruses et empêcher ses forfaits. Mais tâchez seulement de ne plus vous trahir vous-mêmes et avec vous la déplorable société qui s'est laissée tomber dans vos mains; ne souffrez pas qu'elle soit fusillée par derrière, égorgée dans d'immondes traquenards; ne la découragez pas et ne la dégoûtez pas par vos impérities tyranniques, et vous aurez beaucoup fait contre la trahison. Quoi! il faut que vos généraux soient toujours heureux, ou vous crierez qu'ils sont traîtres, et vous les mettrez hors l'honneur et hors la loi? Prouvez d'abord que vous leur avez donné des soldats, des armes et des vivres, et ensuite vous aurez quelque raison, au moins pour vous, de leur demander des victoires. Autrement, vous arriverez à les chasser tous, et c'est le général Thomas et le général Floureus que vous chargerez de « fixer la fortune. »

Voila bien nos avocats et nos gens de lettres, illustres fils de leurs illustres pères de 92, qui guillotinaient les généraux pour cause de trahison, et qui se guillotinaient entre eux, s'accusant réciproquement de trahir! Quand il vint un général qui voulut enfin vaincre et n'être pas guillotiné, il les mit dehors, et

l'a point ravitaillé, ne devait-il pas attendre que M. Gambetta en prît le temps?

Les proclamations de M. Gambetta sont véritablement stupides et odieuses et ne s'excusent que par la considération du voyage en ballon. On a dit que les émotions du ballon avaient fortement lézardé ce crâne d'estaminet et de basoche : il y paraît dans ses proclamations! M. Gambetta écrit manifestement sans penser, et imprime sans se relire. Nous avons trois proclamations de Tours sur le fait de la capitulation de Metz : une seule offre quelque correction et quelque décence au moins littéraire; c'est la seule qu'aient bien voulu signer MM. Crémieux et Glais-Bizoin. Les deux autres, signées de Gambetta seul, sont purement Gambettines. Le ballon a perdu tout son lest et flotte à la folie du vent.

C'est là l'esprit du gouvernement nouveau comme de l'ancien, l'esprit qui a perdu Sedan et qui n'a qu'à persévérer encore un peu pour perdre le reste. Lorsque le moment de l'histoire sera venu, on verra que cette catastrophe, où il est tant parlé de trahison, n'a été en effet qu'une trahison depuis Wissembourg et auparavant jusqu'à Metz, et peut-être, hélas! après. Trahison permanente, universelle, et toujours la même; trahison de l'infatuation, de l'ignorance; trahison d'une immense enflure d'esprit et d'un incroyable aplatissement de cœur. Vous n'êtes pas trahis, citoyens et frères! vous vous trahissez. Vous livrez tous les jours par tous les bouts à tous vos ennemis le secret de vos faiblesses et de votre désarroi, et vos ennemis vous pillent.

Après le choix que vous avez fait de vos personnes incapables, méticuleuses sans prudence, téméraires sans énergie, vantardes sans fond et sans fierté, c'est la plus sotte et la plus périlleuse des trahisons que ce cri perpétuel de trahison. Laissez ce refrain imbécile au vieux Blanqui, lequel l'exploite aussi contre vous. Vous êtes gouvernement pour découvrir la trahison si elle est quelque part, pour déjouer ses ruses et empêcher ses forfaits. Mais tâchez seulement de ne plus vous trahir vous-mêmes et avec vous la déplorable société qui s'est laissée tomber dans vos mains; ne souffrez pas qu'elle soit fusillée par derrière, égorgée dans d'immondes traquenards; ne la découragez pas et ne la dégoûtez pas par vos impérities tyranniques, et vous aurez beaucoup fait contre la trahison. Quoi! il faut que vos généraux soient toujours heureux, ou vous crierez qu'ils sont traîtres, et vous les mettrez hors l'honneur et hors la loi? Prouvez d'abord que vous leur avez donné des soldats, des armes et des vivres, et ensuite vous aurez quelque raison, au moins pour vous, de leur demander des victoires. Autrement, vous arriverez à les chasser tous, et c'est le général Thomas et le général Flourens que vous chargerez de « fixer la fortune. »

Voilà bien nos avocats et nos gens de lettres, illustres fils de leurs illustres pères de 92, qui guillotinaient les généraux pour cause de trahison, et qui se guillotinaient entre eux, s'accusant réciproquement de trahir! Quand il vint un général qui voulut enfin vaincre et n'être pas guillotiné, il les mit dehors, et

le principal ennemi parut défait; on ne parla plus de trahison. Eux-mêmes applaudirent. Ils s'empressèrent autour du général et lui demandèrent toutes les places imaginables, excepté les places de soldats; et ainsi se termina glorieusement l'immense effort de 92.

Pour conclure, Bazaine vaut bien qu'on l'écoute avant de le déclarer traître; et quoique la France soit en ce moment assez bas, elle vaut bien que M. Gambetta réfléchisse à ce qu'il se fait l'honneur de lui dire. Un ministre de la guerre, tout frais tiré des estaminets du pays latin et s'adressant au pays entier et au monde, a le devoir de réfléchir tout comme un autre lorsqu'il s'agit de déshonorer un maréchal de France. Il faut enfin oublier les usages du café Procope, où l'on dégorge une énormité comme on avale un petit verre et où l'on gagne avec une égale facilité les batailles et les parties de dominos. Et si ces façons continuent, nous demandons que le jeune Gambetta soit décrété d'accusation et inculpé de haute trahison : 1° pour s'être fourré sans titre dans le gouvernement de la défense nationale; 2° pour n'en être pas sorti lorsqu'il a eu le temps moral de connaître sa totale incapacité; 3° pour incontinence de proclamations et propagation de bruits injurieux et nouvelles alarmantes, particulièrement redoutables dans la situation actuelle du pays.

Et le vieux Senart qui en est aussi! Pas un n'y manque de tout ce que la mort nous a voulu laisser. Tout 1848 ressuscite, reparaît, frétille. On a pris

1870 pour une révolution, c'est une restauration. Seulement, 1848 nous avait donné un hospice, et 1870 nous rend un ossuaire. Ils se hâtent. Comprenant qu'ils n'auront guère que leurs cent jours, ils font leurs cent coups. 1870 : année macabre! De tous les charniers surgissent ces squelettes grotesques; ils prennent quelque chose de la pauvre France et la font valser par pièces autour de quelque trou. Et c'est horrible et c'est drôle, et malgré soi l'on *hugotise* en en parlant. Non, et cela est écrit : la France révolutionnaire ne sortira pas du bastringue même pour mourir. La défaite, la ruine, la vieillesse, la mort, tout aura son cachet d'abominable bouffonnerie, et la postérité devra siffler l'enterrement.

Ce vieux Senart, dans la bousculade de 1848, apparut tantôt par la tête, tantôt par les jambes, tantôt au milieu, tantôt au bord du ruisseau. Il fut un peu président, un peu autre chose. Pour autant qu'on le vit par la tête, c'était déjà un avocat décharné. Il n'a pas laissé le souvenir d'une idée, ni d'un acte, ni d'une parole. Il disparut ensuite dans les greffes. Les présidents savaient son nom : MAITRE SENART! Et les curieux qui avaient bonne mémoire disaient : Serait-ce Senart?...— Lui-même.—Tiens, tiens! il plaide... car cela s'appelle plaider.

Et aujourd'hui, surchargé de vingt ans d'avocasserie, le vieux Senart, inconnu du monde, est ambassadeur de la république française à Florence; et vers le temps que le Prussien entrait à Metz, le vieux Senart félicitait officiellement le roi Victor-Emmanuel d'avoir « délivré » Rome!

Vieux Senart, si vous trouvez bon que le roi Victor-Emmanuel délivre Rome, comment faites-vous pour trouver mauvais que le roi Guillaume *délivre* Strasbourg et Metz, l'Alsace et la Lorraine !

Ego quoque in interitu vestro ridebo; et moi aussi à votre enterrement je rirai ! C'est une menace de Dieu contre les générations insolentes. Elles deviennent imbéciles, elles obéissent aux nécromants, elles se remplissent de revenants et de larves qu'elles prennent pour la vie et qui les mènent vers la fosse. Un rire strident traverse l'air, les fossoyeurs étaient prêts, la fosse est comblée.

O miséricorde divine, rends-nous la lumière, et que la vie enfin vienne piétiner ces poussières et planter parmi ces aridités !

LXVII

19 novembre.

M. BAROCHE.

M. Baroche, dont on vient d'apprendre la mort, mérite un dernier regard. Dans le caractère, dans le talent et dans l'œuvre, dans le succès, dans le déclin, dans l'ensemble terne et inutile de la destinée, il a représenté cette chose de rapide poussée et de chute rapide et totale qu'on appelle le bourgeois révolutionnaire, sorte de légume géant. M. Thiers, M. Gui-

zot, M. Ledru-Rollin, bourgeois et révolutionnaires, n'offrent point ce type complet. Ils sont diversement sortis du cadre, on pourrait dire de la nature. M. Thiers est un artiste mobile et aventureux, qui a cru n'avoir que du bon sens et point de passion, parce qu'il s'est livré à la passion du bon sens; M. Guizot est un théoricien et un sectaire qui s'est flatté de dominer en lui l'esprit de secte pour avoir tiré de sa secte toute sa théorie ; M. Ledru-Rollin est un garde national craintif qui s'est jeté dans l'émeute pour être en sûreté et que la peur retient dans l'émeute où il ne se trouve pas en sûreté. Tout ceci n'est plus le bloc bourgeois et n'a pas plus la sincérité de la teinte révolutionnaire. En matière, dimension et poids, Baroche a été la chose même ; sa vie en résume l'histoire, et c'est pourquoi cette figure capitale de la société moderne est aussi l'une des figures principales de l'avortement et du rien. Je dis l'une des figures principales, car il y en a beaucoup. L'on ne peut nier que le siècle de 89 s'est entendu mieux qu'un autre à varier les procédés de l'avortement et les formes du rien.

Non que Baroche ne fût rien. Le bourgeois natif n'est pas rien ! Un jour, sous la tribune législative, devant mille témoins, M. Hugo connut qu'un homme remuait dans ce bourgeois, que cet homme avait un bras et un poing au bout du bras. C'était gros et dur, les finesses manquaient; mais quelle grêle! Plus martelé qu'un vers de Chapelain, le grand poëte s'en alla panser d'incurables ecchymoses. Une seule autre fois, à cette même tribune, de la main de Montalem-

bert, il fut aussi tragiquement conditionné. Ah! Phébus, qu'il était penaud! Cette correction rostrale, légitime d'ailleurs, lui fournit le sujet trop naturel d'un *Châtiment;* mais il ne put rendre que sur le papier ce qu'il avait reçu droit et roide sur la peau. A la rage du « châtiment, » on devine de quels *bleus* le fils de l'azur se sentait immortellement tatoué. Il traite Baroche d'assassin. Véritablement ce fut une manière d'assassinat... à coups de battoir. Il me semble, comme à M. Hugo, que nous y sommes encore.

Baroche trempait, tordait, battait, retrempait, retordait, reprenait le battoir sonore et impitoyable. Pas un coup à côté ; à chaque coup la victime changeait de forme. Imaginez je ne sais quoi de tordu, d'épandu, d'éperdu et de jaune : c'était Olympio trempé, tripoté, roulé, battu, aminci sous le battoir. Et Baroche recommençait, mouillait, frottait, tordait, tapait. On croyait entendre craquer les os, on frissonnait, on avait une tentation de crier grâce, et quand il semblait que ce fût fini, il fallait se retenir pour ne point crier : Encore! Mais Baroche ne finissait pas. Certes, ce ne fut point ce jour-là, *illa dies!* qu'apparut au poëte cette Olympienne *des rues et des bois,* si amoureusement chantée :

Une fille qui, dans la Marne,
Lavait des torchons radieux !

Radieux, Baroche l'était sans doute. Par moments, son battoir avait des reflets de soleil et des flamboiements d'épée ; mais l'objet lavé ne jetait nul rayon.

Plus tard, la poésie vint, boitant pour avoir été trop écharpée, d'autant plus altérée de vengeance. Comme la perle dans l'huître se forme des sels cuisants de la mer, ainsi dans le cœur du poëte le joyau du « châtiment » se forma des indicibles amertumes que le battoir de Baroche y avait enfoncées à jamais. Grand mystère! étranges harmonies de la nature! L'exquise beauté des vers de M. Hugo se trouve être une maladie du poëte, comme l'exquise saveur du foie gras et l'exquise blancheur de la perle sont des maladies de l'oie et de l'huître! Et moi qui ai vu la scène immortelle du battoir et qui en ai parlé, j'ai eu aussi, pauvret, mon « châtiment, » rien que pour avoir vu et avoir parlé; et ce trait encore marque la profondeur où le foie de M. Hugo a été percé par cette horrifique main de Baroche.

Baroche donc était né avec la vaillance et la rude poigne du vieux bon sens bourgeois; mais le primitif bon sens avait été faussé par l'éducation et la passion révolutionnaire, laquelle, dans la bourgeoisie, est surtout une passion d'ambition ou plutôt une fureur d'avancer. Car ils ont beaucoup rabaissé l'ambition, et ils savent gâter même les vices, sans doute pour marcher d'un pas plus sûr à leurs chers avortements.

Il était avocat, c'est de règle, et assez marquant, sans grand luminaire. Il dégoisait, comme ils font tous, rondement et facilement, en dehors de toute grâce et de toute originalité. On dit que, dans les affaires sérieuses, sur le point de droit, il était capable de discuter et de gagner sa cause du consentement

de la justice et de la raison. Enfin, il avait, jeune encore, son rang au palais et se voyait plus qu'en bon train d'importance et de fortune. C'était l'heure politique. Il aspirait à répéter à la tribune ce qu'il lisait dans les journaux. Aucun n'y manque. Nul bourgeois piqué de l'esprit révolutionnaire, — et lequel a été préservé de la piqûre ? — ne se croit véritablement affranchi et à sa place, tant qu'il n'est pas dans les fonctions publiques. Hors de là, il obéit et sert ; là, il commande. Le but de la révolution n'est nulle part la conquête de l'égalité, mais celle de l'autorité.

Pour devenir député, le chemin court est l'opposition. Ils connaissent généralement les chemins courts, ils prennent généralement celui-là. Baroche l'enfila et arriva. La circonstance lui fit faire une trop grande enjambée. On était en 1848, il força la note et passa la mesure. Il détrôna Louis-Philippe, se vanta d'avoir « devancé la justice du peuple » et fit d'autres pétarades qui le posèrent en révolutionnaire plus qu'il ne voulait. Il n'était pas si républicain que cela et montra bientôt qu'il avait enrayé. La révolution, et même une certaine façon de république, oui : on avance et on s'assied; la république et la marche perpétuelle, non : on culbute, on se lasse, on se casse. Tandis que le compère Ledru-Rollin, dégringolé dans l'émeute, cherchait le chemin de la dictature, et trouvait, à son grand soulagement peut-être, celui de l'exil, le compère Baroche devenait ministre du prince-président.

Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte,

et l'on peut croire que Baroche s'en apercevait. Assuré que *sa* révolution ne souffrirait pas dans les mains du Bonaparte, il faisait son deuil de la République.

Ce fut comme ministre, et déjà napoléonien, qu'il rencontra M. Hugo, lequel, n'ayant pas été ministre et ne comptant plus l'être, n'était plus napoléonien. Il l'accommoda comme j'ai dit. En d'autres rencontres, le parti rouge tout entier sentit le poids de son éloquence; le *poids*, c'est le vrai mot. En écoutant un discours de Baroche, je compris bien pour la première fois que le parti révolutionnaire conservateur ne se laisserait pas faire, et que la vigueur physique, à défaut d'idées, lui fournirait le moyen de rester debout encore un certain temps. Ce jour-là, j'ai vu la bourgeoisie irritée, menaçante, décidée à sauver sa place et sa bourse, dût-elle jouer sa vie; et je me suis dit en moi-même : L'Empire est fait.

L'Empire se fit, Baroche n'y nuisit pas, et il en eut sa part. Il fut beaucoup sous l'Empire, et plus considérable peut-être au fond que Billault et Rouher. Et tout cela ne fut rien, parce que tout cela était révolutionnaire, comme l'Empire lui-même, et ne devait aboutir à rien qu'à l'effondrement. Baroche avait bâti un château de cartes où il n'était qu'une carte, et où il ne gardait qu'une carte, qui était son empereur. Il ne sut rien faire, il ne pouvait rien faire, il ne voulait même rien faire pour changer son papier en pierre de taille ni même en carton. Le révolutionnaire a peur de la solidité; le bourgeois révolutionnaire sent que la solidité n'est pas en lui et craint de la mettre

en d'autres. Il se bornait à veiller pour tenir sa construction impériale à l'abri du vent. Il y employait tout ce qu'il avait pu acquérir de connaissances politiques et d'expérience des hommes et des choses. Mais son expérience et ses connaissances étaient peu et servaient peu, et le vent venait de bien des côtés, et enfin le sol n'était pas ferme. Cela s'effondrait. Il le sentait, il était triste, il n'essayait rien.

D'ailleurs, la main de la révolution tenait son intelligence et son cœur. Il fut longtemps ministre des cultes et ne vit jamais l'Eglise. Comme révolutionnaire, il n'était pas chrétien; comme conservateur, il était gallican.

Un révolutionnaire exalté, un perdu pourra s'élever jusqu'aux aspirations chrétiennes, et enfin jusqu'à la compréhension et jusqu'à l'amour du Christ. Je ne parle pas d'un Blanqui et de cette séquelle, ce sont des fauves; mais il y en a d'une espèce plus intellectuelle et plus généreuse, et j'en connais. Vrais chrétiens à l'envers, dont plusieurs, je l'espère, seront retournés. Le bourgeois révolutionnaire n'a point cet envers-là. Il ne descend pas à la frénésie blanquiste, ou s'en tire pour monter à l'indifférence, pas plus haut. S'il doit néanmoins s'occuper des affaires religieuses, alors il se fait gallican. Avec un sérieux de glace, ou avec un feu oratoire, selon l'occasion, il assure qu'il est « de la religion de Bossuet. » C'était l'attitude et le discours de Baroche dans les assemblées. Pas du tout chrétien, bon gallican. Il en a donné une dernière assurance et une dernière



preuve durant la discussion législative qui eut lieu en 1868, à propos du Concile.

Il se louait beaucoup d'avoir fait ce discours, et il eut la naïveté d'en donner une réimpression *ad usum episcoporum*. Dans ce même discours, il parlait des bienfaits de l'éducation purement laïque comme en eût pu parler son ancien adversaire M. Hugo; devançant les libéralités de M. Arago, il pressait la Chambre de fournir à M. Duruy toutes les subventions qu'il fallait pour mettre l'Université en état d'écraser la concurrence importune de l'Église. Il envoyait tout cela aux évêques avec une assurance candide de ne rien dire qui ne leur parût très-bien. Il se regardait comme leur protecteur et même un peu comme leur chef.

Je ne crois pas cependant que beaucoup l'aient encouragé dans cette erreur. Il ne pensait pas non plus offenser les évêques qu'il avait proposés, lorsque, répondant à un interrupteur qui lui reprochait de choisir des évêques ultramontains, il s'écriait : *Au contraire!* Telle est la valeur du principal conseiller de l'Empire en matière de religion. Et il se doutait si peu de son incompétence, qu'il se fût laissé faire ambassadeur auprès du Concile œcuménique, si l'intrigue de ceux qui le portaient à ce poste dans l'espoir de le mener n'avait pas avorté.

Et puis la fatigue vint, les complications surgirent, il se mit à l'écart ou s'y laissa mettre, et sentit que c'était terminé. Il avait été tout, il n'était plus rien qu'un ancien ministre. Il commença de mourir, ou plutôt il était mort. Il n'avait rien fait nulle part, rien



laissé de lui. Longtemps ministre, longtemps président du conseil d'État, enrichi peut-être, mais non pas établi. L'Empereur pouvait faire des ducs, et Baroche eût pu l'être; mais l'Empereur ni l'Empire ne pouvaient pas faire un patricien, et Baroche ne le fut point et peut-être n'en eut point la belle ambition. Sa fortune même nuisit peut-être à sa famille plus qu'elle ne lui servit. Son fils aîné, celui qui vient de mourir au Bourget pour ne pas revenir vaincu, avait été un garçon de grande espérance, bon, généreux, intelligent. La soudaine fortune de son père détourna sa laborieuse jeunesse et le jeta dans des escapades ou des aventures qui brisèrent sa vie. Fils d'un simple avocat, il annonçait un homme tout à fait remarquable; fils d'un ministre puissant, il fléchit, du moins on le voulut croire, et son nom, le livrant à l'acharnement des haines politiques, lui devint un fléau. Ce nom ne lui permettait pas de porter le poids d'une défaite, même la plus honorable. Il voulut mourir.

Baroche n'eut pas la douleur de connaître la mort de ce fils tendrement aimé et qui lui avait donné des preuves de son amour. Le père et le fils moururent à peu de jours de distance, ignorant réciproquement ce qu'ils étaient devenus; mais tous deux virent crouler l'Empire, et Baroche connut pleinement la vanité de tout son travail. Il vit l'Empereur emporté, l'Empire par terre, la France couchée sanglante, ruinée et humiliée dans cette fange de révolution qu'elle peut bien amonceler quelquefois jusqu'à lui donner une figure d'ordre, mais qu'elle ne solidifiera jamais.

Et enfin il est allé mourir fugitif à Jersey, pendant que M. Hugo, son vaincu de 1851, revenu de Jersey à Paris, faisait débiter ses *Châtiments* en plein théâtre par des histrions dont plus d'un, sans doute, il y a quatre mois, se fût fort honoré d'être appelé à exercer ses talents devant le ministre de l'Empire.

Voilà le bourgeois révolutionnaire et la bourgeoisie révolutionnaire, et le métier qu'ils font faire à la France et le profit qu'ils en tirent pour eux : le rien, l'avortement du rien, et enfin la honte. De Hugo à Baroche, de Baroche à Hugo!

Baroche ne sait que chasser Hugo qui revient, Hugo ne sait que chasser Baroche qu'il ramènera. La France va et revient sur cette piste, toujours chargée de quelque Baroche ou de quelque Hugo, toujours fouettée. Et lorsqu'elle aurait besoin d'un archange pour se tirer de l'abject abîme où ces cavaliers l'ont fait broncher, elle n'a encore que le choix entre Hugo et Baroche. Louis de France, priez pour la France! Par le chêne de Vincennes, par l'épée de la Mansoure, par le frein qui mulctait le blasphème, obtenez que Dieu nous délivre de ces avocats, de ces poëtes et de ces bourgeois sarrasins. Alors ceux de Prusse ne resteront pas longtemps, et nous commencerons de songer à les aller voir dans leur forteresse d'hérésie.

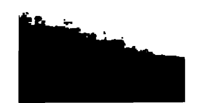
LXVIII

22 novembre.

A M. JULES FAVRE, ANCIEN MEMBRE DES CONFÉRENCES DE SAINT-VINCENT DE PAUL, ANCIEN BATONNIER DES AVOCATS, FONDATEUR DE LA RÉPUBLIQUE PARISIENNE, (UNE ET INDIVISIBLE), VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, L'UN DES QUARANTE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, ETC., ETC.

Monsieur,

Malgré les graves occupations que tant de titres supposent, au fond, vous n'avez rien à faire, et je me permettrai de vous prendre un moment. J'ose dire que j'y mets le prix. Me trouvant déjà assez mal gouverné, je ne sollicitais pas l'honneur de votre tutelle. Vous me l'avez imposée, vous êtes cher, vous ne rapportez rien, ou plutôt vous emportez tout : je peux bien me passer la grande consolation du peuple souverain, qui est de houspiller ses intendants et de leur montrer à quel point ils savent mal leur métier. C'est stérile, mais cela soulage. Vous-même en avez pris le passe-temps toute votre vie, sans vous donner autant qu'il l'eût fallu le souci d'apprendre à mieux faire. Au surplus, ce que j'ai à vous dire ne saurait être indifférent ni au fondateur de la République, ni au vice-président de la défense nationale, ni au



ministre des affaires étrangères, ni au ministre de notre petit intérieur; l'académicien et l'ancien bâtonnier peut s'y intéresser; le ci-devant confrère de Saint-Vincent de Paul n'y restera pas insensible, pour peu qu'il se souvienne de ce premier et meilleur état. Vous m'avez souvent retenu jusqu'à l'ennui sur des objets moins importants.

Notre civilisation, vous le savez, est affligée de diverses espèces de goujats, toutes très-viles et très-insolentes. On a coutume de dire autour de vous que naguère les locaux officiels en étaient remplis, et il paraît à beaucoup de gens aujourd'hui que la pire n'y logeait pas. Quoi qu'il en soit, il y a une de ces espèces que votre avénement a débridée et qui pullule. C'est celle des caricaturistes démocratiques. Si elle n'est pas la plus vile et la plus insolente, il s'en faut peu.

Ses œuvres ont leur curiosité, je l'avoue. Elles fournissent les photographies les plus exactes de la déformation morale. On y étudie l'intérieur des âmes dépravées, et l'on sait sous quel aspect les choses humaines sont vues physiquement et intellectuellement de Charenton et de Bicêtre. Mais la police a raison de ne point laisser Charenton et Bicêtre se répandre et prêcher par les rues, et de ne point permettre à la science de disséquer dans les carrefours. D'épouvantables contagions éclateraient aussitôt, qui emporteraient la police, la civilisation et le genre humain.

Le gouvernement de Napoléon III eut des complaisances pour la caricature. Il lui livra les mœurs. Par elle il donna droit de cité à la prostitution. La



plus vaste monographie moderne est l'*Album* des portraits, usages et bons mots de la fille publique, sous le régime impérial. Durant vingt ans la caricature y travailla de mille mains. Elle fut favorable à cette sœur bien-aimée et véritablement jumelle. Elle en fit une personne de la maison, et très-écoutée dans la maison. Sa profession parut une profession comme une autre. Aidée du train général de l'école, du théâtre et de la presse à rire, ses maximes et ses manières de voir entrèrent pour beaucoup dans la composition de la morale commune, jadis fille du lieu saint, désormais fille du mauvais lieu.

Jadis le clergé faisait peindre et sculpter des églises afin que cet enseignement par les yeux suppléât aux lacunes de l'enseignement oral et scripturaire. La libre-pensée a demandé le même service à la caricature et s'est ainsi procuré, en divers lieux, un véritable triomphe sur la religion. Les Fiesole et les Raphaël sont vaincus par les caricaturistes; l'école charivarique est plus forte que l'école ombrienne. C'est l'une des conquêtes de 89, et le moins contestable de nos progrès.

Sans préjuger votre pensée, dont la vigueur me laisse des doutes, j'estime que ce progrès n'est pas étranger à nos aventures civiles et militaires de l'année courante. Sedan et l'hôtel de ville de Paris nous donnent la physionomie d'un peuple qui a trop hanté la caricature, ses similaires et leurs communs produits.

Cependant notre sage et libéral Napoléon III, prince vraiment fidèle à toutes les grandes lignes

de 89,—un Lycurgue façon Arago, mais en jupe plus longue, — ne livra pas tout à la caricature. Il lui ôta le domaine direct de la politique, de la religion et des personnes. Le caricaturiste n'eut pas tout droit sur toute chose et tout vivant. Il ne pouvait souiller les vêtements sacrés; le citoyen conservait contre lui la propriété de son nom et de son visage. Nul n'avait à craindre qu'un drôle pétri de boue, de soif et d'envie, vînt l'accrocher à la porte des cabinets de lecture de son quartier, et le poursuivre d'une injure à la fois inepte et irréfutable sous les yeux de sa femme et de ses enfants. Nul n'était contraint à cette habitude d'ignominie, de fournir son contingent à l'un des procédés les plus actifs du mépris de soi-même et des autres. Car il est malsain pour le public qu'un citoyen doive endurer, sous forme d'affiche, des affronts qu'il pourrait et que peut-être il devrait immédiatement châtier s'il les recevait de vive voix.

Or, dans votre république, monsieur, l'espèce en question devra-t-elle s'imposer au moins quelque forme de respect envers les personnes, la religion et les mœurs, envers les droits de la pudeur et de la conscience d'autrui? Si tel est votre dessein, il n'y paraît pas.

L'on vous a signalé le vomissement de caricatures qui depuis votre avénement n'a cessé de salir la ville. En fait d'art, la république de 1870 n'a pas produit autre chose, et jamais rien n'a paru de plus sordidement barbare et bestial. C'est sanguinaire, c'est obscène et c'est bête abominablement. Ainsi l'abject forçat, le relaps condamné pour viol, dessine sur les

murs du bagne avec la pointe d'un clou volé, et divertit le reste de la chiourme. A voir ces turpitudes scélérates, on reconnaît une ville immergée dans ses cloaques ; on sent que l'infâme clou qui sert aujourd'hui de burin pourra demain servir de stylet. L'honnête homme dont on insulte ainsi le regard en a le cœur plus flétri que des succès du Prussien. Le Prussien n'a pas pris la ville, et, s'il la prend, un intarissable flot de sang généreux le forcera de la rendre; mais ces natifs et ces naturalisés de l'égout, ils l'ont prise, et quand leur sera-t-elle vraiment arrachée? Ils y possèdent leurs retraites inviolables, où l'esprit révolutionnaire les couve et les multiplie. Ils en sortent à l'heure opportune ; vous savez qui leur ouvre la porte ! Ils surgissent, ils sont les maîtres. Un jour l'ennemi de dehors viendra par ce chemin immonde sans cesse élargi. « Paris nous sera ouvert par votre populace, » vous disait M. de Bismark.

Vous avez répondu qu'il n'existait pas de populace à Paris. Le diriez-vous encore? Et comment donc appelez-vous ceci? Ceux qui font ces choses, ceux qui les vendent, ceux qui les achètent et s'en amusent, et jusqu'à un certain point ceux qui les tolèrent, est-ce un peuple, est-ce le peuple français? Ce peuple alors serait pire qu'une populace! Mieux vaut encore être la populace crue et sauvage que cette lâche multitude de prétendus gens de bien docile à toutes les violences du mal.

Et si vous n'avez pas oublié tout ce qu'a dû savoir un membre des conférences de Saint-Vincent de Paul, vous avez compris mieux que le ministre prussien

lui-même combien il disait vrai en un sens. Le crime social qui a créé cette populace impie, et qui vous a mis sous le joug, peut ne pas suffire encore pour qu'il soit permis au Prussien de briser nos portes; mais ce sont les conséquences de ce crime qui l'ont attiré, qui lui ont frayé le chemin, qui nous ont divisés, qui nous châtient.

Vous faites écrire sur les murs : *République démocratique*, *indivisible ; liberté*, *égalité*, *fraternité*, et sous ces mots vous laissez afficher ces œuvres de division, de licence, d'oppression et de haine! Je vois les traits de nos concitoyens affichés au pilori, dessinés sous le couperet de la guillotine « en attendant que ce soit pour de bon; » je vois l'image d'une femme qui a régné vingt ans et dont la réputation d'honneur n'a reçu aucune atteinte. Elle est souillée des injures auxquelles toute femme préférerait la mort.

Et il nous faut voir cela accroché sous les portiques du palais où vous lui portiez vos hommages, où habite aujourd'hui le chef de votre gouvernement! N'avez-vous pas honte de vous laisser ainsi dégrader vous-même? Car l'infâme affront fait à cette femme et à la pudeur retombe plus encore sur vous. Vous vous rendez complice de cette sauvagerie lâche, corrompue et corruptrice. Ce fut par ce procédé surtout qu'on assassina Marie-Antoinette, après avoir assassiné son honneur. Grâce aux diffamations de la caricature, le Paris de vos pères de 93 encourut cet irréparable opprobre. A travers les hurlées de la canaille, en plein jour, une femme auguste et inno-

Vous avez pu mettre terme au scandale de la criée des pamphlets, vous avez su vous préserver vous-même, vous sauriez interdire tout outrage envers vos puissants et utiles alliés les souverains étrangers. Pourquoi, ministre des affaires étrangères, permettez-vous qu'on insulte Pie IX? Est-ce parce qu'il n'est plus que souverain pontife? ou ne le trouvez-vous pas encore assez malheureux? ou vous est-il importun comme étant seul entre ces princes à demander à Dieu que la France ne périsse pas?

Je cherche ce qui peut valoir aux caricaturistes la complicité que vous prenez avec eux contre Pie IX, et à vos concitoyens catholiques ce surcroît d'ignominie et de douleur. Car c'est nous surtout qui sommes insultés. Et qui vous sollicitait de nous insulter de cette façon particulièrement révoltante? Personne n'achète ces ignobles représentations, l'avidité même des marchands refuse en général d'y chercher un gain; j'ai vu des *mobiles* bretons qui pleuraient en les regardant et qui disaient : « Pour quelle canaille risquons-nous notre vie? »

De bonne foi, que voulez-vous que nous pensions de vous, nous à qui vous demandez tant et qui vous donnons tout, et que vous abreuvez de telles avanies? Comment! ce n'est pas assez de votre ambassadeur Sénart, de votre généralissime Garibaldi, de votre intime Mazzini, de votre maître d'école Simon et de tout le reste, et il faut encore que nous recevions ces crachats?

Vous avez tant dit que Napoléon avait lassé la

France ! Et vous donc? quelle rage de verser les dernières gouttes, de désespérer ceux qui voudraient à tout prix faire quelque chose, fût-ce avec vous ! Il y a de vos actions dont on serait tenté de vous plaindre, et qui passeraient pour des traits de démence si l'on y reconnaissait moins le conseil de la peur.

Réserve faite de vos personnes, je vous dirai toute ma pensée. Ce n'est pas la plus dure parmi toutes celles qui vous accusent.

Politiquement, vous êtes de pauvres hères, empêtrés d'un vice d'origine, et particulièrement incapables de reprendre les armes que vous avez données contre vous, armes d'ailleurs que l'orgueil ne reprend jamais. Le mauvais pacte a été signé, vous en subirez les clauses. Vous avez mal commencé, mal continué, vous finirez plus mal. Ce pouvoir subtilement pris dans un corridor, la baïonnette au fourreau, vous sera enlevé dans un carrefour, à poings fermés. Vous servirez une fois de plus à prouver que les peuples ne pardonnent jamais à ceux qui les laissent corrompre et ne savent pas les contraindre à respecter la justice et à garder la pudeur. Même victorieux de l'ennemi du dehors, vous entendrez ce formidable cri qui ne tolère point de réplique, ce cri d'indignation et d'inanition morale qu'ont entendu tour à tour Louis-Philippe, la République et Bonaparte : Allez-vous-en ! quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte, allez-vous-en !

Il vous restera, à vous, monsieur Favre, à cause du récit de Ferrière, la consolation de Musset :

Il me reste d'avoir pleuré.

Encore fallait-il pleurer davantage, et ce n'est pas assez d'avoir pleuré. Et avec le souvenir de vos larmes, il vous faudra laisser à vos enfants des trophées qu'ils souhaiteront d'enfouir.

LXIX

Même date.

MON COUSIN LE CHARRETIER.

Un rédacteur de la *Patrie en danger*, fort *blanquignolent*, comme ils le sont tous, raconte que « je me suis rendu dernièrement chez mon cousin le charretier, » et que, dans ma fureur, j'y ai brisé un buste de Garibaldi.

Ce blanquiste prétend que je dois savoir ce qu'il veut dire. J'assure que ce blanquiste ne sait pas ce qu'il dit. Mais j'en profiterai pour l'interroger sur autre chose.

Si j'ai un cousin charretier, je l'ignore, et si mon cousin le charretier entretient chez lui le buste de Garibaldi, cela me fait de la peine, car alors il conduira mal sa charrette.

Et ses petits viendront se joindre à d'autres petits garibaldiens qui ne me sont pas cousins, lesquels, la larme à l'œil, au nom du bon Dieu, me demandent une part de ma ration de viande, en attendant de pouvoir se servir eux-mêmes.

Cependant je vois que le blanquiste me sait mauvais gré d'avoir un cousin charretier. Supposé que cela soit, quel mal y trouve-t-il? Quelle raison a ce blanquiste de mépriser les charretiers? Ce blanquiste me semble par trop *aristo*. Il insulte le peuple! Dans un mauvais moment on pourrait là-dessus demander sa tête.

Un charretier, s'il a un cheval, n'est pas, selon moi, le dernier des êtres. S'il a deux chevaux, c'est un seigneur. Il peut tuer un de ses chevaux, le faire cuire au feu de sa charrette, et monter sur l'autre pour rejoindre Garibaldi et sauver la patrie en danger.

On n'a pas toujours des parents aussi bien situés dans le monde. Le blanquiste pourrait-il me prouver qu'il descend des dieux et qu'il a été élevé sur les genoux des duchesses? Pour moi, à son style, je crois que sa marraine est la duchesse du coin.

Mais ce n'est pas une raison pour mépriser mes humbles parents, et je le prie de me donner l'adresse de mon cousin le charretier.

Ce cousin ne doit pas être si bête, et je voudrais essayer de le dégaribaldiser et de le déblanquiser, afin qu'il conduise toujours sa charrette dans le chemin du bon sens et de l'honneur.

Viens, cousin, et ne sois pas humilié de ta condition de charretier, que dédaignent trop ces faquins rouges.

Une charrette est généralement plus solide qu'un carrosse ou un fiacre, traîne moins d'immondices, verse moins au bagne, ou à l'Hôtel de Ville, ou au diable.

Si tu gagnes honnêtement ta vie, Dieu t'a mieux traité en te mettant un fouet à la main qu'en leur donnant leur plume, qui les nourrit mal et ne les fait pas non plus tant reluire.

Et si tu sais dire à propos *hue!* et *dia!* tu es plus fort qu'eux en ce monde; et en l'autre tu n'auras pas tant à répondre de ce que tu auras dit.

Quant à ton buste de Garibaldi, ne crains rien. Je te le laisserai. Tu l'expulseras toi-même quand tu auras nettoyé ta conscience et ton jugement. Pourquoi briserais-je le buste de Garibaldi, puisque mes moyens me permettent de l'illustrer?

Et vous, blanquiste blanquignolent, en vous remerciant de me faire connaître mon cousin le charretier, je ne vous invite pas à m'apporter vous-même son adresse. Il se pourrait que vous eussiez une mine et une odeur qui poussassent mes gens à vous écarter.

Servez-vous du papier, puisqu'il souffre aussi le contact de votre main.

Pauvre papier!

LXX

Même date.

MENACES BLANQUISTES.

Dans le même numéro de la *Patrie en danger*, un autre blanquignolent insinue que certains concitoyens

à lui pourraient nous faire une visite armée. Après leur avoir montré l'utilité de ce procédé de polémique, il les détourne de le suivre. C'est ce que l'on appelle un *alibi*. Si ses « frères » se laissent pousser, il prouvera qu'il a voulu les retenir. Ce trait de cœur, de mœurs et de situation est à noter.

Sans vouloir surfaire les concitoyens en question, nous les croyons aisément capables d'un mauvais coup; mais non en plein jour et sur le territoire du 106e bataillon. Si le péril s'annonce, nous planterons quelque part un képi du 106e, et nous serons suffisamment gardés. Les révolutionnaires de nuances blanquistes sont médiocrement à craindre tant qu'ils ne rendent pas la justice. Eux-mêmes craignent fort les sergents.

Quand ils peuvent tenir tribunal, c'est autre chose. Ils commandent alors les sergents, et il faut se méfier, même en plein jour. Que ceux qui veulent les contredire fassent leurs réflexions.

J'ai fait les miennes. Dans l'état présent de la civilisation, la société peut, d'un moment à l'autre, se trouver mûre pour la justice de Blanqui, et j'ai songé au parti qu'il me conviendrait de prendre.

Je désire continuer de me moquer de Blanqui et des autres, et de leur loi et de leur justice, malgré la gravité des circonstances. Voici mes raisons :

D'abord, n'ayant jamais cessé d'affirmer que l'assassinat judiciaire est le fond du sac de ces penseurs, leur unique talent politique, et le moyen de résoudre les difficultés sociales le plus conforme à leur génie et à leur courage, je ne serai pas fâché personnelle-

ment d'en avoir la confirmation. Il faut bien que la société libre-penseuse connaisse et savoure la série de ses maîtres. C'est ainsi qu'elle finira par ouvrir les yeux et qu'elle rentrera dans la voie du bon sens.

En second lieu, j'ai toujours reconnu aux révolutionnaires un genre de mérite et d'utilité qu'ils ignorent eux-mêmes et dont je crois que je pourrai profiter. Ceci les intéressera.

Je les trouve détestables et tout ce qu'il y a de pire comme gouvernement; mais comme maladie mortelle, ils me paraissent exquis.

J'ai toujours su que je mourrais, et j'ai toujours eu peur également de la mort subite et des longues façons de la commune mort. Ces médecines, ces ponctions, ces cataplasmes, ces débilités et les imbécillités, et tout cet affreux et vulgaire lantiponage de la mort médecinale, épouvante même l'humilité chrétienne. On gène, on geint, on s'irrite, on se traîne dans un labyrinthe de tristesses discordantes; les majestés sont heurtées par des choses grotesques; les tendresses, l'œil en pleurs, vous présentent des vases ridicules; on demande à finir, on se raccroche à vouloir durer, on conspire avec le médecin qui veut vaincre la mort, on se rend sans y mettre assez du sien, les yeux hagards, le nez pincé; on ne tombe pas fauché comme un épi, la tête et le cœur pleins, on est arraché comme un chaume totalement vide et inutile.

Avec nos juges, rien de semblable. Point de médecines, point d'onguents et point de surprises ni d'indignes espérances. On est sûr de son affaire; ils



vont vite, et néanmoins, sachant certainement où ils mènent, on a le temps d'y penser. Un seul discours de procureur, en très-mauvais français, mais bref et que l'on peut siffler; une seule opération chirurgicale, mais décente et infaillible. L'agrément de la mort prompte, et aucun de ses périls; l'avantage de la mort prévue, et aucune de ses désobligeantes façons; un consentement vraiment libre à la mort, et le plus légitime mépris pour les valets qui vous apportent ce présent de Dieu et qui ont la sottise de croire qu'ils tuent et d'en être fiers. Ajoutez qu'ils se chargent des soins de l'enterrement. Je demande ce que l'on peut imaginer de plus désirable, après la mort par la dent des bêtes, notre mort à nous autres, et s'ils ne nous en offrent pas l'équivalent! Cent fois je me suis représenté la scène, elle m'a toujours plu.

Mais ce n'est rien encore; voici le profit incomparable. Comme je les défie de m'imputer aucune autre politique que le Christianisme, je les défie aussi de me tuer pour ce délit sans me donner du même coup un excellent supplément d'absolution. Cela est sans prix, et avec cela je ne m'inquiète nullement du reste. Le reste, pour ce monde, je sais qui s'en chargera et réglera parfaitement mes petites affaires. J'ai fait un testament, je me suis assuré un exécuteur testamentaire qu'ils ne supprimeront pas.

Ainsi que tous ceux qui ont reçu la grâce du Baptême, j'ai été envoyé en ce monde pour travailler à la construction d'une église. Par la confession de ma foi, que je ferai dans leur prétoire, je deviendrai une pierre de cette église éternelle. Je sais que l'église

s'élèvera et j'y aurai ma place. J'y serai une pierre taillée et posée de leurs mains.

Donc, suivant ma dignité supérieure de racheté du Christ, rencontrant ces manœuvres errants, je les aurai forcés de me servir dans l'œuvre de ma vie, œuvre qui m'est assignée de Dieu, œuvre aussi de mon choix. Certainement j'essaierai de les payer.

Montez à votre tribunal, Brid'oisons de guillotine : quand je vous y verrai, je ferai en sorte que Dieu m'accorde la grâce de me tenir prêt, et jamais vous ne m'aurez semblé tout à la fois plus sots et plus dignes de pitié.

LXXI

25 novembre.

LE MENSONGE ET LA VÉRITÉ.

I

Une épaisse nuée de mensonge enveloppe le monde et trahit la dignité de la vie humaine. De tous côtés, chacun à chacun et chacun à soi-même, rois, peuples, partis, mentent abominablement. On ment par affirmation, par omission, par habitude envieillie, par insolence, par couardise, par privation du sentiment de l'honneur, par pure volupté de mentir. En vain la vérité proteste à coups de tonnerre. La nuit est faite dans les intelligences, le mensonge a



déclaré que ce n'est plus Dieu qui tonne, et la voix du tonnerre n'a plus de sens. Il faudra que la foudre tombe longtemps pour déchirer enfin la nuée et ramener le jour. L'Écriture dit qu'un pain de mensonge est doux à l'homme, mais qu'il remplit sa bouche de gravier. Certes, l'oracle est fidèle et le gravier ne manque pas. Cependant, l'appétit prévaut.

Sentant bien le gravier, ils s'obstinent au pain du mensonge. Ils mentent à Dieu, ils mentent aux hommes, ils se mentent. Ils livrent l'intelligence à la matière qui l'opprime et se détruit elle-même, comme toute force inférieure tirée de son rang; ils transforment les peuples en machines à broyer les peuples; ils renversent la civilisation, ils restaurent la destruction antique, et ils célèbrent leur sagesse, leur science et même leur humanité. Ce que l'Europe, naguère, considérait comme l'opprobre de la culture païenne et de la force barbare, ils en font leur gloire, et ne le voient pas ou ne s'en soucient pas. Le bélier furieux qui a frappé la cathédrale et la bibliothèque de Strasbourg blâmera la brutalité d'un Cambyse; le vainqueur qui fusille les paysans, bombarde les villes ouvertes, emmène captifs les citoyens; le prince qui combat de la sorte après la victoire et qui coupe le poignet du vaincu affamé, osera flétrir la cruauté d'un César. Quant à lui, il remercie le ciel de l'avoir choisi pour être le vengeur de la justice, le prince de la paix, l'honneur de l'humanité. En effet, roi magnanime! mais vous êtes plus certainement encore le grand hypocrite de notre âge fécond en hypocrisies : entre tous ceux qui ont commis de grands crimes,



aucun n'en a davantage renvoyé le mérite à Dieu.

Après le mensonge de l'hypocrisie prussienne tout autre paraît tolérable. Il est pourtant des mensonges plus hideux : une stupidité basse les emploie pour conjurer les périls qu'elle augmente.

Tel est le mensonge de la bienveillance des « grandes puissances, » nos alliées jalouses du temps où nous étions « grande puissance » comme elles, nos patronnes languissantes depuis qu'elles se sentent menacées de tomber grandes puissances comme nous. Satisfaites de nous voir diminués, redoutant de nous voir périr, craignant aussi un rebondissement proportionné à la violence de notre chute, inquiètes d'un avenir dont leur courte et flottante sagesse ne peut pénétrer le secret, elles s'efforcent de ne pas irriter le vainqueur et de se ménager une réponse aux interrogations sévères du vaincu relevé. Car enfin, même sous le genou de la Prusse et dans les empoisonnements de la révolution, la France est encore cette nation qui n'a besoin, comme l'ancien Israël, que d'un homme et d'une prière, et tout ne sera pas dit encore, même quand tout son sang aurait coulé. Que faire donc? Mentir! Et la Russie ment et sourit, et l'Autriche ment et se recueille, et l'Angleterre ment et s'entremet, et l'Italie ment et pleure et fait quelque chose : elle laisse échapper Garibaldi.

Ainsi la Russie nous paie l'abandon de la Pologne, l'Angleterre, le traité de commerce et tant d'autres complaisances, l'Italie, la conquête de la Lombardie et des duchés, la livraison des Siciles, la tradition de Venise, la trahison de Rome en deux fois. Il faut



d'ailleurs convenir que de tels services, sans excuser d'ingratitude ceux qui les ont reçus, méritaient bien un tel prix.

Seule l'Autriche ne nous devait rien, elle avait plutôt à se venger. Et peut-être que stupidement, en son cœur, elle prend cette vengeance, heureuse du désastre qui écrase le principal instrument de ceux qu'elle a subis, qui en amoindrit l'éclat en fixant l'attention du monde sur un affront plus grand. La sagesse et l'honneur de l'Autriche ne l'avertissent pas du double inconvénient d'être vengée aux dépens de son propre avenir, par une main qui en sera d'autant plus forte contre elle, et de laisser voir qu'elle tremble également devant l'ennemi dont on la venge et devant l'ennemi par qui elle est vengée. M. de Beust était fait pour pareil rôle. Ce Glais-Bizoin de cour exprime bien l'orgueil condamné à mentir par décadence intellectuelle et venu au point où il peut suffire à son châtiment.

M. de Beust était, il y a un siècle, le superbe Kaunitz, ministre inspirateur de l'empereur Joseph II, réformateur de l'Église et pionnier de la Révolution. Il ne faudra pas cent ans pour que la lignée de M. de Bismark fournisse un M. de Beust à la maison de Hohenzollern. C'est le gravier! Par un même principe, Turgot est devenu la poussière de nos conseils de ministres, et l'encyclopédisme est devenu le blanquinisme et le faquinisme socialiste. Par une même suite, Napoléon Ier s'est écoulé en Napoléon III; et la France révolutionnaire et conquérante pour la révolution, si ses veines ne contenaient pas quelque reste



d'un autre sang, se verrait aujourd'hui dans Paris, avec ses perpétuels vainqueurs de la Bastille, dans la glorieuse condition du *Sedantaire* à Wilhemsohë.

Et cependant, quand le bel orateur Jules Favre nous parle de « logique inexorable, » probablement il n'y croit pas et ne veut que cicéroniser.

Donc, ils nous mentent, ces nobles anciens alliés, et lorsqu'ils feignent de nous plaindre, ils ne veulent que satisfaire aux convenances. Mais en nous mentant, ils se mentent, car d'un côté ils sont plutôt contents de nos désastres, et d'un autre côté ils voient s'élever en Europe une prépondérance qui leur sera plus redoutable que la nôtre. Ils voient que la pacifique Prusse, amie de l'humanité et des arts de la paix, vient chercher à Paris non-seulement le sceptre de l'Allemagne, mais d'autres ressources de terre et aussi des clefs de la mer qu'elle n'a pas dessein de laisser oisives. L'Italie, la Hollande, la Belgique, Anvers (chemin de Londres!) sont peut-être derrière les murs de Paris. Derrière les murs de Paris, il y a une alliance facile, presque nécessaire, en même temps que douteuse et pleine d'alarmes, avec la Russie, très-possible avec l'aventureuse Amérique, et l'amitié pour la Prusse est aussi menteuse que la sympathie pour la France. Qu'arrivera-t-il? Mais les vieux mensonges ont pris pied, l'obscurcissement des principes est complet. Il n'y a plus de sagesse parce qu'il n'y a plus de morale; il n'y a plus de lois, plus de juge entre les peuples. Le patriotisme a baissé partout où l'espoir de l'humiliation et du



pillage des autres peuples n'entretient pas son ardeur; il y a partout des haines sociales; on a partout besoin de ne pas remuer, et partout l'intérêt de l'avenir cède à la terreur du présent.

Un point cependant semble sincère. On le fait valoir avec un accent véritable, et la Prusse même en paraît touchée : on craint que la guerre n'abîme trop Paris! On allègue ici l'intérêt de la civilisation, la majesté des arts. Comme la Vestale du Cirque qui intervenait en faveur du gladiateur couché sur l'arène, la reine d'Angleterre intercède pour Paris, et M. de Bismark se demande peut-être s'il aura le courage de ravager ce Paradis terrestre où dansaient si bien les filles charmantes de M. Carpeaux, au chant des rossignols et des fauvettes de M. Offenbach? Devant l'Aréopage européen, la France n'aura pas miséricorde; mais Paris pourra gagner sa cause par l'argument qui fit absoudre Phryné. Et c'est là le mystère de cette admiration qui ne s'est point éveillée devant la flèche de Strasbourg, de cet amour de la science qui n'a point respecté la Bibliothèque, de cette pitié qui ne s'est point émue devant dix années de moissons écrasées sous les débris des chaumières et sous les cadavres des laboureurs.

Il s'agit bien de l'humanité et des arts! Mais Paris est un lieu dont les politiques ont besoin. C'est là qu'ils se reposent, et c'est là que Samson vient dormir sous les ciseaux de leur employée Dalila. Paris facilite toutes les digestions pénibles; il aide à digérer la Pologne, l'Irlande, Rome; il peut aider à digérer même la France. Là s'usent toutes les ardeurs,



s'apaisent tous les regrets, s'endorment tous les remords, et la honte s'oublie comme le devoir. Sur l'emplacement qu'occupait la tribune aux harangues, Caligula fit bâtir un lupanar et compta que Rome le laisserait dormir.

Mais il faut oser nous considérer nous-mêmes et aborder aussi notre mensonge. Hélas! oui, dans ce moment d'inénarrable misère, nous mentons! Nous mentons à Dieu, aux besoins de la race humaine, à notre conscience, à notre malheur. Nous mentons au châtiment et à la miséricorde; nous mentons devant l'évidence; nous mentons contre notre fierté, contre la gloire de notre passé et la gloire de notre avenir.

Le champ varié du mensonge public serait long à parcourir, depuis le parti stupide des guillotineurs qui crie fraternité, jusqu'aux multitudes bariolées qui se lancent ou se laissent lancer de révolutions en révolutions en criant progrès, ordre et liberté. Dans ces deux grandes divisions du peuple de 89, on a M. de Bismark et M. de Beust: l'orgueil furieux qui veut écraser toute résistance, fallût-il détruire le monde; l'orgueil caduc et tombé en imbécillité, que toute déconvenue trouve content et qui se loue de toutes ses erreurs et de toutes ses sottises comme d'autant de mesures habiles qui le mèneront à un triomphe certain.

De ces deux figures, celle de M. de Beust représente davantage la génération de 89. M. de Bismark exploite 89, M. de Beust y croit, c'est-à-dire il croit que le principe du mensonge révolutionnaire a pris

la valeur d'une vérité, et qu'un homme fin, honnête et fort, tel qu'il a su se former, doit mentir, et que c'est une sorte d'obligation de conscience de tenir ferme au principe révolutionnaire et de ne démordre point. Nous avons ruiné la base morale de l'ordre : c'est bien ; persévérons. Il y a des embarras ; mais d'autres embarras surviendront qui nous tireront de ceux-ci. Multipliant les embarras et laissant accomplir les destructions, nous finirons par avoir construit quelque chose, et l'on verra que l'édifice social tiendra fort bien sans base, sans ordre, sans justice et sans aucun mélange de justice ni de vérité. L'ordre sera le désordre lui-même, et la liberté qui sera dans ce désordre vaudra mieux que la vérité !

C'était le langage de l'illustre Caussidière, et la doctrine de l'illustre Proudhon ; et tous deux mentaient, car Caussidière prétendait bien établir un ordre et une régularité à sa guise, et Proudhon était fort résolu d'imposer des dogmes. Mais la société de 89 y va plus naïvement et se ment d'une façon plus sotte. En même temps elle sent, elle voit, elle sait qu'elle s'enfonce dans l'abîme, elle en a peur, elle en veut sortir, elle donne la dictature à qui lui promet seulement de l'arrêter sur la pente du précipice ; et en même temps elle se ment et ne veut pas s'être trompée. C'était la folie du paganisme lettré. Rome païenne, disait saint Léon le Grand, croyait se faire une grande vérité parce qu'elle se piquait de ne refuser aucune erreur.

Et ainsi cette pauvre France révolutionnaire se targue de n'avoir pas erré en courant à l'erreur, et

prétend se faire enfin une vérité en persévérant dans l'erreur. Elle publie son succès, sa vertu, jusqu'à son innocence. Elle s'applaudit d'avoir subordonné la civilisation intellectuelle à la civilisation matérielle, et néanmoins, tout en faisant prédominer cette civilisation du ver à soie et de l'épinoche, d'avoir plus qu'une autre, dans l'ordre intellectuel, réalisé la séparation de l'homme et de Dieu. C'est là qu'elle met sa gloire. Les brutales machines qui menacent de broyer sans remède cette merveille du monde, ce précieux et incomparable cocon qui se nomme Paris, et ses vaillantes armées surprises, et son cœur et son âme vides de foi, et ses yeux sans lumière, et son peuple sans discipline et sans accord, ne l'avertissent pas des redoutables infériorités où elle s'est laissée descendre.

Elle s'admire et en s'admirant elle s'excuse. Elle ose dire qu'elle n'a pas mérité le sort qui lui est fait et qu'elle ne voulait pas cette guerre. Quelle malheureuse inspiration du mensonge de parler de la sorte en présence des cent dernières années de son histoire et du monde ennemi ! Mais ce n'est pas elle qui parle, qui se justifie si misérablement, qui demande grâce. du moins ce n'est pas son âme ni son cœur. Elle laisse parler en son nom ce démon révolutionnaire qui, depuis un siècle, l'a tirée de sa grande voie et l'a livrée aux conceptions de l'orgueil et de la fraude, aux entreprises violentes du sabre et aux mensonges de l'avocasserie.

La France a mal commencé la guerre, et jusqu'à la résistance de Paris, elle l'a mal faite. Elle l'a com-

mencée avec cet imprévoyant orgueil de la décadence qui s'ignore, elle a été trop surprise de ses échecs et trop désarçonnée. Voilà ce qu'il convient de dire, et la ci-devant première nation du monde le pouvait dire sans bassesse, puisqu'enfin, par sa grande et persévérante faute, elle se trouve pour un temps quelconque déchue du premier rang. Mais c'est la vérité aussi que la France l'a voulue, cette guerre malheureuse, et il est également vrai qu'elle la devait vouloir, quoique par d'autres motifs que ceux qu'elle a en réalité suivis. Elle devait la vouloir, non pour conquérir une brutale gloire, mais pour remplir et exercer la magistrature que la Providence lui a dévolue en Europe, au profit de l'égalité fraternelle des nations.

Les Anglais, dans leur dernier banquet politique, ont dit que la France n'avait pas le droit d'empêcher l'Allemagne de se constituer comme il lui convient. C'est ce qu'il convient à l'Angleterre de dire en ce moment, mais la France avait néanmoins, et conserve le droit et le devoir d'empêcher l'Allemagne de se constituer comme il convient à la Prusse, et comme il ne lui convient pas à elle et à beaucoup d'autres nations, y compris beaucoup de nations allemandes. C'est pourquoi elle devait faire la guerre, et c'est pourquoi aussi, quel que soit l'événement de demain, la France ne consentira que des trêves, reprendra la guerre et la terminera glorieusement. Ainsi elle sortira du mensonge et rentrera dans sa destinée.

Considérons ce côté trop méconnu de la situation,

et consolons-nous de l'oppression où nous a jetés le mensonge en contemplant l'avenir triomphant de la vérité.

LXXII

27 novembre.

LE MENSONGE ET LA VÉRITÉ.

II

Des mains et des influences diverses ont travaillé le naturel des peuples; elles leur ont fait des caractères différents, plus ou moins marqués dans le bien et dans le mal, selon leur plus ou moins de fidélité aux qualités primitives qu'ils avaient reçues de Dieu pour le bien commun de la famille humaine et leur propre prospérité.

L'Angleterre était disposée au travail, au commerce, aux vastes entreprises de mer, afin de nouer entre les hommes les relations de la paix. Elle s'est ouverte à l'hérésie, et elle est devenue le forçat des industries noires et dures, l'âpre marchand cloué dans sa boutique, rongé de lèpre sous ses riches vêtements. Elle a les consolations de l'orgueil, pareilles à celles de l'ivresse, qui donnent la mort. Jadis on disait « la joyeuse Angleterre, » et c'est aujourd'hui le peuple de l'ennui. On dit encore « la libre Angleterre : » elle est en effet le plus libre commandeur

d'esclaves qui soit au monde. On dit aussi « la fière Angleterre. » On ne le dira pas longtemps.

L'Italie a plus qu'une autre trahi le don divin. Éclairée de Rome et du soleil, son partage était l'intelligence, son travail l'art, sa récompense terrestre la paix. Elle a été ingrate et orgueilleuse, elle est frivole et sujette. Il n'y a que du mépris parmi les peuples pour cet artiste qui n'a pas le respect de lui-même, essayeur de toutes choses, se jouant de tout; inventeur puissant, devenu par frivolité imitateur misérable; prêtre que l'orgueil a fait impie, et que l'impiété a fait histrion. L'Italie s'est jouée de l'art, de la science, de la politique, de la religion, de l'honneur. Pipant les dés, et trouvant partout des compères, elle a gagné partout. Elle vient de faire, on peut le dire, sauter la banque; et, en même temps et du même coup, elle est tombée à une indigence honteuse. Tout se dégrade comme les hommes et rien ne germe dans ce repaire. Venise était morte, elle est ensevelie; Milan expire; Naples remue et Florence grouille, mais ne vivent pas. On pourrait dès à présent prévoir le destin de Rome si le siége de Rome devait durer après celui de Paris, de même qu'il serait facile d'annoncer le destin de Paris si Paris ne devait délivrer Rome. Cependant, retirons un mot trop fort et ne disons pas que l'Italie est un repaire. Du repaire il peut encore sortir des hommes. Le repaire et la barbarie ont leur fécondité. L'escroquerie pullule et n'est point féconde. L'Italie n'est qu'un mauvais lieu, où la corruption multiplie stérilement et insalubrement, et qui sera balayé.

On peut appeler la Péninsule ibérique un théologien armé. La doctrine était dans son esprit quelque chose de clair et de ferme, de sobre et de vibrant comme l'épée qu'il avait dans la main. Dieu lui donna la clef des mondes inconnus pour aller leur porter le dogme de l'unité, dont l'aptitude saxonne devait, par le négoce, leur transmettre les moyens matériels. Dans ce dessein de Providence, Colomb fut retiré à l'Italie, qui ne pouvait porter un pareil héritage, et les peuples ibériques reçurent ce qu'il leur fallait de grands hommes. Pizarre, Cortès, Vasco de Gama, Albukerque, et plus encore, Ximenès, Ignace de Loyola, François Xavier. Mais, préservée de la grossière hérésie luthérienne, la Péninsule se laissa séduire à sa propre grandeur. L'hérésie de Luther est charnelle. Elle tenta la sensualité saxonne encore barbare, et ne put insurger l'esprit que par le concours impérieux des sens. Le premier prince allemand qui se fit hérétique voulait boire, piller l'Église et répudier sa femme ou en prendre deux; pareillement le premier prince anglais. Les arguments théologiques ne vinrent qu'en second rang. Le péché des Ibériens fut plus spirituel. Le roi catholique et le roi fidèle dévièrent et voulurent abaisser l'autorité de l'Église, par l'ambition d'y substituer la leur. Ils ne furent pas apostats, ne devinrent pas ivrognes ni païens; ils n'ont pas songé à vouer leurs peuples à la matière, pour laquelle ils n'ont pas cessé de marquer un dédain noble. Mais enfin les Ibériens ont désobéi, et, sans se séparer, se sont mis à l'écart pour se grandir. Ils n'ont réussi qu'à s'enfler. La

quasi-hérésie dont ils se sont laissé atteindre, a fait pulluler parmi eux les congénères de cette vermine qui dévore l'Italie, et qui depuis un siècle les a dégonflés étrangement. Voilà l'Espagne aux Serrano et aux Prim, voilà que le hautain Portugal, devenu colonie anglaise, possède un roi de fabrique constitutionnelle, chevalier de la Légion d'honneur, qui s'exerce à l'art de graver en taille-douce. Sur sa tombe, un roi du vieux Portugal se glorifie d'avoir donné à Jésus-Christ autant de royaumes que Jésus-Christ lui a donné d'années de règne. Le présent roi, chevalier de la Légion d'honneur, ne donnera rien à Jésus. Il travaille, au contraire, à lui retirer le royaume de Goa, dont il est en réalité le pape. Mais pour lui, si quelqu'un d'Europe veut lui retirer la tiare et le sceptre de Goa, il ne les gardera point, et quant à la couronne du Portugal, il ne l'a plus.

L'Allemagne formait un peuple de nations, plein de vocations mêlées et indécises. Artisan, laboureur, pasteur, poëte, savant, immense et heureux peuple de la paix, constitué naturellement pour se défendre et ne pas entreprendre, à l'abri des agressions et des aventures. Peuple central, assis dans ses vastes frontières bien gardées, loin de la mer et loin des révolutions, type de la tranquille famille, formant à lui seul un monde, ayant sur la tête plus de ciel et dans le cœur et dans la vie plus de facilité aux sereines joies qu'aucune autre portion de la race humaine. Mais l'hérésie, qui est surtout l'orgueil, est venue fondre sur l'Allemagne à peine dégrossie par le Christianisme, et l'a remplie d'un orgueil plus

intraitable et plus violent qu'il n'en existe dans le reste du monde. Chaque peuple se vante de telle ou telle excellence ; l'Allemagne s'est dit et a dit : « Je suis supérieure en tout et j'aurai tout. Je suis César, les autres m'obéiront. » Nulle part ailleurs, parmi les nations modernes, n'a été aussitôt formé, aussi persévéramment repris et suivi le rêve de l'empire. Là, depuis Charlemagne, a été le péril du Christianisme et de l'Europe ! Ce fut le fond de la querelle des investitures, le fond politique de l'hérésie de Jean Hus, le fond de l'hérésie de Luther, et celle-ci séduisit la masse du peuple par le relâchement de sa morale, enveloppée d'un vernis d'orgueil et d'austérité. La Prusse en naquit dès l'origine, fille d'un moine apostat. Il convenait que le nouvel empire païen sortît aussi des flancs de la bête prostituée, et qu'il eût tété les mamelles de la louve, pour prendre sa revanche du vainqueur qui a bu au sein de la Vierge Marie.

Dans ce monde particulier de l'Allemagne, où Dieu n'avait point départi de vocation politique déterminée, et où n'existait d'autre sentiment commun que l'orgueil, la Prusse naquit donc comme un larron audacieux, pour faire l'empire et fournir l'empereur. A coup sûr, elle est en voie de remplir cette destinée ! Mais sans connaître la fin, et sans pouvoir la deviner, on peut prédire que la Prusse fournira plus sûrement encore le résultat ordinaire des entreprises de la fraude et de l'orgueil. Arriver au succès est le grand art d'arriver au châtiment.

Or, dans les variétés de vocations et d'aptitudes

qui caractérisent chaque nation parmi la famille des peuples européens, la France avait son caractère, que l'on ne peut méconnaître. La nature propre de ce grand peuple, les circonstances au milieu desquelles il est né et s'est développé, son génie sujet au sommeil, mais sagace et invieillissable, les mains épiscopales, enfin, qui l'ont formée, « comme les abeilles forment la ruche, » ont fait de la France un magistrat. Avec plus de suite, plus d'aptitude et d'un meilleur consentement que tout autre peuple, la France a été l'assesseur et la main forte du magistrat suprême de la chrétienté. Quand l'esprit d'erreur l'emporta, ce fut au-delà, mais dans le sens de cette vocation auguste, sur les voies de l'esprit de domination. De Bonald dit cette parole juste et profonde : « Bonaparte avait un instinct de la fonction que la France doit exercer en Europe, mais il s'est trompé en prenant dans un sens matériel ce qui doit être entendu au sens moral, et en mettant *une domination à la place d'une magistrature.* »

Toute erreur va droit à la ruine des avantages qu'elle propose à la passion humaine pour éloigner la vérité. Ce résultat est visible dans l'histoire générale des peuples et dans l'histoire de chaque peuple comme dans l'histoire de chaque individu. Dieu nous donne la vocation au bien, l'aptitude à une action particulière qui fait notre satisfaction propre et que nous devons diriger au bien général, et enfin la liberté de nous conformer à cette vocation et de suivre cette aptitude ou de nous y soustraire. Mais nous ne pouvons nous soustraire, homme ou peuple,

sans rencontrer premièrement la liberté d
qui nous heurte, ensuite la liberté de Dieu q
brise. Il y emploie « ces dispositions cachées
mises dans les choses, » dit Bossuet, et qui les ra
à leur nature, c'est-à-dire à l'accomplissement
desseins. Il n'y a point de désordre au fo
choses, parce qu'elles ne sont point libres,
restent calmes comme le fond de la mer;
liberté de l'homme met le désordre à la surface
surgissent ces retours imprévus, ces catastrop
apparence soudaines, ces écroulements et ces
drements des fortunes les mieux établies. Dé
terrible à l'homme, et néanmoins plein de
corde, car c'est l'ordre même qui se venge. Il
la permanence de la justice violée, et il renou
monde.

La France, en trahissant sa fonction, taci
acceptée parce qu'elle était dans l'ordre, a trah
rope et s'est trahie elle-même. L'Europe, qu
vait et même invoquait la magistrature, s'est
tée contre la domination, et elle a redouté j
l'influence, persistante malgré tout. De là un
tuel germe de coalition, une perpétuelle ent
contre la France; de là, en France, l'orgueil
sant et de plus en plus périlleux de se senti
douté; de là, dans le monde entier, et partic
ment en Allemagne, un véritable embrasem
cet esprit de domination dont sa politique,
cord avec sa terreur, ne cessait de nous accu
qui est bien plus ancien et bien plus ardent ch
que chez nous.



En même temps nous tombions dans un piége, et nous nous préparions un autre châtiment de l'orgueil. Le premier Bonaparte nous avait accoutumés au triomphe de la force; le second, fidèle à l'esprit de son siècle, nous flattait du triomphe de la science et de la matière. Dans Napoléon III, il y avait beaucoup de ce sot maire de Paris, qui affichait récemment que désormais la *science* remplacera la théologie dans la direction du monde, et le Napoléon III ne manque pas non plus, hélas! dans tous ces sots que le 4 septembre a lâchés sur nous. Napoléon III donc n'était pas brillant en théologie, et faisait peu de cas des théologiens; mais il *trouvait* des canons scientifiques, et il comptait fort sur ces canons, fils derniers nés de la « science. » S'il n'ignorait pas que la tactique du grand Bonaparte était maintenant, avec quelques améliorations, au service de ses anciens vaincus, il croyait que ses canons n'étaient qu'à lui : il voulait faire la guerre, et essayer ses nouveaux engins scientifiques. Naïf progressiste, il ne se disait pas que rien ne passe plus vite à l'ennemi qu'un canon, ou bien il restait convaincu qu'il inventerait toujours un canon nouveau. N'était-il pas l'empereur de la grande exposition universelle?

Il fit donc la guerre, et il a pu apprendre que la « science » qui fait des canons n'enseigne pas une certaine occasion, de certains motifs et de certaines façons nécessaires de s'en servir. La « science » et ses inventions ne font pas des intelligences guerrières, des chefs vigilants, prévoyants et fermes, des soldats disciplinés, des cœurs qu'un premier revers

ne peut abattre, des peuples fidèles ni de
rains qui méritent la fidélité, l'imposent et
nent. Tout cela a manqué à l'Empereur et a
de la grande exposition universelle. Le peu
souverain, s'ils y veulent songer aujourd'h
vent avouer que ceux-là n'avaient pas tort
disaient de mieux placer leur orgueil ; que
la gloire et la vie n'étaient pas là ; que peut-
de riches étoffes n'habilleraient que la mor
de superbes machines ne fabriqueraient que

Napoléon III pouvait espérer mieux, lo
certaine révélation de la vraie fonction de l
lui faisait revendiquer l'honneur de restitu
au Pape, lorsqu'il prononçait ces paroles do
tit le monde entier : « *Que les bons se rassu*
les méchants tremblent! » lorsqu'il disait : *L'*
c'est la paix. La magistrature de la France
core pleinement acceptée au lendemain de
et au lendemain de Solférino ; elle l'eût été
demain de Sadowa. Il eût absorbé la Prusse
succès que toutes les forces du canon et du
ne lui eussent pas également assuré s'il avai
lui la Confédération italienne reconstituée
restaurée et à l'abri, l'Autriche encore puiss
espérances de la Pologne, du Danemark,
novre, de la Saxe, la sécurité de la Hollande
Belgique ; et autour de lui, dans tous les co
ce qui aspire à la reconstruction, à la liberté
paix de l'ordre chrétien.

Arrêtons-nous ici. Nous voulions montrer
leur avenir, déjà commencé pour nous ; mai



bon expliquer ce qui est dans tous les cœurs ? Nos transgressions sont châtiées, et par l'effet du châtiment l'ordre se rétablit. La France reprendra sa magistrature, parce que la force des choses la désaveugle de son erreur. En la châtiant, Dieu l'oblige à se sauver. La foudre n'est tombée sur rien d'innocent et sur rien de vital. Elle ne brûle, en vérité, que nos lèpres ; à ses clartés nous entrevoyons le sentier âpre mais sûr qui nous sortira de l'abîme. Depuis trois mois, un rejaillissement de la vieille séve française a plus que réparé en bénéfices moraux l'immense dommage matériel que l'infatuation scientifique et l'ensorcellement révolutionnaire nous ont attiré. Que de choses funestes broyées et enterrées dans les fossés de Paris ! Nous voyons que la France ne veut pas cesser d'être, ne veut pas se séparer de ses vrais autels et abdiquer sa fonction. Elle n'acceptera pas d'être un demi-peuple, un reste qui attend la mort. Elle sèmera du blé, elle fera du fer et des hommes, et elle vivra, parce qu'il faut que la vérité et la justice possèdent dans le monde ce bras et ce fer.

LXXIII

29 novembre.

Le combat est commencé devant Paris. Nous n'attendrons pas longtemps le mot de Dieu sur la France

et sur l'Europe. Une percée de lumière va éclater dans la nuit.

Les généraux nous parlent noblement des efforts qui ont été faits pour préparer la victoire. Ils en remettent plus noblement le succès à Dieu. Ils parlent en hommes qui feront leur devoir et qui comptent sur ceux qu'ils commandent. Quelle que soit l'issue de la lutte, on louera toujours le général Trochu d'avoir su prendre le temps de se faire des murailles et une armée. L'impatience et la sédition lui demandaient la sortie en masse. Il a eu le mérite d'éviter ce péril, et de gagner l'heure de la sortie en ordre. Voilà sa gloire. Elle est grande; elle grandira à mesure que l'on saura mieux les obstacles qu'il a dû vaincre. Elle lui permet de subir un revers. Dans cette guerre, c'est surtout ce qui nous a manqué.

La sortie en ordre ne nous garantit pas le succès, mais la sortie en masse, telle que la proposaient les impatients et les séditieux, nous assurait la honte, quand déjà la mesure était pleine. La défaite n'est pas de mourir, mais de fuir. Ceux qui meurent pour une cause juste et sainte ne sont pas vaincus. La Vie est en eux et reste en eux. Elle germe de leurs ossements. La Vie est la même chose que la Justice, et la même chose que Dieu. Il peut plaire à Dieu de sembler vaincu; mais alors même il triomphe; il prend une victoire future.

Espérant inébranlablement cette victoire finale par-delà toutes les circonstances formidables que nous traversons, nous souhaitions que Paris résistât. Nous le disions dès avant l'investissement : *La résistance*

de Paris sera la victoire de l'âme de la France. Quel que soit le résultat de ce jour ou de demain, nous disons aujourd'hui que la victoire a commencé dans le moment où Paris, après tant de désastres, a fermé ses portes et n'a pas désespéré.

On n'avait vu jusqu'alors que la défaillance hideuse et l'écroulement d'un corps corrompu. De ce débris épouvantable on a vu l'âme surgir, pleine de vigueur, délivrée plus qu'abattue; on l'a vue grandir en constance, se refaire un corps nouveau et continuer ou plutôt recommencer à combattre, tout en se forgeant une meilleure armure. Cette âme généreuse poursuivra sa victoire et l'achèvera. Des malheurs peuvent encore survenir, mais ils seront d'un autre ordre. La France reverra Dieu, et les peuples reverront la France, la France de Dieu !

Oui, oui, elle est encore dans la poussière, la grande Séduite et la grande Tombée ! Elle a encore sur la tête des restes de sa parure infâme, sur les lèvres la trace de son péché. En lui reprochant son adultère, ils l'ont amenée devant le juge, et leurs mains sont chargées des pierres viles dont ils veulent l'écraser. Elle a commis le crime, et le juge ne l'excuse pas, mais il regarde ces accusateurs et leur demande lequel d'entre eux est sans péché. Il regarde aussi la pécheresse, et dans toute cette foule de pharisiens, c'est à elle seule qu'il peut dire : *Ne péchez plus.* C'est ce seul cœur qui reste assez ouvert, et ce seul esprit qui reste assez droit pour recevoir sa parole.

On a prié pour la France, elle a prié elle-même ;

la Justice et la Miséricorde ont parlé pour elle. Elle ne passera point sous le joug, elle sera relevée. Elle sera encore ce bras qui a été le geste du Christ dans le monde.

Sans doute les signes de son retour à Dieu n'ont encore rien d'éclatant. Ses généraux et ses soldats seulement murmurent le nom de Dieu.

Mais cette voix est celle de son cœur. Qu'importe l'oubli stupide ou plutôt lâche de ceux qui prétendent aujourd'hui la conduire et qu'on appellerait ses hommes d'Etat, si c'était le moment de se moquer. Ceux-là ne sont que les complices qu'elle reniera et chassera bientôt. Leurs noms, qu'ils étalent au bas d'une proclamation oiseuse, ne servent qu'à montrer jusqu'à quoi ses égarements l'avaient abaissée. Qu'on lise cette liste de médiocres avocats et de médiocres journalistes, c'est assez pour savoir combien ils sont peu la France; mais les soldats font le signe de la croix.

Et de quel droit ces messieurs nous parleraient-ils de Dieu? S'ils en avaient eu la pensée, encore que le tact leur manque comme tout le reste, ils se seraient abstenus par convenance. Lavertujon, Dréo, Durier et les autres nous jettent aux yeux leur poussière et l'exemple de leur vertu!... Mais un sang généreux ruisselle et couvre cet affront.



LXXIV

29 novembre.

La garde nationale de marche s'est distinguée aux combats où elle a été envoyée. Les 72e et 106e bataillons, l'un de Passy, l'autre du faubourg Saint-Germain, se sont rendus à l'appel avec la fermeté civique, ont tenu au feu, qu'ils voyaient pour la première fois, avec la fermeté militaire, et en même temps avec l'ardeur des jeunes troupes. Les autres feront de même, tour à tour.

En réalité, ce qui combat maintenant en France, ce qui défend le sol, ce qui le délivrera d'un ennemi qui a pu comme d'un choc renverser notre vieille et célèbre armée et presque l'honneur de notre drapeau, c'est la garde nationale. Mais combien cette garde nationale, dans son ensemble, diffère de la chose aux trois quarts révolutionnaire et pour plus des trois quarts ridicule qu'on appelait ainsi il y a trois mois!

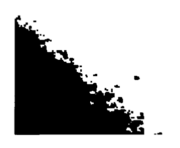
On a tant et depuis si longtemps parlé de la France nouvelle! Il y a une France nouvelle en effet, et la voilà. M. de Bismark, qui a si bien étudié la France et qui croit si bien la connaître, ne connaissait point cette France, ne prévoyait point cette nouveauté.

Il faut dire, pour excuser M. de Bismark, que cette France probablement ne se connaissait point elle-

même. Elle se connaît à présent; et, dès à présent, M. de Bismark et le monde peuvent compter qu'ils entendront parler d'elle. C'est quelque chose qui se lève sur l'horizon du genre humain. Avant qu'il se passe beaucoup de jours, cet Hercule au berceau aura étouffé plus d'un serpent. Le serpent d'Allemagne y passera le premier, et n'est pas le plus redoutable. Un autre y passera aussi.

Lorsqu'on a vu paraître dans Paris les premières compagnies de marche équipées selon la rigueur de la tenue de campagne, les guêtres aux jambes, le havre-sac au dos, surchargé des ustensiles de campement, la cartouchière pleine, le véritable fusil de guerre sur l'épaule; lorsque chaque quartier a reconnu là ses notables ou leurs enfants, les riches, les chefs de grande famille et de grand négoce, les propriétaires, les avocats, les médecins pêle-mêle (mais en rang) avec les moindres, avec les petits employés, les domestiques, les concierges, les porteurs d'eau, une surprise fière et contente, un grand et légitime intérêt se sont manifestés partout. Les cœurs ici se touchent plus encore que les coudes, et l'on sent qu'un immense imprévu s'est accompli.

En fait de choses très-graves dans le monde, il n'y a guère que l'imprévu qui arrive. Mais pour l'ordinaire, cet imprévu est généralement pressenti, et l'attente générale ne se trompe que sur le chemin par où il arrivera et la forme sous laquelle il apparaîtra. On regarde la montagne, et la montagne accouche d'une souris. On se détourne, on regarde ailleurs, et dans ce moment la souris à son tour enfante une mon-



tague. L'imprévu est installé et les présages s'éclairent.

La garde nationale, telle que nous l'avons reçue des flancs de la Révolution, par la main de La Fayette, et telle qu'elle a vécu sous la culture et les arrosages divers de 89, c'était la souris. Elle tenait fort de ce digne marquis de La Fayette, révolutionnaire modérateur, qui aimait à voir déchaîner des torrents pour voir s'il pourrait les faire filer entre les doigts de sa main fine, et qui, maintes fois pris à ce jeu, croyait toujours qu'il pourrait fermer le robinet lorsqu'il en aurait assez. Et véritablement il fermait le robinet. C'est-à-dire que, quand le torrent l'avait culbuté et roulé, lui marquis de La Fayette, et avait ravagé ses rives, et s'était fait lui-même un barrage en accumulant des débris, le marquis de La Fayette se flattait de l'avoir dompté. Alors il ne perdait pas de temps : il s'occupait avec une même sagesse et un égal succès à rompre le barrage toujours fragile, et le bonhomme prenait encore une fois le plaisir de voir couler l'eau et crouler les maisons, et d'être culbuté. Telle était la garde nationale ; elle s'est ainsi amusée pendant environ cent ans.

Si l'on veut une autre image, la garde nationale s'était fait un besoin de prendre la Bastille. Elle prenait donc la Bastille tous les quinze ou vingt ans. La Bastille prise, elle y mettait une cour et montait la garde à la porte. La porte fermée, elle trouvait que c'était encore la Bastille et elle grignottait la porte. La porte tombée et la Bastille prise de nouveau, elle y mettait de nouveau une cour, fermait de nouveau



la porte, la grignottait de nouveau. Et c'était toujours ainsi, et toujours à ses dépens ; mais il lui fallait prendre la Bastille, et il ne semblait pas qu'aucune expérience coûteuse ni aucune leçon terrible la pût jamais dégoûter de ce passe-temps de 89, dont elle avait besoin par nature. Elle prétendait avoir mission de propager dans le monde le joli jeu de la Bastille prise. C'était sa gloire. Et on la flattait beaucoup en lui promettant, il y a quatre mois, de l'acclimater en Allemagne, où il n'était pas assez pris. On est parti au milieu de ses applaudissements. Elle a profité de l'occasion pour donner l'assaut à la porte déjà grignottée, elle a pris encore la Bastille, et elle a vu entrer, ô surprise! les Prussiens et Blanqui.

Comment ce fait imprévu, — et pressenti, — a-t-il subitement changé la nature de la garde nationale? On pourrait l'expliquer, mais ce serait un peu long pour un jour de bataille. Il suffit de le montrer, et chacun le voit. La garde nationale, cette souris rongeuse et folle, cette trotteuse des rues uniquement occupée à percer des chattières pour se mettre sous la patte d'un nouveau chat, est donc en train de devenir cette montagne sous laquelle s'enterrera un monde et sur laquelle s'édifiera un monde. Elle est la France armée, la vraie France, vraie armée.

M. de Bismark y a servi sans le prévoir et n'en sera pas plus content que M. Blanqui ; M. Blanqui y a servi sans le vouloir et n'en sera pas plus charmé que M. de Bismark. M. Blanqui est le second serpent qu'étouffera notre Hercule.

Nous croirions volontiers que M. Blanqui avait plus





que M. de Bismark le pressentiment de cet imprévu. Son flair, plus exercé que celui du second grand Prussien (le premier grand Prussien fut le Frédéric de notre grand-père Voltaire), redoutait la garde nationale depuis qu'il y avait reconnu l'élément provincial et, qui plus est, breton. Appuyé sur le major Flourens, il a voulu être le La Fayette d'une garde nationale perfectionnée dans son sens. Cette entreprise n'a pas réussi, et la garde nationale est devenue à ses yeux un ramas d'*aristos* et de *sacristains*. Il faut reconnaître à M. Blanqui ce qui lui appartient, et cette appréciation n'est pas vulgaire. En effet, la garde nationale, telle qu'elle se forge et se constitue présentement au feu du canon, est une force qui non-seulement le vaincra, mais le détruira. Le vaincre n'est pas absolument impossible ni même difficile, et il le sait du reste. Quant à le détruire, il s'en fallait que ce fût également aisé. Cependant l'arme est faite, et l'œuvre se fera.

Si ses méditations ne lui ont pas encore révélé le vrai nom de la garde nationale nouvelle, nous nous faisons un véritable plaisir de le lui dire. Elle en a deux : elle est la république et elle est la contre-révolution.

Qu'il médite bien ces deux noms, tous les deux ; et s'il est l'homme intelligent qu'il croit être, il comprendra que ces deux noms et les deux choses qu'ils signifient le mettent, avec sa physionomie un peu distincte, juste au rang de M. de La Fayette et de M. Crémieux.

Il aura passé toute sa vie dans les géhennes et



dans les geôles, le pauvre homme, pour atteindre enfin ce rang de gloire dans l'ordre des esprits et dans l'ordre des puissances.

S'il requiert des éclaircissements, c'est que sa vue est faible. On les lui donnera; mais qu'il les demande lui-même. Il est entouré de gens avec qui l'on ne peut causer.

Quant à M. de Bismark, qui s'étonnait que la France ne voulût point céder du territoire étant battue, il pourra dire avec M. de Beust que véritablement la France « n'est pas une nation comme une autre, qu'elle a son point d'honneur particulier. » Rien n'est plus vrai; et c'est pour cela qu'elle est la France.

Pauvre France ! Elle est encore bien gênée et bien réduite en ce moment. Cependant, si M. de Bismark croit avoir besoin d'un supplément d'Allemands, qu'il les demande à M. de Beust, et que M. de Beust les envoie. Encore que gênée et réduite, la France trouvera la place et le temps de leur faire un lieu de repos.

LXXV

2 décembre.

M. DELESCLUZE.

Qui n'a entendu parler de l'illustre feu Pedeloup, maître de pension dans le quartier Mouffetard, homme



sévère, mais juste, lequel sut incomparablement tenir ses élèves au régime des haricots, forçant les récalcitrants à conjuguer le verbe *Je me tais en silence?*

Cet insigne Pedeloup était le précurseur de M. Delescluze, maire d'un arrondissement insurgent et directeur du *Réveil*, journal insurgé. Comme Pedeloup, M. Delescluze est venu au monde pour dicter la loi et imposer silence. Fidèle à sa vocation, il s'est proclamé et s'est reconnu dictateur.

Sa mairie insurgente lui donne du tintouin, et son *Réveil* insurgé penche à s'endormir éternellement; mais sa dictature est pleine de consolations. Elle s'exerce sans obstacles; tous les jours le *Réveil* promulgue ses décrets, et personne ne dit mot.

Véritablement, le digne M. Delescluze est rare par la gravité avec laquelle il se soutient dans cette folie, d'ailleurs commune. On marche sur les dictateurs, mais personne ne l'est comme lui. Il a sa façon, qui le sort du trivial. Il décrète, il confirme ce qu'il a décrété, il s'obéirait si on voulait le laisser faire. Le bonhomme Blanqui, avec sa barbe plus argentée, n'est auprès de lui qu'un folâtre. Blanqui a ce malheureux mérite de *sociologue*, par où il rentre dans la classe des penseurs, ce qui lui ôte du sérieux. M. Delescluze, qui ne sait rien, qui ne prouve rien et semble fort ne penser rien, est bien plus dictateur. Il dicte, et voila une loi. Ainsi dictait Pedeloup, jadis immense; mais M. Delescluze est venu, et Pedeloup n'est plus qu'une figure.

Ne pouvant faire exécuter ses lois, M. Delescluze se dédommage en donnant des avis et des avertisse-



ments toujours justes et toujours sévères. Il en donne beaucoup, il en donne à tout le monde. On l'écoute, et en général l'on courbe la tête. Mais l'autre jour il est mal tombé, il a rencontré un récalcitrant. Pedeloup en sursautera dans la tombe!

Un je ne sais qui, un je ne sais quoi, un monsieur de quelque chose, sorti de quelque gentilhommière bretonne, s'était permis de médire du potentissime Duportal, préfet démocratique de Toulouse, et, qui plus est, ami du surpotentissime Delescluze.

Le dictateur n'a point d'égaux, mais il avoue des amis. Il a dicté que son ami Duportal méritait des louanges, et il a averti le gentilhomme de rentrer dans sa gentilhommière. Mais le gentilhomme s'est rebiffé, et l'on peut croire que, pour cette fois, c'est le dictateur qui conjuguera le verbe *Je me tais en silence*. Il y aura quelque tremblement de terre aux environs du tombeau de Pedeloup!

Nous reproduisons la lettre du gentilhomme comme un document très-supérieur au personnage et à l'incident qui l'ont provoquée. Certainement il n'y aurait pas beaucoup à s'occuper d'une correction reçue par le dictateur Delescluze; mais la correction ne va pas qu'à lui et elle a une valeur politique très-réelle. On y voit la vigueur du courant antiterroriste et antirévolutionnaire, et c'est sur quoi nos fiers-à-bras rouges feront très-bien de méditer. Qu'ils évitent de se mesurer avec ce courant-là! Il aurait bientôt fait de monter plus haut que les bottes de Flourens.

S'ils veulent se rappeler ce que nous leur disions avant-hier du caractère de la nouvelle garde natio



nale, ils verront que nous donnions d'exacts indices de son esprit. On entend très-ouvertement et, à notre avis, très-opportunément dans cette lettre remarquable. Écoutez bien, citoyens. C'est la France à qui désormais vous avez affaire.

Cette France accepte la République et ne veut pas de vous, et elle est particulièrement ferme sur ce dernier point. Elle ne veut pas de votre ineptie barbare, de votre arrogance, de vos brigandages.

Tenez-le-vous pour dit, roulez le chiffon rouge. Le présent carnaval est le dernier. Et ne vous obstinez pas, sinon vous serez empoignés et mis à Charenton jusqu'à guérison parfaite.

LXXVI

3 décembre.

LA *Patrie en danger* ET LE *Combat*. PETITES HISTOIRES POUR FAIRE ASSASSINER.

Voici deux de ces petites histoires à faire assassiner les gens, où excellent, sans grands frais d'esprit, les artistes de la *Patrie en danger* et du *Combat*.

Dans la *Patrie en danger*, c'est Verlet qui travaille. Je le laisse parler avec toutes ses grâces :

Oh ! les bonnes sœurs de charité !

Une pauvre femme se présente au parvis Notre-Dame. Elle demande nourriture pour le petit enfant qui crie entre ses bras.

— Êtes-vous mariée, madame ? dit la bonne sœur.

— Non, ma sœur, répond la malheureuse. Mon homme est garde mobile. On l'a envoyé aux avant-postes. Mais il a reconnu notre enfant, car il y a deux ans que je vis avec lui.

— Mourez de faim, si vous le pouvez, mais je ne vous donnerai rien, reprend la bonne sœur. Vous n'avez pas reçu le sacrement du mariage.

Et l'enfant pleurait. Il avait faim. Mais la bonne sœur de charité refusait toujours la miette de pain qui pouvait le consoler! — Henri VERLET.

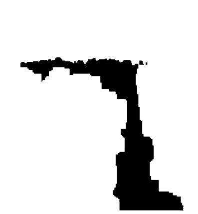
Je me suis rendu hier soir au parvis Notre-Dame afin de voir de mes yeux cette rareté probablement unique au monde : une sœur de charité capable de répondre à une femme qui l'implore pour son enfant affamé : *Mourez de faim !*

Je suis entré dans un bureau dépendant de l'Assistance publique, où un employé fort obligeant et fort au courant des choses de l'endroit et de tout le parvis m'a permis de lui lire cette honnête prose du bon Verlet. Sans prendre aucune information sur la qualité que je pouvais avoir pour l'interroger, il m'a appris :

1° Qu'il n'existe aucune maison ni bureau de sœurs de la charité sur tout le parvis.

2° Qu'il n'existe sur tout le parvis ni maison ni bureau de religieuses, chargées de distribuer des secours, soit de la part de l'administration, soit par la règle de leur institut.

Je demandai où l'on pensait que le véridique Verlet pût avoir pris au moins la pensée de sa petite machine. Il me fut répondu : « Ce n'est pas sur le parvis : il n'y a de religieuses sur le parvis que les





dames Augustines, qui desservent l'*Hôtel-Dieu*. Elles sont chargées des malades, et non des pauvres. Il en vient une ici pour faire certains pansements et distribuer des remèdes suivant l'ordre du médecin. Si elle outrepasse en quelque chose l'ordonnance, ce n'est pas pour interroger le malade sur son état civil, c'est pour lui donner quelque secours dont elle apprend ou dont elle voit qu'il a besoin. Ce n'est point son office. Ce qu'elle donne, en argent ou en bons, est à elle et nullement à l'administration. Ici l'administration ne met rien à la disposition des sœurs, sauf les objets nécessaires aux pansements et les remèdes. Il y a seulement de la soupe toujours prête pour les malades et éclopés qui attendent. Quiconque parmi eux en demande est aussitôt servi. Il faut être bête pour dire qu'une sœur a refusé de la soupe à une pauvre femme et à un enfant : et d'ailleurs elle n'en aurait pas le droit, en eût-elle la volonté. »

Voilà pour l'histoire du bon Verlet. Je m'en tiens là, et je laisse de côté ce que je pourrais ajouter sur la dignité de fille-mère dont la *Patrie en danger* semble faire assez de cas. Il est vrai que ces personnes fournissent spécialement la classe de citoyens que les révolutionnaires appellent par excellence les *Enfants de la Patrie ;* mais leur condition supérieure n'est encore que le rêve de l'avenir. En attendant qu'elle soit décrétée, il est loisible aux religieuses de leur préférer les vraies mères de famille.

Il y a pour cela des raisons que Verlet peut ignorer et peut rejeter, mais qui n'en sont pas moins

réelles et très-bonnes. Plus on étudie Verlet, plus on aperçoit qu'il est inventif, mais borné.

Passons à l'histoire du *Combat*. La voici dans le propre style de son inventeur, le citoyen Troubat (Jules).

Dans la soirée de samedi, *je garantis* le fait, les religieuses de Bon-Secours, 20, rue Notre-Dame des-Champs, ont refusé de recevoir un soldat du train moribond. Ceux qui l'apportaient ont été obligés de le déposer sur le trottoir, disant : « A qui voudra le recevoir chez soi! »

La bannière des ambulances et le mot en grosses lettres désignent pourtant suffisamment la porte de ces *bonnes* dames, *mais nous savons trop dans le VIe arrondissement que la croix blanche et rouge est une garantie pour les monuments cléricaux plus que pour les malades.* Deux catholiques, au moins, bien avérés, sont au gouvernement de la défense nationale. Ne sauraient-ils prêcher la charité chrétienne et humaine à ces établissements de bon secours, transformés en ambulances, où les voisins déclarent n'avoir vu entrer jusqu'à ce jour un seul blessé? Ils viennent d'en donner une nouvelle preuve en laissant mourir un à leur porte. — Jules TROUBAT.

Malgré la parole d'honneur si formelle du citoyen Troubat (Jules), j'ai pensé qu'il serait bon d'aller aux renseignements.

L'ambulance des sœurs de Bon-Secours est réservée aux malades (non blessés) qui lui sont envoyés du collége Stanislas avec billet. Elle compte douze lits.

Celui de nos collaborateurs qui a bien voulu se charger de vérifier le récit du citoyen Troubat a lui-même constaté, d'après le registre d'administration, que, depuis le 25, l'ambulance était au complet.





Il est vrai que, le 26, un blessé fut présenté. La sœur tourière répondit qu'il n'y avait plus de place et qu'on s'adressât à la maison voisine, où le blessé serait reçu.

La maison voisine et contiguë (n° 22) est le collége Stanislas, ambulance militaire de 100 lits, où se trouve aussi le siége de comptabilité de 19 ambulances, sous la direction d'un capitaine-adjudant.

Si les gens qui amenaient le blessé l'ont laissé sur le seuil des religieuses, au n° 20, plutôt que de prendre la peine de le porter au n° 22, il fallait qu'ils fussent ou bien las, ou bien ivres, ou animés d'un désir bien blanquiste ou pyatin de fournir un sujet de lettre au citoyen Troubat.

Et que le pauvre blessé soit mort sur le trottoir, à la porte inhumaine des sœurs, c'est difficile à croire, malgré la parole d'honneur du citoyen Troubat. Il doit en donner la preuve et chercher les porteurs, qui auraient alors quelques explications à fournir.

Certainement les intentions du citoyen Troubat sont pures, mais il est sujet à l'erreur. Non-seulement sur le fait du soldat, mais sur tout ce qui regarde les ambulances, pour une cause ou pour une autre, le citoyen Troubat a eu la vue trouble.

Je préviens le citoyen Troubat et le bon Verlet que j'ai l'intention de suivre ces deux affaires, et de voir s'ils en rendront compte avec la loyauté requise.

Voici une parole d'or de M. Blanqui. Nous la tirons du numéro de la *Patrie en danger* qui a paru *demain*, 13 frimaire an 79.

Même en temps ordinaire, on s'aperçoit bien toujours de la



bêtise humaine. Mais les grandes crises viennent découvrir des profondeurs inconnues de stupidité. Tout le monde y puise à pleines mains et dévore. On est pris de pitié à la fois et de misanthropie, à contempler les milliers d'aveugles qui s'en vont ainsi moutonnièrement à l'abîme les yeux ouverts.

Et malheur au téméraire qui essaie de barrer la route! Tout le troupeau lui passe en trombe sur le ventre pour courir à la culbute, sauf après à crier du fond du trou : « N'y a-t-il personne là-haut pour nous tirer d'ici? » Et chacun alors de répondre, en suivant son chemin : « Fallait pas y tomber, imbéciles ! »

Les lecteurs qui fréquentent la *Patrie en danger* s'écrieront : Où la vérité va-t-elle se nicher? Mais la vérité est fine et sait toujours se nicher où il faut. En quel lieu cette vérité rétrospective, actuelle et prophétique, saurait-elle apparaître plus incontestable que dans ce journal où pontifie M. Blanqui lui-même, assisté des Verlet et des Brideau, tandis que Eliacin Lafagette, « le front levé sur l'ourse idéale, » lui présente

Et l'encens et le sel?

Si M. Blanqui veut faire un chef-d'œuvre, il l'a dans la main. Qu'il intitule son journal : *Le Bon sens en danger*, et soudain tout s'y trouve à sa place, et Verlet et Brideau, et Lafagette aussi, et M. Blanqui comme les autres, et jusqu'à notre superbe ennemie, madame Louise Michel, dite parmi nous l'*amère* Michel, à cause de l'aigreur de ses propos.

La *Patrie en danger* a publié la lettre suivante, œuvre de l'une de ses Sévignés, une dame d'épée, comme on va voir :



COMITÉ RÉPUBLICAIN DE VIGILANCE DES CITOYENNES
DU XVIII° ARRONDISSEMENT.

Citoyens rédacteurs de la *Patrie en danger*,

Comme nous ne correspondons qu'avec les journaux honnêtes, l'adresse de l'*Univers* nous manque. Veuillez donc, nous vous en prions, donner une petite place à ma lettre dans la *Patrie en danger*, que M. Veuillot lit si assidûment.

Je maintiens sur une même ligne les ouvroirs religieux et les maisons de prostitution, parce que ce sont deux foyers de corruption.

Lorsque les périls de la patrie auront disparu, lorsque le temps nous appartiendra, l'*Univers* pourra s'assurer que les preuves à publier ne manquent pas.

Salut fraternel. — Louise MICHEL.

Il nous semble pourtant que cette dame s'aventure un peu et que sa candeur la met dans un mauvais pas ; car, enfin, où a-t-elle fait ses études, et par quelles expériences sérieuses une même personne a-t-elle pu réunir les documents nécessaires pour établir la similitude des deux foyers en question ? Il ne s'agit pas de rapporter ici ce qu'on a pu retenir de tel livre plus ou moins malsain. Il convient de fournir de bonnes preuves bien positives, des témoignages que personne ne puisse contester.

La difficulté paraît sérieuse.

Mais après tout, ce n'est pas pour demain, et après la guerre comme après la guerre !

Il reste donc que ces dames de la *Patrie en danger*, ayant à pleurer le danger de la patrie, se contentent, pour le moment, de maintenir « sur une même ligne les ouvroirs religieux et les maisons de prostitution. »



Il y a des choses qui nous étonnent plus que cette opinion de ces dames nécessairement incompétentes.

LXXVII

4 décembre.

LE CITOYEN FÉLIX PYAT.

Pendant la bataille, M. Pyat s'escrime contre Dieu tant qu'il peut. C'est sa manière de combattre. Il ne lui adresse pas beaucoup d'arguments, mais il le crible d'injures. Verlet et ses amis, « tous habitants de la Villette, tous républicains et tous athées, » ne feraient pas mieux. Après le certificat de bravoure qu'il a reçu de M. Rochefort, M. Pyat ne saurait mieux prouver qu'il est convaincu que Dieu n'existe pas. Il l'insulte en conséquence, et se moque, mais plus doucement, des soldats qui prient. Trochu et Ducrot l'amusent. Néanmoins il veut passer quelque chose à ces bonnes vieilles croûtes militaires. Il a résolu de « ne quereller personne *pour rien*, *c'est-à-dire pour Dieu*. »

Tel est son genre de rire. Il lâche quantité de ces gentillesses. A ouvrir le *Combat*, on se fait une idée du spectacle et des parfums dont furent réjouis ceux qui eurent la charge d'ouvrir le cercueil de Voltaire. Une certaine Gâcon, amazone civile et



femme de lettres fort débridée, racontant qu'elle recueillit le dernier soupir de l'athée Lalande (celui qui mangeait des araignées), ajoute : « Si ce dernier soupir est une âme, je dois déclarer que c'est une âme qui pue. » O Pyat! ne laissez pas la Gâcon rôder autour de votre esprit. Elle dirait des mots énormes.

Du reste, M. Pyat, n'étant pas muni

D'autant de jugement que de barbe au menton,

peut croire que Dieu s'est donné des torts envers lui. Il a sujet de penser, dans ses moments de doute, que Dieu le fit cruellement pour être sifflé. M. Pyat ne fut point heureux dans la carrière des lettres. Vapereau dit bien qu'il eut d'immenses succès au théâtre, mais il ne le fait pas croire. Un homme qui eut d'immenses succès au théâtre ne demande pas que l'on assassine les rois et que l'on émonde le genre humain. Ce sont les auteurs sifflés et nés *ad hoc* qui ont de ces mélancolies ou *biles noires*. Les gens à succès veulent se réserver des claqueurs ; les gens à sifflets veulent couper des sifflets. Ce n'est point malice naturelle, c'est plutôt esprit de justice, n'estimant jamais qu'on les ait pu siffler justement. Ils sont tous ainsi. Robespierre, Marat, Collot, cinquante autres ennemis enragés de Dieu et des hommes, tous auteurs et historiens sifflés! Il n'est rien tel que le sifflet pour déranger la cervelle littéraire. On admirera toujours César-Auguste, parce qu'ayant lu à ses courtisans une tragédie de sa façon qu'ils refusèrent d'ad-

mirer, il ne les fit pourtant point mourir. C'est la vraie grandeur d'Auguste :

Je suis maître de moi comme de l'univers.

Selon beaucoup de gens, cette grandeur dépasse la mesure humaine. Plusieurs qui ont hanté les académies et tripots de littérature, disent que la chose est impossible à moins de quelque miracle, et que certainement Auguste n'avait pas le sens poétique. autrement il eût fait étrangler ses confidents. Les sages Romains se fièrent si peu sur l'exemple d'Auguste, que tous, un peu plus tard, applaudirent avec frénésie les vers et la voix de Néron. Et ils firent bien.

Pour revenir à M. Pyat, la vérité est qu'il n'eut pas d'immenses succès au théâtre, mais qu'il eut d'immenses revers en police correctionnelle, toujours pour faits de littérature, autre indice d'une étoile malheureuse. Jules Janin d'abord le fit tourmenter par les juges; c'est Vapereau qui le dit, et cela dura six mois. Ensuite le gouvernement le rechercha fréquemment, mais ne le trouva point. Comme le fameux prince Étienne, notre ci-devant maire, il est de ceux qui ont toujours la chance d'échapper. Seulement le prince Étienne, tout en se cachant, se place. M. Pyat n'a que le génie simple de la cachette. Mais quoique simple, il l'a beau. Un jour qu'il avait mis le feu dans Paris (le feu de la sédition), il sut se garer en pleine eau, chez des blanchisseuses. C'est moins fort qu'Arago, mais c'est plus fort que Gribouille. Gribouille eût été se cacher tout bêtement dans le feu.

On reconnaît à de pareils traits un homme qui ne hait point ses sûretés, et ne se lance point sans avoir mûrement songé à la retraite. Comment donc un pareil homme se jette-t-il en tant d'affaires et s'en fait-il une si grosse avec Dieu? Quant à Dieu, puisqu'il a l'infirmité de croire qu'il n'y croit pas, tout s'explique. Mais quant à la police, il y croit au point de la fuir même avant de l'entrevoir, et il l'affronte.

Il y a ici un mystère couvert à qui ne connaît pas la violente démangeaison qu'on appelle l'amour de la gloire chez les impotents. L'impotent qui a contracté l'amour de la gloire, et l'infortuné qui a pris la gale sont condamnés à publier leur maladie. Dussent-ils en mourir, ils se grattent, et le glorieux plus que le galeux. Le glorieux n'y peut tenir. Il entend d'avance les applaudissements, il voit d'avance éclater la bombe qui va remplir le ciel de la lumière de son nom, et quelle que soit sa timidité de cœur, il se gratte héroïquement. C'est par ce moyen que Dieu, laissant au glorieux la liberté de cacher sa ridicule maladie, fille de l'orgueil, le contraint néanmoins à trahir et à réveiller le sifflet.

Dieu ne demande pas à l'*infelix* Pyat de nous dénoncer sans relâche la stérilité de sa pensée, la lourdeur de son esprit et l'infériorité grotesque de sa littérature; mais l'amour de la gloire le pousse à des saccades impérieuses, et le voilà par les rues, secouant ses castagnettes de bois blanc, jusqu'à ce que la gendarmerie importunée le fasse courir, tout blême, vers l'arche de salut, ce fameux bateau de blanchisseuses.

Sans cette terrible passion, M. Pyat ne serait point le plus fougueux des hommes. Il ne blasphémait pas avant de s'être essayé devant le sifflet, et on l'a connu patient. Un jour Proudhon, le robuste butor, embusqué derrière la tribune, le grêla de coups de poings d'avocat auxquels cette peau de rhinocéros semblait aussi peu sensible qu'aux baisers de l'aurore. On crut qu'ils se tireraient ensuite chacun au moins une pinte de sang, n'ayant ni l'un ni l'autre aucune crainte de Dieu. Mais point du tout, et M. Pyat remit l'offense. Ainsi c'est un homme doux primitivement.

O Pyat, votre fureur contre les rois ne leur a pas beaucoup nui, et ils l'ont, au contraire, fort bien exploitée contre la presse; votre fureur contre Dieu ne lui nuit pas beaucoup, et pour mon compte, plus je vous lis, plus je me sens de foi. Mais je crains que vous ne vous fassiez grand mal à vous-même et je vous avertis. Il se peut que vous ne soyez pas assez fou pour être encore un peu innocent.

Remarquez que déjà vous avez mené une vie errante et malheureuse sans rien du tout produire qui vous ait fait le moins du monde estimer. Vous cherchez à vous donner une tournure de Dante vengeur, mais M. Hugo a pris ce rôle et vous enfonce, encore qu'il n'y réussisse pas tout à fait. Vous êtes mal grimé, le laurier dantesque manque à votre casquette non moins qu'au bonnet de coton du traducteur Ratisbonne, et vos rugissements les plus sauvages laissent dominer toujours le bêlement berrichon. Vous n'êtes pas terrifiant, mon ami, vous

êtes *sciant*. Quel avantage pouvez-vous trouver à scier le peu de gens de bien qui se croient encore obligés de vous lire quelquefois?

Laissez cela. Vous voilà vieux, et Dieu, qui existe, vous écoute et se souvient.

Il se souvient, notez ce point-là. Un de ces jours il vous enverra l'appariteur. L'appariteur vous trouvera, fussiez-vous dans le bateau. Et toutes les blanchisseuses de la Seine n'auront pas assez de linge sale pour vous cacher ni assez de savon pour effacer vos écritures. Il faudra venir au juge, il faudra être interrogé sur faits et articles, il faudra répondre. Ce sera un mauvais métier éternel d'avoir tant blasphémé.

Homme ami de vos sûretés, munissez-vous de quelque jésuite qui sache vous faire répandre une larme sur tant de mauvaise encre. Un seul jésuite et une seule larme vous seront alors de plus de secours que l'admiration et le savon de dix mille blanchisseuses.

Et comme disent les jésuites : *Pensez-y bien !*

LXXVIII

5 décembre.

PROCLAMATION DU SIEUR JULES FERRY.

M. Jules Ferry, pro-préfet de la Seine, affiche un

appel verbeux à la « population » de Paris, afin qu'elle reçoive à domicile les blessés de « nos batailles républicaines » que les ambulances ne pourraient contenir.

La requête est fort juste en ce qui regarde les blessés; mais le style et la signature de M. Ferry méritent quelques observations.

La « population » dont les individualités peuvent recevoir un blessé, c'est-à-dire fournir un lit, une chambre et le service indispensable, est assez restreinte. Elle se compose des citoyens que l'on appelle riches, réacteurs, sacristains, etc., dans ces lieux fraternels où tout le monde, selon les gens de M. Blanqui, se pique d'être « républicain et athée. »

Ce sont généralement les citoyens qui, depuis l'introduction de la République, ont le plus perdu et le plus donné. Ils fournissent le service personnel comme tous les autres, ils sont au corps de garde, au rempart, au-delà du rempart et des forts, équipés à leurs frais et sans solde; ils ont contribué pour les ambulances, pour le logement des troupes, pour les canons; ils ne touchent pas leurs revenus, leur capital a baissé de moitié ou disparu en totalité; s'ils avaient des places, on les leur a prises; beaucoup peuvent grandement douter de voir jamais refleurir leur négoce et leur industrie. Menacés de ruine totale et de mort par la guerre, ils sont en outre insultés, dénoncés, menacés de pillage et du reste par leurs concitoyens. Et ils ignorent jusqu'ici ce que le gouvernement de la défense nationale a fait ou se propose de faire pour les défendre.

Ils le voient au contraire, ou par lâcheté, ou par ineptie, ou par la plus criminelle des complicités, et peut-être par ces trois raisons à la fois, pencher du côté des stupides terroristes qui font tout leur possible pour nous livrer aux trahisons de l'anarchie.

Ils ont laissé, ils laissent cette tourbe insulter tant qu'il lui plaît les lois, la pudeur, la religion, la liberté. Ils laissent avilir en leurs mains, au-delà de toute mesure, le misérable reste de pouvoir qu'ils ont dérobé dans un moment de stupeur. Après avoir tout désorganisé, ils ont laissé gâcher tout, et le plus clair profit que la France tirera de les avoir eus pour maîtres, sera quelque reste du barbouillage de leur fraternité sur les édifices qui portaient le chiffre de l'homme de Sedan.

Nous prions M. Jules Ferry, pro-préfet de la Seine, ancien député du faubourg Saint-Germain, et si fécond en affiches, de nous montrer l'affiche qu'il a faite pour protester au moins contre les abjects calomniateurs des communautés religieuses de l'arrondissement où il fut élu. Comme préfet et comme ancien député, il doit savoir ce qui se passe dans cet arrondissement et ce que la religion y fait pour notre armée. Plus ému qu'il ne convient, il va offrir un drapeau spécial et irrégulier aux soldats de Flourens, qui le reçoivent avec la botte de Flourens; mais lorsqu'il entend dire par là qu'il n'y a point de blessés dans les ambulances du faubourg Saint-Germain et que des religieuses laissent mourir des blessés sur leur porte décorée d'une croix menteuse, il ne proteste pas. M. le préfet aime mieux risquer de voir

assassiner des religieuses que de faire égratigner sa popularité.

Et quelle douceur nouvelle de nous entendre recommander les blessés de « nos batailles républicaines » par un pro-préfet dont les vertus républicaines jettent un si charmant éclat! Nos batailles républicaines! Alors, préfet, c'est donc pour vous et pour votre république à vous, pour la république des Mottu, des Bonvalet, des Clémenceau et de tous les aragouins, c'est pour la république qui fait l'apothéose de Voltaire et qui promet de bannir le Christ, c'est pour cette république-là que l'on se bat sous les murs de Paris, que tant de sang coule, que l'on souffre tant de tortures et qu'il en faudra souffrir tant d'autres qui nous sont annoncées? Et ce sont vos gens qui livrent nos batailles? Et les autres qui ne se sentent pas républicains comme vous, ou ne sont pas à la bataille ou ne sont que des mercenaires indignes d'un tel honneur, et leur sang n'est point compté? Tout ce qui est venu de Bretagne, de Vendée, de Poitou et d'ailleurs, tout ce qui s'est armé, tout ce qui s'est offert sans vous regarder et s'est dévoué en ne songeant qu'à Dieu et à la patrie, tout cela n'étant pas mort pour la république de Ferry, de Mottu et d'Arago, cela n'est pas bien mort et doit être confisqué au profit des Bellevillois ?

Écoutez, préfet, nous voulons bien que telle soit votre pensée : mais jusqu'à ce que le moment d'en disputer soit venu, gardez-la pour vous. Il ne serait pas sage aujourd'hui de la publier sur le front de bandière, car, en vérité, beaucoup désirent une

république qui ne serait point du tout dans ce goût-là. Du même droit que vous, avec une volonté égale pour le moins à la vôtre, ils ont en tête quelque chose qui n'a point votre visage ni votre éloquence ni votre bras ni vos conceptions; quelque chose dont tout ce que vous êtes et tout ce que vous faites ne donne aucune idée; quelque chose dont vous ne serez point: un ordre social nouveau, où vous entrerez couvert d'un voile d'amnistie, pour ne plus paraître que changé par la pénitence et devenu vous-même un homme nouveau.

Ne parlez donc plus, s'il vous plaît, de nos « batailles républicaines. » Encore une fois, la France n'a pris ni vos plans, ni votre épée, ni votre figure. Elle est elle-même, et elle livre des batailles françaises. Contentez-vous qu'elle vous sauve, et ne faites pas entendre qu'elle veut vous couronner. Vous recevriez un de ces démentis auxquels ne doivent pas s'exposer les préfets.

Quant aux blessés, qu'ils soient républicains ou ne le soient pas, qu'ils soient des vôtres ou des nôtres, ils sont premièrement *nos* blessés, et aucun après ce titre n'a besoin d'en fournir un second. Toute maison qui pourra s'ouvrir s'ouvrira, et à défaut de la maison, la bourse sera ouverte. Quand même votre génie l'aurait déjà vidée, il s'y trouvera encore de quoi soutenir nos blessés.

Un dernier mot, préfet : permettrez-vous aux catholiques de laisser un crucifix dans la chambre du blessé, et souffrirez-vous que le blessé rencontre chez nous, sans l'avoir appelé, le prêtre que vos amis

veulent envoyer au champ de bataille et bannir des ambulances?

LXXIX

7 décembre.

ESPÉRONS CONTRE L'ESPÉRANCE.

L'ennemi a repris Orléans. Devant cette nouvelle épreuve la population de Paris répond : Le devoir est le même. Vive la France!

Paris s'est trouvé plus fort matériellement que ne le pensait l'ennemi et qu'il ne le croyait lui-même; mais ce qui a grandi plus que la force de sa muraille, ce qui est la consolation du moment et l'espoir de l'avenir, c'est la force du cœur. Dans Paris, grâce à Dieu, il est aujourd'hui moins question du salut de Paris que du salut de la France.

Nous l'avions dit dès le commencement, que les Prussiens étaient d'habiles et prudents professeurs de guerre, mais qu'une chose manquerait à leur habileté et à leur prudence : ils n'ont pas calculé les ressources qui n'existaient point dans les arsenaux, ils n'ont pas su ce que c'est qu'un peuple guerrier. Comme ils se l'étaient proposé, ils ont brisé le bras; ils n'ont pas prévu qu'ils réveilleraient le cœur. Or, cela est fait, et ce qu'ils croyaient être la campagne n'en est que le prologue. A présent la France entre en scène avec son grand cœur réveillé et irrité.



Nous sommes à l'école. Nous apprenons un art de la guerre que nous ne savions pas ou que nous ne savions plus, et nous ne sommes point surpris de recevoir des leçons nécessaires. A mesure qu'elles se multiplient, elles nous semblent moins dures. Nous apprendrons vite, nous perfectionnerons le système. Déjà nous entrevoyons l'équilibre, le recommencement; la fin ne nous inquiète pas.

Des choses écroulées, nous en avons fait notre deuil plus aisément qu'on ne croit. Il en est que la guerre laissera debout et que nous renverserons nous-mêmes ou que nous laisserons tomber. La Prusse se proposait une conquête. Son entreprise sera moins vulgaire. Elle détermine une révolution qu'aucun autre moyen ne pouvait aussi solidement introduire; une révolution qui la surprendra et dont les frais seront plus grands pour elle que pour nous. Si elle veut que nous lui disions quelle est cette révolution qui s'opère par sa main, elle refait la France.

Refaire la France, c'est défaire beaucoup de choses. La Prusse d'abord, l'empire d'Allemagne ensuite sont au premier rang de ces choses qui seront défaites, mais à jamais.

Que Dieu soit béni de nos revers; qu'il soit béni de la suite qu'il a donnée à ces fautes que nous avons accumulées comme à dessein de périr! Quand nous faisions ce qu'il faut pour périr, sous la main et la conduite de la Providence divine nous renaissions. Il nous fallait ces échecs, ces revers, ces hontes, ces folies, ces écrasements terribles; il fallait que toutes nos plaies nous fussent étalées et que tout ce fer en-



levât toute cette gangrène. Tout a bien tourné. Sedan a été bon en exaltant l'orgueil de l'ennemi quand nous voulions traiter; la misérable révolution de septembre a été bonne quand, au rebours de ses plans, elle nous a engagés dans cette résistance qui lui semblait impossible; l'ignoble tentative du 31 octobre a été bonne en nous montrant la facilité d'écarter d'un coup de crosse ces débris de 93, qui livreraient tout pour se soûler trois jours.

Nous connaissons maintenant à fond le démocrate et le démagogue. Nous connaissons la nullité des uns et des autres; nous avons vu la tête vide, le corps débile, les pieds de fange, le rien de tout, et ce hideux fantôme qui nous cachait l'avenir se dissipe en nuage et en pourriture. Nous saurons purger l'atmosphère et le pavé, ouvrir enfin le chemin longtemps impraticable. A présent l'on peut croire à la république de tout le monde; son peuple est déjà formé. Un peuple qui fera ses lois et qui gardera ses lois, un peuple patricien, tout entier citoyen et tout entier soldat! Il se lève, il grandit, il est mûr; il se multiplie comme le blé sous le fléau. Le Dieu de la France est grand et miséricordieux, sa tendresse s'obstine à mettre le breuvage salutaire dans la coupe du châtiment!

C'est ce peuple qu'il faut vaincre, et l'Allemagne n'a pas fini. Bientôt elle saura ce que valent ses soldats, ses professeurs, ses diplomates et ses autres grands hommes. Que Paris, à la dernière extrémité, ouvre ses portes, il n'y aura rien de fait. La France ne traitera pas pour cela. Le vainqueur aura Paris à

piller et à nourrir. Il faudra garder Paris, nourrir Paris et continuer la guerre.

Il fut un temps, et c'était hier, où Paris se laissait flatter du beau titre de capitale de l'Europe, vu le nombre et l'éclat croissant des lumières, des plaisirs et des prostitutions qu'il offrait au monde. M. Hugo faisait ce pronostic à l'époque de la grande exposition. Mais d'autres devins l'ont emporté, et ce Paris-là n'est plus. Paris, d'accord avec la France, préfère d'être une ruine et que la France demeure.

Croyons à nos destins. Ils n'étaient pas de nous corrompre pour toujours, afin de corrompre toujours le monde. Dieu a d'autres projets, et nous prendrons de bon cœur une autre voie. Ce qui se passe aujourd'hui n'est point pour rétablir César sur le genre humain trempé depuis dix-huit siècles du sang de Jésus-Christ.

Nous avons l'Eucharistie; nous avons Marie, reine du peuple franc. De stupides blasphémateurs ne nous enlèveront pas cette force; Dieu ne nous attache pas à la croix pour nous faire apostasier. Quoi qu'il arrive, et je l'oserais dire même malgré nous, dans quelques années la France sera la tête du monde catholique, et la marche du genre humain se dirigera vers un autre pôle pour rétablir au monde la vérité et la liberté.

S'il n'en devait pas être ainsi, pourquoi céder encore, pourquoi désirer une ignoble paix? Désirons plutôt de mourir et d'aller chercher dans le sein de Dieu la réalité de ces biens dont la terre n'aurait plus l'ombre ni l'attente. Mais non; et la France dé-

livrée de ses souillures, rétablie dans ses vertus, ressaisira l'honneur de sa mission, vengeresse et protectrice de la vérité.

Jam nova progenies cœlo dimittitur alto...
Occidet et serpens, et fallax herba veneni
Occidet ..

LXXX

7 décembre.

VERLET ET TROUBAT.

Le citoyen Verlet, dans la *Patrie en danger*, et le citoyen Troubat (Jules), dans le *Combat*, ont affirmé sur leur honneur, l'un qu'une sœur de charité avait dit à une pauvre femme : *Mourez de faim ;* l'autre que les sœurs de Bon-Secours avaient laissé mourir à leur po rte un soldat blessé. L'*Univers* a reproduit intégralement le texte de ces petites histoires à faire assassiner les gens. Nous avons ensuite prouvé très-clairement que le citoyen Verlet mentait, et que le citoyen Troubat voyait double.

Nous avons ajouté que nous suivrions l'affaire. Voici la suite.

Selon le Verlet, puisqu'il y a au parvis Notre-Dame des religieuses Augustines chargées de distribuer de la soupe aux malades, son erreur se borne donc à ceci « que les religieuses Augustines ne sont

pas des sœurs de charité... » et, par conséquent, il n'a pas inventé l'histoire !

Ainsi, parce que les employés d'un certain bureau du parvis Notre-Dame donnent de la soupe à tout éclopé qui en demande, pendant qu'une religieuse Augustine, qui n'a point à se mêler de soupe, fait des pansements, cela prouve au gré de Verlet qu'une sœur de charité a dit à une fille-mère : Vous n'êtes point mariée, mourez de faim !

Du reste, ce Verlet se répand en injures d'une fétidité presque étonnante. M. Blanqui, écrivain propret, doit en être incommodé.

Le Troubat file à son tour, en *affirmant* que le fait « est vrai. » Seulement, il avait dit : 1° que les sœurs de Bon-Secours avaient refusé sans explication de recevoir le blessé moribond ; 2° que le blessé avait été laissé sur le seuil ; 3° qu'il y était mort. Il dit aujourd'hui : 1° que le fait s'est passé le 19 et non le 25 (date donnée par lui, preuve qu'il rendait témoignage de ce qu'il n'avait pas vu) ; 2° « que la *bonne* religieuse affectait de balayer devant sa porte pendant l'esclandre soulevé dans le voisinage (preuve que l'esclandre inquiétait peu la religieuse) ; » 3° que « l'ambulance du collége Stanislas (la porte à côté) a recueilli le malade (blessé) pour faire cesser le bruit (et aussi parce qu'il appartenait à cette ambulance, celle des sœurs étant réservée aux malades non blessés) ; 4° qu'il « n'a pas poussé plus loin l'enquête (preuve qu'il ignore absolument si le malade est mort par suite de la cruauté des sœurs, comme il l'avait garanti, foi de Troubat !). »

En résumé, le 19 novembre au soir, des gens chargés de transporter un blessé à l'ambulance Stanislas, s'étant peut-être rafraîchis en route, comme ils y sont sujets, l'ont porté à côté, chez les sœurs. La tourière leur a expliqué leur méprise; ils n'ont pas pu ou n'ont pas voulu comprendre, ils ont peut-être insulté la sœur qui, au lieu d'appeler la police, a continué de balayer son seuil; et quelques jours après, le vigilant Troubat, ayant appris cet événement d'importance, s'est hâté d'écrire au *Combat* qu'un soldat blessé était mort par la cruauté des « *bonnes* sœurs. » Voilà comment le fait est vrai, foi de Troubat!

Le Troubat profite de l'occasion pour rappeler qu'il a été employé de Sainte-Beuve. Pauvre Sainte-Beuve, il était pourtant bien intelligent! Si Troubat siégeait au fameux dîner du Vendredi-Saint, à côté du prince Napoléon, le pauvre Sainte-Beuve se trouvait là dans une compagnie bien flatteuse sous le rapport de la politique et de la littérature! Mais nous croirions plutôt que Troubat se tenait dans la pièce voisine, poste équivalent au style dont il est doué.

Il produit une note inédite trouvée, dit-il, dans les papiers de Sainte-Beuve. Oui, mais où se trouvait ce papier? Ce qui étonne, c'est la tournure toute *troubaturée :* « On ne réfute pas, dit-il, un écrivain (M. Louis Veuillot) *aussi* voué *à l'avance*, *au* mépris *de l'avenir*. » Voilà Louis Veuillot bien malade. Et quelle force ce coup reçoit du couvre-seing de Troubat!

Mais encore cela ne démontre pas que le soldat blessé soit mort par l'inhumanité des sœurs, selon la

parole d'honneur de Troubat Jules, employé de Sainte-Beuve (aux épluchures).

Pourquoi Verlet, pourquoi Troubat ont-ils cette rage méchante contre les sœurs? Qui les porte à diffamer ainsi ces femmes environnées partout d'un si grand et si légitime respect? Et pourquoi sont-ils si sots que d'inventer ces plates histoires, dans lesquelles ils se prennent eux-mêmes, sans que leurs pirouettes de culs-de-jatte les en puissent jamais tirer?

Ils n'ont pas même l'air de s'apercevoir, les pauvres diables, qu'en essayant de tenir bon contre toute évidence, ils confessent l'iniquité et l'ignominie de leurs inventions. Ils devraient avoir au moins l'esprit de se taire, puisque par le défaut des lois et des juges ou par le dédain des victimes ils échappent à la contrainte du démenti. Mais non; ils viennent d'eux-mêmes se faire justiciers. Cédant à qui les prend au collet et les traîne au jour, ils protestent qu'ils n'ont pas inventé le mensonge palpable que l'on saisit sur leurs lèvres. Donc, tout en le maintenant, vous le reniez, vous en rougissez et vous le confessez ignoble! Allez maintenant, vous êtes méchants, mais vous êtes sots, et l'on a de vous ce que l'on voulait. Vomissez votre reste.

Pour conclure, il résulte de ceci que le citoyen Verlet a le défaut de mentir, et le citoyen Troubat le défaut de ne pas dire la vérité. Il en résulte aussi que ces défauts, très-périlleux pour la sécurité des honnêtes gens, sont sans doute très-nécessaires aux conceptions de M. Blanqui, le grand *sociologue*, et de M. Pyat, le grand vainqueur de Dieu.

C'est ce qui explique un peu pourquoi le grand *sociologue* est habituellement séquestré, et pourquoi le grand vainqueur de Dieu finit habituellement ses campagnes par être un petit vaincu de police correctionnelle.

Nous continuerons de vérifier les historiettes de la *Patrie en danger* et du *Combat*, en attendant la fin de la sauvagerie actuelle, état de grande et très-honteuse dégradation. Quand viendra-t-il, le temps où l'ennemi ne sera plus aux portes, ni dans la ville, où les chiens enragés ne courront plus les rues, et où ce seront les magistrats que l'on verra démuselés !

LXXXI

8 décembre.

L'ARCHEVÊQUE DE POSEN A VERSAILLES.

Par certains côtés, le *Journal des Débats* est véritablement admirable. Jamais on ne lui reprochera de s'entêter outre mesure, de ne savoir pas se relâcher à propos dans ses amitiés, dans ses haines, et même dans ses principes. Selon les temps : Vive le roi, vive la ligue ! Mais avec cela ce sage a des constances dignes de M. Blanqui, des cris de tous les temps ; et le voici qui part contre l'infaillibilité doctrinale et contre la souveraineté temporelle du Pape, comme

aux beaux jours de Louis-Philippe et de Napoléon III.

C'est la démarche de l'éminent archevêque de Posen auprès du roi de Prusse qui lui fait pousser ce cri de guerre contre la Papauté, si opportun en plein siége de Paris. M. Adolphe Viollet-le-Duc saisit l'occasion pour agiter la bannière gallicane qui parut en dernier lieu aux mains de MM. Daru, Ollivier, Augustin Cochin, Loyson et autres politiques de grande gloire, secondés par les brillants rédacteurs de notre ami le petit *Français*.

Le *Journal des Débats*, quoique anciennement grave, a ses excentricités comme les autres. Il est mêlé d'ingrédients *charivariques*. Mais nous n'aurions pas aisément pensé qu'il regardât la défection du drapeau français à Rome comme la dernière victoire de la France impériale, et la prise de Rome par les Piémontais, qui sont les Prussiens de l'Italie, comme la première victoire de la France républicaine.

Ainsi en juge manifestement M. Viollet-le-Duc. Mgr Ledochowski, archevêque de Posen, très-grand personnage religieux et politique, n'étant pas forcé de partager les vues du *Journal des Débats*, ayant même une tout autre manière de voir, a suivi une autre voie. M. Viollet-le-Duc et le *Journal des Débats* ne nous semblent pas le blâmer à bon droit. Il y a lieu de croire qu'un évêque catholique, grand seigneur polonais, sait réfléchir sur les intérêts de son Église et de sa patrie, et s'y entend mieux que les doctes du *Journal des Débats*.

Considérant 1° que Rome est un bien commun et indivis de toute la famille catholique en quelque lieu qu'elle soit répandue, un bien insaisissable, inaliénable, sacré, confié à l'administration du Père pour garantir son indépendance spirituelle, laquelle garantit celle de ses enfants ;

Considérant : 2° que Rome et son État constituent en outre une nation vivante, qu'aucune autre nation n'a le droit de violer ni d'asservir, encore qu'elle soit petite et désarmée, et qu'il importe d'empêcher ce crime détestable entre tous, même à une époque où il faut en subir de si grands :

L'archevêque de Posen, de son droit et de son devoir d'évêque, de son droit et de son devoir de catholique, de son droit et de son devoir d'homme et de citoyen, s'est donné la peine de venir à Versailles auprès du roi de Prusse dont il est le sujet. En son nom, au nom de sa patrie polonaise, au nom de ses concitoyens catholiques de tout le royaume de Prusse, il a prié le roi Frédéric-Guillaume de protéger le droit du Pape, c'est-à-dire le droit de tous les catholiques présentement assujettis à la domination prussienne.

Le *Journal des Débats* oublie de nous dire pourquoi l'archevêque de Posen, dont la démarche lui déplaît, aurait dû ne rien faire en faveur du droit du Pape, de son propre droit à lui-même et du droit de sa nation, par la raison que le roi de Prusse est à Versailles en guerre avec la France ? Que doit Mgr Ledochowski à la France, laquelle d'ailleurs ne guerroie officiellement ni pour ni contre le Pape, et même, si

l'on en croit le *Journal des Débats*, ne se soucie aucunement de son droit ni de sa foi? Que doit l'archevêque de Posen à la France, ou comme catholique, ou comme Polonais?

Comme catholique, il peut croire que la France est sur la pente de l'apostasie, et officiellement l'apostasie est déclarée depuis le 6 août. Comme Polonais, il n'a reçu aucune parole de la France depuis ce fameux mot des premiers jours de Louis-Philippe: *L'ordre règne dans Varsovie.* Avant d'abandonner Rome, la France avait dès longtemps abandonné la Pologne, par un même principe de trahison envers la civilisation catholique. En cela, et en beaucoup d'autres choses, Napoléon n'a été que la suite identique et la conclusion logique de Louis-Philippe. Hélas! la Pologne et tous les faibles, et tous les trahis, et tous les vaincus du monde n'auraient que trop sujet de ne pas aimer la France; et la rupture serait éternelle si le cœur des peuples n'était plus intelligent et plus haut que la fourbe et la lâcheté des diplomaties.

L'archevêque aurait-il dû s'interdire de porter sa requête au roi, parce que ce prince est Allemand et lui Polonais, parce qu'il est protestant et lui catholique? Alors donc, nous ne devrions rien faire pour Rome, nous, parce que le gouvernement qui nous a conquis le 4 septembre est pour le moins nihiliste; et nous ne devrions pas non plus plaider, parce que le juif Crémieux, qui n'est pas plus de notre nation (c'est son aveu) que de notre religion, gouverne la justice; et le vaillant curé de Sainte-Marguerite de-

vrait s'interdire d'aller jamais à sa mairie pour aucune affaire, parce qu'il y rencontrerait à titre de puissance le petit juif Mottu ?

Il faut accorder à l'archevêque de Posen le droit et le devoir de s'aboucher avec son souverain, même à Versailles, lorsqu'il y a urgence. Si nous avions su nous mieux conduire avec la Pologne du temps de Louis-Philippe et du temps de Napoléon, peut-être que le roi de Prusse ne serait pas à Versailles. Et parce que le roi de Prusse est à Versailles, ce n'est pas une raison pour que le duché de Posen et le pays rhénan cessent d'être catholiques.

Cela étant, nous demandons comment l'archevêque pouvait mieux faire et pouvait autrement faire ? Sujet prussien, où pouvait-il chercher secours pour le droit du Pape ? En France, auprès de M. Jules Favre, ou du vieux petit juif Crémieux, ou de l'éloquent Gambetta ? En Russie, auprès de ce bourreau qui arrache de son lambeau de Pologne la dernière goutte de sang pour en arracher le dernier reste de foi catholique ? En Autriche, devers le fin M. de Beust ? Tout cela se vaut et vous vaut, et catholiquement ne vaut rien, et ce serait la même chose de s'adresser à Victor-Emmanuel en personne. Il est bien probable, à vrai dire, que la Prusse ne vaut pas mieux ; mais elle est plus forte et pourrait être moins inintelligente. L'archevêque a fait son devoir.

Ce qui paraît choquer M. Viollet-le-Duc, c'est que Mgr Ledochowski « a célébré la puissance du roi. » Pour le moment, il faut avouer qu'il y a de quoi. L'archevêque sollicitant son souverain n'était pas

tenu de manquer à ses habitudes, qui sont celles d'un prélat fort doux et d'un grand seigneur très-poli. M. Viollet-le-Duc serait sans doute plus âpre, mais il faut laisser à chacun son genre. Ces paroles courtoises n'ajoutant pas un canon à l'artillerie prussienne (pas plus que d'âpres paroles n'en ôteraient un), les gens d'esprit du *Journal des Débats* ne devraient pas prendre garde à si peu. De telles remarques ne servent qu'à irriter les inutiles courages de Belleville; vain profit.

L'on doit, au *Journal des Débats*, savoir que les compliments et la puissance sont des choses qui vont et viennent. L'archevêque de Posen n'a pas fait au roi de Prusse un compliment aussi réellement flatteur en lui demandant justice, que, par exemple, M. Favre, sous-chef du gouvernement français, en lui demandant la paix. Hélas! voilà une flatterie. Et lorsque le *Journal des Débats* aussi, après M. Jules Favre, et plus haut, il y a quelques semaines, demandait avec instance et persévérance la paix, s'il avait été alors admis à l'audience de Versailles, est-ce qu'il aurait débuté par des injures?

L'illustre archevêque de Posen, prélat infaillibiliste, comme le dit avec raison le *Journal des Débats*, et très-ferme dans cette doctrine, malgré les désirs de son gouvernement despotique et hérétique, a fait voir au roi de Prusse le visage d'un prêtre qui ne laisse pas les pouvoirs humains régler sa conscience, et qui n'a pas besoin d'une autre force que celle de sa conscience, pour remplir son devoir envers lui-même, envers les hommes et envers Dieu.

En revendiquant le droit souverain du pape infaillible, il a fait comprendre à l'homme en ce moment le plus puissant et le plus redouté du monde qu'il y a pourtant un droit qui demeure contre la force, et un juge des armées et des rois victorieux, et des croyances que l'artillerie n'écrase pas et qui, en apparence vaincues, vont prendre possession dans l'avenir, d'où elles écraseront toute artillerie. Peu de cabinets diplomatiques et peu de cabinets de rédaction contiennent les hommes qu'il faut pour dire au roi de Prusse ces choses-là.

Et si M. Viollet-le-Duc croit le contraire, c'est qu'il a le bonheur de vivre à l'écart des diplomates, et des journaux, et du monde; mais son illusion ne prouve rien.

LXXXII

9 décembre.

DISSOLUTION DES TIRAILLEURS DE BELLEVILLE. — SUPPRESSION DU JOURNAL DE BLANQUI. — CE QU'IL Y A AU FOND DU SAC DÉMAGOGIQUE.

La dissolution précipitée de ces fameux tirailleurs de Flourens, pour cause d'indélicatesse militaire et civile, va bien avec l'extinction de la *Patrie* blanquiste. Mêmes gens, même œuvre, même fin : l'étouffement dans la boue. C'est le supplice que leurs

chefs demandaient pour l'Église catholique, suivant une formule de M. Edgar Quinet, lequel, nous l'espérons, n'y tient plus tant; et s'il y tient toujours, il peut entrevoir comment cela finira. La seule différence est que ces misérables sectaires offraient leurs mains pour « étouffer le catholicisme dans la boue, » tandis que l'Église et la société les laissent fort tranquillement s'encrotter eux-mêmes.

Voilà ce que représentait chez nous le tapage d'impiété tyrannique des dernières années. Tel est à Paris, avec les appoints de Lyon et de Marseille, ce nombreux et terrible peuple révolutionnaire à qui l'on a tant sacrifié en France et dans le monde! On peut le tâter partout, on le trouvera partout semblable. Il y a quarante ans qu'un poëte a appelé cela la *grande populace et la grande canaille*, et nous y croyons depuis ce temps-là. Canaille, oui, nul moyen d'en douter. Mais saint ou grand, qu'on en juge!

Assurément l'illustre bataillon de Belleville et les appoints de Lyon et de Marseille, en y ajoutant les malandrins européens de Garibaldi, ne fournissent pas tout; mais que l'on décuple la somme apparente, le grand total fournira encore peu de chose, et voilà ce que c'est. Ça n'est pas fait pour se battre, ça ne veut pas se battre, ça ne se bat pas; — c'est battu.

« Nous sommes tous républicains et athées, » disait l'autre jour un de ces drôles. Il avait bien raison, et il disait plus qu'il ne croyait dire. L'espèce humaine sans Dieu est une bête féroce, effectivement; mais elle est surtout une bête lâche. Cette portion de Belleville était la fleur du troupeau choisi.

Ce qu'il y a de mieux dans le genre humain régénéré par l'athéisme devait se distinguer en matière de lâcheté par quelque phénomène : elle n'y a pas manqué, et elle a fait sa démonstration devant l'ennemi.

Nous sommes convaincus, pour notre part, que c'est la même chose ailleurs. La Prusse, qui nourrit de bruyants démagogues, a ses raisons pour n'en pas paraître très-alarmée. En quelques coups de mitraille, suivis d'une décharge plus longue de coups de bâton, elle assouplira ce monstre, qui prendra le joug. Plaise à Dieu de donner la victoire à la France, car autrement l'espérance et la figure même de la liberté disparaîtra pour longtemps de ce monde athée, et le genre humain se reconstituera dans l'esclavage. Le volcan d'indépendance allumé par Luther se montrera alors pour ce qu'il est : une friponnerie contre toute liberté et toute dignité de l'homme. La bête lâche se vautrera aux pieds de son César; elle le craindra, l'assassinera et l'adorera.

Dans la réalité, la démagogie n'a point de peuple. Elle n'a que des chefs. Ce n'est pas une société, c'est une bande. Ils forment un mince filet sous lequel n'existent que des dupes en petit nombre et un ramas de cette matière sale et brutale, devenue plus animale qu'humaine, qui demande des spectacles et du pain. La main qui tient le filet, c'est la main de César. Conspirateurs entre eux, ils conspirent aussi les uns contre les autres. On s'entrevole pour le compte de César, et on se vole entre Césars comme dans le bataillon modèle entre frères. Au fond, c'est

toujours la tyrannie qui se fabrique, et les artisans, incapables de faire autre chose, finissent par devenir prêtres de ce César qu'ils ont fabriqué, quelques-uns sans l'avoir voulu. Regardez, puisque nous les avons sous les yeux. Un Arago, un Mottu, un Ferry, un Simon, même un Gambetta, et à peu d'exceptions près, tous, que voulez-vous qu'ils fassent, sinon un maître?

Quelle autre conception peuvent-ils former? Qui est avec eux et leur veut prêter la main pour faire autre chose? Qu'ont-ils à donner au monde? Et dans leurs bureaux, dans leurs trous d'avocats, dans leurs forums où ne pénètre rien du fond de l'âme humaine et de la véritable vie des peuples, encrassés de mille systèmes ineptes ou fous, livrés aux furies de l'ambition personnelle, que savent-ils des besoins du monde? Ils vivent au gaz et sur le pavé, dans le factice, depuis la sortie du berceau jusqu'au bord de la tombe. Il y a deux choses qu'ils n'ont jamais vues : l'une est la voûte du ciel, l'autre est l'herbe des champs; et il y a deux êtres qu'ils ignorent : le premier est le vrai Dieu, et le second est l'homme vrai.

Mais la miséricorde divine déchire le vil filet de la conspiration athée qui nous donnerait le dieu César, l'infâme et bête dieu de chair. Le vrai Dieu vient au secours de l'homme vrai. Il dissout la nature factice, il réveille la vraie nature. L'Apôtre envoyait un disciple dans les Gaules, et lui disait : « Va par là; tu trouveras un peuple substantiel, un peuple de grand sens et de grand cœur qui embrassera la vérité. » C'est ce peuple substantiel qui va reparaître dans le

monde, et la vieille erreur antichrétienne a fait son temps.

Il y a des signes partout. Il y a un noble étonnement d'être tombé si bas, un désir généreux de remonter à l'antique hauteur. Nous ne voulons pas périr, nous ne voulons pas que l'honneur et la liberté du genre humain périssent par nous. On voit de beaux mépris de la vie et de la fortune, un élan de gloire, un essor de bon sens et d'espérance; on sent grandir une résolution d'écarter enfin les faquins qui tendraient à perpétuer des divisions dont la famille française est indignée et outrée. Tous nos vieux noms sont sous les drapeaux dans l'honneur de leur histoire et dans l'égalité de ce sang français qui veut ne plus être qu'un universel patriciat. Il se dit des choses qui jettent une lumière, qui exhalent un parfum d'honneur.

Nous mentionnerons comme une véritable beauté de notre histoire présente la parole de ce chef du bataillon de Belleville, qui a demandé lui-même, et dans un si noble langage, la dissolution du corps indigne qu'il commandait. Cet ancien sous-officier sollicitant de redevenir simple soldat pour se « purifier » d'avoir vécu dans une troupe si misérable, appartient à la belle race des vrais soldats (1).

Voilà un citoyen et un républicain! A côté de lui

(1) Hélas! le pauvre diable, dont je suis content d'avoir oublié le nom, s'est repenti de son bon mouvement et il a, quelques jours après, misérablement expliqué, c'est-à-dire retiré la lettre.

nous mettons, pour ne citer qu'un exemple, huit hommes d'une seule vieille maison de France, tous sous les armes : les huit Gontaut-Biron, fils des deux frères. La *bande à Blanqui* n'aurait pas trouvé ce sang de Gontaut assez pur; la France le salue avec un sentiment de joyeuse fierté. Elle salue Grancey et Dampierre, et tant d'autres d'ancienne ou nouvelle origine, tombés dans leur sang. Les vieux recommencent, aucun ne finit. Et les Frères des Écoles, naguère poursuivis de tant d'injures, sont là aussi, honorés et acclamés de leurs anciens adversaires, et nos prêtres aussi, et nos religieuses. Toute la France bat d'un seul cœur.

La France existe : Dieu lui a rendu son cœur — et elle recommence !

LXXXII

10 décembre.

RAPPORT A L'EMPEREUR PAR M. ROLLAND.

Le gouvernement autorise la publication dans le *Journal officiel* de quelques fragments d'un rapport sur certain papier des Tuileries concernant les affaires ecclésiastiques. Ces fragments sont curieux, mais insuffisants, et il se peut que l'auteur inconnu du rapport, M. Louis-Auguste Martin, n'ait pas lui-même très-bien connu le fond et l'intérêt des affaires traitées dans les papiers sur lesquels il rapporte.

Sans vouloir juger un travail dont une si faible partie est communiquée au public, il convient, ici surtout, de rappeler que toute cette commission des papiers *trouvés* est fort suspecte, et quant à la compétence et quant à l'impartialité. On appréhende fort que pour un certain ordre de documents à la fois politiques et personnels, par des suppressions et des omissions diversement motivées, la commission des papiers trouvés se soit transformée en commission des papiers perdus. Ses travaux sans contrôle, précipités et troublés par les circonstances, n'offrent aucune garantie aux particuliers ni à l'histoire. On dit que les pièces sont conservées, tant mieux. Il est à souhaiter que l'on conserve aussi l'inventaire en bonne forme qui en a dû être fait avant qu'elles fussent distribuées entre les examinateurs.

Nous n'avons pas l'honneur de connaître M. Louis-Auguste Martin. Il était jusqu'à présent invisible dans la grande foule des Martin qui s'exercent aux choses littéraires. Nous le croyons bien volontiers incapable d'un abus. Il nous pardonnera d'attendre, avant de le croire incapable de méprise, d'ignorance et de cette malveillance irréfléchie qui prend sa source dans le défaut d'étude ou dans le préjugé.

Nous faisons cette remarque, surtout en faveur d'un adversaire nommé dans les fragments qu'on va lire. Ce qui est cité d'une lettre de Mgr Lecourtier, évêque de Montpellier, doit avoir dans la lettre même quelque contre-poids qui n'est point reproduit.

Du reste, sauf ce passage, dont nous sommes peut-être plus affligés que surpris, le peu que nous appre-

nons par les fragments du rapport de M. Martin nous remplit de joie. Nous y reconnaissons le langage des évêques.

Les paroles empruntées des lettres de Mgr Bravard, évêque de Coutances, et de Mgr Dours, évêque de Soissons, seront remarquées. Ces deux prélats appartiennent, ou plutôt appartenaient à l'opinion gallicane, et durant tout le Concile on les a vus des plus persévérants dans l'opposition. Ils tiennent l'un et l'autre un langage excellent. Ce fait montre le peu que pouvaient ces forts ministres césariens, les Baroche et les Rouland, qui se vantaient de régir les évêques. Sauf peut-être quelques chefs, et encore! on peut dire des gallicans ce que nous disions hier des révolutionnaires déterminés : Il n'y en a point. Un pas se présente qu'aucun ne veut franchir.

Quelqu'un que l'on reconnaît bien aussi dans ce rapport, et dont le langage n'apprendra rien à personne, c'est M. Rouland, raisonnant de l'attitude des évêques à propos de la politique italienne.

En quelques paragraphes, M. Rouland a condensé tout son ridicule personnage. Voilà donc les rapports que recevait ce pauvre sot d'empereur! Mais en cela il était coupable, parce qu'il connaissait l'homme. On n'a pas le droit d'être empereur quand on n'est pas de taille à juger M. Rouland. Et si étant de taille à juger M. Rouland, on l'emploie néanmoins, et dans un si grand poste, alors c'est que l'on veut mal finir; et à force de Roulands partout, l'on finit mal.

Plus l'on réfléchira sur l'empire de Napoléon III, plus l'on s'étonnera qu'il ait tant duré. C'est la véri-



table humiliation de la France. Pour faire tenir ce néant, il a fallu la rencontre et la combinaison de néants la plus rare qui se soit vue en aucun pays.

Et ce qui est atroce, le comique n'y manque pas! M. Rouland, laissant parler sa grande âme indignée, s'élève contre le « mouvement ultramontain, » et déclare à son auguste sire que « la France » a réagi « contre toutes ces colères fulminées au nom de Dieu pour des préoccupations de territoire et d'argent! »

Nous l'avons vu une fois ou deux en ces jours-là, le digne homme. Étant ministre de l'instruction publique et des cultes, il se considérait comme le véritable cocher du véritable char de l'État; car il avait à contenir et à faire marcher d'accord, disait-il, « ces trois chevaux fougueux, la philosophie, le protestantisme et le catholicisme... Mais!... » Et sous son toquet de velours, avançant sa main sèche et pinçant ses lèvres d'abricot, il prenait la pose d'un fier homme qui tient trois chevaux fougueux.

Pieux d'ailleurs. Il disait : « — Je veux de la religion ; et quand j'assiste le dimanche à la messe de mon village, au moment de l'élévation, moi, ministre de l'Empereur, je m'incline... quoique la messe soit dite par un simple prêtre! ! »

Cela, nous l'avons entendu.

Hélas! que c'était drôle, cet Empire!

LXXXIII

11 décembre.

LES GREDINS.

Le général Trochu a dit un grand mot et nommé une grande chose lorsque, dans une proclamation, il a parlé de ces espèces qui pèsent sur la misérable humanité moderne, de ces *gredins* dont il faudrait enfin terminer le règne.

Je crois que ce jour-là le siècle dix-neuvième a enfin reçu son nom historique. Il a été scélérat et sanguinaire, il a été lâche, il a été hypocrite, bavard, charlatan : tout s'est mêlé, tout s'est éteint, tout est resté dans cette pâte grise et bête de la gredinerie. Le siècle est *gredin*.

Qui composera, qui chantera la *Marseillaise* de l'anti-gredinerie? Qui sera le Tyrtée de la conscience humaine insurgée contre les gredins? Qui secouera dans le monde entier les dernières étincelles du vieil honneur et les emportera d'un souffle assez véhément pour qu'enfin le feu prenne partout?

A bas les gredins, nous n'en voulons plus, qu'ils disparaissent! Que la gredinerie ne porte plus le sceptre ni l'épée; qu'elle n'ait plus voix au conseil; qu'elle soit balayée et d'en haut et d'en bas, et

même du ruisseau; qu'elle soit râclée même de l'égout!

Qu'elle n'apporte plus ses abominables suggestions, qu'elle n'ose plus ses ignobles crimes, qu'elle ne répande plus son infecte haleine, qu'elle ne montre plus son visage réprouvé! Il y a cent ans qu'elle empoisonne le sang des peuples. Lâchons sur elle l'inexorable justice. Que la justice nous fasse enfin revoir le beau visage de l'honneur!

Que l'honneur se montre, commande et soit victorieux! Que ce soit comme un beau matin, un matin de renouveau, clair, âpre et salubre! Depuis assez longtemps nous vivons, nous genre humain, dans les terreurs, dans les trahisons et dans les infections de la nuit. Nous demandons le jour.

Voilà cent ans qu'il n'y a de place sur la terre que pour les gredins. Ou il faut être gredin comme eux, c'est-à-dire beaucoup, et tout faire avec eux et par eux, ou il faut l'être un peu, et tout faire pour eux.

Voilà cent ans qu'il n'est pas permis d'être juste, et ils ont décrété qu'on ne le serait pas ou qu'on ne serait rien, sinon leur serf et leur victime.

On travaillera, on se privera, on souffrira pour être régi par les gredins; on versera de la sueur pour leur payer tribut, on versera du sang pour leur payer un tribut plus lourd.

Et l'on sera bafoué, humilié, opprimé, déshonoré. On passera du tigre au renard, du scélérat à l'escroc, du menteur au faussaire, du méchant à la brute; on finira par subir les lois qu'ils feront pour tarir jus-



qu'aux sources de l'honneur et de la probité. Ainsi l'on périra corps et âme.

Sauve-toi, race humaine, c'en est assez! Invoque la justice et qu'elle te délivre! Et toi, France, qui t'es la première laissé mettre les menottes, sois la première à les briser!

Quand ta baïonnette aura percé le buffle allemand, qui compte sur la gredinerie pour dorer ses cornes et épaissir sa litière, alors travaille de la crosse ou du fouet contre la gredinerie. Proclame que tu ne veux plus de gredinerie nulle part, que tu t'es levée pour faire justice du gredin.

C'est la justice qui te donnera la liberté.

Et le monde te bénira, parce que tu lui auras fait revoir l'honneur!

LXXXIV

Même date.

LETTRE DE MONSEIGNEUR L'ÉVÊQUE D'ANGERS, AU SUJET DU SERVICE MILITAIRE.

Plusieurs journaux ont annoncé que Mgr l'évêque d'Anger avait livré ses séminaristes pour le service militaire, même ceux qui se trouvaient déjà engagés dans les ordres. Nous avons les instructions de l'éminent prélat et nous les mettons sous les yeux de nos lecteurs. Elles concernent seulement les jeunes gens



encore libres. L'évêque non-seulement les autorise, mais les exhorte à prendre les armes. Il le fait par des raisons plus hautes et plus puissantes sur eux que n'en pourraient trouver les démagogues, lesquels d'ailleurs songent avant tout à les humilier et à les proscrire. Il ordonne que les autres, ceux qui appartiennent déjà à la cléricature, achèveront leurs études et se tiendront à sa disposition pour le service des blessés.

Dans l'Eglise, tout bien se fait et se fait bien, c'est-à-dire avec ordre. Le droit de personne n'est lésé, et aucun droit ne lèse aucun devoir. C'est pourquoi l'Eglise, entourée d'ennemis, leur résiste sans armes, et, perpétuellement assaillie, n'est jamais vaincue.

Voici la lettre de Mgr Freppel :

Nous sommes arrivés à l'un' de ces moments solennels dans la vie d'un peuple, où le salut de la patrie exige un effort suprême de la part de tous ses enfants. Jusqu'ici, grâces à Dieu, le clergé s'est montré à la hauteur des circonstances difficiles que nous traversons : il est à son poste, sur les champs de bataille et dans les ambulances, recueillant les blessés sous le feu de l'ennemi, et leur prodiguant, avec les secours de son ministère, toutes les ressources de la charité chrétienne. Mais le devoir a grandi avec le péril : les dévouements ordinaires ne suffisent pas à la situation qui nous est faite par des capitulations désastreuses et par les prétentions exorbitantes d'un ennemi qui semble vouloir se mettre au ban de la civilisation. Il faut que la nation se lève tout entière pour repousser loin d'elle la honte et le déshonneur; or, c'est au clergé à donner l'exemple, autant qu'il est en lui.

Sous l'empire d'une législation protectrice des droits et des intérêts de la religion, les élèves du sanctuaire ont joui jusqu'à présent du privilége d'exemption militaire. Mais en face

de la patrie humiliée et meurtrie, je n'hésite pas à croire que nos braves séminaristes sont tout prêts à renoncer d'eux-mêmes au bénéfice de la loi, jusqu'à ce que l'étranger soit chassé du territoire français. C'est pourquoi, voulant concilier le respect des saints canons avec le devoir qui incombe à chacun de contribuer selon ses forces à la défense nationale, je vous charge, monsieur le supérieur, de veiller à l'exécution des mesures que je viens de prendre.

Ceux d'entre les élèves du séminaire qui sont engagés dans les rangs de la cléricature se tiendront à notre disposition pour servir d'infirmiers dans les corps de troupes régulières ou auxiliaires. Quant aux autres, qui ne trouveraient pas d'empêchement dans l'état de leur santé ou dans la faiblesse de leur complexion, je vous prie de leur faire savoir de ma part que je les verrai avec grand plaisir s'engager dans la garde mobile, ou dans la garde nationale mobilisée, ou dans les légions de MM. Cathelineau et de Charette. Déjà une vingtaine d'entre eux ont devancé mon appel, et je les en félicite. Ou ils tomberont martyrs de la patrie, et ils auront rendu à la religion le plus signalé des services; ou ils reviendront au séminaire avec l'auréole du dévouement, et le sacerdoce ne comptera pas de membres plus fortifiés par l'épreuve du sacrifice, ni plus honorés de la confiance des peuples. Et quoi qu'il puisse arriver, nous aurons fait tout ce qui dépendait de nous pour le salut de la France, notre mère à tous.

CHARLES-ÉMILE,

Evêque d'Angers.

LXXXV

12 décembre.

LES FILS HUGO.

Peut-être que toute la littérature française n'offre rien d'aussi singulier que messieurs les fils Hugo, rédacteurs du *Rappel*. Dès *Hernani*, le plus jeune était en âge de ne plus téter son pouce, et à l'heure qu'il est, le plus vieux fourre encore ses doigts dans son nez! Cette enfance a pris de la barbe, du ventre, du gris, tout ce que l'on prend au cours d'un demi-siècle, mais point d'âge; elle a perdu tout vestige de la robe d'innocence, et n'a point réussi à enfourcher la culotte. Ainsi costumés, ces amours d'enfants, lestes et frais dans leur corpulence de sapeurs, continuent de jouer autour de Papa. C'est plus rare que beau.

Ils jouent à imiter Papa. Chose curieuse, ils l'imitent parfois très-bien, comme ils imitent très-bien l'homme qui bat le tambour. Le tambour est leur jouet préféré ou plutôt unique. Ils paraissent même ne pas savoir se servir d'un autre. Et voici la merveille, ils n'ont point de tambour! ils battent le rappel tous les jours et toujours, par beau et mauvais temps, sur une peau de lapin, avec de vieux barreaux de chaise. Ça fait *plouf, plouf;* mais ils disent *plan, plan,* d'une voix si furieuse, avec des gestes si

passionnés et si précipités, que l'âme sonore de la peau d'âne semble avoir passé dans la peau de lapin. Le public s'y trompe, s'amoncelle, se détrompe, et, détrompé, ne leur refuse pas un éloge légitime : ils étaient nés tambours.

Mais enfin, ça fait *plouf*, *plouf*.

Et cependant, comme il y a du tambour et beaucoup dans Papa, et aussi quelques *plouf*, *plouf*, ils imitent Papa.

L'un a écrit le *Cochon de saint Antoine*, ouvrage de trois tomes, et l'autre a traduit les sonnets de Shakspeare en français de Jersey. Plouf, plouf.

Le poëte François Maynard, qui se mêlait, il y a deux cent cinquante ans, d'imiter notre Théodore de Banville, et maintes fois sauta par-dessus, promit l'estime publique au recueil de ses épigrammes, d'ailleurs digne du pilon :

> Il se peut, mon enfant, que tu voyes
> Tes beaux pensers, huez des bons esprits,
> Seruir iamais de simare aux anchoyes.

Les poëtes avaient horreur en ce temps-là des anchois, comme plus tard du *caudebec*, et ensuite du gruyère et du petit salé, et aujourd'hui du parapet. Les vers de Maynard échappèrent à cet humiliant destin ; mais les enfants Hugo n'ayant point pris de patente, les anchois se sont fourrés dans le *Cochon de saint Antoine* et dans les *Sonnets de Shakspeare* traduits en jerseyen. Les livres ont péri et les anchois ont tourné. Imitation prophétique de Papa! Et Papa voit aujourd'hui les *Misérables*, l'*Homme qui*

rit, et diverses chosettes de sa main frissonner sur les quais, le ventre serré d'une ficelle où pend l'étiquette infiniment douloureuse du grand rabais.

C'est votre punition, Papa, pour avoir élevé ces pauvres enfants dans la littérature et dans l'impiété. Vous pouviez leur donner un métier à leur portée, qu'ils eussent pratiqué honnêtement, faisant admirer leur belle condition physique sans donner lieu de remarquer l'étonnante imperceptibilité de leur esprit. Mais surtout vous deviez leur inspirer de la religion. Les rendant modestes et les détournant de mille niaiseries peu décentes qu'ils ont coutume de dire, et qu'ils sont incapables de comprendre, la religion les eût préservés des anchois. Elle les eût empêchés de perdre leur vie à faire *plouf*, *plouf*, sur la peau de lapin ; elle eût assuré leur bonheur en ce monde et en l'autre.

Et voici ce qu'ils écrivent, à propos de l'établissement des ambulances dans les églises :

« Pascal disait que le catholicisme était une espèce de maladie, et nous accordons bien volontiers au journal des sacristies que l'accumulation dans les églises est absolument pernicieuse. »

Père imprudent et coupable, vous ne leur avez donc pas fait faire la première communion !

Et moi je vous prédis que vous irez de plus en plus au parapet, et j'y vois déjà les *Châtiments* et *Napoléon le Petit !*

LXXXVI

Même date.

LETTRE DE M. MARTIN. — PÉNIBLE DOCUMENT.

M. Louis-Auguste Martin, l'auteur du rapport sur certains papiers « trouvés » des Tuileries, concernant les affaires de l'Église (voir l'*Univers* du 11), s'est piqué de nos critiques et nous envoie copie intégrale de la lettre de Mgr Lecourtier, évêque de Montpellier. Nous pensions que la partie citée de cette lettre était suivie de quelques réserves que l'analyse laissait dans l'ombre. Nous devons avouer que les réserves n'existent point.

Nous imprimons sans plaisir et sans scrupule la copie que nous envoie M. Martin. Si cette pièce secrète n'avait pas été livrée au public par l'indiscrétion du gouvernement, et s'il eût dépendu de nous de la divulguer immédiatement ou de la taire, nous eussions pris sans doute ce dernier parti. Elle vient, nous l'enregistrons. Elle aura d'ailleurs son utilité.

Cette utilité regrettable n'empêche point que le gouvernement ne fasse un fort vilain métier, en permettant ainsi que l'on saccage des pièces très-confidentielles dont les auteurs sont vivants. C'est trahir un peu le secret de la confession. On ne devient pas possesseur légitime des secrets ni des mouchoirs que

l'on peut prendre dans les poches d'autrui, et par ces manières encore la révolution du 4 septembre se donne un caractère de brigandage dont elle n'avait plus besoin. Les tribunaux interdisent ces publications de papiers intimes, même à ceux qui les ont acquis par les voies correctes de l'héritage.

M. Louis-Auguste Martin saisit l'occasion pour se faire une physionomie distincte dans la foule des Martin. A notre avis, il se presse trop, et la grosse pièce qui nous occupe aurait dû lui faire davantage sentir le danger de se produire ou se reproduire inopportunément. Il se déclare auteur d'un livre condamné en police correctionnelle à Paris et en congrégation de l'*Index* à Rome. Cela lui fait deux beaux chevrons! Nous nous souvenons maintenant de son livre, et c'était ce qu'on appelle un méchant livre. Aucune cour littéraire n'eût fait difficulté de lui appliquer un troisième chevron. Ces trois chevrons ne lui constituent nulle compétence en politique, ni en religion, ni en littérature ; ils peuvent momentanément expliquer son entrée et son emploi dans la commission des papiers trouvés.

La République, qui aime fort à parodier l'Évangile, dit comme Notre-Seigneur : *Je ne suis point venue pour les justes*, et elle le fait bien voir. Mais ceux à qui elle vient, elle ne les sanctifie point, et c'est pourquoi elle s'en va, et il en viendra une autre.

A M. Louis Veuillot.

Dans la critique que vous faites du travail publié hier sous mon nom au *Journal officiel*, une seule chose me touche direc-

tement, c'est l'accusation d'avoir arbitrairement choisi les passages d'une lettre adressée en 1865 par l'évêque de Montpellier au ministre des cultes, à propos de l'Encyclique.

La meilleure réponse que je puisse faire à cette accusation, qui serait grave si elle était fondée, c'est de vous envoyer la copie textuelle de cette lettre, que sa longueur ne nous permettait pas de publier entièrement.

Veuillez, monsieur, agréer mes salutations empressées.

L.-A. MARTIN,
Rédacteur de l'*Annuaire philosophique*,
auteur de *Vrais et faux catholiques*,
ouvrage condamné en police correctionnelle à la fin de l'année 1857, et mis à l'Index par la Congrégation de Rome en 1858.

ÉVÊCHÉ DE MONTPELLIER.

Montpellier, le 10 janvier 1865.

A Son Excellence M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.

(Très-confidentielle.)

Monsieur le ministre,

Puisque les journaux nous apprennent que les évêques écrivent à Votre Excellence, je puis, juge de la foi comme eux, vous apporter ma pensée.

L'évêque de Montauban admire Pie IX « à deux doigts de sa « perte, parlant néanmoins comme Boniface VIII et comme « saint Grégoire VII. » Il me semble qu'on aurait pu mieux choisir les modèles. Car, enfin, il faut s'entendre : Si tout rescrit pontifical doit être accepté « avec une soumission absolue, » demain Rome peut nous envoyer la déposition de Napoléon III, comme Hildebrand priva Henri IV de l'empire et délia l'Allemagne du serment de fidélité, et il faudra que les Français catholiques se soumettent d'une manière absolue. C'est un

système comme un autre, mais il est peu étonnant en 186[illegible]. L'évêque de Montauban regrette la marche des douze dernières années qui nous ont amenés au point où nous en sommes: en 1829, on n'aurait pas moins soupçonné ce qui se passe aujourd'hui.

L'archevêque de Cambrai prétend « qu'ayant laissé les jour-« naux publier l'Encyclique, il est bien étonnant qu'on en dé-« fende la publication aux évêques. » La conclusion du prélat est naïve! Ne fallait-il pas que le gouvernement laissât circuler dans le public l'acte pontifical, pour qu'il fût soumis à l'opinion, et que cette opinion pût se prononcer sur l'arrêt du conseil d'État? Et d'ailleurs, autre est la publication solennelle adressée à la conscience catholique par ceux que « le « Saint-Esprit a posés pour régir l'Église de Dieu. »

Veut-on nier que l'État ait le droit de viser les bulles, brefs, rescrits? C'est alors tout un système à établir, une législation à refondre, un nouveau droit public religieux à fonder.

Plaignez-nous, monsieur le ministre, nous élevés à la sainte et digne école de Saint-Sulpice, plaignez surtout celui qui a, à sa gauche, la tirade hâtive de Carcassonne, à sa droite les éruptions du Gard, et derrière lui le tranchant de Rodez. Cette lettre *doit rester* toute confidentielle, mais si le gouvernement ne réprime pas, quoique avec mesure, tous les timides vont parler, et on signalera une fois de plus à la haine des partis les quelques hommes sages qui savent allier avec une foi sincère l'honneur d'appartenir à l'Église de France.

Agréez, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Signé : † FRANÇOIS,
Évêque de Montpellier.

LXXXVII

14 décembre.

PERPLEXITÉS ET CONTRADICTIONS DU *Journal des Débats*.

Que de fois ne l'avons-nous pas dit à François-Arouet-Bertin-des-*Débats* :

Parce que le clocher s'élève au milieu du village, la chute du clocher écraserait toutes les maisons; parce que toutes les clefs sont dans le tabernacle, le viol du tabernacle forcerait toutes les serrures; parce que l'Église est la propriété réservée de Dieu, la dépossession de Dieu ne laisserait nul autre propriétaire en jouissance de nulle autre propriété. C'est pourquoi ceux que l'on appelle pour nous faire peur feront peur à ceux qui les appellent plus qu'à nous. Lorsqu'on les verra tout de bon en mesure d'abattre le clocher, de violer le tabernacle et de déposséder Dieu, aussitôt surgiront quantité d'indévots qui les repousseront et qui les rosseront, qui répareront le clocher et qui feront sonner la messe, qui ne s'en iront pas que M. le curé ne paraisse à l'autel et dans la chaire : et vous serez de ceux-là, vous François-Arouet-Bertin-des-*Débats !*

Or, les gens en question s'étant présentés, la chose se passe selon notre programme : et le *Journal des Débats*, en habit de guerre, le fusil sur l'épaule, la

guêtre au mollet, le cheval dans l'estomac, par ce grand froid monte la garde devant l'Église.

Les sacristains se louent de son service. Il a du zèle; il est d'avant-poste et de grand'garde, et se pousse jusque dans les lignes ennemies, à Belleville, aux Folies-Méricourt. C'est quasi le héros de la presse. Nous le suivons, mais quelle disgrâce! Devenus frères d'armes, nous continuons de n'être pas cousins. En même temps qu'il nous prodigue le secours, il nous accable de propos piquants; sa sagesse nous déclare absurdes; il proclame l'identité des folies bellevilloises et des folies ultramontaines, il met en équilibre M. Flourens et M. Veuillot. Et nous, faut-il l'avouer? malgré la grande admiration que nous inspire le joli sifflottement dont il agace les clubs, nous lui trouvons une ressemblance avec M. de Beust gagnant tous les jours une victoire et perdant tous les jours un quartier.

Cette perpétuelle bisbille entre nous et le *Journal des Débats* ne tient pas à peu de chose, malheureusement. Il y a là-dessous la question de Dieu. Au fond, il nous reproche de croire en Dieu, et nous lui savons mauvais gré de n'y croire peut-être pas. Nous disons *peut-être*. Manifestement, il est au moins dans l'incertitude sur ce grave sujet, d'où dépend toute conception et tout jugement des choses humaines. Notre foi catholique, rigoureusement nette, définie et organisée, choque sa raison et souvent lui fait horreur; son système flottant autour d'un Dieu vague qu'il suppose volontiers n'exister pas, choque notre raison, et habituellement nous fait pitié. Avec

de telles dispositions fondamentales de part et d'autre, il devient malaisé de s'entendre, même au feu.

La mauvaise humeur très-sensible et très-constante du *Journal des Débats* ne nous étonne point. Véritablement, c'est un médiocre plaisir de garder à si grands frais le clocher, lorsqu'on est résolu de n'aller jamais à la messe. Et même, s'il y venait, il risquerait d'être piqué au prône. Il a cet ennui et d'autres. Toutes les choses de ce temps ne prennent pas le train qu'il préférerait. En France, il est catholique militaire, quoique non militant. Ailleurs, ce n'est plus cela. Son bilan l'inquiète. Quand notre Cid à tabatière aura triomphé sur les bords de la Seine, la Chimène de 89 lui redemandera don Gormas endommagé, peut-être occis de sa main. Chimène en deuil assombrit le logis et reçoit aigrement le vainqueur :

Laisse en entrant ici tes lauriers à la porte!

Voilà des bises de ménage. Ce n'est pas tout. La victoire cléricale de Paris met en hasard la victoire révolutionnaire de Rome tant désirée, estimée si précieuse. A Rome, notre Cid est musulman. Comment se balancera le compte? Si la victoire de Rome l'emporte, alors la victoire de Paris avorte; alors don Gormas est vengé, et dona Chimène contente; mais la Caisse?... Que devient la Caisse, non moins chère que Chimène?

Certainement ce mic-mac est importun et ne saurait disposer le *Journal des Débats* en notre faveur. Nous jouons trop sur le velours, nous qui après tout nous moquons assez et de la Caisse et de Chimène,

et qui voyons le Cid combattre pour nous. Nous pouvons être clément aux faiblesses dogmatiques du héros. C'est un héros, mais sur ces matières-là, ce n'est pas un aigle. Son esprit ne réssuscitera jamais ce qu'abat son épée, et il nous coûte peu de le laisser dire.

Quand ce sera l'heure de causer, nous lui ferons voir son erreur. Aujourd'hui laissons-le au rempart, où il se comporte si bien. Quelques mots seulement pour exercer sa pensée durant les heures de faction.

Jamais il ne se démontrera suffisamment que c'est une chose moins raisonnable de croire à l'existence de Dieu, comme nous, que de n'y croire peut-être pas, comme lui. Jamais il ne se persuadera suffisamment que c'est un moindre honneur pour la raison de suivre en pleine assurance la loi du Dieu auquel elle croit et dont elle se rend compte, que de servir à contre-cœur et en grand doute la cause de ce Dieu qu'elle soupçonne n'exister pas. Tel est le parti louche que prend le *Journal des Débats* dans le conflit social où il fait admirer sa bravoure.

S'il dit qu'il ne s'occupe pas de la cause de Dieu, soit! mais il bat ses ennemis, c'est-à-dire ceux de son Église. Et pourquoi les bat-il? Parce que, dira-t-il encore, sa cause à lui s'y trouve impliquée. A la bonne heure! Mais pourquoi sa cause à lui se trouve-t-elle unie et mêlée à cette cause d'un Dieu qui n'est point son Dieu et d'une Église qui n'est point son Église? Il n'a plus ici de réponse, sinon que cette cause de Dieu et de l'Église de Dieu est vraiment la cause de la société humaine posée tout entière sur ce

fondement. En passant, c'est une certaine preuve de l'existence de Dieu et de la vérité de la révélation chrétienne, qu'on ne puisse ailleurs établir une société possédant vraiment l'ordre et la vie.

Le *Journal des Débats* voudra bien observer que cette société chrétienne, dont il ne peut se passer n'a elle-même que le moindre souci de la cause propre du *Journal des Débats*. Le *Journal des Débats* fait nos affaires, nous ne prétendons nullement faire les siennes. Il a des fermes, des usines, des inscriptions de rente, des lieux de plaisance, que nous abandonnons volontiers à l'incendie; il a quantité de malles et de bagages que nous laissons à vau-l'eau.

Nous combattons, nous, pour Dieu, qui existe et que nous connaissons; pour la loi qu'il nous a donnée, et qui est le salut du monde; et nous sommes charmés que la conservation de notre foi, c'est-à-dire de nos intérêts spirituels, protége aussi les intérêts temporels de ceux qui n'en connaissent et n'en veulent point d'autre : ils seront pris par là et s'élèveront plus haut. Le *Journal des Débats* combat pour ce même Dieu dont il doute, pour cette même Église à laquelle il n'obéit pas, par la raison que nous ne doutons pas de Dieu, que nous ne doutons pas de l'Église, que nous ne voulons nous séparer ni de l'un ni de l'autre, et que, dès lors, la société étant là, le bien de ses intérêts temporels est lié au bien de nos intérêts spirituels et le contraint de suivre. D'où il résulte que notre philosophie commande et la sienne obéit. Nous sommes les maîtres, il est le mercenaire. Sa fierté en doit gémir; mais que nous im-

portent les gémissements de sa fierté? Qu'il mette sa fierté sur la note. Ce qu'il sauvera de son matériel en compensera les douleurs.

Dans la position qu'il prend et que nous ne lui imposons point, il ne peut exiger que nous nous gênions envers lui. Il défend l'Église sans l'aimer, parce qu'il y trouve son intérêt, et il prend soin de le dire. Nous acceptons pour notre part ses services, sans les estimer et sans les vouloir payer au-delà de leur prix, et nous prenons soin qu'il ne l'ignore pas. Il s'étonne et se scandalise presque de nous entendre souhaiter que Paris, dans la calamité qui le presse, fasse un acte solennel de religion. La raison, nous autorisant suffisamment à croire en Dieu, nous autorise suffisamment à le prier. Il le reconnaît. Demander des prières officielles est de droit commun. Pourquoi nous devrions-nous plus interdire de demander des prières que le *Journal des Débats* et d'autres ne se sont interdit de demander la paix? Nous avons proposé de prier Dieu, on a proposé de prier le roi de Prusse. Convaincus comme nous le sommes que Dieu existe autant pour le moins que le roi de Prusse, nous sommes convaincus aussi que c'est chose plus raisonnable et plus fière de demander à Dieu la victoire qu'au roi de Prusse la paix. Le roi de Prusse a refusé la paix, Dieu peut refuser la victoire. Il se peut que ce soit un médiocre dommage de n'avoir pas obtenu la paix; c'est certainement un médiocre avantage d'avoir prié le roi de Prusse.

Il se pourrait aussi que ce fût un médiocre dommage, dans dix ans, de n'avoir pas obtenu la victoire,

mais ce serait un grand et éternel avantage d'avoir prié Dieu. Dieu peut donner mieux que la victoire immédiate : il peut donner cette constance, cette dignité, ce courage dans le malheur qui devient promptement la victoire durable et féconde.

Le *Journal des Débats*, ne se faisant aucune idée nette et juste de Dieu, se fait nécessairement des idées basses de la prière. Le redresser là-dessus serait oiseux. S'il pouvait réfléchir, il lui suffirait de voir qu'il se met en dehors de l'âme publique, en dehors des nations civilisées, il faudrait dire en dehors de tout le genre humain. Mais il a trop de *Charivari* dans les veines; il ne saurait se rendre à des raisons qui jadis étaient assez philosophiques pour Pascal, assez militaires pour Turenne et Condé. Il faudrait d'abord croire en Dieu.

Grande infirmité de ne pas croire en Dieu ! grande infirmité même politique, même sociale. Elle fait perdre bien des ressources. Elle contraint, par exemple, le *Journal des Débats* à crier contre la croisade comme un simple Pyat ou comme un simple Mottu, lesquels, en même temps, hurlent pour la levée « en masses profondes. » Et parce que la levée en masses profondes inspire peu de confiance à des gens d'esprit tels que les rédacteurs du *Journal des Débats*, ils se trouvent réduits à prier le roi de Prusse dans le moment qu'ils hurlent contre la prière comme un simple Pyat et un simple Mottu.

En sorte qu'avec tout leur mérite, ils se rangent au nombre de ceux qui ne méritent ni de périr ni

d'être sauvés, et qui voudraient avoir reçu en vain l'intelligence et la vie.

LXXXVIII

15 décembre.

SUR LA DÉMARCHE DE MONSEIGNEUR L'ARCHEVÊQUE DE POSEN.

M. Adolphe Viollet-le-Duc revient à la démarche tentée par l'archevêque de Posen auprès du roi de Prusse en faveur des droits souverains du Saint-Père. Il en conteste toujours la « convenance. » A son gré, nous n'avons pas réfuté les raisons sur lesquelles il a établi cette inconvenance ou cette non-convenance. Nous trouvons, de notre côté, que lui-même nous répond médiocrement, et nos réfutations nous semblent bonnes. Mais puisqu'elles ne l'ont pas satisfait, qu'il vienne à notre secours. Il avoue que le primat de Pologne était dans son droit. Ce seul mot vaut tous nos arguments. Avec un peu de réflexion, M. Viollet-le-Duc comprendra et avouera que, si l'archevêque de Posen ne se fût pas senti dans toutes les *convenances*, il n'eût pas cru être assez dans son *droit*.

Il n'a pas agi suivant les convenances exclusivement piémontaises de M. Viollet-le-Duc et du *Journal des Débats*. Cela est certain. Mais telle n'est point la question. Autres sont les convenances piémontaises

et autres les convenances catholiques. Celles-ci ont été parfaitement observées et servies. Nous catholiques français, nous remercions hautement Mgr l'archevêque de Posen d'avoir demandé à son souverain, dans l'intérêt commun de la catholicité, ce que nous demanderions au même titre à notre gouvernement, si nous avions un gouvernement.

Après tout ce que l'unité italienne nous a coûté, sans lui demander aucune garantie de reconnaissance pour le passé ni de sécurité pour l'avenir, le *Journal des Débats* lui reste fidèle. Nous n'avons jamais été partisans de l'unité italienne, nous la regardons comme un travail d'iniquité qui ne peut être achevé que dans le sang, et qui ne sera jamais solide. Nous demandons qu'il soit défait et que le droit soit rétabli. Et le plus tôt sera le mieux.

C'est une nouvelle guerre que nous voulons provoquer, s'écrie M. Viollet-le-Duc. Mais sans doute! et s'il dépendait de nous, ce serait fait tout de suite et par nous. Quelle guerre est plus nécessaire et plus juste que celle qui a pour objet de sauver la liberté des peuples et de protéger la conscience du genre humain? La France n'étant plus en état de rendre cet éminent service au monde et à elle-même, qu'une autre nation s'en acquitte. Nous regretterons de n'en avoir pas l'honneur et de ne tirer que notre part du profit. Politiquement, nous aimons mieux voir l'unité italienne défaite par la Prusse que de voir demain l'Italie alliée de la Prusse contre nous, ce qui ne manquera pas d'arriver si la Prusse est victorieuse. Nous aimons mieux voir le roi de Prusse rendre

Rome au Pape, que de rendre nous-mêmes Nice et peut-être la Corse à cette vile et ingrate Italie. Nous aimons mieux le Pape indépendant et arbitre futur des conflits européens, que sujet perpétuel de cette Prusse italienne, qui obéira toujours à la grande Prusse. Religieusement, ce n'est plus une question à traiter.

Du reste, la guerre ne nous paraît pas une éventualité dont la philanthropie de M. Viollet-le-Duc se puisse alarmer. Il connaît son Italie, et la question de Rome est diplomatique. L'Italie est campée à Rome. Quand l'avertissement de décamper lui sera donné, que l'avertissement vienne de Paris ou vienne de Berlin, il n'en résultera que des frais de roulage.

LXXXIX

Même date.

ENCORE LES FILS HUGO.

La jeunesse Hugo étale ce qu'elle a coutume de montrer, et ce n'est pas honnête. Mais puisqu'il est très-utile de faire connaître le personnel pensant et littéraire du vieux parti républicain, il faut oser laisser un moment au jour cette figure du *Rappel*, telle qu'elle trouve bon de se produire. On entend ici le

propre auteur du *Cochon de saint Antoine*, âgé de 46 ans :

Un vieux numéro de l'*Univers*, celui d'hier, nous est tombé ce matin sous la main, — est-ce bien sous la main? — dans cet excellent cabinet de lecture dont parle Molière et que La Fontaine qualifie de « certains lieux. » Et nous avons lu là, non sans quelques délices, un long article...

Inutile d'aller plus loin. *V'là l'Rappel!* et voilà ce que la jeunesse Hugo peut offrir à la République. Pour le génie de la pensée et de l'expression, nous retrouverons là tout ce que savaient fournir les blanquistes de la défunte *Patrie en danger*.

Nous n'avons plus besoin de M. Charles Hugo; néanmoins, nous le prions de rester.

Il ne sait pas se tenir, c'est visible, et probablement il ne se corrigera pas. Mais ce malheur lui laisse des devoirs. Les journaux ont annoncé, il y a quelque temps, qu'un fils lui étant né, il l'a fait porter au baptême. Contrairement à ses principes politiques et conformément, sans doute, à ses principes privés, il lui a fait inoculer « l'espèce de maladie » qu'on appelle le catholicisme. Nous croyons même nous souvenir que le parrain a été M. Rochefort. Nous louons son inconséquence. Il a le plus grand tort de mépriser le Christianisme qui est infiniment plus fort que lui, mais il a eu grandement raison de vouloir que son fils fût chrétien. A titre de chrétien, nous lui recommandons cet enfant. Qu'il ne dégrade pas son baptême après le lui avoir donné, qu'il ne lui fasse pas lire le *Cochon de saint Antoine*, ni le *Rappel*, ni les *Chansons des rues et des bois*, ni aucun

des livres de la maison. En vérité, il y a autre chose à faire pour le mettre en état de servir Dieu et la patrie et de bien porter son visage.

Les deux grandes coquilles qui servent de bénitiers dans l'église Saint-Paul-Saint-Louis, au faubourg Saint-Antoine, furent données à cette paroisse par M. Victor Hugo, à l'occasion de la première communion de sa fille. Plus tard, il adressa à cette enfant une pièce de vers (*Ma fille, va prier*) qui, sans être parfaite, n'a pas nui à sa gloire. Il priait sans doute lui-même en ce temps-là, ou du moins il voulait qu'on le crût. Il représentait sa femme conduisant ses quatre enfants à l'église, où va la foule (*Date lilia*), et c'est encore un de ses bons ouvrages, et qui lui fait plus d'honneur que cette platitude de son fils le *Rappel :* « Pascal disait que le catholicisme était une espèce de maladie, et nous accordons bien volontiers au journal des sacristies que l'accumulation dans les églises est absolument pernicieuse. »

Hélas! en ce temps, voici comme on parlait :

Quand vers Pâque ou Noël, l'église, aux nuits tombantes,
S'emplit de pas confus....
Si loin des feux, des voix, des bruits et des splendeurs,
Dans un repli perdu parmi les profondeurs,
Sur quatre jeunes fronts groupés près d'un mur sombre,
Vous voyez se pencher un regard voilé d'ombre
Où se mêle, plus doux encor que solennel,
Le rayon virginal au rayon maternel;
Oh! qui que vous soyez, bénissez-la...

Chez les Hugo, la sottise présente est flagellée par la gloire passée; mais il ne faudrait pas risquer d'en-



gloutir enfin tant de perles dans le *Cochon de saint Antoine.*

M. Charles Hugo, auteur du *Cochon*, peut retourner à son cabinet de travail.

XC

Même date.

L'ANCIEN HUGO.

Nous tenions tout à l'heure un volume de M. Hugo, cherchant quelques beaux vers pour les faire lire à cette vieille funeste marmaille du *Rappel.* La citation faite, le volume nous est resté dans les mains, et il a fallu lui donner le reste du jour. C'est vraiment plein d'accents justes et profonds, de belles sincérités, de belles douleurs, de belles grandeurs.

Avant de descendre à sa folie d'à présent, hélas! incurable, M. Hugo a été *l'homme moderne* plus qu'aucun autre contemporain. Entre ceux qui n'ont qu'un cerveau et ceux qui n'ont que des sens, entre ceux qui ne font qu'un métier et ceux qui ne savent que jouer un rôle, il est l'homme vrai, sollicité d'en haut, tenté d'en bas, hésitant à monter, craignant de descendre, troublé d'avoir à choisir, se laissant embouer dans les pentes inférieures sans avoir encore résolu de s'y engager ; puis le pied devient plus lourd, puis la boue gagne les ailes, puis il tombe,

puis il roule, et c'est en bas qu'il cherche la profondeur. Mais, précédant ce dénouement sinistre, il y a de nobles efforts pour s'emparer d'une meilleure destinée.

On ne trouve point cela chez Lamartine, qui est un orgue, ni chez Musset, qui est un oiseau. L'orgue n'a jamais contenu que du vent, quoique parfois ce fût un beau vent. L'oiseau jamais n'est sorti de sa cage, encore qu'il s'y soit fort ennuyé à chanter sa chanson convenue; jamais il n'a essayé d'un coup d'aile contre le fil de laiton qui le tenait ignominieusement captif. Il y serait resté cent ans à rossignoler tout ce que le sansonnet de Lelia pouvait avoir de tendresse dans le cœur et de philosophie dans le cerveau. M. Hugo est plein de feu, de sang, de larmes et de tempêtes. C'est un homme. Il se sent vivre et il se sent mourir. Il est attaqué, il combat, il est non pas en querelle, mais en guerre avec lui-même. Il prend l'énigme au sérieux; il va au sphinx, il l'interroge au seuil de l'antre, parmi les débris de ceux qui furent dévorés.

Il a été vaincu. A-t-il su le mot de l'énigme? A notre avis, il ne l'a pas voulu savoir. Comme tous ceux qui ont péri, probablement (Dieu connaît ce secret) au moment de vaincre, il a préféré la défaite. Mais quiconque voudra l'étudier le plaindra plus que d'autres qui paraissent plus malheureux. Il est plus vaincu, parce qu'il pouvait mieux vaincre. Les ossements qu'il a laissés sont ceux d'un géant.

Écoutez :

L'âme en vivant s'altère ; et quoiqu'en toute chose
La fin soit transparente et laisse voir la cause,
On vieillit sous le vice et l'erreur abattu :
A force de marcher, l'homme erre, l'esprit doute.
Tous laissent quelque chose aux buissons de la route,
Les troupeaux leur toison et l'homme sa vertu !

. . . .

Va prier pour ton père ! — Afin que je sois digne
De voir passer en rêve un ange au vol de cygne,
Pour que mon âme brûle avec les encensoirs !
Efface mes péchés sous ton souffle candide
Afin que mon cœur soit innocent et splendide
Comme un pavé d'autel qu'on lave tous les soirs.

Tout le monde, excepté lui peut-être aujourd'hui, connaît ce noble poëme. On n'y trouve à reprendre qu'une sorte d'excès, non dans la charité, où l'excès n'est pas possible, mais dans son expression. Or, pour ramener nos réflexions aux préoccupations du moment, voici l'écho politique de la pensée chrétienne dont le poëte était alors rempli, voici l'influence de cette pensée sur l'âme du citoyen. C'est encore une prière :

O Dieu ! si vous avez la France sous vos ailes,
Ne souffrez pas, Seigneur, ces luttes éternelles ;
Ces trônes qu'on élève et qu'on brise en courant ;
Ce noir torrent de lois, de passions, d'idées,
Qui répand sur les mœurs ses vagues débordées ;
Ces tribuns opposant, lorsqu'on les réunit,
Une charte de plâtre aux abus de granit ;
Ces flux et ces reflux de l'onde contre l'onde ;
Cette guerre, toujours plus sombre et plus profonde

Des partis au pouvoir, du pouvoir aux partis :
L'aversion des grands qui ronge les petits ;
Et toutes ces rumeurs, ces chocs, ces cris sans nombre :
Ces systèmes affreux échafaudés dans l'ombre ;
Qui font que le tumulte et la haine et le bruit
Emplissent les discours, et qu'on entend la nuit,
A l'heure où le sommeil veut des moments tranquilles,
Le lourd canon rouler sur le pavé des villes !

Quel homme annonçaient ces vers en 1832, et quel homme est venu vingt ans après ! Quel changement ou quel ensorcellement, et qui oserait dire et qui saurait prouver à cet homme lui-même qu'il a gagné à changer, qu'il est plus heureux, plus sage, plus honorable, meilleur à lui-même et aux autres ?

Il était donc cela, et il est ceci que nous voyons. Il est ce séditieux qui ne se lasse de hurler la sédition en célébrant :

Cette fille qui dans la Marne
Lave des torchons radieux.

Et *ceci* a dévoré *cela*, et c'est grand dommage, en vérité !

XCI

17 décembre.

AU ROI DE PRUSSE, SUR L'AVENIR ET SUR LES SERVICES QU'IL NOUS REND.

Seigneur roi, vous gouvernez une nation savante, vous commandez une savante armée, et vous avez le

grand avantage de n'être pas un roi savant. Vous ne faites ni gravure, ni peinture, ni musique, ni jardinage ; vous n'êtes ni historien de César ni publiciste, ce qui garde votre bon sens et votre dignité ; vous avez de bonnes mœurs, qui vous entretiennent dans la vigueur du corps, et qui vous assurent l'estime de vos peuples charmés de n'être point avilis. On voit bien que Dieu voulait faire quelque chose de vous ! Sans doute, vous êtes haut, vous avez la main dure et vous finirez par coûter cher; mais les peuples pardonnent même leur misère et même leur obéissance au prince qui ne les a point corrompus. Vous avez un autre mérite, vous ne voulez pas être impie. Vous professez une croyance religieuse. Il est certain que cette croyance est fausse, et il est probable que sur le peu qu'elle exige vous faites encore du rabais. Néanmoins vous ne dites pas qu'il n'est point de Dieu et ne vous targuez point tout à fait d'être Dieu. Vous avez le sentiment d'une mission à remplir que vous ne vous êtes pas tout seul donnée. Ce sont de grands avantages sur le vulgaire des rois contemporains.

De là, vous avez infuse la maîtresse science humaine, celle qui fait ramper le savant, plier le fier, servir le fort : vous savez vouloir, et vous parlez la langue victorieuse à l'oreille du monde, la langue du commandement. Car il y a deux langues victorieuses, la langue du commandement et la langue de l'amour ; mais la langue de l'amour n'est qu'à l'usage de Dieu. Les professeurs, surtout les vôtres, et les orateurs, surtout les nôtres, prônent une autre langue qu'ils appellent la langue de la raison. Seigneur, ce sont

des cuistres. La langue de la raison n'est qu'éloquente parfois. Pour qu'elle obtienne une victoire, il faut que Dieu lui prête sa flamme, ou le roi son bâton.

Mais avec tout cela, roi, avec tous ces avantages que la science vous fournit, avec tant d'autres plus précieux que votre bonheur a voulu qu'elle ne vous ôtât point, il est pourtant vrai que Dieu se réserve la connaissance exacte des choses d'hier, d'aujourd'hui et de demain, absolument comme aux époques ténébreuses où la science humaine ignorait à peu près tout et ne réglait à peu près rien. Et ni Votre Majesté ni mon néant ne savent guère où nous en sommes, seigneur roi, et où nous allons.

Il y a dix ou onze ans, à Rome, je regardais un vieillard chétif qui descendait péniblement le petit escalier ruineux du palais des Césars. On le hissa dans une voiture. Il faisait compassion. Quelqu'un me dit le nom de ce bourgeois malade et triste. C'était un grand connaisseur de livres, un grand artiste, un grand prince, un homme d'esprit aimable et de bon cœur. Il avait refusé l'empire d'Allemagne, non qu'il le dédaignât, mais il ne voulait pas l'accepter parce qu'il le voulait prendre. Il était encore roi de Prusse et pape de Prusse, et il ne l'ignorait pas; mais en même temps il se croyait simple lieutenant de son armée, attardé dans sa carrière. Mystérieuse folie, ombre transparente d'une raison supérieure! Il est mort aspirant au grade de capitaine, le pauvre digne homme de roi, si savant et si fier! Voilà ce que nous trouvons sur le chemin de l'empire, ce qui

nous arrive sans que nous en soyons avertis. C'est fait et nous n'en savons rien, et nos savants ou ne le savent pas plus que nous, ou savent ne nous en dire rien; car un bon roi peut casser un bon savant qui le prévient qu'il est fou.

Donc, seigneur, quand finira la guerre? M. de Moltke ne le peut pas dire à M. de Bismark, ni M. de Bismark au roi, ni le roi à moi, ni moi à personne. Et comment finira-t-elle, cette guerre? et où ira-t-elle finie?

Roi! nous sommes de pauvres hommes, et si nous étions sages, nous nous appliquerions d'abord à n'être pas fiers. Nous demeurons en arrêt devant des problèmes dont nous n'aurons pas la solution en ce monde. Voilà des choses commencées de nos mains (et encore!) dont la conduite nous échappe, dont le cours dépasse la vie humaine, dont la fin nous est totalement inconnue. Au mépris de nos conseils et à l'encontre de nos attentes, Dieu y jette des germes et y enveloppe des suites qui nous dérobent l'avenir et même le présent. Non, nous ne savons pas même ce que nous faisons. Ce que nous faisons n'existe plus, n'est pas fait, commence d'être ce que Dieu fera sans nous.

Qui gagne la bataille? que devient un traité? A Waterloo, dix ans après, la France perd d'un seul coup toutes les victoires de l'Empire, tout le gain de Waterloo était pour la France, gain durable et immense si la France l'avait voulu. D'un autre côté, il se trouve aujourd'hui que nous avons en réalité perdu, il y a dix ans, la bataille de Solférino. La victoire,

alors, nous mit au pied le boulet de l'Italie; elle enfla ce pauvre empereur d'aventure, que vous avez si cruellement dégonflé à Sedan, d'un second et peut-être dernier coup de l'aiguille de Sadowa.

Avec cette aiguille, d'ailleurs, Dieu coud comme il lui plaît. L'aiguille et la main sont à lui et font le vêtement qu'il veut faire pour le corps qu'il veut vêtir. Parce que vous tenez l'aiguille, vous croyez que vous ferez tout l'habit; vous pourriez avoir tort; plus tort encore de croire que l'habit fait, vous le mettrez sur vos épaules. L'oserai-je avouer? Je crois plutôt, moi, que le vêtement sera pour nous. Je peux me tromper; mais j'observe que nous sommes nus, et je sais que Dieu pardonne; et je sais quelques autres choses encore que M. de Bismark, plus grand politique que moi, ne sait cependant pas. Et nous avons une guerre à faire que M. de Moltke, « le dieu de la guerre, » ne connaît pas. Cette guerre est la guerre de Dieu.

Sans doute, seigneur, à Sedan, par vos mains, Dieu nous a terriblement déshabillés; et de notre dépouille vous avez tiré une belle pièce à coudre dans votre manteau. Néanmoins il faut voir ce que Dieu voudra.

Nous autres, après la sensation de froid, après la sensation plus aiguë de honte, nous avons écouté la conscience, et nous ne désespérons point, au contraire. Il nous reste plus et mieux que cette « rage intime » dont a parlé notre soldat Ducrot : nous sentons en nous la sérénité fortifiante de la justice comprise et acceptée; nous reconnaissons l'opportunité

du châtiment; nous rendons justice à Dieu et à nous-mêmes. Ce n'est point ce que disent nos orateurs; mais nos orateurs et ce qu'ils disent nous importent aujourd'hui fort peu. Rien, si ce n'est Crémieux, n'est autant rien que Gambetta.

Oui, roi, vous êtes un vengeur, et c'est ce qui vous rend fort; mais vous avez résolu d'être un larron et un bourreau, et c'est ce qui vous perd. Oui, roi, notre bel habit, que vous nous avez enlevé, était plein de taches, de trous et de vermine! Secouez la vermine afin qu'elle tombe, et faites-nous connaître les taches afin que nous les enlevions, et les déchirures, afin que nous les réparions. Mais vous ne coudrez pas à votre manteau la noble pièce que vous vous réservez. Vous la rendrez avec tout le reste. Il y a là dedans des trésors qui ne sont point pour vous, ni pour votre Prusse, ni pour votre Allemagne. Il y a des cathédrales, des églises, des demeures de l'Eucharistie. Il y a des âmes catholiques, des épées de justice, de lumière et d'amour dont le Christ a besoin. Et votre mission sera finie, seigneur roi, quand vous aurez dérouillé ces épées.

Encore quelques jours, seigneur roi : ou vous aurez quitté les rives de la Seine, ou vous les aurez franchies, et le flot de vengeance, du même coup, touchera le parvis de Notre-Dame et la limite du courroux divin. C'est le moment de vous rendre grâces, puisque si vous reculez vous serez trop loin et trop occupé pour m'entendre, et si vous avancez, vous serez alors trop près pour ne pas exiger que je parle trop bas.

Donc, sire, à voix haute comme il convient à la dignité du catholique et du Français, pleurant le châtiment, d'ailleurs mérité, que Dieu, par vous, inflige à la France d'hier et d'aujourd'hui, je remercie Dieu du grand et déjà visible bienfait qu'il apporte par vous à la France de demain : la grande France. pauvre, fière et forte, qui sera encore la France de Dieu, qui combattra encore pour le Christ, pour la vérité de la lumière, pour la vérité de l'honneur, pour la vérité de la liberté.

Vous êtes venu, sire, nous montrer à fond le mensonge du temps présent. Nous ne connaissions que son visage, qui nous trompait et nous corrompait : vous nous avez montré ses entrailles et son cœur. Aujourd'hui, nous connaissons le roi et le peuple du progrès. Ce sont deux vieilles choses, mais nous ne le savions pas. Nous le savons ineffaçablement. Ce roi-ci fut jadis le pharisien, et ce peuple-ci fut jadis le philistin, et l'un et l'autre furent aussi le conquérant païen et l'envahisseur barbare, c'est-à-dire l'un des plus effroyables parmi les fléaux dont le Christianisme avait délivré l'humanité. Vous nous avez ouvert les yeux sur ce progrès.

Vous nous avez montré la Science! Nous en étions entichés jusqu'à lui donner le rang d'honneur et même le sacerdoce dans la société humaine. Nos imbéciles révolutionnaires, ce vil et sot abattis des sanguinaires oisons de 93, qui veulent proscrire le Christianisme et qui ne savent pas le français, disaient carrément que désormais « la science remplacerait la théologie. » C'est la propre parole d'un cer-

tain Robinet, médecin, dit-il, qui nous a fait une affiche où il demande que quelqu'un s'attache à vous assassiner, et il prêterait sans doute son bistouri. Notre civilisation hébétée laissait dire ces Robinets et répondait : *Peut-être!* Votre artillerie et la nôtre, votre campagne de France, votre siége de Paris, la discipline civile et militaire dans ce qu'elle a de bon chez vous et dans ce qu'elle a de défectueux chez nous, nous ont fait voir ce que la science moderne promet aux nations. Vous avez comme un bélier démoli toute cette canaille scientifique. Son procès sera instruit plus tard, mais son arrêt est rendu. Nous savons, et personne n'en doute, que nous ne serons pas sauvés du désastre abominable où elle nous a précipités, sinon par toutes les vieilles vertus qu'elle s'entendait si bien à détruire.

Vous avez flagellé la Révolution, vous son fils et son prince, vous, roi de son peuple doctrinal, en l'obligeant de mettre au jour non-seulement sa sottise, mais sa couardise. Ses chefs vous ont demandé la paix et sa plèbe ne veut pas se battre contre vous, et le résultat de votre effort sera de lui arracher cette langue de blasphème dont elle a pourri le monde. L'honneur français qui se réveille, et qui commandera demain, la percera du fer rouge de ses mépris.

Vous nous avez dénoncé l'égoïsme sauvage et ingrat de l'Europe, le mensonge ou plutôt la trahison des alliances, la fourberie ignoble des diplomaties, la lâcheté des princes. Par vous, nous savons que nous n'avons pas d'amis parmi les puissants du vaste domaine de l'erreur. Nous savons combien nous

sommes haïs et jalousés de l'hérétique, du juif, de l'incrédule ; et il ne nous reste sur la terre que les petits peuples, proscrits et tourmentés par l'apostasie des grands. Ceux-là que nous avons abandonnés nous ont gardé leur cœur, et les mains sanglantes et opprimées de la Pologne et de l'Irlande, soulevant la pierre du sépulcre, s'élèvent en notre faveur vers la croix insultée. Patience, sœurs fidèles, votre France a encore du sang !

Et vous, roi, vous nous avez séparés de la force mauvaise et de l'ensorcellement de la mauvaise prospérité. Vous nous avez ôté la lèpre du luxe et la lèpre de l'art corrupteur. Vous avez écrasé sous votre pied brutal le lupanar, la guinguette, le théâtre, la fille et l'artiste de joie. Vous avez écrasé dans la boue ces plumes, ces pinceaux et ces guitares obscènes, et ce rire des abjects bouffons ; et toute notre jeunesse a jeté la casaque des histrions pour prendre l'habit de guerre.

Le reste viendra, roi, et vous vous en irez, et c'est vous qui ne reviendrez pas.

Le moment, je l'ignore. Avant ce moment, votre triomphe peut déconcerter l'espérance humaine. Dieu sait ce qu'il voudra mettre de jours à former les hommes qu'il lui faut.

Mais vous avez trouvé la France d'un empereur d'histrions qui s'amusait à faire des personnages et des décors de théâtre, et vous laisserez une France qui devra et qui voudra ne faire que du blé, du fer et des hommes ; et personne ne violera plus cette France-là ; et elle ira partout, portant des pensées qui renouvelleront la face du monde.

XCII

19 décembre.

LES HUGO.

Nous ne voulons pas perdre un trait du *Rappel* qui montre l'ingénuité de cette jeunesse. Nous le tirons d'un numéro un peu passé, mais il reste drôle. C'est le numéro du 27 frimaire an 79. Ils ont pris ce genre, parce que, Papa étant devenu vieux républicain comme Blanqui, il faut bien, pour imiter Papa, imiter aussi Blanqui.

A la vérité, ce qui donne à Blanqui une certaine couleur de constance, donne à Papa une couleur certaine d'inconsistance. Pour faire tout à fait *crânement*, il faudrait mettre la date républicaine aux *Vierges de Verdun*, à la *Naissance du duc de Bordeaux*, à la *Colonne*, à l'acceptation de la pairie, etc. Mais ce sont des enfants, ils ne songent pas à tout; et quand ils songent à tout, ils s'embrouillent et bredouillent.

Donc, dans ce *Rappel* du 27 frimaire an 79, le jeune Charles, celui du « cabinet, » fait remarquer que nous préférons les *Chants du crépuscule* aux *Châtiments*, et la pièce de vers intitulée *Date Lilia* à la pièce où nous sommes comparés à plusieurs assassins et à plusieurs agents de police, pour avoir sifflé Papa orateur.

Car il est vrai que nous avons sifflé Papa. Cela s'est fait le plus correctement du monde, lui présent, et nous lui disant son nom et le nôtre. Et lui, alors, fit cette pièce. Seulement il ne la mit pas alors dans les journaux. Il la mit dans son tiroir, et elle n'en sortit que sous cotte de mailles à l'étranger.

Papa est sujet à faire des pièces noctambules comme les faillis mal en règle, et qui ne se promènent que sur les chemins où n'entrent point les sergents. C'est un travers malheureux de ce beau génie. Un fils bien né en souffrirait.

Quelque jour nous parlerons des *Châtiments*. Rien ne presse. Nous attendrons un moment où tous nos collaborateurs ne seront pas d'avant-poste. Dès à présent, nous pouvons avouer que nous préférons les *Chants du crépuscule*, encore que peut-être plus chevillés.

Eh ! oui, écervelés, dans les œuvres de Papa nous mettons celles dont tout le monde admire la beauté morale au-dessus de celles que la police correctionnelle devrait biffer à première réquisition.

S'il nous venait fantaisie d'y faire mettre ce timbre, qui s'y opposerait ? Nous avons la verge dans la main. Nous la jetons au poëte. Qu'il la prenne pour une palme s'il veut. Il n'aura de nous qu'une amnistie de plus, et nous serons assez vengés de sa pièce quand il nous plaira d'en écrire la préface.

Un procès correctionnel serait de bonne guerre contre le poëte-tribun honoré de quelque suffrage politique ; un bout de préface sera plus séant contre le rival malheureux du bonhomme Corbon.

Quant à notre admiration pour les *Chants du crépuscule*, elle demeure. Le livre est beau malgré les chevilles, et honnête malgré les accrocs.

Et vous, *Toto*, lisez l'histoire de Cham, qui devint nègre pour ne pas avoir couvert la nudité de son père.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER

Pages.





FIN DE LA TABLE

Paris. — Imprimé par Ch. Noblet, rue Soufflot, 18.



PARIS

PENDANT LES

DEUX SIÉGES

PAR

LOUIS VEUILLOT

TOME SECOND



PARIS
LIBRAIRIE DE VICTOR PALME
Éditeur des Bollandistes
25, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN

1871



PARIS PENDANT LE SIÉGE

XCIII

20 décembre.

FAUSSE APOLOGIE DU GOUVERNEMENT, VRAIE APOLOGIE DE LA FRANCE.

On lit dans le *Journal officiel :*

Plusieurs journaux reprochent au gouvernement de suivre une politique indécise et de compromettre la défense par ses hésitations. Ils l'accusent aussi de ne pas mettre le public incessamment au courant de ses espérances et de ses moyens d'action, et de garder quelquefois pour lui les dépêches qui lui parviennent.

Le gouvernement n'a pas de prétention de faire toujours ce qui serait jugé le meilleur par chacun de ceux qui ont le droit et le devoir de contrôler ses actes. S'il voulait réaliser cet idéal, il serait forcé de faire à la fois plusieurs choses contradictoires. Ce à quoi il s'efforce, c'est d'accomplir sans arrière-pensée la

lourde tâche qui pèse sur lui, et, sur ce point, son programme est simple : combattre l'invasion étrangère jusqu'à ce qu'il l'ait repoussée par la force ou par un arrangement honorable.

Ce programme, par lui formulé dès les premiers jours, n'a pas cessé, ne cessera pas d'être le sien. Paris fût-il seul à résister, le devoir continuerait à l'imposer. Mais, grâce à Dieu! malgré ses fortunes diverses, l'effort de la province s'unit au nôtre et se prononce chaque jour davantage. Là aussi, aux ruines de l'empire la république a fait succéder des armées improvisées qui s'affirment par leur héroïsme. Dans la douloureuse situation où nous sommes, nous ne pouvons retracer l'histoire glorieuse de leurs combats de chaque jour sur tous les points du territoire. L'imperfection de nos communications ne nous permet de recueillir que des renseignements incomplets, et nos concitoyens voudront bien ne pas exiger de nous des détails qui ne nous parviennent pas.

Quand nous recevons des dépêches, nous ne gardons pour nous que les appréciations confidentielles; nous avons toujours publié, et nous publierons toujours les faits qu'elles renferment. De ces faits constants, il résulte pour tout esprit impartial que la nation accepte résolûment la lutte et qu'elle ne se laissera pas dominer par l'étranger. Qui aurait pu croire, il y a quelques semaines, que nos jeunes recrues de la Loire arrêteraient, par dix jours de combats, les bandes victorieuses de Frédéric-Charles, du prince de Mecklembourg et du prince royal de Saxe? Non-seulement elles les ont tenues en échec, mais elles les ont fait reculer en leur infligeant des pertes considérables.

Elles forment une armée intacte prête à donner la main à Briant vers l'ouest, à Bourbaki au sud, alors que le général Faidherbe, dont chacun sait la distinction et le courage, opère du côté du nord. Telle est notre situation résumée en quelques mots. Nous ne dissimulons ni sa gravité ni ses périls, mais nous disons qu'elle est simple, et qu'elle nous impose l'obligation de tenir et de combattre. Depuis trois mois Paris accepte les plus dures souffrances, et sa constance grandit avec l'épreuve. Il sait qu'il peut souffrir davantage, et repousse



avec horreur l'idée d'une capitulation que la crainte de cette aggravation lui arracherait.

Le gouvernement n'a d'autre mérite que de s'associer à ce sentiment et de se faire l'exécuteur de cette volonté. Il est résolu à y mettre toute son énergie, et il ne demande d'autre récompense que de n'être pas indigne du dévouement civique de ceux qui lui ont donné leur confiance. Il combattra avec eux, et, il en a le ferme espoir, avec eux et par eux, il vaincra. L'ennemi qu'il s'agit de repousser est puissant; mais quelle que soit sa force, elle est moins grande que celle de la nation française; et quand Paris, quand le gouvernement de la défense nationale annoncent leur inébranlable dessein de combattre et de vaincre, ils peuvent affirmer, sans craindre de se tromper, qu'ils ont pour eux la France tout entière, et qu'avec la garde nationale, la garde mobile et l'armée ils réussiront dans leur sainte entreprise.

La note du *Journal officiel* nous donne de ces bonnes raisons sur lesquelles il n'y a rien à dire et qui pourraient aussi opportunément n'être pas données. La situation est difficile, les hommes ont fait ce qu'ils ont pu. Cela est connu et admis de tout le monde. Personne ne doute de la bonne volonté des hommes, personne n'ignore que ce qu'ils ont pu n'a pas été brillant. Le génie a manqué.

C'est un grand sujet de regret, ce ne serait pas tout à fait un légitime sujet de reproche. Nul n'est tenu d'avoir du génie, pas même lorsque l'on s'est proposé pour faire en ce genre des miracles. Il y a des époques où tout le monde est persuadé de posséder le plus grand mérite et s'offre à jouer triomphalement avec l'impossible, le véritable, l'unique impossible étant de ne pas triompher. M. le maréchal Le Bœuf a eu cette conviction-là, qui était l'idée de

l'Empire. Dans le moment que M. le maréchal Le Bœuf voyait fuir son illusion, les illustres députés de Paris, MM. Favre, Crémieux, Glais-Bizoin, Ferry, etc., se sentaient absolument capables de rétablir les affaires et les prenaient en main très-gaillardement, comme on l'a vu, attendu qu'il est impossible que la République ne triomphe pas, surtout conduite par MM. Ferry, Crémieux, Glais-Bizoin, Favre, etc., lesquels sont l'amour des peuples et l'espérance du monde. Le *Journal officiel* en est encore persuadé. Il nous le dit, selon sa fonction qui est de nous le dire jusqu'au dernier jour et jusqu'à la dernière minute. Merveilles à Paris, nous en sommes tous témoins; merveilles en province, les pigeons l'attestent : « Là aussi, aux ruines de l'Empire, la *République* a fait succéder des armées improvisées qui s'affirment (?) par leur héroïsme. »

Il faut avoir beaucoup de pitié et beaucoup de clémence pour les époques où tout le monde est plein de génie, où les officines d'avocat, les coulisses des théâtres, les boutiques de libraires, les bureaux de rédaction, les cafés et les cantines regorgent d'hommes universels, tous également certains de sauver le pays, moyennant quelque petit appointement. En fait de génie militaire, que peuvent à bon droit se reprocher le ministre impérial Le Bœuf et le ministre républicain Gambetta, et dans toutes les autres branches du génie de gouvernement tous les autres ministres impériaux et tous les autres ministres républicains, et des deux côtés, ces couches remuantes que l'on appelle le peuple politique ?

Depuis un demi-siècle, le genre humain politique n'est guère que le même faquin ou le même sot tiré à plusieurs milliers d'exemplaires. La pauvre espèce humaine gémit sous ce mille-pattes qui l'avilit et la gruge. Elle attend un homme qui tire l'épée pour faire enfin ce qui est la seule vraie gloire de l'épée : obéir à la vérité, déchirer l'erreur.

Il est certain cependant, comme dit l'*Officiel*, que rien n'est perdu. La raison qui fait que rien n'est perdu, l'*Officiel* ne la dit pas et ne la connaît pas. Rien n'est perdu parce que les événements, à l'insu et contre la volonté de ceux qui les brassent ou plutôt les tripotent, forment tout à la fois et l'homme que le véritable peuple attend, et le peuple dont cet homme aura besoin. Dans ce siècle de machines, les événements sont comme les rouages inconscients d'un mécanisme immense et mystérieux. L'ingénieur se cache. On ne saura son nom que lorsqu'on verra son ouvrage, et alors l'acclamation de l'humanité saluera Celui qui fait les mondes.

Oserons-nous dire que tout ce qui se passe depuis cent ans est ce que l'on appelle vulgairement une lessive? Et pourquoi ne le dirions-nous pas? L'œuvre est assez forte pour élever le mot à sa hauteur. Une telle lessive vaut bien une création. Mille souillures qui apparaissent à la surface de la formidable cuve, sont des parcelles immondes qui se détachent. Cette écume sera enlevée. En ce moment elle couvre tout, mais déjà elle ne tient plus à rien; et ce qui sortira de la cuve en sera tiré autre qu'il n'y fut mis, c'est-à-dire nettoyé, pur, salubre, préparé pour de nobles usages.

Il y a comme une mystérieuse attente de ce bienfait dans la patience invincible avec laquelle la France supporte et même bénit les douleurs de l'opération. Elle veut être lavée, elle veut renaître, elle veut resplendir, et elle a foi dans le succès de la « sainte entreprise » sans avoir aucune foi dans les hommes qui en ont la conduite, lesquels, en vérité, ne sont pas dignes, et, en réalité, ne conduisent rien.

Sainte entreprise! c'est le *Journal officiel* lui-même qui écrit ce mot étrange dans ses colonnes. Comme il est vrai! Et comme il ne le sait pas!

On escompte l'histoire, on se décerne des couronnes dont il ne sera plus guère question au jour du véritable jugement. Qui a fait ce qui est fait? C'est un mouvement d'instinct et de multitude, dont nul ne peut discerner les causes. Presque partout la digue et le flot se sont également trompés. Les accoucheurs de la République croyaient mettre au monde la paix. La plupart de ceux qui hurlaient le cri de guerre ne voulaient point se battre. Les murailles de Paris seraient tombées d'elles-mêmes s'il leur avait été dit qu'elles tiendraient si longtemps. Jamais Dieu n'a davantage montré l'obstination de ses miséricordes sur la France.

Depuis cent ans, l'histoire des Français n'est pas glorieuse, celle de la France l'est infiniment. Quelle autre nation soumise à de tels guides, renversée par tant de surprises et de séductions contraires de la gloire, de la prospérité, de l'esprit, de l'orgueil et de la honte, aurait pu espérer d'en sortir, comme le monde en aura le spectacle, avec toute sa foi, tout

son bon sens et toute sa vertu ! Mais ceux qui s'attribuent ici quelque chose, qui pensent que la France subit ce combat pour conserver les présents qu'ils lui ont fait et demeurer dans le cul-de-sac où ils encensent leur propre et imbécile idole, ceux-là ne connaissent ni la France, ni eux-mêmes, et n'ont pas le pressentiment de l'avenir vers lequel s'élanceront nos drapeaux purifiés.

XCIV

21 décembre.

CADET.

Nous mettons sous les yeux du public l'édit du sieur Cadet, directeur général des ambulances de l'arrondissement Mottu. C'est un véritable édit dans le goût proconsulaire de la vieille Rome et de la nouvelle Russie. En Pologne, on est déclaré Russe pour les mêmes raisons qu'on est déclaré libre-penseur dans les ambulances Mottu. Nous ne connaissons pas d'acte cosaque qui ait, en ce genre, dépassé la tranquille insolence de l'édit Cadet.

Il n'y a pas d'article particulier à signaler. L'édit est d'un seul jet et égal à lui-même partout. Cadet-Mottu ne veut pas que ses ambulances puissent être exposées à l'infection d'une religion *quelconque*. Il faut absolument que le malade l'exige, et qu'alors



même ce ne soit pas long. Là-dessus, l'édit est minutieux. La mort chrétienne est précieuse devant Dieu; mais la mort *civile* est précieuse devant Cadet, premier-né de Mottu. Il fait tout son possible, qui va loin, pour s'en procurer le plaisir et la gloire. Il y intéresse les parents. Il accorde la prime d'un enterrement gratuit au malade qui meurt dans le sein de Mottu. Il impose les frais de sépulture au culte qui ose lui ravir un mourant.

Si M. Cadet opérait dans nos quartiers catholiques, les religieux qui tiennent et desservent à leurs frais un si grand nombre d'ambulances n'y pourraient pas entrer, ou devraient jurer, ès-mains de Cadet, de ne pas parler de Dieu aux malades, à moins que ceux-ci ne leur en fissent commandement exprès par l'organe dudit Cadet. La République eût exigé ce serment de tous les prêtres, comme la monarchie voulait qu'ils jurassent d'enseigner les quatre articles. Cet épisode a manqué au carnaval aragouin de 1870, lequel, hélas ! n'est point fini.

Assurément, l'édit Cadet ne nous inspire pas la moindre alarme. Nous ne craignons pas du tout que les Mottu, les Asseline, les Clémenceau et le citoyen Cadet, qui les dépasse de plusieurs coudées, puissent durer longtemps. On aura raison de ces entrepreneurs d'athéisme, et ils seront prochainement remis à leur place. Il faut même reconnaître qu'ils ont leur douloureuse et humiliante utilité. Mais, en vérité, l'humiliation est grande ! Et il y a de pauvres soldats qui meurent sans secours religieux, pour la satisfaction de Mottu et de Cadet !

Nous n'avons rien à dire au gouvernement, s'il ne réforme pas ce honteux état de choses. Là-dessus, qu'il en permette un peu plus, un peu moins, il est jugé.

Mais la conscience catholique doit compter sur un autre défenseur, et certainement ce défenseur a rempli son devoir. Nous osons supplier Mgr l'archevêque de Paris de consoler les angoisses de son peuple, en disant tout haut ce qu'il a fait pour le droit de l'Église et le salut des âmes.

A la suite des réclamations auxquelles l'*Univers* a donné hier la publicité, l'arrêté suivant a été affiché à la porte des ambulances municipales du XI[e] arrondissement :

Arrêté concernant les ambulances du XI[e] arrondissement.

Art. 1[er]. Aucun membre d'une religion quelconque ne pourra pénétrer dans les ambulances s'il n'y est appelé par les malades.

Art. 2. Il sera fait droit à tout citoyen demandant le ministre d'une religion quelconque.

Art. 3. Tout prêtre ou ministre demandé ne pourra s'adresser qu'au malade qui l'aura fait appeler.

Art. 4. Sitôt son ministère accompli (en entier), le prêtre ou ministre devra quitter l'ambulance.

Art. 5. Tout citoyen décédé sans avoir demandé le ministre d'une religion quelconque sera enterré civilement aux frais de la mairie.

Art. 6. Dès qu'un malade aura fait demander un ministre de la religion, tout directeur d'ambulance sera tenu d'en informer immédiatement le directeur général.

Art. 7. Si le citoyen administré vient à décéder, il sera in-



humé par l'église de son culte, et les frais en seront supportés par elle. Le directeur de l'ambulance préviendra le directeur général, qui lui-même en informera le ministre du culte auquel le défunt aura fait appel.

Le directeur général des ambulances
du XI[e] arrondissement.
Signé : CADET.

Paris, le 15 décembre 1870.

XCV

Même date.

LA FRANCE IRA-T-ELLE AU CONGRÈS ?

Le gouvernement « de la défense nationale » ne sait gouverner ni les mairies, ni les ambulances, ni les écoles primaires, ni les corps de garde de certains quartiers, et ne sait pas beaucoup non plus se gouverner lui-même. Sous l'œil bénin du membre Favre et du membre Ferry, l'insulte au Christianisme est licite dans le centre de la ville; Mottu le maire, assisté de Cadet l'ambulancier, rafraîchit son vieux blason du jardin de Gethsemani et du tribunal de Caïphe. Dans les régions éloignées de l'Empire, auprès de la muraille, l'insulte à la propriété complète l'outrage à la religion. La partie facétieuse de la garde nationale, s'étant soûlée à raison de trente sous par ventre, aux frais de l'État, s'amuse à dire la messe et à piller la chapelle, comme il vient d'arriver à Issy.



Mais ces mésaventures abondantes n'empêchent pas le gouvernement de la défense nationale d'avoir toutes les belles ambitions. Il aspire à être *reconnu*, il veut entrer dans la noble famille des gouvernements européens et se mêler des grandes affaires du monde. Sa petite besogne de Paris ne lui suffit pas.

S'il était reconnu, le roi d'Italie, l'empereur de Russie, le grand-duc de Bade lui écriraient : *Monsieur mon bon ami.* Quel honneur pour notre pauvre France ! Il y a si longtemps que nous ne recevons plus de ces douceurs-là !

Nous ne sommes encore reconnus que par le président des Amériques et par le roi d'Italie, un particulier et un parvenu ! Et nous n'avons d'ambassadeur qui fasse quelque chose que le vieux Senart, lequel aura peut-être l'honneur de représenter la France à l'entrée solennelle de Victor-Emmanuel dans Rome. Donc, ils cherchent à se faufiler ailleurs, et ils accepteraient pour la France un tabouret, ou un bout de banc, même sans accoudoir, dans le congrès qu'il serait question de rassembler pour régler les choses d'Orient. Ils y enverraient sans doute le jeune Ferry, c'est le meilleur pendant qu'ils puissent fournir au vieux Senart. Si M. le général Trochu entend parler de ces beaux projets et s'il a jamais vu la figure du vieux Senart ou celle du jeune Ferry, il doit souffrir.

Nous savons que M. le général Trochu a fort à faire ; néanmoins nous croyons qu'il néglige trop la partie civile de son gouvernement. Un jour il regrettera de n'avoir pas entendu parler de Motto, de Cadet, de Senart, de la garde nationale soûle qui dit la

messe sous l'œil bénin de M. Jules Favre et de M. Ferry; il regrettera d'avoir ignoré l'ardeur qui pousse ses collègues civils à se faire admettre dans la très-noble et très-auguste assemblée des gouvernements européens.

Pour l'honneur de la France, général, prenez-y garde. Si l'on vous parle du congrès, prenez la plume. Cette fois, c'est le cas. Ecrivez-leur que la France aimerait d'être laissée tranquille en matière de congrès, et qu'ils règlent leur affaire d'Orient et les autres comme ils l'entendront.

Que tout cela ne regarde plus la France, qu'elle n'a plus d'affaires dans le monde, qu'elle fait l'économie des ambassadeurs et des représentants à l'étranger; qu'elle n'a plus de traités à maintenir, ni de traités à observer, ni de traités à conclure; qu'elle remet tout cela à d'autres temps;

Qu'elle n'a plus d'alliés et n'est plus alliée; qu'elle ne se regarde plus comme faisant partie du corps des nations européennes; qu'en ce sens elle est morte, qu'elle veut rester un temps au fond de son tombeau;

Que Paris est l'image de ce tombeau où la corruption n'entrera point, où tout au contraire la corruption périra. Car la France en a maintenant fait l'expérience. Elle sait maintenant quelles sont les causes de la mort, et quels baumes amers tuent les germes de mort.

La France n'a rien à dire là où elle n'émettrait qu'un avis que l'on pourrait mépriser. Elle ne signe pas des traités où aucun article ne serait écrit de sa

maïn. Elle ne traite pas avec les forts et se borne à ne point reconnaître les traités qu'ils font.

Elle ne livrera pas sa faiblesse présente, elle ne vendra pas sa force future.

Elle restera dans son tombeau inexpugnable. Elle y restera comme morte, mais le tombeau sera vivant. Il n'en sortira point d'ambassadeurs, et les ambassadeurs n'y entreront point.

Elle ne s'occupera de paix que chez elle et pour elle. Elle fera du fer, elle fera du blé, elle fera des hommes. Elle prendra le temps qu'il faut pour dégriser sa populace sur laquelle compte l'ennemi, et qui a pris l'habitude de ne pas compter avec les lois. Elle a l'âme et le cœur, elle se refera l'intelligence et le bras.

Et alors elle ouvrira ses portes et elle rentrera dans le monde, non pour étudier les choses qui s'y seront faites, non pour se soumettre aux arrangements qu'on aura pris, mais pour voir si la justice règne et si quelque peuple barbare a encore son pied brutal sur quelque troupeau de la famille du Christ. Alors la démocratie chrétienne sera née.

A présent donc, arrangez-vous, et faites un équilibre européen. Faites des conquêtes, des annexions, des empires, des traités. La France n'en est pas, n'est de rien.

Nous en reparlerons dans dix ou quinze ans, quand nous aurons ce qu'il nous faut de fer et d'hommes, quand nous aurons enterré dans la chaux vive le cadavre pestilentiel de la Révolution, et quand la race humaine sur le reste de la terre aura besoin du libérateur.

XCVI

23 décembre.

ÉCHEC MILITAIRE SOUS PARIS.

Vieux, au dur moment des expiations, Louis XIV consolait un de ses généraux vaincus et au besoin lui remettait ses fautes, en lui disant : « A notre âge, on n'est pas heureux. » C'est une des paroles qui le maintiennent roi, malgré la cruelle guerre que subit sa mémoire et qu'il a méritée. Le malheur ne le dispensait pas d'être juste et ne l'obligeait qu'à se montrer plus grand. Sa conscience lui disait sans doute que les torts anciens ou récents du prince étaient pour beaucoup dans les disgrâces de ses armées, et, en même temps, la magnanimité royale lui apprenait qu'il n'y a point de mésaventure ni de catastrophe qui ne laissent au cœur de l'homme la ressource de les dominer par la vertu. La vraie vertu est une arme humaine, mais placée dans la main de Dieu. Elle devient l'infaillible obéissance et l'invincible espérance; elle ne se sent pas vaincue par l'irréparable, et l'impossible ne la décourage pas.

Le peuple souverain a ses torts, son orgueil, sa jactance et le reste des imbécillités royales, autant pour moins que les autres rois. Les démagogues refusent de croire au péché originel de l'homme et à celui de la puissance humaine, encore pire. Ils pré-

tendent que la puissance populaire est immaculée en sa source et en ses actes. Elle n'en a pas moins sujet de dire entre toutes : *In peccato concepit me mater mea*, et ses armées en subissent les conséquences. Seulement elle ajoute à ses fautes la faute redoutable de ne les point reconnaître et de n'en imputer la faute qu'à ses généraux. Elle ne permet pas que ses généraux soient malheureux. Elle les injurie, elle les casse, elle les tue. C'est ce qui explique pourquoi

> Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

La République tue le soldat malheureux ; le soldat « heureux » viole la République, l'épouse, la bat, la tue. Autre justice.

Et si la République ne rencontre pas de soldat heureux, alors, à force de tuer le soldat malheureux, elle tue enfin son armée et se trouve face à face avec l'ennemi vainqueur. Généralement elle ne lui fait point voir cette âme magnanime qui domine toute fortune contraire ; du coutelas de ses ignobles justices, elle ne fait point cette arme de vertu que Dieu prend dans sa main. Elle s'affaisse, elle traite ; le vainqueur la fait travailler pour lui sous le bâton, ou la lie, ou l'envoie au marché.

Il est probable que le fier Gambetta, s'il était à Paris, ne dirait point à M. le général Trochu, rentrant après un effort sans succès : « En notre âge démocratique on n'est pas heureux. » Il verrait plutôt la nécessité de le remplacer par le citoyen Flourens ou par le citoyen Delescluze, général de *Risquanttout*. Heureusement que M. Jules Favre est plus sage,

et ni M. le général Trochu, ni Paris ne se laisseront abattre. L'infructueux effort d'hier (s'il a été infructueux comme il semble) n'est pas le dernier.

Nous croyons que M. le général Trochu a le droit de n'être pas heureux, et que son malheur n'est pas sa faute. Il a pris une situation désastreuse, un instrument faussé que les circonstances ont rendu encore plus rebelle. Son tort propre est de s'être engagé là dedans par sa volonté, mais la large équité veut qu'on l'impute à la misère morale de notre époque autant qu'à lui-même. Il n'a su ni s'abstenir de tout tort, ni se donner un tort assez grand. Il devait ou ne prendre aucune part à la conspiration du 4 septembre, ou prendre tout et assumer la dictature. *Alors il* eût fait preuve d'une énergie qui se fût communiquée et qui eût inspiré la confiance. Prendre la dictature devient un droit à qui la rend protectrice du droit, et il n'y a qu'une chose plus illustre, c'est de savoir la déposer. Rien n'est plus malhabile et ne peut plus aisément devenir funeste que d'en accepter craintivement la moitié.

A cela près, M. le général Trochu a fait tout ce que l'on pouvait attendre politiquement d'un timide homme de bien, militairement d'un général instruit, patient et courageux. Nous saurons plus tard ce qu'il a pu avoir d'illumination et ce qu'il a pu montrer de hardiesse. Cette question n'est au jugement de personne aujourd'hui. Fût-elle décidée contre sa gloire, il lui restera l'honneur d'avoir fait sa muraille et son armée, et par là d'avoir donné à la France le temps de se lever, de s'organiser, de résister, sinon d'accourir.

PARIS PENDANT LE SIÉGE

XCIII

20 décembre.

FAUSSE APOLOGIE DU GOUVERNEMENT, VRAIE APOLOGIE DE LA FRANCE.

On lit dans le *Journal officiel :*

Plusieurs journaux reprochent au gouvernement de suivre une politique indécise et de compromettre la défense par ses hésitations. Ils l'accusent aussi de ne pas mettre le public incessamment au courant de ses espérances et de ses moyens d'action, et de garder quelquefois pour lui les dépêches qui lui parviennent.

Le gouvernement n'a pas de prétention de faire toujours ce qui serait jugé le meilleur par chacun de ceux qui ont le droit et le devoir de contrôler ses actes. S'il voulait réaliser cet idéal, il serait forcé de faire à la fois plusieurs choses contradictoires. Ce à quoi il s'efforce, c'est d'accomplir sans arrière-pensée la

lourde tâche qui pèse sur lui, et, sur ce point, son programme est simple : combattre l'invasion étrangère jusqu'à ce qu'il l'ait repoussée par la force ou par un arrangement honorable.

Ce programme, par lui formulé dès les premiers jours, n'a pas cessé, ne cessera pas d'être le sien. Paris fût-il seul à résister, le devoir continuerait à l'imposer. Mais, grâce à Dieu! malgré ses fortunes diverses, l'effort de la province s'unit au nôtre et se prononce chaque jour davantage. Là aussi, aux ruines de l'empire la république a fait succéder des armées improvisées qui s'affirment par leur héroïsme. Dans la douloureuse situation où nous sommes, nous ne pouvons retracer l'histoire glorieuse de leurs combats de chaque jour sur tous les points du territoire. L'imperfection de nos communications ne nous permet de recueillir que des renseignements incomplets, et nos concitoyens voudront bien ne pas exiger de nous des détails qui ne nous parviennent pas.

Quand nous recevons des dépêches, nous ne gardons pour nous que les appréciations confidentielles; nous avons toujours publié, et nous publierons toujours les faits qu'elles renferment. De ces faits constants, il résulte pour tout esprit impartial que la nation accepte résolûment la lutte et qu'elle ne se laissera pas dominer par l'étranger. Qui aurait pu croire, il y a quelques semaines, que nos jeunes recrues de la Loire arrêteraient, par dix jours de combats, les bandes victorieuses de Frédéric-Charles, du prince de Mecklembourg et du prince royal de Saxe? Non-seulement elles les ont tenues en échec, mais elles les ont fait reculer en leur infligeant des pertes considérables.

Elles forment une armée intacte prête à donner la main à Briant vers l'ouest, à Bourbaki au sud, alors que le général Faidherbe, dont chacun sait la distinction et le courage, opère du côté du nord. Telle est notre situation résumée en quelques mots. Nous ne dissimulons ni sa gravité ni ses périls, mais nous disons qu'elle est simple, et qu'elle nous impose l'obligation de tenir et de combattre. Depuis trois mois Paris accepte les plus dures souffrances, et sa constance grandit avec l'épreuve. Il sait qu'il peut souffrir davantage, et repousse

avec horreur l'idée d'une capitulation que la crainte de cette aggravation lui arracherait.

Le gouvernement n'a d'autre mérite que de s'associer à ce sentiment et de se faire l'exécuteur de cette volonté. Il est résolu à y mettre toute son énergie, et il ne demande d'autre récompense que de n'être pas indigne du dévouement civique de ceux qui lui ont donné leur confiance. Il combattra avec eux, et, il en a le ferme espoir, avec eux et par eux, il vaincra. L'ennemi qu'il sagit de repousser est puissant; mais quelle que soit sa force, elle est moins grande que celle de la nation française; et quand Paris, quand le gouvernement de la défense nationale annoncent leur inébranlable dessein de combattre et de vaincre, ils peuvent affirmer, sans craindre de se tromper, qu'ils ont pour eux la France tout entière, et qu'avec la garde nationale, la garde mobile et l'armée ils réussiront dans leur sainte entreprise.

La note du *Journal officiel* nous donne de ces bonnes raisons sur lesquelles il n'y a rien à dire et qui pourraient aussi opportunément n'être pas données. La situation est difficile, les hommes ont fait ce qu'ils ont pu. Cela est connu et admis de tout le monde. Personne ne doute de la bonne volonté des hommes, personne n'ignore que ce qu'ils ont pu n'a pas été brillant. Le génie a manqué.

C'est un grand sujet de regret, ce ne serait pas tout à fait un légitime sujet de reproche. Nul n'est tenu d'avoir du génie, pas même lorsque l'on s'est proposé pour faire en ce genre des miracles. Il y a des époques où tout le monde est persuadé de posséder le plus grand mérite et s'offre à jouer triomphalement avec l'impossible, le véritable, l'unique impossible étant de ne pas triompher. M. le maréchal Le Bœuf a eu cette conviction-là, qui était l'idée de

l'Empire. Dans le moment que M. le maréchal Le Bœuf voyait fuir son illusion, les illustres députés de Paris, MM. Favre, Crémieux, Glais-Bizoin, Ferry, etc., se sentaient absolument capables de rétablir les affaires et les prenaient en main très-gaillardement, comme on l'a vu, attendu qu'il est impossible que la République ne triomphe pas, surtout conduite par MM. Ferry, Crémieux, Glais-Bizoin, Favre, etc., lesquels sont l'amour des peuples et l'espérance du monde. Le *Journal officiel* en est encore persuadé. Il nous le dit, selon sa fonction qui est de nous le dire jusqu'au dernier jour et jusqu'à la dernière minute. Merveilles à Paris, nous en sommes tous témoins; merveilles en province, les pigeons l'attestent : « Là aussi, aux ruines de l'Empire, la *République* a fait succéder des armées improvisées qui s'affirment (?) par leur héroïsme. »

Il faut avoir beaucoup de pitié et beaucoup de clémence pour les époques où tout le monde est plein de génie, où les officines d'avocat, les coulisses des théâtres, les boutiques de libraires, les bureaux de rédaction, les cafés et les cantines regorgent d'hommes universels, tous également certains de sauver le pays, moyennant quelque petit appointement. En fait de génie militaire, que peuvent à bon droit se reprocher le ministre impérial Le Bœuf et le ministre républicain Gambetta, et dans toutes les autres branches du génie de gouvernement tous les autres ministres impériaux et tous les autres ministres républicains, et des deux côtés, ces couches remuantes que l'on appelle le peuple politique ?

Depuis un demi-siècle, le genre humain politique n'est guère que le même faquin ou le même sot tiré à plusieurs milliers d'exemplaires. La pauvre espèce humaine gémit sous ce mille-pattes qui l'avilit et la gruge. Elle attend un homme qui tire l'épée pour faire enfin ce qui est la seule vraie gloire de l'épée : obéir à la vérité, déchirer l'erreur.

Il est certain cependant, comme dit l'*Officiel*, que rien n'est perdu. La raison qui fait que rien n'est perdu, l'*Officiel* ne la dit pas et ne la connaît pas. Rien n'est perdu parce que les événements, à l'insu et contre la volonté de ceux qui les brassent ou plutôt les tripotent, forment tout à la fois et l'homme que le véritable peuple attend, et le peuple dont cet homme aura besoin. Dans ce siècle de machines, les événements sont comme les rouages inconscients d'un mécanisme immense et mystérieux. L'ingénieur se cache. On ne saura son nom que lorsqu'on verra son ouvrage, et alors l'acclamation de l'humanité saluera Celui qui fait les mondes.

Oserons-nous dire que tout ce qui se passe depuis cent ans est ce que l'on appelle vulgairement une lessive? Et pourquoi ne le dirions-nous pas? L'œuvre est assez forte pour élever le mot à sa hauteur. Une telle lessive vaut bien une création. Mille souillures qui apparaissent à la surface de la formidable cuve, sont des parcelles immondes qui se détachent. Cette écume sera enlevée. En ce moment elle couvre tout, mais déjà elle ne tient plus à rien; et ce qui sortira de la cuve en sera tiré autre qu'il n'y fut mis, c'est-à-dire nettoyé, pur, salubre, préparé pour de nobles usages.

Il y a comme une mystérieuse attente de ce bienfait dans la patience invincible avec laquelle la France supporte et même bénit les douleurs de l'opération. Elle veut être lavée, elle veut renaître, elle veut resplendir, et elle a foi dans le succès de la « sainte entreprise » sans avoir aucune foi dans les hommes qui en ont la conduite, lesquels, en vérité, ne sont pas dignes, et, en réalité, ne conduisent rien.

Sainte entreprise! c'est le *Journal officiel* lui-même qui écrit ce mot étrange dans ses colonnes. Comme il est vrai! Et comme il ne le sait pas!

On escompte l'histoire, on se décerne des couronnes dont il ne sera plus guère question au jour du véritable jugement. Qui a fait ce qui est fait? C'est un mouvement d'instinct et de multitude, dont nul ne peut discerner les causes. Presque partout la digue et le flot se sont également trompés. Les accoucheurs de la République croyaient mettre au monde la paix. La plupart de ceux qui hurlaient le cri de guerre ne voulaient point se battre. Les murailles de Paris seraient tombées d'elles-mêmes s'il leur avait été dit qu'elles tiendraient si longtemps. Jamais Dieu n'a davantage montré l'obstination de ses miséricordes sur la France.

Depuis cent ans, l'histoire des Français n'est pas glorieuse, celle de la France l'est infiniment. Quelle autre nation soumise à de tels guides, renversée par tant de surprises et de séductions contraires de la gloire, de la prospérité, de l'esprit, de l'orgueil et de la honte, aurait pu espérer d'en sortir, comme le monde en aura le spectacle, avec toute sa foi, tout

son bon sens et toute sa vertu ! Mais ceux qui s'attribuent ici quelque chose, qui pensent que la France subit ce combat pour conserver les présents qu'ils lui ont fait et demeurer dans le cul-de-sac où ils encensent leur propre et imbécile idole, ceux-là ne connaissent ni la France, ni eux-mêmes, et n'ont pas le pressentiment de l'avenir vers lequel s'élanceront nos drapeaux purifiés.

XCIV

21 décembre.

CADET.

Nous mettons sous les yeux du public l'édit du sieur Cadet, directeur général des ambulances de l'arrondissement Mottu. C'est un véritable édit dans le goût proconsulaire de la vieille Rome et de la nouvelle Russie. En Pologne, on est déclaré Russe pour les mêmes raisons qu'on est déclaré libre-penseur dans les ambulances Mottu. Nous ne connaissons pas d'acte cosaque qui ait, en ce genre, dépassé la tranquille insolence de l'édit Cadet.

Il n'y a pas d'article particulier à signaler. L'édit est d'un seul jet et égal à lui-même partout. Cadet-Mottu ne veut pas que ses ambulances puissent être exposées à l'infection d'une religion *quelconque*. Il faut absolument que le malade l'exige, et qu'alors

même ce ne soit pas long. Là-dessus, l'édit est minutieux. La mort chrétienne est précieuse devant Dieu; mais la mort *civile* est précieuse devant Cadet, premier-né de Mottu. Il fait tout son possible, qui va loin, pour s'en procurer le plaisir et la gloire. Il y intéresse les parents. Il accorde la prime d'un enterrement gratuit au malade qui meurt dans le sein de Mottu. Il impose les frais de sépulture au culte qui ose lui ravir un mourant.

Si M. Cadet opérait dans nos quartiers catholiques, les religieux qui tiennent et desservent à leurs frais un si grand nombre d'ambulances n'y pourraient pas entrer, ou devraient jurer, ès-mains de Cadet, de ne pas parler de Dieu aux malades, à moins que ceux-ci ne leur en fissent commandement exprès par l'organe dudit Cadet. La République eût exigé ce serment de tous les prêtres, comme la monarchie voulait qu'ils jurassent d'enseigner les quatre articles. Cet épisode a manqué au carnaval aragouin de 1870, lequel, hélas! n'est point fini.

Assurément, l'édit Cadet ne nous inspire pas la moindre alarme. Nous ne craignons pas du tout que les Mottu, les Asseline, les Clémenceau et le citoyen Cadet, qui les dépasse de plusieurs coudées, puissent durer longtemps. On aura raison de ces entrepreneurs d'athéisme, et ils seront prochainement remis à leur place. Il faut même reconnaître qu'ils ont leur douloureuse et humiliante utilité. Mais, en vérité, l'humiliation est grande! Et il y a de pauvres soldats qui meurent sans secours religieux, pour la satisfaction de Mottu et de Cadet!

Nous n'avons rien à dire au gouvernement, s'il ne réforme pas ce honteux état de choses. Là-dessus, qu'il en permette un peu plus, un peu moins, il est jugé.

Mais la conscience catholique doit compter sur un autre défenseur, et certainement ce défenseur a rempli son devoir. Nous osons supplier Mgr l'archevêque de Paris de consoler les angoisses de son peuple, en disant tout haut ce qu'il a fait pour le droit de l'Église et le salut des âmes.

A la suite des réclamations auxquelles l'*Univers* a donné hier la publicité, l'arrêté suivant a été affiché à la porte des ambulances municipales du XIe arrondissement :

Arrêté concernant les ambulances du XIe arrondissement.

Art. 1er. Aucun membre d'une religion quelconque ne pourra pénétrer dans les ambulances s'il n'y est appelé par les malades.

Art. 2. Il sera fait droit à tout citoyen demandant le ministre d'une religion quelconque.

Art. 3. Tout prêtre ou ministre demandé ne pourra s'adresser qu'au malade qui l'aura fait appeler.

Art. 4. Sitôt son ministère accompli (en entier), le prêtre ou ministre devra quitter l'ambulance.

Art. 5. Tout citoyen décédé sans avoir demandé le ministre d'une religion quelconque sera enterré civilement aux frais de la mairie.

Art. 6. Dès qu'un malade aura fait demander un ministre de la religion, tout directeur d'ambulance sera tenu d'en informer immédiatement le directeur général.

Art. 7. Si le citoyen administré vient à décéder, il sera in-

humé par l'église de son culte, et les frais en seront supportés par elle. Le directeur de l'ambulance préviendra le directeur général, qui lui-même en informera le ministre du culte auquel le défunt aura fait appel.

Le directeur général des ambulances
du XI[e] arrondissement,
Signé : CADET.

Paris, le 15 décembre 1870.

XCV

Même date.

LA FRANCE IRA-T-ELLE AU CONGRÈS?

Le gouvernement « de la défense nationale » ne sait gouverner ni les mairies, ni les ambulances, ni les écoles primaires, ni les corps de garde de certains quartiers, et ne sait pas beaucoup non plus se gouverner lui-même. Sous l'œil bénin du membre Favre et du membre Ferry, l'insulte au Christianisme est licite dans le centre de la ville; Mottu le maire, assisté de Cadet l'ambulancier, rafraîchit son vieux blason du jardin de Gethsemani et du tribunal de Caïphe. Dans les régions éloignées de l'Empire, auprès de la muraille, l'insulte à la propriété complète l'outrage à la religion. La partie facétieuse de la garde nationale, s'étant soûlée à raison de trente sous par ventre, aux frais de l'État, s'amuse à dire la messe et à piller la chapelle, comme il vient d'arriver à Issy.

Mais ces mésaventures abondantes n'empêchent pas le gouvernement de la défense nationale d'avoir toutes les belles ambitions. Il aspire à être *reconnu*, il veut entrer dans la noble famille des gouvernements européens et se mêler des grandes affaires du monde. Sa petite besogne de Paris ne lui suffit pas.

S'il était reconnu, le roi d'Italie, l'empereur de Russie, le grand-duc de Bade lui écriraient : *Monsieur mon bon ami*. Quel honneur pour notre pauvre France ! Il y a si longtemps que nous ne recevons plus de ces douceurs-là !

Nous ne sommes encore reconnus que par le président des Amériques et par le roi d'Italie, un particulier et un parvenu ! Et nous n'avons d'ambassadeur qui fasse quelque chose que le vieux Senart, lequel aura peut-être l'honneur de représenter la France à l'entrée solennelle de Victor-Emmanuel dans Rome. Donc, ils cherchent à se faufiler ailleurs, et ils accepteraient pour la France un tabouret, ou un bout de banc, même sans accoudoir, dans le congrès qu'il serait question de rassembler pour régler les choses d'Orient. Ils y enverraient sans doute le jeune Ferry, c'est le meilleur pendant qu'ils puissent fournir au vieux Senart. Si M. le général Trochu entend parler de ces beaux projets et s'il a jamais vu la figure du vieux Senart ou celle du jeune Ferry, il doit souffrir.

Nous savons que M. le général Trochu a fort à faire ; néanmoins nous croyons qu'il néglige trop la partie civile de son gouvernement. Un jour il regrettera de n'avoir pas entendu parler de Mottu, de Cadet, de Senart, de la garde nationale soûle qui dit la

messe sous l'œil bénin de M. Jules Favre et de M. Ferry; il regrettera d'avoir ignoré l'ardeur qui pousse ses collègues civils à se faire admettre dans la très-noble et très-auguste assemblée des gouvernements européens.

Pour l'honneur de la France, général, prenez-y garde. Si l'on vous parle du congrès, prenez la plume. Cette fois, c'est le cas. Ecrivez-leur que la France aimerait d'être laissée tranquille en matière de congrès, et qu'ils règlent leur affaire d'Orient et les autres comme ils l'entendront.

Que tout cela ne regarde plus la France, qu'elle n'a plus d'affaires dans le monde, qu'elle fait l'économie des ambassadeurs et des représentants à l'étranger; qu'elle n'a plus de traités à maintenir, ni de traités à observer, ni de traités à conclure; qu'elle remet tout cela à d'autres temps;

Qu'elle n'a plus d'alliés et n'est plus alliée; qu'elle ne se regarde plus comme faisant partie du corps des nations européennes; qu'en ce sens elle est morte, qu'elle veut rester un temps au fond de son tombeau;

Que Paris est l'image de ce tombeau où la corruption n'entrera point, où tout au contraire la corruption périra. Car la France en a maintenant fait l'expérience. Elle sait maintenant quelles sont les causes de la mort, et quels baumes amers tuent les germes de mort.

La France n'a rien à dire là où elle n'émettrait qu'un avis que l'on pourrait mépriser. Elle ne signe pas des traités où aucun article ne serait écrit de sa



main. Elle ne traite pas avec les forts et se borne à ne point reconnaître les traités qu'ils font.

Elle ne livrera pas sa faiblesse présente, elle ne vendra pas sa force future.

Elle restera dans son tombeau inexpugnable. Elle y restera comme morte, mais le tombeau sera vivant. Il n'en sortira point d'ambassadeurs, et les ambassadeurs n'y entreront point.

Elle ne s'occupera de paix que chez elle et pour elle. Elle fera du fer, elle fera du blé, elle fera des hommes. Elle prendra le temps qu'il faut pour dégriser sa populace sur laquelle compte l'ennemi, et qui a pris l'habitude de ne pas compter avec les lois. Elle a l'âme et le cœur, elle se refera l'intelligence et le bras.

Et alors elle ouvrira ses portes et elle rentrera dans le monde, non pour étudier les choses qui s'y seront faites, non pour se soumettre aux arrangements qu'on aura pris, mais pour voir si la justice règne et si quelque peuple barbare a encore son pied brutal sur quelque troupeau de la famille du Christ. Alors la démocratie chrétienne sera née.

A présent donc, arrangez-vous, et faites un équilibre européen. Faites des conquêtes, des annexions, des empires, des traités. La France n'en est pas, n'est de rien.

Nous en reparlerons dans dix ou quinze ans, quand nous aurons ce qu'il nous faut de fer et d'hommes, quand nous aurons enterré dans la chaux vive le cadavre pestilentiel de la Révolution, et quand la race humaine sur le reste de la terre aura besoin du libérateur.

XCVI

23 décembre.

ÉCHEC MILITAIRE SOUS PARIS.

Vieux, au dur moment des expiations, Louis XIV consolait un de ses généraux vaincus et au besoin lui remettait ses fautes, en lui disant : « A notre âge, on n'est pas heureux. » C'est une des paroles qui le maintiennent roi, malgré la cruelle guerre que subit sa mémoire et qu'il a méritée. Le malheur ne le dispensait pas d'être juste et ne l'obligeait qu'à se montrer plus grand. Sa conscience lui disait sans doute que les torts anciens ou récents du prince étaient pour beaucoup dans les disgrâces de ses armées, et, en même temps, la magnanimité royale lui apprenait qu'il n'y a point de mésaventure ni de catastrophe qui ne laissent au cœur de l'homme la ressource de les dominer par la vertu. La vraie vertu est une arme humaine, mais placée dans la main de Dieu. Elle devient l'infaillible obéissance et l'invincible espérance ; elle ne se sent pas vaincue par l'irréparable, et l'impossible ne la décourage pas.

Le peuple souverain a ses torts, son orgueil, sa jactance et le reste des imbécillités royales, autant pour moins que les autres rois. Les démagogues refusent de croire au péché originel de l'homme et à celui de la puissance humaine, encore pire. Ils pré-

tendent que la puissance populaire est immaculée en sa source et en ses actes. Elle n'en a pas moins sujet de dire entre toutes : *In peccato concepit me mater mea*, et ses armées en subissent les conséquences. Seulement elle ajoute à ses fautes la faute redoutable de ne les point reconnaître et de n'en imputer la faute qu'à ses généraux. Elle ne permet pas que ses généraux soient malheureux. Elle les injurie, elle les casse, elle les tue. C'est ce qui explique pourquoi

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

La République tue le soldat malheureux ; le soldat « heureux » viole la République, l'épouse, la bat, la tue. Autre justice.

Et si la République ne rencontre pas de soldat heureux, alors, à force de tuer le soldat malheureux, elle tue enfin son armée et se trouve face à face avec l'ennemi vainqueur. Généralement elle ne lui fait point voir cette âme magnanime qui domine toute fortune contraire ; du coutelas de ses ignobles justices, elle ne fait point cette arme de vertu que Dieu prend dans sa main. Elle s'affaisse, elle traite ; le vainqueur la fait travailler pour lui sous le bâton, ou la lie, ou l'envoie au marché.

Il est probable que le fier Gambetta, s'il était à Paris, ne dirait point à M. le général Trochu, rentrant après un effort sans succès : « En notre âge démocratique on n'est pas heureux. » Il verrait plutôt la nécessité de le remplacer par le citoyen Flourens ou par le citoyen Delescluze, général de *Risquons-tout*. Heureusement que M. Jules Favre est plus sage,

et ni M. le général Trochu, ni Paris ne s
abattre. L'infructueux effort d'hier (s'il a
tueux comme il semble) n'est pas le derni

Nous croyons que M. le général Troch
de n'être pas heureux, et que son malhe
sa faute. Il a pris une situation désastreuse
ment faussé que les circonstances ont re
plus rebelle. Son tort propre est de s'êtr
dedans par sa volonté, mais la large é
qu'on l'impute à la misère morale de no
autant qu'à lui-même. Il n'a su ni s'abste
tort, ni se donner un tort assez grand. Il de
prendre aucune part à la conspiration du
bre, ou prendre tout et assumer la dictatur
eût fait preuve d'une énergie qui se fût con
et qui eût inspiré la confiance. Prendre l
devient un droit à qui la rend protectrice d
il n'y a qu'une chose plus illustre, c'est d
déposer. Rien n'est plus malhabile et ne
aisément devenir funeste que d'en accepte
vement la moitié.

A cela près, M. le général Trochu a fait t
l'on pouvait attendre politiquement d'
homme de bien, militairement d'un généra
patient et courageux. Nous saurons plus ta
a pu avoir d'illumination et ce qu'il a pu m
hardiesse. Cette question n'est au jugemen
sonne aujourd'hui. Fût-elle décidée contre
il lui restera l'honneur d'avoir fait sa murai
armée, et par là d'avoir donné à la France le
se lever, de s'organiser, de résister, sinon d'

Résister était le possible immédiat; cela est fait. L'honneur en est dû au gouverneur de Paris. Dieu sait seul si davantage eût valu mieux. Nous sommes de ceux qui croient que pour l'avenir il nous était plus désirable et meilleur de résister même que de vaincre. La victoire nous eût délivrés de l'ennemi extérieur; la prolongation de la résistance nous délivrera et de l'ennemi extérieur et de l'ennemi intérieur; elle ne fermera pas seulement la plaie, elle corrigera un vice du sang qui l'eût bientôt rouverte, et l'eût rendue probablement incurable.

La plaie de la France est en elle-même. Napoléon III fut l'ulcère qui attira le vautour; mais d'où venait l'ulcère, et quel peut être un corps que cet ulcère a rongé vingt ans? Si les douleurs que nous souffrons nous préservent et préservent nos enfants des causes profondes et des prospérités d'un pareil règne, qu'elles soient bénies!

Aucun échec ne nous peut perdre, si ce n'est la durée de l'aveuglement des esprits et de l'avilissement des âmes; aucune victoire ne nous peut sauver que le réveil de la foi aux grands devoirs de l'âme et aux destinées chrétiennes de la patrie. Bénis soient les désastres qui tourneront enfin nos regards vers le ciel, et qui nous feront enfin souvenir que la France ne fut pas créée, baptisée et élue de Dieu pour être le proxénète d'erreur le plus riche et le plus amusant du monde.

XCVII

23 décembre.

LETTRE DU CITOYEN CADET.

22 décembre.

Citoyen Veuillot,

J'arrive du champ de bataille, et on me communique votre article me concernant.

Ma réponse est bien simple. Si mon arrêté eût obtenu vos éloges, citoyen Veuillot, je me serais demandé si je n'avais pas pris une décision insensée, immorale, injuste et déloyale.

Mais, du moment qu'elle mérite votre désapprobation, permettez-moi de vous dire, citoyen Veuillot, que ma conscience est tranquille, persuadé que je suis dans la bonne voie, c'est-à-dire dans la justice, l'honnêteté et la moralité.

Passons maintenant à vos insinuations.

Dans un entrefilet comme vous savez les faire, vous dites :

« On assure que le directeur général des ambulances du « XIe arrondissement touche 500 francs par mois. »

TANT QU'A mes appointements, vous saurez pour votre gouverne, citoyen Veuillot, que mes fonctions sont gratuites, et puisque vous me forcez à parler de moi, voici ce que j'ai fait dans l'intérêt des ambulances.

Espèces	420 fr. »
Notes de médicaments, payées	120 fr. 80 c.
Boîte d'amputation, etc., achetée chez Charrière	170 fr. »
Total	710 fr. 80 c.

Agréez, citoyen Veuillot, mes remerciements,

CADET,

di ecteur général des ambulances.

Citoyen Cadet,

Sortir d'une bataille et combattre, à l'instant!

Un nommé Sanche, roi de certaines Espagnes, parlait ainsi à un nommé Rodrigue, surnommé le *Cid*, chef de bataillon d'un arrondissement de ces quartiers-là. Seulement, c'était un 106ᵉ bataillon, et ce Cid était un jésuite. Mais dans votre genre, vous le valez bien. Quoique votre adversaire, je salue en vous le Cid des ambulanciers.

J'apprends avec plaisir, citoyen Cadet, que vous vous êtes fendu de sept cent dix francs et quatre-vingts centimes au profit de vos ambulances. Jésus-Christ n'a donné que son sang pour le salut des âmes que vous cherchez à lui prendre. M. Mottu doit trouver que vous faites mieux les choses. Non moins généreux que vous, il saura vous faire rentrer dans vos frais.

S'il faut avoir dépensé de l'argent pour mériter l'honneur de vous parler, sachez, citoyen Cadet, que la guerre et la République m'ont, à ma connaissance actuelle, coûté cent cinquante ou deux cent mille francs, et que je dépense environ cinq cents francs par jour afin de ne point licencier mon atelier. Je néglige les centimes.

Et vous arrivez du champ de bataille! Voilà qui est merveilleux et bien flatteur pour le champ de bataille. Le frère ignorantin qui s'y est fait tuer ne serait pas capable d'en dire autant.

Mottu mettra là une colonne aux frais du XI[e] arrondissement :

ICI SE FIT VOIR MON CADET.

De l'autre côté il évidera la colonne et il y collera des prospectus de son dictionnaire Larousse, pour rentrer dans les frais de l'arrondissement.

TANT QU'A moi, citoyen Cadet, je ne reviens pas du champ de bataille, mais je me porte bien, tout comme vous, Dieu merci.

Et TANT QU'A votre lettre, je la publie avec un vrai plaisir, citoyen Cadet.

A votre service.

XCVIII

24 décembre.

LA VIGILE DE NOEL.

Si les chefs et les rangs élevés de la société européenne avaient conservé autant de Christianisme que les pauvres soldats qui regretteront ce soir les vieilles sérénités de Noël, ils sauraient pourquoi le monde est aux prises avec la destruction, et ils pourraient le préserver de la destruction. Ils pourraient arrêter le flot de sang qu'ils font couler des chaumières, le flot de haine qu'ils déchaînent des cœurs et qui s'accroît en roulant. Ils détourneraient ces torrents qui sub-

mergeront les trônes, les palais et les villes, et, malheur plus grand, aussi les âmes !

Les pensées et les prières de Noël leur révéleraient la structure de l'édifice social ; ils verraient la pierre qu'ils ont ébranlée, l'arc-boutant qu'ils ont fait ployer sous le poids impie et stupide de leur orgueil, et qui croulera demain s'ils ne se hâtent de le réparer. Ils verraient que tout repose là-dessus, et le gouvernement, et l'usine, et le comptoir, et la banque, et la civilisation, et la paix, et la vie ; et que rien, rien ne se peut reconstruire ni asseoir ailleurs.

La pierre, c'est le berceau de Bethléem, — Bethléem, *la maison du pain!* — L'arc-boutant, c'est la charte proclamée au-dessus de ce berceau en ce moment de la rénovation, c'est-à-dire de l'affranchissement de la race humaine : *Gloire à Dieu dans le ciel; sur la terre, paix aux hommes de bonne volonté.*

La société véritable est née de ces paroles, la civilisation est sortie de ce berceau. Auparavant, il n'y avait pas eu de civilisation dans le monde, il n'y avait eu que de brillantes et stériles cultures, des arts et des lois qui n'avaient jamais conduit qu'à un raffinement de la barbarie. En ce moment-là, on était dans la floraison d'Auguste, on allait à Néron. Tout à l'heure, cette fleur donnerait ce fruit! Néron empereur, pontife et Dieu, résultat des inventions sociales purement humaines! Et que de semences de mort contenait le fruit impérial, chef-d'œuvre de la mort! La mort victorieuse emportait le genre humain. Mais le Christ était venu, et Paul, apôtre du Christ, Paul

aux pieds nus et aux mains liées, allait insulter la mort de ce grand cri immortel : *Où est ton aiguillon, où est ta victoire ?*

Il n'y avait pas eu de société entre les hommes, parce qu'il n'existait pas de société entre l'homme et Dieu. L'élément divin de la société sortit enfin de l'arche, qui l'avait comme remporté au ciel. Il redescendit sur la terre, où Dieu l'avait semé à l'aurore du monde ; et cette société primitive de l'homme avec Dieu et avec l'homme renaquit, pour aider l'homme à retrouver l'Éden éternel et lui en être tout de suite une image. Il y eut un père, il y eut des frères, il y eut une égalité et une liberté ; des lèvres humaines échangèrent le baiser de paix. Le berceau de Bethléem s'agrandit, il devint l'Église ; et l'Église dut devenir le monde, afin que la charte de Bethléem s'étendît à toute âme créée de Dieu. Ainsi du berceau de Bethléem naquirent les libres nations chrétiennes, brisant partout l'unité tyrannique de l'empire, qui avait l'homme pour maître, pour pontife et pour Dieu. Au lieu de se former en bas par la contrainte du fer, l'unité se fit en haut par la lumière et par l'amour. Au lieu du même homme pour maître, l'humanité eut le même Dieu pour père et pour ami.

Telle est la constitution chrétienne du monde. Hors de là, il n'y a que ce qui était auparavant : César, le fer, la mort. Que César soit homme ou qu'il soit peuple, il importe peu. Dieu n'a pas fait deux Églises véritables, deux modes de la véritable vie et de la véritable liberté qui sont une seule et même chose. Il est connu et adoré, c'est la vie ; il est méconnu et

répudié, c'est la mort. Peuple ou homme, César n'est aussi qu'une même chose et qu'un même maître : peuple, il est seulement plus dur et plus asservi. Il n'a toujours dans la main que le fer et ne donne toujours que la mort.

Ils ont donc voulu bannir Dieu et ressusciter César. C'est à quoi ils travaillent, et ils sont en train de réussir. Déjà ils ne disent plus : *Gloire à Dieu*, et déjà il n'y a plus de *paix*. Ils ont diminué le nombre des hommes de bonne volonté, la bonne volonté a diminué avec l'intelligence de la vérité parmi ceux qui ont encore la vérité, et il n'y a plus de paix ni de gloire pour personne. Par un enchaînement formidable de bassesse et d'erreur, les peuples méprisent, haïssent et obéissent, formant mille désirs sauvages de briser le joug et de se venger. Ils se vengeront, mais ils ne briseront pas le joug, et plus ils le secoueront, plus il sera ignoble et dur.

Nous avons aux portes de Paris le roi et le peuple modernes, constitués selon la perfection actuelle de la science et de la philosophie, qui doivent désormais remplacer la charte de Bethléem et conduire le genre humain. L'un et l'autre sont une très-vieille chose très-anciennement connue. Ce roi fut jadis le pharisien, et ce peuple fut jadis le philistin ; et tous deux furent aussi ce qu'on appela jadis le conquérant païen et l'empereur barbare, c'est-à-dire les deux plus cruels fléaux dont le Christianisme ait soulagé l'humanité.

Au début de la guerre, un docteur de ce peuple, un aigle de cette science allemande qui s'est tant ap-

pliquée à ressusciter César, voulant louer son roi pharisien et exciter son peuple philistin, s'est acharné sur notre triste Napoléon III. Il a peint un véritable monstre décrétant froidement la destruction de plusieurs millions d'hommes, et même la ruine et l'égorgement de tout un peuple. On ne saurait jurer qu'il ne l'eût fait, s'il l'avait pu. Mais que trouve là d'extraordinaire ce savant? L'opération n'est pas inouïe depuis cent ans, et toutes les nations philosophiques l'ont tour à tour pratiquée. La Prusse, d'abord, conseillée par Voltaire; la Russie ensuite, et puis la France révolutionnaire et impériale, et puis l'Angleterre. L'Italie elle-même, depuis qu'elle se mêle de philosopher, montre assez qu'elle ne s'y refuserait pas, n'était le bruit du canon qui l'intimide. Le prince et le peuple modernes sont ainsi faits. Le sang répandu d'un assassin les empêche de dormir. Ils signent sa grâce en versant les douces larmes de Néron. Mais l'extermination d'un peuple ne leur coûte rien. C'est une affaire de finance et de commerce, c'est de la politique et de la gloire, comme avant le Christ. Et les princes modernes se disent *modernes* précisément parce qu'ils ont été repétris de la pâte princière d'avant le Christ.

Ce qui est vraiment extraordinaire et monstrueux dans le discours du savantas de Berlin, ce qui caractérise sa pauvreté intellectuelle et sa niaise hypocrisie, c'est de supposer aux princes modernes des remords. Il prend sottement dans Shakespeare une description des nuits troublées de Napoléon III! Du temps de Shakespeare encore, un prince pouvait avoir des re-

mords. Ni la philosophie ni la vraisemblance n'en étaient blessées. Le remords dura jusqu'à Fouquier-Tainville qui voyait les eaux de la Seine rouges de sang. Fouquier-Tainville avait des restes de baptême et d'éducation cléricale. Mais Napoléon, élève du sage athée Vieillard, n'a fait que semblant d'être chrétien. C'est un prince moderne, un César. S'il n'est pas tourmenté de quelque maladie, il dort, il fait cet honneur à la libre humanité, affranchie de Dieu par la science des lettrés césariens.

Il a dormi plus tranquille, après Sedan, qu'un cuistre oratoire ou littéraire après un discours sur lequel il attend encore l'opinion des journaux. Des remords! Vous croyez aux remords, vous qui niez Dieu et qui déchirez la charte de Bethléem? Pourquoi donc, s'il vous plaît, des remords? Et quelle sorte de mal y a-t-il à déclarer n'importe quelle sorte de guerre et à la poursuivre lorsqu'elle réussit? Et qui se permettra de juger l'homme moderne? Et quel jugement ce mécanisme peut-il redouter en cette vie, lorsqu'il est le plus fort, et après cette vie, lorsqu'il n'est plus rien?

Voyez donc votre roi, dans le sang jusqu'aux épaules, n'ayant bientôt plus à se baisser pour le boire et en réchauffer son vin. Il se propose d'exterminer un grand peuple qui lui a (hélas!) demandé la paix; il ressuscite l'esclavage antique, il coupe le poignet du vaincu; et il dort, et même il publie qu'il fait sa prière!

Si Dieu ne vous donne pas le pardon que votre stupidité ne sait plus implorer, voilà vos maîtres fu-

turs, voilà vos pontifes et vos dieux. Et longtemps vous grelotterez affamés pendant la nuit de Noël dans le sang et dans la boue des camps, attendant de tuer ou d'être tués, vous interrogeant sur la monstrueuse énigme du monde !

XCIX

Même date.

NOUVEAU PAPIER DE M. MARTIN.

Voici un précieux morceau du *Journal des Débats*. Nous le publions sans commentaires, cherchant à deviner pourquoi le *Journal des Débats* nous fait de telles révélations et nous donne de tels plaisirs.

La brochure dont il est question à la fin est sans doute celle de l'auteur de l'article, M. Louis-Auguste Martin, déjà connu. On se souvient de son titre : *Vrais et faux catholiques ;* et de son aventure : condamnée par la police correctionnelle à Paris, et par l'*Index* à Rome. On peut entrevoir le nom du théologien près duquel M. Martin s'était muni de la théologie qui le conduisit à ce double succès.

PAPIERS DES TUILERIES

SUR LA SITUATION DU CLERGÉ CATHOLIQUE EN 1857.

Le 7 janvier 1857, le doyen de la faculté de théologie à Paris, M. Maret, a écrit à M. le ministre de l'instruction publique une lettre importante sur la situation de l'Eglise catholique

en France. Il y signale deux partis dans le clergé français : le parti ultra et le parti modéré. L'un, creusant un abîme entre l'Église et la société moderne, fait courir à l'ordre moral les plus grands dangers; il n'est pas moins dangereux dans l'ordre politique, comme opposé à l'idée napoléonienne. « Il y a là, dit-il, des malentendus prodigieux et des périls cachés sans nombre. Il y a là toute la perturbation de l'ordre moderne, et le renversement, s'il était possible, d'une des bases sur lesquelles l'Empire est assis. Par conséquent, le choix du nouvel archevêque de Paris dans les rangs de ce parti serait un malheur pour l'État et pour l'Église. »

A cette lettre est joint un petit Mémoire écrit par une autre main que la sienne, où il démontre que les deux partis en question ne diffèrent en rien sur le principe de la foi, mais qu'ils ne s'entendent point sur les rapports de l'Église avec l'État. Le parti ultra-catholique professe des doctrines favorables à l'absolutisme pontifical, à la domination temporelle du clergé, et confond dans une même haine aveugle les erreurs et les fautes de la philosophie et de la Révolution avec les progrès légitimes de la société.

Ce parti place son idéal dans le régime théocratique, parce qu'il ne voit d'ordre social vraiment catholique que celui du moyen âge. M. Maret pense, au contraire, que les principes de 89 bien entendus découlent du Christianisme comme de la raison philosophique; qu'ils ont amené en France plus de justice, d'égalité, de liberté et de bien-être. Il résulte, suivant lui, de l'hostilité du parti ultra qu'une portion très-nombreuse du clergé se sépare de plus en plus de la société moderne, perd de plus en plus toute action sur elle et devient chaque jour plus impopulaire. Il tend par là à jeter la nation dans les voies du matérialisme pratique. Il crée donc les plus grands périls à l'ordre moral...

Un autre Mémoire non signé, mais attribué encore à M. Maret, est intitulé : *Pour faire suite à une conversation confidentielle avec S. Exc. le ministre des cultes.* L'*Univers* y est représenté comme un instrument de propagande et de terreur. Un grand nombre d'évêques n'osent parler, dans la crainte d'être

dénoncés par lui comme *gallicans*, c'est-à-dire hérétiques. « Si cet accusateur public de l'épiscopat triomphe, c'est le coup de grâce porté à l'Église de France. »

Il voit aussi dans l'existence de l'*Univers* un sujet d'appréhensions directes pour le gouvernement ; car, après avoir fanatisé une partie du clergé, si ce journal usait de sa puissance contre le gouvernement, son opposition aurait une grande force; et il sera trop tard pour le briser lorsque les fidèles se seront accoutumés à identifier la religion avec les doctrines de l'*Univers* : « Ne vaudrait-il pas mieux laisser tomber ce journal comme de lui-même, ou, s'il ne tombe pas, car il a de puissants appuis, le laisser, du moins, s'affaiblir par la seule déconsidération de ses doctrines mises en lumière par la brochure qu'on poursuit ? »

L.-Aug. Martin,
Membre auxiliaire de la commission
des Tuileries.

C

25 décembre.

LES JOURNAUX DE PARIS SUR LA NUIT DE NOEL.

Les journaux semblent s'être entendus pour parler de la fête de Noël. Presque tous lui consacrent un article. L'un d'eux, assez grave, dit naïvement que nous autres, gens de Paris, « nous voyons *même* apparaître toute la signification profonde qui caractérise cette fête du Christianisme, à laquelle, dans des temps plus heureux, nous n'eussions donné qu'une attention secondaire. » Hélas ! nous croyons qu'il se flatte et qu'il flatte un peu le plus grand nombre de ceux qu'il appelle *nous*. L'attention

est encore « secondaire » et les considérations poético-politiques qu'elle inspire sont secondaires aussi. Dans les dix ou douze articles dictés par la sanglante Noël de 1870, il apparaît surtout un vif regret de tant de boustifailles supprimées. On en souffre pour sa part, on s'en réjouit pour ce qui regarde l'ennemi, « l'attention » que les Allemands donnent à la fête de Noël étant, sur ce point, beaucoup moins « secondaire » que la nôtre. Le reste est vague. Les conséquences de l'attention secondaire en effet, et très-secondaire, accordée aux fêtes, c'est-à-dire aux principes du Christianisme « dans les temps plus heureux, » échappent totalement même au journal qui a dit cette grande vérité. Ce sont ces conséquences cependant qui ont amené cette nuit de Noël de l'an 1870 (1), laquelle restera si mémorable pour Paris, pour la France et pour l'Allemagne, et probablement sera suivie de plusieurs autres toutes semblables.

L'Européen n'a pas fini de passer la nuit de Noël dans des trous glacés ou boueux, la main sur la détente du fusil, en tête à tête avec la mort, qui se réjouit de faire coup double. La paix de l'Europe n'est pas pour cette année, ni pour l'année prochaine. L'année prochaine, la nuit anniversaire de la Bonne Nouvelle sera encore une nuit de glas, on y entendra le duo de la bise et des balles, on y verra encore pour étoiles la bombe et l'obus perfectionnés par la science;

(1) Les Prussiens avaient célébré la nuit de Noël par une canonnade formidable.

il y aura encore des tristesses dans les prisons de guerre, des angoisses et des larmes au foyer entouré de veuves et d'orphelins. Le monde est livré à un travail de durée. Il se défait du Christ, et, par une conséquence inévitable, il refait César. Ce n'est pas l'œuvre d'un moment !

Et voilà, gens d'Europe, la messe de minuit de César. Vous avez des chances pour la célébrer plus d'une fois, et vous n'y manquerez pas, ni à la messe de l'aurore, ni à la messe du jour !

Ce sera le commentaire de cette parole d'un de vos grands philosophes, que vous n'avez pas assez écouté en ce point, où il vous a paru entiché d'un reste de préjugés catholiques. « Chose *étrange* (?), dit Montesquieu, la religion, qui semble ne s'occuper que de l'autre monde, assure seule notre bonheur dans celui-ci. »

Il est certain que la commémoraison de la Noël du Christ avait quelque chose de moins fatigant pour le Français et même pour l'Allemand, sans exception du Prussien, que cette première Noël de César.

Gloria in excelsis Deo. — *Et in terra pax hominibus bonæ voluntatis !* Ces deux termes sont liés et inséparables, et le premier est la condition du second. Tant que vous voudrez chanter ou *Gloria in excelsis Imperatori*, ou *Gloria in excelsis Populo*, et tant que vous souffrirez qu'on le chante, dites adieu à la bonne volonté et à la paix du monde ; car la paix du monde est la paix des hommes de bonne volonté.

En parlant ainsi, pour la confession plus nécessaire que jamais de la vérité, nous ne voulons pas

laisser croire que nous méconnaissons ce qu'il y a de louable dans le sentiment de regret et de respect qui a inspiré au même instant un si grand nombre de journaux. Nous y saisissons et nous y goûtons un arôme de Christianisme. Est-ce encore l'automne, est-ce déjà le printemps ? En tous cas, il y a donc, même là, des âmes dont la mort n'a pas encore pris possession, ou en qui la vie recommence ? C'est, nous n'en doutons pas, un fait acquis et grandissant, et c'est en même temps la meilleure arme qui nous reste contre César. Là où quelque chose demeure au Christ, ni la mort ni César ne prendront pied et ne demeureront éternellement.

CI

27 décembre.

UN ARTICLE DU SIÈCLE SUR CÉSAR.

A propos de Noël, le *Siècle*, césarien déterminé, dit d'excellentes paroles contre le césarisme. Entre autres choses, il le nomme par son vrai nom. Il l'appelle *païen*. Dans cette bouche, le mot est d'or. Nous recueillons l'article du *Siècle* comme un de ces témoignages de l'âme et de la raison « naturellement chrétiennes » que Tertullien tirait des adversaires mêmes de Jésus-Christ :

L'Europe regarde avec surprise, et pour ainsi dire sans y croire, cette guerre païenne commandée par un prince qui se

vante d'être un chrétien fervent; elle n'en comprendra la terrible réalité que le jour où elle y sera elle-même en proie.

La guerre que la Prusse fait en ce moment à la France est une guerre païenne, non-seulement dans ses effets, mais encore dans son origine. L'idée césarienne n'a jamais disparu d'une façon complète de l'horizon moderne; elle a ses retours périodiques qui couvrent le monde de ruines et de désastres. Le fantôme du césarisme n'a pas cessé de planer sur nous : la religion chrétienne n'a pas eu la puissance de l'exorciser. Le rêve constant des barbares qui renversaient l'empire était de le rétablir. Charlemagne, qui parut un instant avoir réalisé ce rêve, créa un idéal de domination générale, une illusion d'empire universel, que toutes les leçons des siècles et tous les mécomptes de l'histoire n'ont pu parvenir à user.

L'idée césarienne, après avoir rempli le moyen âge tout entier de guerres, de troubles, de désordres de tous les genres, finit par se dissimuler sous la pourpre honorifique des Césars de Vienne, mais elle ne disparut pas. L'idéal de Charlemagne s'incarna de nouveau dans un homme, le lendemain même de la révolution française, qui semblait destinée à en finir à tout jamais avec les vieilles idées, et à briser définitivement les moules des vieilles institutions.

Napoléon Ier bouleversa l'Europe pour reconstruire l'empire de Charlemagne. Qui put se croire plus près que lui de réussir? Il avait le génie du fondateur d'empires et le génie du destructeur d'empires, il était à la fois législateur et capitaine; il échoua cependant devant la résistance de l'Europe, et surtout devant la résistance de l'Allemagne. Guillaume de Prusse, conseillé par M. de Bismark, veut recommencer l'épreuve de Napoléon Ier. C'est le progrès qu'il offre à la civilisation européenne au dix-neuvième siècle. L'Allemagne, abusée par la décevante fascination de la suprématie césarienne, approuve et suit Guillaume Ier comme la France approuva et suivit Napoléon Ier ; mais, comme la France, elle saura bientôt ce qu'il en coûte à un peuple pour tenter de faire revenir le monde sur ses pas.

L'Europe croit devoir laisser la France exposée seule aux

coups du césarisme prussien. C'est une faute dont elle ne tardera pas à se repentir; elle doit voir déjà, par la dénonciation du traité de 1867 sur la neutralisation du Luxembourg, combien ce césarisme la menace.

Cette dénonciation, venant après celle du traité de Paris de 1856, est le signe d'une longue entente entre la Prusse et la Russie. On dirait que, dans un Tilsitt de famille, les deux souverains de ces États se sont partagé en quelque sorte le monde : à Guillaume de Prusse l'empire d'Occident, à Alexandre de Russie l'empire d'Orient. Napoléon Ier et Alexandre Ier avaient rêvé un semblable partage; mais leur alliance, plus fragile que le radeau qui les portait sur le Niémen, fut bientôt rompue; l'alliance conclue entre Alexandre II et Guillaume Ier ne sera pas moins éphémère. Les causes qui les rapprochent dans le présent les éloignent à tout jamais l'un de l'autre dans l'avenir. L'Europe d'ailleurs, en présence du césarisme germanique et du césarisme slave unis contre elle, sera forcée de sortir d'un sommeil qui serait bientôt sa mort.

La France lui donne le signal de la résistance. Ce que nous allons dire aura l'air d'un paradoxe après le premier empire, et surtout après le second; mais, de toutes les nations du continent européen la France est, malgré ses défaillances passagères, celle qui représente le mieux le principe opposé au césarisme. Les droits de l'homme et du citoyen formulés par la révolution française resteront comme la protestation éternelle contre les priviléges de César. Les autres peuples savent bien ce qui leur manquerait si la France venait à leur manquer; ils font tous des vœux pour nous. Il n'est pas un cœur généreux, pas un esprit élevé qui ne regarde le tronçon d'épée que tient en ce moment la France comme l'épée de la liberté.

Tout ceci est trop sérieux pour que le *Siècle* n'écoute pas volontiers quelques observations sur les points qui gâtent la justesse générale de son aperçu.

Le roi de Prusse n'est pas un « prince chrétien. »

C'est un prince protestant, et protestant de Berlin : la différence est considérable. Il est, en outre, pontife suivant l'ordre de Luther, suivant l'ordre de Frédéric le Grand, et suivant son ordre à lui-même. Si l'on veut qu'il soit néanmoins chrétien, ces appendices expliquent pourquoi il fait une guerre païenne; et quiconque est chrétien à sa façon n'a aucun droit de l'accuser, cette sorte de Christianisme ne permettant pas moins. Certainement Voltaire, le cher Voltaire du *Siècle*, chrétien aussi, s'il était témoin des hauts faits du roi Guillaume, n'y trouverait pas plus à reprendre que dans les hauts faits du roi Frédéric. Il dirait, comme l'aimable aragonin Meillet : « *Je ne* vois pas là de quoi fouetter un Veuillot. » Le roi de Prusse est en pleine jouissance de l'argument du joli Cadet de Mottu : « Veuillot me blâme, donc je suis dans la voie de l'honneur. »

Puisqu'on ne peut pas appeler le roi de Prusse un prince chrétien, il n'y a nul moyen de le comparer à Charlemagne. Au sens de l'esprit comme au sens de l'épée, la taille manque, et ce n'est plus du tout la même conception de l'empire. Le *Siècle* exprime très-bien cette pensée en parlant de guerre païenne pour rétablir l'empire païen.

Le magnanime Charlemagne, préparé par le grand pape Adrien Ier, sacré par le grand pape Léon III, est l'œuvre politique de la sainte Église romaine. Elle le tira du chaos barbare et le pétrit de ses mains, comme Dieu avait pétri Adam du limon de la terre. Assurément les vues de l'Église romaine furent tout autres que celles de M. de Bismark, facteur de

l'empereur prussien ! Éclairé de la lumière apostolique, le nouvel empire devait maintenir la paix, c'est-à-dire le droit et la justice dans le peuple de Jésus-Christ. C'était le *saint* empire. Aux nations conquises, Charlemagne n'envoyait pas des proconsuls, mais des évêques, pour défendre, comme il le disait lui-même, leur droit et leur liberté. Les Allemands et d'autres, les profonds politiques du *Times*, par exemple, peuvent dire que l'empire prussien est *saint*. Mais il ne suffit pas qu'ils le disent.

Napoléon aussi se targua d'être Charlemagne. L'on trouve aujourd'hui qu'il ressembla davantage à l'espèce relativement médiocre des despotes et des aventuriers, généralement employés comme fléaux. Sa place diminuera dans l'histoire quand le jour renaîtra, et ce César de soudards pourra n'être qu'un Tamerlan. Il avait du génie, ou plutôt *un* génie. Souvent le génie humain n'est qu'un ange déchu, condamné à voyager en ce monde sur quelque bête lourde et rétive. Voyez M. Hugo. Il est plein de génie. De l'homme de génie, du conquérant de génie, du législateur de génie à l'homme vraiment supérieur, de Napoléon Bonaparte à Charlemagne, pasteur de peuples et fondateur d'empire, il y a toute la distance du châtiment à la miséricorde, de la semence de mort à la semence de vie.

Napoléon, ambitieux du nom de Charlemagne, a pu se couler un moment dans la robe du grand empereur, il n'a pu la porter. Elle s'est affaissée sur lui. On l'a ramassé là-dessous brisé, on l'a jeté sur un bateau et expédié à Sainte-Hélène. La vaste pri-

son des mers lui a été donnée plus peut-être à cause de la folie du monde et de la faiblesse de ses ennemis, qu'à cause de sa véritable valeur. Il se comparait mieux lorsqu'il disait : Je suis la Révolution!

Entre la Révolution et Charlemagne, il n'y a pas plus de comparaison qu'entre M. de Bismark et le pape Léon III. La Révolution avait pour but d'anéantir le reste du saint empire romain, afin d'anéantir le reste du Christianisme. Elle a eu providentiellement pour objet, elle aura pour effet d'anéantir le vieil esprit césarien et anticatholique qui avait ressaisi les rois de l'Europe au mépris de leur *institution* sacrée: La Révolution a donc renversé les trônes : elle y voyait encore la croix, qui n'était plus qu'une image, elle n'y voyait pas son propre esprit, qui faisait leur faiblesse et qui eût irrémédiablement assuré sa victoire. Et comme, après les avoir renversés, elle les relevait obstinément pour s'y asseoir elle-même et les gâter davantage encore, elle a été condamnée à les livrer au feu. Il n'y a plus autre chose à faire de ces meubles pestiférés. Mais le feu qui doit consumer les trônes doit consumer aussi la Révolution, sinon il consumera le monde.

Si la longue miséricorde de Dieu n'est pas épuisée, si les temps de l'Antechrist ne sont pas venus, le monde abjurera la tyrannie et la séduction révolutionnaires comme il a abjuré la tyrannie et la séduction royales. Ni César, ni Brutus, mais le Christ!

Alors, ce qui sortira intact de la poussière des siècles et du brasier moderne, ce qui se retrouvera

parmi les débris de trônes, d'échafauds et de peuples enfouis sous des montagnes d'obus et d'armes scientifiques brisées, ce sera l'idée de la sainte Église et de son fils et serviteur Charlemagne, le règne du Christ et du peuple chrétien.

La démocratie baptisée, la *sainte* démocratie, sera sans doute une création nouvelle, mais elle ressemblera beaucoup plus au *saint* empire qu'à l'empire païen et qu'à l'empire révolutionnaire, lesquels sont, au fond, le même empire et le même fléau. L'un et l'autre sortent de la même source empoisonnée, du cœur arrogant, cruel et bas de l'homme qui se croit Dieu.

Le *Siècle* ne fait nullement un paradoxe lorsqu'il dit que « de toutes les nations du continent européen la France est celle qui représente le mieux le principe opposé au césarisme. » Rien n'est plus vrai ; mais ce n'est pas parce que la Révolution française a « formulé les Droits de l'homme et du citoyen. » Cette formule n'est, comme la Révolution elle-même, qu'un médiocre plagiat de la formule bien plus ample donnée trois siècles auparavant par la révolution allemande, la vraie Révolution. Or ni en Allemagne, ni en France, ces fameuses formules n'ont empêché la renaissance triomphante du césarisme, le rétablissement de l'empire païen. Elles en ont, au contraire, relevé la base et fourni l'unique agent, qui est la doctrine impie de la divinisation de l'homme par lui-même.

L'empire païen ! Comment par ce seul mot le *Siècle* n'est-il pas averti de son erreur sur la véritable

ressource de la France contre César, c'est-à-dire contre l'homme se faisant Dieu ?

Car c'est là le césarisme et César. En César l'homme se crée Dieu, et il fait César afin de se voir Dieu et de s'adorer lui-même dans un homme. Ainsi il s'avilit, il se tue, mais il contente son ingratitude et son insolence en se séparant du vrai Dieu qui s'est fait homme pour le relever et le sauver.

La France est la nation la plus rebelle au césarisme, parce qu'elle est, malgré ses défaillances, la nation la plus fidèle ou la moins infidèle à Jésus-Christ, Dieu fait homme.

C'est la nation abondante en généreux ouvriers de la pensée, la nation au clair esprit, au clair langage, en qui toute théorie devient une épée, et toute épée, qu'on nous pardonne le mot, une aiguille, et qui s'applique à coudre aussitôt qu'elle a tranché. La France se coud elle-même à la conception qu'elle a reçue et veut y coudre le monde, moins pour s'en faire un avantage ou une gloire que pour en procurer le bienfait. Ainsi elle s'est cousue à la conception révolutionnaire qui l'a trompée, et elle y a voulu coudre l'humanité. Dans l'impiété de la France, on ne découvre pas l'imbécile athéisme allemand, mais plutôt un certain christianisme à rebours. Sa folie, encore généreuse, rêve de refaire le Christ lorsqu'elle veut le chasser. Elle ne dit pas comme l'Allemagne : Empire et domination ! Elle dit : Liberté, égalité, fraternité ! Elle pousse l'ardeur de son rêve jusqu'à cesser de dire : Patrie et gloire, pour dire : Humanité ! Lorsqu'elle saura de nouveau que Jésus-

Christ est le vrai son et le vrai sens de ces nobles paroles, le son et le sens à la fois divin et humain; lorsqu'elle aura réappris ce mystère qui lui fut connu, alors elle se connaîtra elle-même et le monde la connaîtra, car elle ne voudra plus d'affaires ni de repos qui la détournent de l'enseigner au monde.

La France est la nation qui a le plus aimé, et à cause de cet ancien amour demeuré au fond de ses veines, elle est celle qui versera son parfum et ses larmes sur les pieds du Sauveur. Elle voudra mériter de beaucoup comprendre et d'aimer beaucoup. Oh! quand éclatera le repentir de la France, quand couleront les larmes de la France, quand se lèvera cette nouvelle aurore à l'horizon du genre humain! — Me voici, c'est moi, je suis la France, et j'annonce le Christ, roi du monde.

Le tronçon d'épée que nous tenons à la main, s'il n'est qu'un reste de l'épée de Napoléon, ou de l'immonde coutelas révolutionnaire, ou du sabre qui a découpé la Bastille comme un fruit creux déjà rongé des vers, rentrera promptement dans le fourreau et nous laissera gisants sur les stériles paperasses de 89. S'il devient la belle vieille et sainte épée de Clovis, il est en effet l'espoir, l'unique, mais triomphant espoir de la liberté du monde.

Contre l'empire païen, il n'y a qu'une arme victorieuse, l'épée chrétienne aux mains d'un peuple chrétien. César n'aura de vainqueur que Jésus-Christ.

Or, cherchez dans le monde ce qui demeure encore d'un peuple chrétien : c'est la France. Et si vous re-

gardez la France qui se lève, qui se bat, qui meurt, qui veut résister jusqu'à la dernière goutte de sang et donner encore cette goutte dernière, et en quelles mains enfin est surtout l'épée de la France : les noms et les nationalités sont connus, nommez-les, et voyez à quel rang il faut mettre ceux pour qui cette guerre n'est pas seulement la guerre nationale, mais la croisade et la guerre sainte.

Quel que soit le sort des armes, il y a un point d'assuré, c'est que ceux-ci ne céderont pas, ne céderont jamais, n'obéiront jamais à César, et moins qu'à tout autre au César étranger. En France, le patriotisme invincible, et, nous l'osons dire, éternel, est catholique. Nous ne pouvons céder à César païen ou hérétique, sans perdre comme vous l'honneur, et, de plus que vous, nos âmes.

La cause catholique est celle qui ne meurt jamais, parce qu'elle est celle pour laquelle il faut mourir toujours : et c'est pourquoi César est vaincu.

CII

28 décembre.

LA CONCEPTION DE L'EMPIRE.

A Rome, pendant la paix des six premiers mois de cette année, on entendait dire, parmi les membres du Concile, qu'il fallait se hâter, que c'était la paix de

Bethléem et qu'elle ne durerait pas longtemps. Il y avait comme une certitude qu'après l'avénement du dogme, le temple de Janus serait rouvert. Il fut en effet rouvert dès le lendemain. Le même pressentiment indiquait depuis longtemps d'où la guerre devait venir et nommait la Prusse, et c'était dire aussi la cause de la guerre : une ambition irréalisable, quand même elle paraîtrait atteindre son but.

Nous trouvons un témoignage de cette inquiétude et de ces prévisions dans un livre dont la date remonte à douze ans. Nous nous permettrons de reproduire la page où nous les avons exprimées, parce qu'elle contient en même temps un exposé de la conception du saint empire, sur laquelle beaucoup de personnes et beaucoup d'écrivains se méprennent absolument. On verra que ce n'est pas du tout, comme le *Siècle* paraît le croire, l'empire selon Napoléon ni selon M. de Bismark.

En proclamant l'infaillibilité du vicaire de Jésus-Christ, le Concile a pourvu au péril de la conscience humaine devant l'infaillibilité que ne manquerait pas de s'arroger l'empire païen, c'est-à-dire antichrétien.

UN ROI AU PALAIS DES CÉSARS.

La voie publique longe les ruines du Palatin. Une porte bâtarde s'ouvre dans un mur croulant. On y lit cette inscription : *Ingresso al Palazzo dei Cesari*; entrée du palais des Césars.

La porte s'ouvrit ; nous vîmes descendre ou plutôt dégringoler du palais des Césars un vieillard chétif. Il gagna lentement sa modeste voiture.

Quelqu'un me dit : « Voilà plus qu'il ne semble. Vous voyez

Sa Majesté Frédéric-Guillaume, roi de Prusse. Il y a dix ans, on voulut le faire empereur d'Allemagne; il pouvait s'en passer la fantaisie. »

Ce roi me fit songer. Il a régné, il règne encore nominalement sur une nation de 10 millions d'hommes, qui se proclame essentiellement militaire et savante, et qui est assez ces deux choses-là.

L'armée prussienne se laisse dire, comme une autre, qu'elle est « l'armée la plus brave du monde; » les académies prussiennes ne se croient pas les moins illuminées.

Le roi que voilà est général de cette armée, président de ces académies; il est, en outre, pape de son Eglise. Mais il a une maladie fâcheuse. Il se croit sous-lieutenant.

Il a été fort savant, fort éloquent, fort érudit, vraiment fait d'une bonne pâte, excellent particulier prussien. Mais, pauvre homme! — protestant et pape, — il est tombé en enfance.

Il se promène dans Rome, environné partout d'une compassion respectueuse. Ailleurs on le tiendrait prisonnier. Les rois devraient encore protéger Rome pour avoir une retraite en cas d'accident.

Quand il passait pour un sain d'esprit, ce roi acheta un palais sur le Capitole. Il projetait d'y établir un temple et un prêtre de sa religion. Il a eu toujours de certaines idées!

Néanmoins, dans la question de l'empire, il vit qu'on ne lui proposait rien d'honorable. Il dit une loyale parole, forte pour un protestant.

C'était son « cher Arndt » qui lui offrait l'empire au nom du parlement de Francfort. Il répondit : « Mon cher Arndt, vous êtes mon vieil ami, et vos amis de Francfort, qui se disent assemblée nationale, sont tout ce qu'il y a de plus estimable en Allemagne. Je les considère beaucoup.

« De concert avec eux, vous me faites une proposition malhonnête. Quel mandat les autorise à mettre un roi au-dessus des autorités légitimes auxquelles ils ont prêté serment?

« Notifiez-leur cela doucement. Ils m'inspirent de l'orgueil et de la reconnaissance comme à toute l'Allemagne, et je se-



rais désolé de leur faire de la peine. La vérité est qu'ils ne savent ce qu'ils disent.

« Que m'offrent-ils? Cet enfantement des révolutions de 1848 est-il une couronne? Il ne porte pas la croix sainte, il n'imprime pas sur le front le sceau de la *grâce de Dieu*. Ce n'est pas une couronne.

« C'est le collier de fer qui réduirait au rôle d'esclave de la Révolution le fils de vingt-quatre princes, le chef de seize millions d'hommes et de l'armée la plus brave et la plus dévouée du monde.

« Pour prix de ce bijou, je devrais violer la parole que j'ai donnée, d'essayer de m'entendre avec les autres princes et avec l'assemblée sur la constitution de l'Allemagne. Je ne violerai ni cette promesse ni aucune autre.

« Vous semblez croire que la Révolution n'est que la démagogie et le communisme. La Révolution est l'abolition de l'ordre divin, le renversement du droit et de la justice. Elle soufflera la mort tant que l'ordre divin ne sera pas rétabli. »

Voilà qui est noblement pensé, noblement dit. Le roi ajoute : « Le Parlement n'a rien à offrir que des mains pures puissent toucher. » Il termine par ces mots solennels : *Dixi, et salvavi animam meam*.

Mais, en même temps, pour rétablir « l'ordre divin » il propose un congrès des puissances allemandes et de l'assemblée de Francfort afin de constituer l'Allemagne.

Il croit que les puissances allemandes, les unes catholiques, les autres protestantes de divers lainages, d'accord avec le Parlement, qui renferme tous les filaments d'antichristianisme, ourdiront l'unité!

Et alors la fabrication d'une couronne impériale sera l'opération la plus simple du monde; et cette couronne recevra naturellement de toutes ces mains divisées « la croix sainte qui confère la grâce de Dieu! »

Ou, peut-être, la couronne allemande pourra se passer de la croix et de la grâce de Dieu, puisque « l'ordre divin » sera rétabli...

Merveilleuse déraison de ces bonnes têtes! L'archevêque Sa-

Sa Majesté Frédéric-Guillaume, roi de Prusse. Il y a dix ans on voulut le faire empereur d'Allemagne; il pouvait s'en passer la fantaisie. »

Ce roi me fit songer. Il a régné, il règne encore nominalement sur une nation de 10 millions d'hommes, qui se proclame essentiellement militaire et savante, et qui est assez ces deux choses-là.

L'armée prussienne se laisse dire, comme une autre, qu'elle est « l'armée la plus brave du monde; » les académies prussiennes ne se croient pas les moins illuminées.

Le roi que voilà est général de cette armée, président de ces académies; il est, en outre, pape de son Église. Mais il a une maladie fâcheuse. Il se croit sous-lieutenant.

Il a été fort savant, fort éloquent, fort érudit, vraiment fait d'une bonne pâte, excellent particulier prussien. Mais, pauvre homme! — protestant et pape, — il est tombé en enfance.

Il se promène dans Rome, environné partout d'une compassion respectueuse. Ailleurs on le tiendrait prisonnier. Les rois devraient encore protéger Rome pour avoir une retraite en cas d'accident.

Quand il passait pour un sain d'esprit, ce roi acheta un palais sur le Capitole. Il projetait d'y établir un temple et un prêtre de sa religion. Il a eu toujours de certaines idées!

Néanmoins, dans la question de l'empire, il vit qu'on ne lui proposait rien d'honorable. Il dit une loyale parole, forte pour un protestant.

C'était son « cher Arndt » qui lui offrait l'empire au nom du parlement de Francfort. Il répondit : « Mon cher Arndt, vous êtes mon vieil ami, et vos amis de Francfort, qui se disent assemblée nationale, sont tout ce qu'il y a de plus estimable en Allemagne. Je les considère beaucoup.

« De concert avec eux, vous me faites une proposition malhonnête Quel mandat les autorise à mettre un roi au-dessus des autorités légitimes auxquelles ils ont prêté serment?

« Notifiez-leur cela doucement. Ils m'inspirent de l'orgueil et de la reconnaissance comme à toute l'Allemagne, et je se-

rais désolé de leur faire de la peine. La vérité est qu'ils ne savent ce qu'ils disent.

« Que m'offrent-ils? Cet enfantement des révolutions de 1848 est-il une couronne? Il ne porte pas la croix sainte, il n'imprime pas sur le front le sceau de la *grâce de Dieu*. Ce n'est pas une couronne.

« C'est le collier de fer qui réduirait au rôle d'esclave de la Révolution le fils de vingt-quatre princes, le chef de seize millions d'hommes et de l'armée la plus brave et la plus dévouée du monde.

« Pour prix de ce bijou, je devrais violer la parole que j'ai donnée, d'essayer de m'entendre avec les autres princes et avec l'assemblée sur la constitution de l'Allemagne. Je ne violerai ni cette promesse ni aucune autre.

« Vous semblez croire que la Révolution n'est que la démagogie et le communisme. La Révolution est l'abolition de l'ordre divin, le renversement du droit et de la justice. Elle soufflera la mort tant que l'ordre divin ne sera pas rétabli. »

Voilà qui est noblement pensé, noblement dit. Le roi ajoute : « Le Parlement n'a rien à offrir que des mains pures puissent toucher. » Il termine par ces mots solennels : *Dixi, et salvavi animam meam*.

Mais, en même temps, pour rétablir « l'ordre divin » il propose un congrès des puissances allemandes et de l'assemblée de Francfort afin de constituer l'Allemagne.

Il croit que les puissances allemandes, les unes catholiques, les autres protestantes de divers lainages, d'accord avec le Parlement, qui renferme tous les filaments d'antichristianisme, ourdiront l'unité!

Et alors la fabrication d'une couronne impériale sera l'opération la plus simple du monde; et cette couronne recevra naturellement de toutes ces mains divisées « la croix sainte qui confère la grâce de Dieu! »

Ou, peut-être, la couronne allemande pourra se passer de la croix et de la grâce de Dieu, puisque « l'ordre divin » sera rétabli...

Merveilleuse déraison de ces bonnes têtes! L'archevêque Sa-

linis disait : « Ce qui manque, c'est la théologie. » Quoique érudit, le roi de Prusse n'a pas connu les conditions de l'empire. Il y a une érudition où parviennent difficilement les rois modernes.

L'empire était institué pour être le bras de l'Église et la garantie des royaumes chrétiens. Ainsi les Électeurs l'ont eux-mêmes défini, lorsque Rodolphe de Habsbourg fit confirmer les actes de Pépin et de Charlemagne touchant l'inviolabilité des États du Saint-Siége.

Ecoutons l'esprit qui fait les choses grandes et durables :

« La mère Église de Rome, embrassant depuis longtemps « l'Allemagne d'un amour quasi paternel, l'a honorée d'une « dignité terrestre, dont le nom est au-dessus de tout nom « parmi les pouvoirs temporels.

« Elle y a établi des princes comme des arbres choisis, elle « a répandu sur eux des grâces particulières, afin que, soute- « nus par l'autorité de cette Eglise, ils fissent germer par leur « élection, comme une semence précieuse, celui qui devait te- « nir les rênes de l'empire romain.

« C'est lui qui, *comme l'astre secondaire* à la voûte de l'Eglise « militante, *reçoit sa lumière de l'astre suprême*, le Vicaire du « Christ. C'est lui qui, *à la volonté de ce dernier, prend et dé- « pose le glaive* matériel, afin que, aidé par son secours, le « Pasteur des pasteurs donne la paix et la vie aux brebis, en « les protégeant de son glaive spirituel, et qu'avec le glaive « temporel il réprime et corrige, *punissant les coupables*, hono- « rant les bons *et les croyants*.

« Afin donc que toute cause de discussion ou même toute « occasion de froideur disparaisse entre cette Église et l'em- « pire, et que ces deux glaives établis dans la maison du Sei- « gneur, *unis par une juste alliance*, puissent concourir à l'utile « direction du gouvernement du monde, et afin que notre vo- « lonté et nos actes montrent que nous sommes des fils dé- « voués et pacifiques, nous qui sommes tenus à défendre en- « semble, dans notre amour, l'Eglise et l'empire, etc. »

Tel était donc l'esprit de l'ancien empire, l'esprit qui l'avait fondé, qui l'animait; l'esprit qui le ramenait dans la voie



lorsque l'ambition des empereurs l'en avait écarté. L'empire, éclairé de la lumière apostolique, devait maintenir la paix, c'est-à-dire le droit et la justice dans le peuple de Jésus-Christ.

Si le roi de Prusse avait su cela, s'il avait eu ce qu'il faut de jour théologique pour voir clair dans l'histoire, il aurait compris que le pape prussien ne pouvait pas être empereur d'Allemagne, même avec l'adhésion des autres princes, même avec l'adhésion du Parlement.

Il aurait compris qu'il n'y a plus d'empereur ni d'empire d'Allemagne possible, ni même d'Allemagne vivante d'où puisse « germer comme une semence précieuse celui qui doit « tenir les rênes de l'empire romain. » L'esprit qui faisait ces grandes choses n'est plus, et ces grandes choses ne sont plus que des noms sans vie, *cadavera nominum*.

Et quand même on décréterait des résurrections et l'on simulerait des couronnements, on ne parviendrait qu'à organiser de vaines pompes, tout au plus à évoquer des fantômes. Ces fantômes apparaîtraient comme des messagers funèbres, pour signifier que les sépulcres sont rouverts et demandent une grande proie.

Allemagne, Allemagne, à qui le ciel avait tant donné ! quand tu verras reparaître un fantôme d'empereur qui ne sera ni l'élu de tes princes, ni l'oint du Christ, et qui ne tiendra pas le glaive pour protéger la justice et défendre le vieux droit, mais qui se dira l'empereur du peuple et le glaive du droit nouveau,

Alors, ce sera l'heure de la grande expiation (1).

(1) *Le Parfum de Rome.*

CIII

28 décembre.

M. L'ABBÉ GROS.

Tandis que des magistrats municipaux persécutent nos prêtres et nos religieux, sans qu'aucune voix, ayant le devoir absolu de parler, fasse entendre une défense ou une protestation, le zèle des âmes fait chaque jour de nouvelles victimes parmi les prêtres qui se sont dévoués à l'armée. Voici la lettre que nous adresse M. l'abbé d'Hulst, pour nous annoncer la mort de M. l'abbé Gros, tué hier à Avron :

Monsieur,

Notre cher collègue et ami, l'abbé Henri Gros, vicaire à Saint-Ambroise, aumônier volontaire du 6e bataillon des mobiles de la Seine, vient d'être tué hier par un obus sur le plateau d'Avron. Après un ministère des plus fructueux exercé pendant six semaines au milieu de l'armée de Saint-Denis, il s'était dévoué à une mission pareille auprès des mobiles parisiens, et la remplissait depuis un mois à Avron malgré les rigueurs de la saison.

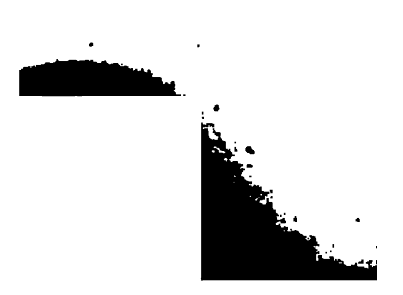
Ses obsèques auront lieu à Saint-Ambroise, boulevard du Prince-Eugène, demain jeudi.

Agréez, monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

CH. D'HULST.

D'un autre côté, nous trouvons cette mention éloquente dans un billet écrit du plateau d'Avron, par un mobile parisien :

Ce matin, au commencement du bombardement, je servais



la messe, *la dernière messe* de notre cher aumônier, M. l'abbé Gros. Je viens de le revoir, les mains jointes, les yeux levés vers le ciel C'est un martyr de plus.

M. l'abbé Gros a acheté son martyre. Nos lecteurs peuvent se rappeler son nom. C'est lui qui avait organisé des conférences pour les soldats de l'église de Saint-Denis. Elles faisaient du bien. Elles furent supprimées par la brutalité du maire de Saint-Denis et des municipaux qui l'entourent. M. l'abbé Gros fit son devoir. Il défendit son troupeau et protesta publiquement.

A cette occasion nous eûmes l'honneur de le voir et de nous entretenir avec lui. C'était un vrai prêtre. Rien ne dépasse cette gloire.

Il ne fut pas soutenu. Il put voir qu'on eût souhaité plutôt qu'il se retirât. Il resta, et fit bien. On n'a pu l'empêcher de mourir pour ceux qu'on l'empêchait d'instruire et de consoler. Il a atteint son but et reçu sa récompense.

CIV

29, 30 et 31 décembre.

A ROME, LE JOUR DE NOEL.

Partout on me demande si j'ai des nouvelles de Rome. Non, hélas ! Néanmoins, il me semble que j'en pourrais donner, et de très-sûres. Véritable-

ment j'étais tout à l'heure à Rome, ou plutôt j'y suis encore. J'ai quitté Paris ce matin pour cesser un moment d'appartenir au monde qui relève de Bismark, de Gambetta et de Mottu. Toute la journée, j'ai couru Rome. J'ai vu tout ce qui se fait d'important, j'ai entendu tout ce qui se dit de sérieux, j'ai même entendu les pensées, j'ai même entrevu l'avenir, et je suis consolé. Les nouvelles sont bonnes, sont très-bonnes. Dieu est là; Pie IX est là près de Dieu, interroge Dieu, obéit à Dieu, et Rome continue de remplir sa fonction dans le monde.

Sans doute, Pie IX est prisonnier au sein de Rome, elle-même prisonnière; mais Dieu n'étant pas prisonnier, cette prison de la Ville et du Pontife est absolument nulle. Peut-être que M. Pyat, le terrible athée, ne comprend point. M. Pyat, comme tant d'autres mortels, ne comprend pas toujours tout. Quand il est prisonnier, lui, ou dans les conciergeries ou dans les blanchisseries, quand sa phrase est prisonnière ou dans la bourbe de son encrier ou dans les ténèbres de sa pensée ou dans les conseils de son cœur sujet aux venettes, cela fait quelque chose. L'homme ne sort pas, la phrase ne retentit pas, l'occasion s'évade, les plans sont dérangés. Mais le Pape n'est jamais prisonnier de cette manière-là, et sa parole ne reste captive ni des ténèbres ni de la terreur, ni des murs de la prison, ni des murs du tombeau. Elle sort, elle retentit, elle est opportune, elle est persévérante, et ce qu'elle veut détruire est renversé, et ce qu'elle veut édifier s'élève. Ce n'est pas du tout la même chose que M. Pyat ou tout autre homme

et le Pape. Si M. Pyat possédait pour deux liards de jugement cette seule différence le mènerait à la connaissance de Dieu.

Mais laissons ce galant homme, qui n'a pas deux liards de jugement, montrer au ciel son poing d'Ajax catarrheux, orné d'un trognon de plume.

Donc, à Rome, tout va bien.

Je suis parti soudain, quand l'aube allait naître; je suis arrivé quand l'aube naissait. Cette rapidité de locomotion, antérieure à la découverte de l'électricité, n'étonnera personne. Tout le monde en jouit. Je suis de ceux qui reconnaissent ne l'avoir point inventée. M. Pyat et d'autres écrivains croient qu'ils se sont eux-mêmes fabriqués de la sorte. Je me demande pourquoi, étant si ingénieux, ils n'ont pas su encore s'orner du don de penser juste et d'écrire poliment. Il y a bien des mystères!

Enfin, je suis à Rome, sur le Pincio, près de ma demeure, à l'aube naissante, sous le ciel bleu, parmi les arbres verts. Au ciel restent quelques sereines étoiles; les arbres gardent encore quelques grâces du dernier printemps, reçoivent déjà quelques caresses du printemps futur. Voici, à droite, Monte-Mario; à gauche, l'Esquilin, riche de Sainte-Marie-Majeure; à mes pieds, le champ de Mars avec le panthéon d'Agrippa; un peu plus loin, le mausolée d'Adrien. Pour le moment les Piémontais, j'allais dire les Prussiens, sont là.

Je tourne les yeux vers *Sainte-Marie du Peuple*, où fut enterré Néron, où Luther célébra sa dernière messe. Ah! Néron et Luther, vous faites, en ce mo-

ment, une sortie, et la brume s'élève comme une fumée de l'abîme ! Mais un premier rayon de soleil accourt du côté de Sainte-Marie-Majeure, traverse la brume qu'il change en poussière d'or et vient sourire sur le Vatican. Voici le jour, voici la splendeur, voici la croix resplendissante à tous les sommets ! On sonne partout la messe, et la montagne sacrée est réjouie des feux du soleil et du chant de la prière ; les brumes montent en nuages d'encens. L'Église chante aujourd'hui l'accomplissement des paroles d'Isaïe, prophétisant le roi de paix. En ce temps, l'enfant jouera avec l'aspic et le basilic : « Ces bêtes ne nuiront point, « elles ne tueront point sur toute ma montagne « sainte; *non nocebunt, et non occident in universo* « *monte sancto meo.* » Et je suis tranquille quant à Rome, sur les entreprises de Néron et sur celles de Luther. *Non occident, non prævalebunt*, NON NOCEBUNT !

Il y a un an, à pareil jour, à pareille heure, j'étais là. Je voyais ce beau soleil de Dieu dorer cette montagne de Dieu, ce véritable Sinaï d'où jaillirait bientôt une lumière pour le genre humain. Je me sentais alors moi-même au plein de mon soleil et de ma joie. J'étais heureux dans mon espoir, dans mon cœur, dans mon âme. Entouré de ce que Dieu m'a donné de plus cher, j'habitais l'Eden de mes yeux et de ma pensée. J'y venais contempler ce que je verrais jamais de plus beau, j'avais à raconter ce que le siècle présent laisserait de plus auguste et de meilleur, le pacifique avénement d'une vérité immortelle. Cette vérité était contestée encore, mais je savais,

comme les contestants, que la contestation serait vaincue, et ne s'élèverait que pour suivre le triomphe.

Nous entendions tous une autre parole qui dissipait toute alarme : *Le Seigneur vient pour sauver les nations ; vous entendrez sa voix, et la joie sera dans vos cœurs.* Et j'avais aussi une grande joie de la France, j'étais heureux encore comme citoyen. Il y a un an, à pareil jour, la France était la grande nation de l'idée et la grande nation de l'épée. A l'ombre de l'épée française, plantée sur le bord de la mer se tenait le Concile, et cela suffisait. Ainsi la France protégeait cette éclosion prolongée du Verbe qui s'achevait sous la voûte d'or du Vatican. Pauvre chère France! tu faisais cette faction d'honneur, et elle pesait à ton aveuglement. Néanmoins tu l'as faite. Tu ne t'es relevée que lorsque les cloches de Saint-Pierre eurent sonné l'*Alleluia* de la définition. Dieu te sera reconnaissant de l'honneur qu'il t'a imposé, encore que tu n'en voulusses point.

Il y a du changement. J'entends la voix de Bossuet : Quel état, et quel état! La France a retiré son factionnaire du bord de la mer. Elle avait besoin de lui, disait-elle, pour prendre Berlin. Le factionnaire, en effet, est aujourd'hui à Berlin! Et le roi d'Italie est au fort Saint-Ange, et le roi de Prusse, son allié, à Versailles, où il reçoit la couronne de César. Cette couronne est venue à son front charriée jusque-là par des flots de sang. Peut-être que, si le factionnaire français avait été laissé à Civita-Vecchia, le flot de sang eût pris un autre cours et charrié autre chose de Paris à Berlin. Mais les hommes fournissent les

fleuves de sang et Dieu les dirige. Il leur fait porter ce qu'il veut, même lorsqu'il laisse les hommes y mettre ce qu'ils ont voulu. Où ira cette couronne? Les vraies couronnes ni ne se prennent à Berlin, ni ne s'affermissent à Paris. C'est ici, au Latran, que se trouve et se perd la couronne.

L'église de Noël à Rome, c'est Sainte-Marie-Majeure, la basilique de marbre blanc et d'or pur. On y vénère la crèche de Bethléem. J'y cours. Le peuple est prosterné devant le berceau où fut réenfanté le genre humain. Ce qui se trouve là n'est pas considérable ni par la quantité ni par la splendeur.

D'adorateurs zélés à peine un petit nombre...

Et la plupart sont pauvres et vieux. Assurément la foule aurait une autre importance, si les « hautes puissances allemandes » trouvaient le moyen de rouvrir le théâtre des *Variétés* à Paris et de faire jouer la *Belle Hélène* ou la *Grande Duchesse*. Là se rassemblerait soudain un peuple qui mérite d'être compté. MM. Simon, le grand Simon, né Suisse, et le petit Simon, fait Lockroy, tous deux ennemis de la superstition chrétienne, penseraient avoir gagné leur cause, s'ils voyaient ce ramas pauvre de Sainte-Marie-Majeure. Ils diraient : La superstition baisse, elle expire ; et le monde passe à Bonvalet, à Meillet et à Cadet.

Chose étrange ! et moi aussi je suis content ! Je songe aux bergers de Bethléem. Je me dis : Les pauvres ont été appelés, ils sont venus ; ils croient, ils

prient, ils chantent *Gloria in excelsis Deo !* et entre le basilic royal et l'aspic populaire, ils reçoivent la paix promise aux hommes de bonne volonté. Ils ont la paix de leur âme pleine d'immortelle clarté et d'immortelle espérance, la paix de leur corps que la guerre n'a point chargé de fer et percé de coups, la paix de leur foyer que l'ennemi n'a point pillé; et cet ennemi sera chassé bientôt sans qu'ils aient besoin de combattre autrement que par leur prière. La main de Moïse élevée vers Dieu et lui offrant cette prière suffira. Puisque l'aspic et le basilic demeurent en ce monde, il faut bien qu'on les voie quelque part. On les voit ici comme partout, car il y a des jours d'échéance où la terre entière semble leur être donnée. Ils la parcourent et elle paie. Mais à Rome, *non prævalebunt, non nocebunt!*

Je levai les yeux vers la voûte d'or. Cet or est le premier qui vint en Europe du Nouveau-Monde. L'Espagne le donna au Pape, le Pape le donna à Sainte-Marie-Majeure. Il faut l'avouer, en ce temps-là l'Espagne jetait un éclat qu'elle n'a plus! Elle a marché dans le progrès philosophique; elle s'est finalement donnée à l'illustre Prim et à l'illustre Serrano, qui l'ont vendue à l'illustre fils de l'illustre Vittorio. Bonne affaire pour Serrano et pour Prim; voilà leurs traitements en sécurité. Et l'Espagne est en train de perdre ses dernières terres américaines. Possédant le duc d'Aoste, quel besoin a-t-elle du Nouveau-Monde? Le diable lui reprend le douaire qu'elle avait reçu du Christ.

Le plafond de Sainte-Marie-Majeure atteste encore

que l'Espagne fut une nation catholique, une généreuse et puissante nation. Il est la dernière trace de diadème à son front de reine contaminée. Les Piémontais ne gratteront pas cet or. Dieu n'a pas permis que le basilic piémontais osât mener dans Rome la horde juive que le basilic et l'aspic prussiens traînent avec eux afin de lui vendre nos dépouilles. Le Christ veut garder le plafond de Sainte-Marie-Majeure, peut-être afin de se souvenir de l'Espagne. L'Espagne a encore des évêques. Au Concile, pas un n'a faibli, n'a erré un moment. Leur foi, leur vertu et leur majesté ont été admirées de toute l'Eglise. Christ miséricordieux, prenez pitié aussi de l'Espagne, abusée aussi du serpent et empoisonnée du fruit de la fausse science! Accomplissez l'oracle romain. Que sur l'Espagne aussi redescende du ciel la séve qui fait le peuple nouveau; que le serpent soit tué, que l'herbe qui donne le venin soit arrachée!

> Occidet et serpens, et fallax herba veneni
> Occidet...

Dans Sainte-Marie-Majeure, j'ai recueilli, comme écho de la messe de minuit, cet enseignement politique : « La grâce de Dieu notre Sauveur a apparu à « tous les hommes pour nous apprendre à vivre en « ce monde avec tempérance, justice et piété, dans « l'attente de la béatitude et de l'avénement glo- « rieux du grand Dieu notre Sauveur Jésus-Christ, « afin de nous racheter de toute iniquité, de nous « purifier et de faire de nous un peuple appliqué aux « bonnes œuvres. » C'est un programme de répu-

blique. Il a été tracé par saint Paul. Je ne crois pas que depuis saint Paul on en ait vu de plus grand et de plus praticable.

Parce que j'étais enclin à croire cela, je suis entré un matin, il y a trente-trois ans, dans la basilique de Sainte-Marie-Majeure. Je me suis mis à genoux dans la chapelle du Saint-Sacrement, entre le tombeau du saint pape Pie V et le tombeau du grand président de République Sixte-Quint, et j'ai demandé à Dieu la grâce de dire cela toute ma vie, suivant le conseil de saint Paul : *Hoc loquere*. Jusqu'à présent, ma prière a été exaucée. J'ai dit cela tous les jours, et j'ai gravement déplu à tous les partis, sans excepter le républicain. Pour avoir dit cela, j'ai été griffé par l'énorme bête furieuse qui emprisonne ce beau génie qu'on appelle M. Hugo, et mordu, piqué, rongé, par quantité d'autres bêtes moins fortement outillées. Néanmoins je crois toujours cela, j'en suis de plus en plus persuadé par les bêtes qui ne veulent pas l'entendre, et j'ai l'intention de le dire toujours.

C'est la faveur que j'implore par l'intercession de saint Justin le philosophe, qui demeurait près d'ici, dans le voisinage des bains de Pudens. Lui aussi il enseignait cela. Mais comme il enseignait mieux et plus haut que moi, et comme il était plus digne d'enseigner, il rencontra une bête plus grosse : il rencontra la bête impériale et fut mangé. Ainsi soit-il !

Sur la place de Sainte-Marie-Majeure s'élève la plus élégante colonne de la ville, portant la statue de la sainte Vierge. Elle fut érigée en mémoire et en

action de grâces de la conversion de Henri IV, roi de France. Par cette conversion, la France rentrait dans l'ordre, dans la paix, dans la force, dans la gloire. Rome l'avait ardemment désirée, elle s'en réjouit à la face du monde. Ainsi le pape Adrien avait composé des litanies pour demander à Dieu d'étendre la puissance de Charles, roi des Francs, et en avait ordonné la récitation dans l'Église universelle, parce que la puissance de Charles était une bénédiction pour le genre humain. Quand la France se délivrera de son erreur, quel chant d'allégresse s'élèvera de Rome et retentira sur la terre délivrée !

Paris vaut bien une messe ! Si le Gascon a tenu ce propos, il a fait plus d'honneur à son esprit politique qu'à sa conscience de chrétien. Mais quel glorieux et immortel hommage il a rendu au Paris et à la France de ce temps-là! La France, alors, était une femme de bien qui voulait être mariée à l'Église et suivant sa condition, et non pas seulement à la mairie, à n'importe quel aventurier, par devant n'importe quel Mottu. Elle a changé de mœurs et de coutumes; elle y a perdu. Le mariage civil ne lui réussit pas. Elle divorce souvent, ses époux sont de moins en moins présentables et ses enfants de plus en plus bâtards. Laisse là ton harem bavard d'histrions, de ribauds et d'eunuques, et refais-toi femme de bien, pécheresse! Il est temps, si tu ne veux pas devenir le guéret le plus décrié de la terre, toi qui portais la vigne et le blé.

J'ai quitté Sainte-Marie-Majeure, et j'ai pris ma

course vers Sainte-Croix-en-Jérusalem. Dans ce beau désert qui réunit les trois basiliques de Sainte-Marie-Majeure, Sainte-Croix et Saint-Jean-de-Latran, rien ne dénote que le moindre changement politique se soit accompli. Le vaste espace est tranquille comme le ciel. Là et ici les choses sont à leur place connue. Par-dessus les murs des villas, toujours croulants, toujours debout, le cyprès et l'oranger regardent dans le chemin toujours solitaire; le soleil retrouve leur verdure sombre et revient y sourire à l'heure accoutumée. Quel beau chemin pour écouter les paroles que l'Église, non moins fidèle à son ordre inébranlable, chante le même jour, à la même heure! Dans l'Église, à Rome surtout, une révolution passe entre deux versets d'un psaume, elle emporte un monde, le psaume n'est point interrompu, et toujours quelque verset ou quelque mot du psaume donne la lumière de l'événement. Ces paroles divines sont faites pour celui qui les écoute dans le moment qu'il les écoute ; elles illuminent tout, elles répondent à tout, elles répondent et elles illuminent toujours.

C'était l'heure de laudes, avant la messe de l'aurore. Les derniers psaumes proclament la puissance de Dieu sur toutes les créatures et invitent toutes les créatures à louer Dieu. En cheminant, je goûtais ces splendeurs maintenant dérobées à l'intelligence des peuples. Ils restent là comme ces arbres qui regardent le chemin solitaire. La poussière se soulève et couvre leur feuillage, la tempête les agite et souvent les brise. Mais le soleil n'a plus ses heures fidèles et ne leur apporte plus ses épanouissements.

N'y eût-il point de Dieu, l'incrédulité détruirait encore le chef-d'œuvre de la *nature* et le plus beau présent qu'elle nous ait fait. L'impie pleurerait, s'il pouvait sonder un moment le fleuve de consolation et de poésie qui s'est détourné du pauvre cœur humain.

J'arrivai à Sainte-Croix-en-Jérusalem pour entendre l'introït de la messe de l'aurore et l'annonce du soleil divin, dont le soleil matériel n'est que l'ombre : « *Lux fulgebit hodie super nos*, la lumière « brillera aujourd'hui sur nous ; car le Seigneur « nous est né, et il sera appelé l'Admirable, Dieu, « le Prince de la paix, le Père du siècle futur, dont « le règne n'aura point de fin. »

L'église de Sainte-Croix-en-Jérusalem garde les reliques de la Passion que souffrit ce Roi éternel, né dans une étable et dans une crèche, mort sur une croix. *Sic Deus dilexit mundum.* Il prend toute souffrance et toute servitude pour nous donner toute joie et toute liberté ; il se cloue à la croix pour nous rendre des ailes.

CV

30 décembre.

A ROME, LE JOUR DE NOEL.

Tout l'Évangile n'est que l'histoire de la bonne volonté de Dieu. La page que l'on chante à la messe de

l'aurore peut être appelée l'Évangile des hommes de bonne volonté, ceux à qui les milices célestes ont annoncé la paix. Ils sont là, représentés par les bergers accourant pour voir ce qu'ils ont déjà cru sur la parole de l'Ange. Les Pères disent à ce sujet de profondes et sublimes choses, qui réfutent de haut, depuis des siècles, la vile multitude des objections vulgaires. L'impiété n'est pas seulement *canaille*, suivant l'observation de Joseph de Maistre, merveilleusement confirmée en ce moment par quantité d'opérations administratives et politiques, elle est encore très-ignorante, et il le faut. Sans une énorme somme d'ignorance, jamais on n'eût pu mettre la gredinerie au point de gloire qu'elle occupe présentement en ce pauvre monde, lequel a particulièrement perdu la science de la bonne volonté. Il ne pratique pas la bonne volonté, il ne l'a pas, il ne la discerne pas, et même il n'y croit pas.

Les bergers, remarquent les Pères, étaient hommes de bonne volonté, c'est-à-dire justes, car la justice fait partie de la bonne volonté. Ils étaient justes, car ils accomplissaient fidèlement leur charge, qui était de veiller pour garder leurs troupeaux durant la nuit. La justice veut que le berger veille afin de défendre son troupeau. Or, dit saint Grégoire, il est de la justice de Dieu que ceux qui veillent avec sollicitude sur les troupeaux qui leur sont confiés soient admis de préférence à contempler les mystères les plus sublimes; et tandis qu'ils veillent religieusement, la grâce divine répand sur eux des flots de lumière. Voilà ce que les princes ne savent plus du

tout, et ceux qui renversent les princes pour se mettre à leur place, l'ignorent encore davantage s'il est possible. Croyez-vous que Napoléon III veillât religieusement sur son troupeau, et que ce soit le grand souci du roi de Prusse, à l'égard des troupeaux que les bergers de Bavière, de Wurtemberg et de Bade lui ont confiés, et à l'égard du sien même? C'est pourquoi les princes ne sont pas inondés des flots de la lumière divine ni admis à contempler les mystères de Dieu. C'est pourquoi aussi l'on voit en Europe, depuis plus d'un siècle, les renversements succéder aux renversements, et toute forme de couronne et de sceptre tomber vilainement, et toute figure de roi n'être jamais loin d'une figure de traître ou d'une figure de sot. Je mets parmi les rois, comme il convient, les présidents, les dictateurs, les consuls, les duodécemvirs, qui se confient des troupeaux d'hommes sans avoir le moindre moyen ni la moindre bonne volonté de veiller religieusement à leur salut. Et comme ils ne sont pas justes, je ne trouve nullement injuste que leur usurpation pastorale ne leur procure pas la paix et ne leur assure pas la laine et la chair du troupeau. Sans doute, ils tondront le troupeau et ils le mangeront, mais la laine ne les vêtira point et la chair ne les nourrira point. De bon cœur j'adhère à l'aventure, encore que j'en doive souffrir. Deux points me consolent : premièrement, j'ai fourni ma part dans les fautes publiques pour lesquelles je subis ma part d'expiation; secondement, je conserve à l'abri de toute atteinte la part de paix due à ma part de bonne volonté.

Par la grâce de Dieu, il reste dans le monde, pour le salut du monde, un pasteur et un roi de bonne volonté ; un pasteur et un roi qui veille religieusement. Il est ici. La grâce divine se répand sur lui en flots de lumière, et il ne perd point la paix. J'ai mis ma paix dans ses mains, et elle est en sûreté comme la sienne. Même livré à l'iniquité victorieuse, il demeure en paix ; même vaincu, il n'est point renversé, sa couronne ne tombe pas. Si quelque sacrilége ose y toucher, la conscience humaine proteste, car le genre humain lui-même se sent découronné, et Dieu dans le ciel s'émeut. Cet outrage n'est pas de ceux qu'il veut souffrir longtemps. La couronne sainte remonte d'elle-même au front sacré. L'attouchement sacrilége n'y a mis qu'un diamant de plus.

J'ai vu les grandes reliques, l'écriteau, les clous, les épines. Jésus-Christ a voulu naître et mourir sujet de César. Il a souffert cette servitude pour nous apprendre à rendre à César ce qui est dû à César, mais aussi pour nous affranchir et nous apprendre à aimer et à confesser la liberté. La liberté, c'est que César ne prenne pas ce qui est à Dieu. Car alors la charte est violée, l'ordre est détruit et l'antique esclavage, à peine déguisé sous un nom nouveau, vient punir et César lui-même et ce peuple apostat qui consent de rendre à César ce qui n'est dû qu'à Dieu. La vengeance divine multiplie les incarnations de César. Par d'infâmes chemins accourent des pieds sales qui montent sur le trône. Ils courbent ces têtes ingrates, ils y entassent les boues, les scandales et

les hontes que le sang ne lave pas. O peuples avilis, vous chercherez des épées et vous ne trouverez que des poignards. Vous tuerez l'empereur, l'empire restera. Le poignard ne fait point justice, le crime n'affranchit pas. Le sang versé par le poignard ni ne blanchit la robe des peuples ni n'empourpre la robe des rois. Il faut une épée juste, cette épée des guerres légitimes et saintes que Dieu, lorsqu'il veut armer son peuple, lui ordonne de forger du coutre de la charrue; et comme la charrue elle coupe les racines mauvaises, et à la place de l'herbe vénéneuse elle fait lever la bénigne majesté des moissons.

Le poignard des païens ne tuait que l'empereur; l'épée de justice, l'épée chrétienne, seule, tournée contre les vices qui font l'esclave, a pu tuer l'empire. Et le JUSTE par excellence, mort sujet de César et vainqueur de César, a voulu que Rome fût ornée des armes par lesquelles il a conquis l'empire. Ici donc sont les épines de sa couronne, les clous et l'inscription de sa croix : *Jésus de Nazareth, roi des Juifs*, mais en trois langues universelles et éternelles, c'est-à-dire, Roi de tous, pour toujours.

Sur l'autel où l'on pose les grandes reliques, j'ai vu aussi la traverse de la croix du bon larron, souvenir du premier de la race humaine qui fut lavé du sang de la croix et qui entra dans le ciel de Dieu. Avant Joseph, avant les Apôtres, avant Marie, le larron vit la gloire de Dieu. « Aujourd'hui il nous est né un Sauveur. En vérité, aujourd'hui vous serez dans le ciel avec moi ! » Ainsi furent proclamées au ciel et sur la terre la puissance du re-

pentir de l'homme et l'obéissance de la miséricorde de Dieu. Tels sont les langages et les œuvres de Rome ; après tout, que m'importent les langages et les œuvres éphémères de Berlin et de Paris ! Avec l'aide de Rome, moi et ma race nous finirons par avoir raison de Paris et de Berlin. S'il faut la constance, Rome nous obtiendra la constance; s'il faut l'épée, Rome nous bénira l'épée, et nous tuerons encore une fois l'empire.

Il y aura de dures journées. Elles seront longues autant que dures. Elles ont commencé. Sur la place de Saint-Jean-de-Latran, entre le Triclinium de saint Léon III et l'escalier du prétoire, à quelques pas du sanctuaire des reliques de la Passion, à la face du ciel et des montagnes, sur les marches de l'Eglise mère et maîtresse de toutes les églises, là où Charlemagne se mit à genoux, j'ai rencontré le soldat subalpin, devenu le soldat de l'Italie et le maître de Rome. Qu'il est fier, qu'il est superbe ! Notre poëte François Maynard en a fait la peinture, il y a deux siècles et demi :

A voir l'orgueil de vos moustaches,
Et l'ombrage de ces panaches
Qui volent sur votre chapeau,
Il semble que, par tout le monde,
Les braves de la table ronde
Ont marché sous votre drapeau.

O amer spectacle !

Le *Journal des Débats* lui-même, qui a tant désiré de le contempler, n'en est pas content. Il y a autour

de Paris des échos prussiens de la victoire italienne qui le gênent et qui opèrent une perturbation dans ses abonnements et dans ses pensées. Je n'y puis songer sans sourire, mais ce n'est pas ce qui me console. Oui vraiment, le spectacle est amer. Ce faquin empanaché, qui fume, qui se carre, qui se croit le roi du monde, et qui ne s'abuse qu'un peu, c'est une déplaisante figure de César! Le drôle se promène vainqueur sur le droit, sur la justice, sur l'amour, sur la majesté, sur la science, sur l'art, sur la paix, sur la raison, sur tout ce qu'il y a de beau, d'auguste et de doux parmi les hommes. Il est le triomphe arrogant du mensonge, de la trahison, de l'escroquerie en tous genres.

Il a escroqué la force, et la force lui a permis d'escroquer la victoire. Il a escroqué jusqu'à ses panaches et jusqu'à ses moustaches. Il est bête, et le voilà vainqueur. Et ce filou conquérant nous montre cependant du sang à ses bottes brutales, comme s'il avait eu l'honneur de les traîner sur le champ de bataille. Et à sa suite rampe une vieille conserve d'avocat qui se dit ambassadeur de France, et qui le flatte de ce sang, qui est le sang de nos âmes! O justice vengeresse, l'épée, l'épée, rends-nous l'épée! Avec l'épée nous déblaierons le chemin, et ensuite nous enverrons une escouàde armée de fouets qui mettra dehors le César d'Italie.

Il y a quelques mois, le 6 mai de cette année, fête de l'Ascension, j'étais là sur cette place du Latran. Dans la joie du soleil romain, dans la joie de la paix universelle, Pie IX, entouré du Concile, du haut de

la *loggia*, épandait la bénédiction apostolique sur la ville et sur l'univers. Il avait en face de lui Sainte-Croix, le reliquaire de la Passion du Christ, et toute l'histoire du monde ; à ses côtés tous les pasteurs de l'Eglise ; à ses pieds des représentants de toute l'humanité. Cependant, la cérémonie faite, quand un peuple immense poussait des cris d'allégresse, soudain il changea de couleur et fondit en larmes. Avait-il vu tomber la dernière goutte dans la coupe des vengeances qu'attire le refus du don de Dieu? Avait-il vu paraître, sur la crête des montagnes sacrées, l'une et la plus ignoble des têtes de la bête de sang qui va parcourir la terre?

Je n'ai fait que traverser la basilique. Sur les marches j'avais vu l'ennemi. A l'intérieur, rien qui sente la ville conquise. S'il se trouve ici un Piémontais, il a déposé ses panaches, il est à genoux, il demande pardon de ses armes sacriléges, il prie Dieu de n'en point imputer le crime à son âme, mais à ceux qui l'ont contraint, et il accepte d'avance le châtiment qui atteindra leur drapeau. Sous ce drapeau levé contre son Dieu et contre son père, il n'est plus soldat, il est esclave.

Les patrons du Latran sont saint Jean le précurseur et saint Jean l'évangéliste. « Il y eut un homme envoyé de Dieu, qui s'appelait Jean, » et cet homme, montrant Jésus, a dit : *Voici l'Agneau de Dieu.* Il y eut un homme choisi de Dieu, qui s'appelait Jean, et cet homme a écrit : « Au commencement était le « Verbe, et le Verbe était en Dieu, et le Verbe était « Dieu... Il était la vraie lumière qui éclaire tout

« homme venant en ce monde... Il a donné à tou« ceux qui l'ont reçu le pouvoir d'être faits enfants « de Dieu... *Et le Verbe s'est fait chair*, et il a habité « parmi nous. » C'est l'évangile du jour. Tout à l'heure on va le chanter dans cette église des deux Jean, à cet autel que couronnent les chefs des apôtres Pierre et Paul, en présence de la table où l'Agneau de Dieu, Verbe fait chair, distribua sa chair et donna aux hommes de pouvoir être faits enfants de Dieu.

La race de l'Iscariote, qui ne veut d'autre roi et d'autre Dieu que César, travaille à nous voler ces témoignages, à nous arracher ces vérités, à nous déshériter de cet empire. Elle croit qu'elle réussira parce que Dieu a permis que le genre humain devînt assez misérable pour voir dominer les Cavour, les Renan, les Bismark, les Napoléon, les Mottu! Ce qui étonne dans l'étude de l'humanité, ce n'est pas le crime, c'est l'ineptie. Qu'il y ait des Pères de l'Eglise et des cacographes, et que les uns et les autres soient des hommes; qu'après dix-huit siècles de lutte les Pères de l'Eglise semblent vaincus par les cacographes, et, chose non moins extraordinaire, qu'ils ne le soient pas, voilà un enchaînement de prodiges et un réseau de contradictions qui déroutent la pauvre raison humaine. Il faut que le miracle vienne à son secours et l'empêche de se dissoudre totalement. Des fidèles de César et des fidèles du Christ, — et les uns et les autres sont des hommes!

Pour descendre au Colysée, j'ai pris par les hau-

teurs désertes du Celius, dont je voulais au moins en passant saluer les églises. Dans cette voie de campagne, on a mieux la saveur des jours renaissants, on aperçoit mieux que l'hiver va reculer. Prudence nous a laissé un hymne de Noël où il a bien décrit cette première annonce du renouveau : « Déjà au « tronc aride de l'yeuse commencent à suer les lar- « mes odorantes de l'amôme; déjà des bruyères s'ex- « halent les premiers parfums. C'est toi, Enfant di- « vin, que saluent les éléments arides et aveugles; « pour toi le roc fléchit, et l'herbe tendre a dompté « l'âpre flanc de la pierre. »

Je suis entré à Saint-Etienne-le-Rond, dédié au premier martyr. J'ai jeté un coup d'œil sur ses effrayantes peintures. Dans l'immense variété de ses tableaux, le peintre n'a pu épuiser ce que l'art des bourreaux, prêtres de César, a inventé contre les fidèles du Christ. L'Eglise ne craint pas de montrer ce que César peut faire ; tout ce que César peut faire montre comment César est vaincu. Aujourd'hui le martyrologe romain fait mémoire des martyrs de Nicomédie. Ils étaient au nombre de plusieurs milliers dans leur église, au mépris d'un édit impérial, afin de célébrer une dernière fois la fête de Noël. Dioclétien donna l'ordre de fermer l'église et de la brûler avec ceux qui s'y trouvaient, n'exceptant que ceux qui voudraient offrir l'encens sur l'autel de Jupiter, dressé à la porte. L'un d'eux répondit : « Nous honorons le Christ comme le seul Dieu et le seul roi. » Aucun ne sortit, tous moururent; mais le Christ était

avec eux, aucun ne périt, et Dioclétien ne vit point mourir le Christ.

A Saint-Jean-et-Paul, autre église de martyrs, bâtie sur le Vivarium où l'on nourrissait les bêtes du cirque, j'ai vénéré le corps de saint Paul de la Croix, qui vécut tout le temps de Voltaire, faisant des miracles comme aux premiers siècles de l'Église. Il multipliait les pains, guérissait les malades, ressuscitait les morts, et ses messagers franchissaient les torrents débordés. Il se mettait à genoux devant les pauvres à qui il faisait l'aumône et leur demandait de le bénir. La corruption n'a point atteint son corps embaumé par la pénitence. Il est là, l'on voit à découvert son visage rayonnant de sérénité. Il a fondé l'ordre florissant des Passionnistes, qui continue sa vie apostolique. Ils lui bâtissent dans leur église une chapelle, ou plutôt une autre église où sont prodigués l'or et les marbres précieux. Ainsi sa gloire marche du même pas que celle de son contemporain Voltaire. Seulement ses disciples sont autres. Il en a pris beaucoup à Voltaire, et ils deviennent autres. Ils portent les insignes de la Passion sur leur robe de bure, ils marchent pieds nus et ils sont éloquents. Le monument qu'ils lui élèvent coûtera plusieurs millions, quoique non préconisé par les journaux. On y travaille comme si l'ordre le plus parfait régnait dans le monde.

Sans m'arrêter ni au Colysée, ni aux églises du Forum, ni au palais des Césars, propriété de Napoléon III, ni au Capitole, près duquel demeure l'am-

bassade de Prusse, sur la roche Tarpéienne, ni au bas où l'ambassade d'Autriche est située et reçoit la direction de M. de Beust, j'ai traversé le pont Saint-Ange, gardé par les subalpins. Je vois cela, et je prie Dieu de regarder. Regardez, Seigneur, regardez bien! Et entendez la prière de David qui retentissait hier aux matines de Noël : « Souvenez-vous de l'op-« probre de vos serviteurs, de cet opprobre dont je « porte l'amertume en mon sein ; voyez les insultes « de la gentilité. Oui, Seigneur, vos propres enne-« mis vous reprochent vos retards ! »

Je ne me suis pas arrêté à la rédaction de la *Civiltà cattolica*, place Scossa Cavalli. La *Civiltà cattolica* est-elle encore là, paraît-elle encore, ses rédacteurs ne sont-ils pas dispersés? A Paris, nous n'en savons rien; la capitale de la civilisation a dit tant de choses à la civilisation, que la civilisation l'a mise au secret. A Rome, je n'ose le demander, de peur d'apprendre ce que je redoute. Probablement l'Italie n'a plus de place pour cette feuille, où quelques hommes savants et bons disaient doucement, mais inébranlablement, toute vérité. Il serait contre l'ordre actuel que les subalpins les eussent laissés libres. Un peuple qui dresse des statues à Galilée, doit nécessairement proscrire les mathématiciens et les astronomes qui décrivent le mouvement, la route et le but de l'erreur.

J'entre à Saint-Pierre. Tout disparaît. Qu'importe ce qu'il y a dehors et ce qui se passe dehors? Ce qui se passe dehors aura tout à l'heure passé; ce qu'il y a dehors n'est pas.

Je me prosterne sur la dalle de porphyre rouge apportée du Latran, où Charlemagne se mit à genoux. Quand nous verrons un empereur à genoux sur cette dalle, il y aura un empereur. Jusque-là il y aura des accidents voulus et mérités par la folie humaine, la plupart durs, mais néanmoins qui rentreront dans les desseins de Dieu et qui profiteront aux hommes de bonne volonté.

J'ai retrouvé la température de Saint-Pierre, les autels allumés, la messe aux autels. J'ai vu au loin la *Confession :* pas une lampe n'est éteinte. Le rayon de soleil touche le point qu'il touchait l'an passé à la même heure. Il sera à ce même point, à la même heure, l'an qui vient ; et dans cent ans le prêtre qui traverse ce rayon, se rendant à l'autel, traversera le rayon et se rendra au même autel, où le même sacrifice sera offert.

Dans Saint-Pierre on rencontre toujours quelqu'un. J'ai rencontré quelqu'un, quelqu'un de la maison. C'était un prêtre. Il achevait son action de grâces à l'autel de Saint-Léon le Grand, où il avait célébré la messe. Je lui ai demandé ce qu'il y avait de nouveau. Il m'a répondu : Il n'y a rien de nouveau, sinon que les rois de la terre se sont levés et se sont ligués contre le Seigneur et contre son Christ. C'est pourquoi les nations ont frémi et les peuples ont médité des choses vaines. Mais : *Puer natus est nobis !* Et cet enfant est le seul Dieu et le seul Roi.

CVIII

30 décembre.

SUR LES PROPHÉTIES.

Les souffles mystérieux qui parcourent les peuples et qui les avertissent à l'approche des grands événements n'ont point manqué parmi les chrétiens. Dès longtemps, ces sortes de prophéties qu'on ne peut ni accepter, ni rejeter en entier, nous annonçaient de terribles catastrophes, et nous consolaient par la promesse d'un grand renouvellement.

Soit révélation véritable, soit par un effet naturel de cette espérance que la foi et la longue histoire de la miséricorde divine entretiennent inébranlablement dans l'âme chrétienne, le trait général de ces pressentiments est celui-ci : Quand tout semblera perdu, alors tout sera sauvé.

Les catastrophes sont venues, elles s'accroissent, et le moment où tout semblera perdu peut n'être pas éloigné. Il n'y a que le renouvellement, c'est-à-dire l'amélioration des âmes par le retour à la foi, qui n'apparaît guère. Encore qu'un regard attentif puisse le voir poindre au fond de plus d'une âme, il faut bien avouer qu'aucun signe public n'en est donné. Tout au contraire, rarement on vit l'impiété plus insolente, et la puissance publique ou plus effronté-

ment ou plus lâchement complice de ses excès. Il faut remonter assez haut dans notre histoire pour trouver des Simon, des Mottu, des Arago, des Bonvalet et le reste.

Malgré ces excès et plus encore ces lâchetés, qui font honte et qui font peur, nous gardons néanmoins notre espérance. Nous croyons que tout sera sauvé, bientôt peut-être, certainement plus tard. Nous le croyons entre le hurlement du canon prussien qui bombarde nos murailles et le barbouillage stupide de l'histrionnerie révolutionnaire qui les salit. Entre cette figure de l'Antechrist qui cherche à briser la porte avec son canon, et cette valetaille de l'Antechrist qui est ce qu'il faut pour nous pourrir par ses blasphèmes et nous dissoudre par ses lâchetés. Nous croyons à la miséricorde.

Quand tout paraîtra perdu tout sera sauvé, parce que la foi se réveillera, et la foi réveillera l'honneur et la raison. La foi, l'honneur et la raison, c'est la France du Christ, la France immortelle.

Tenons. Tenons dans le combat, tenons dans la défaite, dans la ruine, dans la mort. Tenons en confessant la justice qui châtie et la miséricorde qui relève. Léguons à notre postérité cette miséricorde de Dieu, qui le force d'obéir au pécheur pénitent : nous ne tomberons pas à la fosse comme une poussière impure et stérile, mais comme un germe de résurrection.

La confession du pécheur vaut la prière du juste ; elle anéantit le blasphème. Si nous confessons la justice, nous pouvons mourir, la France vivra.

CVII

2 janvier 1871.

Paris célébrera demain la fête de sainte Geneviève, et ce ne sera, hélas! qu'une fête privée, une fête intime à laquelle le peuple de Paris n'assistera pas. Ce n'est point que Geneviève soit inconnue de ce peuple ni qu'il l'ait oubliée, ni qu'il honore peu sa mémoire. Il ne viendra pas au seuil de la Sainte parce qu'il ignore comment et pourquoi elle est sa patronne, parce qu'il n'en est plus instruit, parce qu'il est devenu un peuple sans ancêtres, enfin parce qu'il n'a pas été appelé.

Ainsi depuis plus de trois mois ont passé toutes nos fêtes, dans un morne et stupide éloignement des sources de la consolation, de l'espérance et du secours.

Ce triste peuple, pressé d'ennemis, accablé d'angoisses, a espéré en toutes les choses de la terre, a vu en tout son espérance trompée, et il ne lui a pas été dit une fois de lever la tête vers le ciel! Que voilà bien le peuple moderne, que le voilà bien dans le dénuement et dans l'abrutissement de sa sagesse! Tu n'as plus tes histrions, tu n'as plus tes comptoirs, tu n'as plus ton abondance, tu n'as plus ta liberté : tu n'avais plus Dieu. Quelques jours ont passé, l'ennemi est venu comme la foudre et t'a enveloppé d'un seul

coup de filet. A présent il te reste l'orgueil de tes pierres, que tu ne peux manger, et l'orgueil de ton fer, qui s'use et qui ploie. Fais ce que tu pourras de tes pierres et de ton fer, et si tu n'en fais rien, c'est fini. Rabats sur tes yeux la dernière guenille qui te sert de manteau, désespère et meurs!

Le *Journal des Débats*, qui est un sage, nous disait fièrement l'autre jour, avec un accent de triomphe « Ce n'est plus la théologie qui gouverne le monde. Il y a vraiment de quoi se vanter!

Si la miséricorde de Dieu ne l'emporte pas sur l'insolence de la sottise humaine, Paris finira donc comme dans une ambulance Mottu gouvernée par Cadet : cruellement et abjectement.

O peuple des âges catholiques, quand une ville menacée déployait ses bannières, et, suivant pieusement la croix portée par ses prêtres et par ses princes, faisait en procession le tour de ses remparts, alors chacun savait qu'après tout la mort est aussi la délivrance et la vie.

Attila entourait les murs ; une femme craignant Dieu, une humble fille des champs, par sa prière, protégeait la cité, et tandis que la vierge combattait seule, les étoiles combattirent contre Attila. *Dumque una virgo prœliabatur, stellæ adversus Attilam pugnaverunt.*

Poésie évanouie, espérances éteintes, peuple mort, s'il n'y restait une étincelle et un souffle de Dieu.

Samedi dernier, le peuple chrétien rassemblé dans ses églises, à la fin de cette année de ruines, a chanté le *Te Deum*, grave comme Job, et disant comme lui

en son cœur : « De la main de Dieu je recevrai les biens, de sa main aussi j'ai reçu les maux. Que le saint nom de Dieu soit béni ! »

Il nous reste cela. SIT NOMEN DOMINI BENEDICTUM.

CVIII

4 janvier.

LA LIBRE-PENSÉE ET L'EMPIRE.

Premier article.

Dans le même numéro du *Journal des Débats*, M. David, libre-penseur, ancien du *Charivari*, me trouve absurde, et M. de Pressensé, libre-pasteur fameux, si je suis bien renseigné, me déclare pernicieux. Ils m'honorent de cette dépense de projectiles afin de prouver, en se contredisant un peu, que l'empire et la papauté sont décidément abolis par la raison moderne, et Dieu tout au moins très-modifié. Le penseur paraît croire qu'on a réglé le compte de Dieu, que Dieu est terminé comme le Pape et l'Empereur. Le pasteur est moins rond : Dieu ne serait pas formellement chassé, mais ce n'est plus le Dieu personnel et parlant d'autrefois; il se retire très-loin, et désormais se mêlera moins des affaires humaines. Au degré de perfection où elle est parvenue, l'humanité n'a plus besoin que de tribunes et de journaux ;

elle est son propre chef, elle suit sa propre lumière, elle atteindra toute seule et prochainement le comble de vertu et de gloire qu'elle s'est fixé. Penseur et pasteur sont d'accord sur ce point, sauf une nuance: selon le pasteur, Dieu le veut; selon le penseur, Dieu se le tient pour dit. Ainsi l'Empereur et le Pape se dissolvent, Dieu est effacé ou s'efface, et l'humanité n'a plus de maîtres.

A mon avis, ce n'est pas fait. Il y a le penseur, il y a le pasteur, voilà encore l'Empereur et le Pape; il y a donc encore des maîtres. Moins modestes, M. David et M. de Pressensé en conviendraient. Ils diront sans doute que j'ai l'absurdité et la mauvaise foi de ne pas tenir compte de l'élimination de Dieu. Vu l'élimination de Dieu, le pasteur pouvant être penseur et le penseur pasteur, l'Empire et le Sacerdoce s'annulent par cette réunion, et l'inconvénient n'existe plus. Mais j'insiste. En s'éloignant, Dieu emporte le Pape, il n'emporte pas l'empereur. Voilà l'inconvénient. Le progrès n'est donc qu'un saut en arrière, qui nous rejette d'emblée au vieux César, pontife de lui-même, incrédule à Dieu, et à l'humanité. Délivrée de Dieu et du Pape, l'humanité n'en est que plus fouaillée et dévorée par l'empereur. Énorme inconvénient!

Il faut voir comment la conséquence découle des principes admis par le libre-penseur charivarique et par le libre-pasteur évangélique. Leur forme manque de netteté et d'honnêteté. Le penseur cite sans correction, le pasteur argumente sans discrétion. Il y a une certaine onction, un certain saindoux naturel

aux évangéliques, dont ils graissent tout ce qu'ils écrivent. En ma faveur, M. de Pressensé en a trop purgé sa prose, d'ailleurs louable. Mais je connais cette faiblesse habituelle de mes adversaires. Fussent-ils encore plus inexacts, plus emportés et plus incivils, et fussé-je moins accoutumé, je leur par donnerais à cause des avantages qu'ils me font.

Je commence par M. David.

J'ai expliqué dernièrement en quoi le principe du saint empire ou empire chrétien diffère du principe de l'empire païen et révolutionnaire que voulaient lui substituer les Gibelins. Partout le césarisme est la même chose, la même entreprise contre Dieu afin de s'emparer de l'homme. Le Christ a institué le pouvoir pour tout servir, en servant Dieu; César se dresse pour élaguer Dieu et tout asservir. Là est la question politique du monde. Ou le prince obéit au droit inaliénable de Dieu, au droit divin de la société chrétienne défini par le pontife, ou le prince définit lui-même le droit, et alors le pontife et la société chrétienne obéissent au prince devenu en réalité seul peuple, seule loi, seul pontife, seul Dieu.

Tantôt un prétendu droit monarchique, fabriqué dans les bazoches, où toute tyrannie a ses arsenaux, le constitue unique représentant de Dieu, maître absolu des hommes, possesseur universel des choses; tantôt un prétendu droit politique, de même origine bazochienne, mais aciéré dans les casernes, et ensuite, pour la forme, passé au scrutin, le fait délégué unique et absolu de la souveraineté et de la divinité du peuple. Il s'appelle alors la « démocratie couron-

née, » et sa couronne *est ronde,* suivant l'expression des légistes de Louis XIV, autant pour le moins que les autres, c'est-à-dire lui met en main toutes personnes et toute propriété. Selon les temps, il a la mort, il a l'exil, il a le bon plaisir, il a, hélas ! la justice, il a les plébiscites et les assemblées, il a l'exclusion ou la collation des emplois et des grades. il confisque, il exproprie, il fait un coup d'État ; bref, on n'est jamais embarrassé pour lui fournir le moyen de faire légalement tout ce qu'il veut. La question pour lui n'est que de se maintenir assez fort contre l'émeute ou assez vigilant contre le poignard, car comme il n'a pas gardé la crainte de Dieu, de même la crainte de Dieu ne le garde plus.

Les jurisconsultes de César païen disaient : *Quidquid principi placuit legis habet vigorem*, le bon plaisir du prince a force de loi. Le légiste gibelin et gallican dit : « La souveraine liberté du roi consiste à ne reconnaître aucun supérieur, mais à se faire obéir sans crainte d'aucune censure romaine » ecclésiastique. On voit l'identité des formules. C'est César et c'est aussi 89 et 93, et aussi Napoléon. Sur ce chemin on trouve Louis XIV et aussi Louis-Philippe, assisté de M. Dupin l'aîné, mort sénateur, et du *Journal des Débats*, toujours académicien. En suivant ce chemin, j'en suis bien fâché pour tant de magnifiques, on arrive à Mottu et à notre ami Cadet. Lisez l'édit religieux de Cadet, délégué de Mottu, délégué du peuple : *Quidquid principi placuit legis habet vigorem !*

Si la routine de l'impiété avait en général moins

mordu sur notre bon sens, ceci suffirait pour nous faire préférer les canons de l'Eglise au canon de César. Mais le canon de César protége et respecte (pas toujours) les cafés-chantants que les canons de l'Église ne recommandent pas.

Charlemagne n'avait ni demandé, ni pris, ni reçu la puissance dont Mottu investit Cadet, ni celle dont s'investit le roi de Prusse, même sur nos cafés-chantants. L'empereur selon la conception chrétienne ne se faisait pas lui-même, n'était pas fait par la violence, ne pouvait pas être fait par la fraude. Il était élu et sacré non comme maître, mais comme gardien. Il ne recevait que le glaive secondaire, n'en usait que sous l'inspection et avec la mission ou la licence du glaive spirituel, pour maintenir, non pour conquérir. Il punissait les coupables, afin d'assurer le droit et la vie des bons et des croyants. Je cherche ce qu'il y a de monstrueux dans cette conception.

« Que les bons se rassurent, que les méchants tremblent, » c'est le programme de tout pouvoir. Les ambitieux, les méchants, les coupables avérés, les incrédules et les impies de profession, lorsqu'ils machinent l'établissement de leur puissance, prennent grand soin de se dire justes, bons et croyants. Le roi de Prusse colle partout cette affiche et célèbre sa justice dans les moindres billets qu'il écrit à sa reine. Louis-Philippe chantait cela comme la *Marseillaise*, une main sur son cœur. La république de 1848 se proclamait « honnête. » Napoléon III criait : Propriété, famille, religion ! et faisait râfle de suffrages. Le 4 septembre n'a parlé que d'ordre, de

paix, de purification, de sincérité, de bonne vie et mœurs.

Enfin, il n'est pas jusqu'à l'ami Cadet qui n'écrive ces mots sur son noble front, déjà si pur. Cadet, sachant que je l'avais blâmé, m'a fait savoir qu'il ne doutait plus d'être dans la voie du vrai, du beau et du bon. Il avait donc délibéré d'y entrer, sans connaître parfaitement la route. Bref, c'est à qui prendra le programme du saint empire, moins la sainteté; et je pense que le libre-pasteur et le libre-penseur n'en proposeraient point d'autre que de défendre les bons et même les *croyants*, mot souligné par M. David. M. David et M. de Pressensé sont certainement croyants, chacun à sa manière. Comme Cadet, ils croient honnêtement à leur incrédulité, et ils veulent que l'espèce humaine en possède le bienfait.

Cependant cette conception de l'empire, où l'empereur reçoit une puissance si utile et en même temps si limitée, M. David la trouve détestable et, *qui plus* est, ridicule. Détestable, il ne dit pas nettement pourquoi, mais on le devine : c'est parce que l'empereur est soumis à un supérieur ecclésiastique comme tous les chrétiens. Ridicule, c'est à cause de la formule que M. Veuillot lui a donnée. Je crois pouvoir soutenir l'attaque sur ces deux points.

Quant à la supériorité ecclésiastique, elle est le besoin de l'humanité et l'œuvre spéciale de la société chrétienne, laquelle a l'honneur d'être créée de Dieu pour obéir à Dieu, et d'avoir ainsi Dieu même à son sommet. « Jésus-Christ seul Dieu et seul roi, » disaient les martyrs de Nicomédie à l'empereur Dioclé-

tien. C'est ce qui empêche l'empereur Dioclétien et l'empereur Satan de posséder la terre. Si l'empereur ne relève pas du Pape, le Pape relève de l'empereur, l'empereur est pontife et Dieu. Dans l'histoire, c'est un fait permanent.

En tout temps, partout, les sociétés comme les individus ou obéissent à Dieu ou obéissent aux hommes, c'est-à-dire à l'homme, à César. César monarque, César peuple, César populace, César assemblée, comité, bureau, César Héliogabale, César Hohenstaufen, César Cromwell, César Robespierre, César Marat, César Cadet, il n'y a plus rien de bas où ne puisse rouler l'espèce humaine détachée de Dieu. Muni de la force, César *voyou* est César tout comme César Octave et César Napoléon. Il a la loi, il a la justice, il faut obéir à ce tyran, à ce monstre, à ce drôle, ou recevoir aux pieds du prêtre la vigueur de l'éternelle rébellion qu'impose le Christ. « Ne craignez pas ce qui ne peut tuer que le corps, craignez ce qui tue l'âme. » Pierre et Jean, flagellés pour avoir enfreint la loi qui leur défendait d'annoncer la divinité de Jésus supplicié, se dirent « : Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes » ! Nul autre moyen d'arracher l'âme du monde à César.

Dans la foule des dieux païens, un seul était obéi, c'était César; et un seul était invoqué, c'était la mort. Toute nation qui se sépare du vrai Dieu, creuse sous ses pas ce vieil abîme et s'y engouffrera. Quand César seul donne la vie, on invoque la mort afin d'être délivré de César et de l'horreur de vivre. M. David et M. de Pressensé ne prouveront point le

contraire. La conscience humaine leur crierait : Parlez pour vous; nous autres, nous avons besoin de Dieu! Et je leur fais cet honneur de croire qu'ils finiraient par imiter ces convives et ces chambellans de César qui se plongeaient dans les catacombes pour communier avec le Pape et se tirer à jamais des festins de l'empereur.

Telle était donc la conception de l'empire chrétien: un bras armé de la justice, un vengeur du droit, un protecteur de la vérité, disciple soumis de la vérité, un défenseur des croyants qui croyaient que Dieu seul est Dieu, et que Jésus-Christ, fils unique de Dieu, est le roi juste et éternel du monde. En réalité, point d'empereur et rien qui ressemblât à César. Le chef élu de l'empire continuait de s'appeler empereur et César, comme Rome continuait de s'appeler Rome; ce n'était plus ni Rome ni César.

Quant à la formule ridicule de M. Veuillot, dont M. David, ancien plaisantin du *Charivari*, s'amusetant, elle n'est pas ridicule et elle n'est pas de M. Veuillot. J'ai tiré cette formule, comme je l'ai dit, de l'acte même par lequel les Électeurs et Rodolphe de Habsbourg, dans la seconde moitié du treizième siècle, ont confirmé les donations ou plutôt les restitutions de Pepin et de Charlemagne. Ils ont alors défini les conditions de l'empire, le voulant ramener à son institution première d'où l'ambition des Hohenstaufen l'avait fait dévier. Afin de mieux ressaisir la tradition, ils empruntèrent eux-mêmes le langage de la célèbre bulle *Unam sanctam*, de Boniface VIII, ce que M. David ignore probablement. Il ignore sans

doute aussi que la bulle *Unam sanctam* ne passe pas du tout pour une pièce ridicule.

Mais comme ce langage peut paraître assez étrange et même extravagant dans la bouche d'un journaliste du dix-neuvième siècle, M. David, pincé d'un retour de l'esprit charivarique, a imaginé de me l'attribuer. Il efface la date, les Electeurs, Rodolphe de Habsbourg et mes guillemets, et me prête, sans le savoir, le style de la bulle *Unam sanctam*. C'est un peu manquer de respect pour la culture des lecteurs du *Journal des Débats*, mais c'est si drôle! Suspendu à cette ficelle, l'ancien plaisantin pantine, plaisantine, fait valoir l'agilité de ses jambes et l'agrément de sa voix.

Ce que cela prouve, je l'ignore. M. David s'interrompt au milieu de ses pirouettes et conclut subitement que l'empire d'Allemagne ne se fera pas, ou ne durera pas longtemps, parce que « ce n'est plus la théologie qui gouverne le monde! » Là-dessus, il tire sa révérence, c'est fini. Il passe à quelque relation des faits qui s'accomplissent présentement dans cet heureux monde que la théologie ne gouverne plus.

Avant d'écouter M. de Pressensé, je voudrais rendre une impression que me laisse l'article de M. David et que j'emporte assez souvent de la lecture du *Journal des Débats*. Involontairement je fredonne une chanson d'enfant qui me semble peindre à merveille ce genre de polémique. M. Louis Ratisbonne, qui est de la maison, gibelin et père de famille, connaît certainement l'air de cette chanson, qui vaut mille fois

sa *Divine Comédie* et sa *Comédie enfantine*, l'une et l'autre couronnées des *Quarante*. J'ose le prier de le chanter à ses collaborateurs, avec les gestes :

Comment font, font, font
Les petites marionnettes?
Elles font, font, font
Trois petits tours, et s'en vont.

Mais, ô vieux Bertins si graves, que dites-vous de ces ébats que l'on prend maintenant en vos graves *Débats?*

Du reste, il est certain que la théologie gouverne toujours le monde, et ce qui se passe en est la preuve. Seulement il y a théologie et théologie. M. David se rit des « visions théologiques qui hantent le cerveau de M. Veuillot. » Nous allons voir quelles lumières théologiques illuminent la tête de M. de Pressensé.

CIX

7 janvier.

MÊME SUJET.

M. le pasteur Pressensé est entré dans une dissertation en trois chapitres sur les besoins constituants de la France. Le premier chapitre traite de la nécessité du « relèvement moral, » en d'autres termes, du réveil de la conscience individuelle favorisé par les

institutions politiques, ou plutôt leur communiquant une vie véritable. » Je n'ai point lu ce morceau ; le résumé qu'en donne l'auteur sonne creux. Le second chapitre, consacré à la recherche des institutions qui doivent « favoriser le réveil, etc., » affiche l'amour de la république et dénote le goût de la monarchie. L'auteur penche manifestement pour la variété bourgeoise du régime révolutionnaire qui a prévalu *cahin-caha* de 1830 à 1848. Au fond, c'est la monarchie parlementaire, système orléanien. Ce système ne manque pas de partisans. Néanmoins il a éclaté dans les mains de son inventeur Louis-Philippe, et dans celles de son restaurateur Louis-Napoléon. Le reconstruire en l'absence de La Fayette, le manier quand Louis-Philippe et Louis-Napoléon n'y sont plus, c'est une difficile entreprise.

M. de Pressensé n'aborde point la difficulté. Il n'avance que des maximes généralement honnêtes, mais défraîchies, trouvailles sans rareté aucune d'un conservateur républicain et d'un déiste modéré. Rapproché de l'article où M. David célèbre naïvement la déchéance de la théologie, c'est-à-dire des vrais principes sociaux, le travail de M. de Pressensé ne laisse rien entrevoir qui puisse aider au « relèvement » en question, ni mettre le monde à couvert de la main de César.

César s'annonce volontiers républicain conservateur et déiste modéré. Son rôle est d'apporter la modération et de garantir la conservation. Octave et Napoléon étaient conservateurs de la république ; sans afficher l'impiété, ils se montraient discrets sur

le service divin. Seulement il ne fallait pas les gêner en politique ni en religion, deux choses, quoi que l'on fasse, toujours liées étroitement. Or, nous cherchons à trouver ce qui peut empêcher César de supprimer la république lorsqu'il vient à penser qu'elle le gêne, et ce qui peut empêcher le monde de se mettre à genoux devant César, lorsque César vient à croire les drôles qui lui parlent de sa divinité. Auguste et Tibère se faisaient prier pour accepter des temples, Néron et Domitien s'en faisaient bâtir.

Contre ces éventualités imminentes qui se formaient hier aux Tuileries, qui se forment aujourd'hui dans les clubs et qui naissent et renaissent de la température politique du monde comme la glace et la neige de l'air du temps, M. de Pressensé ne propose rien de topique. Il se fie à la valeur des institutions politiques futures, à la tribune, à la presse, à la bonne et intelligente nature humaine restaurée par la dure leçon des événements. Je fais cas de ces choses précieuses, mais il faut tenir compte aussi du péché, l'on pourrait dire *des péchés originels*. Les litterateurs du vieux fonds des *Débats*, un peu légers, estiment que les hommes, débarrassés de la théologie, sont en général parfaits. M. de Pressensé ne saurait partager cette illusion. Il n'ignore pas que l'influence persistante des péchés originels exige un remède à part, en religion tout à fait surnaturel, en simple morale souvent héroïque, en politique un peu surhumain, faute de quoi les constitutions, les institutions, les lois, les mœurs, la raison, l'intérêt même,

tout peut terriblement faillir. Les preuves abondent, anciennes, récentes, actuelles.

Nous possédions à plein tout ce qui affermit l'espérance de M. de Pressensé : élections, tribunes, chaires, livres, journaux et le reste, et la longue expérience, et l'intelligence humaine au complet, réparée par tous les outils lumineux ou sanglants de la science et de la politique. En dépit de tout cela, ou plutôt par le concours de tout cela, l'empire a surgi de tous nos essais. Il a surgi sous toutes les formes, les plus hautes, les plus basses, les plus brillantes, les plus effrontées. Nous l'avons eu prince, peuple, populace, bourgeois, et grand homme, et aventurier, et au-dessous. Nous l'avons eu par la force, par la légalité, par le sophisme, par le tour de main. Les uns ont pris la puissance comme dans un bois, les autres comme dans une poche, et l'empire s'est *fait* de la même façon que l'on *fait* le mouchoir. Il existe en Europe une bande qui *fait* l'empire. Les procédés sont divers, le résultat est le même, c'est-à-dire que les peuples sont dépouillés de la patrie, les individus de la propriété, les consciences de Dieu et de la liberté.

Or, il est à remarquer que toutes ces entreprises, une fois couronnées de succès, ont reçu le sacre moderne du consentement populaire et du fait accompli. Le peuple dépouillé accepte sa spoliation, le droit européen accepte le brigandage. *Chacun chez soi, chacun pour soi*, disait le césarien Dupin. C'est le cri du monde. Il écrase la plainte de quiconque a perdu quelque chose, souvent après avoir gagné. Il

tout peut terriblement faillir. Les preuves abondent, anciennes, récentes, actuelles.

Nous possédions à plein tout ce qui affermit l'espérance de M. de Pressensé : élections, tribunes, chaires, livres, journaux et le reste, et la longue expérience, et l'intelligence humaine au complet, réparée par tous les outils lumineux ou sanglants de la science et de la politique. En dépit de tout cela, ou plutôt par le concours de tout cela, l'empire a surgi de tous nos essais. Il a surgi sous toutes les formes, les plus hautes, les plus basses, les plus brillantes, les plus effrontées. Nous l'avons eu prince, peuple, populace, bourgeois, et grand homme, et aventurier, et au-dessous. Nous l'avons eu par la force, par la légalité, par le sophisme, par le tour de main. Les uns ont pris la puissance comme dans un bois, les autres comme dans une poche, et l'empire s'est *fait* de la même façon que l'on *fait* le mouchoir. Il existe en Europe une bande qui *fait* l'empire. Les procédés sont divers, le résultat est le même, c'est-à-dire que les peuples sont dépouillés de la patrie, les individus de la propriété, les consciences de Dieu et de la liberté.

Or, il est à remarquer que toutes ces entreprises, une fois couronnées de succès, ont reçu le sacre moderne du consentement populaire et du fait accompli. Le peuple dépouillé accepte sa spoliation, le droit européen accepte le brigandage. *Chacun chez soi, chacun pour soi*, disait le césarien Dupin. C'est le cri du monde. Il écrase la plainte de quiconque a perdu quelque chose, souvent après avoir gagné. Il

venge la justice contre l'égoïsme qui l'a méprisée, et néanmoins il continue de livrer le droit aux brigands. Mauvaise condition pour le relèvement moral !

Je voudrais savoir quelles institutions futures, quel *relèvement* moral actuel, quel accord des esprits, des consciences et des cœurs, soit chez nous, soit en Europe, nous peuvent mettre à l'abri ou d'un conquérant heureux, ou d'un soldat heureux, ou d'un émeutier heureux ?

Pour moi, la vigoureuse prolongation du combat matériel m'inspire sans doute des espérances que je n'avais pas il y a quelques mois. Néanmoins, dans la condition présente des âmes, j'ai encore la cruelle conviction que le monde appartient au fait brutal, et que le victorieux, quel qu'il soit, dans le monde fera ce qu'il voudra. Sa fortune lui livrera des multitudes tellement avilies par la libre-pensée, qu'il pourra leur imposer même la pratique des vertus. On ne peut, je pense, donner une plus large idée de la dépravation universelle. Je vais jusque-là.

Je ne craindrais même pas de dire que l'on verra ce prodige. Le victorieux, quel qu'il soit, imposera le respect, l'obéissance, la décence s'il en a le goût, la prudence, la modestie des opinions, la sobriété, le sacrifice des biens et de la vie. Que tout cela soit le « relèvement moral, » je n'en réponds pas, je ne le crois pas. Ce sera la vile crainte, avant-coureur d'un plus profond abaissement. A la place du trône arraché, dit Shakespeare, se forme un abîme, et tout ce qui existait alentour s'y précipite et le remplit de

sang. Ce phénomène ne se reproduit pas à l'égard des trônes que l'on balaie. Mais lorsque c'est l'autel qu'on arrache, l'abîme est de honte et plus vaste, la conscience humaine s'y engloutit, l'intelligence humaine s'y souille, le sang vient se mêler à la honte. Il y a toujours plus de honte et toujours plus de sang, et l'abîme n'est jamais plein. Pour le combler, il faut que la clémence de Dieu permette d'y rebâtir l'autel.

C'est précisément l'opération politique que M. le pasteur Pressensé ne propose pas. Il est vrai qu'elle serait en même temps théologique, et le *Journal des Débats* ne peut admettre que la théologie gouverne le monde. Le *Journal des Débats* est un homme fier. Il n'entend point que la théologie le mène à la suite de l'Église, lui faisant faire la figure d'un enfant qui tient la robe de sa mère. Il préfère marcher les mains et les yeux libres sur son chemin aventureux, rectifié seulement par le bâton de César. Quand le bâton lui semble un peu vif, et quand César se fait payer un peu cher, il dit pour se consoler qu'au moins il marche en avant, qu'il n'emboîte point le pas de l'Église et qu'il a choisi César. Si d'ailleurs le besoin d'un relèvement moral se fait sentir, maints évangéliques de sa connaissance ont des réserves de cette denrée et lui en céderont à juste prix ce qu'il faut pour la durée du siége.

Je veux bien honorer cette fierté, mais je crois plus que jamais qu'elle n'a rien d'inquiétant pour aucune tyrannie, rien de rassurant pour l'avenir de la liberté dans le monde. Elle n'embarrassera nulle-

ment le soldat heureux, prussien ou français, et même l'émeutier heureux, s'il parvient à durer plus d'un jour.

Ce qui embarrasse la puissance de l'homme, ce qui le contraint à garder les limites de la justice et à ne point dépasser son but légitime et nécessaire, qui est la défense du droit, c'est la puissance de Dieu communiquée à l'homme de foi. Il faut donc revenir à la théologie et lui rendre, en dépit de M. David, les rênes du monde. Or la théologie est tout entière renfermée dans le mot des apôtres : *Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes*. Mais pourquoi il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et comment on parvient à remplir ce court programme, aussi politique et social que religieux, c'est ce que la théologie de M. de Pressensé ne peut enseigner, par la raison qu'elle l'ignore, et, par conséquent, ce que sa politique ne peut pratiquer. Point de relèvement moral à espérer de ce côté-là.

Affirmer et nier ne sont nullement identiques, en dépit de toute l'habileté de la négation à simuler l'affirmation. Affirmer, c'est faire; nier, n'est jamais que défaire. La révolution est la fille du protestantisme et la mère du césarisme. Aucun protestant, quelle que soit sa couleur, ne fera rien qui vaille contre ce dogme de la séparation et de la servitude. L'homme ne se sépare de Dieu que pour s'emparer de l'homme, et l'homme ne s'empare de l'homme que pour être Dieu. C'est le principe et le mécanisme générateur de César, et la théologie à rebours qui gouverne aujourd'hui le monde, quoi

que dise M. David et quoi que fasse M. de Pressensé.

J'ai une querelle personnelle à vider avec M. de Pressensé ; mais elle est en dehors du sujet de cet article. Ce sera l'objet d'un petit discours que je lui adresserai demain.

CX

8 janvier.

FLEURS PASTORALES.

En m'occupant hier des vues de M. de Pressensé, j'ai négligé une partie du morceau, peut-être à son gré la plus brillante, et celle-là même qui d'abord m'avait excité à répondre. L'auteur traite de mes torts particuliers envers la religion, envers la philosophie et envers mes adversaires, généralement si bénins. Cette matière est connue. Il y a peu de choses dont il ait été plus souvent question que de ma politique violente, dont la *grossièreté*, dont le *cynisme*, etc., font le plus grand tort à l'Évangile. On en a composé des livres. M. de Pressensé reprend cela, et ne déguise pas que je suis un terrible obstacle à son fameux « relèvement moral. » S'il veut con-

clure, il devra dire qu'un bon moyen de sauver la France, et peut-être le meilleur, serait de s'interdire la lecture de l'*Univers*. Je ne peux m'expliquer comment notre libre-pasteur oublie de bénir Napoléon III, qui a su pendant sept années procurer cet inappréciable bienfait à la nation française et au genre humain.

Quoi qu'il en soit, je veux reproduire le paragraphe où M. de Pressensé s'est piqué de me peindre. Je l'ajoute à la collection assez riche de portraits du même genre que je possède déjà. On le trouvera, ainsi que je l'ai dit, scrupuleusement purgé du saindoux évangélique. J'espère que mon procédé touchera ce cœur farouche, d'autant que je ne peux prendre aucune revanche. M. de Pressensé est comme les peuples heureux : il n'a point d'histoire. Encore qu'il ait assez parlé, personne à ma connaissance n'a senti le besoin de le contredire, et moi-même, à l'heure qu'il est, je n'y sens point de goût. L'homme heureux doit s'ennuyer quelquefois!

Donc, après avoir loué ma langue, qui ne lui déplairait pas, sauf l'âcreté, M. de Pressensé me sert son miel. Je donne tout le gâteau, quoiqu'un peu long et épais. Les catholiques libéraux y reçoivent des caresses qu'ils pourront trouver indiscrètes.

..... On sait que le meilleur vin pris à trop forte dose monte au cerveau et produit des effets très-désagréables. C'est ainsi que la verve du rédacteur de l'*Univers* aboutit à une grossièreté sans nom; il s'est grisé de ses colères, et l'on s'en aperçoit. On dirait qu'il a fait le pari de nous rendre la religion odieuse en nous la présentant comme la mortelle ennemie de

la justice et de la liberté. Le rôle actuel de M. Veuillot mérite surtout d'être signalé. Depuis la chute de l'Empire, il tranche du prophète et nous prêche le repentir de notre patience à supporter le régime déchu. Il faut toute son audace pour oser tenir ce langage, lui qui s'était fait l'apologiste cynique du coup d'Etat, et qui a rompu avec ses plus illustres amis pour avoir salué de son enthousiasme la force triomphante. Je comprends Jean-Baptiste prêchant la pénitence à ses contemporains; mais il n'avait pas crié : *Vive Hérode!* Il élevait sa grande voix pour dire au despote : « Il ne t'est pas permis de violer la justice. » M. Veuillot ne saurait nier qu'il n'ait dit le contraire au lendemain du 2 décembre. Qu'il se taise donc par pudeur; les anciens journaux bonapartistes ont beau lui faire écho, ses semonces actuelles sont une palinodie effrontée.

Si nous laissons de côté son triste rôle politique, nous avons en lui le chef avoué de l'ultramontanisme, si puissant aujourd'hui au sein de l'Église de France et qui a triomphé avec éclat au concile du Vatican. Nulle école ne nous a fait plus de mal, car pour triompher il lui faut marcher sur la conscience et la raison. L'ultramontanisme, c'est la centralisation religieuse poussée à l'extrême, c'est le césarisme papal transformant les évêques en préfets, c'est cette honteuse idolâtrie que flétrissait Montalembert mourant. L'illustre chef du catholicisme libéral savait bien ce qu'une pareille tendance fait d'un peuple. Il a écrit des pages brûlantes, encore inédites, mais que la France lira un jour, sur l'abaissement de l'Espagne ultramontaine. Il montre, par une accablante démonstration historique, qu'à une telle école la conscience d'un peuple se corrompt à tel point que ses grandeurs comme ses libertés ne reposent plus que sur une base vermoulue.

Voilà les leçons que le catholicisme français doit méditer s'il veut concourir au relèvement moral du pays. Qu'il revienne à ses grandes traditions, épurées et élargies; qu'il opère sa propre réforme en résistant courageusement aux funestes novateurs qui le perdent; qu'il n'arrête pas court le mouvement d'opposition qui l'avait honoré à Rome. Il semble qu'il soit facile de choisir entre M. Veuillot et Pascal. Qu'il n'oublie pas

que l'ultramontanisme est l'âme même de la servitude, et qui répondrait devant Dieu de l'irrémédiable divorce qu'il amènerait en France entre la religion et la liberté s'il donnait raison par son silence aux frénétiques apôtres du *Syllabus*. Je livre ces réflexions, suffisamment claires dans leur brièveté, aux hommes éminents et libéraux, que compte le catholicisme français. Qu'ils se soucient moins de scandaliser la haute dévotion du faubourg Saint-Germain que de favoriser par leur silence les préjugés de notre peuple contre l'Evangile. Par Dieu, qu'ils ne lui laissent plus lire dans l'odieuse traduction Veuillot. Il n'écoute que ceux qui lui parlent haut; les protestations timorées ne l'atteignent pas, il faut lui faire oublier le canon de Mentana et les projectiles de l'*Univers*.

Je ne sais si M. le libre-pasteur est dévot; mais il s'emporte, et en s'emportant, il se fourvoie loin, très-loin de ses principes ou du moins de ses axiomes. Saurait-il me dire où il prend qualité soit pour me blâmer d'être orthodoxe, soit pour me requérir de ne l'être pas, soit pour me jeter tant d'anathèmes, dont les moindres sont un peu forcenés? S'il daigne y prendre garde, il verra qu'il m'excommunie du Christianisme. A quel titre et dans quel but tout cela? Veut-il que je me fasse protestant? Il devrait au moins d'abord se mettre en état de me dire ce que c'est, sur quoi on le soupçonne de n'être nullement fixé. Il devrait ensuite tâcher de me prendre par la douceur, lui qui m'accuse si haut de n'être pas doux. Il devrait enfin et surtout conserver la règle générale du protestantisme, règle aussi de son protestantisme particulier, laquelle consiste à me laisser libre d'être ce que je veux, par conséquent catholique orthodoxe si je veux. Et alors, je lui demande bien

pardon de l'expression, que vient-il me chanter?

Comme catholique, j'ai des supérieurs qui peuvent et qui doivent m'avertir, me frapper, me jeter hors de l'Église dans le cas où je m'obstinerais contre l'orthodoxie. Lui alors, s'il voulait prendre souci de ma querelle, n'aurait qu'une chose régulière à dire en sa qualité de bon pasteur (protestant) : c'est que j'ai, en ces matières, le droit commun de penser et de parler à ma guise, et de ne suivre que ma conscience et même que ma fantaisie.

Je le prie de remarquer que c'est son propre cas. Il agit de la sorte, pour ce qui regarde la religion, envers les orthodoxies protestantes; pour ce qui regarde le prochain, envers moi. Libre-pasteur, il se vante de n'être pas orthodoxe; libre polémiste, il ne peut se défendre de n'être pas courtois. Je descends, selon lui, à une « grossièreté *sans nom.* » Je sais, moi, très-bien le nom de la forme qu'il se permet ici : c'est simplement la brutalité.

Je ne lui refuserai pas son excuse. La brutalité, c'est-à-dire l'invective sans pointe et sans éloquence, provient d'un malheur de nature ou très-petit ou très-grand, le manque d'esprit. Ce serait un très-petit malheur pour le pasteur, qui peut rester un excellent homme; c'est un malheur encore léger pour l'écrivain, qui n'est pas empêché pour cela, bien au contraire, de faire de gros livres et de gros articles; mais c'est un très-grand malheur pour le polémiste. Service pour service. M. de Pressensé me signale l'étendue de mes crimes; je l'avertis des bornes de son esprit.

M. le pasteur Pressensé manque d'esprit lorsqu'il me reproche mon orthodoxie. Premièrement, il en est mauvais juge, vu le pitoyable état de la sienne; secondement, elle fait ma gloire, et tout ce qu'il peut imaginer à ce sujet rate misérablement. Ce n'est pas à moi que viennent ses reproches, ils vont à l'Église. Or, cette entreprise de bombarder l'Église est le fait d'un petit garçon. Hélas! quels abrégés de rien que tous ces obus de libre-pasteur, et comme ils vont mourir loin du fort, sans même jeter leur mince mitraille!

M. le pasteur Pressensé manque encore d'esprit lorsqu'il m'oppose la sagesse et les autres mérites de ceux qu'il appelle catholiques libéraux. En bonne foi, quel effet prétend-il que fassent sur moi les doctrines qu'il leur suppose et qui seraient, à l'en croire, si voisines des siennes et si acceptables de sa part, quoique pourtant il ne les accepte pas?

Et il manque toujours d'esprit lorsqu'il m'accuse de perdre la religion, car d'abord c'est vieux, et la religion n'a point péri; et ensuite, qu'il me dise pourquoi ses chers catholiques libéraux ne font pas d'autre bien à la religion que de le charmer lui, libre-pasteur, et certains libres-penseurs de sa compagnie, lesquels n'ont souci d'aucune religion? Si les esprits délicats qui s'irritent de mon langage ont tant de zèle pour le bien de la religion, je ne parle pas seul : que ne vont-ils se convertir à ceux qui leur plaisent? Sont-ils à ce point dénués de sens que « la grossièreté sans nom » du rédacteur de l'*Univers* les puisse empêcher de se confesser, par exemple,

au P. Gratry, ou à M. Loyson, professeur en Sorbonne?

Dans sa simplicité, M. de Pressensé peut néanmoins se persuader que je fais le plus grand tort à la religion catholique; mais comme il croit aussi, avec plus de fondement, que la religion catholique fait le plus grand tort au je ne sais quoi qu'il appelle en général la « religion » et qui est sa religion, j'admire son désintéressement, et j'essaie en vain de deviner quel intérêt l'anime au dur travail de limer des phrases. Je prie M. le pasteur de raisonner :

Si la religion catholique est fausse, nuisible à l'esprit humain, nuisible à l'âme humaine, nuisible à la « religion, » qu'importe à M. le pasteur le dommage où j'expose cette erreur? Tout le tort que je lui peux faire est autant de gagné. J'éloigne des sacrements, je décourage le fidèle, je dégoûte l'incrédule, je disperse le troupeau dans les rangs des protestants, des sociniens, des déistes : tant mieux, et c'est pain bénit! Tout cela sera ramassé par les pasteurs errants; M. de Pressensé remplira son bercail. Mais si cependant la religion catholique, loin d'être une erreur, est la vérité et mérite comme telle d'être défendue, alors pourquoi M. le pasteur ne l'embrasse-t-il pas, et emploie-t-il au contraire son génie à la combattre?

Je l'engage à voir s'il peut se tirer de là correctement et d'une façon qui le contente lui-même.

Et attendant ses essais, je conclus que, ne tenant nullement à me convertir, il a voulu seulement prendre le plaisir de m'injurier. Ce n'est pas un plaisir de pasteur, c'est un plaisir de polémiste, et il aurait fallu de l'esprit.

M. le pasteur Pressensé manque d'esprit lorsqu'il me reproche mon orthodoxie. Premièrement, il en est mauvais juge, vu le pitoyable état de la sienne: secondement, elle fait ma gloire, et tout ce qu'il peut imaginer à ce sujet rate misérablement. Ce n'est pas à moi que viennent ses reproches, ils vont à l'Église. Or, cette entreprise de bombarder l'Église est le fait d'un petit garçon. Hélas! quels abrégés de rien que tous ces obus de libre-pasteur, et comme ils vont mourir loin du fort, sans même jeter leur mince mitraille!

M. le pasteur Pressensé manque encore d'esprit lorsqu'il m'oppose la sagesse et les autres mérites de ceux qu'il appelle catholiques libéraux. En bonne foi, quel effet prétend-il que fassent sur moi les doctrines qu'il leur suppose et qui seraient, à l'en croire, si voisines des siennes et si acceptables de sa part, quoique pourtant il ne les accepte pas?

Et il manque toujours d'esprit lorsqu'il m'accuse de perdre la religion, car d'abord c'est vieux, et la religion n'a point péri; et ensuite, qu'il me dise pourquoi ses chers catholiques libéraux ne font pas d'autre bien à la religion que de le charmer lui, libre-pasteur, et certains libres-penseurs de sa compagnie, lesquels n'ont souci d'aucune religion? Si les esprits délicats qui s'irritent de mon langage ont tant de zèle pour le bien de la religion, je ne parle pas seul : que ne vont-ils se convertir à ceux qui leur plaisent? Sont-ils à ce point dénués de sens que « la grossièreté sans nom » du rédacteur de l'*Univers* les puisse empêcher de se confesser, par exemple,

au P. Gratry, ou à M. Loyson, professeur en Sorbonne?

Dans sa simplicité, M. de Pressensé peut néanmoins se persuader que je fais le plus grand tort à la religion catholique; mais comme il croit aussi, avec plus de fondement, que la religion catholique fait le plus grand tort au je ne sais quoi qu'il appelle en général la « religion » et qui est sa religion, j'admire son désintéressement, et j'essaie en vain de deviner quel intérêt l'anime au dur travail de limer des phrases. Je prie M. le pasteur de raisonner:

Si la religion catholique est fausse, nuisible à l'esprit humain, nuisible à l'âme humaine, nuisible à la « religion, » qu'importe à M. le pasteur le dommage où j'expose cette erreur? Tout le tort que je lui peux faire est autant de gagné. J'éloigne des sacrements, je décourage le fidèle, je dégoûte l'incrédule, je disperse le troupeau dans les rangs des protestants, des sociniens, des déistes : tant mieux, et c'est pain bénit! Tout cela sera ramassé par les pasteurs errants; M. de Pressensé remplira son bercail. Mais si cependant la religion catholique, loin d'être une erreur, est la vérité et mérite comme telle d'être défendue, alors pourquoi M. le pasteur ne l'embrasse-t-il pas, et emploie-t-il au contraire son génie à la combattre?

Je l'engage à voir s'il peut se tirer de là correctement et d'une façon qui le contente lui-même.

Et attendant ses essais, je conclus que, ne tenant nullement à me convertir, il a voulu seulement prendre le plaisir de m'injurier. Ce n'est pas un plaisir de pasteur, c'est un plaisir de polémiste, et il aurait fallu de l'esprit.

Pour ce qui regarde ma politique, mon cynisme, mes palinodies effrontées, etc., je serai court. J'y prends moins d'intérêt; je sais où le libre-pasteur a cueilli les fleurs de ce bouquet souvent offert à mes regards, par les mains délicates qui s'emploient à toutes les espèces de journaux. Il n'est guère d'académicien sur les hauteurs ni de truand dans les bas-fonds qui ne m'en ait dit tout autant, et par suite ne m'ait accoutumé à une égale indifférence. Ce qui a paru de plus considérable en ce genre a été ourdi par ces catholiques libéraux qui n'ont point converti M. de Pressensé, et par des ecclésiastiques de la même opinion, auxquels il ne se confessera jamais.

Leurs recueils n'ont obtenu aucun succès littéraire, ni aucun succès d'estime. Le mieux fait et le plus ample n'a point réussi devant la justice. C'est dans ces étoffes que notre libre-pasteur a taillé, oubliant que des coups de soleil y sont tombés et en ont mangé les fausses couleurs.

Avec plus de flair, M. de Pressensé eût senti la nécessité de vérifier les textes; avec plus d'esprit, il se fût éloigné de ces iniquités et de ces platitudes.

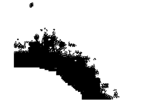
J'ai recueilli tout ce que j'ai écrit dans l'*Univers* durant l'espace de vingt ans. Je n'ai trouvé rien à supprimer, ni qui dût me faire rougir devant mes adversaires. La vérité est que j'ai mieux aimé les manquer que leur manquer. Je crois les avoir traités selon leur mérite et leur condition morale ou littéraire, ne touchant aux uns qu'avec des gants, aux autres qu'avec des pincettes. Ceux que j'ai touchés avec la main peuvent me donner la main. Il y a des plaintes,



je ne l'ignore pas. Il s'agit de savoir s'il y a des raisons. Quand j'ai consenti à me plaindre, j'ai donné des raisons.

Les recueils dont je viens de parler sont méprisables et leurs auteurs savent qui les a méprisés. Un évêque, l'illustre Gerbet, a fait publier un premier recueil des monuments épiscopaux qui les condamnent.

Je ne dissimulerai pas à M. de Pressensé que je tiens pour médiocres les adversaires qui vivent de répéter que je suis une sorte de fauve, un césarien déterminé, un ennemi furieux de la liberté, un palinodiste effronté, que j'ai crié : Vive Hérode, etc. J'affirme tranquillement que tout cela est très-faux et très-sot. Pour me tenir à un point, Hérode, puisque Hérode il y a, s'est décidé à mettre l'*Univers* en prison. Il ne faut pas un immense effort d'intelligence pour en conclure que l'*Univers* ne disait pas qu'Hérode pouvait se permettre tout. Si M. l'évangélique s'était souvenu de son évangile, il se fût rappelé l'autre Hérode et les Mages qui vinrent lui demander où était l'Enfant. Cet Hérode leur répondit « : Tâchez de le savoir et venez me le dire, afin que j'aille, moi aussi, l'adorer. » Sur cette réponse les Mages pouvaient très-bien crier Vive Hérode ! Ayant su plus tard ce qu'Hérode se proposait, au lieu d'aller le voir, ils retournèrent chez eux par un autre chemin. Est-ce que M. de Pressensé, après le massacre des Innocents, eût dit aux Mages qu'ayant crié : Vive Hérode, il ne leur était plus permis de regarder Hérode comme un tyran et un monstre ? Il



est probable que Jean-Baptiste, de même, ne se croyait nullement tenu de crier : A bas Hérode! quand le second Hérode, non encore entré dans la voie du crime, le laissait prêcher une morale que sa cour ne suivait pas. Jean-Baptiste s'interdisait l'opposition systématique. Il prenait le gouvernement comme il était, se bornant à lui dire : Il ne vous est pas permis d'être injuste. C'est la ligne politique que l'*Univers* a suivie dès le commencement à l'égard de César. Il l'a suivie jusqu'à sa suppression prononcée par ce même César, qui tolérait parfaitement les autres journaux. Après sept ans, l'*Univers*, ayant pu reparaître, a recommencé. Lors du dernier plébiscite, le *Journal des Débats* et d'autres libéraux, même catholiques, ont voté *oui*; l'*Univers* s'est abstenu « parce « qu'il ne voulait pas sacrer la dynastie. »

Si M. de Pressensé ignore ce détail, il parle de ce qu'il ne sait pas, et la pudeur devrait l'obliger à se taire. S'il le connaît, il dit donc le contraire de ce qu'il sait, et alors que veut-il que j'augure du « relèvement moral » dont il prend la direction avec le *Journal des Débats?* Médecin, guéris-toi toi-même!

Or, le moyen de se guérir et de se relever n'est pas de marcher avec le *Journal des Débats,* mais avec l'Église.

Je quitte M. de Pressensé en lui faisant présent d'un précepte curatif que l'Église a tiré de saint Paul et m'a donné ce matin : *Nolite conformari huic sæculo.*



CXII

10 janvier.

DIVERTISSEMENTS DE PARIS.

Un journal du soir nous apprend qu'hier une immense foule s'est portée dans la matinée au Théâtre-Français, où l'on jouait une pièce de feu Scribe, intitulée *Bataille de Dames*. La même affluence, dit-on, favorisait quelque concert qui se donnait, à la même heure, quelque part, également hors de la portée des obus. Ainsi cet heureux peuple parisien, muni de tout ce qu'il faut pour rendre la vie douce, a la sagesse supérieure d'en user. Il éteint le bruit du bombardement sous le chant des flûtes et sous le clapotement du rire. Car son bonheur va jusque-là, qu'il est doué de la faculté de rire à l'esprit de Scribe, même pendant le pillage de la France et au bruit du bombardement.

Il rit d'un certain rire à lui, qui clapote.

Or, le bruit du bombardement ne se compose pas seulement de l'explosion de l'obus. Il est à lui seul tout un concert, et l'artillerie avec ses chants diversifiés n'en forme que la basse : là-dessus, en guise de violons, voltigent le gémissement des blessés, le râle des mourants, le sanglot des veuves et des mères; on y peut même distinguer les murmures et les blasphèmes des soldats qui souffrent le froid et la faim

autour du rempart; et l'on entendrait aussi le sang des cœurs, qui coule à flots là même où le sang des veines n'est pas répandu. Que sont devenus nos exilés de qui nous n'avons point de nouvelles, et quelles angoisses ne dévorent pas leurs âmes à la pensée de nos angoisses et aux nouvelles qu'ils reçoivent de nous?

Mais nous avons encore des histrions pour nous distraire; voici qui va rassurer les absents. Nous sommes à *Bataille de Dames*, et grâce à la trempe vigoureuse dont ce fait est la démonstration frappante, nous ne voyons ni n'entendons rien qui nous puisse trop affliger. Paris soigne à peu près ses blessés, enterre à peu près ses morts, jouit même de l'enterrement civil; il a Cadet, il a Mottu, il a Simon, il a Scribe, et il s'amuse; son rire clapote comme en pleine paix. Que ce grand Paris justifie bien l'admiration du monde!

Cette guerre à la Bismark, cette paix à la Mottu, ce rire à la Scribe, cette mort à la Cadet, ce sont de beaux traits de la civilisation moderne. L'Europe a mis environ un siècle à venir là, mais elle n'a pas perdu sa peine, et le « relèvement moral » prédit par M. de Pressensé s'annonce bien!

Évidemment nous nous tirons de la guinguette napoléonienne et nous sommes déjà d'autres Parisiens.

Que penseraient cependant nos austères, si Napoléon III, convoquant les débris de la troupe des *Français* ou de la troupe du *Gymnase* qui errent *extra muros*, se faisait jouer un peu de Scribe à Wilhelmshohe? Que diraient-ils si le roi de Prusse, qui a

dressé ses batteries de bombardement « pendant la nuit de Noël, » avait besoin de quelque autre distraction et se donnait le régal de quelque *scribouillage?* Nous croyons qu'ils ne manqueraient pas de hurler contre cette insulte à l'humanité. Ils y signaleraient la continuité du rabaissement et de l'effondrement moral. A notre avis, ils auraient raison.

Mais quand il s'agit du peuple, du peuple saint et sacré, la question change. Alors c'est le relèvement, c'est la belle vertu républicaine qui surgit des infâmes décombres monarchiques, qui se débarrasse du fard, des oripeaux, de toutes les fanges de l'histrionnerie et qui, le fer à la main, fait voir ce que c'est qu'un peuple devenu enfin digne d'avoir Jules Simon pour maître d'école, Mottu pour intendant et Cadet pour enfouisseur.

Il est vrai aussi qu'il faut des spectacles aux peuples corrompus.

Mais *Bataille de Dames!* du Scribe! qui l'eût pu croire? Quel Aristophane, quel Archiloque, quel railleur impitoyable et forcené de la décrépitude humaine eût osé jamais prédire qu'on verrait cela, et que Paris assiégé viendrait laper ce café de portière servi froid!

Véritablement, il nous reste des gens de génie, des yeux d'aigle. Sans doute, nos aigles ne sont ni dans la littérature ni dans la politique, ni jusqu'à présent, à ce qu'il semble, dans les armées. Mais il faut reconnaître le coup d'œil du génie, l'intuition de l'âme populaire en ceux qui ont deviné qu'à ce peuple,

CXII

11 janvier.

LE SYLLABUS PROTESTANT.

Un autre pasteur, collègue, c'est-à-dire *co-isolé* de M. de Pressensé, nous atteste la foi et l'orthodoxie de son demi-frère. Il nous adresse une pièce qui doit nous en fournir l'irrécusable preuve. C'est le *Syllabus* que « *les* églises évangéliques » appellent leur profession de foi. » M. de Pressensé a signé ce *syllabus;* donc le libre-pasteur rédacteur du *Journal des Débats* est orthodoxe.

Nous n'avons point dit le contraire, et il n'y a ici qu'un malentendu. En parlant *des orthodoxies* protestantes, envers lesquelles M. de Pressensé prend de fortes libertés, nous n'avons pas nié qu'il n'eût la sienne, laquelle, comme toutes les autres, peut varier infiniment sans cesser d'être fidèle au principe même du protestantisme. En matière de croyance, cette religion, constituée sur l'adhésion corporelle, conserve jalousement la ressource du divorce et même de la polygamie. Il n'y a que cela qui rende la vie douce. Les catholiques disent : *Cor unum et anima una ;* entre les protestants, au contraire, ce qui fait le lien, c'est la séparation.

Le principe développe ses conséquences à mesure



que le protestantisme se décatholise et, par conséquent, se déchristianise. Les nouveaux évangéliques ont travaillé à l'élargir et n'ont pas mal réussi. Voilà sur quoi les anciens leur font la guerre. Ils reprochent aux anciens d'être encore catholiques, ils vont jusqu'à les traiter de cléricaux; les anciens leur disent qu'ils ne sont plus chrétiens, et l'on ne voit pas qu'ils en prennent grand souci. Mais enfin, puisqu'il faut toujours une orthodoxie, ils en ont établi une; et elle se résume en ce point, qu'il n'y a pas d'orthodoxie. Ils assurent ainsi l'unité de foi par un artifice très-ingénieux qui forme le premier article de leur *syllabus*. Cet article, très-logique au point de vue protestant, proclame que « toute l'Écriture de l'Ancien et du Nouveau Testament constitue l'unique et INFAILLIBLE règle de la foi et de la vie. » Or chacun étant légitime et *infaillible* interprète de toute l'Écriture, il s'ensuit qu'il n'y a nulle raison pour que M. de Pressensé ne soit pas infaillible, et par conséquent orthodoxe, comme tout le monde. S'il parvenait à n'être pas protestant orthodoxe, il ferait un miracle. Jamais nous n'avons songé à l'accuser de cela.

Voici la pièce. Elle est connue, mais instructive. Il se pourrait que le *Journal des Débats* ne l'eût jamais méditée. Il ne sera pas fâché de relire ce syllabus, juré par son infaillible collaborateur, ennemi si déterminé du *Syllabus* et de l'infaillibilité du Pape.

Union des églises évangéliques de France.

PROFESSION DE FOI.

Nous croyons que toute l'Ecriture de l'Ancien et du Nouveau Testament est inspirée de Dieu, et constitue ainsi l'unique et infaillible règle de la foi et de la vie.

Nous adorons un seul Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, créateur des cieux et de la terre.

Le *Père*, dans son éternelle et infinie miséricorde, lorsque nous étions entièrement perdus, par suite de la désobéissance d'Adam, et justement condamnés à cause de nos péchés, a tellement aimé le monde, qu'il a donné son Fils unique.

Le *Fils*, « la parole qui était au commencement avec Dieu, » et qui était véritablement « Dieu au-dessus de toutes choses béni éternellement, » est devenu véritablement homme, « Dieu manifesté en chair. » Jésus-Christ est le seul médiateur entre Dieu et les hommes. Il nous a parfaitement rachetés de la condamnation éternelle par son sacrifice expiatoire, s'étant offert lui-même à Dieu pour nous comme une oblation et une victime d'agréable odeur. Livré pour nos offenses, il est ressuscité pour notre justification. Il est monté au ciel et s'est assis à la droite de Dieu, où il intercède pour nous.

Le *Saint-Esprit*, que le Fils a envoyé de la part du Père, régénère les rachetés « élus selon la prescience de Dieu; » il habite en eux, il les fait marcher dans l'intelligence de sa parole et dans la sanctification, sans laquelle nul ne verra le Seigneur. Il est accordé à tous ceux qui le demandent. C'est par lui que Jésus-Christ dirige et gouverne l'Église, qui est son épouse et son corps.

Jésus-Christ appelle tout homme à la repentance, sauvant pleinement, gratuitement et sans aucun mérite qui leur soit propre, tous ceux qui croient en son nom et qui s'approchent de Dieu par lui.

Nous attendons des cieux le Seigneur Jésus, qui doit revenir et nous introduire dans la gloire. Il ressuscitera les morts, jugera le monde avec justice et rendra à chacun selon ses œuvres.

Telle est notre foi. Nous voulons faire tous nos efforts pour la propager. En même temps, nous tendons une main fraternelle à tous ceux qui, en quelque lieu et sous quelque dénomination que ce soit, aiment le Seigneur Jésus et l'invoquent en sécurité, et nous les considérons comme membres de l'Église universelle.

Au Père qui nous a aimés, au Fils qui nous a lavés de nos péchés dans son sang, et au Saint-Esprit, notre consolateur, soient louanges et gloire à jamais! *Amen!*

Ce n'est pas le temps d'entrer dans aucune controverse sur cette pièce. Nous pourrions demander aux protestants qui la jurent pourquoi ils nient au Pape et au Concile le droit d'établir des définitions et des professions de foi ; et aux protestants qui la rejettent, sur quoi ils se fondent pour excommunier (et excommunier du budget!) leurs frères qui prennent licence d'interpréter la foi. Mais ces matières obtiendraient aujourd'hui peu d'attention.

Nous voudrions seulement savoir ce que le *Journal des Débats*, particulièrement l'antithéologien M. David, pense de ce *syllabus* juré par son collaborateur M. de Pressensé.

Nous voudrions savoir de M. de Pressensé s'il se maintient dans ce *syllabus*, et alors ce qu'il espère du *Journal des Débats* pour la difficile et laborieuse opération du « relèvement moral. »

Et pourquoi, ayant juré et professant encore à l'heure qu'il est un *syllabus* certainement antipathique au *Journal des Débats*, il nous en veut si furieusement de professer un *syllabus* antipathique à lui, pasteur Pressensé... et polémiste peu sensé?

Que s'il s'est défait de son *syllabus* et l'a jeté aux

orties pour exécuter avec plus d'agilité ses exercices de conférencier au théâtre de la Porte-Saint-Martin, et de rédacteur au *Journal des Débats*, alors il nous permettra bien de le trouver un peu « effronté » et « cynique » (ce sont ses propres paroles à notre égard), quand il nous reproche de prétendues palinodies et de prétendus reniements politiques dont il est très-mal informé. Nous autres, nous n'avons pas changé notre *Syllabus*, et nous ne l'avons jamais caché ni déguisé. Le pavillon politique, très-secondaire, et attaché à une corde très-mince sur notre navire, pour les seules nécessités de la navigation, a pu flotter au vent et être emporté par la tempête; mais le drapeau religieux demeure à poste fixe, cloué au plus haut du grand mât. Même pendant la captivité, nous ne l'avons pas amené. Pendant la liberté, on l'a vu toujours sur la même route, quel que fût le temps; et tout l'effort de l'orage n'a pas pu seulement nous faire louvoyer une heure.

C'est en ce sens que nous avons reproché à M. de Pressensé de parler de ce qu'il ne sait pas; car pour ce qui regarde les orthodoxies protestantes, y compris la sienne, nous croyons qu'il n'en ignore rien, et qu'il est tout à la fois libre-pasteur très-orthodoxe, et libre-penseur... très-sensé.

CXIII

Même jour.

NOTIFICATION A M. GAMBETTA.

Nous avons aujourd'hui dans le *Journal officiel* une nouvelle paraphrase de M. Gambetta. Nous ne pouvons dissimuler que ce Membre nous paraît abuser du pigeon. Nous le dirons naïvement, puisqu'il veut bien le souffrir. Au lieu de son perpétuel *Vive la République*, qu'il délaie toujours et qui serait capable de faire passer le goût de la chose, combien nous eussions préféré deux mots qui eussent rassuré le pays contre l'imbécile esprit de terrorisme que l'on voit poindre sous ces emphases.

M. Gambetta ministre paraît croire que la France s'est donnée à Gambetta du café Voltaire, et que ce mariage au XXIe arrondissement est absolument indissoluble, comme si le notaire, le maire, le curé et la consommation y avaient passé. Point du tout, et il y manque au contraire tout cela! Par une circonstance infiniment regrettable, M. Gambetta s'est introduit dans la maison, et se trouve bon gré mal gré admis à faire sa cour. Voilà tout. Il fait sa cour, rien de plus. Selon nous, il la fait très-mal. Il abuse de la circonstance comme du pigeon. Il est bavard, il est suffisant, et il lui reste quantité de garanties à donner sur son caractère, sur son esprit, sur ses moyens et

sur ses principes. Il parle beaucoup de sa république, il lui reste à dire ce que c'est et ce qu'il entend par là. Il loue sans relâche et sans trêve ses républicains; mais il n'a montré jusqu'ici que des gens de pipe, de chope, de « blague, » des habitués d'estaminet-billard, dont l'aptitude au carambolage peut être fort brillante, mais dont les propos ne donnent nulle envie de les introduire dans la famille. Il prétend que l'on brûle de les embrasser : il se trompe. Ou il quittera cette compagnie, ou il ira la rejoindre dans ses comices enfumés. Des gens avec lesquels il prend l'habitude de compter trop peu, qui prétendent aimer la France autant que lui, et qui ne manquent pas de raison pour croire qu'ils la servent aussi bien, sont las jusqu'à l'excès de lui entendre si souvent dire qu'il n'y a de vertu, de mérite, de patriotisme, d'intelligence et de courage que parmi ces républicains-là. Cette façon de parler est sotte et n'avance pas ses affaires.

Est-ce qu'il veut nous ramener aux républicain de la veille et de l'avant-veille, que l'on a déjà vus, selon lui, deux fois déjà si brillants et si sauveurs! Qu'il sache que l'on est plus que jamais rassasié de ces héros et de ces génies. S'ils sont, comme il les en glorifie, revenus trois fois, c'est la preuve qu'on les a chassés deux fois. Ils n'ont qu'à reparaître, et bientôt ils auront été chassés trois fois. Il existe en France beaucoup plus de républicains du lendemain que de républicains de la veille et de la surveille. Ceux du lendemain sont les plus intelligents, les plus forts, les plus décidés. Ils admettent les autres, à

condition qu'ils seront sages et ne prétendront peser que leur poids et tenir que leur place, sans aucune revendication de droit d'aînesse. Voilà la vérité, contre laquelle tout l'enthousiasme que M. Gambetta peut soulever à Bordeaux et ailleurs ne prouve rien et ne fera rien.

La France veut ardemment échapper à la Prusse; mais ce n'est pas pour subir la loi de Belleville et endurer le sceptre de M. Delescluze, ou l'épée de M. Flourens, ou les idées sociales de M. Gambetta, lequel jusqu'ici n'a pas parfaitement montré qu'il eût des idées.

République, très-bien; mais d'abord religion, famille, propriété, et rien de moins. Que M. Gambetta se gouverne là-dessus, sinon point d'hymen. Et quand même il soutiendrait, comme il y semble trop enclin, qu'il a sauvé le pays, point de ménage! Il rentrera dans son café, et l'on y mettra des sergents de ville.

CXIV

Même jour.

PRIM.

Il faut pourtant inscrire cet homme, assassiné l'autre jour à Madrid et mort, qui s'était fait par son bras, de rien, comte, marquis, grand d'Espagne et

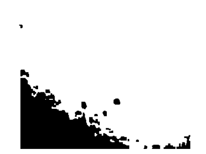


le plus grand, maréchal, ministre, dictateur et au-delà; qui avait arraché, ou plutôt dérobé la dernière couronne de Bourbon, qui l'avait mise à l'encan et vendue à un autre voleur; qui, en attendant marchand, l'avait toute une année portée à la main, faute de cœur et de place pour la porter autrement; qui n'eût eu besoin que de vivre encore un peu pour la voler encore et la vendre une seconde fois; en réalité, le dernier des gredins, bas et au-dessous de ses crimes, plus escroc et brelandier qu'autre chose, bourreau de bagne, à la taille de tout ce qu'il a pu abattre et élever. Il a rencontré un assassin, ce fut sa dernière escroquerie. Il ne semble pas qu'il valût un coup de poignard; mais tout se prostitue en ce temps; et le poignard aussi, prenant les vieilles et viles habitudes de la popularité, se met à décorer les faquins. Une fin plus légitime attendait le maréchal « faiseur de rois. » C'est ainsi qu'on appelle l'homme en question. Il devait mourir à Londres, dans le lit d'une pairesse refusée de Garibaldi, ou à Madrid, jugé et pendu.

On regrette le papier et l'encre que font dépenser de tels incidents. Une fois écartés de la scène, ces sortes d'hommes devraient disparaître dans l'éternel oubli. Plaise à Dieu que le genre humain devienne assez sage pour décréter l'abolition de leur mémoire! Sur les fastes des grands emplois qu'ils ont occupés et avilis, le voile noir est encore trop. Ni portrait, ni nom, ni date, ni mention quelconque, pas même pour les flétrir! Qu'ils soient enlevés comme une tache, qu'on ignore quelle boue a été là. Les an-

ciennes législations avaient cette raison profonde. Elles faisaient disparaître les noms de ces réprouvés, dont les crimes passaient la mesure, faisant à l'espèce humaine l'honneur de croire qu'ils ne lui appartenaient que par une mystérieuse usurpation. On déracinait la maison qui avait abrité leur berceau; sur l'emplacement, on faisait passer la charrue; on y semait le sel, comme pour purifier le sol chrétien et lui rendre, par le nouveau baptême de la pénitence, sa vertu et son honneur contaminés. La religion a conservé ce rite; elle purifie les églises où un crime a été commis. Les peuples régénérés par le Christianisme étaient parvenus à ce degré de hauteur morale, que le sol qui portait leurs demeures était assimilé au sol qui porte le temple.

Pauvre Espagne! Une nation si fière, si savante, si brave, si généreuse, si vaillante en toutes sortes d'entreprises, d'arts et de combats: et des piqûres d'insectes l'ont ainsi perdue, et elle se voit mourir ignoblement! Ce gredin, capitaine des aventuriers et des bandits qui l'ont enfin capturée, l'a soûlée d'ignominie. Il était non-seulement félon, faquin, ribaud, mais bête. Son unique force était l'instinct du reptile qui sait mordre sa victime à la veine où il peut mieux instiller son venin et donner la mort. Il a donc soûlé l'Espagne du venin de ses scandales et de ses trahisons. Il a achevé de débaucher son armée, de piller ses trésors, de la livrer aux chenapans. Il l'a jetée dans l'anarchie, dans le sang, dans le pillage; il l'a rendue folle, et, au terme de cette suprême orgie, il lui a fait signer la cédule par



laquelle elle s'accole un roi de la souche du Piémont. O républicains ! voyez s'il faut avoir besoin d'un roi quand vous avez passé quelque part.

Ce sont les républicains qui l'ont assassiné. Les voilà bien avancés ! Il était lui-même assassin. Le patriote qui l'a servi pourra se trouver l'un de ceux qu'il avait armés pour assassiner Narvaez, comme il en fut accusé ; et il ne s'en défendit pas, trouvant la chose légitime et même louable. Il était aussi assez républicain, ou le laissait assez croire pour que l'on comptât sur lui. Sa popularité en France se fabriquait dans ce monde-là. Lorsqu'il commença la rébellion où sombra le triste trône d'Isabelle, il fut fort loué et encouragé des journaux reçus au cabinet rouge des Tuileries. Napoléon III, le fin politique, avait son cabinet rouge comme il avait son cabinet noir. Le « faiseur de rois » n'était pas sans relations avec ce cabinet rouge, sinon comme faiseur de rois, au moins comme défaiseur de Bourbons. Et il allait ainsi, poussé par le vent révolutionnaire et par le vent césarien, qui est toujours et partout le même vent. En vérité, il a fait sa révolution et son César, mais non pas le César sur lequel on comptait.

Et l'Espagne expire. Infortunés peuples du Christ, quelle lèpre s'étend sur vos fronts à mesure que le vent d'impiété y sèche l'eau du baptême ! Mais cette plaie frappera tous les fruits et tous les premiers de la terre, et vous ne guérirez pas, et vous ne serez pas délivrés des bourreaux, tant que vous n'aurez pas appris à aimer la justice.

Vous avez battu des mains à tous ces chefs de

hordes infâmes et stupides, vous avez applaudi aux succès de la force et de la fraude, vous avez trouvé bon que la force ne connût de devoirs qu'envers elle-même, et que César enfin n'eût point de supérieur ni d'égal en ce monde, parce qu'il vous a semblé que César était votre rempart contre Dieu. A présent, subissez César. Vous savez quels hommes le préparent, vous voyez comment il s'achève. Certes, il peut vous délivrer du *Syllabus;* mais il a l'obus.

Subissez-le jusqu'à ce que Dieu vous rende l'amour de la justice, et vous trouve dignes de voir et d'avoir enfin des justiciers au lieu d'émeutiers, et des pasteurs au lieu de maîtres.

Quant à cet homme, on le nommait Prim.

CXV

18 janvier.

PENSÉES DE NUIT D'UN BOMBARDÉ.

La Providence m'a situé sur le bon côté d'une étroite lisière que l'obus, « dans l'état présent de la science, » n'a pu encore franchir. Il s'efforce, il est le Benjamin du progrès, il a sujet d'espérer. Sa visite la plus rapprochée est à une minute, — une minute de mon pas, non du sien. Je ne m'étonnerais point qu'il avalât cette distance. — Le génie de l'homme, dit fièrement Coquelet, a aboli la distance.



— Monsieur Coquelet, répond l'obus, vous avez raison. A l'instant même je pars de Berlin, à l'instant même je suis chez vous. Siècle merveilleux... pour qui a des obus !

La distance était une cuirasse, et il y avait cet autre rempart qui s'appelait la crainte de Dieu. Dans un court espace de temps, on a simultanément supprimé la distance, diminué la crainte de Dieu et perfectionné l'obus. Il en est résulté des bombardements sur lesquels on ne comptait pas. Tout cela pourrait donner à penser que l'un des principaux ouvriers du progrès matériel, et peut-être le directeur général de l'usine, est « celui qui fut homicide dès le commencement. » C'est un grand artisan à sa manière. Les hommes qu'il est parvenu à diviser par la croyance, il est parvenu à les rapprocher par l'obus. Ceux qui étaient appelés à s'embrasser s'entre-tuent.

Si l'obus n'entre pas encore dans ma maison, il entre beaucoup dans ma pensée, surtout la nuit. Nous causons, lui et moi, un peu à bâtons rompus. Quoique monotone, il ne laisse pas de dire des choses qui intéressent. Il en dit aussi qui émeuvent. Entre le moment où son départ est notifié par un certain frémissement des vitres, et le moment où il éclate, il y a quelques secondes où l'attention se réveille en sursaut, parfois très-puissamment. Il vient à l'esprit quantité d'idées, quantité de souvenirs.

On apprend, on devine, on voit clair loin en arrière, très-loin en avant. On embrasse du même coup d'œil les spectacles les plus divers, paysages tranquilles, fraîches solitudes, étangs bordés d'ombrages

et de fleurs, théâtres de dévastation, mares de sang, cadavres horriblement mutilés. On donne des étreintes, on porte des coups, on s'envole dans la liberté, on est traîné en esclavage, on envoie à la terre des baisers, des adieux, des pardons, des malédictions aussi, on envoie au ciel des prières. On se rendort sur l'espérance, qui est toujours là, offrant son bienfaisant oreiller.

La maison que j'habite est la propriété d'une chrétienne qui a donné à Dieu et à saint Pierre son fils unique. Elle l'a donné deux fois : la première quand il est parti, la seconde quand il est mort de ses blessures après Castelfidardo. Elle était là présente, un cierge à la main, et lorsque son cher enfant eût rendu l'âme, elle se mit à genoux et bénit Dieu. Elle a fait placer sur la porte de sa maison une médaille de la sainte Vierge ; c'est sa palissade contre l'obus. Nous dormons, confiants en l'acte de foi de cette martyre. Si l'obus traverse la palissade, c'est que Dieu aura ses raisons ; l'acte de foi ne sera pas perdu.

En attendant, puisqu'il convient de remplir sa tâche et que le journaliste n'est pas dispensé de faire son article, même quand on le bombarde, je dirai quelques-unes de mes pensées de bombardé, la nuit. L'on m'excusera bien de ne pas les mettre tout à fait en ordre.

Jusqu'à présent bombardé à la plume, je le suis donc maintenant à l'obus. Selon moi, ni l'un ni l'autre ne font le plus grand honneur au bon sens et à la justice de l'espèce humaine. Des deux côtés, les ar-



guments ont un air de famille. Cependant l'obus empêche mieux de dormir et de répondre.

Comme j'ai savouré l'impuissance de répondre à la plume de M. Havin, je savoure l'impuissance de répondre à l'obus de M. de Bismark. M. Havin m'a imposé sa statue de Voltaire, résumé de beaucoup d'autres insolences, symbole et annonce de beaucoup de périls plus grands. Il a fini par me procurer la visite de M. de Bismark, pour lequel il ne manquait pas d'estime, et M. de Bismark pourra m'imposer je ne sais quoi qui sera dur à digérer. En attendant, dérange mon somme, ce que le digne Havin et tout ce qu'il y a d'havinites sur la terre n'obtenaient pas, sans excepter le pasteur Pressensé. Néanmoins, il existe des consolations et même des compensations.

Cet insondable fonds de bêtise qui constitue la richesse du sol havinien, je le vois apparaître sur le sol bismarkien. L'instinct de M. Havin ne le trompait pas. Il avait flairé son Bismark. M. de Bismark, les mains pleines de tonnerres, n'est pourtant qu'un ha vinite. C'est la consolation.

Après tout, qu'est-ce que cela fait que M. de Bismark écrase Paris, orné de la statue de Voltaire par M. Havin ? Et qu'est-ce que cela fait aussi qu'il m'empêche de répondre en me jetant sur le dos les ruines de Paris? Je n'ai pas besoin de répondre pour être plus fort que M. de Bismark. Je suis avec la conscience humaine, qui répondra pour moi. Les tonnerres de M. de Bismark n'écraseront pas la conscience humaine. Ils la réveilleront au contraire, et M. de Bismark sera écrasé.

Que M. de Bismark soit écrasé par la conscience humaine, ce ne serait pas la compensation. Certainement il se moque de la conscience humaine. Cette qualité est nécessaire à son personnage, comme son personnage à la civilisation où il apparaît. L'avantage de ne tenir aucun compte du jugement de Dieu procure l'avantage de se rire absolument du jugement de la postérité. C'est ce qui permet aux grands hommes de cette sorte une telle exécution des grands desseins qu'ils peuvent concevoir. Avec cela on bombarde tranquillement une ville, afin de procéder ensuite avec méthode et sécurité à la destruction d'un peuple. Et c'est ce qui me permet, à moi, d'exprimer tranquillement la conviction où je suis que M. de Bismark est d'ailleurs une franche brute, comme au surplus beaucoup de personnages bien notés dans l'histoire, entre lesquels la plupart des conquérants.

Je ne crois pas téméraire de considérer à peu près tout conquérant comme une bête à deux jambes, qui enfourche une bête à quatre pattes; et ces deux bêtes n'en font plus qu'une pendant un certain nombre d'années qui lui sont données et qu'elle ne connaît pas. Il est donné à la bête d'aller devant elle à droite et à gauche, farouche, inquiète, dévorée d'orgueil, de dépit, même de terreur, pataugeant dans le sang humain, à la recherche d'une certaine provende qu'elle ne trouve jamais. Après quoi elle tombe et crève, et va pourrir.

Mieux vaut goujat debout...

Et puis accourent les bêtes d'encre : poëtes, penseurs, historiens, qui disent là-dessus ce qui vient de leur fonds, généralement frivole, ou ce qu'on leur commande, ou ce qu'ils trouvent de meilleur débit sur le marché Havin, populeux, et amateur de bêtes rares et terribles. Ainsi Napoléon Ier fit sa fortune posthume, qui ne l'empêche pas de faire banqueroute dans son tombeau redoré. Grâce à la bête d'encre, l'immense brute populaire caresse les conquérants. Elle admire en eux plusieurs de ses qualités : ils bousculent, ils détruisent, ils pillent, ils étalent leur force, et ils en abusent. Ils foulent aux pieds particulièrement la force morale. Un conquérant, cela traite de si haut tout droit, tout titre, toute justice, toute majesté! Cela passe d'un pied si dédaigneux sur les barrières, sur les trônes, sur les autels! Et il faut à un conquérant tant de laquais de toutes sortes! Les conquérants font les beaux triomphes de la démocratie. Et enfin la brute populaire a un goût pour être dévorée.

La vérité est que la bête qui a cherché sa provende idéale et qui ne l'a pas trouvée a fait un travail de Dieu. Elle a défriché et labouré. Elle a exercé des justices, opéré des châtiments, relevé des vertus; elle a enfin réveillé la conscience humaine. C'est le grand ouvrage, le grand travail de Dieu nécessité par le travail contraire de la liberté humaine.

On pourrait, je crois, dire que le libre arbitre n'a point de souci qui le presse autant que celui d'endor-

Que M. de Bismark soit écrasé par la conscience humaine, ce ne serait pas la compensation. Certainement il se moque de la conscience humaine. Cette qualité est nécessaire à son personnage, comme son personnage à la civilisation où il apparaît. L'avantage de ne tenir aucun compte du jugement de Dieu procure l'avantage de se rire absolument du jugement de la postérité. C'est ce qui permet aux grands hommes de cette sorte une telle exécution des grands desseins qu'ils peuvent concevoir. Avec cela on bombarde tranquillement une ville, afin de procéder ensuite avec méthode et sécurité à la destruction d'un peuple. Et c'est ce qui me permet, à moi, d'exprimer tranquillement la conviction où je suis que M. de Bismark est d'ailleurs une franche brute, comme au surplus beaucoup de personnages bien notés dans l'histoire, entre lesquels la plupart des conquérants.

Je ne crois pas téméraire de considérer à peu près tout conquérant comme une bête à deux jambes, qui enfourche une bête à quatre pattes; et ces deux bêtes n'en font plus qu'une pendant un certain nombre d'années qui lui sont données et qu'elle ne connaît pas. Il est donné à la bête d'aller devant elle à droite et à gauche, farouche, inquiète, dévorée d'orgueil, de dépit, même de terreur, pataugeant dans le sang humain, à la recherche d'une certaine provende qu'elle ne trouve jamais. Après quoi elle tombe et crève, et va pourrir.

Mieux vaut goujat debout...

Et puis accourent les bêtes d'encre : poëtes, penseurs, historiens, qui disent là-dessus ce qui vient de leur fonds, généralement frivole, ou ce qu'on leur commande, ou ce qu'ils trouvent de meilleur débit sur le marché Havin, populeux, et amateur de bêtes rares et terribles. Ainsi Napoléon Ier fit sa fortune posthume, qui ne l'empêche pas de faire banqueroute dans son tombeau redoré. Grâce à la bête d'encre, l'immense brute populaire caresse les conquérants. Elle admire en eux plusieurs de ses qualités : ils bousculent, ils détruisent, ils pillent, ils étalent leur force, et ils en abusent. Ils foulent aux pieds particulièrement la force morale. Un conquérant, cela traite de si haut tout droit, tout titre, toute justice, toute majesté ! Cela passe d'un pied si dédaigneux sur les barrières, sur les trônes, sur les autels! Et il faut à un conquérant tant de laquais de toutes sortes ! Les conquérants font les beaux triomphes de la démocratie. Et enfin la brute populaire a un goût pour être dévorée.

La vérité est que la bête qui a cherché sa provende idéale et qui ne l'a pas trouvée a fait un travail de Dieu. Elle a défriché et labouré. Elle a exercé des justices, opéré des châtiments, relevé des vertus; elle a enfin réveillé la conscience humaine. C'est le grand ouvrage, le grand travail de Dieu nécessité par le travail contraire de la liberté humaine.

On pourrait, je crois, dire que le libre arbitre n'a point de souci qui le presse autant que celui d'endor-

Malgré le caractère biblique de leur collaborateur Pressensé, ministre du parfait évangile, les superfins et les extra-fins du *Journal des Débats* se sont tant moqués de moi, pour avoir comparé le roi de Prusse à Sennachérib ! Je prie M. le pasteur de reprendre ces « libertins. » Qu'il repasse son Isaïe : en ces jours de bombardement, c'est une bonne et lumineuse lecture, et il leur justifiera ma comparaison.

Sennachérib est envoyé pour réveiller la conscience d'Israël endormi dans l'orgueil, dans l'impiété, dans le luxe, dans l'avarice, dans la mollesse, dans le lâche consentement qu'il donne aux crimes de ses rois devenus quasi prêtres des idoles. Il s'agit précisément d'opérer en Israël le fameux « relèvement moral » que M. de Pressensé reconnaît nécessaire et prêche avec tant d'efficace sur les planches de la Porte-Saint-Martin, où il remplace la *Biche aux Bois*. Purifier Israël, tel était le but divin de l'expédition d'Assur. Isaïe le dit en propres termes vingt fois. Certainement M. de Pressensé ne niera pas que ce ne soit aussi le but de l'expédition prussienne chez l'Israël moderne. Il invoque le « relèvement ; » donc il atteste le rabaissement. Et nous voilà d'accord.

Au *Journal des Débats*, ils objecteront peut-être, car ils sont retors, qu'Assur (ou Sennachérib) ne se préoccupait pas du tout de relever Israël, et, tout au contraire, voulait le battre et l'abattre, et se grandir lui-même, et surtout piller la ville et le temple et le peuple ; et qu'autant s'en propose le roi de Prusse. C'est très-vrai. Assur est plein de superbe et d'inso-

lence. Il n'aspire qu'à ravager et à détruire les peuples, non pour un peu. C'est le vœu de son cœur. *Ad conterendum erit cor ejus, et ad internecionem gentium non paucarum.* Il se dit : Est-ce que je ne suis pas le plus grand prince de la terre? Est-ce que mes généraux ne sont pas autant de rois? *Numquid non principes mei simul reges sunt?* Est-ce que je n'ai pas pris Calane et Charcamis, Arphad et Emath, Samarie et Damas? Je m'agrandirai encore. J'ai pris beaucoup, je prendrai davantage. J'emporterai les trésors de Jérusalem, comme j'ai déjà emporté ceux de Damas et de Samarie. Qui m'empêchera? *Numquid non sicut feci Samariæ sic faciam Jerusalem?*

Ainsi s'entretient en son cœur le grand Sennachérib. Il n'y a pas à dissimuler que ce discours sent très-fort son Prussien.

Mais il ne s'agit pas de ce que le conquérant se propose de faire par lui-même et pour lui-même. Cela n'importe que très-médiocrement, le foin que dévorera cette bête! Il s'agit de ce qu'il fait pour le compte de Dieu.

Or, Isaïe a charge de le dire, afin que nous ne l'ignorions pas. Voici donc la mission d'Assur : « J'ai mis ma colère dans la main d'Assur. Je l'enverrai à un peuple qui m'a trahi et contre lequel je suis indigné, afin qu'il en remporte les dépouilles, qu'il le mette au pillage et qu'il le foule aux pieds comme la boue des rues, *quasi lutum platearum.* » Tel est l'état d'une nation qui a besoin du relèvement moral. Car le relèvement moral est le but suprême de Dieu, qui ne châtie pas pour le plaisir de châtier,

nous le verrons tout à l'heure; et c'est la compensation aux horreurs que nous devons subir. J'achève de justifier ma comparaison.

Dieu donne à Sennachérib les qualités militaires qui distinguent le Prussien. Il s'est bien outillé, il a bien étudié son plan de campagne et la route qu'il doit suivre. Il sait par où il passera, quelles villes il prendra en passant, quelles autres il dédaignera. M. de Moltke n'aurait pas mieux tracé sa marche, et Israël l'aurait connue longtemps à l'avance, s'il n'avait pas cru meilleur de dédaigner les avertissements divins. Assur est vigilant, ne se laisse pas surprendre, ne dort pas, ne dépose pas ses armes; il a soin du pied de ses chevaux et de la chaussure de ses soldats. Il accourt avec la promptitude des abeilles au sifflet du maître; il est nombreux comme les sauterelles; il envahit la Judée, il l'inonde; en un instant on le voit partout. Il est comme un moissonneur dans les blés, fauchant l'homme; il est comme un rasoir, et il rase tout ce malheureux peuple des pieds à la tête. Le voilà devant Jérusalem. Là il s'arrête. Il ne veut entrer que le lendemain, mais il ne doute pas d'entrer. Il étend la main vers la ville et le temple, et il dit : C'est à moi!

N'y a-t-il pas là de comparaison à faire? Hélas! puisse seulement la comparaison se suivre jusqu'au bout! En ce moment même, en ce moment de terreur, le prophète avertit le peuple fidèle de se rassurer, et leur dévoile tout le dessein de Dieu : Malheur à Assur! Il ne sait pas qui l'envoie. La cognée se glorifie contre celui qui s'en sert; mais le Dominateur,

le Seigneur Dieu des Armées fera sécher de maigreur les forts d'Assyrie, et sous leur victoire, il se formera un feu qui les consumera. La lumière d'Israël sera le feu, et le Saint d'Israël sera la flamme qui embrasera et dévorera en un jour les épines d'Assur... et le Liban tombera avec sa couronne de hauts cèdres... *Et Libanus cum excelsis cadet.*

Cette prophétie du châtiment est liée à la promesse du Rédempteur et de l'extension de son règne. Elle annonce en même temps le rétablissement de la justice en Israël, si toutefois Israël veut ouvrir les yeux. Les deux choses apparaissent mêlées dans la même vision. Si M. de Pressensé savait lire la Bible, il aurait des idées plus nettes sur le « relèvement moral. »

Je le prie d'écouter ce qui me console la nuit, lorsque j'entends siffler l'obus. Il saura ce qui me fait espérer que ni les Sennachérib, ni les Guillaume, ni les Bismark, ni les Havin ne seront longtemps les dominateurs du monde, mais au contraire périront et seront emportés par les conséquences mêmes de leurs victoires d'un jour.

Le prophète s'adresse à ceux du peuple qui ont gardé la foi, c'est-à-dire ceux en qui le « relèvement moral » est déjà effectué, parce qu'ils savent que la justice de Dieu prononce le dernier mot des choses humaines.

Il leur dit que Dieu les délivrera de leurs princes complices des larrons, et qu'il les purifiera eux-mêmes de leur écume. Après quoi, il rétablira leurs

juges, comme ils ont été d'abord, observateurs des lois divines et protecteurs des faibles. Alors leur nation sera appelée la cité du juste, la ville fidèle. Sion, rachetée par un juste jugement, sera rétablie par la justice. *Sion in judicio redimetur, et reducent eam in justitia.*

Tel est l'oracle ; il est fidèle, et les canons de M. de Bismark ne le fausseront pas et ne l'aboliront pas, pas plus que ne l'ont faussé et aboli les interprétations des sages, les négations des politiques et les découvertes des savants. Il est dit de tous ces gens-là qu'ils périront, qu'ils seront confondus par les idoles mêmes auxquelles ils ont sacrifié, que leur force sera comme une étoupe sèche, et leur ouvrage comme une étincelle de feu, et que l'un et l'autre s'embrasera sans qu'il y ait personne pour l'éteindre. Ayant en main le pouvoir, ils prépareront eux-mêmes leur perte par la scélératesse et la sottise de leurs actions.

Cela s'est vu, cela se reverra, et ce que M. de Bismark fait de plus certain, c'est qu'il déracine le pays qu'il compte élever au plus haut point de puissance et de gloire. Lui aussi, il a préparé l'étoupe ; lui aussi, il allume le feu ; lui non plus, il n'éteindra pas l'incendie.

Il a tort de compter pour rien les pleurs et le sang des enfants et des femmes. Ces obus qu'il lance sur les hôpitaux et sur les églises éclateront en Prusse. Pour ceux-là, on en peut répondre : la Prusse fait

couler un sang qui sera redemandé sur la terre et au ciel.

L'obus suggère encore d'autres pensées, mais j'étais plus pressé d'exprimer celles-ci, parce qu'ils se disent entre eux, suivant leur vieille coutume, lorsqu'ils parlent de nous : *Ubi est Deus eorum?* Où il est, nous le savons bien, et ce qu'il fait, nous le savons aussi, et pourquoi ils sont venus, nous le savons encore, et ce dernier point les touche autant que nous-mêmes : *Deus regnare facit hominem hypocritam propter peccata populi.*

A cause des péchés du peuple, l'hypocrite a régné multipliant les péchés du peuple. A cause des péchés du peuple, l'hypocrite est venu portant dans ses mains une justice qui n'était point de lui et qui ne venait point de son cœur. A cause des péchés du peuple, l'hypocrite envoyé par la malédiction remportera la malédiction, et elle sera chez lui comme un feu qu'il ne pourra éteindre.

CXVI

19 janvier.

Le gouvernement de la défense nationale vient d'adresser la proclamation suivante aux habitants de Paris :

Citoyens,

L'ennemi tue nos femmes et nos enfants; il nous bombarde jour et nuit; il couvre d'obus nos hôpitaux. Un cri : Aux armes ! est sorti de toutes les poitrines.

Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront au besoin les plus durs sacrifices comme un autre moyen de se dévouer pour la patrie.

Souffrir, et mourir s'il le faut, mais vaincre.

Vive la république !

Les membres du gouvernement,

JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, EMMANUEL ARAGO.

Les ministres,

GÉNÉRAL LE FLO, DORIAN, J. MAGNIN.

Les secrétaires du gouvernement,

ANDRÉ LAVERTUJON, F. HÉROLD, A DRÉO, DURIER.

Nous approchons de l'heure décisive, peut-être y sommes-nous déjà. Malgré le secret qui couvre la résolution du général Trochu, il paraît certain que l'opération dont il prend la conduite est plus et mieux qu'une sortie. On y pressent quelque chose de hardi qui avait paru jusqu'ici manquer à ses combinaisons, nous ne disons pas à son courage. Son courage ne faisait doute pour personne, mais on le trouvait trop prudent. C'était son défaut au gré de l'impatience publique. On le trouvera plus grand, ayant su se contenir et résister à la pression violente qui lui demandait et exigeait l'action. Sa persistance à attendre le

moment lui fait honneur. Elle inspire une confiance qui devient une force considérable. L'opinion est une puissance dangereuse. Elle brise aisément qui lui résiste et plus encore qui lui obéit; mais elle a cela de bon qu'elle ne hait pas d'être vaincue, et au contraire elle se porte alors volontiers au service de son vainqueur.

Le gouvernement civil de M. Trochu nous a paru mériter de graves reproches, et nous les lui avons adressés. Il a donné trop de marge à la méchanceté et à la sottise révolutionnaires. Cependant, sauf l'immense tort moral dont nous restons chargés dans la question religieuse, il faut convenir pour tout le reste que le mal n'est pas aussi grand qu'il est hideux et révoltant. Si le gouverneur a deviné que les clubs, les journaux et les maires rouges n'auraient qu'un moment, il a pu compter comme bénéfice le spectacle répugnant de leurs doctrines et de leurs essais. Ce ne sera pas un petit profit d'avoir vu ces ignominies bêtes et d'en avoir tâté l'impuissance.

M. Trochu pourra toujours dire qu'en somme il ne s'est pas trompé sur le bon sens public, qu'en somme la paix civile a été maintenue, et qu'il n'avait pas besoin d'opposer au léviathan démocratique la baïonnette de son fusil, puisque la crosse suffisait. Nous vivons en un temps où cette raison paraîtra suffisante, et il ne s'agit pas de parler de justice et de principes à des hommes qui n'ont pris le pouvoir de les défendre qu'en donnant l'exemple de les violer. Contentons-nous de réserver ce point.

Quant à la conduite militaire du gouverneur de

Paris, nous nous sommes abstenus de toute critique, et nous nous en félicitons aujourd'hui. Nous tenons à grand honneur de l'avoir toujours cru là-dessus plus compétent que la multitude de ses censeurs, même caporaux. Ces grands tacticiens n'ont pas peu contribué à accroître le principal obstacle du général en chef, qui était l'indiscipline du peuple et de l'armée, obstacle que sa situation et peut-être même son caractère le portaient à ne pas attaquer vigoureusement. Il lui était difficile d'appliquer aux soldats indisciplinés les rigueurs du Code militaire, lorsqu'il devait les épargner aux gardes nationaux militarisés. Il est tels chefs de bataillon de la garde nationale dont l'intérêt a couvert les délits et les crimes que l'on a pu imputer à la troupe. Chacun nomme les héros démocratiques qui ont été le bouclier des insoumis et des fuyards.

En résumé, sous le commandement de M. le général Trochu, Paris, investi d'une armée victorieuse et placé, à l'intérieur, sur l'abîme de la sédition, s'est rendu inaccessible et a tenu quatre mois, donnant à la France le temps de se relever, ce qu'elle a glorieusement fait. Voilà qui couvre les fautes de détail. Ceux-là nous semblent hardis, mais peu croyables, qui ne balancent pas à publier qu'ils se fussent mieux tirés d'une semblable improvisation.

Si M. Trochu réussit, il aura pris une belle place dans notre histoire. S'il échoue, la postérité, plus juste que ses contemporains, lui pardonnera d'avoir été malheureux. Quoi qu'il arrive, nous ne succomberons pas sans honneur, et nous lui devrons une

bonne partie de cet honneur qui tombera dans notre fosse comme le grain dans le sillon, c'est-à-dire comme une semence de vie et de gloire.

Quant à la proclamation des membres du gouvernement, elle est ridicule, comme tout ce qui sort de leur fabrique. Pour l'acquit de notre conscience, nous protesterons jusqu'au dernier moment contre ces plats et pâles sonneurs de fanfares païennes. Au moment du suprême combat, sur le bord de la fosse où peut sombrer la patrie, ils ne savent pas, ils ne veulent pas, et peut-être ils n'osent pas se souvenir de Dieu. Ils mettent leur gloire à nous faire mourir comme dans l'ambulance et dans les bras de Cadet.

Et ils ont peur !

Vous entendre exhorter à mourir par Dréo pâle et Lavertujon qui verdit !

CXVII

Même date.

CONSEILS POÉTIQUES DE M. HUGO.

S'il en faut croire le *Journal officiel*, M. Hugo a fait « les vers suivants : »

DANS LE CIRQUE

Le lion du midi voit venir l'ours polaire.
L'ours court droit au lion, grince, et, plein de colère,
L'attaque, plus grondant que l'autan nubien.
Et le lion lui dit :
— Imbécile ! c'est bien.

Nous sommes dans le cirque, et tu me fais la guerre.
Pour qui? Vois-tu là-bas cet homme au front vulgaire?
C'est le nommé Néron, empereur des Romains.
Tu combats pour lui. Saigne! il rit, il bat des mains.
Nous ne nous gênions pas dans la grande nature.
Frère, et le ciel sur nous fait la même ouverture,
Et tu ne vois pas moins d'astres que je n'en vois.
Que nous veut donc ce maître assis sur un pavois?
Quoi donc! il règne, et nous, nous mourons par son ordre;
Et c'est à lui de rire, et c'est à nous de mordre.
Il nous fait massacrer l'un par l'autre, et pendant,
Frère, que mon coup d'ongle attend ton coup de dent,
Il est là sur son trône et nous regarde faire.
Nos tourments sont ses jeux. Il est d'une autre sphère.
Frère, quand nous versons à ruisseaux notre sang,
Il appelle cela de la pourpre. Innocent,
Niais, viens m'attaquer. Soit. Mes griffes sont prêtes.
Mais je pense, et je dis que nous sommes des bêtes
De nous entre-tuer avec tant de fureur,
Et que nous ferions mieux de manger l'empereur.

VICTOR HUGO.

15 janvier 1871.

Paris. Pendant qu'on bombarde.

En général, il n'est pas juste de raisonner contre les vers, et l'injustice serait plus grande de raisonner contre des vers de bombardement, ébauchés dans les distractions du siége par une main désormais inhabile à porter les armes. Il est évident que M. Hugo passe à la garde urbaine. Tout ce qu'il fera de guerrier n'attestera plus que son grand cœur.

Cependant, vu la situation éminente de M. Hugo, il n'est pas hors de propos de réfléchir un peu sur cette poésie, au profit du bon sens. La question est

bonne partie de cet honneur qui tombera dans notre fosse comme le grain dans le sillon, c'est-à-dire comme une semence de vie et de gloire.

Quant à la proclamation des membres du gouvernement, elle est ridicule, comme tout ce qui sort de leur fabrique. Pour l'acquit de notre conscience, nous protesterons jusqu'au dernier moment contre ces plats et pâles sonneurs de fanfares païennes. Au moment du suprême combat, sur le bord de la fosse où peut sombrer la patrie, ils ne savent pas, ils ne veulent pas, et peut-être ils n'osent pas se souvenir de Dieu. Ils mettent leur gloire à nous faire mourir comme dans l'ambulance et dans les bras de Cadet.

Et ils ont peur!

Vous entendre exhorter à mourir par Dréo pâle et Lavertujon qui verdit!

CXVII

Même date.

CONSEILS POÉTIQUES DE M. HUGO.

S'il en faut croire le *Journal officiel*, M. Hugo a fait « les vers suivants : »

DANS LE CIRQUE

Le lion du midi voit venir l'ours polaire.
L'ours court droit au lion, grince, et, plein de colère,
L'attaque, plus grondant que l'autan nubien.
Et le lion lui dit :
— Imbécile! c'est bien.

Nous sommes dans le cirque, et tu me fais la guerre.
Pour qui? Vois-tu là-bas cet homme au front vulgaire?
C'est le nommé Néron, empereur des Romains.
Tu combats pour lui. Saigne! il rit, il bat des mains.
Nous ne nous gênions pas dans la grande nature.
Frère, et le ciel sur nous fait la même ouverture,
Et tu ne vois pas moins d'astres que je n'en vois.
Que nous veut donc ce maître assis sur un pavois?
Quoi donc! il règne, et nous, nous mourons par son ordre;
Et c'est à lui de rire, et c'est à nous de mordre.
Il nous fait massacrer l'un par l'autre, et pendant,
Frère, que mon coup d'ongle attend ton coup de dent,
Il est là sur son trône et nous regarde faire.
Nos tourments sont ses jeux. Il est d'une autre sphère.
Frère, quand nous versons à ruisseaux notre sang,
Il appelle cela de la pourpre. Innocent,
Niais, viens m'attaquer. Soit. Mes griffes sont prêtes.
Mais je pense, et je dis que nous sommes des bêtes
De nous entre-tuer avec tant de fureur,
Et que nous ferions mieux de manger l'empereur.

VICTOR HUGO.

15 janvier 1871.

Paris. Pendant qu'on bombarde.

En général, il n'est pas juste de raisonner contre les vers, et l'injustice serait plus grande de raisonner contre des vers de bombardement, ébauchés dans les distractions du siége par une main désormais inhabile à porter les armes. Il est évident que M. Hugo passe à la garde urbaine. Tout ce qu'il fera de guerrier n'attestera plus que son grand cœur.

Cependant, vu la situation éminente de M. Hugo, il n'est pas hors de propos de réfléchir un peu sur cette poésie, au profit du bon sens. La question est

mal posée entre le lion du midi et l'ours polaire. Si l'ours savait parler, le lion risquerait d'être battu, ce qui ne convient pas.

Le lion, avec peu de décence pour le moment, paraphrase la chanson de Pierre Dupont : *Les peuples sont pour nous des frères, des frères !* L'ours pourrait répondre : premièrement que le lion n'a pas toujours tenu cette gamme ; deuxièmement que lui, ours, n'a jamais considéré les choses de ce point de vue là ; qu'il est frère des ours et non des lions ; qu'il est las d'entendre le lion se proclamer le roi des animaux : qu'à son avis la royauté appartient à l'ours ; qu'il regarde le lion comme un usurpateur de la plus belle partie de la terre, et qu'il a envie de changer de logement et d'être désormais l'ours du Midi. Que quant à la bêtise, le lion est libre de se dire ses propres vérités, mais que l'ours a sujet de ne pas se croire si bête, étant savant, penseur, méditatif, comme le lion l'a toujours reconnu, et comme d'ailleurs il l'a fort bien prouvé en sachant prendre ses mesures pour abêtir ledit lion, devenir plus fort que lui, et finalement s'introduire dans son domaine.

On ne voit pas trop comment le lion rétorquerait ces arguments de l'ours.

L'ours dirait encore, au sujet du nommé Néron, que ce Néron est pourtant son chef, ce qui lui procure l'avantage d'avoir une tête, avec laquelle il se gouverne avantageusement, tandis que le lion, ayant pris le parti de se gouverner par la queue, s'est mis en piteux état.

Manger l'empereur ! idée de lion, c'est-à-dire de

bête. La pratique en est aisée, l'utilité plus que contestable. Le lion du Midi a maintes fois pris ce régal, sans aucun profit pour son estomac, ni pour sa bourse, ni pour sa gloire. A la place de l'empereur mangé, le stupide n'a jamais su mettre qu'une espèce de cantinière, une certaine Dalila de graillon, la nommée République, qui lui avait *accommodé* le défunt. Mais par le plus malheureux des hasards, cette truande s'est toujours éprise de quelque soudard qui l'a rossée, et de qui elle a fait un autre empereur, pire que le précédent ; et le lion à son tour a été accommodé par la traîtresse.

Inutile de chercher ce que le lion pourrait répliquer à l'ours. Cela ne mènerait à rien. L'empereur mangé, la question ne serait ni résolue ni plus facile à résoudre. Un lion qui parle en mouton et qui se met à bêler : *des frères! des frères!* sort de sa nature. S'il persiste dans ce caractère faux, alors il sera mangé, ce qui prouve également contre sa rhétorique et contre ses ongles. S'il redevient lion, ses ongles reprennent leur valeur, et le premier usage qu'il en fait est de dépecer d'abord sa rhétorique moutonnière, laquelle le réduirait au foin : il aime mieux la viande.

Pour manger un empereur, il faut d'abord commencer un empereur, et sitôt que l'empereur est mangé, l'empereur est fait. Sans perdre de temps, offrant à l'empereur son dos, le lion exige d'être mené où l'on mange, non de l'herbe, non des compotes et des conserves de siége, mais de la bonne viande fraîche et encore vivante, ours, léopards, élé-

phants et autres grosses bêtes insolentes qui osent se dire frères du lion ; et aussi beaucoup de moutons et de bœufs, espèces manifestement destinées à nourrir le lion vainqueur.

Autrement il faudrait donc que tout changeât et se transformât de fond en comble ? L'empereur mangé, il faudrait que soudain le lion et l'ours, ayant avalé aussi la couronne, le sceptre et le manteau de pourpre, afin de ne plus se les disputer, devinssent de vrais, de purs, de perpétuels moutons, — et que la même métamorphose atteignît les loups ! C'est ce que l'on appelle une idée poétique. Mais un homme d'État tel que M. Hugo ne peut ignorer qu'en politique, ces sortes d'idées n'ont pas cours.

Il se compromettrait dans son parti s'il soutenait *pour de bon* des idées de ce genre. Elles coulent d'une source dont ses amis et lui-même ont particulièrement horreur. Rien ne serait facile comme de lui prouver qu'il est clérical.

L'idée de changer en moutons le lion et l'ours et de faire habiter ensemble le loup et l'agneau est une idée religieuse ; non--seulement religieuse, mais biblique ; non-seulement biblique, mais chrétienne ; non-seulement chrétienne, mais catholique. Le prophète Isaïe en a le premier entretenu les hommes, de la part de Dieu : « Et les peuples di-
« ront : Montons à la maison du Seigneur, à la mai-
« son du Dieu de Jacob ; il nous enseignera ses voies
« et nous marcherons dans ses sentiers, *pa rcequela*
« *loi sortira de Sion* et la parole du Seigneur de Jé-
« rusalem. Il jugera les nations, et il convaincra

« plusieurs peuples; et *ils forgeront de leurs épées* « *des socs de charrues et de leurs lances des faulx. Un* « *peuple ne tirera plus l'épée contre un peuple, et ils* « *ne s'exerceront plus à se combattre.* »

Voilà le vœu de M. Hugo. Il a cru ne commenter que Pierre Dupont, il a ignoré qu'il commentait aussi Isaïe. Mais faute de connaître Isaïe, que Pierre Dupont n'a point connu, il s'est jeté dans l'inextricable.

Isaïe enseigne le vrai moyen de réaliser la paix. Ce moyen, c'est d'amener l'ours et le lion à entrer dans le même troupeau sous le même pasteur, et de les empêcher de se faire des pasteurs à part qui les excitent à s'entre-dévorer. Le vrai pasteur a un don pour les tenir en paix.

Mais le vrai pasteur, le pasteur légitime, le pasteur de la paix, c'est précisément ce que M. Hugo ne veut pas, peut-être parce que ses amis ne le veulent pas.

Et voilà pourquoi l'ours et le lion sont « des bêtes. » Le lion ne dit que cela de vrai :

Oui, lion ! De vieilles bêtes, « d'éternelles bêtes, » disait déjà Tertullien, qui le disait mieux.

CXVIII

Même date.

UN AUTRE POÈTE.

M. Louis Ratisbonne, rédacteur du *Journal des Débats*, grand gibelin, m'en veut à la mort, et je l'excuse. J'ai lu sa traduction de la *Divine Comédie*, j'en ai parlé. J'y ai noté des contre-sens, des fautes de construction, des hiatus, même un vers de treize pieds; ces torts-là ne se pardonnent point, il l'avoue. Mais moi, j'aime à jouer avec lui, et sa vengeance passionnée ne m'empêchera jamais de lui rendre justice. En prose, il a du courage politique, du bon sens et de l'esprit.

Il en a même en vers, quelquefois. Je me donnerai le plaisir de le montrer au moyen d'une fable que je tire de sa *Comédie enfantine*. Que fait là cette fable? je n'en sais rien, et il importe peu que je le sache. La voici. Dans la forme elle est faible; mais quel fond!

LE CHEVAL ET LE CHIEN.

Un furieux battait son cheval et son chien :
Le chien hurla, le cheval ne dit rien.
Quand fut parti l'homme terrible,
Le chien dit au cheval : « Es-tu donc insensible?

Les coups ne te font-ils pas mal?
— Jamais je ne me plains, fit le noble animal.
— Va donc, lâche, tu n'es qu'une bête de somme,
Et tu mérites qu'on t'assomme! »
L'homme rentra : le chien lécha les mains de l'homme.
Alors tranquillement le cheval dit au chien :
« Les coups à toi font-ils du bien? »

Si M. Ratisbonne veut réciter son apologue à ses collaborateurs du *Journal des Débats*, avec un petit commentaire, j'aime à croire qu'il n'en faudra pas davantage pour les corriger de la manie d'envoyer M. Jules Favre à la conférence de Londres, où il n'aurait guère qu'à lécher des mains auxquelles la France doit autre chose.

Quel triomphe! si le *Journal des Débats* devenait fier et digne comme le cheval de M. Ratisbonne! Tout Paris dirait :

L'apologue est un don qui vient des immortels.

CXIX

20 janvier.

NÉCESSITÉ DE LA PRIÈRE ET DE LA PÉNITENCE.

La guerre est un métier de patience, la pénitence aussi. Tous les grands capitaines le disent, tous les maîtres de la vie spirituelle l'enseignent. D'un côté

comme de l'autre, il y a sans doute des coups de violence heureux, mais ils emportent la palme plutôt que la victoire. Les vrais victorieux sont les persévérants, ceux qui ont résolu de soutenir le combat pour long qu'il soit et pour variées et contraires qu'en puissent être les fortunes, et qui s'obstinent généreusement à n'être point vaincus.

Le bouillant Paris aura beau dire. Soumis à l'épreuve de la guerre et de la pénitence, il ne s'en tirera pas par un coup de force ni par un coup d'adresse, il lui faut être patient. La force, c'est la patience; le génie, c'est la patience; le pain, le vin, le fer, c'est la patience; et la patience, c'est la vertu. Or la vertu n'a rien de difficile, sinon qu'il faut la demander à Dieu. Il est vrai que cette difficulté est très-grande à Paris, où il y a tant d'hommes habiles, savants et fiers, mais si habiles, si savants et si fiers, qu'ils estiment n'avoir aucun besoin de Dieu.

Ils croient à l'osséine, à la dynamite, aux canons « se chargeant par la culasse, » en général à toutes les choses qu'ils font. Ils ne croient point à Dieu, ne l'ayant point fait. Le gouvernement de la défense nationale, qui s'est fait lui-même, prétend croire à lui-même; il prétend croire aussi à « vaincre ou mourir. »

Mais il paraît de plus en plus que tout cela ne suffira pas. Et il nous semble qu'en effet tout cela ne doit pas suffire, parce que tout cela ne communique point la vertu, du moins en quantité nécessaire et à autant de cœurs qu'il faudrait.

Ce serait une immense injustice de dire qu'il n'y a

point de vertus dans Paris. A Dieu ne plaise que nous nous donnions ce tort! Il y a dans Paris de grandes et éclatantes vertus. On y voit de très-beaux courages, d'admirables désintéressements, des constances stoïques, et tout cela jusqu'à l'abondance. Mais ce sont des vertus naturelles qui peuvent conduire à l'honneur de ce que l'on appelle avec raison une belle mort. Seulement ces vertus ne sauvent pas toujours. Elles ne méritent que l'admiration des hommes, avantage dont les hommes eux-mêmes fixent le prix, en se lassant intérieurement et quelquefois extérieurement de l'obtenir. Les vertus naturelles rentrent encore dans l'ordre des choses qui, en fin de compte, se trouvent de fabrique humaine. On meurt avec leur concours, sans assurance de résurrection.

Il nous faut des vertus surnaturelles, il faut les puiser à leur source; sinon, point de secours suffisant.

L'équipage d'un navire en détresse fait bien de jeter à la mer toute sa cargaison, tout son lest, et même ses canons et sa mâture, qui ne peuvent rien contre le courroux du ciel. Tout cela est sage, et d'une certaine manière généreux, le cœur de l'homme ayant coutume de s'attacher fortement à ces objets, surtout à sa cargaison.

Pour dire la vérité, Paris fait parfaitement ce sacrifice. Mais si la tempête continue, et si le péril s'aggrave, tout cela n'est plus assez généreux ni assez sage.

Il faut que l'équipage jette à la mer aussi son

comme de l'autre, il y a sans doute des coups de violence heureux, mais ils emportent la palme plutôt que la victoire. Les vrais victorieux sont les persévérants, ceux qui ont résolu de soutenir le combat pour long qu'il soit et pour variées et contraires qu'en puissent être les fortunes, et qui s'obstinent généreusement à n'être point vaincus.

Le bouillant Paris aura beau dire. Soumis à l'épreuve de la guerre et de la pénitence, il ne s'en tirera pas par un coup de force ni par un coup d'adresse, il lui faut être patient. La force, c'est la patience ; le génie, c'est la patience ; le pain, le vin, le fer, c'est la patience ; et la patience, c'est la vertu. Or la vertu n'a rien de difficile, sinon qu'il faut la demander à Dieu. Il est vrai que cette difficulté est très-grande à Paris, où il y a tant d'hommes habiles, savants et fiers, mais si habiles, si savants et si fiers, qu'ils estiment n'avoir aucun besoin de Dieu.

Ils croient à l'osséine, à la dynamite, aux canons « se chargeant par la culasse, » en général à toutes les choses qu'ils font. Ils ne croient point à Dieu, ne l'ayant point fait. Le gouvernement de la défense nationale, qui s'est fait lui-même, prétend croire à lui-même ; il prétend croire aussi à « vaincre ou mourir. »

Mais il paraît de plus en plus que tout cela ne suffira pas. Et il nous semble qu'en effet tout cela ne doit pas suffire, parce que tout cela ne communique point la vertu, du moins en quantité nécessaire et à autant de cœurs qu'il faudrait.

Ce serait une immense injustice de dire qu'il n'y a

point de vertus dans Paris. A Dieu ne plaise que nous nous donnions ce tort ! Il y a dans Paris de grandes et éclatantes vertus. On y voit de très-beaux courages, d'admirables désintéressements, des constances stoïques, et tout cela jusqu'à l'abondance. Mais ce sont des vertus naturelles qui peuvent conduire à l'honneur de ce que l'on appelle avec raison une belle mort. Seulement ces vertus ne sauvent pas toujours. Elles ne méritent que l'admiration des hommes, avantage dont les hommes eux-mêmes fixent le prix, en se lassant intérieurement et quelquefois extérieurement de l'obtenir. Les vertus naturelles rentrent encore dans l'ordre des choses qui, en fin de compte, se trouvent de fabrique humaine. On meurt avec leur concours, sans assurance de résurrection.

Il nous faut des vertus surnaturelles, il faut les puiser à leur source ; sinon, point de secours suffisant.

L'équipage d'un navire en détresse fait bien de jeter à la mer toute sa cargaison, tout son lest, et même ses canons et sa mâture, qui ne peuvent rien contre le courroux du ciel. Tout cela est sage, et d'une certaine manière généreux, le cœur de l'homme ayant coutume de s'attacher fortement à ces objets, surtout à sa cargaison.

Pour dire la vérité, Paris fait parfaitement ce sacrifice. Mais si la tempête continue, et si le péril s'aggrave, tout cela n'est plus assez généreux ni assez sage.

Il faut que l'équipage jette à la mer aussi son

cœur, ou plutôt son orgueil ; car son cœur, averti de Dieu, loin de s'opposer à ce suprême sacrifice, le conseille secrètement. Il faut joindre les mains, se mettre à genoux, lever les yeux au ciel, invoquer le Maître de l'abîme et du vent. Les matelots font un vœu à la sainte Vierge, et, sans cesser de donner à la manœuvre les soins qui peuvent encore être utiles, ils attendent que Notre-Dame de Bon-Secours leur jette le câble. Si l'on y regarde bien, l'homme ne peut rien faire de plus grand. Pourquoi? Parce qu'il s'humilie, et en s'humiliant il se proclame fils de Dieu.

Nous osons conseiller à Paris d'essayer de la miséricorde de Dieu, et de demander à Dieu la vertu surnaturelle de la patience dont il a besoin pour être sauvé. On commence aujourd'hui, avec l'autorisation de Mgr l'archevêque, une neuvaine à Notre-Dame-des-Victoires dans ce but. Si quelque chose de tous les cœurs s'unissait à cet effort des cœurs chrétiens, nous aurions bientôt des nouvelles de Dieu, et les âmes le sentiraient à leur vigueur renouvelée.

L'un de nos adversaires s'écriait dernièrement qu'il fallait pourtant choisir entre Pascal et l'*Univers*. Cet adversaire et d'autres feraient bien, et le moment en est venu, de laisser l'*Univers* de côté. Mais puisque Pascal leur inspire tant de confiance, c'est un conseil de Pascal que nous leur donnons. Pascal pensait là-dessus comme les matelots qui invoquent Notre-Dame-de-Bon-Secours. Il disait qu'il y a des choses que l'on peut demander aux mathématiques, et d'autres plus essentielles qu'il ne faut demander

qu'à Dieu, car les mathématiques ne les donnent pas. Il conseillait aux esprits forts, trop confiants en leur science inutile, de prendre de l'eau bénite, de se mettre à genoux, de prier. — Cela, disait-il, « vous abêtira. » C'est son mot ; et le mot est très-profond. Nous mourons d'une enflure et d'une hydropisie d'orgueil : il faut que l'humilité nous désenfle et nous ramène à cet état où Dieu nous veut, hors duquel ni le corps de l'homme n'a toute sa vigueur, ni sa raison toute sa lumière, ni son cœur toute sa vertu.

CXX

22 janvier.

RETRAITE MILITAIRE DE M. TROCHU.

On lit dans le *Journal officiel :*

Le gouvernement de la défense nationale a décidé que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement.

M. le général de division Vinoy est nommé commandant en chef de l'armée de Paris.

Le titre et les fonctions de gouverneur de Paris sont supprimés.

M. le général Trochu conserve la présidence du gouvernement.

Le 4 septembre, en avançant plus ou moins la main, M. le général Trochu s'est emparé du pouvoir; mais ce jour-là aussi et par cette action-là, il a perdu le droit d'être malheureux. Les dictateurs ne vivent que de succès; et plus particulièrement ceux qui n'ont pas attendu que le peuple vînt les chercher à leur charrue, n'ont point congé d'attendre que le succès les vienne trouver à leur bureau. L'échéance est arrivée promptement et cruellement. Voilà M. le général Trochu réduit à la présidence civile, c'est-à-dire par terre, comme devant l'obus. Avec lui son gouvernement est écrasé. Il se relèvera, s'il se relève, au commandement et par la main d'un autre.

On plaint le général à cause de ses honorables et nombreuses qualités personnelles, qui l'ont pu abuser sur sa capacité publique. Il a plus fait qu'on ne veut aujourd'hui l'avouer, il voulait assurément faire plus et mieux qu'il n'a fait, et nous le trouvons encore un homme de cœur dans le parti qu'il a pris de se diminuer. En restant avec le gouvernement, il y conserve le dernier élément de consistance qui peut lui permettre de tenir la rue tranquille pour le temps qu'il faut, afin qu'au moins nous ne périssions pas au milieu d'une orgie révolutionnaire, et que la mort, si elle vient, soit décente. En récompense de quatre mois d'efforts, la cité funeste peut désirer l'honneur de la chasteté :

Elle tombe, et, tombant, range ses vêtements.

Ce service, où M. Trochu s'immole, ne sera pas à nos yeux le moindre qu'il nous ait rendu. Si la catastrophe est écartée, une grande part lui sera due encore par là dans l'éclat de la victoire. Il s'est éclipsé dans le premier rang; nous lui souhaitons de reconquérir dans le second le lustre qu'il y avait acquis, un peu trop peut-être pour ne s'attirer pas le malheur d'en sortir. Mais enfin, il faut oser le dire pour le besoin de la conscience humaine, l'éclipse est juste. Au milieu des compagnons du 4 septembre, M. Trochu n'a pas tenu la place d'un militaire et d'un chrétien. Ces gens-là étaient dans leur rôle; lui, non.

Quant à eux, qui donnent par le fait leur démission dans les mains d'un soldat de l'Empire, on ne peut ni les assister, ni les plaindre, ni presque les condamner. Ils sont moins les hommes que les vices du temps, les rachitiques d'une espèce mauvaise, qui, en somme, s'en va. « Regarde-les et passe, » dit le poëte.

Ils ont su très-habilement choisir le général Trochu, à cause de ses défauts et de ses lacunes. Ne pensant point qu'ils dussent combattre, ayant basé leur combinaison très-courte sur une prompte paix, ils avaient besoin d'un *général politique*, objet que leur très-indigent parti d'avocats ne leur fournissait point. Général pour contenir l'émeute, politique pour rallier et tromper ce qu'ils appellent les réactionnaires, honnête homme pour se laisser tromper par eux. A passer les premiers moments, il leur fallait que ce chef fût monarchiste, quasi bourbonnien. Ils l'ont trouvé; mais lui a trouvé la guerre sur quoi ils ne comptaient

pas ; et lui, qui ne craignait pas la guerre, a trouvé qu'il ne se connaissait pas.

> Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui,
> Qui souvent s'engeigne soi-même.

Que de gens, depuis le commencement de cette guerre, se sont *engeignés!* Et M. de Bismark aussi, le grand engeigneur, s'est engeigné, et plus que tous les autres ! Quelle erreur à lui, quelle sottise vengeresse de son orgueil d'avoir voulu trôner dans Paris, lorsqu'il pouvait si bien s'affermir dans ses conquêtes! et quelle bénédiction pour la France qu'il l'ait ainsi contrainte d'enfanter des armées, lorsqu'il pouvait, lui laissant Paris, la parcourir en tous sens, livrée aux perpétuels avortements de la guerre civile !

Ainsi, de quelque côté que l'on regarde, aucun des hommes de ce temps, tous si fiers, si assurés de leur mérite, si hardis à entreprendre, si peu scrupuleux en tous genre d'entreprise, aucun jusqu'à présent n'a fait ce qu'il a voulu, et Bismark n'est pas plus près de l'empire d'Allemagne que Favre de la république française. Ni les uns ni les autres ne savent où ils en sont, ni ce qu'ils font, ni où ils vont. Seulement ils n'en sont pas où ils voudraient, ils ne font pas ce qu'ils méditaient de faire, et ils n'iront pas où ils comptaient arriver. Ils détruisent, ils ne bâtissent pas; ils tuent, et ils ne savent pas ce qu'arrose le sang qu'ils répandent, ni ce qui sortira de ces fosses dont Dieu fait des berceaux.

Et nous non plus, quant à ce monde, nous ne savons pas où en sont nos espérances. Mais nous nous

résignons, parce que nous voyons de plus en plus que l'homme n'a que la mort ; et nous espérons, parce que nous voyons de plus en plus que Dieu a la vie. Avec ce mépris des fortunes et des œuvres humaines, avec cette claire vue de l'abondance de vie que Dieu arrache des ruines et fait pleuvoir aussi par les déchirements de la foudre, comment ne pas attendre un immense triomphe de la vérité !

Le feu prend à ces étoupes sèches dont parle Isaïe, et, suivant la parole du prophète, l'étincelle y est mise par les mains elles-mêmes qui les avaient préparées pour cacher la vérité et la rendre méconnaissable. La vérité seule résistera, et la fin de tout ceci sera la splendeur de toute la vérité.

Entre les erreurs que nous voyons mourir, nous pouvons compter l'erreur gallicane. C'était là une étoupe dont nous connaissons le danger, et nous pouvons la mentionner, quoique les politiques, qu'elle a tant dirigés, n'en apprécient guère les conséquences. Elle reçoit un terrible coup de la disgrâce de M. Trochu, qui en a l'esprit, sinon les doctrines. Depuis dix-huit mois, le gallicanisme théorique et pratique a mis, pour ainsi dire, toutes voiles dehors. Il a parlé au Concile par les voies les plus habiles ; il a été au ministère par M. Daru, à la dictature par M. Trochu. Qui nous contestera qu'il est mort ?

CXXI

23 janvier.

SUPPRESSION DES CLUBS ET DES JOURNAUX INCENDIAIRES.

La suppression des clubs et des journaux incendiaires était une mesure inévitable après l'émeute (1). C'est une loi de la République d'ériger ces sortes d'œuvres, et de les détruire lorsqu'elles ont amené le mal qu'elles doivent nécessairement enfanter. Rien n'est plus connu, et tout le monde sait comment l'opération se pratique, depuis le commencement jusqu'à la fin.

La graine de club et de journal se sème dans la période d'opposition, sous le gouvernement régulier ou supposé tel. On dit alors qu'il n'y a point de liberté plus nécessaire que celle-là, ni plus innocente; qu'elle est proprement le droit de l'homme, le droit de la vérité, la lumière de la vérité; qu'elle fait connaître les besoins, les vœux, les aspirations du peuple; que le mal en est simplement apparent et le bien réel; que le bon sens populaire fait justice des excentricités et profite du reste, etc., etc. Personne n'en croit un mot, mais aucun bon républicain ne manque de le dire, et aucun bon libéral n'y contredit.

(1) Émeute du 21 janvier, conduite par Flourens et Sapia, et où furent tués plusieurs individus.

Ce concert d'impudence et de lâcheté est invincible. La république est proclamée, incontinent les clubs et les journaux incendiaires sont en besogne. C'est l'heure des drôles, des gredins et des fous. Tout le monde en a bien vite assez et plus qu'assez ; mais la machine est montée, il faut qu'elle fonctionne. Elle remplit de haine, d'orgueil, de convoitise et de délire la foule que l'on vient d'armer. Les coups de fusil suivent de près, la suppression est prononcée avec un applaudissement général.

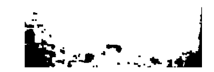
On doit rendre cette justice au gouvernement de la défense nationale qu'il a tardé autant qu'il a pu. Avant de porter la main sur la liberté innocente et sacrée des clubs et des journaux, il a loyalement voulu laisser exécuter la peine de mort, prononcée implicitement contre les auditeurs des clubs et contre les lecteurs des journaux par la création même de l'institution.

Quelques pauvres diables, qui n'avaient pas suivi les clubs et qui ne lisaient pas les journaux, ont pu être estropiés ou tués par l'éclat prévu de la machine. Mais le devoir les ayant amenés là, ou le hasard les ayant fait passer par là, ces coups malheureux n'entrent point en ligne. On les inscrit, à profits et pertes, au compte du « jeu régulier de nos libres institutions. » Et il faut avouer que nous en sommes quittes à bon marché ; car enfin, si les clubs et les journaux réussissaient, ce serait bien autre chose.

On a remarqué que M. Flourens et M. Sapia étaient de la partie. Nous avons parlé des princes

populaires qui figurent dans nos troubles, où ils jouissent de priviléges au moins égaux à ceux que l'ancienne constitution monarchique pouvait faire aux princes du sang. Le Flourens, en dépit de sa folie manifeste, et même le Sapia, en dépit de son histoire ignominieuse inutilement révélée, font figure dans l'histoire de la révolution de 1870, à côté des Eudes, des Mégy et des Arago. Quand ces princes ont géré les fonds publics, ils s'en vont sans aucune reddition de compte, avec une bonne petite sinécure en guise de pension. Lorsqu'ils ont violé la paix, conspiré en plein jour les armes à la main et fait quelque autre tour de haute fantaisie, s'il faut les mettre à l'ombre, ils en sortent à leur gré. Ils ont des gens au dedans et au dehors pour leur ouvrir la bastille, ils exécutent une promenade militaire en ville, ils pillent les provisions, ils tirent des coups de fusil, et ils n'en seront que plus recommandables aux élections prochaines. Voilà des princes! Leurs moindres domestiques font avec le même laisser-aller de semblables fredaines. Par exemple, s'ils ont eu jadis quelques démêlés avec la justice ou correctionnelle ou consulaire, une petite faillite, une légère tricherie, s'ils ont *tourné le roi* à la grecque et fait une *vole* indue, ils se donnent des lettres d'abolition. Et vive la République démocratique et sociale, une et indivisible!

Il y a quelque chose de charmant dans une lettre de M. Jules Ferry, citoyen maire, ou maire général, aux vingt maires ou sous-maires de Paris. Leur racontant la tentative des séditieux, — laquelle ne dif-



fère guère de celle qu'il a exécutée plus habilement le 4 septembre, — il fait cette réflexion, en son style ému et macaronique :

Ainsi, par le crime de quelques-uns, cette extrémité douloureuse n'aura pas été épargnée à notre glorieux et malheureux Paris. Une agression *aussi lâche que folle a souillé une page si pure*. Vous en serez *comme moi* pénétrés de la plus profonde douleur.

Paris traité de « page si pure, » c'est certainement une des plus grandes hardiesses de la rhétorique municipale; le vieil Arago n'aurait pas osé cela, et la signature de M. Ferry y ajoute le je ne sais quoi... « Une agression aussi lâche que folle a souillé cette page si pure! » — *Jules Ferry*.

M. Ferry n'est pas doué de ce genre de tempérament qui fait que l'on reste de sang-froid dans les occasions chaudes. C'est pourquoi sans doute la lettre en question, écrite d'une main secouée par l'impétuosité du pouls, a été exclue du *Journal officiel*. Nous demandons qu'elle y soit recueillie. Liberté, fraternité, égalité!

CXXII

23 janvier.

M le contre-amiral Touchard a prononcé quelques aroles d'éloquence sur la tombe du jeune lieu'e iant

de vaisseau Edgard Saisset. Elles respirent la piété, le courage et l'amitié. Nous les reproduisons comme un hommage rendu à ce noble jeune homme, l'un de ceux en qui nous pouvons au moins nous glorifier de nos défenseurs, qui tiennent d'une main également vaillante et innocente le drapeau de la patrie, et qui ont le privilége de l'arroser en même temps du sang de leurs veines et du sang de leur cœur. Ce sont ceux-là qui auront le droit de ne jamais désespérer.

Deux choses purifient l'air empoisonné que l'on nous fait respirer : l'obus qui tombe sur nos péchés, et la parole ou plutôt la prière et l'acte de foi qui montent de nous vers Dieu :

Encore un deuil, encore une mort ajoutée à toutes ces morts glorieuses, à ce long martyrologe de la défense de Paris!

Chaque jour, officiers et matelots, matelots et officiers, tombent côte à côte, unis dans la mort comme ils le sont dans la vie, par une étroite solidarité de péril et d'honneur; ils tombent, et la patrie reconnaissante recueille leurs noms pour les garder, pour les honorer dans l'histoire de cette lutte suprême.

Adieu, jeune et généreuse victime d'une cause juste et sainte! Dieu a des miséricordes infinies pour ces défenseurs du pays qui tombent sur le champ de bataille. Déjà il vous a recueilli dans son sein. Implorez-le à l'heure présente, implorez sa bonté et sa justice pour le triomphe de la cause que vous avez vaillamment défendue.

Messieurs,

En présence de ce cercueil, qui renferme tant de jeunesse et d'espérances anéanties d'un seul coup, mon cœur est saisi d'une indicible tristesse; mais il s'en dégage en même temps ce cri d'énergique espoir et d'ardent patriotisme :

Dieu sauve la France!

CXXIII

24 janvier.

RÉCLAMATION CATHOLIQUE LIBÉRALE.

A propos de la retraite de M. le général Trochu, nous avons fait une brève réflexion sur ses attaches catholiques libérales. Le *Français* relève cette réflexion qu'il lui plaît de ne pas comprendre, et il sait la présenter de telle sorte qu'elle s'explique assez peu, à moins de quelque dérangement dans notre esprit. On se demande quelle sorte de rapport nous avons pu trouver entre l'opinion catholique libérale et la remise du commandement militaire au général Vinoy. Véritablement ces deux choses paraissent éloignées, et tout le monde n'a pas le loisir de chercher par où elles se joignent, particulièrement ceux qui se trouvent intéressés à ne les joindre pas, ce qui est le cas du *Français*. Dans le fond, rien de plus simple. Le catholicisme libéral était une certaine entreprise de concilier les contraires, aucune conséquence éloignée ne peut surprendre. La vocation qui donne aux hommes le goût des principes opposés et des fusions impossibles, les soumet à une logique pleine de conclusions imprévues. Pour notre compte, il nous serait facile de prouver que M. le général Trochu est venu à se démettre de ses fonctions militaires par un effet de la même nature d'esprit qui l'a

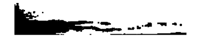
livré aux fluctuations du libéralisme catholique.

L'inconvénient de passer pour *dément* aux yeux de tel ou tel adversaire n'est pas assez rare ni assez sérieux dans la vie de journaliste, pour que nous prenions le souci de faire cette démonstration aussi complète qu'elle peut l'être. Nous avons donné la note, elle est reçue, c'est assez.

Il demeure acquis que, par Mgr l'évêque d'Orléans et ses autres docteurs, le catholicisme libéral s'est trompé au Concile; que par M. le comte Daru, son expression gouvernementale, il s'est montré incapable et inacceptable en ses voies politiques; que par M. le général Trochu il a accusé le plus regrettable abandon en ce qui regarde le devoir public du catholique devant le péril religieux. Un pareil affaiblissement dans le cœur et dans les pensées d'un si honnête homme, bon catholique en son particulier, proclame plus haut que personne ne l'avait encore fait le vice fondamental de cette doctrine.

Si l'on nous avait prédit qu'un jour la dictature et l'épée de la France se trouveraient dans la main d'un soldat *pratiquant,* qui serait en même temps un homme brave, savant, éloquent et irréprochable, que n'eussions-nous pas espéré! Ce qui est advenu est trop pénible et trop présent pour que nous nous y arrêtions.

C'est la réflexion que nous avons voulu suggérer. Nous laissons au *Français* le soin de considérer quel autre cours eussent pu prendre les choses si M. le général Trochu eût été un catholique pur et simple, de ceux qui n'auraient jamais envoyé un ambassa-



deur à Victor-Emmanuel, jamais toléré un outrage au crucifix, jamais souffert une négation du droit religieux, jamais permis une violation effrontée de la justice civile et de la discipline militaire, et qui se fussent dit qu'il faut prendre aussi la croix lorsque l'on prend le sceptre et l'épée.

Nous n'ignorons pas que, selon la doctrine catholique libérale, la politique est une chose et la religion en est une autre, et que tout homme a le droit de faire ou l'une ou l'autre de ces choses, ou de faire l'une et l'autre à part, et même contradictoirement, mais n'a jamais le droit de les confondre. Nous disons, nous, qu'aucun des hommes qui croient ainsi n'est du nombre de ceux qui sauvent les peuples. Et nous les regardons passer, en attendant l'homme qui dira avec l'Église : Seigneur, convertissez-nous, et nous serons sauvés !

CXXIV

25 janvier.

Le jeune comte d'Estourmel, lieutenant de la garde nationale, se trouvait, le 19, au combat de Buzenval. Il s'offrit pour porter un ordre pendant la nuit, rencontra un poste prussien et tomba horriblement frappé. La balle lui brisa le coude et traversa tout le corps. On l'apporta à la ferme de la Fouilleuse, où

il fallut passer la nuit sur le pavé d'une écurie ouverte à tous les vents. Un prêtre, heureusement, se trouvait là et put lui donner quelques soins, comme aux autres blessés qui encombraient ce misérable asile. La nuit fut longue, M. d'Estourmel en supporta patiemment les atroces douleurs. De temps en temps, pour se délasser, il reposait sa tête sur les genoux du prêtre. Profitant d'un moment de répit, il se confessa avec une admirable tranquillité d'âme et une parfaite résignation à la volonté de Dieu.

Tout secours matériel manquait; son charitable infirmier ne put trouver à lui donner qu'un peu d'eau saumâtre. Non moins charitable envers celui qui se désolait de ne pouvoir mieux le servir, le blessé lui rendit grâces de ce peu d'eau dont il ne voulut point avouer l'amertume. Encore que la douleur lui arrachât quelques gémissements, il ne se plaignait de rien.

Enfin, les voitures d'ambulance arrivèrent, plusieurs heures après le jour. Le prêtre put y installer son cher blessé et suivit à pied par des chemins effroyables. Il fallait arrêter souvent pour que le malade n'expirât point dans la violence des tortures. Ce voyage, après une telle nuit, dura jusqu'aux approches du soir. C'est là, nous disait le prêtre, que l'on voit et que l'on sent ce qu'est la guerre!

M. d'Estourmel avait demandé d'être conduit à l'ambulance du séminaire des Missions-Étrangères, à laquelle appartient le prêtre que la miséricorde divine lui avait fait rencontrer, M. Guerrin, l'un des directeurs de cette sainte et illustre congrégation.

L'on vit tout de suite que son état était désespéré. Lui, n'en parlait point. Il reçut avec courtoisie la visite du colonel et celle de plusieurs autres officiers de son bataillon, leur disant quelques mots et leur serrant la main. Mais le lendemain matin, vers dix heures, il fit éloigner les personnes qui l'entouraient et dit à M. Guerrin : « Monsieur, le temps presse. Je « sens que je m'en vais. Si vous voulez bien me don« ner l'extrême-onction, je suis prêt. » Il se confessa de nouveau et reçut le sacrement qu'il avait demandé, comme un tel homme le devait recevoir.

Il pria ensuite M. Guerrin de lui mettre au cou une médaille de la sainte Vierge, et depuis ce moment il ne prononça plus que de rares paroles, se contentant de lever un regard plein de douceur et de sérénité vers ceux qui le veillaient. Il expira ainsi, un matin, paisiblement endormi dans le contentement d'avoir fait son devoir et d'aller à Dieu.

Il n'a eu ni délire, ni fièvre, pas même de sueurs. Il s'est endormi, et mort, il semblait dormir. Son visage ne portait aucune trace de douleur ou de fatigue; il goûtait le bon sommeil qui suit le bon combat.

Le comte d'Estourmel avait appartenu à l'armée. Il venait de donner sa démission pour se marier, et le jour de cette union était marqué lorsque la guerre éclata. Dès que l'on put prévoir que Paris serait assiégé, il quitta sa province, dans l'intention de s'offrir à la défense commune. Il n'en eût pas fait moins quand il eût su qu'il y laisserait sa vie.

Il a mérité d'abandonner la vie comme le voyageur

qui s'éloigne avec indifférence du point de vue dont la beauté l'a charmé un instant, car son cœur est déjà au but de sa course, et rien n'égale la beauté du foyer paternel où il se sent appelé.

CXXV

Même date.

Il y a trois jours, à l'ambulance de Rueil, un jeune Breton de la garde mobile, au moment de rendre l'âme, fit un suprême effort, se souleva sur sa couche, et d'une voix forte et solennelle, il dit : « Jésus-Christ vaincra.... Jésus-Christ Notre-Seigneur .Oui, il vaincra, son règne arrivera sur la terre.... Mon Dieu, que votre règne arrive! que votre volonté soit faite!... » Sa voix s'éteignit et il expira.

Il y avait là diverses sortes de gens bien éloignés des pensées religieuses, mobiles de 48, francs-tireurs de Paris, etc. Ils se regardèrent étonnés, quelques-uns émus jusqu'aux larmes. D'autres découvrirent leur front, saluant involontairement cette âme qu'ils semblaient voir monter au ciel, et un long et respectueux silence régna dans la salle.

Le même jour, dans une autre ambulance, on amputait des deux jambes un soldat blessé d'un éclat d'obus. La double blessure était affreuse, et l'opération fut longue et formidable. Le soldat, garçon de

vingt et quelques années, Vendéen, subit le terrible traitement sans donner aucun signe de faiblesse, ne disant que ces mots : « Mon Dieu, pardon ! Mon Dieu, pardon pour la France et pour moi ! »

Nous entendons encore la voix du témoin qui nous racontait le fait tout à l'heure ; nous voyons ses yeux pleins de larmes et l'illumination de son visage, qui nous rendait mieux que ses paroles l'impression de cette sérénité sublime.

CXXVI

26 janvier.

LA FIN.

A l'heure présente, toute espérance humaine est perdue. Nos armées ont partout échoué ; les plus heureuses sont celles qui n'ont point subi de désastre. On dit que M. Jules Favre est à Versailles demandant la paix, personne ne voit d'autre parti à prendre. Avec les armées, le gouvernement croule. Un seul malheur pouvait surpasser celui d'avoir un gouvernement de cette sorte, c'était de le voir tomber. Nous y sommes. Heureux les morts !

Tout a tourné contre nous, toutes les appréhensions sont justifiées, toutes les espérances ont péri, ou plutôt avorté. Osons le dire : sauf un dédain général de la ruine matérielle, tout a été misérable.

Nous périssons par un concours inouï
circonstances les plus funestes, mais pri
faute de quelque chose qui n'est plus en
y faut remettre; et tout sera perdu ta
n'aurons pas retrouvé cela. Or, une vict
l'eût point rendu et cent victoires ne
draient pas. Nous périssons, faute de foi,
faute de justice en nous et entre nous.

Nous n'accusons personne, pas même
qui ont la douleur et qui subissent le
signer l'acte de décès de la France, apr
posés à elle comme ses médecins et lui a
leurs remèdes. La France n'est pas inno
avoir acceptés, mais où remonte son p
plus de coupables que de criminels, il
sots que de coupables et plus d'ignor
sots. Qui nous pouvait sauver et qui
sauvé? Cette génération a l'excuse d'u
perversité, c'est-à-dire d'imbécillité nativ
catis concepit me mater mea.

Ce n'est pas la république de 1870 qui
ce n'est pas non plus l'empire ni mêm
précédent, quoiqu'ils n'y aient pas nui.
formes et ces systèmes ne sont que des
verses du même ulcère, provenant du
vicié. Nous mourons de la Révolution,
ou moins nous avons voulu retenir ce m
veines. Si l'effroyable traitement que nou
l'y laisse, on peut se dispenser de clouer
nous n'en soulèverons pas les planches
qu'à pourrir.

Ce qui reste à faire, le dernier remède possible, le miracle à demander et que nous pouvons encore espérer, puisque nous pouvons encore l'implorer et le mériter, c'est de rompre avec la Révolution. Ce sera le même miracle que de sortir des bras de la mort. Mais la miséricorde divine est si grande, et un peu de bonne volonté humaine est quelque chose de si puissant contre la justice de Dieu, que ce miracle peut nous être accordé même avec quelque ménagement pour les restes de notre orgueil.

Aidons-nous un peu, Dieu fera beaucoup, et, en attendant que notre raison soit rétablie, il nous laissera bénignement croire que nous pouvons beaucoup.

Pour le moment, une chose est à souhaiter plus encore que les conditions les moins défavorables de la paix : c'est le maintien de la tranquillité et de la dignité publique. Ayons au moins la décence de ne pas nous entre-déchirer sous l'œil d'un surveillant qui pourrait intervenir le bâton à la main.

CXXVII

26 janvier.

LA MORT D'UN JUSTE.

Hier matin, dans l'église des Missions-Etrangères ont été célébrées les obsèques du vénérable M. Charrier, missionnaire, confesseur de la foi.

M. Pierre Charrier, né en 1803, à Saint-Just-en-

Chevalet, diocèse de Lyon, s'offrit, déjà prêtre, le 29 octobre 1831.

Il partit presque aussitôt, le 5 mars 1832, pour la sanglante mission du Tong-king, et, dès l'année suivante, il entra dans le champ apostolique. Ce champ demandait de la sueur et du sang, il ne refusa ni l'un ni l'autre. Il supporta en missionnaire, c'est tout dire, les épreuves de la persécution de 1838, errant sans cesse, caché, *enterré* le jour, voyageant la nuit à travers les bois peuplés de tigres, perpétuellement traqué par les espions plus redoutables que les bêtes féroces, souvent sans vivres et sans abri. En 1841, il fut pris et condamné à mort.

Lorsqu'il attendait l'exécution de la sentence, un ordre du roi le fit transporter à Hué, où il fut réuni à MM. Berneux et Galy, ses collègues. Il subit la cangue, les chaînes, la cage et les interrogatoires, c'est-à-dire le rotin. M. Galy, son compagnon de captivité, écrivait : « Vous jugerez de la fermeté de M. Charrier par cet aveu échappé à l'un de ses juges. On lui parlait de frapper encore le saint confesseur : — A quoi bon, répondit le mandarin : hier, je lui ai fait donner onze coups de rotin, et il semblait dormir. » L'exécuteur frappe deux coups et le troisième tombe entre les deux premiers. Souvent ce troisième coup enlève la chair. — Celui-là, nous disait M. Charrier lui-même, celui-là est dur!

Un autre mot le peut peindre. Son catéchiste ayant pu l'approcher lorsqu'on le transportait à Hué, il lui donna ce message pour l'évêque (Mgr Retord) : « Tu diras à Monseigneur que j'aime mieux ma cangue

que sa mitre et mes chaînes que sa crosse. Il n'y a que sa croix qui vaille quelque chose, mais j'en ai pour le moment une plus précieuse. »

Il était depuis dix-sept mois en prison, attendant toujours, et par sa constance déconcertant toujours les bourreaux, lorsque la corvette française l'*Héroïne*, commandant Levêque, parut dans les eaux de Touranne. M. Levêque, apprenant qu'il y avait à Hué cinq missionnaires condamnés à mort, intervint avec énergie, se fit livrer les captifs et les porta à Syngapore. C'étaient, outre M. Charrier, MM. Berneux, Galy, Duclos et Miche.

M. Berneux a reconquis le martyre : devenu vicaire apostolique de la Corée, il y a été décapité pour la foi en 1866. M. Galy est mort en Cochinchine, au travail, en 1869. M. Duclos a terminé sa vie apostolique en 1847, captif de Jésus-Christ dans ces mêmes prisons de Hué, d'où la main française l'avait tiré cinq ans auparavant. M. Miche est actuellement vicaire apostolique de la Cochinchine française. Son grand âge et les besoins de sa mission l'ont empêché de venir au Concile.

M. Charrier fit comme ses confrères. Il retourna. Arrivé à Paris vers la fin de 1843, il repartait d'Anvers pour le Tong-king au mois de mai 1844. Mais sa santé trop fortement ébranlée ne permit pas de le laisser à l'œuvre dont il se plaignait d'avoir manqué le prix. Il dut revenir au séminaire comme procureur de la mission du Tong-king. Il obéit ; c'était aussi un devoir, et le plus impérieux de sa sainte et auguste profession.

Il avait l'aspect rude, le cœur simple et affectueux. Il observait le silence ordinaire aux hommes qui portent une grande douleur. Pendant la lecture de l'histoire ecclésiastique au réfectoire, s'il était question de personnages à qui le martyre échappe lorsqu'ils le croyaient assuré, souvent les confrères de M. Charrier l'ont vu essuyant une larme furtive. Il est mort le 23 de ce mois, après une longue maladie qui, dans les derniers mois, le tenait enfermé. Il a subi cette épreuve comme les autres, remerciant Dieu d'ajouter l'humiliation de l'inutilité au regret de n'avoir pas été jugé digne du martyre.

Que de réflexions, en ce moment, devant ce cercueil si digne de tous les honneurs publics et si peu entouré, qui renfermait quelque chose de si humble et en même temps de si grand! Là était l'homme mortel, là était l'immortel martyr. Reste d'un pauvre vieillard infirme, caché et comme ignoré dans sa propre maison, où ses plus anciens frères seulement le connaissaient bien ; débris vénéré de l'arme dont le Christ se sert pour conquérir le monde, et qui se renouvelle en ses mains par la vertu de son sang.

Il y a deux siècles et demi que cette congrégation fournit des martyrs, et cet homme obscur, martyr moins l'auréole, figure parmi l'élite de la cohorte sacrée. Il s'en va sans cortége, en des jours de deuil incomparable. Il a pu dire qu'il mourait avec la patrie, qui ne compte plus ce qu'elle perd ; mais au temps où nous sommes, prospère ou malheureuse, la patrie ne l'eût point compté. Elle ne compte plus comme une gloire de fournir des martyrs, et c'est

une des causes de sa détresse épouvantable et inouïe. Cependant cet homme, ce héros, est reçu au ciel par le chœur de ceux qu'il a tirés de la mort éternelle, et ceux-là sont devant le trône de Dieu autant d'avocats de la France. Ils prieront, et nous espérons que par leur prière la France revivra.

Dans le cercueil de M. Charrier, cette couronne lumineuse de l'apostolat lointain, qui resplendissait au front de la France plus que d'aucune autre nation, va-t-elle aussi subir une éclipse? Au milieu de l'immense catastrophe, que va devenir l'œuvre de la Propagation de la Foi? La France l'avait enfantée; elle en était la nourrice féconde et magnanime, elle lui donnait de l'or, elle lui donnait des hommes, elle lui donnait du sang. Plaise à Dieu que les missions ne soient point accablées de notre malheur! Plaise à Dieu que la générosité du peuple fidèle supplée à tout ce qui va manquer, et que ce pays qui n'a plus de soldats, plus d'industrie, plus de fortune, sanglant, mutilé, humilié, continue pourtant de porter la parole du Christ et d'envoyer dans toutes les ténèbres du monde les messagers de lumière qui seuls rompront les fers du genre humain! A cette condition, la France, quoi qu'il arrive, sera encore la grande nation, la nation vraiment victorieuse, et après le temps de l'épreuve, le sceptre lui sera rendu.

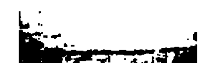
CXXVIII

27 janvier.

CE QUI NOUS SAUVERAIT ENCORE.

Paris est rendu ; l'ennemi n'y entrera pas, une assemblée en rachètera les murailles cicatrisées, mais intactes. Ce sont les bases de l'armistice et les préliminaires de la paix. Puisque cela est annoncé officiellement, on peut croire que cela est conclu. Quant aux conditions de la paix définitive, il n'est que trop certain qu'elles seront dures. La France est vaincue et humiliée plus cruellement qu'elle ne le fut jamais.

Il nous reste à souhaiter que la honte ne s'ajoute pas à cette humiliation terrible. L'ennemi nous rend une sorte d'hommage en ne franchissant point le seuil de la maison mortuaire. Souhaitons que de scandaleuses et fratricides discordes ne l'y introduisent pas. Il serait abominable que le monde nous vît brûler contre nous-mêmes ce qui nous reste de poudre. Point de guerre civile, point d'anarchie, point de récrimination. Ces horreurs n'auraient d'autre résultat que d'appesantir le douloureux fardeau et de justifier l'égoïsme qui nous a laissés périr. Nous devrions n'échanger que des pardons et des larmes. Si notre incomparable malheur pouvait nous réconcilier, si nous nous retrouvions tous frères comme nous



sommes tous vaincus, ce miracle d'amour ressusciterait aussitôt la patrie.

Non, ce n'est point la mort; mais par la concorde l'épreuve serait abrégée, et ce ne serait pas même la léthargie. Un travail fécond réparerait promptement la plus grande partie du désastre. Faisant le compte des destructions accomplies, nous en trouverons beaucoup que nous pourrons estimer comme un grand gain. Nous ne saurions aujourd'hui nous dissimuler que nous avions besoin d'une réforme et, pour mieux dire, d'une refonte.

Dans la voie où nous marchions, nous ne pouvions éviter la catastrophe; plus tardive, elle eût été plus incurable. Le véritable péril des peuples est d'être mal sauvés, rétablis sur des étais ruineux et destinés à crouler irrémédiablement. En nous fermentaient les venins de la guerre sociale. Il y a lieu d'espérer qu'ils s'écouleront par cette formidable blessure qui nous contraint de rester sur le flanc et de changer de régime. Si la blessure emporte la plaie, si un sang nouveau se forme dans nos veines, c'est un gain, une victoire de la véritable vie sur la véritable mort. Ce que nous aurons gagné de vertus nous consolera de ce que nous avons perdu de richesse, et nous laisserons nos enfants plus forts et plus heureux dans leur pauvreté que nous ne l'avons été dans notre éclat. Ils seront plus et mieux que nous, parmi les nations, cette grande élue de Dieu que l'on appelle la France.

O France, si tu entends bien ce coup de foudre, Dieu t'ordonne de vivre, d'espérer, de reprendre ta

voie et de remonter à ton rang que tu a
blement abdiqué.

Une larme seulement, un regard vers l
parole victorieuse du repentir : J'IRAI A M

CXXIX

2

VILES EXCUSES DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement nous dit qu'il ne p
davantage, que nous étions à la dernièr
pain et de cheval et qu'il en fournira le c
dent. Il pouvait s'épargner la bassesse d
mule. Personne ne l'accuse d'impatience
ni ne lui conteste une certaine probité
tisme, ni n'élève le soupçon contre lequ
fend. L'on admet que son livre de cuisine e
et que si tout n'a pas été distribué ave
plus parfait et l'équité la plus stricte, du
se trouve exactement dévoré. Ce n'est pas
qu'il nous soit resté quelques vices de l'anci
et que la vertu républicaine des distributeu
les derniers morceaux de bœuf et les bons
de cheval en double part. On sait bien q
social comporte ses gentilshommes, et qu
République sont toujours de grand appéti
Les dilapidations de ces affamés peu

ont pu abréger de quelques jours le temps de la lutte sans qu'on en fasse matière à procès. Les serviteurs creux qui crient à la trahison sont peu nombreux, paraissent peu sincères et n'obtiennent nul crédit. Parmi les gens de bon sens, l'on s'accorde que le gouvernement a fait ce qu'il a pu. Il devrait ajouter : il a eu certainement la bonne volonté de vaincre ou de mourir. Il le proclamait encore la semaine passée, en son style de vieille chanson, et sans doute il croyait à sa vieille chanson. Ce n'est pas de dessein ferme qu'il a manqué la victoire et la mort.

Le reproche qu'on lui fait, c'est la [illegible] avec laquelle il a cru dès le principe qu'il était en puissance et en capacité de vaincre ou de mourir. L'un et l'autre de ces dons est fort grand, le second plus encore que le premier. Tout homme ne les a pas reçus ; pour les acquérir, il ne suffit pas de chanter les vieilles chansons. Voilà ce que le gouvernement de la défense nationale devrait enfin savoir, et s'il le savait, il saurait la seule chose qui puisse lui faire encore un peu d'honneur : il saurait se taire.

Les membres du gouvernement n'ont jamais été discrets dans l'usage de la proclamation. C'est une pratique de leur secte, dont le résultat ordinaire est d'ôter toute majesté aux malheurs et aux catastrophes où elle a coutume de précipiter le pays. Ils ont [illegible] lieux communs qui font rire [illegible] à mort et jusqu'à la honte. Lorsque l'on est dans le sang où l'on tombe, il est horrible de tomber sifflé. Nous leur conseillons de s'observer et de se retenir sévèrement sur la proclamation qu'ils nous laissent [illegible]

grâce! nous leur pardonnons tout. Ils ne sont point scélérats, ils n'ont point su le mal qu'ils faisaient, ils ne l'ont point voulu faire, et si leur pauvre intelligence l'avait prévu, peut-être que leur pauvre conscience ne s'y fût point risquée. Ils sont les mauvais fruits d'un mauvais arbre; nous reconnaissons qu'il n'y a pas de circonstances atténuantes qui ne doivent leur être accordées, et il n'en est point que nous leur refusions. Mais enfin, pour le coup, la tragédie est telle que nous avons bien le droit de réclamer leur silence. La mort sans phrases, s'il vous plait! Faites trêve! Ne vous justifiez pas lorsqu'on vous amnistie, et surtout ne nous complimentez pas.

Car ils nous complimentent! Oui, vraiment, ces messieurs veulent bien proclamer que nous avons été beaux sous leur conduite! Nous sortons de là avec les félicitations de M. Favre, de M. Ferry, de M. Arago, de M. Picard, de M. Pelletan, et des autres, car certainement cela sera ratifié par M. Crémieux et par M. Glais-Bizoin. Ce que nous avons perdu, nous ne le savons pas encore; ils n'osent pas encore le dire, et le reste de notre vie pourra ne pas nous suffire pour l'apprendre; mais enfin ces messieurs sont contents de nous!

Qu'on en frappe une médaille et qu'on en dresse une pyramide! Nous léguerons ces monuments à nos neveux pour leur tenir lieu de ce qu'emportera l'ennemi.

Ils ne se bornent pas à nous féliciter. Modestes autant qu'éloquents, ils croient qu'il nous faut quelque chose encore, et ils nous offrent une espé-

rance, celle de leur règne futur et perpétuel ! Cette consolation était inattendue. Elle dépasse tout, même la fameuse promessé de vaincre ou de mourir. « La République, disent-ils, profitera de nos longues souffrances si noblement supportées. » Ils veulent bien ajouter que « plus que jamais ils ont foi dans les destinées de la patrie. » Là-dessus, si la France n'est pas rassurée et aussi contente d'eux qu'ils daignent se dire contents de nous et qu'ils le sont manifestement d'eux-mêmes, la France est trop difficile.

En vérité, nous croyons qu'il importe de faire sentir à ces messieurs que leur outrecuidance passe la mesure. Partout les bons citoyens doivent aviser à leur donner une sévère leçon, en les excluant absolument des assemblées futures. Il faut les frapper d'une amnistie éternelle, inexorable, et qu'aucun d'eux ne reparaisse jamais. Puisqu'ils n'ont pas la décence de s'en aller, qu'on les chasse, et que jamais dans nos délibérations publiques on ne retrouve les noms politiques qui ont mérité d'être cloués sur la capitulation de Paris. Qu'ils restent à cet impérissable gibet !

Quant à la suite, elle ne les regarde pas. Que la forme et surtout l'essence du gouvernement français doive être républicaine, nous le croyons, nous le désirons, et nous sommes convaincus que nul autre régime n'est possible; nous pensons pouvoir le démontrer. Mais cette forme, ils se hâtent beaucoup trop de la décréter, et la République n'est pas plus fondée par leur capitulation de Paris que par l'usurpation qu'ils ont commise le 4 septembre.

La république future sera la république de tout le monde, et non la leur, qui ne peut être que le triomphe frauduleux de la violence et de l'incapacité.

CXXX

27 janvier.

LEUR ENTIÈRE IGNOMINIE.

Assurément, comme nous le disions hier, c'est un grand don de savoir vaincre, et un don incomparablement plus grand de savoir mourir! Ceux qui ont signé pour la France l'acte qu'il leur plaît d'appeler « l'armistice de Paris » peuvent voir combien ce dernier don est précieux et combien leur âme en est tristement dépourvue : faute de savoir mourir, ils ont trouvé le secret d'ajouter à l'impuissance de la mort.

Nous ne leur reprocherons pas d'être vaincus, nous ne leur reprocherons pas d'avoir dû se rendre. Dieu jette où il lui plaît les victoires, et il en connaît le destin. Nous leur reprochons la fraude dont ils entachent eux-mêmes un désastre peut-être inévitable, ce nom d'armistice, et d'armistice «honorable», donné à une capitulation qui livre tout, et cette bave d'avocat dont ils déshonorent notre blessure pour masquer l'imprévoyance de leur abandon. Quoi!



nous ouvrons les portes, nous payons la contribution de guerre, nous enclouons au loin le dernier canon qui pourrait encore faire feu, et cela s'appelle un armistice! et il nous faut subir la risée qu'excitera cette pasquinade, pour que ces messieurs, qui ont si gaillardement pris la conduite de nos affaires, se puissent donner l'air de n'avoir pas capitulé!

Nos forts pris d'assaut, notre rempart envahi, à genoux dans notre sang, sur nos armes brisées, et demandant la vie au vainqueur, nous achèterions ce reste de vie moins cher et nous laisserions la France moins vaincue.

Les malheureux! Et ils nous offrent cela comme un présent, et ils n'implorent pas leur pardon, et ils ne se frappent point la poitrine! Au contraire, ils ont le front de nous dire que la France n'est point abattue, qu'elle reste maîtresse d'elle-même, qu'elle a fait son devoir; et tout à l'heure ils lui infligeront cette suprême insulte de lui demander ses suffrages!

Ah! insulteurs du crucifix, renégats de tant de gloire, de tant de fierté, de tant d'honneur, gens qui sonnez l'appel au combat, mais qui ne savez pas mourir; race de ceux qui allèrent chercher à Versailles le dernier roi de France pour l'égorger, et qui allez aujourd'hui chercher à Versailles le premier empereur d'Allemagne et lui prostituez la France parce que vous avez faim; maquignons sans cœur et sans repentir, capables de soutenir le jour après cette ignominie énorme, inouïe et immortelle : s'il existe enfin une France qui soit assez vôtre pour supporter encore votre haleine, qu'elle vous ramasse et ramas-

sez-la, et accouplez-vous! Vous pourrez produire ce que la terre aura vu de plus vil. Mais il y a quelque reste d'une autre France que vous devrez assassiner.

Non, non, non! nous ne vous laisserons pas tranquillement dans nos conseils et dans nos armées; nous ne laisserons pas en vos mains peureuses et ineptes le vieux drapeau de France, dont vous avez balayé les pieds de l'ennemi, parce que vous alliez avoir faim! Et si ce drapeau trouve encore une armée, ce ne sera plus le drapeau français. Nous en prendrons un autre, sous lequel se lèvera un peuple nouveau, un peuple qui n'aura faim que de justice et soif que d'honneur, et qui ne souffrira pas d'être régi par des maquignons et par des faquins; et la cause de ce nouveau peuple vivra parce qu'il saura la nourrir de son sang.

Nous sortirons de ces fanges, nous remonterons à l'air pur du Calvaire, nous irons reconquérir la vie au pied de la croix. Il n'est pas possible que Dieu abandonne le dernier grand peuple catholique tant qu'il y restera quelques âmes qui n'apostasieront pas. Sans doute, la France a criminellement péché. Elle leur a laissé abattre la croix; Dieu, à son tour, a permis que ces abatteurs de croix laissassent honteusement abattre la France. Comme par nos conseils un roi excommunié a pu entrer dans Rome, voici que, malgré nos armes qui tombent d'elles-mêmes, au bout de quelques mois, un roi hérétique vient triompher dans Paris.

Nous boirons ce calice, nous en savourerons la lie horrible. Nous verrons nos histrions s'empresser

pour divertir les vainqueurs, et ceux-ci fraterniser avec un peuple dégradé qui se réjouira des profits de la paix. Mais pendant cette débauche et cette souillure, nos cœurs s'attacheront et se retremperont à l'autel, qui est aussi le berceau de la patrie; et nous retrouverons la force qu'il nous faut et qui nous a quittés.

Adressons sans relâche à Dieu la prière que lui fait aujourd'hui l'Église, toujours présente pour nous suggérer la parole opportune et nous munir de la pensée qui maintient l'honneur et enfante le salut : « Seigneur, donnez-nous la santé de l'âme, afin que « nous surmontions par votre assistance ce que nous « avons à souffrir pour nos péchés. »

Et nous replanterons la croix et nous réédifierons la patrie, et le pain eucharistique nous mettra à l'abri de l'ignoble faim qui dévore l'honneur et l'avenir des nations.

CXXXI

31 janvier.

LA RÉPUBLIQUE DE TOUT LE MONDE.

I.

Encore que je pense n'ignorer rien de son effrayante misère, je crois à la résurrection de la très-noble et très-magnanime France. J'y crois, je l'attends avec un ferme espoir par delà ma vie, qui ne

sera pas réjouie de la plénitude de ce miracle. Et encore que j'aie vu une première fois la République et que je la revoie après vingt ans dans ses indescriptibles haillons, plus basse, plus impie, plus digne s'il se peut des huées de l'intelligence humaine, je crois néanmoins que la République se nettoiera, et, nettoyée, s'établira, et j'en fais le vœu.

Je crois à la résurrection de la France, parce que Dieu « a fait les nations guérissables, » particulièrement les nations qui, plus trempées du baptême, ont aussi donné plus de sang à Jésus-Christ. On dit que la France a apostasié; je l'ai dit moi-même dans l'excès de ma douleur, voyant à quel point honteux l'erreur a pu nous conquérir; mais je sais bien que le fond de la France n'a point apostasié et n'a point abdiqué. Par la grâce de Dieu, ou nous conquerrons les conquérants, ou nous les mettrons dehors. Nous savons maintenant quelles destructions devaient opérer chez nous les termites de l'hérésie. Ils nous ont livrés à l'ennemi extérieur. Dans la force épouvantable du mot, jadis ignoré de nous, nous sommes un peuple *défait*. Mais le secret de l'unité n'est pas perdu, et les ouvriers de l'unité, qui avaient « fait la France comme les abeilles font la ruche, » n'ont pas disparu. Nous nous referons par ce ciment et par ces ouvriers.

Je crois à la République. En dehors de la République il n'y a que des dictatures à peu près également corrompues et inféconde.

Au fond, depuis 89, et l'on pourrait remonter plus haut, à travers tous les genres de fiction, nous ne



sommes pas sortis de la dictature, et la dictature n'a réussi qu'à détruire. Elle n'a cessé d'être un despotisme destructeur que pour devenir une anarchie destructive. Tous les régimes dont nous avons essayé ont été factices, imposés par la force ou appelés par l'erreur. L'esprit révolutionnaire y a dominé ; il s'est toujours agi d'anéantir le grand, l'unique élément de l'ordre et de la liberté, l'esprit chrétien qui est aussi l'esprit national. Ce que nous avons appelé monarchie n'a été que le chemin couvert de la république ; ce que nous avons appelé république n'a été qu'une entreprise plus dictatoriale contre le Christianisme, c'est-à-dire contre la liberté. Que peut-on faire de plus violent contre la liberté d'un peuple que d'entreprendre de lui arracher ses croyances? Tout a été employé pour arriver à ce résultat. On y a mis la main des bourreaux et la main des escrocs; on a fait des lois de liberté qui ont été des lois de sang, des lois de justice qui ont été des friponneries. Non-seulement la conscience, mais la nature ont protesté contre ces entreprises, jadis plus perverses, devenues plus stupides par l'affaiblissement graduel des esprits et des âmes : il en est résulté les convulsions au milieu desquelles nous nous sentons périr.

Pour nous relever, il faut autre chose qu'une dictature quelle qu'elle soit, fût-elle pure à son origine, et quand même il viendrait un de ces hommes qui apparaissent dans les peuples comme des envoyés extraordinaires de Dieu. Nul homme ne peut rien tout seul. A relever tout un peuple, aucune main humaine ne suffit. Il faut l'effort de ce peuple lui-

même; un effort unanime, ordonné, persévérant. Il faut quelque chose que l'anarchie ne peut produire, que la dictature ne peut imposer. L'anarchie a usé aussi la dictature, elle en a ruiné l'élément. Nous ne trouverons plus de dictateur qui ne devienne vite un faquin. Il y a vingt ans, une illusion là-dessus pouvait être encore possible. L'Empire et la République ne la permettent plus. Rien ne peut sauver le pays que le pays lui-même, appelé à une activité régulière et universelle. Sur certains rivages, la mer seule peut se donner une digue assez puissante; elle fait cet ouvrage, s'il se trouve une tête qui étudie le mouvement des flots et leur livre les blocs à entasser. Il manque en France une intelligence plutôt qu'une main, un lien plutôt qu'un pouvoir, une probité plutôt qu'une force. C'est le contraire de la dictature, et ce serait la constitution de la République. Si nous le voulons, nous avons l'homme et le peuple et les aspirations et les souvenirs. La Providence nous a réservé et préparé tout ce qui est nécessaire à cette renovation.

Si la monarchie se pourra reconstituer un jour, soit dans la pureté de la conception chrétienne, soit dans la corruption chrétienne, soit dans la corruption païenne où elle était tombée, Dieu le sait. Les apparences sont qu'en bien il y aura mieux, qu'en mal il y aura pire. A mon avis, la question est entre *Pierre*, juge et pasteur universel des nations, ou pour mieux dire des familles chrétiennes, et *César*, maître unique du bétail humain; car, par une voie ou par une autre, rien n'empêchera le monde d'aller

à l'unité, et la terre sera un bercail ou sera un bagne. Mais ceci demeure voilé. Dieu se réserve pour un temps la connaissance des voies qu'il ouvre au choix de la liberté humaine.

Au milieu des ténèbres, Dieu jette les fondements de toutes choses, comme si sa miséricorde voulait ôter à la liberté humaine le funeste pouvoir de trop contrarier ses plans. Quelques-uns pouvaient prévoir qu'en réponse à l'orgueil de ce « siècle de lumière » si assuré de prendre un élan infini dans le progrès, Dieu donnerait, que l'on pardonne l'expression, un tour de clef et éteindrait le gaz, pour travailler lui-même et ouvrir une route où le monde n'aurait pas eu l'intention de se porter.

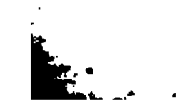
Humainement, c'était invraisemblable. Voilà néanmoins qui est fait avec cette puissance et cette logique suprêmes qui font soudain aboutir au même point les efforts les plus contradictoires de la passion, du caprice et de la sagesse des hommes dans tout l'orbe de l'univers. La nouvelle route s'ouvre inopinément sous le bélier des cataractes, au bruit des tonnerres, vaste, profonde et inconnue. Un monde finit, un monde commence, et cette fin est une suite, et cette suite, à certains égards, est un recommencement. La foule franchit ce seuil posé depuis toujours, ouvert seulement aujourd'hui. Elle entre, inquiète, pêle-mêle, poussée par une force qu'elle ignore, sans se connaître ni se désigner un guide, sans savoir où elle va. Avant qu'il se forme là dedans des princes, il se passera du temps. L'on dirait plutôt quels

princes y devront disparaître et quelles couronnes achèveront d'y sombrer.

Cette foule qui n'a point de chef élu, qui n'en gardera point qui existe, et qui probablement n'en élira point qui dure; cette foule grossissante et qui grossira jusqu'à ce qu'elle ait pris les dimensions du genre humain; cette foule qui a l'instinct confus de devenir un troupeau, c'est la Démocratie et elle va au baptême. Elle n'a pas vu finir sa nuit, ni sa course, ni ses combats; elle n'a pas laissé tomber dans les abîmes tout le périlleux bagage qu'elle rêve encore de conserver. Mais un jour, sur la montagne, apparaîtra le *pasteur*.

Il ne sera pas *élu*, il sera *reconnu*. Ce ne sera pas un empereur d'Allemagne ni un chef secret de la société souterraine : ce sera Moïse, et il donnera la loi; ce sera Pierre, et il donnera l'amour; ce sera Jésus-Christ, et il donnera la liberté. Les empereurs, les conquérants, les chefs de secte n'auront fait que rompre les barrières qui empêchaient la formation nouvelle de l'humanité et qui la retenaient savamment par groupes hostiles dans les entraves de la vieille erreur.

Ainsi se trouveront remplis tant de pressentiments obscurs de ce siècle, qui appellent par tant de voix discordantes un renouvellement de toutes choses et leur consommation dans l'unité. Prophéties de Balaam, faites pour tromper ceux qui les disent et ceux qui les écoutent, où tout est faux et où tout se trouvera vrai! Ils croyaient et ils annonçaient la gloire du règne de Pharaon, et ils ont tout préparé pour un



exode immense et incomparable, dont le terme ne peut être que la ruine de Pharaon et l'agrandissement du peuple de Dieu affranchi des idoles.

Il se peut que l'excès de nos afflictions et de notre décadence actuelle produise en moi cet excès et cette fièvre d'espérance qui semble rendre l'abondance de la vie aux malades désespérés. En écrivant, j'entends d'une oreille le clairon ennemi victorieux sur nos murailles, de l'autre, ce que dit la sédition dans la ville captive. Sur les gémissements de Jérusalem vaincue, j'entends dominer les chansons lascives de Ninive et les blasphèmes de Babylone. Je me souviens de l'orgueil de Rome, de l'endurcissement de son sénat refusant le baptême. Les barbares avaient déjà crevé les murs, et le sénat s'occupait encore d'assurer la continuation des fêtes et le maintien des dieux. Je me souviens de Byzance et de ses docteurs qui criaient : Plutôt le croissant! Hier, quand la capitulation se lisait au *Journal officiel*, devenu notre pilori, on lisait aussi des affiches de spectacle, et les comédiens *français*, à l'heure même où l'ennemi entrait dans les forts, amusaient un public prisonnier. Ils représentaient *les Jeux de l'Amour et du Hasard.* Je sais cela, et je voudrais ne le point savoir. Mais je sais aussi que la prière n'est pas éteinte dans la France, ni même dans Paris, et je ne peux pas croire ni de la France qu'elle veuille périr, ni de Dieu qu'il veuille l'abandonner. Une voix me crie que cette nation, incomparablement humiliée au milieu de l'abaissement moral du monde, marchera en avant de tous les peuples vers le meilleur avenir du genre humain,

et que, comme elle fut la première monarchie chrétienne, elle sera aussi, de rang et de date, la première des nouvelles républiques baptisées.

Que les révolutionnaires ne se hâtent point de me croire converti. Je suis contre eux comme je l'ai été toujours. Dans l'ordre des idées, je n'ai pour eux qu'un mépris absolu. Je les regarde comme des sauvages, simplement susceptibles d'éducation, respectables en ce seul point qu'ils sont hommes et qu'ils ont une âme immortelle. Ma république et la leur ne sont nullement la même chose et ne s'entendraient immédiatement sur rien. Immédiatement, notre république ne pourrait que les contenir, la leur ne pourrait que nous tuer. La nôtre sera établie contre la leur et la vaincra ; sinon ils triompheront, se dévoreront entre eux et achèveront de périr sous le bâton de César ou sous le pied de quelque peuple étranger ; car leur démence les séparera de Dieu et ils n'auront plus l'Eucharistie. *Finis Franciæ!* La France séparée du Christ sera plus effacée que la Pologne et l'Irlande. Ce ne sera pas seulement la fin, ce sera la mort ; et le chien maigre et le chacal qui ont habité les ruines de Babylone viendront hurler dans les cavernes qui seront le reste de Paris.

II

Mais Dieu a fait les nations guérissables. La France guérira, et la République sera son instrument. Cette république sera implantée par le clergé et par les restes les plus intelligents du parti monarchique ;

par elle les révolutionnaires eux-mêmes deviendront républicains. Les uns le seront à cause de leur droiture naturelle, qui leur fera reconnaître et accepter la réalité saisissable de l'ordre qu'ils cherchent dans la région des chimères; les autres le seront de force, en attendant l'habitude et l'éducation. La République aura des lois qu'ils devront respecter. Ce caveçon maîtrisera leur orgueil.

Ceci arrivera, parce que le canon prussien a tué le luxe probablement pour longtemps, et la centralisation, espérons-le, pour jamais. Il faut vivre de régime, payer des dettes, relever des murailles, rester chez soi, s'appliquer à produire du blé, du fer et des hommes. Il faut répandre la vie sociale partout pour que la patrie soit gardée partout, et que partout elle enfante le nécessaire et proscrive le stérile et le périlleux. Il faut, en un mot, restituer la France à elle-même, et qu'elle ne soit pas une seconde fois partout meurtrie et mourante pour avoir été frappée en un seul point. L'unique moyen d'obtenir ce résultat est de ressusciter la plus grande liberté possible des provinces.

Le soi-disant gouvernement de la défense nationale, sans consulter la France, a décrété la République une « et indivisible, » et le sieur Arago l'a écrit sur les murs avec la légende consacrée : Liberté, égalité, fraternité. C'était le cas d'ajouter : *et la mort!* Le privilége de la République « indivisible » est d'être du premier coup indivisiblement atteinte, blessée au cœur, abattue par l'étranger, ou surprise par la dictature. Il faut faire une république qui résiste mieux

ou au canon Krupp, ou aux torrents qui descendent instantanément de Belleville, et qui enflent tous les ruisseaux de Paris au point de leur faire emporter l'indivisibilité, la République et le reste.

Que la République donc soit établie de façon à garantir, avant tout et après tout, l'indivisibilité de la France.

III

J'oserai dire maintenant ce que l'on pourrait faire, non pas par un long travail et dans un long avenir, mais en quelques mots et en quelque sorte instantanément, pour réaliser la république de tout le monde.

Pour être plus court, plus clair et échapper à la tentation des développements, je formulerai en propositions aussi brèves que possible l'esquisse de la constitution d'une « république de tout le monde, » c'est-à-dire où chacun serait lié à chacun et aurait cependant son action, sa liberté et son autorité personnelle et collective. Je me contente d'établir comme notion générale que cette constitution rassemble les trois éléments que l'esprit révolutionnaire et antichrétien divise, désagrége et veut dissoudre.

Elle est démocratique à la base, monarchique au sommet, aristocratique partout, mais en un seul corps, sans division, sans solution de continuité, sans que l'on puisse dire où la démocratie finit, où l'aristocratie commence, où la monarchie s'isole et devient une chose à part.

La révolution travaille à tout réduire en poussière que le moindre vent emporte, et qui ne peut recevoir quelque consistance momentanée qu'à force d'y verser du sang. Or, ce sang lui-même fournit un ferment de haine et de division plus actif, sur lequel il faut enfin poser le poids permanent de la dictature ; et la dictature elle-même se dissout au contact de cette décomposition, et il n'y a plus qu'un détritus infect dans un tombeau crevé. Le néant vient perpétuellement dévorer la mort. La tranquille activité de la vie doit produire un résultat contraire. Elle prend la poussière, elle la fixe, elle en fait un sol qu'elle rend fécond et des blocs solides avec lesquels elle bâtit.

La liberté républicaine, c'est l'aristocratie. Il n'y a de liberté républicaine que là où n'existe pas le prolétaire, et où l'aristocrate, sans privilége politique de naissance, n'est devenu et ne demeure quelque chose que pour l'avoir mérité. L'aristocratie ne peut plus être un privilége personnel, elle est un grade que chacun peut acquérir et perdre ; mais ce grade temporaire et même éphémère doit être permanent pour les collectivités. On avise donc à créer des aristocraties collectives, toutes propriétaires et toutes agissantes, qui en même temps protégent, assistent et contiennent les individus. Ces aristocraties pacifiques, contentes à leur place dans la hiérarchie sacrée des indépendances, neutraliseront les aristocraties de nature et de situation qui voudraient entreprendre contre l'ordre public. Un homme intelligent et corrompu, un Catilina flatte la passion populaire, ourdit une conspiration, allume une sédition

et fait ou prépare l'empire. C'est le procédé moderne, comme ce fut le procédé ancien.

La graine d'empereur est semée par des chefs de populace, aristocrates révoltés contre un ordre qui importune leur orgueil et souvent leurs vices. Mirabeau a semé Bonaparte. L'aristocratie révolutionnaire du premier empire et de la Révolution a pris elle-même la dictature et l'a exercée contre la dignité et la liberté du peuple, enfoui dans les usines, dans l'impiété, dans le goût des jouissances les plus brutales et les plus trompeuses. Nous en recueillons maintenant les fruits.

Je crois volontiers à de grandes ignorances et à de nobles repentirs ; mais, depuis quarante ans, qui n'a pas préparé le succès des Allemands ! La révolution de 1848, œuvre plus indirecte d'une couche inférieure de la même aristocratie, a préparé le second empire, dont on attendait mieux, il est vrai. En réalité, le second empire est devenu et n'a été que la plus basse, la plus frauduleuse et la plus périlleuse des dictatures révolutionnaires. La révolution de 1870 en est née comme un champignon d'une pourriture, par la main d'une aristocratie comme toujours, encore plus inférieure sans doute, mais néanmoins encore aristocratie. Car les Blanqui, les Flourens, les Pyat et les Sapia sont aristocrates en leur lieu.

Il faut sortir de ce courant de mort, il faut en arracher le peuple. Ni César, ni Brutus, ni l'entremetteur qui les flatte, les sert et les trahit l'un et l'autre à son profit ! Pour les réduire tous à l'impuissance,

il n'y a qu'un moyen, c'est de les désarmer du prolétariat; et pour leur ôter le prolétariat, il faut l'abolir en l'*aristocratisant*. La République doit faire de la France une nation entièrement patricienne en même temps qu'entièrement militaire, et où chacun possède son champ comme son fusil.

Voici maintenant les formules :

I

Henry de Bourbon étant le chef de la plus illustre famille française, sous laquelle la France s'est agrandie, consolidée, refaite; qui a le plus sincèrement essayé la pratique des lois politiques modernes ; qui a présidé à nos plus constantes fortunes militaires, qui nous a donné notamment la Lorraine, l'Alsace et l'Algérie;

Ce prince étant à la fois le Français le plus innocent de nos malheurs, le plus éloigné de nos discordes, le plus noblement intéressé à en tarir la source, le moins homme de parti, celui autour de qui les opinions conservatrices, le sentiment national et les espérances d'une grande réparation peuvent plus noblement se réunir;

Sa probité personnelle éclatante, sa modération, sa longue et silencieuse étude de nos besoins, la gravité de ses mœurs, la constance avec laquelle il a dédaigné de poursuivre une fortune politique moins précieuse à ses yeux que la paix de sa conscience et l'honneur de son nom, nous donnant d'ailleurs toute garantie :

Henry de Bourbon est prié d'accepter la régence du peuple français obligé de se constituer à nouveau.

II

Le Régent convoquera une assemblée nationale constituante, élue par le suffrage universel.

A cette assemblée il pourra ajouter, avec égal droit de vote, le nombre de membres qu'il jugera nécessaire, par lui choisis entre les citoyens français que les passions de parti auraient écartés, ou qui ne se seraient pas offerts au scrutin.

III

Les bases morales de la constitution seront la religion, la famille, la propriété, la liberté.

Les bases politiques seront le suffrage universel, l'hérédité de la fonction suprême, la division du territoire en grandes agglomérations territoriales correspondant aux anciennes provinces.

Chaque province ou État s'administrera librement par ses élus, depuis la commune jusqu'à la subdivision départementale et jusqu'à la division provinciale ou État.

La province aura sa magistrature, son budget, sa milice, son université ou ses universités. Elle ne subira de contrôle que celui de l'assemblée générale, et sur les seuls points qui intéresseraient l'unité nationale.

IV

L'unité nationale sera maintenue par l'hérédité de la fonction suprême, présidentielle ou royale; par la cour suprême de justice, par l'assemblée générale ou états-généraux, mais plus encore par la force des choses; car le caractère même de la France se porte à l'unité, et la loi ici doit contenir plutôt que pousser.

V

L'assemblée générale est élue par l'assemblée provinciale, et chaque province y envoie le même nombre de députés. En font partie de droit et par le fait de leur fonction : l'archevêque, le chef de la milice, le magistrat principal de la province et les présidents de la cour suprême de justice. Tous ces fonctionnaires doivent d'ailleurs tenir quelque chose de l'élection ou directement ou par proposition.

Tout citoyen, dans la province, est éligible à l'assemblée générale.

VI

Tout Français est soldat et l'est toujours. C'est pourquoi aussi tout Français est électeur et éligible, et c'est pourquoi encore l'indépendance de l'État provincial est nécessaire. La nation tout entière devant être une armée, on ne peut exposer une pareille force à tomber dans les mains d'un parti de séditieux ou d'un prince conspirateur. Ce serait tenir la porte ou-

verte ou à la plus irrémédiable tyrannie ou à la plus irrémédiable anarchie. Il convient qu'un invincible élément de résistance se trouve toujours quelque part. Le lendemain du 4 septembre, il ne manquait pas de béats qui se réjouissaient de cette révolution faite sans un coup de fusil. Les coups de fusil sont venus néanmoins et du dedans et du dehors, et sans se faire attendre. Il nous faut un gouvernement que l'on ne puisse pas renverser et une constitution que l'on ne puisse pas changer « sans tirer un coup de fusil. »

VII

On est électeur à vingt-cinq ans, éligible à trente. Pour être électeur et éligible, il faut être chef de famille. Le célibataire doit payer un cens, à moins d'exemption prévue par la loi.

VIII

Le citoyen jouit de la liberté de tester.

IX

Liberté d'association religieuse et civile.

X

L'Église est pleinement libre et investie de toutes



les latitudes du droit commun. Elle a le droit de posséder, d'acquérir, d'hériter; elle a l'usage de son droit particulier, de ses tribunaux intérieurs. Elle jouit de la liberté d'association, de la liberté de la charité, de la liberté d'enseignement à tous les degrés. Elle a le droit de fonder des universités canoniques, une au moins par province. L'État ne se mêle en rien du gouvernement propre de l'Église.

Les propriétés de l'Eglise sont soumises aux charges communes, et elle devra, dans un temps et moyennant les dispositions transitoires nécessaires, subvenir aux dépenses du culte.

En raison du service public et gratuit qu'ils font comme hospitaliers, instituteurs et chargés du culte, et pour honorer la religion, les hommes engagés dans les ordres sacrés et liés par les vœux sont dispensés du service militaire. Ils en reprennent l'obligation lorsqu'ils rentrent dans la vie laïque, et sont alors privés de la plénitude du droit électoral, comme célibataires perpétuels.

XI

Les corporations ouvrières existent de droit; elles choisissent leurs officiers, font leurs règlements et exercent leur police intérieure.

XII

La commune et la corporation sont nécessairement propriétaires, et la loi les oblige d'avoir, partie en



XIII

... chef de tout l'État ... par ordre de ... ministres, propose les ... arrêts de justice et ... magistrature, et les ... juges de paix sont signés ... son effigie.

... que l'assemblée générale ...

XIV

... étant un pays chrétien, la ... observation générale du dimanche ... de l'utilité sociale si reconnue ... que pour rendre hommage à Dieu ... imposée.

XV

... constitution étant votée l'Assemblée priera ... de Bourbon d'accepter pour lui et ses descendants en ligne directe ou par adoption, la fonction suprême de la France, ou plutôt *des Francs*, ... laissant le droit de choisir le titre de président



ou celui de roi et de se faire sacrer à Reims ou à Saint-Jean-de-Latran.

Elle lui laissera aussi le choix du drapeau, et il serait à souhaiter que ce ne fût ni le drapeau blanc, ni le drapeau tricolore, mais pour longtemps au moins le drapeau du deuil et de l'espérance, noir avec la croix de sang.

CXXXII

2 février.

A M. LE DIRECTEUR DU *Paris-Journal*.

Monsieur,

Je vous demande pardon, mais j'ai cru que vous aviez voulu « lancer » ma candidature, uniquement pour essayer votre pouvoir sur l'opinion, en permettant qu'on lui proposât chez vous un nom si totalement impopulaire. On m'assure que vous le faites à bon dessein. J'ai alors le devoir, tout en vous remerciant, de dire que je n'y consens point.

Je n'ai jamais sollicité le mandat électoral, je ne pense pas que je le sollicite jamais ; et dans aucun cas, je ne voudrais le solliciter ni l'accepter de Paris.

Je n'ai pas ce qu'il faut pour représenter Paris, et Paris n'a pas ce qu'il faut pour que je le représente. L'incompatibilité est absolue. Je ne désirerais me



Ils ont un peu pâli dans les fatigues de la suprême puissance. Paris, pour le moment, semble rebuté d'eux jusqu'au dégoût ; mais ce sont ses hommes. Pour moi, s'il était permis de s'accorder une vengeance, même légitime, je les lui laisserais.

Je les enverrais tous à l'assemblée de Bordeaux, et j'y ajouterais, pour parfaire les 43, tous les appendices qu'ils se sont donnés, ou qui leur ont poussé par la vertu propre de leur séve : Dréo, Durier, Laurier, Lavertujon, Mottu, Cadet, Melliet, le vieil Étienne, le jeune Flourens, l'illustre Bonvalet, Greppo, s'il vit encore, enfin j'en mettrais 43. Je voudrais que la province pût voir et entendre tout ce qu'ils produisent, tout ce qu'ils déterrent, tout ce qu'ils sèment, et qu'à la tête de cette cohorte ils signassent glorieusement la capitulation qu'ils ont eu le talent de conclure avec la Prusse et d'imposer à la France.

Mais ma conscience ne me permettant pas une satisfaction qui, d'un autre côté, profanerait le suffrage universel, dont j'espère dans l'avenir un autre emploi, ne voulant pas non plus ajouter l'atrocité d'un tel comique aux mortelles douleurs que nous souffrons, je m'abstiens.

Je pourrais trouver à Paris quarante-trois hommes notoires de la nuance révolutionnaire la plus avancée ; j'irais même jusqu'à cinquante et au-delà. Il y a sur le pavé assez de maires, d'adjoints et de commissaires du 4 septembre ; il y a les rédactions du *Combat* et de la *Patrie en danger*, le fonds inépuisable des clubs et des comités de défense, et Troubat, et Verlet, et cent

autres qui ont écrit, parlé, affiché : tous gens de passé et d'avenir parisien. Quarante-trois hommes d'un autre ordre, unis dans une pensée pratique de conservation, de reconstruction et de liberté, ils y sont sans doute ; mais je ne les connais pas, ils ne se connaissent pas, Paris ne les connaît pas et ne les accepterait pas. C'est là que nous en sommes, et c'est là notre plus grand malheur, peut-être irrémédiable.

J'aurais au surplus beaucoup d'hésitation et de peine à leur conseiller d'accepter un mandat qui n'est au fond qu'un leurre. En réalité, la paix est faite par le gouvernement ; seulement, il répugne à la signer. Il a fait la paix comme il a fait la guerre. Pour l'une comme pour l'autre, il veut un couvercle. C'est le rôle que l'Assemblée doit remplir, et il a pris ses mesures pour cela. La paix couverte, il essaiera d'obtenir de l'Assemblée qu'elle couvre encore la guerre, c'est-à-dire qu'elle le conserve et laisse en ses mains le butin, j'allais dire le mouchoir, qu'il a *fait* le 4 septembre. Je n'y ai aucun intérêt, et je ne vois personne en France, hormis ses héritiers, qui puisse y gagner quelque chose.

Il y a toutes sortes de choses à dire contre l'abstention ; mais comment agir lorsqu'on ne sait quel parti prendre, lorsqu'il faut en hâte, à l'aveugle, sans conseil, sans ressource, se résoudre à une action dont le résultat peut être désastreux ? Si toute la France, en cette occasion, savait s'abstenir, ce serait une très-grande action. *Il est trop tard!* Hélas ! c'est depuis longtemps, et ce sera longtemps le mot de la fin et le mot du commencement de toutes nos aventures.

Quant à moi, pour mon compte particulier, sans désapprouver ceux qui feront autrement, je m'abstiens. Même en province, je crois que je m'abstiendrais. A Paris, je n'hésite pas. Captif, je prends le bénéfice amer de ma captivité. Je me délivre de signer cette paix.

Je paierai, je porterai humblement mon titre de Français, dont j'étais trop fier, et je jette mon vote oisif à côté des faisceaux de nos soldats prisonniers. O larmes! qui eût prédit que vous sortiriez de nos yeux quand nous avions encore du sang dans les veines? Ceux mêmes qui s'attendaient aux plus redoutables éclats de la colère divine n'auraient pas prévu que ce serait une telle dérision et ne l'auraient pas voulu croire!

CXXXIII

4 février.

LE *Mot d'ordre* DE M. ROCHEFORT.

M. Rochefort sut généralement plaire après la nuit du 31 octobre, à l'Hôtel de Ville, où le gouvernement et le peuple manquèrent également de tenue. C'est là qu'eut lieu ce grand négoce de giffles et de coups de souliers, tandis que le vin des caves était incorrectement répandu sur les tapis et tentures des salons. Tapoté comme gouvernement par les Bellevillois de Floureus, tripoté comme peuple par les

Bretons de Trochu, M. Rochefort quitta du même coup le double rôle qui lui valait double ration de taloches. Il se fit canonnier pour se tirer du bruit. Cette retraite fut louée. Elle parut le trait d'un loyal garçon d'esprit, résolu de ne pas se fourvoyer davantage en des ribotes où l'on finit par se fausser la conscience et qui finissent par vous casser les reins.

Mais les gens d'esprit ne sont pas exempts de la faiblesse commune; et la faiblesse commune, en ce temps, est de ne pas savoir garder les bonnes positions. Voilà M. Rochefort qui reparaît comme lanternier, sans avoir pris le loisir de faire parler de lui comme canonnier. Vraisemblablement, le tube d'oie est son fait plutôt que le tube de bronze. Ce n'est pas crime. Seulement, pourquoi prendre cette façon militaire et s'amuser à jeter le *Mot d'ordre*, lorsqu'on se sent né pour couler le *mot de passe?*

Oubliant qu'il fut membre d'un gouvernement occupé surtout de trouver le mot de passe, M. Rochefort veut uniquement se souvenir d'avoir été militaire et canonnier durant une période où tant de besogne fut donnée aux autres militaires et aux autres canonniers. Il lance fièrement son mot d'ordre : *Allons, enfants de la Patrie !* Mais cette fanfare, étant tardive, devient triste.

Or, le mot d'ordre est de tuer tous les tyrans! Hélas! canonnier, les tyrans se tiennent derrière les murailles que votre canon n'a pas enfoncées. Avec quoi tuer les tyrans, quand les armes sont rendues? Si vous parlez de les tuer à coups d'épingle et de bec de plume, c'est ironique, mais inopportun; si vous

parlez de les tuer à coups de poignard, ce n'est pas sérieux; et si c'était sérieux, ce ne serait pas gentil.

M. Rochefort a des besoins particuliers. Formé par la nature pour des œuvres absolument faciles, il a pris un personnage lugubre qui l'oblige, comme feu Baudelaire, à « ruisseler d'inouïsme. » Certainement il ne s'y épargne pas. Il a l'air maintenant d'être la photographie de ses photographies, où il pose en fendeur d'hommes. Mais au fond, n'étant pas du métier, il manque ses effets.

Chez nous autres, benêts de cléricaux, tous les jours tombent de la lune, par un trou qu'ils y ont pratiqué, de hardis libres-penseurs qui nous demandent de les aider à rentrer dans la droite voie, en payant leurs dettes. Ils attestent sur l'honneur qu'ayant une grenouille en garde, ils l'ont mangée, et que, s'ils ne peuvent la rendre, ils se brûleront la cervelle. L'expérience nous apprend que ces garçons-là ne restituent jamais la grenouille et jamais n'attentent à leurs jours. Semblablement, nous savons que ceux qui exhortent tout le monde à tuer les rois ne tuent jamais les rois.

Connu!

Il y a une école de tueurs de rois. Mazzini en est le chef; parmi les professeurs, M. Pyat se distingue, et M. Hugo s'est mis en bon rang. Aucun n'a rien fait de sa main; tous sont plus ou moins amnistiés. Les rois paraissent avoir assez trouvé leur compte à la manie bavarde de ces théoriciens personnellement inoffensifs. Ils ont beaucoup plus exploité le régicide que le régicide ne les a touchés.

Donne-t-on aussi des consultations particulières? Fournit-on des poignards et procure-t-on des passeports et des frais de route aux gens de bonne volonté?

Un homme qui a été tiers, ou dixième, ou treizième de tyran, comme M. Rochefort, dans quelle proportion doit-on le tuer? Faut-il le tuer treize fois, ou ne le tuer qu'au treizième? Nous parions que notre frivole lanternier n'a pas étudié ces questions importantes.

Supposé qu'un lecteur du *Mot d'ordre* s'en allât demain aux avant-postes avec l'intention de tuer un ou plusieurs tyrans, et que, la chose étant mal prise, il nous en coûtat quelques milliards de plus, M. Rochefort s'engage-t-il à faire les frais?

Il est *ruisselant d'inouïsme*, à la bonne heure! Et il embellit Paris et la République française d'une immortelle auréole, nous le voulons bien! Mais en somme, comme les Allemands sont des gens pleins de science et de gravité, qui méditent leurs desseins, qui savent ce qu'ils font et qui excellent à tirer parti de tout, c'est une chose un peu ennuyeuse de leur laisser voir que l'enfant et le joyau de Paris, notre lanternier, notre député, notre petit dernier, notre Rochefort enfin, ne fut qu'un canonnier silencieux et n'est qu'un régicide futile.

Pendant qu'il ne tirait pas le canon, le terrible enfant n'a pas même réfléchi : et il croit qu'il suffit de faire un journal à tuer les rois pour que tout se remette en bon chemin dans le monde!

Quelle jolie figure cette troisième république nous fait faire parmi le genre humain!

sayer de traiter, il était bien tard. Nous n'avions plus de farine que pour dix jours, et nous savions que la dévastation du pays rendait le ravitaillement tout à fait incertain. Ceux qui se lèvent aujourd'hui contre nous ne connaîtront jamais les angoisses qui nous agitaient.

Il fallait cependant les cacher, aborder l'ennemi avec résolution, paraître prêts à combattre et munis de vivres.

Ce que nous voulions, le voici :

Avant tout, n'usurper aucun droit. A la France seule appartient celui de disposer d'elle-même. Nous avons voulu le lui réserver. Il a fallu de longues luttes pour obtenir la reconnaissance de sa souveraineté. Elle est le point le plus important de notre traité.

Nous avons conservé à la garde nationale sa liberté et ses armes.

Si, malgré nos efforts, nous n'avons pu soustraire l'armée et la garde mobile aux lois rigoureuses de la guerre, au moins les avons-nous sauvées de la captivité en Allemagne et de l'internement dans un camp retranché, sous les fusils prussiens.

On nous reproche de n'avoir pas consulté la délégation de Bordeaux ! On oublie que nous étions enfermés dans un cercle de fer que nous ne pouvions briser.

On oublie, d'ailleurs, que chaque jour rendait plus probable la terrible catastrophe de la famine, et, cependant, nous avons disputé le terrain pied à pied, pendant six jours, alors que la population de Paris ignorait et devait ignorer sa situation véritable, et qu'entraînée par une généreuse ardeur elle demandait à combattre.

Nous avons donc cédé à une nécessité fatale.

Nous avons, pour la convocation de l'Assemblée, stipulé un armistice, alors que les armées qui pouvaient nous venir en aide étaient refoulées loin de nous.

Une seule tenait encore, nous le croyions du moins. La Prusse a exigé la reddition de Belfort Nous l'avons refusée, et, par là même, pour protéger la place, nous avons pour quelques jours réservé la liberté d'action de son armée de secours. Mais, ce que nous ignorions, il était trop tard. Coupé en deux par les armées allemandes, Bourbaki, malgré son hé-

roïsme, ne pouvait plus résister, et, après l'acte de généreux désespoir auquel il s'abandonnait, sa troupe était forcée de passer la frontière.

La convention du 28 janvier n'a donc compromis aucun intérêt, et Paris seul a été sacrifié.

Il ne murmure pas. Il rend hommage à la vaillance de ceux qui ont combattu loin de lui pour le secourir. Il n'accuse pas même celui qui est aujourd'hui si injuste et si téméraire, M. le ministre de la guerre qui a arrêté le général Chanzy voulant marcher au secours de Paris, et lui a donné l'ordre de se retirer derrière la Mayenne.

Non! tout était inutile, et nous devions succomber. Mais notre honneur est debout, et nous ne souffrirons pas qu'on y touche.

Nous avons appelé la France à élire librement une Assemblée, qui, dans cette crise suprême, fera connaître sa volonté.

Nous ne reconnaissons à personne le droit de lui en imposer une, ni pour la paix ni pour la guerre.

Une nation attaquée par un ennemi puissant lutte jusqu'à la dernière extrémité; mais elle est toujours juge de l'heure à laquelle la résistance cesse d'être possible.

C'est ce que dira le pays consulté sur son sort.

Pour que son vœu s'impose à tous comme une loi respectée, il faut qu'il soit l'expression souveraine du libre suffrage de tous. Or, nous n'admettons pas qu'on puisse imposer à ce suffrage des restrictions arbitraires.

Nous avons combattu l'Empire et ses pratiques; nous n'entendons pas les recommencer en instituant des candidatures officielles par voie d'élimination.

Que de grandes fautes aient été commises, que de lourdes responsabilités en dérivent, rien n'est plus vrai; mais le malheur de la patrie efface tout sous son niveau; et, d'ailleurs, en nous rabaissant au rôle d'hommes de parti pour proscrire nos anciens adversaires, nous aurions la douleur et la honte de frapper ceux qui combattent et versent leur sang à nos côtés.

Se souvenir des dissensions passées quand l'ennemi foule notre sol ensanglanté, c'est rapetisser par ses rancunes la

grande œuvre de la délivrance de la patrie. Nous mettons les principes au-dessus de ces expédients.

Nous ne voulons pas que le premier décret de convocation de l'Assemblée républicaine en 1871 soit un acte de défiance contre les électeurs.

A eux appartient la souveraineté ; qu'ils l'exercent sans faiblesse, et la patrie pourra être sauvée.

Le gouvernement de la défense nationale repousse donc et annule au besoin le décret illégalement rendu par la délégation de Bordeaux, et il appelle tous les Français à voter, sans catégories, pour les représentants qui leur paraîtront les plus dignes de défendre la France.

Vive la République ! vive la France.

Paris, le 4 février 1871.

Les membres du gouvernement.

Général Trochu, Jules Favre, etc.

Ce serait une cruauté inutile de répondre à la partie personnelle de la proclamation du gouvernement. Le crime du faquin à qui il a livré la France et qu'il appelle « monsieur le ministre de la guerre, » se couvre mieux que ses doléances sur les infirmités humaines, et le défend même contre ses justifications. Il plaide, et il plaide mal. Mais comme il montre en même temps un certain sentiment de son devoir et une certaine résolution de le remplir, il ne s'agit pas pour lui de plaider ni pour nous de juger : il s'agit pour lui de se défendre, et pour nous, hélas ! de le soutenir.

La destinée de ces hommes aura été de vivre du péril perpétuel et terrible où leur présomption nous a engagés, et où leur perpétuelle et terrible incapacité nous a maintenus. Et nous, malheureux peuple.

tombés dans les rixes de ces séditieux aussi incapables de piété envers la patrie qu'envers Dieu, nous voilà disputés comme un vil butin, nous cherchant un maître, n'en trouvant pas, réduits à faire des vœux pour ceux qui veulent bien au moins nous laisser notre peau. La sauverons-nous, notre peau? C'est là la question.

Et l'ennemi est là qui regarde! Il songe qu'après tout il n'a pas entrepris une si grosse affaire, qu'il pourrait se décharger du poids de ses armes, et qu'étant venu avec tant de canons, maintenant, pour emmener en sécurité son butin, il n'a plus besoin que du fouet!

Donc, « monsieur le ministre de la guerre, » citoyen Gambetta, fait bande à part. En vertu de l'élection d'un faubourg de Paris qui l'a fait député, il exclut de la vie civile quiconque est suspect de ne point penser comme lui! Et ce trait de folie parait tout simple, et ne l'empèche pas d'avoir une armée. Au contraire!

Quantité d'honnêtes gens débitent avec une gravité parfaite quantité d'emphases sur le degré de sagesse, de liberté, de perfection, de splendeur où la société humaine a su s'élever, notamment en France; ils font sentir la nécessité de conserver précieusement le principe de séparation entre l'homme et Dieu, qu'ils regardent comme la source de tout bien : Séparons-nous de Dieu; par là seulement nous serons unis entre nous! Tous les murs de Paris, à l'heure qu'il est, clabaudent cette sentence. Il en est une autre qui vient de plus haut et qui se vérifie davantage. Tout

homme qui se divise de Dieu se divise des hommes, et tout ROYAUME DIVISÉ PÉRIRA.

Il faut espérer néanmoins. La France ne veut pas cesser d'être, elle ne perdra pas universellement le fruit de ces leçons terribles. Le bon sens qui l'éclaire aux moments suprêmes lui imposera l'effort nécessaire pour se sauver. L'effort est plus difficile à tenter qu'à accomplir.

Dans ce flot d'ignominie qui se gonfle pour la submerger, il y a beaucoup d'écume. Qu'elle tienne ferme, qu'elle ne fuie pas : le flot se dissoudra au premier choc, et peut-être avant le choc. Contre M. Gambetta, c'est encore assez de M. Favre et de M. Picard, pourvu qu'ils ne perdent pas le temps à verser des larmes et à nous célébrer leurs vertus.

On leur demande de faire tête à la sédition gambettine si elle se dresse dans Paris et de ne pas souffrir qu'elle en ouvre les portes avant l'heure. Puisqu'ils ont en garde ce qui nous reste d'honneur et de vie, qu'au moins ils ne l'abandonnent pas.

Qu'ils ne se laissent rien arracher par le seul rugissement des tigres frelatés dont ils ont augmenté et enhardi la foule. Ces tigres sont en même temps des punaises; le balai peut suffire à les repousser assez loin. C'est tout ce qu'il faut maintenant. Ensuite la France avisera. Elle aura le droit d'être sévère ; mais, mieux inspirée, elle sera clémente.

M. Gambetta a eu une idée excellente à reprendre contre lui ; seulement il en faut réserver l'exécution à la France.

Certainement le moyen de préparer et d'assurer

CXXXV

6 février.

LE CARNAVAL ÉLECTORAL.

Le jour de la défaite n'est pas le plus dur, il appartient aux morts. L'horrible jour, c'est le lendemain ; il appartient aux bêtes de proie.

Les morts sont couchés dans la pourpre du sang et dans la majesté du silence, entourés des douleurs sacrées. Sur eux coulent les larmes de la famille et de la patrie. La famille est fière, la patrie n'est point humiliée. Leurs larmes sont un baume qui conservera ces cadavres augustes, une rosée qui fécondera ces semences bénies. Dieu verse la vigueur de l'espérance dans la plaie des expiations acceptées. Semblable à la fumée de l'encens, le parfum du sacrifice monte vers le ciel ; la vertu de l'expiation dissout le poids du péché ; les cœurs déchirés se remplissent de ce même arôme d'immortalité qui descend au fond des blessures mortelles. Entre les vivants et les morts s'échange un serment sublime de se communiquer la grande vie, de se garder la grande gloire, de renaître et de durer par l'âme consolée de la patrie. Une auréole se forme des vapeurs du noble sang militaire, elle éclaire l'avenir d'un rayon de victoire, et le champ de bataille exhale les odeurs saines du pressoir et de la moisson.

main, voilà le poids et l'horreur de la mort ! Voilà le poids et l'horreur de la mort ! Voilà ... eau, du chacal et du ver qui se portent ... volant, rôdant, rampant, ils accourent à la curée impie. Ils viennent, accompa... aux qui dépouillent les morts, pleureurs, ... parasites de funérailles, insulteurs ... particulièrement lorsqu'ils louent. Chiens et ... et mendiants effrontés, à présent vous ... le chemin du combat et vous avez connu ... festin !

... commencent le pillage sacrilége, ils se disputent ... proie sainte, maintenant avilie. Tout à l'heure ... ait la chair du sacrifice : ils l'ont touchée, et ... se décompose au contact de leur dent. O morts, ... nos fils, nos neveux et nos frères, ô force et fleur et ... amour de la patrie, n'êtes-vous tombés que pour ... ces hordes et engraisser cette vermine !

... l'Église empruntait diverses paroles de David ... et pénitent : « Les angoisses de la mort m'ont environné, les douleurs de la mort m'ont investi. — Du fond de l'abîme, j'ai crié vers vous, Seigneur ; écoutez la voix de ma prière. Si vous exigez un compte sévère de nos iniquités, qui pourra subsister devant vous ? — Je suis humilié profondément, Seigneur. Rendez moi la vie selon votre promesse : aidez-moi, et je serai sauvé. » Hélas ! ...naissons-nous.

... murs sont abandonnés, l'ennemi habite sur les ... de nos morts, la famine dévore nos enfants ... les berceaux, et Paris baise la main de l'étranger

qui lui envoie du pain : *Circumdederunt me gemitus mortis, dolores inferni circumdederunt me!* Mais ce n'est rien encore. Ce Paris qui reçoit l'aumône de Londres, et qui apprend que ses vainqueurs rappellent au respect de la liberté les dictateurs auxquels il a livré la France et s'est livré lui-même (1); ce Paris, rongé de faim, noyé de boue, flagellé de défaites, se livre au carnaval électoral comme au temps insolent de ses prospérités. Il voit avec le même amusement morne s'étaler par les rues la mascarade électorale toujours la même: *Humiliatus sum usquequaque!*

Non, l'humiliation d'être foulé, piétiné, absolument livré au bon plaisir de la multitude cynique et imbécile ; le supplice atroce de se sentir mort sur la fange et ridicule dans la mort, ne saurait être plus formidable que ne le goûte en ce moment le Français condamné à lire les affiches électorales de Paris ! Qui veut connaître le poids de ce rouleau de la honte, plus lourd que la machine à broyer le macadam ; qui veut être broyé dans son intelligence, dans sa fierté, dans son espérance dernière de voir relever la patrie; qui veut comprendre comment le caillou à charger la fronde peut devenir poussière, et cette poussière, pâte dure et stérile, uniquement bonne à faciliter le va-et-vient des omnibus, qu'il lise ces affiches : il verra ce que la meule unitaire a fait de nous, et combien toute hauteur, et tout caractère d'âme, de cœur et d'esprit ont déjà disparu.

(1) M. de Bismark venait d'écrire officiellement à Gambetta pour lui enjoindre de ne pas gêner la liberté des élections.

Nous restons quelques-uns qui rêvons encore de faire une France patricienne, un pays qui produirait des hommes, des libertés, des originalités. Nous sommes loin de compte! Et ils parlent tant eux-mêmes de l'indépendance de la pensée! L'indépendance, ils croient peut-être l'obtenir; mais la pensée, ils ne l'ont pas, et rien de ce qu'ils font voir n'en offre une trace quelconque. Ils portent tous l'effigie ou plutôt le stigmate du même lieu commun, ils mettent tous le même empressement à s'aplatir sous le rouleau et à laisser passer l'omnibus.

Tous se proclament républicains, principalement ceux qui savent le moins déguiser qu'ils ne le sont pas : aucun ne laisse supposer qu'il se soit formé une conception praticable de la République. Les plus sincères ont pris une couleur, ils n'ont pu s'élever à un principe. Presque tous se proclament républicains parce que le suffrage universel semble l'être, ou se laisse persuader qu'il l'est, sans se soucier le moins du monde d'en connaître les conditions et surtout les devoirs. Que leur importe! Ils flattent ce maître qui fait le député.

Ils se réunissent par bandes; ils font des *pique-nique* où chacun apporte sa médaille effacée et la jette dans le sac commun, sans y regarder et sans qu'on y regarde. Ils se mettent ensemble, bleu, rouge et blanc, pour attraper où ils pourront les suffrages bleus, rouges et blancs, et former ainsi leur pâte où roulera l'omnibus. Et la pâte deviendra aussi dure et aussi stérile que les consciences qui l'ont formée. Beau et ferme piédestal de la République! Mais gare



la pluie! Un jour de pluie, et l'omnibus s'embourbera; l'idole s'enfoncera dans la boue.

Que dire, et n'est-ce pas pour désespérer? Dans ces fricassées, il y a aussi des catholiques. Des catholiques s'offrent à porter l'idole! Et ce sont les mêmes qui applaudissaient notre malheureux Montalembert, quand sa passion maladive le réduisait à déclamer contre « l'idole du Vatican? » Avec M. Quinet, avec M. Hugó et avec je ne sais quoi et je ne sais qui, ils veulent bien porter l'idole République, fabriquée de je ne sais quoi, par je ne sais qui. On est tenté de se demander comment Dieu même saurait s'y prendre pour faire quelque chose de ce peuple.

Mais l'Eglise demeure, elle prie, et Dieu garde la vie aux ossements de ceux qui ont voulu mourir pour la justice et pour la vérité. Cette chair est la proie de la mort. Elle périra, elle sera dissoute, et la vie renaîtra des ossements des fidèles et des martyrs, parce qu'ayant invoqué la justice divine, la vie est restée en eux.

CXXXVI

9 février.

CE QUI ARRIVE QUAND LES DOGMES FINISSENT.

Encore un mot sur le carnaval électoral de Paris. Il finira demain, Dieu soit loué! et l'on peut espérer que l'ignominie particulière dont il est empreint ne



chrétien peut en accepter un autre et se tenir à un juste milieu comme ils disaient, entre le culte de ses devoirs et le culte de ses penchants.

Ils ont donc vaincu dans la mesure humaine. Le vieux dogme générateur et conservateur est frappé de la stérilité où ils pouvaient le réduire; le jeune dogme de progrès et de liberté a reçu la fécondité qu'ils pouvaient lui communiquer, et voici que leur Paris possède toute la liberté de langue qu'ils ont jamais pu rêver. L'immense cité ne renferme pas un citoyen (sauf les repris de justice, et encore!) qui ne se trouve en passe de devenir législateur et qui ne soit en droit de dire sa pensée. Que disent-ils, ces citoyens, en cette heure faite pour inspirer toute éloquence? Ecoutons la parole et la pensée publiques.

La parole publique dénonce d'abord une chose : c'est qu'il n'y a point de pensée publique; et ce grand tapage prouve en premier lieu que ce grand peuple ne pense pas.

Il n'a point de pensée, il n'a que des désirs, et tous ses désirs se réduisent à deux, partout les mêmes : le désir d'avoir un maître, et le désir de ne lui obéir pas. L'unique différence est sur le choix du maître : chacun voudrait être ce maître, ou du moins le choisir dans sa couleur et lui soumettre tout, excepté soi-même. Mais le désir de faire un maître est enveloppé de tant de voiles républicains, qu'il est évident que ce grand peuple se ment en masse, et que chacun en particulier redoute fort de se compromettre devant la chose réputée populaire, qui est la République.

Et il est évident aussi que cette chose uniquement populaire est précisément la chose dont personne ne veut, attendu que chacun ne la veut qu'à sa manière. Autre, elle fait peur et horreur à chacun. Une forme de république qui garantirait pour chacun la somme de liberté possible, qui n'opprimerait rien de juste, qui ne détruirait rien de bon, qui réaliserait dans la liberté la condition inévitable de l'ordre, laquelle est d'établir des rangs, cette république de tout le monde serait, à Paris, exécrée de tout le monde ; et la raison en est qu'elle ne laisserait pas Paris à la tête du monde. Paris veut régner. Il s'en trouve seul digne. Chacun dans Paris se dit : Je suis Paris, ou du moins je veux prendre Paris.

Il est certain que Paris, au dedans de l'enceinte, peut toujours être pris par quelques uhlans. Depuis un siècle, cela s'est fait maintes fois, et qui prend Paris prend la France. C'est aussi le secret de la perdre, l'expérience aussi l'a prouvé. Mais cette expérience-là est non avenue.

Cependant un besoin impérieux et quasi bestial de l'ordre matériel domine tout en ce moment. Paris privé d'huîtres, de foie gras et de cafés chantants, privé d'étrangers, de provinciaux et de législateurs, réduit aux « matinées littéraires » et au pain de paille, éclairé à l'huile de pétrole, gardé par les sergents bonasses de Kératry, ce n'est plus Paris. Il y faut un vrai préfet de police, ce qui implique un vrai maître. On peut vivre sans culte et sans Dieu, non pas sans préfet de police, donc, non pas sans maître. De là cette quantité de militaires que l'on voit sur toutes

les listes, même les plus rouges. Les gens d'armes sont gens d'ordre, prenons-en, il en faut! Pyat et Rochefort, ennemis de Dieu, ennemis l'un de l'autre et ennemis des rois, iraient s'embrasser devant l'autel de Notre-Dame, si c'était le moyen pour Pyat de régner sur Paris et sur Rochefort, et pour Rochefort de régner sur Paris et sur Pyat. Rochefort réciterait son sonnet à la Vierge qui obtint l'églantine de laiton aux Jeux floraux ; Pyat réciterait toutes les prières qu'il sut jusqu'à l'âge de quinze ans, lorsqu'il était le petit saint de Vierzon.

Quant aux idées, il n'y en a point nulle part. Pas plus de nouveau chez M. Dufaure que chez M. Rochefort. M. Dufaure est plus nouvellement républicain, mais il n'a point d'idées nouvelles. Pas une miette de pensée à mettre sous la dent très-affamée de l'intelligence humaine ! Les coryphées des principaux groupes sont ici maître Brid'oison, là M. La Palisse, là le rude vieux citoyen Lantimèche, républicain d'avant l'avant-veille. Et tous ces vénérables, vingt fois enterrés, vingt fois héritiers d'eux-mêmes, disent ce qu'ils ont toujours dit : Liberté ! — Ordre et liberté ! — Liberté, égalité, fraternité ! — Et la mort ! !

C'est le langage de leurs pères de 89, de 92, de 93, de leurs neveux de 1830, de leurs petits-fils de 1848. Ils sont sortis de la fosse en 1870 pour redire et refaire tout ce qu'ils ont tant redit et refait; ils n'en savent pas plus long, ils n'ont rien appris et rien oublié.

Rien, rien, rien ! L'omnibus sur le macadam, le lieu commun roulant sans obstacle sur la platitude universelle !

Et combien de ces républicains terribles aspirent à réintégrer leurs bras maigres dans les souquenilles d'un sénat quelconque!

Quant aux corybantes isolés, ceux qui font cavalier seul, c'est parmi eux que l'on rencontre ordinairement les originalités ou du moins les excentricités. Cette fois, point d'originalité par là non plus. Tout ce qu'ils disent est solennel et sot comme en temps ordinaire. On peut le résumer par ce discours, que pas un n'a l'esprit de faire aussi bref : « Citoyens, nous « désirons tous ardemment que cela finisse et que « cela recommence : nommez-moi. Je crois modeste- « ment que j'en suis *susceptible.* » Quant aux titres, l'un est ouvrier bijoutier, l'autre est maître graveur, l'autre sergent-major, l'autre a cassé un réverbère; quantité d'autres sont « publicistes. » Il y a des fils de leur père, des neveux de leur oncle. Le citoyen Miot allègue la vigueur de sa santé dans l'âge mûr; le citoyen Coquerel, ministre interlope du saint évangile, sa qualité de républicain. Que de gens propres à ne pas faire leur métier!

Il convient néanmoins de mettre à part le citoyen Coquerel. Son affiche rappelle celle du fameux Battur, de 1848 : *Nommons Battur!* Elle se borne à ces deux mots :

CANDIDAT RÉPUBLICAIN.

COQUEREL

Ce *Coquorico* ou ce *Coquerelico* chante sur tous les murs, retentit merveilleusement. O candidat Coque-

rel, républicain Coquerel ! vous me dénoncez dans les clubs, et moi je vous donne la palme de l'originalité. Il n'y a rien de plus drôle pour le moment à Paris. *Coquerelicooo !!!*

Cette orgie dans une maison mortuaire, cette fanfare de Gambetta qui retentit de l'autre côté du mur, cette voix obéie du chancelier prussien qui interprète souverainement la loi sacrée (1), et ces impudences et ces impertinences et ces outrecuidances qui baissent la tête, mais qui ne baissent pas de ton...

Que cela explique bien l'impiété de ce département du Midi, qui après le 2 décembre voulait voter à Napoléon *un balai d'or !* Et Napoléon fut à son tour la meilleure des républiques et à son tour la République balaya ce balai, et le tombereau a tout avalé, balai, balayeur et balayure !

Mais les dogmes ont fini, et le citoyen Coquerel fait entendre son coquorico, prélude éclatant d'un renouvellement de matière à balayer.

CXXXVII

7 février.

DEUX MORTS : MONSEIGNEUR DONEY ET LE P. HERMANN.

Nous recevons deux nouvelles très-douloureuses.

1. Une dépêche impérieuse de M. de Bismark avait eu raison des prétentions de M. Gambetta qui voulait faire lui-même l'Assemblée.

Mgr Doney, évêque de Montauban, est mort dans sa ville épiscopale le 10 janvier. Malgré son grand âge et en dépit de la plus chétive santé, le zèle de l'obéissance l'avait amené au Concile. Il y resta quasi jusqu'à la fin, souffrant et patient, ne sortant que pour assister aux séances. Il revint, ou plutôt il fut emporté mourant.

Il était homme de grande science et de grand esprit, autant que de grande foi. On le consultait beaucoup, et il exerçait une autorité considérable. On sentira cette perte. Nous le pleurons comme un de nos patrons les plus autorisés et les plus fidèles. Son amitié était très-douce, sa critique très-redoutée et très-salutaire. Nous manquons de détails sur sa mort. Nous n'avons pas besoin de les posséder pour savoir qu'il est mort en évêque, ayant toute sa vie supporté les regards des hommes de manière à soutenir les regards de Dieu.

Le même mois, quelques jours après, est mort à Spandau notre cher et ancien ami, le très-digne père Marie-Augustin du Saint-Sacrement, Carme déchaussé. Il s'était converti du judaïsme, et sans s'arrêter, il était devenu prêtre et religieux. Le monde lui gardait le nom que son talent de musicien avait fait célèbre. On l'appelait le P. Hermann.

Il fut toujours bon et saint religieux, austère et doux dans la sévérité de sa règle qu'il garda parfaitement. Il allait pieds nus, quêtant, exhortant, prêchant, fondant des monastères, obéissant dans son ardeur, humble dans ses succès.

Il est mort à Spandau, où il s'était rendu pour organiser le service religieux des prisonniers français. Comme il se dépensait tout entier à tout ce qu'il faisait, l'œuvre allait très-bien, mais il en est mort. La lettre qui nous informe brièvement de cette fin apostolique nous dit qu'il a succombé à l'excès de ses fatigues. On n'a pu obtenir qu'il prît d'autre repos que ce repos de la mort, donné de Dieu à ses désirs fidèles.

Étant ce qu'il était devenu par la grâce de Dieu, c'est ainsi qu'Hermann devait mourir.

CXXXVIII

12 février.

UNE INSULTE PRUSSIENNE.

Depuis la conclusion de « l'armistice, » nous nous abstenons de commenter les actes de l'ennemi, tant militaires que civils, tant actuels que passés. Ils sont les cruels droits de la guerre; la France s'y est soumise en s'exposant à les exercer elle-même; ou les abus les plus cruels de la force, et il ne convient pas que la France se plaigne lorsqu'elle ne peut punir. Le roi dépouillé de la pourpre s'enveloppe de la majesté de son silence, il en écrase l'injure brutale du vainqueur. Un gémissement le déshonorerait plus que la perte d'une province et d'un monde. L'exemplaire de toute grandeur nous a laissé cette leçon : *Jesus*

autem tacebat. Le germe de cette magnificence est au plus profond de l'âme humaine. Le supplicié crie, le martyr se tait. Le criminel lui-même entoure d'une sorte d'auréole le châtiment qu'accepte silencieusement son courage. S'il en confesse la justice, il a déjà quelque chose de la beauté du martyre. Sur sa tête réprouvée commence à resplendir la promesse faite au larron pénitent : Tu entreras au royaume de Dieu.

Donc il nous sied de nous taire, non comme les martyrs, ce n'est point notre cas, et nous n'avons, hélas! présentement la gloire d'être les témoins d'aucune vérité; non encore comme les pénitents, nous ne nous élevons point si haut; non pas même comme ce vulgaire à part des rois et des grands hommes, qui tombent avec leur vertu et qui paraissent quelquefois plus majestueux couchés qu'ils n'étaient debout. Mais taisons-nous au moins comme le sauvage lié au poteau des tortures. Ses vainqueurs sont sûrs de le dépecer et de le dévorer, mais ils veulent davantage : il les a bravés, ils veulent l'avilir; leur malfaisant génie prolonge son supplice à dessein de lui arracher une plainte.

Refusons ce dernier tribut. Que ces savants d'Allemagne, aussi savants aux tortures qu'aux combats, se contentent d'emporter nos armes, nos trésors, notre gloire, les lambeaux de nos cœurs. Gardons notre fierté. Ne nous plaignons pas à l'ennemi, ne nous plaignons pas de l'ennemi. Ne plaidons pas devant l'Europe, comme ont fait ces pauvres hères, de qui la sagesse et la vaillance nous ont conduits

où nous gisons. Même de ceux-ci, il faudrait ne pas se plaindre. Puisqu'enfin ou nous devions savoir ce qu'ils étaient, ou nous les avons voulu prendre tels qu'ils étaient, la justice demande que nous les laissions pour ce qu'ils sont. Subissons-en les conséquences logiques et inexorables.

Mieux vaudrait pour nous abolir leurs noms que les clouer au pilori de l'histoire. Cléments envers nous-mêmes qui les avons portés, enfouissons-les dans le mépris silencieux. C'est leur place; que n'y pouvons-nous descendre! Si nous étions assez sages, nous ne nous plaindrions que de nous-mêmes, et en nous-mêmes. Nous interdirions par une loi tout écrit sur cette période contaminée. Dans nos annales, elle resterait vide. Nous en cacherions les traits à notre postérité, comme jadis on cachait au peuple le visage des parricides. Que l'ennemi lui-même en fasse l'histoire : la couche de honte sera moins épaisse, débarrassée des aveux, des récriminations et des apologies de tant de faquins.

Quant à l'ennemi, il est vainqueur, il fait ce qu'il veut. Il fait sa gloire et son butin comme il l'entend. Cela le regarde. S'il importe à la raison du genre humain et à la vengeance de la conscience humaine de savoir quelle guerre et quelle paix il a faite, et quel vainqueur il a été, l'on peut s'en rapporter à lui : sa fanfare le dira. Elle dira ce que fut la guerre savante dans le monde moderne, après cent ans d'hypocrisie philosophique, philanthropique et théophilanthropique. Elle peindra de nouvelles couleurs ce fléau païen que le Christianisme avait enchaîné et

dont le triomphe de la philosophie a rompu les chaînes : l'insolence du vainqueur!

Il est un trait récent de cette insolence que nous voulons pourtant signaler. Pour nous, il l'emporte sur toutes les déprédations, sur toutes les extorsions et cruautés qui sont les fruits ordinaires de la guerre ; il est plus en dehors des usages chrétiens.

C'est le décret de cet administrateur de la conquête qui, à propos de certains officiers et otages, évadés au mépris de leur parole, déclare que désormais on n'acceptera plus en Prusse la parole d'honneur d'aucun Français.

Assurément nous blâmons les particuliers, militaires ou civils, qui, ayant donné leur parole, ne la tiennent pas. De pareils oublis font rougir. Mais l'injure générale du préfet prussien n'en est pas moins sauvage. Ce victorieux nous contraint de dire qu'une nation comme la Prusse, qui a trouvé tant d'habiles espions dans tous ses rangs, les plus élevés comme les plus humbles, et qui interprète les « armistices » comme elle le fait en ce moment, n'a plus tout ce qu'il faut d'honneur pour infliger de telles leçons.

En ce moment, la Prusse ne combat plus. Elle pille et elle assassine. Elle pille par la fourberie ; elle assassine par la vexation. Elle s'amuse à faire couler le sang des cœurs. Sans aucune nécessité, par simple plaisir, elle prolonge les angoisses des familles en deuil ; elle intercepte des lettres d'exilés et de captifs qu'on lui livre ouvertes, comme elle l'a requis : elle s'amuse à placer sa main sanglante entre le cœur

de la mère et le cœur de l'enfant; elle affame pour l'avenir des pauvres qui n'ont plus de pain; elle outrage misérablement des ennemis qui n'ont plus d'armes. Ce n'est plus combattre, c'est assassiner.

Si ce jeu excite dans l'Assemblée nationale des sentiments pareils aux nôtres, et si la majorité estime qu'enfin nous ne devons pas le souffrir, pour notre part nous y consentons. L'ennemi qui voudra fouiller dans le cœur de la France jusqu'à ce qu'enfin il y ait retrouvé l'héroïsme, trouvera sans doute ce qu'il cherche, et verra se lever autre chose que le gouvernement de Paris. Il y pourra perdre; nous ne pourrons que le remercier. On fait peser sur nous un poids d'ignominie qui passe toute ruine, et qui devient plus inacceptable que la mort.

Heureux qui de cette fange pourra gravir d'un dégré seulement l'échelle de l'expiation volontaire! Si la patrie doit ressusciter, heureux qui avancera d'un jour seulement sa résurrection! Si elle doit périr, heureux qui jettera dehors tout son sang et méritera de fermer les yeux avant d'avoir vu ce cadavre!

CXXXIX

14 février.

SOUVENIR DE BABYLONE.

Pour ceux qui regardent du mont Valérien et des autres hauteurs, Paris doit présenter un spectacle

amusant, quoique bouffon au-delà des règles et peu fait pour inspirer le doux sentiment de l'estime. Mais les spectateurs du mont Valérien sont des utilitaires. La besogne qu'ils se proposent d'exécuter dans le monde n'exige pas qu'ils estiment l'homme en général ni le peuple de Paris en particulier.

Que leur importe si Paris ne déploie pas ce que l'on peut appeler un caractère auguste? Ils en profitent. Paris leur donne une fête, et par-dessus le marché, on leur fera cadeau des violons! Que peuvent-ils désirer de mieux?

Ils diront toujours qu'ils ont attaqué et pris la plus grande forteresse du monde; ils s'applaudiront intérieurement de n'en avoir pris que le plus grand cloaque, qui lui-même, tandis qu'un reste de braves gens défendaient son rempart, s'appliquait à le miner en dedans et finalement l'a ouvert. L'opération se trouve ainsi coûter moins et rapporter davantage.

C'est, en outre, un très-bel encouragement pour des opérations subséquentes.

Paris, sans doute, a ses traits particuliers, qui ne sont pas partout les mêmes. Mais il révèle un caractère général de l'Europe, sur lequel Vienne, en ces derniers temps, refusant de se défendre, avait déjà jeté quelques lueurs.

Babylone était une ville de cinq cents stades de tour, défendue par l'Euphrate et par un rempart hérissé de formidables bastions. Elle avait une garnison de trois cent mille soldats exercés, des vivres pour vingt ans, de quoi s'amuser pendant le plus long siége. Elle était la ville du négoce, de la science,

des histrions, de l'orgueil le plus légitime. Son roi Balthazar, libre-penseur et bon vivant, valait à lui seul, pour outrager Dieu, tout ce que nous avons de Mottus, de Cadets, de jeunes Rocheforts, de vieux Hugos et de vieux Aragos. Il s'amusait fort du Persan qui l'attaquait. Il lui disait : Travaille, prends du temps! Et il buvait dans les vases saints des Hébreux en présence de toute sa cour, faisant voir qu'il ne craignait pas du tout les représailles du Dieu des Juifs, ni son tonnerre. Mais Dieu dit à Cyrus : Entre, tout est à toi ! Cyrus entra pendant que Balthazar était à souper.

Il y a eu d'autres Babylones et plus puissantes. Elles ont vu arriver d'autres Cyrus. Quand une Babylone s'enfle quelque part, un Cyrus germe dans quelque coin. Il arrive à son heure, qui est celle où Babylone achève de se parer et se glorifie d'être tout à fait forte. C'est le moment aussi où elle se moque tout à fait de Dieu.

M. Pelletan, dans un livre qui vague sur les parapets, a traité Paris de Babylone. On en connaît le titre, qui dit quelque chose. M. Pelletan se savait-il prophète? Et voici Cyrus. Il est survenu quand M. Pelletan était treizième de Balthazar. Il entre par une porte et M. Pelletan sort par l'autre, avant le dessert, totalement *débalthazarisé*.

Avec M. Pelletan, qui s'expédie lui-même à la recherche d'une candidature, Paris expédie hors murs ses canons ; mais ils n'iront pas aussi loin que M. Pelletan ! Paris est maintenant son propre Balthazar, moins bien nourri que l'ancien. Il a rendu ses canons,

il en a encloué d'autres, pour avoir un beefsteack, quelques légumes, un peu de fromage ; car le pain noir et le cheval ne lui *réussissaient* pas. Néanmoins il est toujours fier. En même temps qu'il livre ses canons, il tire de sa cervelle d'autres ressources pour remplacer cette vieille artillerie passée de mode. Voilà Hugo en qui ronflent les vers, Pyat en qui ronfle la prose, Quinet en qui ronflent les vers, la prose et le rien ; voilà Blanqui, Delescluze et le jeune Simon dit Lockroy ; voilà Rochefort et Garibaldi ; en voilà quarante-trois.

Comme le Prussien doit avoir peur! Où trouver un poëte qui tienne tête à M. Hugo, un penseur qui égale M. Quinet, un lanternier comparable à M. Rochefort, un général qui fasse reculer Garibaldi?

Il est vrai que dans cette foule, où quelques hommes de mérite et de bon sens figurent, on ne sait pourquoi, — probablement pour rire, — Paris a glissé trois éminents artilleurs : deux amiraux et le lanternier. Mais les deux amiraux ont été privés de leurs canons, et le lanternier avait déjà évacué le sien.

Au lieu des forts, Rochefort ! et au lieu de pièces de marine, le canon-lanterne !

Ainsi le scrutin de Babylone fait face à Cyrus de la façon la plus drôle qu'on pût imaginer, mais la plus commode pour Cyrus.

Si l'empereur d'Allemagne et ses conseillers avaient encore besoin de savoir à quels signes on connaît qu'un peuple est mûr pour la servitude, c'est-à-dire pour la mort par la fange, ils doivent être à peu près fixés.

Il reste en Europe d'autres Babylones, il y aura d'autres Cyrus. Sera-ce lui? Il peut l'espérer, l'on peut en douter. L'histoire nous montre qu'une Babylone suffit à un Cyrus. Dieu casse promptement ces bâtons de colère. Le ver de Babel les pique, ils ne durent pas.

Jusqu'à l'accomplissement de leur mission, ils sont irrésistibles ; forts, non pas en eux-mêmes, mais par la main qui les emploie, et par le vice de ceux qu'ils viennent punir. Le valet de chiens, malgré son audace et malgré son fouet, tremblerait devant les aboiements de la meute, s'il ne savait quels cœurs recouvrent ces peaux hérissées.

C'est un ramas, non un peuple! Plus de Dieu, plus de lumière, plus d'aliment divin; ils fuient, le pied de l'ennemi les disperse. C'est fait, et le bélier inutile pourrit sur le mur qu'il y a broyé. Où est Babylone? mais où est Cyrus?

Ce qui reste de Babylone et de Cyrus, c'est le *Super flumina Babylonis*.

De contrée en contrée, de peuple en peuple, jusqu'à la fin du monde, retentira ce cantique de la vraie et invincible patrie. Lorsqu'il cessera sur la terre, ce sera pour se continuer dans les cieux. Alors auront disparu les Balthazar, les Babylones et les Cyrus; alors seront enfermées dans la nuit éternelle ces insolentes figures du vice, de l'orgueil et de la fraude engraissées pour le néant !

CXL

VUE DE LA PROVINCE PENDANT LE S

A présent que nous commençons à
lettres de la province, nous commençon
l'histoire des efforts héroïques de Gamb
aux proclamations sonores. Nous a
lettre qui nous est écrite du Loiret, le 1

Depuis trois mois, je suis le très-hu
obéissant sujet de S. M. l'empereur
néanmoins. C'est tout ce que je pouva
tout ce qui me reste à craindre.

Notre département a été cruellement
village tout particulièrement. Il y a du
cousins sur la tombe de vos pères.

Si à Paris vous avez cru aux armées de
armées du Centre, aux armées de l'Es
pour bernés, et vous le méritez bien. Vo
sez pas la vantardise et l'ineptie républ

Il a été formé sans doute d'énormes
d'hommes, de chevaux, de canons; d'
Pour faire des *corps*, il faut des têtes,
moins une. Un moment, une tête a par
tement on l'a coupée. C'était une tête, c
vait n'être pas républicaine : — coupée

La République ou la mort!... En



saient : ET la mort, cela commencerait à être plus honnête. Mais ce ne serait pas le vrai mot. Le vrai mot, c'est : La bourse ET la vie. Et la vie, car si l'on vous laissait la vie, vous auriez l'indélicatesse de vouloir reprendre la bourse.

Contre les Prussiens, il pourrait nous rester quelque chose. Contre les révolutionnaires, nous n'avons plus que leur propre bêtise. Il est vrai qu'elle est immense. Mais, hélas! combien cette immense bêtise est plus précieuse encore pour les Prussiens.

Ils vous disaient donc qu'on allait vous débloquer, vous ravitailler? Ils mentaient autant qu'ils le savent faire, autre immensité. Ils sont bêtes, mais pas assez pour avoir cru cela.

Quand je vous raconterai ce qui s'est passé sous mes yeux, vous aurez besoin de votre longue expérience de ma probité pour ne pas croire que je fais un tableau fantasque de leur charlatanisme et de leur stupidité. Vous pensiez en savoir long à cet égard. Vous ne saviez rien, et je ne savais rien. Non, mon ami, non, avant nos catastrophes, ni vous ni moi ni aucun homme de bon sens et de bon cœur n'a suffisamment haï et méprisé cette engeance! Ils sont méchants, ils sont vils, ils sont bêtes, et si la France ne se tire de leurs mains, elle y mourra promptement et misérablement.

Elle ne mourra pas sur un champ de bataille. On dit *le champ* de bataille, et c'est une juste et noble expression; car le sang qui coule dans les batailles est une semence. Il germe le pardon : *Sine sanguinis*

CXL

14 février.

VUE DE LA PROVINCE PENDANT LE SIÉGE.

A présent que nous commençons à recevoir des lettres de la province, nous commençons à connaître l'histoire des efforts héroïques de Gambetta, l'homme aux proclamations sonores. Nous analysons une lettre qui nous est écrite du Loiret, le 11 février.

Depuis trois mois, je suis le très-humble et très-obéissant sujet de S. M. l'empereur et roi. Je vis néanmoins. C'est tout ce que je pouvais espérer et tout ce qui me reste à craindre.

Notre département a été cruellement traité, votre village tout particulièrement. Il y a du sang de vos cousins sur la tombe de vos pères.

Si à Paris vous avez cru aux armées de la Loire, aux armées du Centre, aux armées de l'Est, tenez-vous pour bernés, et vous le méritez bien. Vous ne connaissez pas la vantardise et l'ineptie républicaines.

Il a été formé sans doute d'énormes entassements d'hommes, de chevaux, de canons ; d'armée, point. Pour faire des *corps*, il faut des têtes, il en faut au moins une. Un moment, une tête a paru ; immédiatement on l'a coupée. C'était une tête, donc elle pouvait n'être pas républicaine : — coupée !

La République ou la mort !... Encore s'ils di-

saient : ET la mort, cela commencerait à être plus honnête. Mais ce ne serait pas le vrai mot. Le vrai mot, c'est : La bourse ET la vie. Et la vie, car si l'on vous laissait la vie, vous auriez l'indélicatesse de vouloir reprendre la bourse.

Contre les Prussiens, il pourrait nous rester quelque chose. Contre les révolutionnaires, nous n'avons plus que leur propre bêtise. Il est vrai qu'elle est immense. Mais, hélas! combien cette immense bêtise est plus précieuse encore pour les Prussiens.

Ils vous disaient donc qu'on allait vous débloquer, vous ravitailler? Ils mentaient autant qu'ils le savent faire, autre immensité. Ils sont bêtes, mais pas assez pour avoir cru cela.

Quand je vous raconterai ce qui s'est passé sous mes yeux, vous aurez besoin de votre longue expérience de ma probité pour ne pas croire que je fais un tableau fantasque de leur charlatanisme et de leur stupidité. Vous pensiez en savoir long à cet égard. Vous ne saviez rien, et je ne savais rien. Non, mon ami, non, avant nos catastrophes, ni vous ni moi ni aucun homme de bon sens et de bon cœur n'a suffisamment haï et méprisé cette engeance! Ils sont méchants, ils sont vils, ils sont bêtes, et si la France ne se tire de leurs mains, elle y mourra promptement et misérablement.

Elle ne mourra pas sur un champ de bataille. On dit *le champ* de bataille, et c'est une juste et noble expression; car le sang qui coule dans les batailles est une semence. Il germe le pardon : *Sine sanguinis*

emissione non fit remissio. Le sang du soldat, — tant il est beau de mourir pour la patrie même terrestre, — reçoit quelque chose du glorieux privilége de fécondité donné au sang du martyr.

Mais la mort acceptée de ces mains crochues et velues, de ces langues d'avocats, de ces baves de reptiles, est une mort honteuse et inféconde. Elle vient des servilités de l'esprit et du cœur. Que veut-on qui naisse d'un soldat mort à l'hôpital pour s'être enivré d'absinthe? Dieu doit-il une récompense à ce sacrifice, le monde un hommage à ce trépas? La France en mourra, vous dis-je, et le monde sifflera son agonie.

Nous faisons les élections. Quelle risée! Je crois qu'elles ne seront pas républicaines et je ne crois pas néanmoins qu'elles soient bonnes. Gangrène, gangrène partout! Assauts de vanités la plupart imbéciles, mouvements précipités d'imbéciles terreurs, d'imbéciles espérances, d'orgueil plus imbécile. Pas un élan désintéressé vers le vrai; total oubli de Dieu. Les professions de foi font ce bruit de sable secoué par le vent que Dante entendit à la porte de l'enfer. *Lasciate ogni speranza!*

Qu'attendre d'un pays dont le fond d'opinion est un va-et-vient perpétuel entre Bonaparte et Gambetta?

Oh! qu'il est dur de voir la honte et de craindre la mort honteuse de la patrie! Dante n'ose aborder la peinture de ce supplice; Jérémie lui-même n'exprime pas assez cette douleur!

CXLI

15 février.

PARIS ET NAPOLÉON III.

Le scrutin de Paris et la proclamation de Napoléon III paraissent en même temps. Ils sont comparables, également empêtrés, également loquaces et vides. C'est bien, comme nous l'écrivions hier, ce bruit du sable aride qui tournoie sans fin, roulé par une trombe éternelle, devant le seuil du néant. Il s'en dégage tout juste la lumière que nous fournit le concert des crieurs de journaux : — Prenez mon ours! ou plutôt : Prenez mes ours! Car chacun a plusieurs ours, et chaque ours est multiple.

Mais que savent-ils faire vos ours? Et même, sont-ce des ours vivants? Nous les avons tâtés. Les uns sont empaillés, les autres pleins de vers qui se rongent entre eux. Cette vie n'est qu'une organisation de la mort. De là s'exhalent d'inénarrables et mortelles puanteurs.

Napoléon, à mi-voix : L'Empire, c'est la paix! Le bonhomme oublie sa déclaration de guerre et sa signature de Sedan. Le scrutin de la fière République parisienne dit à haute voix : La République, c'est la guerre! à mi-voix : N'en croyez rien! L'aimable fille oublie qu'elle s'est mollement portée aux combats; qu'ensuite elle a donné la signature de Versailles;

qu'ensuite elle a livré son canon pour déblayer la route de Bordeaux, où elle va d'une main menacer terriblement l'ennemi, de l'autre rapidement signer la paix.

Pêle-mêle, contradictions, paroles vaines et peu sincères (l'inimitable Proudhon disait *blagues*, et disait bien), dans la proclamation et dans le scrutin.

« Ordre et liberté ! » soupire l'Empereur. — Oui, Sire ! Pour l'ordre, en effet, vous avez bien balayé la rue, bien stylé vos chambellans, vos Chambres, votre magistrature. Tout cela était magnifique à voir, marchait bien, défilait bien, a bien filé, voilà de l'ordre ! Pour la liberté, certainement, Sire, vous avez beaucoup concédé au café chantant, à la caricature, à la presse, à la tribune même, et à tous les bastringues, et tant qu'à la fin Votre Majesté est entrée dans la danse :

Entrez dans la danse,
Voyez comme on danse,
Dansez! sautez!...

Vous êtes irréprochable, Sire, quant à l'ordre, et quant à la liberté.

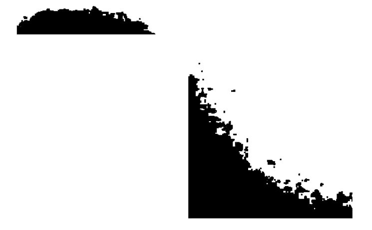
« Liberté et progrès ! » hurle la République. Assurément, ma charmante ! Tu t'es donné autant de liberté que l'Empire, et tu as fait sur lui un grand progrès en tous sens. Tu as eu plus de favoris, et plus incapables, et plus impudents, et plus en insurrection contre la justice, et plus pillards ; tu as plus dépensé ; tu as été plus arrogante et plus impie ; tu t'es fait plus battre et plus souffleter ; tu t'es encore

c'est-à-dire tout le monde. Au *Journal des Débats*, quand ils sont irrités, ils s'embusquent. David n'est que le nom de la fronde, les cailloux demeurent anonymes. Chacun est caillou à son tour, et chacun, pour être plus caillou, se dépolit. Cette fronde est fée. Elle ôte à celui qui l'emploie une certaine fierté qu'il pourrait avoir. Il triche sur les textes et manque à d'autres bienséances de la profession.

Je suis flatté de voir tomber sur moi tant de Davids. J'aime leur émulation. Malheureusement, je n'ai pas toujours le temps de répondre. Ce serait une distraction innocente. Un David dans la main droite, un David dans la main gauche, cinq ou six autres en l'air décrivant un arc régulier, je me composerais une auréole tournoyante de tous les œufs d'or que pond la fortune de M. Bertin. Ils monteraient, descendraient, se croiseraient. Je les ferais reluire, et je veillerais à n'en pas casser un seul, car ce sont pièces de prix.

M. Lemoyne est une fauvette aiguë qui s'oublie parfois à des mélancolies fort douces; l'ancienne queue rouge de M. Caraguel s'est allongée en queue de morue, très-décemment; M. le pasteur Pressensé, réformateur de la P. R., est le cric du relèvement moral. M. Louis Ratisbonne lui-même, versificateur inconsidéré, devient recommandable en prose. Lorsqu'il se glisse dans la fronde, il fait voir comment savent rugir les moineaux.

Néanmoins, je les trouve trop appliqués à ne pas citer correctement, et parfois aussi un peu précipités.



Le David d'avant-d'hier me reproche violemment de consulter l'Écriture sainte et d'y chercher des leçons politiques sur les choses du temps. J'espère que ce David-là n'est pas M. de Pressensé.

La vérité est que j'aime à lire la Bible et Dante. J'y trouve mille renseignements, mille lumières sur nos aventures présentes, que les journaux de Pyat, de Blanqui, de Havin, et même le brillant faisceau bertinesque ne me fournissent pas. Le style me plaît davantage. On est assez malheureux, on a bien le droit de lire aussi quelque chose qui n'assomme pas. Je n'interdis point au *Journal des Débats* de s'instruire en Puffendorf et Grotius, de méditer en Pressensé sur le relèvement moral, de se régaler et aiguiser en Voltaire ; qu'il me laisse les prophètes et l'Évangile. De meilleurs et de plus forts que nous ont étudié là leur chemin en des temps politiques moins décourageants.

Est-il nécessaire d'apprendre au *Journal des Débats* que Bossuet a fait un livre intitulé : *Politique tirée des paroles de l'Ecriture sainte?* Ce livre n'est point ridicule. Fénelon également s'est appuyé sur cette base, et quantité d'autres. Je me contenterai de nommer encore de Bonald et Joseph de Maistre; ils me semblent plus « forts » que tout notre siècle de « publicistes » éminents, y compris M. Ratisbonne, M. Lockroy et les autres bourgeons du printemps qui s'avance.

Si l'on dit que Bossuet et moi, c'est autre chose, j'acquiesce. C'est autre chose aussi que M. Ratisbonne et Dante, autre chose que M. Lockroy et le roi Vol-

taire, autre chose que Luther et M. le pasteur Pressensé. Ce temps est rapetissé, même rabougri. Il n'y a dans le monde contemporain que Pie IX qui soit au niveau des anciennes statures. Le progrès révolutionnaire n'a amplifié que le poignard et le canon, et encore a-t-il encanaillé le poignard et enlaidi le canon.

Toujours est-il que tous les vrais génies de l'Europe, depuis Charlemagne jusqu'à Pie IX, ont cherché leur voie politique dans l'Ecriture sainte. Si Bossuet et Joseph de Maistre, pour nous borner à l'ordre des publicistes, venaient à reparaître, c'est là encore qu'ils s'alimenteraient. J'ajoute que, comme ils feraient des journaux, ils seraient assurément des polémistes durs. Dans la Bible, tant de bâtons noueux, tant de mèches de fouet n'ont pas été mis pour ne servir à rien. Ils sont faits pour certains dos qui les attendent.

Ce reproche sur l'emploi de l'Ecriture n'est qu'inconsidéré, mais le David d'avant-hier y enveloppe une pensée perfide. J'ai parlé de Babylone, des causes morales de sa ruine, de la façon dont elle fut livrée à Cyrus, par lui-même incapable de la prendre. Le *Journal des Débats* s'arrange pour en conclure que je me réjouis du triomphe de la Prusse, ce qui serait antipatriotique au premier chef. Chez Blanqui, l'on excelle à tirer de ces conclusions, mais l'art n'en est pas honnête.

Je plaide la cause des lois de Dieu transgressées par Babylone, et non la cause de Cyrus, lequel n'est qu'un instrument, et n'exerce qu'un ministère péril-

leux pour lui-même. Dieu dit souvent aux vainqueurs d'Israël qu'ils portent sa colère, et ce n'est pas une faveur qu'il leur fait. Pour ce qu'elle a pris de Babylone, Jérusalem est corrigée ; Babylone périt.

M. de Pressensé pense là-dessus comme moi. Il s'empresse au « relèvement moral : » donc il trouve dans Paris du levain de Babylone (véritablement, il y en a !) ; le relèvement à faire suppose l'abaissement accompli. Il veut procurer le relèvement : donc il l'espère, il croit que les causes de l'abaissement pourront être détruites. Mais si M. de Pressensé échoue, si le relèvement ne s'opère pas, alors les causes du mal persistent, l'abaissement s'accroît ; c'est la mort. Est-ce que David ne comprend pas Pressensé, ou lui destine-t-il secrètement l'épigramme qu'il dirige vers moi ?

Je le prie de remarquer qu'en attribuant à Dieu la victoire de Cyrus, je fais à Babylone tout le compliment et tout l'honneur possibles, puisqu'enfin Babylone fut complétement vaincue. Croire que Cyrus n'avait pas besoin de Dieu pour vaincre, qu'il dut la victoire à sa prudence, à sa force, à son courage, à sa constance, nullement à l'assistance divine, c'est avouer que les vaincus n'avaient point de vertus égales, et que l'abaissement moral avait physiquement démuni les remparts. Tout sauvage que je suis, je n'insulterai jamais de la sorte aux pauvres Babyloniens. Dieu leur a fait encore l'honneur de les punir, Dieu lui-même, Dieu lui seul. Ainsi qu'il le dit expressément, il a pris Cyrus *par la main ;* et il dit

aussi que sa colère a versé aux vaincus le vin qui les a renversés.

Mon David termine par une imagination folâtre. Il s'avise de me dire que Rome aussi est Babylone, puisqu'elle a été prise comme Paris. Il se livre. A la violence du contre-sens, je reconnais le génie particulier du translateur de Dante, et je néglige de lui répondre sur ce point.

Je me contente d'observer que Rome n'est pas prise, que le Pape n'a point capitulé, ne capitulera pas. Son territoire a simplement subi une invasion de fange qui sera très-bien balayée. Le balayage est prochain, il fournira même une occasion de restaurer la ville. Tout restera intact : trône, monuments, trésor, institutions et mœurs; et le vainqueur actuel, remporté par cette boue refoulée, reviendra comme pénitent. Je doute, hélas! que ce soit le cas de Paris.

Jérusalem lavée se lave encore et se rebâtit ; Babylone broyée à cause de ses souillures se souille encore et achève de se démolir. C'est une différence.

Je termine ici cet entretien familier avec la troupe jaseuse des Davids. J'aurais bien des petites choses encore à leur dire, mais je me suis assez reposé.

CXLIII

26 février.

ROME ET PARIS.

Il y a toujours une certaine concordance entre les destinées de Paris et les destinées de Rome. A toute mauvaise nouvelle qui vient des bords du Tibre, correspond quelque mauvaise nouvelle des bords de la Seine, et ceux qu'amuseraient les malheurs de Rome sont empêchés de se voir contents.

Une sorte de dérision perpétuelle insulte aux triomphes de la pensée moderne. Elle vient où elle voulait venir, et elle n'y est pas; elle saisit son idéal, et ce n'est plus cela; elle s'est promis de rire, et elle ne rit point. Garibaldi rentre rhumatisant et triste à Caprera; Rochefort a encore soif; l'aimable princesse Marguerite ne dort pas bien au Quirinal; Jules Favre soupire; Crémieux a perdu son prestige; le roi de Prusse, montant à cheval pour triompher dans Paris, porte en croupe un insolent lombago. Qui n'a son lombago? M. de Bismark lui-même, l'homme qui présentement traîne la plus grande queue de gloire humaine, sent quelque chose « qui ne va pas. » Il sent que ce n'est pas assez pour être heureux de faire le malheur d'autrui.

Nous voyons d'ici quantité de sages à qui M. de

Bismark arrache cruellement un beau sujet de rire. Comme ils eussent trouvé drôle et piquante cette mascarade piémontaise exécutée à Rome, le jeudi gras dernier! La croix insultée en plein jour dans Rome beaucoup plus qu'à Belleville, quel triomphe! Cela ne s'était point fait encore avec cette splendeur. Mais voilà qu'en même temps M. de Bismark rédige et publie le programme de sa marche triomphale dans Paris. Après un si charmant jeudi gras, quel premier vendredi de carême!...

A vrai dire, la marche *triomphale* (c'est le mot prussien) est déjà commencée. Elle a commencé aussitôt après la signature de l'armistice, par le défilé de nos canons qui se rendaient en Prusse, même le canon desservi par M. Rochefort. Seulement cette évasion s'opérait de nuit, à petit bruit, et les violons ranimés dans nos théâtres rouverts, d'accord avec le beau talent des électeurs parisiens, couvraient cette marche sourde. Mais M. de Bismark le veut : il faut subir son aspect, il faut subir sa fanfare.

La saveur de la mascarade piémontaise en est affaiblie.

Hélas! pauvre France! Et il faudra ensuite signer la paix; et par-dessus le marché, il faudra écouter les bravaches qui, sans avoir payé de leur personne et sans se proposer aucunement d'exposer leur peau, déclameront contre la paix. Après quoi ils accepteront la paix.

A Rome, le roi vaincu a ouvert la fenêtre de sa prison. Par delà le Tibre, par delà les montagnes et par delà les mers, il a jeté dans le monde entier la

parole tranquille de sa conscience : Point de paix ! Et il n'y aura ni traité, ni paix acceptée, ni trêve consentie. Mais, durant la suite des siècles, la majesté du visage de ce vaincu jettera l'ignominie vengeresse sur ces masques et leur fera l'épouvantable privilége de ne point périr.

Quel temps ! quelles guerres ! quels vainqueurs ! et sauf ce grand immortel de Rome, quels vaincus ! Voilà ressuscitée toute la brutalité païenne et barbare ; voilà le vainqueur sans justice, sans lumière et sans miséricorde, se donnant le plaisir de dévorer et d'insulter la victime sans dignité !

Que laissent espérer au genre humain tombé sous le joug de la force, cette victoire sale et lâche du Subalpin, cette victoire sauvage et avare de l'Allemand et cette ignoble aptitude des peuples à devenir ou la bête dévorante ou la bête dévorée ?

Mais après tout, c'est la perpétuelle scène du monde ; elle n'est en ce moment que plus illuminée et plus retentissante de foudres. Les époques d'échéance ont ce caractère encore miséricordieux : les hommes y sont plus solennellement avertis de choisir, et suivant leur choix, ils sont suppliciés ou martyrs. Suppliciés par le châtiment de la défaite ou par le leurre de la victoire, martyrs par leur constance dans l'amour de la justice, et ceux-là seulement sont heureux. Ils recueillent le baume des larmes qui auront leur consolation ; parce qu'ils ont faim et soif de la justice, ils seront rassasiés.

Guillaume, Victor-Emmanuel, Pie IX ! Ces trois noms font connaître le vrai prix des choses de ce

monde et la conscience humaine sait c
honorer et ce qui vivra.

CXLIV

M. FAVRE ANNONCE LA PAIX

M. Jules Favre, ministre de M. Thi
maladroit dans son langage que M. Jul
nistre de lui-même. En annonçant la su
hostilités, il se donne un air de dépo
Cela lui va bien! Ces cuistres du 4 septe
pas nés seulement pour nous ruiner et
siner, mais encore pour nous rendre ri
le serons par eux, jusque dans les affres
jusqu'à la dernière scène de l'enterre
donc disparaîtront-ils?

Pour les conditions de la paix, elle
cachées. La redoutable notification au
l'heure. Nous sommes convaincus que l
France se trouvera plus ferme que la v
sier. Depuis la capitulation de Paris, le
fait. Ce n'est pas le taux de l'amende
l'humiliation. L'humiliation a été de
armes; vider l'escarcelle comptera moin

Si notre sentiment ne nous trompe pa
aimerait mieux ajouter quelques millio



obtenir le rabais par de trop longues prières. Ce qu'elle ne peut exiger, il ne lui sied pas de l'implorer. Puisque les Allemands ont eu l'honneur de nous battre, il est juste qu'ils se régalent. Ils nous disent narquoisement, — car ils ont pour le moment plus d'esprit que nous, — que c'est pour notre bien qu'ils nous ruinent. Cela se pourrait, et nous l'espérons un peu. En attendant, payons-leur les leçons de politique, d'organisation et de guerre qu'ils nous ont données. Si nous en profitons, le prix ne saurait être exagéré. Que leurs princes et généraux emportent un bon pourboire! Dans les chansons grecques, le guerrier couché sur le champ de bataille s'adresse au vautour qui lui déchire la poitrine : « Mange, oiseau; c'est la chair d'un brave. Ton bec croîtra d'un empan. »

Puisse l'Assemblée nationale interdire le marchandage auquel se prépare l'essaim des mouches de club et de palais qui ont si vaillamment sonné la charge et conduit le combat! On sent poindre une sueur d'agonie à la seule pensée des *Marseillaises* que vont entonner ces voix de Belleville et de Pantin. Pendant qu'elles chanteront, il arrivera quelque oukase de Prusse qui ordonnera qu'elles se taisent, et il faudra se taire.

Epargnons-nous cette intimation dernière. Puisque les hommes aux mains de qui nous sommes tombés n'ont su employer notre sang qu'à noyer nos poudres, puisque c'est fait, pourquoi jeter de mensongères forfanteries sur un désastre déjà suffisamment honteux?

A l'heure qu'il est, nous ne combattons plus contre l'épée. Nous n'avons plus d'épée, et l'ennemi nous use par l'angoisse et par la raillerie. N'attendons pas qu'il nous montre le fouet. Jetons-lui ce qu'il sait trop que nous ne pouvons défendre. Que les chiens aient la curée, que les vautours se gorgent de leur proie; qu'ils s'en aillent pleins et ivres. Ils en ont trop fait déjà pour que la vengeance ne soit pas certaine; mais la même raison qui la rend inévitable la rend impossible aujourd'hui.

Il faut attendre. Il faut mériter que Dieu nous refasse une tête et des bras, et surtout un cœur digne de relever avec nous tant de justes causes qui vont être meurtries.

Aujourd'hui, nous ne pourrions qu'essayer de donner une revanche à M. Gambetta.

Après tout, il y a deux Frances, et l'une d'elles porte la ressemblance de M. Gambetta. C'est celle-là surtout qui est battue. L'honneur permet de souffrir qu'elle n'en revienne pas; c'est assez pour l'autre de payer l'amende, sans se vouer à périr en l'honneur de cette borgnesse.

CXLV

Bordeaux, 1er mars.

LES PRUSSIENS DANS PARIS.

Donc, à l'heure qu'il est, les Prussiens sont dans

Paris. Ils passent sous l'Arc de Triomphe, ils descendent l'avenue des Champs-Élysées, ils traversent la place de la Révolution, où ils rencontrent les statues de Strasbourg et de Metz; ils passent sous l'ombre de l'obélisque, — cet obélisque qui a vu Moïse! Ils longent le jardin des Tuileries; les voici devant la Colonne, les voici devant l'Hôtel de Ville, les voici partout. Rien ne bouge. Suivant la barbarie du rite antique, le vainqueur a voulu fouler au pied le vaincu. Le vaincu n'est pas mort, mais il a l'immobilité de la mort. Que ce pied est lourd, et comment se fait-il que la terre ne tremble point? Quoi! l'Arc de Triomphe n'a pas croulé sur l'ennemi! Quoi! Napoléon ne s'est point précipité de sa spirale de victoires! Quoi! le vieil Arago n'était pas mourant sur le seuil de l'Hôtel de Ville! Quoi! Rochefort et Gambetta et Floquet et Razoua... Rien!

Pas plus de Razoua que de Trochu; pas plus de Napoléon que d'autre chose! Et si quelque aumônier prussien, protestant ou catholique, veut entrer dans l'ambulance du directeur des postes Rampont ou dans celle du pharmacien Cadet, interdites aux prêtres, ni le directeur Rampont, ni le pharmacien Cadet ne feront de difficultés. Arrière le Dieu catholique : mais le Dieu prussien passe partout.

Et nunc erudimini, nations de ce siècle savant! et sachez qu'un peuple nourri de philosophie n'a pas de ville sainte. Paris est violé et n'en veut pas mourir; et, comme Paris lui-même, le reste de la France en prend son parti. Ici, à Bordeaux, pendant que Paris a le pied du Prussien sur le ventre (on n'ose-

rait dire le cœur), les théâtres et les cafés chantants vont leur train. Non, nous ne sommes pas seulement vaincus, nous sommes *défaits*, disjoints, épars.

Il y a quelque chose de moins dans l'organisme français. Nous ne mourons pas du sang sorti de nos veines, mais de celui que le poison philosophique y est venu décomposer. Un foyer s'est éteint et cesse de dévorer les principes de mort. Nous mourons plutôt suicidés qu'assassinés.

Cependant une espérance demeure; il reste des âmes qui ne consentiront pas à mourir. Elles connaissent le principe de vie; elles y ramèneront cette nation malheureuse. Il faudra bien qu'enfin la France comprenne sa propre histoire, voie enfin le seul signe de sa splendeur passée que tant de tremblements de terre ont laissé debout.

Le passage des Prussiens dans Paris nous découronne de toute gloire humaine. Force matérielle et intellectuelle, gloire d'esprit, gloire de la pensée, gloire historique, tout cela n'est plus qu'un souvenir du passé affligé de honte. Quelle chose purement humaine porte un nom qui par lui-même nous promette un avenir? Il n'y a pas plus d'avenir sur la colonne de Juillet que sur la colonne impériale, et le Versailles de Louis XIV a subi le même affront que le Paris de Napoléon III et d'Arago. La croix seule reste; c'est elle seule que les outrages de notre histoire n'ont point abaissée et n'ont point rendue stérile. Nous avons vu rouler dans la défaite tout ce qui s'est détaché de la croix.

La croix, qui est le grand passé, est aussi le grand

avenir. Elle est l'honneur, elle est le bon sens, elle est l'ordre, la discipline; elle est l'amour et l'intelligence du sacrifice; elle est tout ce qui nous a manqué et tout ce qui nous manquera le plus et de plus en plus au monde.

La croix est encore avec nous. Si nous la voulons garder, soyons tranquilles : la Prusse ne nous l'emportera pas, et la France au tombeau n'est cependant qu'endormie.

Marthe, s'adressant au Maître, lui dit : Seigneur, si vous aviez été là, mon frère ne serait pas mort. Jésus répondit : Tu verras la puissance de Dieu : ton frère vivra.

Que ceux qui veulent espérer avec nous relisent cet Évangile de la vie; qu'ils s'étudient à comprendre le commandement qui leur est fait d'*ôter la pierre*. Ils entendront bientôt la voix qui fait obéir même la mort et l'oblige d'abandonner sa proie déjà entamée.

CXLVI

Même date.

A PROPOS DES CONDITIONS DE LA PAIX.

Depuis que nous avons écrit les lignes qui précèdent, les conditions de la paix ont été révélées. On les prévoyait dures et cruelles. Elles le sont!

A quoi bon se plaindre? Puisqu'on a osé les pro-

poser à Versailles, et puisqu'on a osé les apporter de Versailles à Bordeaux, il faut que le refus paraisse impossible; et pour que le refus paraisse impossible, il faut qu'il le soit. Dès lors, un adoucissement ne serait qu'une grâce pire que le fardeau.

Soldons les comptes réunis de l'Empire et de la République, ces deux fruits de 89.

Dans l'Écriture sainte, le roi Adonizebec, vainqueur de soixante-dix rois, à qui il avait fait couper les extrémités des mains et des pieds, vaincu à son tour, est soumis au même sort. Se rappelant le temps de sa gloire, il dit : *Sicut feci, ita reddidit mihi Deus :* comme j'ai traité les autres, ainsi Dieu me traite.

Honorons-nous au moins par la sincérité de ce barbare, et ne demandons d'adoucissement qu'à Dieu.

Si nous sommes trop abêtis présentement pour nous reconnaître vaincus de Dieu et pour lui demander miséricorde, alors tâchons au moins d'imiter la fierté du sauvage attaché au poteau des tortures.

Pour notre part, c'est notre avis qu'il faut se tourner vers Dieu. Sans nous ôter le fardeau, qui est à la fois le poids de sa justice et le crime des mains qui nous l'imposent, la miséricorde divine nous donnera un esprit de force, de lumière et de repentance qui nous le fera porter noblement et fructueusement.

Nous paierons notre dette et nous attendrons l'avenir. Avec l'aide de Dieu, on peut rendre glorieuse la cicatrice même d'un soufflet.

Redevenons la France catholique : ce *compelle intrare* qui nous ramène dans la voie de notre vocation

abandonnée et méconnue, nous fera monter rapidement, car la vraie voie de la France est en haut.

A présent, la Prusse et l'Allemagne vont compter ensemble, et bientôt avec le monde. Sous le joug de la Prusse se multiplieront partout et jusque dans l'Allemagne les âmes et les nations qui auront besoin de la France catholique.

Voilà notre avenir, si nous le voulons.

CXLVII

Bordeaux, 2 mars.

C'est fait, nous voilà sortis des horreurs de la guerre... Nous entrons dans les horreurs de la paix.

Nous y entrons et nous y demeurerons jusqu'à ce que nous sachions sortir de la Révolution. Mais pour savoir sortir de la Révolution, il faut d'abord le vouloir, et il n'est pas certain que nous en soyons même là. Jusque-là cependant en vain nous dirons paix, en vain nous achèterons la paix, il n'y aura point de paix.

La vraie paix ne s'achète point à prix d'argent. Avec de l'argent on n'achète qu'une trêve douloureuse et douteuse. La vraie paix se conquiert. Pour conquérir la paix, il faut l'ordre, il faut la hauteur, il faut la droiture, la persévérance des volontés du cœur.

Que la justice et la paix s'embrassent, que l'une et l'autre s'affermissent dans ce baiser.

Donnons-nous une loi de miséricorde, mais aussi une loi de justice. Il y a des hommes de mal que l'on peut excuser, mais qu'il faut écarter. Ils sont ennemis de l'ordre. Soit que leur ignorance se fasse un droit des ténèbres morales dans lesquelles ils sont nés et vivent, soit qu'ils méconnaissent volontairement et criminellement les conditions de la paix sociale, aucun accommodement n'est possible avec eux. Désarmons-les et écartons-les, afin qu'ils ne nous contraignent pas davantage à ces détestables combats qui ne peuvent finir que par d'effroyables proscriptions.

Il ne faut pas continuer de décliner par l'emploi de la force ; il faut remonter au respect des lois.

Sur l'immense abîme comblé par l'amnistie, élevons le trône sévère de la justice.

Qu'ils soient absous, mais qu'ils ne puissent reparaître que repentants. S'ils refusent cette condition, qu'ils s'attendent à rencontrer des lois inflexibles et inexorables comme leur orgueil.

S'il n'en est pas ainsi, la France aura enfin touché les portes honteuses de la mort. Elle devra les franchir, et ce sera bientôt.

La miséricorde divine ne s'obstine pas à jamais contre l'obstination insensée et coupable qui refuse la vie.

CXLVIII

Même date.

LE BILAN.

Cinq milliards à payer aux Allemands,
Quatre milliards environ de frais de guerre,
Une dette antérieure de quatorze milliards,
Le territoire honteusement amoindri,
La gloire passée détruite,
Le désordre et la sédition partout,
Le bon sens public plus amoindri que le territoire,
La conscience générale plus dévastée que le sol, plus ruinée que le trésor, plus souillée que l'histoire ;
Pour contrepoids :
L'alliance politique, civile et religieuse de Garibaldi ;
Voilà le bilan des « immortels » principes de 89, dans la 82ᵉ année de leur règne.

S'ils vont de ce train, qu'espérez-vous de l'immortalité de la France?

Et sous quels maîtres et en quelles langues les Français célébreront-ils le premier centenaire de leur « régénération ? »

CXLIX

Bordeaux, 3 mars

UN MOT SUR L'ALGÉRIE.

L'Algérie est en péril. L'insurrection que les dernières nouvelles disaient éteinte, les nouvelles plus *dernières* et plus vraies la disent générale.

Cette insurrection est le présent particulier de M. Crémieux. Il l'a déterminée par deux *petits* décrets qu'il a rendus en se jouant à désorganiser la paix pendant que M. Gambetta organisait la victoire. Ces deux décrets, dont l'un bouleverse les conditions de la propriété et dont l'autre donne aux *juifs* le droit électoral, ont inquiété les Arabes sur leurs propres droits. Ils ont pris les armes.

Depuis longtemps l'Algérie civile appartenait en très-grande majorité aux idées du parti révolutionnaire, lequel s'y montrait violent, irréligieux et désorganisateur comme partout. De son côté, le gouvernement l'avait garnie de fonctionnaires et de petits employés qu'il n'aurait pu décemment fourrer ailleurs, quoique sous ce rapport il ne se gênât nullement.

Le principe gouvernemental de l'Algérie était de n'y point permettre l'acclimatation de la religion catholique. Là-dessus l'administration impériale et

l'opposition républicaine travaillaient d'accord et avec émulation.

On se souvient des difficultés véritablement imbéciles que le gouvernement, en dernier lieu, opposa au zèle intelligent et charitable de l'archevêque.

L'utile Crémieux est venu à point pour ajouter par décret ce qui manquait au mal, et pour détruire par décret une des rares mesures dont on pouvait attendre du bien.

Ce n'est pas que M. Crémieux soit méchant. Mais le pauvre homme est vieux, avocat, révolutionnaire, libre-penseur et juif; et tout cela était si bon pour faire un douzième ou un treizième de dictateur !

Dans le gouvernement de la défense nationale, M. Crémieux était de ceux dont la présence rassurait les honnêtes gens modérés, les gens d'ordre et de bon sens, comme ils se nomment.

Envoyé à Tours, il a donc, pour s'occuper, expédié en Algérie ses deux petits décrets réclamés par les révolutionnaires et par les juifs, lesquels sentaient également le besoin de tondre les Arabes, et il a ainsi mis le feu aux poudres dans le moment le plus opportun.

Quant à ses amis les patriotes de l'Algérie, ils font des avances à l'Angleterre. A leur avis, l'Angleterre s'entend à coloniser beaucoup mieux que la France; et leurs propriétés, arrosées de tant de sang français acquerraient une grande valeur, une fois couvertes du pavillon britannique.

CL

Bordeaux, 5 mars.

UN DOCUMENT DU CATHOLICISME LIBÉRAL.

Nous avons récemment publié un travail sur la possibilité d'établir en France la démocratie ordonnée et pondérée ou, si l'on veut, la monarchie démocratique, qui seule aujourd'hui et de longtemps peut nous donner la *République de tout le monde.*

Dans ce travail, le point qui regarde l'Église, à notre avis le plus important, est ainsi formulé :

« L'Église est pleinement libre et investie de toutes les latitudes du droit commun. Elle a le droit de posséder, d'acquérir, d'hériter ; elle a l'usage de son droit particulier, de ses tribunaux intérieurs. Elle jouit de la liberté d'association, de la liberté de la charité, de la liberté d'enseignement à tous les degrés. Elle a le droit de fonder des universités canoniques, une au moins par province. L'État ne se mêle en rien du gouvernement propre à l'Église.

« Les propriétés de l'Église sont soumises aux charges communes, et elle devra, dans un temps donné et moyennant les dispositions transitoires nécessaires, subvenir aux dépenses du culte.

« En raison du service public et gratuit qu'ils font comme hospitaliers, instituteurs et chargés du culte, et pour honorer la religion, les hommes engagés dans les ordres sacrés et liés par les vœux sont dispensés du service militaire. Ils en reprennent l'obligation lorsqu'ils rentrent dans la vie laïque, et sont alors privés de la plénitude du droit électoral, comme célibataires.

« La France étant un pays chrétien, la Constitution exige l'observation générale du dimanche, non pas tant à cause de



l'utilité sociale si reconnue de cette institution, que pour rendre hommage à Dieu qui nous l'a imposée. »

Notre « projet de Constitution » dans son ensemble a été diversement, mais en général assez favorablement jugé. Il n'a pas réussi auprès des catholiques libéraux. Leur journal, le *Français*, sans marquer s'il le trouvait trop libéral ou pas assez, en a parlé comme d'une simple extravagance, disant que probablement l'*Univers* avait voulu « égayer la situation. » Le *Journal des Débats* ne lui a pas été plus gracieux : aux beaux mépris du libéral et catholique *Français*, il a ajouté que l'*Univers* demandait la séparation de l'Église et de l'État, et que sans doute il avait pris son mot d'ordre à Rome!

Dans la presse, il ne faut pas s'attendre à rencontrer toujours des adversaires qui lisent bien ce qu'ils réfutent et qui réfléchissent bien à ce qu'ils disent eux-mêmes. Cependant ils surprennent parfois le jugement des esprits les plus distingués. Un célèbre prélat, qui a su se garer de l'opinion du *Français*, semble avoir accepté l'erreur plus étrange du *Journal des Débats*.

Mgr Dupanloup, représentant du peuple pour le département du Loiret, consultant un certain nombre d'évêques sur la question de la séparation de l'Église et de l'État, allègue précisément ce fait invraisemblable d'une consultation que nous aurions nous-même demandée et reçue à travers les lignes prussiennes. — M. Louis Veuillot, dit-il dans une lettre dont on nous communique l'analyse fidèle, n'a pu proposer cette séparation sans s'être d'abord as-

suré qu'il ne serait pas désapprouvé à Rome. — Et c'est pourquoi l'illustre représentant du Loiret sollicite l'avis des évêques, afin de se guider dans les difficultés où il va se trouver lui-même engagé.

Nous n'avons pas à rechercher dans quel but Mgr Dupanloup se prépare ainsi à soutenir ou à combattre nos humbles vues sur les rapports de l'Église et de l'État, et nous fait l'honneur d'y mêler Rome, si libérale et si insoucieuse envers les opinions des simples particuliers. Le texte ci-dessus reproduit, prouve suffisamment que nous nous sommes borné à suivre notre vieille doctrine très-orthodoxe sur la *liberté* de l'Église. Nous ne proposons nullement la *séparation* de l'Église et de l'État.

La séparation est contraire à la liberté de l'Église. Elle a ce défaut avec beaucoup d'autres. Nous l'avons toujours combattue et nous ne cesserons pas de la combattre, quoique persuadé que son triomphe ne nuira pas à l'Eglise. Mais il pourra nuire beaucoup à la société.

C'est justement ce qui nous éloigne du petit et sonore parti des catholiques libéraux, dont Mgr Dupanloup fut le principal instituteur. Ils professent la fameuse maxime : *l'Église libre dans l'État libre*, adopté par Cavour. C'est la maxime même de la séparation, et nous n'ignorons pas qu'elle n'est point approuvée à Rome, puisqu'en effet, la première liberté religieuse de l'État libre est la liberté d'opprimer la religion; ce qu'on ne peut tirer du projet de constitution de l'*Univers*.

Et, à ce propos, nous publions ici un petit document qui ne manque pas d'intérêt. Par une coïncidence singulière, il nous est communiqué dans le même moment que des informations venues d'un autre point de la France nous avertissent des consultations demandées par Mgr Dupanloup.

C'est le texte d'une inscription gravée sur marbre dans la chapelle du château de la Roche-en-Breuil, appartenant à feu M. de Montalembert :

In hoc sacello Felix Aurelianensis episcopus panem verbi tribuit et panem vitæ christianor. amicor. pusillo gregi qui pro Ecclesia libera in libera patria commilitare jamdudum soliti annos vitæ reliquos itidem Deo et libertati devovendi pactum instaurâre

Die octob. XIII A. D. M. DCCC. LXII.

Aderant Alfredus comes de Falloux, *Theophilus* Foisset, *Augustinus* Cochin, *Carolus comes de* Montalembert, *absens quidem corpore præsens autem spiritu Albertus princeps de* Broglie.

Profitant de l'occasion, nous envoyons à Rome ce latin plus libéral que lapidaire. Il y soutiendra la renommée plaisante de l'épigraphie gauloise, mais en même temps il montrera ce qu'il y avait de naïveté dans l'âme de Montalembert, toujours enthousiaste et toujours disciple.

CLI

8 mars.

PRODROMES DE LA TERREUR.

Bordeaux, 6 mars.

Paris est-il en partie au pouvoir de l'émeute ? Le *Journal officiel* de Paris le fait craindre, les gens bien informés de Bordeaux l'affirment, le *Moniteur universel* dit non, le *Bulletin officiel* inclus dans ce moniteur ne dit rien. Or, c'est le *Bulletin officiel* qui est le vrai lieu de la vraie vérité.

Et voilà comme l'on voit clair sous le gouvernement de la lumière!

Il est d'ailleurs trop certain que Paris n'est pas en paix. Vingt ou trente voyous amoncelés dans un coin, suivant une ancienne comparaison de M. Hugo, comme des mouches dans l'angle sali d'un mur, sont à peu près libres d'assassiner le passant qui leur déplaît. Ils noient un sergent de ville, ils fouettent une femme, ils démolissent une maison. Tel est leur bon plaisir, ils se le passent. La foule ou en prend sa part, ou en prend son parti. Contredire ne serait point prudent.

En réalité, pour le moment, c'est la dernière canaille qui règne sur la capitale de la civilisation.

Trois fléaux suffisent à peindre les temps horribles : la guerre, la famine et la peste. Il y en a un

quatrième qui, à lui seul, les vaut tous les trois et qui est plus injurieux pour ceux qui le subissent; car il témoigne de la bassesse des âmes descendues au dernier degré de l'avilissement : c'est la terreur. Elle livre une ville, un peuple entier au caprice d'un petit nombre d'ignobles gredins, eux-mêmes lâches.

Avec cent cinquante ou deux cents sicaires, Carrier tenait la ville de Nantes. Il insultait, il volait, il égorgeait, il outrageait les femmes. On ne bougeait pas. On le laissait faire. Lebon n'avait pas tant à Arras. Robespierre, proportion gardée, n'avait pas davantage à Paris.

La Reine fut promenée à travers les rues, meurtrie d'insultes infâmes; et il ne se trouva pas un homme, pas un! pour se faire du moins écraser sous les roues de la charrette et protester qu'il restait encore un cœur français. Non, il n'y en eut pas un! Déshonneur immortel d'un peuple, d'une époque et d'une civilisation.

Tel est l'immonde phénomène de la terreur. Quelques années plus tard, quand Dieu permit que la France revînt un peu à elle-même, quelques jeunes gens armés de bâtons firent rentrer dans les égouts les brigands qui avaient égorgé leurs pères. Le bâton dispersa ces coupe-têtes et ces coupe-bourses.

Or, la terreur plane aujourd'hui sur Paris et sur la France, et ceux qui n'osent pas l'avouer en sont déjà atteints. Ils courent à Paris, les uns se précipitant, les autres entraînés, sans le vouloir, sans savoir ce qu'ils feront, tremblants, fascinés comme l'oiseau par le reptile.

..cte de foi, un acte de volonté pourraient ..e le charme. Ils le savent et ils ne le feront .. Quand on n'a point de foi, la raison se démontre ..au l'évidence : la volonté est anéantie, la terreur ..mporte et dissout jusqu'à l'instinct naturel du ..ut.

Pauvre M. Thiers, qui pensiez en avoir fini en transigeant avec le Prussien pour cinq milliards et deux provinces! Vous avez maintenant en présence un ennemi qui veut tout et qui ne transigera pas.

Ce n'est pas tout d'avoir écrit l'histoire de la Révolution, il faut connaître la Révolution.

CLII

Bordeaux, 7 mars.

M. KELLER.

Les précipitations et les préoccupations de ces terribles jours font oublier les choses qu'on a le plus à cœur. Nous nous apercevons tard, avec un vif regret, que, dans le compte-rendu de la séance du 1er mars, l'*Univers* n'a parlé du discours de M. Keller que pour en faire la critique, courant ensuite à M. Hugo, pour exprimer l'indignation que méritait ce plat et enflé discoureur. Ainsi dans le combat on voit, avec une sorte d'indifférence, tomber le frère, et l'on se précipite vers l'ennemi. Nous demandons pardon de

ce mouvement naturel. Mieux eût valu laisser là M. Hugo et rendre à M. Keller l'hommage qu'exigeaient de nous son talent, son dévouement et son immense malheur.

Il a dû prononcer cette parole, douloureuse et cruelle entre toutes : Nous ne sommes plus Français! Qui peut dire ce qu'un pareil mot renferme de douleurs! M. Keller est certainement l'une des personnifications les plus complètes de l'Alsace française, c'est-à-dire catholique. Cette terre si belle et si chère était pour lui la patrie dans la patrie, le cœur même de la patrie. Elle est le tombeau de ses pères, le berceau de ses enfants, sa mère, son foyer, ce qu'il a de plus cher après l'Église : et cette mère bien-aimée l'avait élu entre tous ses autres fils pour défendre sa foi. Il la perd, il la voit tomber sous le pied de l'étranger et sous la main de l'hérétique. Pour nous, la patrie n'est que blessée; pour lui, elle est morte. — Je ne suis plus Français! Ou je devrai abandonner mon foyer qui ne m'est plus qu'une prison, ou je devrai abandonner la France, et je n'ai le choix qu'entre deux exils!

C'est avec cette angoisse qu'il a franchi le seuil de l'Assemblée; angoisse d'autant plus déchirante pour lui, parce qu'il a dû penser que ce coup, brisant encore sa carrière politique, lui ôtait l'arme de sa parole, avec laquelle il voulait d'un cœur si généreux défendre sa patrie spirituelle, sa mère la sainte Église.

Mais qu'au moins il perde ce souci et se fie davantage à la vigueur de son âme et de sa foi. Exilé de

France en Alsace, ou exilé d'Alsace en France, il ne sera pas exilé de l'Église, et il la défendra toujours, et toujours avec éclat. Aucune tyrannie et aucune ingratitude ne lui peuvent enlever cet honneur; il saura le conquérir partout. En Alsace comme en France, le seul vrai patriotisme sera catholique, sera persécuté et sera plus fort que la persécution. Si notre Alsace compte un assez grand nombre d'enfants pareils à M. Keller, jamais elle ne sera prussienne, et si notre France mutilée conserve ou retrouve assez de citoyens qui lui ressemblent, elle ne sera conquise ni par les armes ni par la Révolution. En Alsace ou en France, il soutiendra cette lutte du devoir et de l'honneur, il se fera, pour sa part, la seule victoire qu'il importe enfin de gagner ici-bas.

Nous prions M. Keller d'agréer cette expression de notre profonde et durable sympathie. Soldats d'un drapeau qui flotte bien au-dessus de toutes les frontières, compagnons dans une guerre qui ne finira pas, nous avons pu laisser paraître des dissentiments inévitables entre les hommes, et d'ailleurs légers. Nous ne devons pas laisser croire que ces dissentiments ont prévalu, lorsque la catastrophe a paru nous faire oublier de combien d'estime et de regrets était digne le combattant dont elle écrase si cruellement le bras et le cœur.

CLIII

Bordeaux, 8 mars.

LES PRINCES D'ORLÉANS.

On dit, dans certaines réunions, que les princes d'Orléans se désisteront de leur titre électoral. Ce conseil serait meilleur que celui qu'ils ont suivi en se faisant élire au mépris de la loi, et sans se souvenir assez de leur dignité et de leur devoir comme membres de la maison de Bourbon.

Quant à l'Assemblée, nous pensons que, si les princes insistent, elle ne doit pas se prêter à ce jeu politique, et que son devoir est de respecter la loi qui les exclut. La validation de leur élection serait un coup d'État qui en préparerait fatalement un autre.

Il ne suffit pas que l'Assemblée soit souveraine. La souveraineté peut abroger une loi, mais non pas la violer. Tout coup d'État vicie ce qu'il fait, et ce qui s'élève aisément par la fraude périt aisément par la conspiration. Établissons enfin quelque chose de régulier et qui se puisse défendre.

Si l'élément monarchique doit dominer dans notre constitution future, que ce soit l'Assemblée elle-même qui le déclare; que ce soit elle qui fasse ou plutôt qui appelle le Roi. Car si l'on veut la monarchie, il n'y a qu'un roi possible, et il est déjà fait.

Aposter un chef de parti et disposer les choses

pour le mettre à même de sauter sur la couronne comme un forban qui fait un mauvais coup, ce serait une pratique peu digne et du peuple et du prince, plus conforme aux bassesses du présent qu'utile à ses misères et que favorable à l'avenir. Elle armerait, elle justifierait d'avance tous les conspirateurs; les régularisations postérieures demeureraient vaines.

En fait de régularisation, Louis-Philippe et Bonaparte ont eu tout ce que l'on pouvait imaginer. Consentement tacite, explicite, répété. Rien n'a suffi. Jamais ils n'ont osé, jamais ils n'auraient pu faire justice. Le vice de leur origine les a contraints de conspirer contre eux-mêmes et contre la France. Personne ne se sentait lié envers eux. Redevables à la conspiration, ils ont payé. Et nous aussi nous avons payé, et nous payons, et nous paierons. On connaît le prix.

Les princes d'Orléans admis dans l'*Assemblée* y seraient fatalement des conspirateurs, ne le voulussent-ils pas. On peut exiler, déposer, tuer des hommes de sang royal : on ne peut les transformer en simples citoyens. Eh quoi! un Arago déjà n'est plus un simple citoyen. S'il naît un petit Gambetta qui devienne un homme, ce ne sera pas tout à fait un homme comme un autre, par la raison que son illustre père aura signé des décrets souverains. Il faut se résigner à ce mystère ennuyeux pour la démocratie. Est-ce que les petits Garibaldi ne naissent pas généraux français? Est-ce que nous n'avons pas un petit Carnot qui naquit député en dépit de nature?

Combien d'autres pareils fils des dieux, qui n'ont jamais su ni acquérir la moindre valeur ni se garer des grands emplois !

Un Bourbon est un Bourbon. Il faut en passer par là. Et les deux Bourbons qui frappent à la porte de l'Assemblée n'y ont pas été envoyés au mépris de la loi, uniquement pour fournir deux voix à la confection de telle ou telle loi.

Mais la raison qui fait qu'un Bourbon est plus qu'un autre citoyen fait aussi qu'un Bourbon n'est pas un citoyen. Il n'existe en réalité qu'un Bourbon politique, c'est le chef de la famille, et celui-là aussi est tout autre chose qu'*un Français de plus!* Le mot de Charles X est joli, aimable, français, mais faux en politique. Un Bourbon est un héritier du trône ou un aspirant au trône. Héritier, il attend et il obéit; aspirant, il conspire, et la raison politique ordonne de l'écarter.

Henry de Bourbon donne un exemple que ses cousins regretteront de n'avoir pas imité. Il se tient à l'écart, il ne s'offre pas, il n'a pas sollicité un département de l'introduire par une porte dérobée comme candidat à la royauté. Si la France a besoin de lui, elle sait où elle le trouvera.

Ce qui conviendrait à l'égard des princes d'Orléans, ce serait de leur faire sommation de se soumettre à leur chef. Nous n'aimons pas le mot de *fusion* trop généralement employé.

Les princes d'Orléans n'ont pas de droit distinct. 1830 ne leur a créé qu'une situation mauvaise, irrégulière, séditieuse. Elle les oblige à rentrer dans

l'ordre, voilà ce qu'exigent leur honneur et l'intérêt du pays. Autrement ils sont des princes révolutionnaires et des révolutionnaires princiers, ce qu'il y a de pire dans le régime monarchique, et ce qu'il y a de pire dans le régime républicain. S'ils veulent conserver cette situation, ce que le chef de la Maison de Bourbon peut faire de plus sage est de leur ôter le rang de princes, et ce que la République doit avoir de plus pressé est de leur retirer la qualité de citoyens.

Henry de Bourbon ne les exclut pas, il n'exclut personne, et c'est le privilége incomparable de sa situation. Ils excluent Henry de Bourbon, et avec lui ce que l'on appelait sous Louis-Philippe les *partis extrêmes,* sous Bonaparte les *vieux partis*, sous Jules Favre la République *honnête et modérée.*

Ils sont ce juste-milieu, de qui personne ne veut longtemps ; ce tronc, ce ventre sans tête, sans cœur, sans jambes, qui roule de ci, de là jusqu'à ce qu'il ait trouvé avec Louis-Philippe la fosse, avec Bonaparte le trou, avec Jules Favre l'infâme abîme.



DEUXIÈME SIÉGE

Au point où nous en sommes, ce n'est pas un homme de guerre ni un homme politique qui peut nous sauver : cette tâche ne peut être remplie que par un homme de Dieu. Le démon qui nous tient est de ceux qui ne peuvent être chassés que par le jeûne et la prière.

Nous en avons le sentiment, et tous nous disons : *Perimus!* Mais telle est la profondeur de notre mal que personne ne sait ou n'ose dire : *Domine, salva nos!* Et la tempête fera ce qu'elle voudra de la pauvre barque en péril.

O triste peuple sans Dieu !

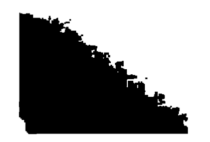
CLV

19 mars.

ASSASSINAT DE DEUX GÉNÉRAUX.

Deux généraux massacrés, deux prisonniers de guerre ! Les Prussiens ne l'eussent point fait !

Le malheureux Clément Thomas était entré dans la vie politique comme soldat insurgé. Sous-officier, il avait fait tourner une partie du régiment où il servait. Le procès qui s'ensuivit le mit en lumière. Il fut amnistié sans repentir, plutôt en vertu du droit de trahison que par miséricorde. Son parti lui donna dans le *National* le médiocre emploi que comportait sa capacité intellectuelle ; la révolution de Février lui distribua une place de député, puis le prit, faute



de mieux ou faute de pire, pour général en chef de la garde nationale. Il disparut vingt ans et ressuscita le 4 septembre, avec cette vieille bande, aussi incapable qu'elle. Le plus innocent de tous, il est aujourd'hui assassiné par des révoltés non moins ineptes, mais ornés du progrès où les a pu pousser un quart de siècle rempli de prédications sauvages. Il ne leur avait fait aucun mal, il ne pouvait ni ne voulait leur en faire aucun, il avait des cheveux blancs; mais il était devenu un modéré et il protestait contre l'effusion du sang; ils l'ont tué, ils ont outragé son cadavre.

Encore pouvaient-ils le dire des leurs, et se prétendre quelque droit sur lui.

Mais le général Lecomte ne leur appartenait point. C'était un loyal soldat, il leur faisait une loyale guerre. Ils l'ont barbarement massacré. Ainsi fut, il y a vingt-deux ans, massacré le général Bréa. Cela ne se voit plus que chez les cannibales, et encore!

Ceux qui ne veulent pas qu'on dise que c'est là le peuple de la civilisation; ceux qui ont vu les assassins de la Villette devenir chefs de la garde nationale parisienne; ceux qui ont vu l'assassinat du commandant Arnaud à Lyon, l'assassinat de M. de Tolra à Perpignan, l'assassinat, dernièrement, de ce malheureux agent de police, en plein jour, à Paris; ceux qui voient l'Espagne, l'Italie et la France depuis un an, que veulent-ils que l'on dise? D'ailleurs n'y a-t-il pas des apologies publiques pour tous ces crimes?

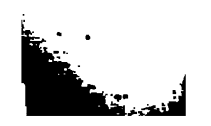
Des spéculateurs, éditeurs d'œuvres de sang, nous font lire sur tous les murs l'annonce d'une brochure

intitulée : « Assassinat de M. de Moneys, brûlé vif *par les paysans bonapartistes.* » Sont-ils bonapartistes, les gens qui exécutent ces « justices » ? ou bien propose-t-on ces paysans bonapartistes en exemple aux citoyens des villes pour qu'ils se mettent aussi à brûler vifs les criminels dont ils jugent à propos de purger l'air pur de France ? ou regarde-t-on ces paysans comme des barbares qui ne savent pas faire durer le plaisir ?

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'à Paris et en France on prêche et on pratique l'assassinat. C'est le résultat signalé deux fois en vingt ans du régime parlementaire et du régime dictatorial, tombés et retombés en république. C'est le couronnement de l'édifice de Napoléon, comme ce fut le couronnement de l'édifice de Louis-Philippe. On voit fort bien comment ces excès enfantent les dictatures ; on ne voit pas comment les dictatures en empêchent le retour.

Seulement, aujourd'hui, la chose se fait en présence de l'ennemi victorieux, et la dictature qui l'accomplit est anonyme. Cette dérision nous manquait ! Nous avons une dictature qui n'ose pas même dire son nom, pas même à nous. Elle attend sans doute que la terreur ait étendu sur nous ses ailes infâmes, et alors nos maîtres oseront se montrer.

Alors il n'y aura plus de résistance. Nous ne serons ni pères, ni époux, ni citoyens, ni propriétaires de rien. Nous tendrons le cou et nous mourrons hebétés, ne nous jugeant plus capables de défendre notre vie.



Et tout cela ne manque ni de logique ni de justice.

Pour défendre sa vie, il faut en être digne ; et pour en être digne, il faut avoir fait et vouloir faire de sa vie l'usage que Dieu veut.

Interrogez-vous sur l'usage que vous avez fait de votre vie, vous qui voulez vous rendre compte de l'effroyable et honteux mystère qui tue la France !

L'Eglise dit aujourd'hui à ses fils : « Celui qui demeure dans Jérusalem ne sera point ébranlé. Comme le Seigneur entoure et défend Jérusalem, ainsi le Seigneur environne les siens aujourd'hui et toujours. »

Ceux-là peuvent ne pas défendre leur vie ; ils font mieux : ils la donnent pour l'honneur de confesser la justice, et ce n'est point un vain présent qu'ils font au monde.

P. S. — *Les morts vont vite!* En venant corriger l'épreuve de cet article, écrit il y a deux heures, nous avons lu les affiches d'un nouveau gouvernement. Elles nous promettent tout ce que peut désirer un peuple affranchi. Nous sommes convoqués « dans nos comices, » délivrés de l'état de siége, etc. Les noms, au nombre de dix ou douze, sont inconnus, sauf celui de M. Assi et celui de M. Varlin, candidats aux dernières élections de Paris. Tous deux appartiennent aux sociétés ouvrières. M. Assi est l'homme du Creusot.

Il n'est pas question d'examiner la procédure à la suite de laquelle, hier, M. Clément Thomas et le général Lecomte ont été mis à mort.

Ces affiches sont lues avec un étonnement qui n'est pas sans stupeur. On garde pour soi ce que l'on en pense; la rue est tranquille.

On dit que les ministres se sont sauvés. Ce dénouement ne semble pas impossible. C'est classique.

Nous sommes en présence de l'inconnu. Nous ignorons s'il y a un pouvoir, une liberté quelconque pour les opinions, une garantie quelconque pour la vie des citoyens.

Nous restons sur notre seuil à regarder passer. Lorsque nous apercevrons un groupe où nous croirons voir un peu de respect pour la liberté et pour l'intelligence d'autrui, un peu de sincérité, un peu d'honneur, un peu de pitié pour la France, nous nous joindrons à lui.

Si rien de tout cela ne paraît, on ne peut regretter que de périr trop tard.

CLVI

20 mars.

ÉLECTIONS POUR LA COMMUNE.

L'insurrection épanouit ses proclamations dans le *Journal officiel*, où elle est installée, et ses chefs s'y font connaître mieux que par leurs noms. Ce sont de pauvres gens! Ils ont bien monté et bien exécuté leur coup, l'on ne saurait leur refuser cette justice. Ils

ont habilement mis la main sur toutes les clefs, hardiment ouvert toutes les portes. Mais, cela fait, ils sont à court, et tout leur bagage se compose de phrases qui ont déjà servi. Ils répètent fidèlement ce que le noble gouvernement qui arrive a coutume de dire contre l'infâme gouvernement qui s'en va.

Le gouvernement qui s'en va a été lâche, absurde, traître, même usurpateur. Il a tout perdu. Le souffle du peuple l'a fait disparaître, etc., etc. Mais voici des hommes nouveaux, suscités par la patrie : ils sont la moelle du peuple, intelligents, purs, justes, etc., etc. Ils vont ramener l'ordre, la liberté, le travail, l'abondance ; ils vont fonder enfin la République, etc., etc.

De vingt ans en vingt ans, cela peut produire quelque petit effet. Louis-Philippe l'a dit, Lamartine l'a dit, Bonaparte l'a dit, Jules Favre l'a dit avec Crémieux et Bizoin et les autres du 4 septembre. Mais au bout de six mois, c'est trop vite copier ce programme qui a manqué sur trop de points importants. La foi se refuse. Il fallait trouver autre chose. Ici cette belle conspiration trahit son défaut. Les conspirateurs peuvent avoir quelque chose dans la main, ils n'ont rien dans la tête. C'est inquiétant.

C'est inquiétant pour nous, parce que, n'ayant rien dans la tête, ils sont forcés de se servir de ce qu'ils ont dans la main ; et c'est inquiétant pour eux, parce que ce qu'ils ont dans la main ne saurait durer longtemps. Ils ne peuvent tous les jours, ou par mégarde, ou par un mouvement de vivacité légitime, faire ou laisser massacrer quelques citoyens. Encore que l'assassinat de Clément Thomas et du général

Lecomte leur paraisse juste en soi, la façon dont ils en parlent laisse deviner que cette victoire est gênante. Les malheureux commencent par laisser massacrer sous leurs yeux deux hommes de cœur, et, pour s'excuser, ils disent qu'ils l'ont ignoré! Mais comment se tirent-ils de cet « accident » qu'ils prétendent n'avoir pu empêcher? Par une amnistie! Schinderhannes mettait plus d'ordre dans sa troupe.

A la vérité, ils invoquent une raison. Ils disent qu'ils ne sont pas un gouvernement. C'est leur côté original, outre la manière dont ils sont entrés en scène. La garde nationale, qui les a, selon eux, institués pour nous remettre en possession de « nos droits, » ne les a pas institués pour faire régner la justice.

Et à présent, ils veulent bien s'en aller. La nécessité seule les retient aux affaires. Mais s'ils veulent bien s'en aller, ils veulent bien aussi rester. Ils nous invitent aux élections; ils demandent un sacre à ce Paris qu'ils ont délivré. Nous n'avons qu'à les acclamer.

En vérité, c'est le comble de l'impertinence. Et de quel droit nous appellent-ils aux élections? Est-ce que « la garde nationale » de Paris, comme ils disent, les a aussi chargés de dissoudre l'Assemblée nationale, ou d'élever demain quelqu'un contre elle? Est-ce que Paris constitue un peuple à part qui doit n'obéir qu'à eux, et par eux se soumettre la France; et doivent-ils encore accomplir ce mandat sous peine de mort (par mégarde) contre ceux qui se refuseraient de les seconder?

Nous pouvons être tombés assez bas pour les subir quelques jours. Leur obéir serait tout à la fois et trop lâche et trop bête. Aucun homme d'honneur ne voudra se rendre à cette élection. Qu'ils fassent l'opération en famille. Qu'ils reçoivent au vote les bulletins écrits du sang de Clément Thomas et de Lecomte, et si le scrutin n'est pas assez lourd, qu'ils y ajoutent leur plomb! Le citoyen qui tombera pour avancer, ne fût-ce que d'une heure, le moment prochain où ils devront rendre compte, aura bien employé sa vie.

C'est toute la réponse que méritent leurs invitations et leurs menaces.

CLVII

21 mars.

L'ÉCROULEMENT.

Pour dire où nous en sommes, nous n'en savons rien, mais ce n'est point bon. Le gouvernement régulier est pitoyable. Il a laissé Paris sans défense sous la main de Belleville, c'est-à-dire sous la main de cent ou cent cinquante mille hommes de grand appétit. Il y a une école qui reproche à Bazaine d'avoir trop longtemps défendu Metz. M. Thiers et ses ministres ne mériteront pas ce reproche-là! Sans prendre une précaution, sans laisser un ordre,

tout est parti, tout s'est sauvé non pas à l'aspect de l'ennemi, mais à son odeur, et c'est une question de savoir si Versailles leur paraît assez loin. Ils ont, entre autres choses, oublié quinze batteries de canons. Sedan fait mode; tout le monde veut avoir le sien.

On se demande comment Belleville se sauvera à son tour. Il se sauvera néanmoins. Mais quand?

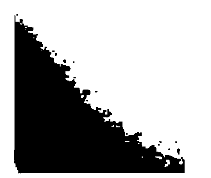
En attendant, le gouvernement laisse la conduite aux députés et maires de Paris, qui se sauvent. On le voit à leurs affiches, de plus en plus plates.

La garde nationale conservatrice, qui ne manque ni de bras ni d'hommes, semble disposée à se sauver. Elle laisse occuper ses mairies, déposer ses officiers, enlever ses armes. Un seul arrondissement refuse nettement de se laisser envahir. C'est le deuxième. S'il pouvait donner un peu d'énergie aux autres, ce serait fini, et l'on délivrerait les chefs de l'insurrection eux-mêmes, qui commencent à n'être plus maîtres de leurs hommes. Ils se plaignent de la fâcheuse introduction de repris de justice dans ces rangs mal gardés. Esprit de Sedan, lèpre fâcheuse de la belle civilisation moderne, maladie funeste à la « reprise des affaires ! »

On nous avait pourtant si bien élevés, et nous étions un peuple si brillant dans la fabrication du vaudeville, de la caricature, des armes, des lois, du roman-feuilleton, si brillant en tout!

Et Paris est une forêt de Bondy. *Liberté*, *Fraternité*, *Égalité!*

Cependant il ne faudrait qu'un homme, tout le monde en convient; mais tout le monde convient



aussi que cet homme ne se trouve pas. Ce n'est pas même M. Assi. Bien plus, M. Assi et ses collègues, comme M. Thiers et ses collègues, comme la Chambre issue du suffrage universel, respectable d'ailleurs, sont la preuve trop évidente que cet homme n'existe pas.

Si au moins nous étions humbles, Dieu pourrait avoir pitié de nous.

Mais nous sommes au contraire très-fiers, et nous ne cessons pas de dire que l'année prochaine, l'année d'après ou plus tard, nous prendrons notre revanche de la Prusse!

O Dieu, Dieu de nos pères, devenu si terrible à leur race dégénérée, rendez-nous humbles, mais ne permettez pas que nous descendions dans cette abjection où l'on s'accoutume et d'où l'on ne sort pas. Suscitez-nous un homme, et qu'au moins nous ne périssions point tout à fait sans honneur!

CLVIII

Versailles, 25 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE.

La séance de nuit n'a été ouverte que pour être levée. Il y avait à discuter une proposition ambiguë de M. Arnaud (de l'Ariége), homme bienveillant, qui se flatte de contenter tout le monde. On a déclaré

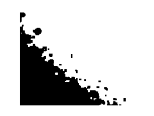
d'abord que le rapport n'était pas prêt, puis qu'il ne devait pas l'être, et qu'il ne fallait pas toucher à ces poudres, crainte d'une « *étincelle* qui pourrait faire couler des torrents de sang. » M. de Peyramont l'a dit avec gravité, M. Arnaud avec émotion. Rumeurs favorables, clameurs contraires. M. Thiers a insisté pour la remise avec un redoublement de gravité et d'émotion, et une teinte marquée de mauvaise humeur, ajoutant qu'au surplus le gouvernement n'avait rien à craindre du jugement de l'opinion. Hélas! le jugement de l'opinion... Et où est l'opinion, et qu'importe le jugement de l'opinion?

Depuis longtemps, en France, il n'y a guère que les gouvernements qui s'efforcent un peu de compter avec l'opinion, et il n'y a guère que les gouvernements qui ne puissent pas compter sur l'opinion.

Enfin, la parole d'un chef du pouvoir exécutif, même le plus incapable d'exécuter quoi que ce soit, ne laisse pas de produire son impression. Lorsqu'il affirme que l'on est au moment de sauter, il y a un léger temps d'arrêt. M. Grévy a saisi le cheveu de l'occasion et levé la séance.

Dans les tribunes, on cherchait à se rendre compte. La scène était manifestement concertée. Le gouvernement parlementaire est essentiellement un gouvernement de coulisses; personne ne l'ignore plus. Ayant préparé le thème, les acteurs, se cachant en général leur vrai dessein, s'abandonnent à l'improvisation, et remettent plus ou moins consciencieusement le dénouement au hasard.

Et nous, pour notre argent, nous sifflons les acteurs.



Plaisir immoral et très-coûteux.

Enfin, on cherchait le secret de la terrible comédie, et l'on flairait quelque plan de conciliation. Il était bruit de plusieurs bataillons « dissidents » qui donnaient des indices d'un esprit plus pacifique, et l'on entrevoyait l'espoir de rompre ce qu'il est devenu si urgent et si difficile de dissoudre.

Les nouvelles de ce matin ne confirment pas cette attente. L'angoisse est grande. Elle doit l'être partout. Mais si l'angoisse est égale, la résolution ne l'est pas.

Il y a trois jeux : celui de la Sédition, celui du Gouvernement, celui des députés et des maires de Paris, lesquels se font entremetteurs et sont parties.

La Sédition et le Gouvernement ne veulent ni ne peuvent rien partager; les maires et les députés veulent et croient pouvoir tout prendre, à la Sédition, la force, au Gouvernement, la légalité. Réussiront-ils? Tout est possible, et ce ne serait pas la première fois que la « conciliation » ferait avorter définitivement le bien, en désarmant le mal pour le réaliser correctement. Le triomphe de la révolution, c'est-à-dire de la destruction, l'anéantissement du principe de salut, est dû à l'esprit de conciliation. Il concilie par la mort.

La politique des maires ôtera à la Sédition Paris, et lui donnera la France.

Ce n'est pas fait néanmoins. Les séditieux ne semblent pas disposés cette fois à travailler par procuration. Ils ont de l'audace, de l'audace, de l'audace.

Ces trois choses manquent à Versailles et sur le chemin entre les deux camps.

Les séditieux ont intérêt à traîner jusqu'à ce qu'ils aient fait leurs élections. Ensuite ils se diront légitimes. C'est un grand point! Alors ils s'installeront législateurs et juges, et ayant enflammé les villes, ils allumeront les campagnes.

C'est ce qu'il faut pour que la Prusse institue en France un intendant fidèle, qui lui assurera la perception de ses rentes, et qui sera Napoléon III.

L'armée de Catilina finit toujours par servir César. Les insurgés, après le succès de leur conspiration, prendront leurs invalides au soleil de Cayenne, et nous, France, nous aurons notre repos dans la honte. Le généralissime Garibaldi, devenu l'allié de la Prusse, nous emportera la Savoie, Nice et la Corse..

Et nous pensions avoir épuisé le calice, lorsqu'après cette résistance plus longue que haute, nous avons enfin subi le joug!

Voilà ce que devient un peuple à qui ses philosophes se sont flattés de montrer comment les dogmes périssent.

Mais heureusement les dogmes ne périssent pas, et c'est pourquoi, malgré tout, le monde verra comment les peuples renaissent.

CLIX

Versailles, 26 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE. — LOI SUR LES JUGES RÉVOQUÉS PAR M. CRÉMIEUX. — M. DUFAURE.

Pour la première fois depuis la veille du 2 décembre 1851, je suis entré ces jours-ci dans un local législatif. Je n'ai trouvé d'un peu changé que la salle. L'Assemblée, également souveraine, est en proie aux mêmes préoccupations, aux mêmes émotions. Elle cherche également le moyen d'exercer sa souveraineté, elle est troublée de la même incertitude de vivre. Elle sent planer sur elle la dictature, elle en est déjà fascinée et paralysée. Elle est divisée; elle n'a point de tête, ou, ce qui revient au même, elle en a plusieurs; elle veut et ne veut pas; elle est trahie en elle-même et trahie par elle-même; elle s'en va, ou plutôt elle s'écoule.

Décidément, la solidité, l'accord, l'assurance de durer ne sont point l'apanage de cette forme de la souveraineté, et l'expérience lui est de peu de profit!

Voici M. Thiers, M. Favre, M. Dufaure et d'autres, déjà connus et en pleine lumière il y a vingt ans, aussi embarrassés pour le moins qu'il y a vingt ans; et l'on peut, hélas! prédire que, s'ils sortent d'embarras, ce sera, comme il y a vingt ans... par la fenêtre!

Mais ainsi le veut la logique! O sagesse humaine, tu n'es qu'un mot, et le plus vain et le plus menteur des mots, quand tu ne veux pas reconnaître que le diable est logicien.

On parle. Liberté, ordre, république, patriotisme, concorde, etc., etc., tous ces mots sonnaient très-fort il y a vingt ans, sonnent très-fort aujourd'hui; et aujourd'hui comme il y a vingt ans, la sonnette du président se mêle très-fort à cette sonnerie oratoire; et c'est un concert qui ressemble très-fort au tocsin. On s'agite, on crie qu'il faut éteindre le feu, et, dans leur empressement à bien faire, ceux-ci allument des torches, ceux-là vident les réservoirs. La sagesse humaine, en ce temps, s'est soumise à une logique qui le veut de la sorte et qui marche inflexiblement à son but de destruction.

Le parti de la destruction monte à la démence et ne voit plus rien d'impossible; le parti de la conservation descend au-dessous de l'imbécillité et paraît incapable d'essayer quoi que ce soit. Il faut voir ce désarroi, cet affaissement indescriptible, cet universel effondrement. Tout le monde y sent quelque chose de surnaturel. On se récrie, on s'indigne, on a la conviction qu'il ne faudrait qu'une main, qu'une voix, qu'un signe peut-être pour dissiper l'horrible fantôme, mais tout manque, la main, la voix, le geste; et il devient vraisemblable que ce gouvernement et cette assemblée issus du suffrage universel vont périr au milieu de leur armée, étouffés par la terreur d'un ennemi qui n'ose pas attaquer.

Au milieu de cette angoisse et à travers le vacarme

ou par erreur, trahi les convenances de la justice, et ceux qui les ont frappés se sont mis eux-mêmes au-dessus de toutes les lois et de tous les intérêts de la société.

Cependant M. Crémieux ne les avait que persécutés, et M. Dufaure, qui veut les réintégrer, les déshonore. Il ne les réintègre pas, il les replace. C'est leur place et non leur rang qu'il leur restitue, et à condition que cette place, ils ne la reprendront pas! Ils la reprendront comme une chose qui leur appartient, et qu'on ne peut leur ôter qu'en vertu d'un jugement, qui n'est pas rendu.

CLX

27 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE. — M. JULES FAVRE. — VOTE D'UN MONUMENT EXPIATOIRE.

Hier l'Assemblée paraissait disposée à se déchirer sur la question de savoir si elle tiendrait séance aujourd'hui. La séance a eu lieu, et tout le monde a paru d'accord pour ne rien dire. Pas un mot des choses de Paris. Ce silence est éloquent. A Paris, en ce moment, on vote, et personne à Versailles ne se dissimule que l'objet du vote est la création d'un gouvernement. M. Louis Blanc en a averti hier, et même il a réclamé un décret de satisfaction pour MM. les

Maires qui ont fait ce petit coup d'autorité. Le Gouvernement n'a rien dit; l'Assemblée a laissé tomber la proposition dans le sein de la commission d'initiative. Les formes sont gardées; mais la pudeur?... Qui ne dit mot consent, et il s'agit bien un peu de viol.

M. Favre, au début de son mémorable règne, parlait, non sans fatuité, du rare « effondrement » de l'empire. Et lui-même, que dit-il de la façon dont il s'effondre, et du poids de la logique sous laquelle il a placé son front fier? Adieu, bourgeois de Paris, avocat, député et membre de l'Institut! C'est fait. Comme ceux du 2 décembre, les lauriers du 4 septembre et du 31 octobre sont coupés.

Nous n'irons plus aux bois!

Il est à supposer que la commission d'initiative ne se saisira jamais de la proposition de M. Louis Blanc; et si quelqu'un à cette heure voulait penser que l'Assemblée a tenu aujourd'hui sa dernière ou son avant-dernière séance, il ne s'exposerait pas beaucoup.

MM. les maires de Paris se féliciteront eux-mêmes.

Mais s'ils espèrent se féliciter longtemps, ils ont tort. Eux aussi se placent sous la main d'une logique qui les promènera dans des sentiers rudes et peu faits pour les bottes vernies.

Cependant rendons compte de la séance de Versailles. Il s'agissait des propositions expiatoires de M. le général Trochu touchant l'assassinat de Clément Thomas et du général Lecomte.

Le terrain était brûlant, on l'a franchi à la course.

Deuil national, service religieux, mo
frais de l'État, adoption de la famille du
comte, pension à sa veuve, tout a été v
veloppements et sans contradiction, sauf
et la contradiction est demeurée victorie
position voulait le monument au lieu
commis le crime. Dans la région où l'o
hier si implacable envers ces pauvres
vieux péché, quelqu'un a trouvé que c'
marquer la place du sang ; que cela se
présaille, peut-être l'expiation.

Le mot a suffi. La commission s'e
l'emplacement reste indéterminé. Le mo
élevé quelque part. Que les statuaires et
tes ne fatiguent point leur imagination.
pour ce monument-là ne sera pas indiqu
nous entrons dans une époque qui ne se
marquer par l'abondance des monumen
pour les services que les artistes ont pris l
rendre à l'intelligence et à la morale pub
serait pas grand dommage qu'ils appriss
et les avocats aussi, et les gens de lettre

Néanmoins le monument expiatoire
ble. Une simple croix, sans inscriptio
placée là. Elle coûterait peu et pourrait ra
moins épargner beaucoup. Car, enfin, de
comme celles de Clément Thomas et de l
fort coûteuses. Elles ne se soldent pas p
la poudre et du plomb. Mais, d'un autre
éviter ce qui pourrait humilier le mon
cette heureuse région, berceau de la nou

République, peut-on admettre qu'il se commet des crimes ?

Un autre point a paru louche, c'est le service religieux auquel l'Assemblée doit assister. Un membre a eu des scrupules. Il a demandé si l'on ne craignait pas de blesser la conscience des députés protestants ou juifs, en les contraignant moralement de prendre part à une cérémonie catholique? L'Assemblée a vu la finesse, et une sorte de huée générale a immédiatement bloqué l'objection dans la bouche du casuiste. Il s'est rendu, comme tout à l'heure la commission, et M. Grévy, en hâte, a fait voter l'article et la loi. Ces deux assassinés sont devenus importuns. Espérons que du moins la veuve du général Lecomte aura sa pension, et que sa famille ne souffrira pas de l'adoption de la patrie.

Donc, les morts sont enterrés avec une certaine décence, les prisonniers sont rendus, et c'est une sorte de preuve que « l'armistice » est signé. Mais de l'armistice à la paix, il y a encore quelquefois, en ce temps-ci, un pas assez difficile.

Et M. Grévy a levé la séance.

CLXI

Versailles, 27 mars.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE. — M. THIERS. — GRANDEUR ET STÉRILITÉ DE SA SITUATION.

On a vu reparaître la proposition de M. Louis

Blanc et de ses collègues rouges réclamant des éloges pour les maires qui ont pris sur eux de sauver Paris, la République et la France, en faisant célébrer les élections schismatiques d'hier. Cette proposition semblait engouffrée dans le carton de la commission d'initiative parlementaire, mais il a paru préférable que le carton la revomît, afin qu'elle fût frappée d'un refus de prise en considération, ce qui est l'enterrement positif.

Mais avant de laisser passer à ce vote, M. Thiers a voulu remplir son rôle de temporisateur et de neutre qui le condamne à tant d'ambiguïtés. M. Thiers se souvient toujours qu'un souverain n'a point de parti. Comme l'empereur Napoléon en Algerie se déclarait l'empereur des musulmans et des juifs aussi bien que des chrétiens, M. Thiers veut être l'exécutif des républicains comme des monarchistes; il les porte également dans son cœur. Sauf pour ses concurrents de l'antique place de Grève, il a été doux et gracieux pour tout le monde. Monarchistes et républicains lui semblent charmants, il reconnaît tous les droits, il honore toutes les vertus, il atteste tous les bons désirs. Il semble pencher pour la République, mais il n'entend pas disperser les partisans de la monarchie; et bien fin qui dirait s'il est lui-même républicain ou monarchiste. Peut-être n'est-il ni l'un ni l'autre, peut-être est-il l'un et l'autre; mais ce qui paraît ne pas faire le moindre doute dans son esprit, c'est que républicains et monarchistes, ne pouvant se tirer d'affaire que par lui, doivent s'en remettre à lui. Il n'en a pas persuadé tout le monde.

Il a ajouté qu'encore que la situation fût grave, rien n'était en péril, vu les bonnes mesures qu'il a prises, et cela non plus n'a pas paru certain. Mais que répondre et que faire? Comme disent les députés, on est bien embarrassé! Par diverses raisons, qui peut-être ne sont pas toutes solides, ni loyales, ni tirées du fond de dévouement le plus pur, on craint de mettre le feu aux poudres, et on laisse lentement (d'une lenteur relative) brûler tant de mèches allumées de tous côtés!

Après l'habile discours de M. Thiers, — habile, puisque personne ne s'est trouvé en état de contredire, — M. de Lasteyrie a dit quelques mots graves et impuissants, mais capables au moins de soulager les consciences qui croient devoir se résigner aux mesures de temporisation. Il a fait entrevoir la grande part de l'esprit de discipline dans la patience avec laquelle la majorité supporte les excès de l'insurrection, et en même temps il a marqué qu'elle entend laisser à qui de droit la responsabilité de n'avoir pas agi. Cette protestation voilée a été très-sentie.

On adresse beaucoup de reproches à la majorité de l'Assemblée. Nous n'avons pas à nous prononcer sur l'équité de ce mécontentement général qui frappe nécessairement tous les pouvoirs en des temps si lâches et par là même si troublés. Il est certain néanmoins que l'Assemblée a un grand défaut, et il se compose de toutes les qualités qui ont valu à M. Thiers une si grande et si stérile situation. L'Assemblée correspond à tout parce qu'elle ne s'attache

à rien. Elle ne s'attache à rien, parce que dans son ensemble elle ne croit à rien ; et, parce qu'elle ne croit à rien, elle ne peut rien.

La logique de la langue française exprime bien cela, lorsqu'elle unit dans une même misère, morale et matérielle, les peuples qui n'ont ni Dieu ni roi, les classes qui n'ont ni foi ni loi, et les individus qui n'ont ni feu ni lieu. La triste France est cette *foule en* détresse, et le grand point de cette détresse est une sorte d'impuissance volontaire à sortir de là.

Quant à M. Thiers, en son particulier et malgré son mérite éminent, il semble plus qu'un autre le type de ce peuple jadis si bien assis sur la terre, maintenant le plus flottant des aventuriers. Son grand esprit n'a pu se rattacher à rien et ne croit qu'à l'expédient. Il disait tout à l'heure qu'aucun principe n'est compromis! Il le croit sans doute, et il ne sait pas qu'il montre en même temps que, pour lui, aucun principe n'est certain.

On lui attribue un mot qui n'est pas invraisemblable. Il aurait dit à certains monarchistes que 1830 avait voulu faire un civet de lièvre avec un lapin, et que le civet n'avait rien valu ; qu'en 1851, un autre lapin s'était lui-même déclaré lièvre, et n'avait fourni qu'un civet encore plus manqué ; qu'en 1871, comme toujours, pour faire un civet de lièvre, il faut un lièvre. Rien n'est plus vérifié par l'expérience du monde ; et néanmoins M. Thiers, à l'heure présente, ayant son civet à faire, écarte le lièvre, écarte aussi le lapin, et propose... un chat!

Il croit même tenir le chat...

Quant à la proposition de M. Louis Blanc, elle a été enterrée après ces menus exercices. Il est vraisemblable que, si elle avait été prise en considération samedi dernier, d'urgence, comme l'avait réclamée son auteur, le résultat du vote de dimanche eût été autre, et que M. Louis Blanc lui-même serait sorti du scrutin avec la même pompe qu'on l'a vu émerger de l'urne du 8 février dernier, en tête partout; et alors, ce trognon de plume, qui s'est vanté un jour d'avoir fait contre la société le serment d'Annibal, serait aujourd'hui dictateur.

Tel était le but de la manœuvre. Il l'a manqué, mais il y reviendra, et rien ne prouve encore qu'il le manquera toujours. Qu'importe que la main soit débile et même tremblante si le vent porte le trait? Or, quoi qu'en dise M. Thiers, les principes sont fort compromis; la pauvre société n'a point de cuirasse et son cœur est bien à découvert.

CLXII

Versailles, 13 avril.

L'ARGUMENT DU BOULET.

Nous avons l'honneur de nous rencontrer, sous les drapeaux du « grand parti de l'ordre, » avec quantité d'anciens adversaires qui sont, nous le craignons, des adversaires futurs. La plupart font office de généraux réguliers; nous ne tenons rang que de franc-

désagréable pour attirer leur attention sur cette pensée, et ils nous renvoyaient bien loin, souvent sans aucune aménité. Voilà pourtant, hélas ! que la chose arrive, comme nous l'annoncions.

Ce boulet de Versailles qui frappe sur Paris, et ce boulet de Paris qui ne laisse pas de frapper aussi sur Versailles, crevant ici et là tant de caisses, si ce n'est pas la première pierre tombée du Vatican qui commence à rouler, nous demandons ce que c'est?

Nous invitons tout spécialement le *Journal des Débats* à nous le dire, sitôt qu'il aura remonté son affût, momentanément retiré de l'embrasure où il se fit pendant quelques jours honorablement remarquer. Le *Journal des Débats* était le plus savamment satisfait de la situation critique de l'Église. Qui l'eût cru, hormis nous, que lui aussi, bientôt, s'estimerait en péril? Sa porte était certes la plus blindée qui existât au monde. Il était le grand maître d'école de la civilisation moderne, et il avait signé le diplôme de M. Jules Simon.

Un gredin sans nom grimpe au dôme de Sainte-Geneviève pour abattre la croix, et deux coups de marteau en font l'affaire : c'était si peu solide, cette croix ! Mais voilà que les éclats rebondissent sur le pavé, franchissent la Seine et vont dans tout Paris briser les presses de dix journaux, sans excepter les presses révérées du *Journal des Débats*, et en même temps combien de serrures !

Tous les obus de Prusse n'en auraient pas tant fait.

Quel sujet de méditation, si l'on savait méditer!

CLXIII

13 avril.

M. THIERS DEVIENT RÉPUBLICAIN.

Nous ne voudrions point contrarier M. Thiers. Il est certainement aussi intéressé que personne à sauver la civilisation ; il a son plan, qu'il ne peut dire à tout le monde. Cette considération, jointe à son grand renom d'habileté, doit donner patience. D'ailleurs, quand on est du grand parti de l'ordre, il faut bien accorder quelque chose au gouvernement, *et ne* pas se jeter tout de suite dans une opposition intraitable. Si l'on dit que M. Thiers lui-même en a fréquemment fourni l'exemple, ce n'est pas une raison.

Mais il serait juste que M. Thiers, à *son tour*, ne fit pas trop d'opposition à la majorité nationale exprimée par l'Assemblée. Or il prend une habitude taquine et, suivant nous, périlleuse de crier : Vive la République ! Cette « profession de foi » revient dans toutes ses proclamations, discours et dépêches, c'est-à-dire au moins une fois par jour. C'est souvent ! Est-il sûr d'être en cela bien sage et de rester bien strictement dans son droit ? A notre avis, il empiète, et de plus il agace.

Il empiète sur le pouvoir constituant. On lui a, dit-il, donné la République, il veut rendre la République. Ce n'est pas nous qui blâmerions tant de





probité ; seulement M. Thiers s'abuse sur la nature du dépôt. La France n'est pas légalement en république, elle est en provisoire, voilà tout. Ce n'est donc pas la République qui a été placée sous la garde de M. Thiers, c'est le provisoire, le pur et simple provisoire que sa louable probité l'oblige de rendre.

Nous ne contestons pas son aptitude à choisir une constitution, même à nous la faire ; encore faudrait-il prendre les voix. Mais il ne s'agit point de son aptitude, il s'agit de sa qualité. Nous soutenons que la qualité lui manque. Certainement il n'a pas été élu député en vingt-cinq départements, ni promu pouvoir exécutif pour constituer la France, et, qui plus est, pour la constituer en république.

Il a un vieux bon mot de 1849 : « Restons en république, c'est ce qui nous divise le moins. » Après vingt-deux ans, ce vieux bon mot n'est pas devenu parole d'évangile, et ne s'est pas, comme la loi salique, gravé « ès-cœurs des François. » On peut même dire qu'en 1871, le bon mot de 1849 a perdu de son sel. Sans doute, toute langue bien pendue et toute plume suffisamment exercée prouverait aisément que la République est ce qui nous divise le moins. Mais ce jeu d'esprit serait un outrage aux angoisses de la France. Voilà un siècle que nous nous battons, que nous périssons, que nous pourrissons, pour attester que la République n'est pas ce qui nous divise le moins.

Si M. Thiers, fidèle à son bon mot, est devenu républicain, c'est un malheur. Il n'en disait rien au temps des élections ; sa fortune électorale en eût

souffert. On lui eût demandé de définir sa forme de république. Mais républicain tout court, c'est-à-dire suivant l'une des formes successivement essayées, rejetées et reprises depuis M. de La Fayette jusqu'aux anonymes de la nouvelle Commune de Paris, cela ne peut passer, quelqu'un devrait l'en avertir. La majorité française repousse toutes ces façons de républiques-là. Si M. Thiers persiste, alors qu'il parle pour lui. Quand il a l'air de parler au nom de la France, il usurpe.

Il y a un cri de *Vive la République!* et un cri de *Vive la France!* qui ne sont pas du tout le même cri, et tous ceux qui crient vive la République ne crient pas la même chose. M. Thiers ne l'ignore pas. Un homme d'un esprit si fin devrait avoir horreur de fatiguer ses poumons dans un exercice manifestement infructueux. Que pense-t-il gagner à faire flotter entre Versailles et Belleville cette loque multicolore, ce vieil habit d'arlequin?

Que M. Thiers cesse de désobliger quantité de gens qui lui souhaitent de bien finir; qu'il ne leur donne pas le crève-cœur de le voir insensiblement prendre la figure d'un Serrano, lui qui a fait des livres intéressants. Qu'il s'occupe de réduire Paris; et en attendant, qu'il nous présente au moins une république définie, mais surtout qu'il nous garde dans le provisoire : c'est la chose qui nous divise le moins..... provisoirement.

CLXIV

Versailles, 16 avril.

LITTÉRATURE ET POLITIQUE DE ROCHEFORT.

Nous donnons un morceau politique et littéraire de M. Henri Rochefort. Comme nous l'avons déjà remarqué, cet illustre personnage n'a perdu rien du genre d'esprit et de mérite qui lui fit une si belle fortune. Il a ravi le monde français, il a été élu et réélu député, il est devenu l'idole du peuple par l'étalage des grâces que l'on va revoir, et elles ont paru si charmantes que la faveur publique s'est répandue jusque sur ses imitateurs, tels que le petit Simon dit Lockroy, lequel d'ailleurs le pourrait suppléer.

Nous ne nous excusons point de citer ces choses. A force de pauvreté, elles ont leur valeur; par l'excès de l'infection, elles deviennent en quelque manière salubres. Ce sont là vraiment les odeurs de Paris, les émanations directes de la cervelle parisienne. La vapeur de l'égout et l'haleine du café chantant, se dégageant par le gosier des *Thérésas*, n'en donnent pas l'essence aussi pure. Qui veut connaître le fonds intellectuel et moral du Paris de 1869, 1870 et 1871, doit étudier les *Rochefortins*. Ces « écrivains » sont la perle qu'ont formée tout le sel et toutes les énergies de cette mer. Elle produit cela. Sous un petit

volume ils fournissent l'expression la plus raffinée des corruptions du cœur et de l'esprit. La vertueuse Commune porte au front cette couronne.

Il y a deux cents ans, ici, à Versailles, dans une maison de la rue des Réservoirs, presqu'en face du lieu où M. Rochefort et M. Lockroy faisaient des lois la semaine passée, un homme d'esprit écrivait à loisir des pages de mécontent. Il y déplorait, non sans aigreur, l'injustice de la société envers les hommes d'esprit qui font des livres et avec qui cependant ne comptent point les hommes d'État. — Quoi! disait-il, Antisthènes sait le grec, la politique, l'histoire, la morale, le reste, et tout cela ne vaut rien si Antisthènes ne se fait encore vendeur de marée?

Cet homme d'esprit mécontent se nommait Jean de La Bruyère, et son livre, peu fréquenté de l'école Rochefort, a pris rang parmi les chefs-d'œuvre.

Nous voudrions savoir ce que La Bruyère, lisant les pages suivantes, penserait de la marée d'Antisthènes, et du progrès qui a fait aux gens de lettres une si grande place dans l'État sans qu'ils aient besoin d'apprendre le français, ni la politique, ni l'histoire, ni la morale, ni autre chose que l'art de vendre leur marée.

Voici la marée :

LES PROPOSITIONS DE M. THIERS.

Il est évident que, depuis son installation à Versailles, M. Thiers, pour s'étourdir, se livre à la boisson. Un vieillard, en état d'ivresse, a seul pu, en effet, adresser aux délégués de

la *Ligue des droits de Paris* [illegible]

M. Thiers [illegible] fran[illegible] nous [illegible] consulter [illegible] nous [illegible] attendant [illegible] Paris, [illegible] même ?

Ce même Thiers, [illegible] refusait que [illegible] armes [illegible] Mais les [illegible] Versailles [illegible]

En [illegible]

[illegible] Paris [illegible]

Eh bien ! puisque le berger du troupeau de fuyards, qui broute l'herbe à Versailles, a un aussi grand besoin d'être édifié sur les sentiments de la population parisienne à l'égard de sa bande et de lui-même, nous allons lui donner nos conditions comme il nous a posé les siennes :

Il nous livrera Vinoy, Galiffet, Jules Favre, Picard et Mac-Mahon, qui défileront, enchaînés deux à deux, jusqu'au rond-point des Champs-Élysées.

Les fils, les femmes, les pères et les frères des gardes nationaux tués par les obus de ces prussiens d'outre-Seine seront alors convoqués au même endroit, et à midi pour le quart on leur livrera les captifs, avec autorisation spéciale d'en faire ce qu'ils voudront.

Et s'ils délivrent leurs prisonniers pour les porter en triomphe à l'Hôtel de Ville, nous nous engageons à ne pas les en empêcher.

Voilà notre ultimatum. Nous sommes convaincu que Paris déposera les armes le jour où M. Thiers consentira à l'accepter.

HENRI ROCHEFORT.

Deux fois député d'Athènes, à la face du monde! Député avant les Prussiens, député après, lorsqu'il avait montré son éloquence et sa vaillance! Député du cœur!

Mais, soyons juste : que pouvait trouver de mieux ce charmant peuple d'Athènes pour montrer ce qu'il estime en Platon-Blanc, Socrate-Quinet, Démosthènes-Favre et Anacréon-Hugo, purs députés de l'esprit?

CLXVI

18 avril.

CONFECTION HATÉE D'UNE LOI SUR LA PRESSE. — M. DE BROGLIE, M. DUFAURE, CHEF ET ENNEMI DE LA MAGISTRATURE.

L'Assemblée a composé une loi sur la presse. Elle a rendu la presse au jury. Quelques orateurs ont opiné que la police correctionnelle y convenait davantage. Ils n'ont pas prouvé qu'ils eussent raison, et personne n'a prouvé qu'ils eussent tort. Ce que l'ensemble de la discussion a prouvé parfaitement, comme toutes les discussions antérieures et comme l'expérience, c'est que la police correctionnelle et le jury n'y font ni chaud ni froid. C'est aussi ce que tous les orateurs ont eu soin de ne pas dire. Dans la question de la presse, autant et plus que dans toutes les autres, il y a de l'inextricable. On ne voudrait pas des fruits, mais on veut de l'arbre. En dépit de l'innocent jardinier qui s'obstine à vouloir changer sa séve, l'arbre toujours cultivé *rapporte* toujours. Il rapporte ses mêmes feuilles, ses mêmes fleurs, son même fruit. On en mange toujours, on en est toujours incommodé.

C'est comme le tabac. Que ne disent pas les médecins contre le tabac ! Il est malpropre, infect, incivil, soporifique, affaiblissant, abrutissant; il provoque

vingt maladies fâcheuses, voire mortelles. Mais tout le monde fume et les médecins aussi. La nicotine, la presse, la garde nationale, trio d'inséparables, trio vainqueur! Qui déracinera ces trois institutions, qui disjoindra ces trois Parques?

On prétend, il est vrai, que ce sont aussi des plantes médicinales très-précieuses et capables de produire des effets excellents. Il est possible. Seulement la dose médicinale reste à connaître.

Quant à la presse, l'art de s'en servir utilement et de lui appliquer une bonne loi sera trouvé dans le pays qui pourra lui fournir de bons juges. En France, nous n'y sommes pas.

Les deux principaux artisans de la loi nouvelle, à savoir M. le duc de Broglie, rapporteur de la Commission, académicien, et M. Dufaure, actuellement ministre, aussi académicien, ont mis cette vérité parfaitement en lumière, sans le vouloir. Tous deux sont partisans de la compétence nécessaire et exclusive du jury en matière de délits de presse.

M. Dufaure, ministre de la justice, mais surtout avocat, a la spécialité de ne pas croire aux juges, pas même à la magistrature, pas même à la justice. Il ne perd aucune occasion de leur lancer des lardons plus que cuisants. On y sent l'homme de barreau qui s'est battu contre les juges toute sa vie et les a fait errer souvent, et l'homme politique qui a pu ou qui a vu maintes fois abuser d'eux. M. de Broglie est métis, sang mêlé de France et de Genève, de catholique et de protestant, de oui et de non, qui croit que les délits de presse sont des délits d'opinion et que l'opi-

nion ne peut commettre de délits. C'est également l'opinion de M. Dufaure, autant que l'on peut voir clair dans un discours d'avocat ministre. En conséquence, M. de Broglie et M. Dufaure se sont accordés pour livrer l'appréciation des délits de presse, délits d'opinion, à l'opinion, qui ne peut commettre de délits. L'opinion estimera si l'opinion a pu par hasard être coupable. En un mot, la presse sera jugée par la garde nationale, dans la fumée du tabac. Au petit bonheur! Tant pis pour le journal du faubourg Saint-Germain qui tombera dans un corps de garde de Belleville, et *vice versâ*.

Sous Louis-Philippe, jamais le jury n'a condamné le *Siècle* et sa couleur; quelquefois il a condamné le *National*, plus souvent la *Réforme*, toujours la *Gazette* et la *Quotidienne*. L'*Univers* n'eut qu'un procès, pour compte-rendu d'un autre procès qu'avait perdu un très-bon et illustre prêtre. Le jury qui avait condamné le prêtre condamna l'*Univers*, raide, presqu'à l'unanimité, sans circonstances atténuantes. Maximum de prison et d'amende, si les juges n'avaient équitablement modéré la peine. Voilà le jugement de l'opinion. Et de plus, un des juges, bonnetier à qui le journal ni le journaliste ne devaient rien, tira la langue au condamné. Attrape, jésuite!

Nous savons bien quel métier on a fait faire aux juges sous le dernier gouvernement et sous d'autres; car on ne nomme que le dernier gouvernement, mais il n'a pas tout commencé. M. Dufaure, suivant sa passion, avec une gentillesse d'avocat peu décente

parfaitement des lois et des juges par lesquels on prétend la régler.

Un trait de la discussion mérite d'être conservé comme peinture du temps. Un député voulait qu'en renvoyant au jury les délits politiques, ou délits d'opinion, on laissât à la police correctionnelle, c'est-à-dire à la loi absolue, les délits contre la morale, qui sont des délits absolus.

Il sentait la témérité de sa proposition, et il l'a développée dans les termes les plus timides, les plus humbles. Nous copions le compte-rendu officiel : « Messieurs, une seule chose peut nous sauver aujourd'hui. C'est le maintien de ces principes éternels, le respect de la famille, le respect de la morale et le respect, *je dirai même*, de la religion! » *Je dirai même!* On sent hésiter et fléchir la voix; mais cette modestie n'a touché personne. Le sténographe note une « approbation sur quelques bancs à droite, » et ailleurs, des *rumeurs diverses*.

Un autre orateur montrant le même sentiment, a été coupé par M. Flye Sainte-Marie, qui lui a crié : *Dieu n'a pas besoin de votre protection!* C'est ce que nous disait un jour M. le duc de Broglie, au nom du parti catholique libéral. Nous ne savons pas si M. Flye Sainte-Marie parle au même titre, et si M. le duc de Broglie le dirait encore. Peut-être que les événements qui se sont accomplis depuis lui ont fait voir et feront voir à M. Sainte-Marie que nous avons quelque besoin de protéger Dieu.

C'est, du reste, contre l'amendement soutenu par M. Félix Giraud que M. le duc de Broglie a pro-

pas cinq mois, et les « Prussiens de Versailles, » comme les nomme le canonnier Rochefort, feront ce que n'ont pu faire les Prussiens de Berlin : ils entreront, en dépit des feuillets de Rochefort le lanternier, bon assassin de prêtres, faible soldat.

Cependant, la justice veut que nous ne méconnaissions pas les succès de la Commune. Elle en obtient, et d'assez grands. Elle est hautement flattée par des politiques qui ne manquent pas d'importance, les uns républicains, les autres bonapartistes. Ils lui promettent à peu près de faire à peu près ce qu'elle veut, et ils sont en cela, selon nous, plus sincères qu'ils ne pensent.

Du côté des républicains, on distingue M. Thiers, M. Louis Blanc, M. Dufaure et M. Henri Martin, qui vient d'écrire une lettre « émouvante » à laquelle l'*Officiel* de M. Thiers s'est rallié. Et l'on sait d'ailleurs si M. Thiers est républicain! Il en oublie la prudence, et même quelquefois le français.

Du côté des bonapartistes, il y a ce fameux prince Plon-Plon, l'ennemi de la calotte, sorte de Rochefort timbré de la couronne impériale; et l'on distingue encore le publiciste Hugelmann, qui est une manière de Billioray.

Entre républicains et bonapartistes, il existe toujours, à travers le perpétuel échange de coups de poing, un certain accord, une certaine affinité que rien n'a pu dissoudre et qui se manifeste par-dessus ou par-dessous les hostilités personnelles. On passe d'un bord à l'autre sans difficulté de conscience, à cause de l'identité finale du but. M. Thiers est bona-

partiste parce qu'il est révolutionnaire, et Bonaparte disait : Je suis la Révolution. Napoléon III, qui se donnait l'an passé pour l'homme de 92, a toujours admiré M. Thiers. Condamné à se jouer de M. Thiers, il s'est exécuté, ce qui empêche M. Thiers de lui rendre amour pour amour; mais 92 est toujours le nœud, et M. Thiers, tout glissant qu'il est, n'y échappe pas. Il fait des fuites, il revient. Cela est plus fort que ceci. Malgré lui il crie : Vive la République, et sa perspicacité ne l'avertit jamais que c'est crier : Vive Bonaparte. Pas plus, du reste, que Bonaparte ne s'aperçoit que crier : Vive la Révolution, c'est crier : Vive la République et à bas la couronne. Il y a bien des confusions dans ces fortes têtes, qui ne sont pas fixées sur l'existence de Dieu, et qui ignorent la distinction du bien et du mal.

Vers la queue, les deux partis, républicain et bonapartiste, se confondent tout à fait. On est indifféremment l'un ou l'autre, et généralement l'un et l'autre. Or, suivant l'usage de tout ce qui est à l'envers, cette queue mène au socialisme.

De là le succès de la Commune de Paris.

Le prophète Henri Martin ne fait aucune différence entre Paris et ce qui s'est appelé la *Commune*. Au fond, pour lui c'est tout un, c'est la même chose, sauf peut-être quelque malentendu léger. Or, Paris est « la tête et le cœur de la France; » donc la Commune est la tête et le cœur de la France; donc la France veut ce que veut la Commune. Si la France voulait autre chose, elle aurait tort. Mais la France, qui n'est que la marche charnue de Paris « tête

et cœur, » ne se donne pas un tort si grave. Par conséquent, il n'y a pas de division, et Versailles, le « rural » Versailles veut ce que veut Paris. Ainsi raisonne M. Henri Martin, approuvé de l'*Officiel* de Versailles : « Les idées qu'exprime avec tant de force et d'autorité l'honorable M. Martin ont déjà été plusieurs fois *exprimées par le Journal officiel;* mais *il est bon* (?) qu'elles soient répétées *par les voix les plus autorisées* au milieu de tant d'aberrations ! »

Cependant que veut Paris. — Écoutons le prophète *autorisé :*

« Paris, *le vrai Paris*, répond M. Martin, veut deux choses : le maintien de la République en France et l'établissement des libertés municipales dans Paris. *Il a cru*, non pas unanimement, mais en majorité, qu'*on* voulait renverser la République et refuser à Paris ses libertés. »

Voilà le malentendu. C'est peu de chose au fond, surtout à présent que le malentendu est réparé par la loi municipale *provisoire*, laquelle sera amplifiée et consolidée et donnera alors tout ce que « le vrai Paris » désire ; c'est peu de chose, surtout depuis que la République est reconnue à Versailles comme la forme constitutive et définitive de la France. On ignorait sans doute un peu ce second point ; mais M. Martin l'atteste dans sa lettre approuvée ; il en est témoin presque garant.

Qui peut donc empêcher la Commune de mettre bas les armes et de prendre l'ours de la République et de M. Martin, c'est-à-dire M. Thiers prolongé? A

l'instar d'un certain personnage de comédie, M. Martin « se le demande, » et le *Journal officiel* aussi. Hélas! nous sommes « au milieu de tant d'aberrations! »

Un autre suffrage républicain donné à la Commune, non pour la première fois, est celui de M. Louis Blanc. Il écrit qu'il n'y avait que deux choses à faire pour empêcher la guerre civile : « La proclamation éclatante de la République par l'Assemblée nationale, et l'adoption d'une loi mettant Paris en possession pleine et entière de ses libertés municipales. » M. Louis Blanc fait-il partie de Paris, le vrai Paris? Nous ignorons si M. Henri Martin se le demande. Mais on ne peut douter qu'il n'appartienne à l'âme communeuse.

Les témoignages bonapartistes ne sont pas moins encourageants. Nous avons mentionné cette brochure attribuée au prince cousin, qui revendique l'honneur du programme communeux pour les *Idées napoléoniennes,* où il est en effet contenu. Le publiciste Hugelman va plus loin.

Dans le journal intitulé la *Situation*, qu'il publie à Londres, le publiciste Hugelman propose au maréchal Mac-Mahon un petit coup dont le succès ne lui paraît pas douteux.

Selon le publiciste Hugelman, les demandes de l'Assemblée « ne sont pas le moins du monde plus légitimes que celles de la Commune, car elle exerce une autorité contraire à l'esprit et à la lettre de son mandat. » Il n'y a pour le publiciste Hugelman qu'une autorité légitime : c'est celle qui est abonnée à la *Situation*.



Dès lors que doit faire le maréchal Mac-Mahon? Ceci : déposer simultanément l'Assemblée de Versailles et la Commune de Paris, et provoquer un plébiscite qui rétablisse l'autorité abonnée à la *Situation*.

Et le publiciste Hugelman fait cette déclaration intéressante :

« *Il est certain* que la Commune *ne refuserait pas de traiter avec le maréchal*, entouré d'un ministère composé d'hommes sans couleur politique et sans antécédents administratifs, sur la base d'un appel à la nation *aussi large que pourraient le* désirer *les plus avancés des citoyens.* »

LES PLUS AVANCÉS!

Ainsi, le parti républicain tout entier, depuis Louis Blanc jusqu'à M. Thiers, et une portion peut-être notable du parti bonapartiste, parti très-existant, donnent en somme raison à ces citoyens « avancés, » qui font en ce moment leur main dans Paris, gens aussi capables de fusiller les otages qu'incontestablement habiles à se fournir d'argenterie et de linge.

Non-seulement, les bras et les cœurs leur sont ouverts, mais les esprits volent vers eux. En leur reprochant l'irrégularité des formes, on reconnaît en eux des frères et des précurseurs.

Si l'on veut comparer les avances qui leur sont faites, et le mépris contraire que l'on témoigne aux pauvres honnêtes gens, l'on aura un sentiment juste de ce que peut être le gouvernement réparateur de demain, et la République progressive d'après-demain.

Nous sortons de l'Égypte révolutionnaire, il faut encore l'espérer et nous l'espérons encore. Mais de

plus en plus il devient vraisemblable que, de toute cette génération qui mange de l'oignon égyptien, quelques-uns à peine verront la terre de justice et de paix.

CLXVIII

26 avril.

M. THIERS NE GRANDIT PAS.

En ces heures violentes et lugubres, on *aimerait* à ne pas dire son avis. La conscience même confesse que l'*insincérité* de la parole est devenue quasi nécessaire. Qui ne veut pas mentir se sent condamné, sinon à déguiser, du moins à omettre. Or l'*omission* est déjà le déguisement, comme le déguisement est déjà le mensonge. Quel politique dit tout ce qu'il croit, avoue tout ce qu'il veut, n'efface quelque trait de la vérité dont il est convaincu? On craint les fraudes de la polémique, les méprises de l'ignorance, les reniements de la lâcheté. Redoutable honte de notre misérable temps : la vérité apparaît comme le danger suprême! Dans cette atmosphère chargée de matières inflammables, la lumière semble ne pouvoir servir qu'à mettre le feu. Sans doute, il y a grande chance de sombrer à travers tant de ténèbres amassées sur tant de précipices. Chacun en convient, chacun le crie... Mais enfin, si la lumière met le feu?... Et cha-

cun trouve plus sage de s'exposer à sombrer que de s'exposer à sauter.

Cependant la sagesse du *statu quo* indéfini dans les ténèbres palpables nous menace autant que l'explosion. Les terreurs de la nuit peuvent avoir des conséquences aussi funestes que les dangers évidents du jour. Dans la nuit, l'ennemi fait son chemin; il trouve paralysées des intelligences qui se défendraient vaillamment contre une attaque ouverte. Plusieurs qui marcheraient au combat non-seulement avec fermeté mais avec allégresse, se défont eux-mêmes et désertent, troublés de ce silence et de cette nuit qui leur font peur.

M. Thiers, après son passé mélangé, exige de l'Assemblée plus de confiance qu'elle ne lui en peut donner. On sait qu'il a de l'esprit et de l'expérience; mais on craint qu'il n'en ait trop. On ne lui attribue pas de mauvaises intentions; mais il est, par sa volonté, aussi mal entouré que possible. A plusieurs personnes et à plusieurs reprises, il s'est dit monarchiste ; mais il y a diverses monarchies : quelle est la sienne? A d'autres personnes, et maintes fois, et plus haut, il a dit qu'il voulait conserver la République; mais il y a quantité de républiques : quelle est sa république ? Parmi celles qui ont un nom et un drapeau , il n'en a désigné aucune à laquelle il se rattache ; et si sa république lui est propre et familière, il ne l'a pas définie. On ne sait pas même si elle est du genre *rural* ou du genre *urbain*. Ce point pourtant ne manque pas d'importance. Il reste dans l'ombre. On se demande où va M. Thiers,

et s'il sait où il va, et même s'il sait où il voudrait aller !

Une grande assemblée ne peut rester longtemps à mâcher ainsi le vide et à tâter ainsi la nuit. Il faut lui mettre quelque chose sous la dent, quelque chose dans la main. Elle s'ennuie, elle s'irrite, elle soupçonne; les problèmes deviennent des fantômes. Ces divers mouvements méritent qu'on y prenne garde. L'appréhension d'être trahie peut provoquer, au moment le plus inopportun, l'explosion que l'on se flattait d'éviter.

Véritablement, pour tant d'honnêtes gens qui ont tant de grands intérêts en jeu, sans compter la responsabilité de conscience et d'honneur qui les oblige d'y pourvoir; pour ces propriétaires, pour ces industriels, pour ces pères de famille, pour ces REPRÉSENTANTS DU PEUPLE enfin, il est dur de n'être que des petits garçons menés sans savoir où, par M. Thiers, escorté de ces trois autres Parisiens illustres, M. Favre, M. Simon, M. Picard !

Que font là ces trois génies de la Bastille, le lampion à la main, le pied levé, habillés de leur gloire du 4 septembre et de la défense nationale, en d'autres termes, absolument nus (sauf M. Favre, qui porte en guise de feuille de vigne les petits papiers de M. Millière)? Quelle monarchie ou quelle république nous veulent-ils donner? Quel honneur nous sauront-ils rendre? Quels intérêts respectables peuvent-ils servir? Et, pour articuler le dernier mot de la conscience française, quel sentiment honorable et fier n'alarment-ils pas?

M. Thiers sait certainement conduire une affaire. Il en aurait remontré à Scribe pour filer ces fines négociations où le grand vaudevillistes déployait ses qualités de diplomate. Scribe bâtissait deux, trois et jusqu'à cinq actes, sur la question de savoir quel prince épouserait enfin la princesse, et si la paix serait faite ou la guerre déclarée. Il y avait des rubans, des robes, des verres d'eau, des chambellans, des caméristes qui jouaient de grands rôles ; le diplomate Scribe mettait tout en œuvre, venait à son dessein, et la pièce était finie et le parterre content. Ainsi compte finir M. Thiers. Mais ce n'est plus le temps de jouer cette pièce-là, et le parterre indigné, sentant l'ennemi aux portes, menace de monter sur la scène et de chasser les acteurs.

Il faut trouver le secret d'occuper plus sérieusement et plus noblement les esprits ; il faut les élever à un point d'où ils voient venir autre chose. C'est véritablement trahir l'Assemblée de ne pas la mettre dès à présent en mesure de se connaître elle-même, de savoir quels hommes elle possède, quelle vue d'avenir la préoccupe, et à quelle forme définitive la France aspire. Brûlerons-nous toujours des gargousses uniquement pour avoir occasion d'en fabriquer et d'en brûler d'autres?

La France veut être constituée. Cela est nécessaire à tout ; nécessaire même, peut-être, pour prendre Paris. Si l'opinion de Paris est indispensable à connaître, l'Assemblée peut s'éclairer dans l'état présent des choses : les Parisiens, hélas ! n'y manquent pas.

CLXIX

28 avril.

M. THIERS NE GRANDIT PAS.

M. Thiers vient de prononcer un nouveau discours de temporisateur qui n'offre rien de net, mais qui semble commenter un incident plus clair quoiqu'assez mystérieux.

A côté du discours du chef du pouvoir exécutif, le ministère laisse afficher dans Versailles une sorte d'*ultimatum* que la Commune laisse afficher dans Paris.

Cette pièce, qualifiée de « proclamation des habitants de Paris, » est « proposée » au nom d'une « réunion d'associations » innomées, par un particulier parfaitement inconnu.

Quel est ce monsieur *Not-Langlois*, dont la pensée se trouve ainsi, et à la fois, maîtresse des murs de Versailles, en présence de l'Assemblée nationale, et maîtresse des murs de Paris, en présence de la Commune? Jusqu'à présent, si le public de Paris le connaît, le public de Versailles l'ignore. Mais ce monsieur parle en dictateur. Il déclare ce que *nous voulons*, et ce qu'enfin il faut faire. Il propose, mais du ton dont on impose, la république, la commune et la paix.

C'est là ce que « nous voulons, » d'après M. Not-Langlois.

« Nous voulons, » — nous France, — la république et l'élection quasi immédiate d'un président ; — et faire nous-mêmes nos affaires de cité au moyen d'une représentation municipale, c'est-à-dire d'une commune nécessairement munie d'une garde nationale outillée et soldée ; — et que « les hommes honnêtes » qui se livrent en ce moment encore à quelque passage diurne et nocturne, ne soient ni poursuivis ni inquiétés dans l'avenir, c'est-à-dire que personne ne soit puni, puisque nous sommes tous « honnêtes. »

Il suit de là, naturellement, que nous voulons encore que rien ne soit restitué, et que tout ce qui a été pris soit déclaré de bonne prise, puisqu'enfin les emprunts, le tapage et le dégât n'ont été faits que pour le bien et ont produit un grand bien.

L'affiche ne dit pas si « nous voulons » que les ruraux soient admis à marchander. M. Langlois annonce d'ailleurs implicitement que tout le monde est d'accord, puisque tout ce qu'il demande est accordé dans « les diverses circulaires du président du pouvoir exécutif. »

Ce trait semblerait indiquer que l'affiche est simplement une ironie contre M. Thiers. Mais alors pourquoi et comment est-elle affichée dans Versailles ?

Et si la chose est sérieuse, si M. Thiers ne voit là que des propositions que l'on puisse accepter, si les préfets de M. Picard font poser l'affiche dans toute la

Il faudrait au moins savoir si le « pouvoir municipal » ira partout jusqu'à fermer les écoles et les églises. Quelque député monarchique ou catholique devrait s'inquiéter de cela.

CLXX

29 avril.

M. THIERS NE PEUT GRANDIR.

Puisque les « diverses réunions » anonymes représentées par M. *Not* ou *Ignot*-Langlois veulent « énergiquement » la république, et que M. Thiers n'y répugne point, la chose devient sérieuse. Examinons-la de près, au point de vue pratique.

Il s'agit d'une république à président temporaire. M. Thiers ne comprendrait point la république sans président, et le peuple Langlois ne l'agréerait point à président perpétuel. Nous devons donc chercher ce que la France contient de matière présidentielle à l'heure qu'il est. Tout le reste serait théorie pure et superflue.

Il y a trois personnages hors ligne : Bourbon, Bonaparte, Orléans.

Bourbon ne daignerait, Bonaparte ne voudrait, Orléans ne saurait.

Bourbon et Bonaparte, éligibles par-dessus toutes les lois que voudraient faire d'impuissants compéti-

teurs, ont chacun leurs raisons hautes et invincibles pour ne point postuler la présidence. Ils peuvent prendre mieux que cela. Pour l'un ce serait bas, pour l'autre, drôle. L'un ne peut abdiquer la majesté de son droit, l'autre le profit et l'espèce de dignité de son audace. Tous deux perdraient trop à se reconnaître temporaires, viagers, révocables. Ils y perdraient incontinent le meilleur de leur force.

Orléans consentirait à entrer par cette porte. Il y frappe. Mais qui le soupçonne de vouloir laisser ouverte la porte de sortie? Orléans ne postule pas le fauteuil, il postule le trône. Et s'il se contente du fauteuil, il ne le mérite pas. Il n'a que son nom comme le premier venu, et pas même. Sur son nom reste une tache solennelle qu'il n'a pas effacée, et cette tache est ce qui demeure d'un honneur solennel... qu'il a gratté.

Voilà donc les princes hors concours. Rien ne les empêchera d'être éligibles, tout leur interdit d'être candidats.

Passons aux particuliers.

Après 1848, la France ne manquait pas, en ce genre, d'une certaine abondance, outre l'abondance des illusions. Bonaparte était un particulier alors neuf. On avait des hommes d'épée: Bugeaud, véritable conquérant de l'Algérie, véritable paysan, plein d'expérience, de fermeté et d'honnêteté, victorieux de toutes les injures, couronné de respect; Cavaignac, vainqueur de juin; La Moricière, soldat d'épopée. On avait aussi des hommes de tribune, dits *hommes politiques*, en ce temps-là présentables.

Lamartine immédiatement, M. Thiers plus tard, M. Guizot encore, même M. Ledru-Rollin, dans l'avenir, et ce qui mûrirait et se formerait avec le temps. Les affaires n'étaient point difficiles comme aujourd'hui, ou du moins les difficultés n'étaient point connues, pesantes, écrasantes et immédiatement mortelles. On possédait un trésor, une armée, une administration, une sorte de classe politique victorieuse et assise. Point de Prussiens attendant leurs milliards et prenant leur nourriture en attendant. Enfin, les socialistes ne formaient qu'un ramas de pleutres sans lettres, sans pécune, sans crédit, sans organisation, sans chassepots et sans victoire. C'était chose de rien que trouver un président. On pouvait changer de président comme on avait jusque-là changé de ministère, et tout marchait sur les vieilles roulettes.

Présentement il n'y a plus de roulettes, et il faut d'abord que le président les reconstruise; même il faut qu'il les invente, car le sol a changé; et ce n'est rien encore : il faut ou reconstituer le sol ancien, ou créer un sol entièrement nouveau. Rude besogne, qui exige un maître homme pourvu d'une maîtresse main.

Or, de tous les *anciens*, qui eussent pu suffire autrefois et pour les faciles choses d'autrefois, que nous reste-t-il pour les terribles et innombrables besoins d'aujourd'hui? Et entre tant de *nouveaux*, surgis de ce tremblement de terre qui commence à M. Emile Ollivier et qui ne finit pas à M. Cluseret, où est l'homme?

Parmi les anciens, il y a M. Thiers monarchiste, et parmi les nouveaux, M. Thiers républicain.

Pas un autre! pas un seul!

Le 4 septembre, on a encore trouvé M. Jules Favre, ou du moins M. Jules Favre, se trouvant lui-même, a trouvé Crémieux, Glais-Bizoin, Gambetta, M. Picard, plus l'agréable Rochefort, qu'il ne cherchait pas. La Commune a ensuite ramassé Pyat et Delescluze, ses plus beaux ornements. Depuis, rien! La bourgeoisie a expiré en donnant ces fleurs.

C'est donc M. Thiers qui sera président, avec ses deux inséparables, M. Jules Favre et M. Picard, pour assesseurs. C'est à M. Thiers qu'il faut donner la France à refaire.

Et il aura pour instrument unique les restes d'une voix qui tombe et d'une ardeur révolutionnaire qui, hélas! ne s'éteint pas.

Voilà le présent; là-dessus, rêvons l'avenir.

Les amants de la République, M. Thiers tout le premier, peuvent tenir pour certain qu'il y a une dictature au premier coin du bois. Quand M. Thiers *nouveau* de sa petite voix criera : *Vive la République!* il entendra la petite voix de M. Thiers *ancien* qui répondra : *L'Empire est fait!*

Bientôt l'*ex*-France, soumise à son sort, ne cherchera plus un maître qui dépasse si peu que ce soit l'humble niveau de la stature humaine; et même l'ignoble envie, première et dernière passion de la démocratie, exigera que ce niveau ne soit point dépassé. Si faudra-t-il néanmoins que le candidat l'atteigne, que l'on voie en lui la stricte étoffe d'un sergent de

ville et d'un boulanger. Tout le monde à présent n'y est pas ; et M. Thiers (c'est un chagrin de le dire) n'y arrivera jamais.

CLXXI

3 mai.

L'EMPIRE DE LA COURTISANE.

La jument de Roland, bien née, bien découplée, sobre, forte à franchir fleuves et monts, n'avait qu'un défaut : elle était morte. Notre assemblée nationale est vivante, mais elle a rencontré un Roland civil qui ne monte pas à cheval et qui se prétend, hélas ! parfait cocher.

Elle voulait faire rapidement une course hardie au pays des traditions et des merveilles. Il s'agissait d'aller là-bas et là-haut tuer un monstre, délivrer une Andromède captive qui se nomme l'Autorité et qui possède un trésor qu'on appelle la Paix. Il fallait au cheval des ailes, au cavalier une lance. Mais le cavalier n'est pas venu ; et le cocher, s'étant emparé du cheval, s'est empressé de l'atteler à son vieux coche, en compagnie d'un vieil âne rouge qu'il chérit dès longtemps. Il a pris son vieux fouet et il a enfilé la vieille ligne mal pavée où son cher vieux âne rouge a coutume de l'aider à verser. Fouette, cocher, et nous verserons bientôt ! Bientôt la belle, jeune

et fringante assemblée sera tout juste dans l'état de l'incomparable défunte jument.

Le plus triste, c'est qu'une certaine logique ne manque pas en cette malencontre. De toutes parts, avec douleur, avec épouvante, avec rage, on se demande comment il eût été possible de faire mieux; de toutes parts on se répond qu'il eût fallu du cœur, et laisser là et le fiacre et l'âne rouge. Mais du cœur, où en trouve-t-on? et quant au fiacre et à l'âne rouge, la légalité les impose, ainsi le veut le pays. Or, par comble de malheur, il est vrai que le pays le veut ainsi, et, par surcroît de malheur, il est vrai encore que le pays ne le veut pas ainsi. Nous vivons dans un décousu qui force la langue à déraisonner comme la raison. — Le pays veut ceci, disent les uns. — Le pays veut cela, disent les autres, et c'est le contraire, et c'est la vérité ici et là. Pour dire la vérité tout entière, le pauvre pays, totalement dérouté, ne sait plus ce qu'il veut, et lorsqu'il sait ce qu'il veut, il ne sait pas le vouloir. Voyez ce que l'on appelle Paris et ce que l'on appelle Versailles : c'est le pays. Voyez ce que l'on appelle le gouvernement : vous y retrouverez Paris et Versailles. Voyez M. Thiers : il se demande en qualité de Versailles s'il a parfaitement le droit de se bombarder en qualité de Paris? Et l'on explique parfaitement son scrupule : il a été, il est encore, en plus d'un recoin de son intelligence, Paris contre Versailles, autant pour le moins que sa situation le fait Versailles contre Paris.

Le pays veut ce qu'il ne veut pas, et ne veut pas ce qu'il veut. On peut le comparer à cette triste ban-

lieue parisienne, où la mort fait pleuvoir des deux mains les feux des deux bombardements, — et qui ne sait quelle main de la mort elle hait le plus.

Le pays se hait lui-même et lui-même se perd; il se maudit de se haïr et de se perdre, et se hait et se maudit d'autant plus. Qui expliquera autrement le pis en pis inexorable où nous enfonçons depuis trois quarts de siècle? Et cependant, est-ce possible? Quoi! le pays a *voulu* passer et repasser de monarchie en république, de guerre étrangère en guerre civile, errer perpétuellement dans le sang et la nuit, rompre de toutes façons avec lui-même, détruire ses traditions politiques, civiles, religieuses, être sans relâche et de plus en plus pillé, berné, ruiné jusqu'à perte d'honneur et de vie? Le pays a *voulu* cela? La France serait ce frénétique?...

Certainement non, et le pays veut tout autre chose: Il veut l'ordre, la paix; il veut ressaisir la liberté qu'il n'a plus, la vie qui lui échappe. Il veut s'arracher à cette honte de mourir dans ce marais sanglant, énervé et asphyxié de cette peste abominable et bête qu'il appelle l'*idée révolutionnaire*. Il demande qu'on lui refasse un sol, il aspire à l'air pur dans lequel il avait si noblement grandi. Il délègue des hommes à ce dessein, il leur donne mission expresse de le rétablir. Et néanmoins, il s'est fait lui-même le triste sort qu'il subit, il persiste à le maintenir, à l'aggraver. Quinze jours après avoir élu ceux qui doivent le tirer du marais, il en élit d'autres pour l'y replonger. *L'idée révolutionnaire* qu'il a maudite devient à ses yeux la belle figure de la liberté.

Qu'opposer à cette passion tyrannique ? C'est la passion de l'homme asservi par une concubine. Volé, trompé, vilipendé, il charge quelques amis de le délivrer ; mais à peine la drôlesse est-elle sommée de vider la maison, il fléchit, elle domine :

C'est Vénus tout entière à sa proie attachée.

Pour lui complaire, le misérable révoque et chasse ses amis.

Tout peuple est mineur, voilà le mot de l'énigme ; et plus que tout autre est mineur le peuple qui s'est laissé déclarer maître. Ce soi-disant émancipé, néanmoins forcé par la nature de prendre des tuteurs, en choisit beaucoup que la nature ne lui avait pas préparés ; des incapables, des indignes, même des traîtres. Ils obscurcissent son jugement, lient sa liberté, vendent ses intérêts et sa vie.

Fussent-ils tous honnêtes, suivant la théorie parlementaire, qui n'admet pas que le député puisse manquer à ses devoirs, un autre péril ne peut être évité. Par la force des choses, toute assemblée ainsi formée est nécessairement mineure comme le peuple qu'elle est censée représenter. Le conseil de tutelle, composé d'hommes inconnus les uns aux autres, inexpérimentés, atteint d'incurables faiblesses, sent tout de suite le besoin d'avoir lui-même des tuteurs. Il tombe sous le joug d'hommes déjà signalés, que la situation impose. Ces hommes ont leurs vues. Devenus nécessaires, ils ne résistent guère à la tentation de se rendre indispensables, et travaillent d'abord pour eux. Ils excellent à servir le pays contre ses ordres formels, mais au gré de sa passion. Les

ordres dureront peu, la passion persévérera. En France, l'opposition est toujours en minorité, mais toujours populaire. Ces hommes ne l'ignorent pas, et se gouvernent en conséquence. Ils trahiront, mais ils resteront en faveur, et la passion qu'ils servent et qu'ils partagent même lorsqu'ils feignent de la combattre, triomphera et les fera triompher. Terrible glu pour le député nouveau! Et quand on ne trouve pas à le prendre par ses faiblesses, on a encore un art de le prendre par ses vertus.

On épouvante sa conscience, on lui fait craindre de tout perdre en se heurtant contre l'impossible et le prématuré. Il n'ose plus dire telle ou telle chose, proposer ou repousser telle ou telle mesure, dénoncer tel ou tel péril. A force de prudence, il laisse passer l'opportunité. Il est pris, enrôlé, attelé. Il s'entête dans sa fausse sagesse; c'est fini. Désormais, il ne pense plus, il ne vote plus, il manœuvre... *à la suite!* Il dit, pour se défendre et peut-être pour se consoler, qu'il fait de la politique! Oui, vous faites de la politique; mais ce que vous deviez faire, la pensée neuve que vous deviez proclamer, la parole hardie que le pays attendait de vous, le mot de ralliement, le jet de lumière qui éclaire la plaie, qui révèle le bon désir, cette véritable œuvre du député, vous ne la faites pas!

La plus saine partie de l'Assemblée commence à sentir qu'elle n'a point rempli sa mission. Nous ne disons point qu'elle pouvait la remplir; mais enfin elle n'a point essayé. Le vieux cocher s'y oppose sans doute. Néanmoins il fallait essayer.

On dit qu'il y a beaucoup de catholiques dans l'Assemblée, et c'est vrai. Mais officiellement, qu'en savons-nous? Quel acte, quel discours l'a révélé au pays? Il y a aussi beaucoup de monarchistes: mais qu'en savons-nous encore? Les catholiques n'ont protesté contre aucune des stupides et sacriléges impiétés qui nous couvrent de honte aux yeux du monde; les monarchistes, tout en *politiquant*, se laissent aller à la République. Et quelle République? Ils n'en savent rien, pas plus que le guide qui tout à l'heure ira les verser là.

Quelque chose avertit les consciences que la France est sous le bras du châtiment, et que Dieu est comme contraint de vouloir que le châtiment continue. Les circonstances, à certains égards favorables, quoique cruelles, ont tourné subitement. Quand tout semblait fini, tout est devenu pire. Après les ennemis qu'avait provoqués notre orgueil, les enfants de nos adultères se sont levés. Comme nous avions mis stupidement toute notre espérance dans la force, nous l'avons mise dans l'habileté politique, dans la ruse; nous avons voilé les principes qu'il fallait proclamer, et il nous a paru sage de ne rien demander à Dieu. Alors la mort a recommencé de passer sur nous, plus sourde, plus sauvage et plus insolente.

Evidemment, nous avons une coupe à vider, une coupe dont nous ne pouvons pas même sonder le fond; et nous sommes pris d'une défaillance que les anges du ciel ne viendront pas assister. Nous ignorons qu'il existe des anges, et ceux qui le savent ne les appellent pas.

Aucune voix ne s'est élevée pour Pie IX, aucune voix n'a protesté contre les sacriléges de Paris. Ce ne serait pas « politique! » On rirait!

Quoi! on rirait? Vous êtes une assemblée conservatrice, monarchique, catholique, et vous craignez ce rire. Allez! la République est façonnée pour vous, et vous pour elle, et vous en tâterez!

Voilà un siècle bientôt que ce pays fait la guerre, et il a enseigné à l'étranger l'art de le vaincre. Voilà un siècle qu'il fait librement de la politique, qu'il ouvre des tribunes, qu'il enfante sans nombre les livres et les journaux, et il n'a plus un orateur, ni un publiciste. Voilà un siècle qu'il vote, et il est arrivé à ne pas savoir comment s'empêcher d'élire M. Delescluze et M. Pyat. Ce pays a rebâti Paris sans qu'il soit né un architecte, il a fait la guerre sans qu'un général ait surgi, il subit la persécution religieuse et il attend encore qu'il se lève un chrétien.

O décadence d'un peuple sans Dieu! Décadence sans remède et sans espérance, si ce peuple ne fournissait encore des prêtres et si Dieu pouvait rester sans pitié!

CLXXII

5 mai.

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

Ils ont fait un comité de salut public, ces décro-

chés de pilori et de potence qui commencent à se décomposer aux approches du gibet! Un comité de salut public pour forcer la terreur à les soutenir et à leur permettre de répandre la mort quelques jours de plus.

Telle est cette vile espèce, plagiaire de vol, de meurtre et de toute ignominie. Ils révèlent ainsi, du même coup, ce qu'ils admirent et ce qu'ils peuvent copier. Ils admirent la folie furieuse et lâche; ils peuvent imiter cela! Leur intelligence prend son vol jusqu'à la hauteur de la guillotine; leurs mains sales et ineptes se dressent à manier le couperet.

Dans ce comité de salut public qui rêve de faire sauter des monuments et d'égorger des otages, *il y a* un « homme de lettres, » le vieux Pyat, toute sa vie opprimé du sifflet, et qui ne l'a pas volé.

Le vieux Pyat, sonneur essoufflé d'antithèses qu'il emprunte souvent, et qui en veut au ciel et à la terre parce qu'il sonne creux; le vieux Pyat, qui se distingue du vulgaire en offrant publiquement une prime aux assassins de rois, voilà l'acier du comité de salut public. Les autres membres n'en sont que le plancher et les montants. Ces autres n'ont pas écrit, ils n'ont pas été sifflés; ils éprouveront moins le besoin de mordre à la chair humaine.

Rien sur la terre ni dans les eaux profondes, ni dans les bois ni sur le pavé, ni tigre, ni requin, ni serpent, ni homme, rien n'est cruel, féroce et implacable à l'égal de Trissotin sifflé.

Trissotin veut donner la mort, et il trouve que c'est trop peu. — Ah! tu m'as sifflé? Ah! tu es de

cette espèce qui siffle ! Tu n'as pas admiré ma prose, ni mes vers, ni mon pinceau, ni ma voix, ni ma danse ; tu as nié mon génie, et « si ce n'est toi, c'est ton frère ou quelqu'un des tiens » : meurs ! meurs ! et que ne puis-je te faire mourir mille fois !.....

Ainsi, Trissotin s'est montré depuis Denys le tyran, et Néron, et Chilpéric, et Henri VIII, princes trissotins. Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois et quantité de ces sanguinaires avaient été diversement histrions. Ils firent le beau rêve de couper le sifflet à la moitié du genre humain.

Le voilà donc président du comité de salut public, ce joli vieux Pyat. Si la machine pouvait durer et le faquin y rester, le monde en verrait de belles ! Et quel empressement de la vermine littéraire à se fourrer là dedans !

Remarquez que tout ce gouvernement d'idiots furieux est rempli de ces gens de lettres, qui n'ont rien pu aux lettres. Deux ou trois seulement, et pour un temps, y gagnaient leur vie ; mais encore à quel emploi ? Des pitres ! Rochefort fut leur Apollon ; M. Lockroy, et puis M. Paschal Grousset, et puis M. Vallès, et puis encore Vésinier étaient de ce Parnasse. Cela descend jusqu'à Vermorel, certainement le dernier des cuistres, si la concurrence l'empêche d'être le premier des gredins ; et le polisson innomé qui écrit le *Père Duchêne* en était aussi. Ils ont presque tous commencé leur gloire au *Figaro*, délices du bourgeois. Et à la fin, M. de Villemessant, leur Mécène, s'est trouvé trop pur, si bien que *Figaro* a péri. Ils l'ont tué.

L'antiquité eut un pressentiment de cette aventure : elle parle d'une chienne immortelle, presque déesse, laquelle enfantait des chiens qui la dévoraient.

CLXXIII

7 mai.

LES VICTIMES CLOITRÉES.

Comme Pyat a senti le besoin d'un comité de salut public, Rochefort et Vallès ont senti le besoin d'une victime cloîtrée. En politique révolutionnaire et socialiste, cette pièce n'est pas moins indispensable que les pinces, les poignards, les bons de la Commune et l'eau-de-vie. Cela soûle, force les portes et tue.

Il leur fallait donc une victime cloîtrée. Ils l'ont trouvée dans le faubourg Saint-Antoine, au couvent de Picpus, récemment pillé. Même ils en ont trouvé trois ; trois pauvres folles que leurs sœurs gardaient pour ne pas les livrer aux maisons spéciales. Deux ont été mises à l'abri par la charité communeuse, très-honnêtement, dans une caserne. La troisième est restée au couvent envahi, sous l'égide des gardes nationaux et d'une « brave citoyenne, » qui la montre au peuple.

Là-dessus, les gens de Rochefort et de Vallès rebâtissent l'histoire des crimes des couvents. Jamais

elle ne fut rebâtie par des goujats plus bêtes. Les instruments de torture, les cachots, les souterrains pour aller du couvent des femmes au couvent des hommes, les ossements qui « doivent être » des ossements humains et des ossements d'enfants supprimés, ils y fourrent tout. Leurs imaginations sales, mais stériles, n'ajoutent rien à ces accessoires obligés. Il y a de nouveau simplement ceci : « Un ouvrage sur la manière de faire avorter, » écrit par un capucin, et « trouvé dans la cellule de la supérieure ! »

D'où il suit naturellement que les couvents sont des lieux de débauche, des écoles de crime, — et que Dieu n'existe pas. C'est la conclusion formelle du *Cri du peuple*, par le citoyen Vallès, ci-devant pion de l'Université, ci-devant au *Figaro*, présentement ministre.

On imagine les déclamations de ces vertueux qui défroquent leurs sœurs de Saint-Lazare pour les installer maîtresses d'école et infirmières à la place de nos sœurs de Charité. Entre Rochefort et Vallès, Vermorel finira par faire figure d'homme de bien.

Rochefort a délégué un rédacteur « au crime et au mystère de Picpus. » Il n'a pas eu la main heureuse. Son choix est tombé sur un *mascurat* qui manque de génie jusqu'à n'être pas absolument sans conscience. Invité par « les honorables gardes nationaux » à visiter ce théâtre de crimes, il s'y est rendu avec sa boîte à collodion. Il atteste qu'il a tout vu, et sa photographie atteste qu'il n'y a rien à voir. En outre, il raconte comment une sœur, non folle et

‹inée à assujettir le menton, » un
‹ourroies, d'autres tringles, un
l on fixait probablement les
n « tourniquet, » etc., etc.,
‹urs » reléguées dans une
‹nses terrains vagues,
'. n'a jamais pu fran-

‹ande « à quoi
‹t attirail, qui
vé plus d'une
‹es *caves* de l'In-
‹ *peut-être* l'enquête le
‹ant, il propose sa petite idée,
‹ui : « On *commence à comprendre*, dit-
‹d on a vu, près de l'un de ces sommiers,
‹un tout petit berceau qui n'a pu *évidemment* rece-
voir que des nouveaux-nés. »

Ce qu'il y a d'abominablement plaisant, c'est que le gredin dénonce lui-même la fraude à laquelle il s'associe. Ayant rencontré l'une des sœurs prisonnières, il a eu l'impudence de la questionner et il a la sottise de rapporter l'entretien. Avec le dédain convenable, qu'il fait très-bien sentir, la sœur lui a dit que les sommiers étaient de vieux lits orthopédiques et que le berceau servait à faire une représentation de Jésus dans la crèche. Ensuite, quoiqu'il voulût continuer, elle l'a planté là, suffisamment déconfit. Il traite cette religieuse de Bismark féminin. Le fait est qu'elle l'a *bismarké*. Mais il n'a pas voulu perdre sa description, et, comme on le voit, il se venge.

L'antiquité eut un pressentiment de cette aventure : elle parle d'une chienne immortelle, presque déesse, laquelle enfantait des chiens qui la dévoraient.

CLXXIII

7 mai.

LES VICTIMES CLOITRÉES.

Comme Pyat a senti le besoin d'un comité de salut public, Rochefort et Vallès ont senti le besoin d'une victime cloîtrée. En politique révolutionnaire et socialiste, cette pièce n'est pas moins indispensable que les pinces, les poignards, les bons de la Commune et l'eau-de-vie. Cela soûle, force les portes et tue.

Il leur fallait donc une victime cloîtrée. Ils l'ont trouvée dans le faubourg Saint-Antoine, au couvent de Picpus, récemment pillé. Même ils en ont trouvé trois ; trois pauvres folles que leurs sœurs gardaient pour ne pas les livrer aux maisons spéciales. Deux ont été mises à l'abri par la charité communeuse, très-honnêtement, dans une caserne. La troisième est restée au couvent envahi, sous l'égide des gardes nationaux et d'une « brave citoyenne, » qui la montre au peuple.

Là-dessus, les gens de Rochefort et de Vallès rebâtissent l'histoire des crimes des couvents. Jamais

elle ne fut rebâtie par des goujats plus bêtes. Les instruments de torture, les cachots, les souterrains pour aller du couvent des femmes au couvent des hommes, les ossements qui « doivent être » des ossements humains et des ossements d'enfants supprimés, ils y fourrent tout. Leurs imaginations sales, mais stériles, n'ajoutent rien à ces accessoires obligés. Il y a de nouveau simplement ceci : « Un ouvrage sur la manière de faire avorter, » écrit par un capucin, et « trouvé dans la cellule de la supérieure ! »

D'où il suit naturellement que les couvents sont des lieux de débauche, des écoles de crime, — et que Dieu n'existe pas. C'est la conclusion formelle du *Cri du peuple*, par le citoyen Vallès, ci-devant pion de l'Université, ci-devant au *Figaro*, présentement ministre.

On imagine les déclamations de ces vertueux qui défroquent leurs sœurs de Saint-Lazare pour les installer maîtresses d'école et infirmières à la place de nos sœurs de Charité. Entre Rochefort et Vallès, Vermorel finira par faire figure d'homme de bien.

Rochefort a délégué un rédacteur « au crime et au mystère de Picpus. » Il n'a pas eu la main heureuse. Son choix est tombé sur un *mascurat* qui manque de génie jusqu'à n'être pas absolument sans conscience. Invité par « les honorables gardes nationaux » à visiter ce théâtre de crimes, il s'y est rendu avec sa boîte à collodion. Il atteste qu'il a tout vu, et sa photographie atteste qu'il n'y a rien à voir. En outre, il raconte comment une sœur, non folle et

non intimidée, qu'il s'est permis d'interroger, a fortement mitigé son insolence naturelle.

Il ne garantit pas les ossements; il n'a pas vu « le souterrain qui faisait communiquer le couvent avec un établissement de religieux situé tout en face; » il n'a pas vu « le traité des avortements trouvé chez la supérieure. » Il en parle sur les dires des « honorables gardes nationaux. » Il croit; il aimerait mieux passer pour *rural* que paraître en douter; mais pourtant l'imbécile ne veut pas articuler qu'il a *vu*. Tu n'iras pas loin, galopin démocratique et social, si tu t'embarrasses de ce reste d'honneur! Et enfin qu'as-tu vu?

Il a vu la sœur Bernardine, victime cloîtrée; il a vu les « instruments de torture; » il a vu un *berceau*..... « un très-petit berceau!!! »

Quant à la sœur Bernardine, elle a cinquante ans. Elle se porte bien, mais « ses paupières boursouflées » attestent « de longues et horribles souffrances. » Elle se plaint d'avoir été mal nourrie et bien battue. Elle parle peu. Lorsqu'on lui demande si elle n'a pas eu envie de se marier, elle baisse les yeux, et tout bas, tout bas elle murmure le nom du père Raphaël!..... Ici notre galopin étouffe un soupir et dérobe une larme.

Quant aux instruments de torture, il en donne une description travaillée, destinée à faire frémir, et qui a dû lui coûter gros. Des sommiers étroits, déchirés, couverts de crochets et de courroies, une couronne de fer toute rouillée, un *carcan* étroit, un poids, une tringle de fer terminée en fourche,

« évidemment destinée à assujettir le menton, » un corset de fer, des courroies, d'autres tringles, un support « dans lequel on fixait probablement les pieds de la patiente, » un « tourniquet, » etc., etc., et enfin « toutes ces horreurs » reléguées dans une chapelle entourée « d'immenses terrains vagues, qu'aucun cri, si poignant fût-il, n'a jamais pu franchir! »

L'apprenti rochefortin se demande « à quoi les religieuses employaient-elles cet attirail, qui rappelle *assez bien* ce qu'on a trouvé plus d'une fois à Rome *ou en Espagne*, dans les *caves* de l'Inquisition? » Il répond que *peut-être* l'enquête le dira. Mais en attendant, il propose sa petite idée, fort digne de lui : « On *commence à comprendre*, dit-il, quand on a vu, près de l'un de ces sommiers, un tout petit berceau qui n'a pu *évidemment* recevoir que des nouveaux-nés. »

Ce qu'il y a d'abominablement plaisant, c'est que le gredin dénonce lui-même la fraude à laquelle il s'associe. Ayant rencontré l'une des sœurs prisonnières, il a eu l'impudence de la questionner et il a la sottise de rapporter l'entretien. Avec le dédain convenable, qu'il fait très-bien sentir, la sœur lui a dit que les sommiers étaient de vieux lits orthopédiques et que le berceau servait à faire une représentation de Jésus dans la crèche. Ensuite, quoiqu'il voulût continuer, elle l'a planté là, suffisamment déconfit. Il traite cette religieuse de Bismark féminin. Le fait est qu'elle l'a *bismarké*. Mais il n'a pas voulu perdre sa description, et, comme on le voit, il se venge.

Tels sont « les crimes et les mystères » du couvent de Picpus, d'après les propres inventeurs. On y a trouvé, en résumé, trois religieuses folles, deux vieux lits orthopédiques et une crèche. C'est d'ailleurs tout ce qu'il faut à Paris, en ce moment, pour être pillé, volé, emprisonné, diffamé par la racaille à plume, déchiré par la racaille à dents. Rien ne peint mieux la Commune et ses meneurs.

Ils se sont particulièrement rués sur cette congrégation de Picpus. Avant de piller les religieuses, ils avaient pillé les religieux. Nulle part, ils n'ont montré autant de fureur, commis autant de sacriléges, autant volé. Dans l'église des religieux, ils ont mutilé une statue de la sainte Vierge, fusillé une statue de saint Pierre et une statue de saint Joseph, brisé les reliquaires, enlevé les vases sacrés. Dans les cellules, ils ont coupé les bras des crucifix, décapité les images pieuses, brûlé papiers et livres. Ils ont arrêté tous les religieux prêtres et frères, et les tiennent sous leurs verrous. Ils ont enfermé pendant deux jours dans un cachot le frère Lievin-Jacob, infirme. Ils ont mis le revolver sur la poitrine d'un autre (le frère Beunat) et l'ont sommé de jurer qu'il n'y a pas de Dieu. Le frère a dit tranquillement : Eh bien! je jure qu'il y a un Dieu! Et ils ne l'ont pas tué, — ils l'ont dit, — *pour ne pas faire un martyr*. Quelques-uns de ces gens-là savent bien ce qu'ils font. A l'égard des religieuses, on voit ce qu'ils savent imaginer. C'est tout à la fois plus savant, plus scélérat et plus lâche. Insulter des femmes et des vierges, et de cette façon, l'art ne saurait aller plus loin. Ce Paris, cette Com-



mune et cette littérature sont pleins de ces artistes, tous consommés.

Pour les catholiques, un mot expliquera la préférence donnée à la congrégation de Picpus. Il est probable que les exécuteurs n'en connaissent pas la cause.

La voici :

La congrégation des Sacrés-Cœurs, dite de Picpus, a été fondée en 1794, dans le sang versé par la Terreur, encore chaud, l'on peut le dire. Elle naquit de ce sang, elle sortit des tabernacles brisés et des hosties profanées par les scélérats qui s'étaient targués d'anéantir la foi catholique. Elle leur attesta que Jésus-Christ vivait toujours, que l'Église était toujours féconde, que le sang des martyrs était toujours une semence de chrétiens, et qu'il n'y avait plus de terre stérile là où ce sang était répandu.

Joseph Coudrin, bon et saint prêtre de Poitiers, assisté d'une pieuse femme, établit la double congrégation, hommes et femmes, pour l'adoration perpétuelle et pour la réparation des outrages faits au Saint-Sacrement dans les tabernacles. C'est le but spécial. On y ajouta l'éducation et l'assistance des enfants pauvres, les missions dans les campagnes et les missions lointaines.

En 1814, les deux congrégations vinrent s'établir à Picpus près du lieu des exécutions révolutionnaires, sur le champ même où les victimes avaient été enterrées. Des personnes pieuses leur donnèrent une partie de ces terrains sanglants, afin que la prière pour les morts, victimes et bourreaux, n'y cessât



point. Les gens de la Commune viennent de violer ces cimetières ; ils les ont fouillés, ils ont ouvert et profané les caveaux. Ils ont ajouté cela au reste. Les ossements qu'ils produisent appartiennent sans doute aux innocents que leurs « pères de 93 » ont assassinés.

A travers diverses vicissitudes, généralement dures et cruelles, la double Congrégation a néanmoins prospéré. Elle remplit son but. Les religieuses que Rochefort et Vallès insultent élevaient, et en grande partie nourrissaient et habillaient plus de trois cents petites filles pauvres de ce quartier, au milieu duquel elles peuvent être assassinées en plein jour. Les missions sont florissantes. La Congrégation gouverne trois districts, les îles Gambier, les Marquises et Honolulu. Elle y a porté la civilisation chrétienne à la place de la barbarie et de l'anthropophagie. L'évêque d'Honolulu et l'évêque des Marquises étaient au Concile. Ce sont deux fondateurs de peuples. Nous avons lu des lettres qu'ils recevaient *de leurs diocésains*, dont les grands-pères et les pères étaient des sauvages. Mgr Maigret, vicaire apostolique d'Honolulu, a bâti des églises, fondé une langue, établi une imprimerie. Il nous a donné des livres, des cantiques, un journal qu'il a *composés* lui-même, de son esprit et de ses mains, dans son imprimerie d'Honolulu. Lui et son collègue des îles Marquises, Mgr Dordillon, ont trouvé parmi leurs sœurs des femmes assez généreuses pour se dévouer à ces missions d'où l'on ne revient guère. Elles y souffriront toutes les privations et tous les travaux de l'apostolat, elles y seront insultées par les journaux protestants et francs-maçons,

qui vont traduire là-bas les infectes calomnies de la barbarie et de l'anthropophagie, renaissantes chez nous.

Les révolutions démocratiques et sociales sont faites pour détruire ces œuvres. Elles donnent aux Marats et aux Héberts le plaisir de « raccourcir » ces ouvriers de Dieu. Elles mettent les Théroignes sur l'autel de la Raison, et elles attachent au pilori l'honneur des vierges sacrées, en attendant qu'elles les égorgent.

La religion grandit au milieu de tout cela et se relève plus brillante. Mais les sociétés qui le permettent se dégradent ignoblement, jusqu'à ce que la justice les délivre par le glaive, et la liberté individuelle par le bâton.

On nous donne un renseignement assez curieux sur l'une des pièces à conviction produites contre les religieuses de Picpus. Il s'agit du livre sur la manière de procurer les avortements, composé par le capucin Bousquet, et trouvé dans la cellule de la supérieure.

Nous devons dire que nous avons commencé par n'en rien croire du tout, attribuant le fait à la pure imagination rochefortine et communeuse, très-digne d'un pareil coup. Néanmoins, il y a du vrai. L'auteur et l'ouvrage existent, et l'ouvrage a été trouvé au couvent. Seulement, l'ouvrage n'est pas un livre, l'auteur n'est pas capucin et la trouvaille n'a été faite ni dans la cellule de la supérieure, très-noble et très-respectable dame, âgée de 75 ans, ni dans le

couvent des femmes. La vérité est autre. Elle fait bien connaître l'art du vertueux Rochefort et du vertueux Vallès.

Le supérieur général actuel, élu il y a deux ans, se nomme Bousquet. Il n'est ni capucin ni médecin et ne s'est jamais mêlé d'étudier la médecine ou la chirurgie, ni même d'en écrire ; mais il a un neveu de son nom, lequel, il y a quelques années, ayant terminé ses cours à l'école de médecine, se fit recevoir docteur et prit pour sujet de sa thèse les *Accouchements*.

Ayant soutenu sa thèse, le jeune docteur la fit imprimer, et, suivant l'usage, en fit hommage à ses parents et amis. Il l'envoya au supérieur général de Picpus, avec lequel il avait des relations, tout simplement comme neveu de son oncle, le R. P. Bousquet étant, alors encore simple religieux. Le bon vieux supérieur agréa l'offrande. On peut supposer qu'il se réjouit d'apprendre que le jeune étudiant avait passé sa thèse, et il ne la lut point. Enfin, il la laissa parmi ses livres, au quartier peu visité des brochures, dans sa chambre, et son successeur en hérita, ignorant qu'il gardât ce serpent.

Mais la Commune est survenue, et voilà toute l'histoire. Chacun devine pourquoi et par quel art la thèse innocente du jeune docteur Bousquet sur les accouchements, offerte par l'auteur à ses parents et amis, saisie dans la chambre du supérieur de Picpus, est devenue un traité de l'avortement par le « capucin » Bousquet, « découvert » dans la cellule d'une supérieure de couvent.

On cite ce juge qui ne voulait que quatre lignes de l'écriture d'un homme pour le faire pendre. Messieurs de la Commune n'en demandent pas tant : un sommier orthopédique, un berceau à mettre un petit Jésus de cire, les paupières boursouflées d'une pauvre vieille folle, et enfin une thèse d'étudiant en médecine, voilà pour ces messieurs de quoi justifier le pillage de deux maisons et de deux églises, la persécution de deux communautés, l'emprisonnement et au besoin l'assassinat de vingt ou trente personnes, et par-dessus le marché, la plus lâche et abominable diffamation contre toute une grande famille religieuse.

Quels artistes consommés à mal faire! quelle noire, infernale et surfine canaille!

CLXXIV

8 mai.

PROCLAMATION AUX PARISIENS.

Le gouvernement publie une proclamation ou sommation « aux Parisiens » où ne manque pas un certain accent de poignet. La résolution d'en finir avec la force par la force s'y exprime d'un ton qui dénote la certitude de posséder le matériel suffisant. Donc, la fameuse « action décisive, » si annoncée, si ajournée et si désirée, va enfin s'accomplir. Il le

·t il le prouve? S'il admet davan-
l'âme et sa responsabilité de-
rsuadé de l'existence même
·u vengeresse et répara-
·de?

té trouvé court sur
·connuer l'impor-
·lus court que
maladies morales
. comme le comité de
·de qu'elles se guérissent à
hausse les épaules, lorsqu'on lui
., loin d'être le remède, est la ma-

érité, reprendre Paris uniquement pour le
·ayer « et rétablir la circulation, » ce ne serait pas la peine. Il faudrait au moins indiquer que l'on songe à l'assainir, qu'on cherche le moyen d'empêcher les barricades d'y repousser toujours et toujours plus belles.

Nous en reparlerons. C'est assez pour aujourd'hui de protester contre cette absence de toute pensée morale, dans une pièce qui nous annonce le prochain *assaut de Paris* par une armée française !

Nous nous permettrons aussi un mot au sujet des « Parisiens » non combattants, à qui l'on annonce de mauvaise grâce leur prochaine délivrance. La proclamation s'adressant pêle-mêle aux tyrans et aux tyrannisés les morigène également, mais les tyrannisés, d'un certain ton plus âpre, comme si le 18 mars et tout ce qui s'en est suivi était leur faute. La

couvent des femmes. La vérité est autre. Elle fait bien connaître l'art du vertueux Rochefort et du vertueux Vallès.

Le supérieur général actuel, élu il y a deux ans, se nomme Bousquet. Il n'est ni capucin ni médecin et ne s'est jamais mêlé d'étudier la médecine ou la chirurgie, ni même d'en écrire ; mais il a un neveu de son nom, lequel, il y a quelques années, ayant terminé ses cours à l'école de médecine, se fit recevoir docteur et prit pour sujet de sa thèse les *Accouchements*.

Ayant soutenu sa thèse, le jeune docteur la fit imprimer, et, suivant l'usage, en fit hommage à ses parents et amis. Il l'envoya au supérieur général de Picpus, avec lequel il avait des relations, tout simplement comme neveu de son oncle, le R. P. Bousquet étant, alors encore simple religieux. Le bon vieux supérieur agréa l'offrande. On peut supposer qu'il se réjouit d'apprendre que le jeune étudiant avait passé sa thèse, et il ne la lut point. Enfin, il la laissa parmi ses livres, au quartier peu visité des brochures, dans sa chambre, et son successeur en hérita, ignorant qu'il gardât ce serpent.

Mais la Commune est survenue, et voilà toute l'histoire. Chacun devine pourquoi et par quel art la thèse innocente du jeune docteur Bousquet sur les accouchements, offerte par l'auteur à ses parents et amis, saisie dans la chambre du supérieur de Picpus, est devenue un traité de l'avortement par le « capucin » Bousquet, « découvert » dans la cellule d'une supérieure de couvent.

On cite ce juge qui ne voulait que quatre lignes de l'écriture d'un homme pour le faire pendre. Messieurs de la Commune n'en demandent pas tant : un sommier orthopédique, un berceau à mettre un petit Jésus de cire, les paupières boursouflées d'une pauvre vieille folle, et enfin une thèse d'étudiant en médecine, voilà pour ces messieurs de quoi justifier le pillage de deux maisons et de deux églises, la persécution de deux communautés, l'emprisonnement et au besoin l'assassinat de vingt ou trente personnes, et par-dessus le marché, la plus lâche et abominable diffamation contre toute une grande famille religieuse.

Quels artistes consommés à mal faire! quelle noire, infernale et surfine canaille!

CLXXIV

8 mai.

PROCLAMATION AUX PARISIENS.

Le gouvernement publie une proclamation ou sommation « aux Parisiens » où ne manque pas un certain accent de poignet. La résolution d'en finir avec la force par la force s'y exprime d'un ton qui dénote la certitude de posséder le matériel suffisant. Donc, la fameuse « action décisive, » si annoncée, si ajournée et si désirée, va enfin s'accomplir. Il le

faut. La pression allemande ne permet plus de tarder. Ou le gouvernement légal, ou les Prussiens « sans merci. » L'argument est irrésistible. Nous regrettons que le gouvernement se soit trouvé dans la nécessité de l'employer. « La fortune, » comme disait l'éloquence de la feue Défense nationale, ne nous veut faire grâce de rien. Par toutes les mains, sur toutes les claies, à travers toutes les amertumes, nous sommes traînés à toutes les humiliations.

Formidables et interminables gémonies! Oh! qui nous lavera de cette histoire? Qui nous lavera vaincus, et qui nous lavera vainqueurs?

Le document d'aujourd'hui ne nous sera pas une pièce à décharge. La littérature en est négligée, la politique douteuse, la morale plus que légère. Il exhale une odeur mélangée de patrouille triomphante et d'enterrement civil, sous la direction de quelqu'un qui serait tout à la fois M. Prud'homme et le seigneur Matamore. On y cause de ses petites affaires, des moyens de faire remonter le 3 pour 100, des réparations à exécuter dans le logis mortuaire afin d'y ramener sans délai les Ris, les Grâces et les Amours. Du mort et de sa pauvre âme, pas un mot.

Nous voudrions savoir quelle est la doctrine de l'être composite, et jusqu'à un certain point fictif, qui nous parle comme gouvernement de la chose encore plus composite et encore plus fictive à laquelle il donne le nom de République française?

Nous voudrions savoir en quoi ce gouvernement diffère essentiellement, dans la pensée du gouvernement, de la Commune? S'il croit avoir plus d'idées

morales, et comment il le prouve? S'il admet davantage l'immortalité de l'âme et sa responsabilité devant Dieu? S'il est plus persuadé de l'existence même de Dieu et de son intervention vengeresse et réparatrice dans les choses de ce monde?

L'être en question a toujours été trouvé court sur ces points dont il paraît ne pas soupçonner l'importance; en ce moment solennel, il est plus court que jamais. Il semble persuadé que les maladies morales se guérissent à coups de canon, comme le comité de salut public semble persuadé qu'elles se guérissent à coups de couteau. Il hausse les épaules, lorsqu'on lui dit que le canon, loin d'être le remède, est la maladie.

En vérité, reprendre Paris uniquement pour le balayer « et rétablir la circulation, » ce ne serait pas la peine. Il faudrait au moins indiquer que l'on songe à l'assainir, qu'on cherche le moyen d'empêcher les barricades d'y repousser toujours et toujours plus belles.

Nous en reparlerons. C'est assez pour aujourd'hui de protester contre cette absence de toute pensée morale, dans une pièce qui nous annonce le prochain *assaut de Paris* par une armée française!

Nous nous permettrons aussi un mot au sujet des « Parisiens » non combattants, à qui l'on annonce de mauvaise grâce leur prochaine délivrance. La proclamation s'adressant pêle-mêle aux tyrans et aux tyrannisés les morigène également, mais les tyrannisés, d'un certain ton plus âpre, comme si le 18 mars et tout ce qui s'en est suivi était leur faute. La

France, leur dit-on aigrement et impoliment, « a le droit de se sauver, *si vous ne savez « pas vous sauver vous-mêmes.* »

Pour l'excuse de ces malheureux, nous objecterons qu'ils pouvaient, jusqu'à un certain point, se croire munis d'un gouvernement qui avait charge de les sauver. Ils paient assez cher leur erreur.

Il est bien vrai que ce gouvernement s'est « sauvé lui-même », les plantant là. L'exemple était bon sans doute, et ledit gouvernement l'a immortellement donné; mais d'*un tel pas qu'on eût eu peine à le suivre.*

Le premier venu n'a pas, comme un gouvernement, le don, la facilité et le courage de déménager *subito*, abandonnant tout à l'ennemi, armes, trésors, vieillards, hommes, enfants, pupilles, honneur, enfin tout!

CLXXV

13 mai.

ADOLPHINE. — LA LETTRE DE HENRY DE FRANCE.

Avant-hier, M. Thiers se fâcha fort contre la majorité de l'Assemblée, à propos d'une question qu'elle lui fit sur ses cachotteries et ses cajoleries avec la gauche. Il trépigna, bouda, lâcha de gros vilains mots. Il demanda encore huit jours pour sauver la France et l'Assemblée elle-même. — Ensuite, dit-il,

je m'en irai ; la situation alors sera au niveau de vos capacités et de vos courages ! La majorité ne parut contente que bien juste, et la situation se trouva « tendue. » On se promit une affaire. La première nuit fut aux plans de bataille ; mais la seconde nuit porta conseil, et ce matin l'affaire s'est endormie. — Elle n'a eu d'autre suite que la reproduction sténographique de la forte férule administrée par l'*Exécutif* au Souverain, ce qui implique l'affichage sur toutes les murailles de France.

Peu de souverains ayant manqué de discrétion envers leur ministre, et peu de bourgeois ayant importuné leur majordome, ont été plus rudement rappelés à l'ordre. Si la leçon est aisément et parfaitement digérée, nous l'ignorons. Dans les couloirs et sur les *Réservoirs*, l'oreille du passant saisit fréquemment le propos de Martine battue à Sganarelle triomphant : Je te le pardonne, mais tu me le paieras! Officiellement, l'Assemblée, insultée et dépourvue, passe à l'ordre du jour.

M. Thiers paraît s'inquiéter peu du cas de lèse-majesté dont il a chargé sa conscience, non pour la première fois. Il se rengorgerait plutôt de savoir toujours mater si bien la majorité *tracassière*. Avec sa permission, il n'y a pas de quoi. Son procédé, aussi peu coûteux que peu respectueux, ne relève pas du grand art. La perfection de l'homme d'État parlementaire est de rester impassible sous le feu des interpellations, comme le sauvage au poteau des tortures. M. Thiers ne profite point des occasions qui lui permettraient de déployer cette vertu. Il

point d'avoir à votre tour une cuisinière. A votre tour vous la verrez cuisiner, non selon votre goût, mais selon le sien. A votre tour vous la « tracasserez; » à votre tour il vous sera dit : « — Si madame n'est pas contente..... » à votre tour vous sentirez amèrement l'inutilité des pactes, du sentiment, de la raison et de l'éloquence : — Quoi, Julie, Ernestine et Simonne, vous auriez bien le cœur de me planter là, laissant le dîner en train? Et tous ces affamés qui attendent? et l'honneur de la maison? et vos serments?..... Mais vaines paroles. On vous répondra que madame est trop tracassière, que madame est trop ingrate, et que l'indépendance sacrée des serviteurs doit passer avant l'intérêt de la maison.

Nous engageons nos lecteurs à conserver notre dernier numéro (1) où cette scène entre M. Thiers et l'Assemblée est relatée tout au long. Le hasard y a réuni deux autres documents dans lesquels deux autres espèces de gouvernement dessinent chacun leur caractère et déroulent chacun leur programme. Le premier est le manifeste du *Comité de salut public* au nom de la *Commune*, signé de quatre drôles sanglants, dont un assassin avéré. Le second est le manifeste de la monarchie, signé de Henry de Bourbon, celui qui pourra deux fois, s'il règne, s'intituler roi par la grâce de Dieu. Car en vérité, nul roi ne sera né tout à la fois plus loin et plus près du trône, n'aura été tout ensemble plus donné et plus choisi.

Roi *par la grâce de Dieu!* Que de choses cette for-

(1) L'*Univers* du 12 mai.



mule, par elle-même, dit déjà aux intelligences capables de réfléchir, sur cette autre formule si orgueilleuse et si fouaillée par les quatre-vingts dernières années de notre histoire : Roi par la grâce du peuple.

Après Louis XVI détrôné et assassiné, après Robespierre et Barras, après Napoléon, après Louis-Philippe et l'autre république et l'autre Napoléon ; après la République-Favre, noyée dans ces hontes épaisses où la fait surnager encore la tête ajoutée de M. Thiers, tête philippienne pleine de vent ; après tout cela, règnent *par la grâce du peuple* les quatre abominables malandrins qui s'intitulent *Comité de salut public*. Dans le monde moderne, ils sont la résultante et l'expression suprême de la *grâce du peuple*, comme Néron en a été la résultante et l'expression suprême dans l'antiquité.

Tout le progrès politique du monde avant le Christ avait abouti à l'enfantement de Néron, tribun, empereur, pontife et dieu. De même, tout le progrès politique de la France, séparée du Christ par la doctrine de 89, aboutit à ce fœtus épouvantable qui gouverne la grande Cité. Quatre ou cinq abjects coquins en font la matière, son intelligence est composée des déjections de la cervelle humaine, et par une inspiration où se sent l'ironie divine, il a pris ce nom de *Comité de salut public* qui est le nom du premier tyran que la France ait subi. La France avait eu des rois plus ou moins sévères ; seule parmi les peuples, elle n'avait pas enduré de tyran. Le Comité de salut public lui en fit connaître la race ; elle a permis plus tard que le sophisme lui en glorifiât l'histoire, et ces der-

niers drôles se sont imposés. Les voici tribuns, empereurs, pontifes et dieux de l'orgueilleux Paris, la merveille du monde. A l'avare Crassus on fit avaler de l'or fondu : Tu aimes l'or, bois-en! Tel est le sort de Paris : Tu aimes la Révolution, désaltère-toi !

Le programme de Henry de Bourbon fait une impression profonde. On est étonné de cette simplicité, de cette sérénité, de cette grandeur. Habitué aux bassesses et aux insolences des postulants de royauté, les uns qui promettent de ramener les affaires, les autres de ramener la mort, on éprouve une sorte de stupéfaction devant ce prince qui promet de ramener la paix, qui ose annoncer qu'il ramènera Dieu, qui ne craint pas de proclamer qu'il est la réforme et la clémence, et qui ne dit rien de trop. La surprise de l'opinion rappelle ce que se disaient entre eux les Juifs : Nul homme n'a parlé ainsi. On a eu le temps d'oublier ce cœur de roi et de père que Dieu fait aux princes résolus de suivre sa loi. On ne sait plus que ces rois-là s'attendent à rendre compte et n'ignorent pas qu'ils doivent respecter le genre humain.

Cependant M. Thiers, tel qu'il s'est montré à l'Assemblée, conserve la chance de gouverner la République, plus ou moins longtemps. Entre Henry de Bourbon et le citoyen Delescluze, entre la croix et la guillotine, M. Thiers offre un milieu si doux!

France, France, prends garde! Médite ton histoire, souviens-toi de Paris : si tu veux encore des rois par la grâce du peuple, tu n'en manqueras pas, tu n'en auras plus d'autres, et cela ne saurait aller loin!

M. le comte de Chambord a adressé à l'un de ses amis la lettre suivante :

« Comme vous, mon cher ami, j'assiste, l'âme navrée, aux cruelles péripéties de cette abominable guerre civile qui a suivi de si près les désastres de l'invasion.

« Je n'ai pas besoin de vous dire combien je m'associe aux tristes réflexions qu'elle vous inspire et combien je comprends vos angoisses.

« Lorsque la première bombe étrangère éclata sur Paris, je ne me suis souvenu que des grandeurs de la ville où je suis né. J'ai jeté au monde un cri qui a été entendu. Je ne pouvais rien de plus, et, aujourd'hui comme alors, je suis réduit à gémir sur les horreurs de cette guerre fratricide.

« Mais ayez confiance, les difficultés de cette douloureuse entreprise ne sont pas au-dessus de l'héroïsme de notre armée.

« Vous vivez, me dites-vous, au milieu d'hommes de tous les partis, préoccupés de savoir ce que je veux, ce que je désire, ce que j'espère ?

« Faites-leur bien connaître mes pensées les plus intimes, et tous les sentiments dont je suis animé.

« Dites-leur que je ne les ai jamais trompés, que je ne les tromperai jamais, et que je leur demande, au nom de nos intérêts les plus chers et les plus sacrés, au nom de la civilisation, au nom du monde entier témoin de nos malheurs, d'oublier nos dissensions, nos préjugés et nos rancunes.

« Prémunissez-les contre les calomnies répandues dans l'intention de faire croire que, découragé par l'excès de nos infortunes, et désespérant de l'avenir

de mon pays, j'ai renoncé au bonheur de le sauver.

« Il sera sauvé le jour où il cessera de confondre la licence avec la liberté; il le sera surtout, quand il n'attendra plus son salut de ces gouvernements d'aventure qui, après quelques années de fausse sécurité, le jettent dans d'effroyables abîmes.

« Au-dessus des agitations de la politique, il y a une France qui souffre, une France qui ne veut pas périr, et qui ne périra pas; car, lorsque Dieu soumet une nation à de pareilles épreuves, c'est qu'il a encore sur elle de grands desseins.

« Sachons reconnaître enfin que l'abandon des principes est la vraie cause de nos désastres.

« Une nation chrétienne ne peut pas impunément déchirer les pages séculaires de son histoire, rompre la chaîne de ses traditions, inscrire en tête de sa constitution la négation des droits de Dieu, bannir toute pensée religieuse de ses codes et de son enseignement public.

« Dans ces conditions, elle ne fera jamais qu'une halte dans le désordre, elle oscillera perpétuellement entre le césarisme et l'anarchie, ces deux formes également honteuses des décadences païennes, et n'échappera pas au sort des peuples infidèles à leur mission.

« Le pays l'a bien compris, quand il a choisi pour mandataires des hommes éclairés comme vous sur les besoins de leur temps, mais non moins pénétrés des principes nécessaires à toute société qui veut vivre dans l'honneur et dans la liberté.

« C'est pourquoi, mon cher ami, malgré ce qui reste des préjugés, tout le bon sens de la France aspire à

la monarchie. Les lueurs de l'incendie lui font apercevoir son chemin; elle sent qu'il lui faut l'ordre, la justice, l'honnêteté, et qu'en dehors de la monarchie traditionnelle, elle ne peut rien espérer de tout cela.

« Combattez avec énergie les erreurs et les préventions, qui trouvent un accès trop facile, jusque dans les âmes les plus généreuses.

« On dit que je prétends me faire décerner un pouvoir sans limite. Plût à Dieu qu'on n'eût pas accordé si légèrement ce pouvoir à ceux qui, dans les jours d'orage, se sont présentés sous le nom de sauveurs, nous n'aurions pas la douleur de gémir aujourd'hui sur les maux de la patrie!

« Ce que je demande, vous le savez, c'est de travailler à la régénération du pays, c'est de donner l'essor à toutes ses aspirations légitimes, c'est, à la tête de toute la maison de France, de présider à ses destinées, en soumettant avec confiance les actes du Gouvernement au sérieux contrôle de représentants librement élus.

« On dit que la monarchie traditionnelle est incompatible avec l'égalité de tous devant la loi.

« Répétez bien que je n'ignore pas à ce point les leçons de l'histoire et les conditions de la vie des peuples. Comment tolérerais-je des priviléges pour d'autres, moi qui ne demande que celui de consacrer tous les instants de ma vie à la sécurité et au bonheur de la France, et d'être toujours à la peine, avant d'être avec elle à l'honneur.

« On dit que l'indépendance de la papauté m'est

chère, et que je suis résolu à lui obtenir d'efficaces garanties. On dit vrai.

« La liberté de l'Eglise est la première condition de la paix des esprits et de l'ordre dans le monde. Protéger le Saint-Siége fut toujours l'honneur de notre patrie, et la cause la plus incontestable de sa gran deur parmi les nations. Ce n'est qu'aux époques de ses plus grands malheurs que la France a abandonné ce glorieux patronage.

« Croyez-le bien, je serai appelé, non-seulement parce que je suis le droit, mais parce que je suis l'ordre, parce que je suis la réforme, parce que je suis le fondé de pouvoir nécessaire pour remettre en sa place ce qui n'y est pas, et gouverner avec la justice et les lois, dans le but de réparer les maux du passé, et de préparer enfin un avenir.

« On se dira que j'ai la vieille épée de la France dans la main, et dans la poitrine ce cœur de roi et de père qui n'a point de parti. Je ne suis point un parti, et je ne veux pas revenir pour régner par un parti. Je n'ai ni injure à venger, ni ennemi à écarter, ni fortune à refaire, sauf celle de la France ; et je puis choisir partout les ouvriers qui voudront loyalement s'associer à ce grand ouvrage.

« Je ne ramène que la religion, la concorde et la paix ; et je ne veux exercer de dictature que celle de la clémence ; parce que dans mes mains, et dans mes mains seulement, la clémence est encore la justice.

« Voilà, mon cher ami, pourquoi je ne désespère pas de mon pays, et pourquoi je ne recule pas devant l'immensité de la tâche.

« La parole est à la France, et l'h

« HEN

« 8 mai 1871. »

CLXXVI

L'*Univers* est supprimé à Paris. Il
brèche jusqu'au dernier jour et jusqu
ayant encore publié un numéro aprè
attendant que nous sachions comment
longtemps malgré une si mâle hardies
permis de remercier nos collaborateu
qu'ils ont fait à la cause catholique et

Eloigné du périlleux champ de ba
vons laisser à qui de droit la gloire d
bat. Il y avait là M. Du Lac, notre
rédacteur de l'*Univers* depuis le
M. Léon Aubineau, M. Arthur Lot
Roussel, et M. Rastoul. Craignant
M. Loth et pour M. Roussel, qui é
réfractaires, nous les avons rappelés
obéi, quoiqu'à regret. Les trois au
jusqu'à la dernière heure. Dieu m
dans la presse n'a plus fièrement tenu
jarrets qui, après avoir affiché tant d'
férocité, vont maintenant dételer, ou

CLXXVII

15 mai.

PESSARD CONTRE BOURBON.

Le *Soir*, fondé, si nous avons bonne mémoire, par M. About, est devenu la chose d'un banquier emmêlé dans les affaires de M. Gambetta. Le journal se ressent de cette origine et de cette migration. Il est tout à la fois prétendant, on ne sait à quoi, peut-être à tout, et prétentieux. Ce sont deux caractères de son Abraham, le brillant auteur de l'*Homme à l'oreille cassée*. Il se pique de ne pas beaucoup croire en Dieu, lequel, selon lui, ne possède que le mérite de ne servir à rien, troisième caractère *aboutique*, et le plus marqué; caractère aussi de banque. *Mille francs payables à vue*, voilà le nom et l'évangile du vrai dieu des miracles, créateur, rédempteur, maître souverain des choses humaines. M. About et la banque ont toujours prêché cela avec un aplomb et une constance qui attestent la foi la plus carrée. Nous ne nions pas les convictions; celle-ci est éclatante. Le *Soir* y puise un grand mépris pour la lettre de M. le comte de Chambord, et ce mépris est exprimé du ton le plus hautain par M. Pessard.

M. Pessard (Hector) est notre confrère. Nous n'avons pas l'honneur de le connaître, et tout motif

nous manque à dire le moindre mal de lui. On voit qu'il veut avoir de la tenue. Il se plie à faire quelqu'éloge du style royal ; il pardonne courtoisement leur manie aux défenseurs persévérants d'une religion « qui ne fut pas sans grandeur ; » il convient que « le manifeste de M. le comte de Chambord ne pourrait qu'augmenter le légitime orgueil d'hommes pour lesquels la foi tient lieu de science politique! » Il faut honorer la courtoisie de ces formules. Néanmoins, c'est Pessard contre Bourbon, et Pessard dédaignant Bourbon ! L'habitude n'y fait rien, on a un éblouissement.

Au paragraphe suivant, M. Pessard, toujours avec le même inflexible savoir-vivre, se prend à dédaigner Dieu comme il vient de dédaigner Bourbon. Et c'est même à cause de Dieu que M. Pessard dédaigne tant Bourbon. Il trouve que Bourbon s'occupe trop de Dieu. On rapporte que M. Buloz, critiquant un article sur Dieu, condamne d'abord le sujet, pour *manque d'actualité*. M. Pessard va plus loin contre la lettre royale. et parvient sans effort à un comique plus haut. « Il *n'est guère* queston dans ce manifeste, dit-il, *que* de Dieu, de l'Eglise et de la religion, questions qui. étant du domaine inviolable de la conscience....., ne peuvent, en notre temps, *peser d'aucun poids sur les résolutions d'un homme politique,* et même sur celles du plus humble citoyen. » Franchement, nous ne pensons pas qu'on puisse trouver plus de naïveté nulle part sur la terre.

Il y a des ignorances de nature, des cécités et des surdités absolues, contre lesquelles aucun raisonne-

ment ne prévaut. Mais cette naïveté coriace du libre-penseur façonné *ad hoc*, qui ne voit pas même Paris, qui n'entend pas même Montretout, et qui se flatte de retrouver sa sécurité et sa bourse dans le même chemin où depuis un siècle il est bâtonné et raflé de plus en plus irrémédiablement, c'est la merveille du monde.

M. Pessard continue de cet air supérieur et content dont sa plume est douée par-dessus toute plume qu'ait jamais fournie oie de France :

A *tort ou à raison*, nous avons pris l'habitude d'essayer de faire nos affaires nous-mêmes, et peut-être la faute en est-elle à la Providence qui, après s'être chargée si longtemps — et non sans frais (le petit mot pour rire !) — de les mener à bien, nous a conduits trop souvent dans des abîmes où nous serions encore si nous n'avions commencé par nous aider, avant d'attendre l'aide du ciel.

Il paraîtrait, d'après cela, que nous ne sommes plus dans les abîmes, et qu'ayant opéré nous-mêmes, nous voilà tirés du mauvais pas où nous avait mis trop d'abandon à la Providence. La France remerciera M. Pessard qui lui donne cette bonne nouvelle vingt-quatre heures avant les autres journaux, encore occupés à battre le rempart. Ajoutons que par la gravité de son langage et « la solidité de sa politique, » M. Pessard ne peut que nous maintenir dans la bonne habitude « d'essayer de faire nos affaires nous-mêmes. »

Il dit encore, toujours avec la même noble assurance, que M. le comte de Chambord s'en fait accroire. Selon lui, M. le comte de Chambord témoigne qu'il

n'a pas sondé les innombrables « problèmes sociaux, » qui, « comme autant d'impitoyables sphinx, » se dressent « de toutes parts ! » Comment ! à ce pays désormais accoutumé à se tirer de l'abîme par lui-même et sans le secours de la Providence, mais en fait « ruiné, envahi par l'étranger, déchiré par les factions ; » à ce pays des innombrables sphinx, l'héritier de Henri IV recommande comme moyen unique de salut la restauration de la monarchie légitime, le rétablissement d'une religion d'État et la protection du Saint-Siége ! ! !... »

On sent que M. Pessard ne fait pas l'étonné ; il l'est. L'étonnement dérange un peu ses cordes graves et il semble n'avoir pas bien compris ce qu'il a lu. La restauration de la monarchie légitime, l'avénement d'un roi par la grâce de Dieu, c'est-à-dire d'un chef qui a le droit et le devoir d'appeler à lui toutes les énergies, ce n'est pas peu de chose. Beaucoup de « problèmes sociaux » seront nécessairement résolus, et quantité de « sphinx » cesseront de proposer leurs énigmes meurtrières, quand ces événements seront accomplis. M. le comte de Chambord dit qu'il est LA RÉFORME ; c'est un très-grand mot, et ce mot prouve que les problèmes sociaux n'ont pas échappé à son regard. M. Pessard n'en parle pas. En revanche, il insiste sur la *religion d'État*, dont le prince ne dit rien. Protection de la religion, qui est un droit à protéger comme un autre ; liberté de l'Église, qui est une liberté politique au-dessus de toute autre, ne sont pas du tout synonymes de religion de l'État. M. le comte de Chambord ne promet pas, et les ca-

tholiques ne lui demandent pas, ce qu'on appelle la religion d'État. Il suffit aux catholiques que l'État ne s'applique pas à détruire la religion.

M. Pessard, si âpre au comte de Chambord, a aussi un programme. Ce n'est point son miracle, encore qu'aucun principe religieux ne le déprave. Nous citons :

> Nos sociétés modernes, si mal assises qu'elles paraissent être en ce moment, n'en reposent pas moins sur un principe que rien, désormais, ne saurait détruire. Ce principe, c'est le Droit, *mais le droit scientifiquement établi* et ayant pour origine le *respect de la personnalité humaine dans la manifestation de toutes ses activités morales ou matérielles !!!*

Si le savant politique entend bien ce qu'il dit, il propose là le programme de la Commune, et MM. Assi, Billioray, Delescluze et autres sont ses hommes d'affaires.

Car on a beau se targuer de faire ses affaires soi-même, on a toujours un homme d'affaires. Ou par la grâce du peuple ou par la grâce de Dieu, on a toujours un roi, et le billet de mille francs lui-même, dieu et roi, nous gouverne par ses délégués, qui sont nos dieux et nos rois. Nous faisons par eux nos affaires ou ils les font pour nous ; nous ne les faisons pas nous-mêmes.

Deux communeux discutaient. L'un s'appliquait à convertir l'autre, qui avait du bon sens. Le premier, l'apôtre, disait : — Faisons nos affaires nous-mêmes, et elles seront bien faites. L'autre répliquait en langue communeuse : — Mais, b..... de bête, je fais faire mes hardes par mon tailleur, qui n'est pas

moi-même ; car si je les fais moi-même, elles ne seront pas bien faites !

Sauf l'expression, qui manque de pompe, celui-ci raisonnait bien.

Du moment que nous ne pouvons pas faire nos affaires nous-mêmes, à cause des « innombrables sphinx » et pour d'autres raisons; puisque depuis un siècle il nous a fallu prendre toujours quelqu'un, ou que toujours quelqu'un nous a pris, pourquoi pas Henry de Bourbon, plutôt que M. Jules Favre ou M. Thiers, ou même M. Pessard, disciple inconscient de Billioray?

Franchement, Henry de Bourbon nous paraît plus présentable au monde, plus flatteur pour nous, plus propre à fermer la bouche des innombrables sphinx, et même à leur casser les dents.

Tel est, en partie, le plaidoyer de Pessard contre Bourbon. Nous y pourrions rester plus longtemps; car, au fond, M. Pessard est sphinx. Nous disons plus, à lui seul, il est innombrable, tant il a d'énigmes à proposer. Pour la plupart, il est vrai, ses énigmes sont répandues dans les almanachs, mais ce sont précisément les almanachs qu'il a oublié de lire, ce qui nous permettrait de l'intéresser ; mais, malheureusement, nous n'avons que le temps de conclure.

Nous concluons donc que la lettre du comte de Chambord est une des rares choses qui nous font un peu d'honneur et qui nous peuvent donner un peu d'espérance, dans ce triste moment de notre histoire. Pour qu'elle ait été écrite et publiée, pour qu'un de

ces hommes qui ont reçu d'en haut la grâce spéciale d'ausculter les nations, ait osé nous parler si clairement des vraies conditions de l'ordre, il faut que de meilleurs mouvements de l'âme publique se soient révélés à son instinct et l'aient averti que la raison peut revenir.

C'est tout ce que nous démontre le dédain effaré de M. Hector Pessard, rédacteur en chef du *Soir;* et nous rendons grâce à Henry de Bourbon qui ne nous annonce pas que nous sommes hors de danger, ni que nous nous en tirerons par notre science et par nos vertus, mais qui nous dit que nous ne sommes pas perdus et qui nous le prouve en venant nous parler de Dieu.

CLXXVIII

17 mai.

HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE HONNÊTE ET MODÉRÉE.

Le journal le *Soir* se livre à de nouvelles considérations sur la nécessité d'éloigner enfin les superfétations vieillies, périlleuses et humiliantes qu'on nomme la religion et la monarchie, unies ou séparées. Il les tolère dans le passé, il ne leur en veut pas, mais il n'en veut plus. C'est mort, c'est fini, cela fait rire. Quoi! proposer à la France un roi, et un roi « par la grâce de Dieu! » Allons donc! Il sourit;

au besoin il s'indignerait. Tout en souriant, il regarde son sabre : malheur au roi ! et il jette un cri irrité sur son fusil : que Dieu tremble !

Le *Soir* a néanmoins sa figure, en ce temps d'absence. Il représente le lecteur des *Débats* devenu républicain honnête et modéré. Il a aussi son importance : il est officieux. Il nie l'office, mais il a tort. On peut être officieux en tout bien et tout honneur. Ce n'est pas un crime de partager l'opinion du gouvernement. Tout le monde a le droit de se persuader, comme M. Thiers, que M. Thiers est né pour sauver la France, et M. Pessard, du *Soir*, y est autorisé plus qu'un autre, trouvant en M. Thiers toutes les belles idées qu'il se reconnaît. De cette conformité entre deux hommes, dont l'un est chef du pouvoir et l'autre journaliste, se forme correctement et nécessairement l'*officiosité*. L'on se veut réciproquement du bien, l'on travaille ensemble. Quand le ministre est le ministre du journal, comment le journal ne serait-il pas le journal du ministre?

Reste à définir la nuance républicaine « honnête et modérée. » Ce n'est pas facile, vu le nombre des échantillons. Garnier-Pagès aux longs cheveux en prononça le nom pour la première fois, le 15 mai 1848, dans l'Assemblée nationale envahie au cri de : Vive la République ! par les hommes de Blanqui. M. Garnier-Pagès courut à la tribune, tout chaud, tout bouillant. Il n'avait pas néanmoins une mine de lion, ni un regard d'aigle, ni une voix de tonnerre. « Nous aussi, dit-il, nous voulons la République, mais honnête, mais modérée, mais.., » Le reste de

la définition ne put percer le vacarme, et la République honnête et modérée se trouva créée en esprit, sous les traits de M. Garnier-Pagès. Elle apparut comme une chose en soi inoffensive, sinon innocente, mais malheureuse, destinée à recevoir tous les chocs du gant, de la botte et du fourreau de sabre. et à en mourir. Si l'on consulte son histoire, elle vécut et mourut ainsi plusieurs fois, sans avoir jamais fini de naître.

Gouvernement de Lamartine mâtiné de Ledru-Rollin, elle dura, cahotée et tapotée, du 24 février au 25 juin. Gouvernement de Cavaignac, elle se traîna cahin-caha jusqu'au 10 décembre. Gouvernement de Louis-Napoléon, déjà plus présidence que République, elle se poussa trois ans dans l'avenue de l'empire. Elle périt, accouchant d'un dictateur. fonction normale de toute république, honnête ou non.

Vingt ans après, 4 septembre, seconde république honnête et modérée. En tête, Jules Favre et Gambetta; en flanc, Jules Simon et Picard; en queue, Rochefort; pour agréments, Garnier-Pagès, Pelletan, Cremieux, Glais-Bizoin, Jules Ferry; dans les bases et le sous-sol, les Bonvalet, les Mottu, les Floquet; dans les caves, les Pyat, les Blanqui, tenant ouverts d'autres souterrains pleins et bondés d'autres choses. Les Prussiens entourèrent soudain cette belle machine et en empêchèrent le jeu honnête et modéré. Elle ne laissa voir que sa force de conception militaire, civile et morale; après quoi, la botte prussienne l'écrasa. Cela fit un claquement effroyable

qui retentit jusqu'aux extrémités du monde, qui nous désolera jusqu'aux extrémités de la vie. Il y a deux mois, des missionnaires catholiques, chassés de l'Abyssinie, se réclamèrent de leur titre de Français. Les persécuteurs abyssins répondirent : « France ? Plus France ! France république ! Plus roi, plus Dieu. Finie, France ! »

De la seconde république honnête et modérée, il nous reste la carte à payer de M. Gambetta, et le traité de paix, revêtu de la signature de M. Favre.

Rendus à nous-mêmes, moyennant une douzaine de milliards tant prussiens que gambettistes, et d'autres frais, et le reste, nous avons acquis une troisième république honnête et modérée. M. Thiers la gouverne, assisté du même Favre, du même Simon, du même Picard, qui font voir toujours leur même talent et leur même vertu. Ayant adroitement débondé les caves et les souterrains qu'avait bondés sa devancière, cette troisième république honnête et modérée s'est trouvée en devoir d'en exterminer le contenu. Cela l'occupe ; elle y puise l'élément d'une durée qu'elle ne pouvait pas se promettre. M. Thiers ne se lasse pas de dire :

« Restons en république, c'est ce qui nous divise le moins. » Oui, mais c'est cher !

L'inoffensive république honnête et modérée trouve toujours le moyen d'être fort dépensière d'argent et de sang. Elle enterre immensément, elle ne plante pas du tout. Par ses mains bénignes mais bêtes, le sang de la Banque et le sang de l'homme coulent en abondance, et rien ne pousse, que des

impôts et des couteaux; pressoirs pour écraser toujours plus les bourses, outils de chirurgie politique et sociale pour amputer toujours plus les gens.

Première république honnête et modérée : amputation de la république socialiste, c'est-à-dire non honnête et non modérée. Seconde république honnête et modérée : honte de la France, mer de sang, amputation formidable de territoire et de milliards. Troisième république honnête et modérée : résurrection gigantesque de la république non honnête et non modérée, amputation de Paris, nouvelle et indéfinie amputation de milliards. Et à la suite de cette troisième amputation, comme à la suite des deux autres, quel bénéfice? Un ulcère plus désespérant.

Il faut donc convenir que la république honnête et modérée a la main malheureuse. D'où lui vient ce persévérant malheur? Ni Dieu ni roi, pourtant, ne la pousse hors du chemin de la raison moderne et ne l'invite à violer le droit nouveau formulé par M. Pessard, en ces termes savants :

Respect de la personnalité humaine dans la manifestation de toutes ses activités morales ou matérielles!!!

La république honnête et modérée est tout uniment la chimère du prolétariat bourgeois de nos jours, sans ancêtres et sans postérité, à qui l'esprit révolutionnaire persuade qu'il est devenu une classe politique capable de « faire elle-même ses affaires. »

L'infatuation de cette race est inexprimable. Sans cesse renouvelée et de plus en plus ignorante, elle ne

profite en rien des effroyables expériences qu'elle fait. Toujours affamée, elle se jette toujours sur l'appât du pouvoir qui lui est toujours offert. Au rapport des pêcheurs de morue, ce poisson se précipite sur l'hameçon qu'on lui tend; chacun se presse, essayant de passer le premier, et le sort de ceux que le crochet enlève n'inquiète nullement le reste de la troupe stupide. Chacun s'imagine sans doute attraper et garder enfin le crochet qui les attrape et les garde tous. Toutes réserves faites pour les talents littéraires et oratoires qui frétillent dans la mer démocratique, quel empressement à se bousculer, à se dévorer les uns les autres pour arriver au crochet! Et après?...

Nous disons, nous, qu'il faut premièrement ôter le crochet, ou c'en est fait de l'infortuné peuple des morues. Il faut retirer cet appât, tourner l'appétit public vers autre chose, dresser les aptitudes et les distribuer à d'autres occupations qu'à cette perpétuelle chasse au pouvoir.

Or, un roi nous semble seul propre à cette besogne urgente; il n'y a qu'un roi possible, lequel est le roi légitime, le roi par la grâce de Dieu, quoi qu'en dise M. Pessard. Sans Henry de Bourbon, il faut, à travers les flots incléments et les sphinx railleurs, recommencer à chercher sans relâche l'Ithaque de la république honnête et modérée. Quand nous arriverons, Ithaque sera déserte. Pénélope, lasse de défaire la nuit son ouvrage du jour, se sera défaite elle-même. Nous ne trouverons point de phare allumé, nous périrons au port.

Il n'y a point de bons mots ni de dédains *pessardins* qui tiennent. La lettre d'Henry V promet plus et promet mieux que toute combinaison de république honnête et modérée. L'intelligence populaire elle-même, tout hallucinée d'opium démocratique, entrevoit qu'un roi régulier, même donné de Dieu et même perpétuel, serait meilleur nocher qu'un conseil de plusieurs Gambetta, de plusieurs Favre, de plusieurs Garnier-Pagès, même présidé par M. Thiers, même donné du peuple, et même renouvelable tous les mois.

Nous ne défendons pas la religion, ni l'idée de la Providence, ni l'idée de Dieu. Le *Soir* en fait des plaisanteries qui seraient encore regrettables, quand même elles ne seraient pas aussi absolument indigentes. Ce sont des traits accoutumés du parti républicain honnête et modéré. On est voltairien dans ce parti-là, et c'est par ce côté que l'on confine à l'aimable Rochefort. M. Pessard devrait s'interdire ces exercices où il n'excelle pas. Il prétend être né poli; en tout cas il n'est point né plaisant. Il a beau se moquer du Saint-Esprit, il y a tout de même un Saint-Esprit qui gouverne les choses de ce monde. Par lui sont guerissables les nations de la terre : sans lui, elles périssent. Quantité de Français croiront toujours cela, en dépit de ces bons mots qui sont des blasphèmes et surtout des platitudes.

On a vu cette année à quoi s'occupe un peuple qui ne fait point ses Pâques! Il est vraisemblable que, si Paris avait coutume de chanter *Veni, Sancte Spiritus*, les fosses autour du rempart ne seraient pas si nom-

breuses ni si pleines, et que moins de puanteurs mortelles s'exhaleraient de la grande ville : il se pourrait aussi que la république honnête et modérée devînt un rêve moins absurde.

Saint Augustin disait aux Romains, après la chute de Rome : « La prospérité vous a dépravés et l'adversité ne vous corrige pas. Brisés et non convertis par le châtiment de vos vices, vous perdez les fruits du malheur, et devenus les plus malheureux des hommes, vous ne cessez pas d'être les plus impies. »

Les Romains persévérèrent dans l'impiété. Il en résulta que Dieu balaya enfin cette ordure du monde, et il donna Rome aux nouveaux-venus qui disaient : *Au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit !*

CLXXIX

19 mai.

DESTRUCTION DE LA COLONNE.

Ils ont jeté bas la colonne. Le dessein était si brutal, et, de leur part, si sot, qu'ils y tenaient absolument. C'est fait. Le grand trophée et la grande idole gisent sur un fumier dans la fière rue de la Paix, maintenant indigente. Le nouvel Opéra, fœtus mons-

tre, conçu aux nuits d'orgie, avorté aux jours de sang, a vu cette chute. Là les demoiselles Carpeaux, plus que nues par permission des ci-devant Autorités, mènent publiquement leur danse. Au son des castagnettes de Montmartre et de Montretout, dansez, filles Carpeaux, et que vos chants règlent vos pas, suivant les usages du lieu! Chantez la chanson de bienvenue de l'abîme éternel : *Quomodo cecidisti Lucifer?*

Courbet a fait le coup. Courbet le bon peintre des chairs sales! Il les peint si bien qu'à les voir seulement on en sent l'odeur. Comme l'admirable Carpeaux fait puer le marbre, ainsi l'admirable Courbet fait puer le châssis. Courbet des *Baigneuses*, Courbet du cochon attaché par la patte, Courbet le penseur qui a peint son ami Proudhon pensant un livre! Ce Courbet amusa longtemps Paris. Il aboyait au prêtre, il niait Dieu, il faisait de l'esthétique. Paris cria : Bravo, Courbet, rénovateur de l'Art! Courbet vit néanmoins qu'on se refroidissait. — Ah! ah! Je saurai raviver mon nom; je le tatouerai dans l'histoire! Il a renversé la colonne, laissant debout le socle, à porter le nom de Courbet. *Courbet fecit!* Et il entre en effet dans l'histoire, ce bel artiste, une scie et une corde à la main. Rochefort, Vallès, la bande des lettrés le suivent, portant le stylet, les fausses clefs, la pince, tous les engins des escarpes et voleurs de nuit. C'est l'Institut de la République.

Pauvre colonne! sur le fumier, en trois tronçons, comme un ver coupé par un enfant cruel. Selon Courbet, l'œuvre n'était pas « artistique! » Qu'en

sait-il, l'envieux lourdaud? Il n'est pas artiste, il n'est pas juge, pas même bourreau régulier. Il n'est qu'assassin. Mais quelquefois l'assassin est suscité et lâché sur la proie par la justice même qui lui demandera compte. Dans les temps impies, la justice emploie le crime à punir le crime, afin que le monde voie mieux à quelles mains infâmes son crime l'a livré. Nul juge légitime n'eût abattu ce monument, et néanmoins il y a ici une justice faite. Couvrant d'une exécration entière le vandale insolent et stupide, la conscience humaine regarde l'œuvre abolie et ne lui accorde qu'un regret léger. C'était une emphase de l'orgueil, un champignon gonflé du venin de la fausse gloire : sous les coups d'un autre orgueil, le champignon tombe, corrodé du même venin qui l'a produit.

Ceux-là doivent gémir et s'irriter amèrement qui ont élevé ces sauvages et qui sont encore à s'en repentir. Pour se grandir eux-mêmes, pour achever leurs desseins et leur gloire, ils ont donné au peuple de fausses notions de tout. Le peuple culbute leurs desseins, abat leurs monuments, avilit leur gloire, tournant contre eux les mensonges dont ils l'ont nourri et les passions dont ils l'ont enflammé.

M. Hugo, remisé à Bruxelles, a rêvé de sauver la colonne. Jadis il l'avait chantée; cette chute lui écrase une ode. « Son cerveau tenaillant, » il en a décroché un quintal d'étranges alexandrins, secs et craquants. qui font un bruit de mitrailleuse et qui exhalent un fumet de chou. Quelques-uns pourtant sont beaux

Nul n'a fait tant de vers, ni si beaux ni si bêtes !

Mais, à travers des prosternements d'une extraordinaire lâcheté devant le « peuple » armé déjà de la scie de Courbet, M. Hugo décrit bien le caractère révolutionnaire de la colonne, selon son sens détraqué. Il veut que l'on conserve la colonne parce que, sous la figure des soldats de la Révolution, elle représente la France chantant la *Marseillaise* et montant à l'assaut... du *progrès !* C'est bien drôle, la raison poétique ! M. Hugo ajoute que ces grands soldats

> Tinrent le Pape et les rois, l'ombre noire
> Et le passé, captifs et cernés dans leur gloire...

Voilà ! Avec moins de simplicité et beaucoup plus de chevilles, c'est la vieille chanson du chauvin :

> Ah ! qu'on est fier d'être Français
> Lorsqu'on regarde la colonne !

Paris, — Paris *chevalier*, dit M. Hugo, — est devenu humanitaire, et ne se targue plus d'avoir tant pris « le bronze des batailles. »

> Les peuples sont pour nous des frères !

C'est sa chanson d'à présent, et il jette la colonne sur un fumier.

Par le progrès de la littérature humanitaire, on a pu amener le *chevalier* Paris à démolir la colonne, comme on a pu l'amener facilement à fusiller les généraux et à noyer les gendarmes, comme on pourra l'amener à massacrer les « otages » au nom de la tendre humanité. Ils en font même une thèse : « Qu'est-ce que c'était, cette colonne ? disent-ils. Un cri antihumanitaire et anti-égalitaire ; un hymne à la gloire

d'un séducteur du peuple. Le peuple a monté là, sur ses épaules, au prix de sa sueur et de son sang, le plus criminel gendarme qui ait traversé le monde moderne. Il l'a dressé précisément pour être le pape et le roi, l'ombre noire et le passé. Nous l'avons jeté bas, afin de rompre avec le militarisme, coutumier du même crime, et nous avons assuré la liberté. »

Ces raisons, pour n'être pas en vers, valent bien celles de M. Hugo. L'illustre pharmacien Miot, membre de la Commune, ajoute : Celui qui n'acceptera pas la liberté, nous lui couperons la tête! Conclusion très-correcte, à laquelle M. Hugo ne répliquera pas. S'il osait répliquer, on le réfuterait par lui-même.

Tous, ils pataugent dans un gâchis de boue, de fange et de bêtise. Leurs monuments tombent sur eux et les écrasent, pendant qu'ils continuent d'insulter Dieu, criant les uns qu'il n'existe pas, les autres qu'il n'agit pas.

Nous le voyons agir, nous le voyons se *venger. Il* entend le cri indigné de l'âme chrétienne qui le presse de se lever et de juger sa cause.

Et nous regardons d'un œil tranquille crouler subitement ce qui avait monté si haut, monter subitement ce qui croulera si bas. Après tout, puisque ces sages et ces fous se font un même jeu d'arracher la pierre fondamentale, il est juste que les maisons branlent et que les colonnes croulent. Nous aimons mieux la justice de Dieu que nos biens et que nous-mêmes, et quel bien pourrons-nous attendre de ceux qui ne veulent pas de Dieu!



CLXXX

20 mai.

ROCHEFORT.

Rochefort a été arrêté ce matin, en compagnie de monsieur son secrétaire. Comme on le pense bien, il fuyait. Pour Paris, ce n'est pas une perte; pour Versailles, ce n'est pas un gain. Cet illustre chenapan poussait au feu, mais n'y allait pas. La police lui fait l'honneur de le garder de près; elle a toujours été bonne pour lui. Malgré la tendresse qu'il lui inspire, elle n'a nulle appréhension de le voir retourner au rempart. Une fois qu'il est tenu, il ne s'échappe pas; il s'évanouit. Son *Mot d'ordre*, si insolent et si sanguinaire, où il a insulté, dénoncé, diffamé et, l'on peut le dire, assassiné, n'a jamais été qu'un mot de passe.

Par nature, Rochefort était né employé, par talent vaudevilliste; l'orgueil et l'incapacité de penser l'ont fait révolutionnaire; il est devenu terroriste par peur. C'est la simple histoire d'un demi-cent d'autres polissons qui depuis trois ou quatre mois ont troublé tant de têtes, allumé tant d'incendies, taxé la France à tant de larmes et de sang. Une pointe d'esprit tant soit peu plus aiguë, un fumet de corruption tant soit peu plus prononcé ont mis Rochefort en vogue; voilà



le secret de sa gloire. Il est devenu la perfection de ce qu'on peut appeler en littérature comme en négoce « l'article-Paris. » Tout le monde sait que la bimbeloterie parisienne est sans égale pour la fabrication du pamphlet-mouche. En soi, ce n'est rien, mais cela peut produire les effets du picrate et de la nitroglycérine. Rochefort a véritablement renversé l'Empire; Courbet le butor, manipulé dans l'atelier parisien, a fait sauter la colonne, c'était plus malaisé.

Rochefort présente d'ailleurs un phénomène psychologique curieux. Naturellement, il n'était pas ce qu'on l'a fait. Insolent, oui; cynique, encore; mais pas délateur, pas persécuteur, pas féroce; incapable de se prendre au sérieux, ou seulement d'en avoir l'air comme par exemple ces deux vieux montants de guillotine, Delescluze et Pyat. On ne le croyait pas non plus absolument lâche, ni de l'horrible espèce qui en veut davantage aux faibles, aux purs, aux innocents. L'infatuation du succès, la nécessité de soutenir son rôle, la peur ensuite ont accompli ce hideux prodige.

Il est arrivé au fin fond de l'infamie littéraire dans l'affaire des religieuses de Picpus. Jusque-là, plusieurs le balançaient. Depuis l'affaire de Picpus il est premier. Si l'on disait que la presse parisienne actuelle recèle son égal, nous demanderions des preuves.

Il est le type. Nous ne voyons rien de plus déformé, de plus avili par plus de genres de bassesses à la fois. Il est par excellence l'insolent, le haineux, le féroce, le méchant. Il est celui qui lèche son couteau

pour l'empoisonner; celui qui s'étudie par prudence à ne pas donner la mort, et par plaisir à faire une blessure qui ne guérisse pas; celui qui frappe sans avoir même à se venger et qui aime mieux tourmenter un innocent que blesser un ennemi; et d'ailleurs en tourmentant l'innocent, il tourmente aussi d'une façon plus exquise l'ennemi qui voudrait en vain défendre cet innocent. Rochefort est devenu le gredin pur. Il a cela dans l'âme; cela se lit sur son visage et dans son style, à travers un vernis formé des sueurs ignobles de la peur.

Il s'est donc sauvé, l'insigne drôle. Au dernier moment, il n'a pu tenir. Il n'a pas su imiter Verminesch, Verminorel et Verminallès, qui demeurent. Et Pyat, qu'il a tant accusé de poltronnerie, est vengé. Pyat est un Roland à côté de Rochefort.

Et notez bien que Rochefort est innocent. Il n'a pas un moment perdu la tête. Au milieu de ces folies de Bicêtre, en dénonçant, en insultant, en versant le vin des démences assassines, il s'est conservé légalement innocent! On ne pourra trouver à son dossier tout au plus que des délits de presse. Il n'a exercé aucune fonction, n'est d'aucune assemblée et d'aucun comité; il s'est abstenu de signer autre chose que ses articles. Voilà le maître!

Après tout, son ami M. Picard ne ferait rien de très-illégal en le nommant préfet.



CLXXXI

21 mai.

ARRIVÉE DE ROCHEFORT A VERSAILLES.

Rochefort est arrivé ce soir. Une foule considérable l'attendait, très-sérieuse, ne ressemblant en rien aux attroupements qui se forment tous les jours sur le passage des piètres prisonniers qu'on amène de Paris, et qui haussent les épaules à l'aspect de ces *pleutres dégrisés*.

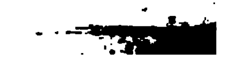
Ce soir, la foule offrait la physionomie d'un peuple reuni pour faire justice. Elle se composait d'hommes graves : chefs de famille, artisans, marchands, bourgeois, militaires; on y remarquait un grand nombre de députés. C'étaient des gens qui voulaient être là, et qui avaient leur but. On sentait partout un fluide d'indignation. Lorsque la voiture qui renfermait l'homme est apparue, le fluide a éclaté.

Livide, la tête basse, l'œil éteint, le misérable a reçu une décharge de mépris capable d'en tuer dix autres.

Un cri, un seul, mais qui roulait et éclatait en tonnerre : LE LACHE! LE LACHE!! LE LACHE!!!

On voyait des visages pâles, des mains frémissantes, des cheveux hérissés, un vrai transport d'horreur.

M. le comte de Rochefort-Luçay, fils adoptif (au



moral) de M. le comte Victor Hugo, a pu longtemps douter qu'il existât une conscience publique. Il ne l'ignore plus, et il peut dire ce que c'est.

S'il eût été à pied, on l'eût écrasé comme un reptile.

CLXXII

22 mai.

VOTE DE PRIÈRES PUBLIQUES.

On a remarqué le singulier partage des ministres dans le vote sur les prières publiques.

Cinq, MM. Dufaure, Le Flô, Pothuau, de Larcy, Lambrecht, ont voté *pour*.

Cinq, MM. Thiers, Jules Favre, Jules Simon, Picard, Pouyer-Quertier, se sont abstenus, c'est-à-dire ont voté *contre*. En pareille matière on ne s'abstient pas par mégarde, mais parce que la question semble de peu d'intérêt.

Or, dans le fond, comme il s'agissait de *demander* aux chefs religieux *d'ordonner* des prières, suivant leur compétence, l'Assemblée avait à faire un acte de foi à l'existence de Dieu et à son intervention dans les choses de ce monde.

Il s'ensuit donc que cinq ministres sur dix, formant la majorité à cause de la présence du chef, ont voté que Dieu n'existe pas, ou qu'il n'intervient pas

dans les affaires humaines, ce qui est la même chose; ou qu'enfin peut-être il existe, et peut-être il intervient, mais qu'alors une sage et discrète politique exige de n'en rien dire publiquement et même conseille de ne point invoquer son secours; et c'est la même chose encore.

Car on ne peut supposer M. Thiers, M. Favre et M. Simon, ni même MM. Picard et Pouyer assez peu raisonnables et assez peu raisonnants pour admettre un moment l'existence d'un Dieu qui ne se mêlerait de rien et qui ne servirait à rien.

S'ils étaient convaincus que Dieu existe, ils seraient également convaincus qu'il se mêle de tout et qu'il peut tout. Dès lors ils l'invoqueraient, en privé pour leur propre compte, en public pour le compte de l'État et afin de donner l'exemple. S'étant au contraire, par leur abstention, mis effectivement du côté de ceux qui ne prient pas, ils ont en principe voté l'abolition de Dieu. Véritablement, à leurs yeux, Dieu ne peut être qu'une pièce très-superflue qui occasionne dans le monde beaucoup de disputes et beaucoup de dépenses, et qu'il convient doublement d'abolir, pour raison de paix, et pour raison d'économie.

Cette opinion des ministres est un heureux trait d'union entre eux et la Commune. M. Rochefort a exprimé son avis formel contre la provocation à la prière. Nous n'en avons pas reproduit les termes par horreur pour la langue spéciale de cet ancien député, mais il n'y manquait rien. Quant à la Commune, on voit sa hâte à procurer l'abolition de

Dieu. Avant-hier encore, en séance publique, un citoyen Mortier ou Pottier prononçait ces belles paroles, qui dérivent trop du cerveau de M. Jules Simon, pour ne pas aller à son cœur : « Si la sûreté « générale faisait évacuer ou fermer toutes les églises « de Paris, elle ne ferait que prévenir mes désirs. Ce « que je pourrais lui contester, ce serait la fermeture « complète de ces maisons, car je désire les voir ou- « vertes pour y traiter de l'athéisme et anéantir par « la science les vieux préjugés et les germes que la « séquelle jésuitique a su infiltrer dans la cervelle « des pauvres d'esprit. »

Évidemment, entre la Commune et la majorité des ministres il reste des terrains où l'on pourrait s'entendre, et rien ne sera plus facile un jour que d'y signer la paix... Cette île des Faisans sera sans doute l'emplacement d'une église démolie.

Notre confrère le *Soir* nous saura gré de lui indiquer ce point fondamental de concorde entre Versailles et Paris. L'autre jour, voulant détruire d'un coup nos principes monarchiques, il nous révélait magnifiquement les bases nécessaires du pouvoir. La *science politique*, nous disait-il, rien que la science! Ni *Saint-Esprit*, ni *plébiscite!* En d'autres termes, ni Dieu, ni peuple.

Le vote des ministres sur la question des prières confirme cette grande vue de M. Hector Pessard, rédacteur en chef du *Soir*. Cette grande vue conservatrice est tout le bourgeois; et ce que l'on ne saurait trop admirer, cette grande vue est aussi toute la Commune parisienne. La Commune aussi prétend

établir son noble édifice sur la seule science politique; elle rejette également le Saint-Esprit et le plébiscite, Dieu et le peuple.

Demandez à Versailles ou demandez à Paris, questionnez M. Simon ou questionnez le citoyen Courbet, écoutez M. Barthélemy Saint-Hilaire ou le citoyen Billioray : les uns boivent du sirop de gomme, les autres avalent du trois-six, mais ils répondront uniformément qu'ayant « la science politique, » ils sont tout à la fois eux-mêmes Dieu et peuple, et n'ont par conséquent besoin ni d'invoquer un autre Dieu, ni de consulter un autre peuple, lesquels d'ailleurs n'existent pas.

Giuseppe Mazzini, homme intelligent, élevé en Italie où la théologie respire encore, a entrevu quelque chose. Il dit : Dieu et le peuple. *Dio e popolo*. C'est la vraie formule, et il l'a volée à l'Église. *Beatus populus, cujus Dominus Deus ejus*, Heureux le peuple dont Dieu est le roi ! La *Civiltà cattolica* a pris pour devise cette parole de David, qui contient tout le programme du vrai pouvoir et de la vraie civilisation. Dieu et le peuple. Dieu pour le peuple, le peuple pour Dieu.

Dieu veut se donner au peuple, et le peuple a besoin de Dieu, par qui seul il peut posséder la paix et la liberté et s'élever à sa vraie dignité. L'institution du pouvoir est un non-sens cruel et devient fatalement l'institution même de la tyrannie, si le pouvoir n'a pas pour but de mettre le peuple en possession de Dieu.

Mazzini n'a pas compris cela. Cela ne peut être

compris que d'un catholique, et Mazzini n'est pas même chrétien. Réduisant l'auguste formule à servir son ambition impie, il en a perdu le sens et s'est réduit lui-même à n'être qu'un stérile agitateur. Il a pris le nom de Dieu en vain. La bête humaine, séduite au leurre qu'il lui offrait, n'a été pour lui qu'un stupide poignard qui essaie de frapper l'immortel et qui ne peut réussir qu'à noyer la liberté dans le sang.

Quelque honneur néanmoins lui est dû. Il ne s'exile pas absolument des régions intellectuelles. Il a eu le mérite d'aspirer à voler une étincelle du feu sacré, entrevoyant que le genre humain ne pouvait marcher sans cette force et cette lumière.

Mais cette valetaille philosophique pleinement incrédule, cette populace de bêtes d'encre, de bêtes de comptoir et de bêtes de sang, ces orateurs, ces incendiaires et ces bouchers perpétuellement en dispute et en guerre, mais d'accord pour proscrire Dieu et manger le peuple, voilà bien le châtiment et l'opprobre du genre humain. Ils auront beau combiner les moyens « scientifiques » de dévorer tranquillement leur proie à l'abri de Dieu et du peuple. Dieu ne leur laissera jamais trouver que des combinaisons plus meurtrières du soufre et du salpêtre ; le peuple, tourmenté d'un besoin de révolte implacable, n'acceptera jamais d'eux que des massues plus lourdes pour broyer l'orgueil de leurs remparts et des ongles plus aigus pour déchirer leur caisse et leur chair.

CLXXXIII

23 mai.

M. THIERS BIEN MÉRITANT. — LE BAISER DE M. SIMON.

Si l'Assemblée avait dit : « M. Thiers a bien mérité l'*indulgence* de la patrie, » ce serait moins banal, et nous acquiescerions plus volontiers. Car il est vrai que M. Thiers a repris Paris, mais il est vrai aussi qu'il l'avait perdu. L'Assemblée ne peut se faire illusion : en dépit de son vote unanime, cette histoire est pleine de chapitres sur lesquels on reviendra. Il sera reparlé de la précipitation du départ, de la lenteur du retour, du dégât en tout genre, etc. Il y en a long !

La patrie, hélas ! ne connaissant plus, et depuis longtemps, l'art de façonner des hommes forts et corrects, on pouvait dire que M. Thiers, n'ayant pas peut-être tout perdu, a bien mérité l'indulgence de la patrie. Ne rien dire du tout valait mieux. La formule votée paraît excessive. Livrés à eux-mêmes, les propriétaires pilés par l'obus conservateur n'auraient pas tressé la couronne qui va ombrager les lunettes du vainqueur de Paris. O vainqueur ! si un peu de poussière se répand sur vos fraîches feuilles de chêne, songez qu'il y en a pour plusieurs milliards de surplus dont, avec moins de hâte à dételer, vous auriez pu faire l'économie. Vous direz que nous

remplissons l'emploi de l'esclave attaché au char de triomphe? — Oui, et nous aurions de quoi parler! A jeter tout sur le char, l'essieu craquerait.

Une inspiration de M. Jules Simon a tempéré le fond d'horreur de la fête. M. Jules Simon tire son mouchoir, essuie ses yeux, se précipite vers M. Thiers et l'embrasse. Kléber, après les Pyramides : « Général, vous êtes grand comme le monde! » Cela desserre. On voit moins ces remparts ébréchés, ces cadavres, cette poussière de milliards que les sueurs des pères de famille ne rattraperont jamais. On voit moins cette citadine roulant triomphalement à travers ce décombre, et dedans la citadine, cet homme d'État, dans lequel il n'y a rien! Vous nous soulagez, sensible Jules! Nous avions besoin de rire. On ne sait quoi traverse l'esprit qui rappelle drôlement le baiser de Julie, ès-bosquets de Clarens.

Ce n'est qu'un moment. La situation reparaît et reprend son poids. On se remet à songer. On s'en veut de rire, on en veut à ce bouffi qui apporte à rire, là où pour sa part il apporta si largement à pleurer. Que vient faire ici M. Simon? Est-ce qu'il y aurait sous roche un *bien mérité* pour M. Simon, et pour M. Favre, et pour M. Picard, et pour tout le reste du 4 septembre?

La détestable charretée va-t-elle être remorquée sur le chemin de Paris par la citadine triomphale? Alors, réintégrons-y Gambetta, Crémieux et Bizoin, et que Rochefort y regrimpe! Pour le coup, ce sera bien la tragédie à sa première apparition, le tombereau de Thespis chargé de personnages barbouillés

de lie ! La lie figurait le sang ; le sang ne manque pas et figurera la lie.

Ce cuistre de Rousseau disait à sa Julie : Reprends tes baisers, ils sont âcres ! C'était son beau style. Voltaire s'en moquait. En vérité pourtant le cuistre disait bien. Et vous, Simon, reprenez, reprenez vos baisers, ils sont âcres ! Et allez-vous-en, s'il vous plaît. Allez-vous-en bien vite ! Le scandale devient trop grand de vous voir encore où vous êtes. Il est trop grand même pour cette France si indignement tripotée, et tout finirait d'une trop mauvaise fin.

De Bordeaux, tout de suite après la constitution du ministère, M. Jules Favre écrivait à son *cher Jules Ferry* de ne se point troubler, que le *faisceau* subsistait et ne serait point rompu. Ont-ils donc vraiment entrepris de nous faire voir encore cela après l'exécrable guerre, après l'exécrable paix, après l'exécrable insurrection ? et rien ne les pourra donc faire rentrer dans le puisard d'où ils ont surgi pour déchaîner sur nous tant de malheurs inouïs et d'ineffaçables hontes ? Ce serait donc certain ? Ils nous auraient donc tâtés, toisés, pesés, et ils sauraient qu'il n'y a plus rien, qu'ils nous tiennent dans leurs mains, qu'ils nous dépassent de toute la tête, que nous devons les subir !

Maître J. Favre prend la France dans un pan de sa toge, la mène au combat, aux négociations, à la paix, en perd des morceaux, en casse d'autres, garde le reste, et de ce reste fait ce qu'il veut. La France sera élevée par M. Jules Simon, administrée par M. Picard ; elle vivra dans le petit intérieur honnête de M. Jules Favre et aura toujours sous les yeux cet homme nu !

Elle ne peut trouver d'autres maîtres, M. Thiers l'a réglé ainsi.

Ratapoil, où es-tu, notre fierté finale et notre ultime splendeur ?

Soleil évanoui derrière l'horizon !

CLXXXIV

25 mai.

PARIS BRULÉ.

Paris se tord dans les flammes allumées par ses « idées » et par les mains de ses fils. Dernier mot de la Commune, elle-même dernier mot de la Révolution ! Une folie incomparable dans l'histoire, un crime inouï ! Ni Babylone ni ses filles, ni la vieille Sodome et la vieille Gomorrhe n'ont ainsi péri de leurs propres mains. Pluie de feu, pluie de soufre, averses de feu liquide, trombes de fer brûlant ! Le ciel était serein, Dieu n'a pas élevé la voix. Dieu est resté silencieux devant la destruction comme il l'avait été devant le blasphème.

Jérusalem est dépassée. Depuis le Christ, aucune ville n'est tombée de cette mort.

Depuis longues années, depuis quarante ans et plus à notre connaissance, un esprit de prophétie courait dans le monde chrétien. Des centaines d'oracles annonçaient à la France d'immenses catastrophes. On

tenait généralement peu de compte de ces prédictions étranges et incohérentes. En effet, aucune ne s'est accomplie de point en point. Néanmoins toutes s'accordaient en une circonstance : PARIS SERA BRULÉ.

Nous nous taisons devant ce fait formidable. Ce que nous en pourrions dire, il y a longtemps déjà que nous l'avons dit, car la raison chrétienne parlait comme la foi dont elle est la fille. De plus en plus elle sentait, elle annonçait l'imminence d'un châtiment terrible.

Nous laissons la parole à quelques-uns de nos confrères, la plupart habituellement fort éloignés de juger comme nous. Sous les éclats de ce tonnerre, ils expriment nos pensées, souvent avec éloquence. Ce sont des témoignages de l'âme naturellement chrétienne. Nous les recueillons plus respectueusement, là où nous aurions moins espéré de les rencontrer.

Le SOIR :

Nous assistons, terrifiés, à la fin d'une ville, presqu'à l'écroulement d'un monde.

Paris tombe pièce à pièce, monuments par monuments, incendié par la plus infernale bande qui ait laissé sa trace sanglante dans l'histoire. Le pétrole qui dévore, la mine qui éclate, le boulet qui troue et renverse, l'obus qui émiette et déchire : tout est bon à ces hommes de destruction, à ces fils de parricides.

« Paris ville libre ! » criaient ces malfaiteurs de la plume au début de l'insurrection. Ils peuvent crier aujourd'hui : « Paris ville morte ! »

Maintenant, c'est bien fini. On aura beau laver les ruisseaux rougis de sang, déblayer les décombres, relever les monuments, Paris a cessé moralement d'être la capitale de la

France. Quand une ville peut renfermer tant de crimes et de folies, elle est condamnée à la déchéance, et si elle échappe maintenant au feu biblique du ciel, elle ne saurait échapper à la pitié et au mépris des hommes.

Les rois qu'on plaint ne règnent plus !

Nous n'osons plus, en présence de ces atrocités, dire un mot des coupables. Nous sentons que la douleur et l'indignation nous emporteraient. Mais c'est la honte au front que nous voyons se justifier la phrase de M. de Bismark, comptant sur la populace de Paris pour écraser, déshonorer et anéantir Paris.

Aujourd'hui, c'est fait !

HECTOR PESSARD.

Le TEMPS :

La main d'une Némésis implacable s'appesantit sur notre pays. Les forcenés qui se sont emparés, il y a deux mois, de Paris, en abandonnent aujourd'hui les ruines fumantes aux défenseurs de la loi. Nous ne nous sentons pas la force d'échapper à notre douleur, à notre indignation et à nos angoisses et de parler librement de ces désastres inouïs. Avec tous nos concitoyens, nous demeurons accablés sous le poids d'une malédiction que nous avons méritée avec eux. Quel Français peut, en effet, se dire entièrement innocent de ces crimes abominables.

Les conservateurs hébétés qui ont cru que l'Empire était une société d'assurance contre le désordre, exigeant pour prime la lâcheté civique et l'abandon de tous les droits; les fonctionnaires pétrifiés pendant vingt ans dans un mandarinat civil et militaire, qui faisait de la France une Chine privée de traditions; une opposition sans consistance gouvernementale mettant en lumière, au jour du péril, un personnel ignorant ou sénile, et pendant cinq mois de siége versant à la population la plus impressionnable de l'univers la liqueur capiteuse d'une rhétorique frelatée; un prolétariat avide de jouissances en face d'une bourgeoisie avide de repos; une presse faisant commerce de trivolités, pour ne pas dire de scandales, et, par-dessus tout,

la plate indifférence d'une population qui, considérant l'accomplissement des devoirs politiques comme une charge, a livré tour à tour les clefs de son forum, de ses trésors et de ses libertés aux conspirateurs du trône ou de la rue. Perdue par l'universelle infatuation, la France ne peut se relever que dans l'effort du repentir commun. Les prières de la droite y seront utiles peut-être; mais à coup sûr la bonne volonté de tous y est à présent indispensable.

Le FRANÇAIS :

Nous traitions de visionnaires ceux qui prétendaient voir s'amonceler au-dessus de Paris le nuage sombre de la vengeance divine. Hélas! l'heure est venue; le châtiment a encore dépassé en horreur tout ce que les imaginations avaient pu rêver; et par une ignominie de plus, ce ne sont pas des ennemis enivrés par la victoire, ce sont des Français qui auront accumulé ces désastres sans précédent dans l'histoire. De telle sorte que ces ruines fumantes témoigneront au monde plus encore de nos hontes que de notre malheur.

Sommes-nous au bout? L'expiation est-elle assez complète? Et surtout saurons-nous la recevoir comme il convient? Saurons-nous reconnaître dans l'énormité même de cet écroulement la main toute-puissante qui nous châtie? Notre orgueil et notre légèreté sauront-ils enfin s'incliner et comprendre? Si de tels coups trouvent encore des esprits fermés et des cœurs hautains, c'est à désespérer de la France.

Après ces paroles de vrai chrétien, il y a quelque chose de triste dans l'aveu d'un homme qui a eu la faiblesse de se dire athée, et qui prend une peine infinie, et nous l'espérons inutile, pour soutenir cette gageure :

C'en est fait de Paris! de ce Paris que nous avons tant aimé! J'en pleurerais d'indignation, de douleur et de rage!

Pourvu qu'au moins ce ne soit pas le dernier jour de la France !

Qui sait si ce n'est pas là le commencement d'une immense jacquerie !

Oh ! que l'avenir est triste, et que nous avons besoin de tout notre sang-froid pour conjurer des éventualités si redoutables !

Recueillons-nous; les événements se précipitent avec fureur; tâchons, nous, dans cet écroulement universel, de demeurer fermes. Ramassons toutes les forces de notre esprit, et efforçons-nous d'envisager la situation d'un œil ferme.

De grands devoirs nous restent à remplir; haussons notre cœur. C'est une de ces occasions où l'on est bien fâché de ne pas croire; on se réfugierait au moins dans un recours consolant vers une puissance supérieure.

Fions-nous au bon sens et à la raison.

O raison, s'écriait Fénelon, n'es-tu pas le Dieu que je cherche?

FRANCISQUE SARCEY.

Nous avons aussi une appréciation de la catastrophe par M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, abstenant sur la question de l'existence de Dieu et sur la convenance de lui adresser des prières. Nous nous contentons de mentionner cette proclamation, affichée aujourd'hui. On y voit ce que la plus grande catastrophe du monde peut tirer d'un esprit envahi par de telles ténèbres.

Il ne semble pas que rien de ce qui s'est passé depuis neuf mois ait eu la puissance de tourner les yeux de M. Thiers vers le ciel. Le chef du pouvoir exécutif n'a pas même cette douloureuse sensation du vide, dont se plaint M. Sarcey. Pour les chrétiens, cette insensibilité, vraiment miraculeuse en son genre, dit tout et explique tout. Si l'on considère à quel point

M. Thiers représente ce qui périt, on peut le considérer comme n'étant pas la moindre pièce du dossier sur lequel la justice divine a conclu à la mort.

Mais devant Dieu le recours en grâce demeure toujours ouvert, même lorsque la terrible sentence est déjà en cours d'exécution. C'est la raison chrétienne qui a dicté cette ancienne devise qu'on lit au fronton d'une église de Rome : *Dum spiro, spero;* tant que je vis, j'espère.

CLXXXV

26 mai.

M. JULES FERRY. — M. CARNOT.

L'incendie continue et l'épouvante s'accroît. Le crime était inouï, il reste inimaginable. On pouvait s'attendre à tout, mais non pas à l'impossible. L'impossible est non-seulement réalisé, mais, hélas! d'une certaine manière dépassé. Si quelque prophète avait annoncé ce que nous voyons, et en était resté là, des voix se fussent élevées aussitôt pour attester qu'alors se verraient d'autres merveilles. Tout le monde se fût dit qu'alors la France serait consolée par un suprême élan des esprits et des cœurs; que quelque chose de grand éclaterait soudain à la face du monde, qu'il y aurait des repentirs et des aveux sublimes, et qu'enfin, de cette montagne de cendres, un phénix surgirait.

Il n'y a rien, rien ne s'annonce, et tout semble annoncer qu'il n'y aura rien.

Debout sur cette ruine incomparable, M. Thiers, entouré de MM. Jules Favre, Jules Simon et Ernest Picard, se baisse, ramasse quelque chose et nous le présente... C'est Jules Ferry, dont il fait un préfet de la Seine.

Il nous annonce tranquillement qu'il n'a pu trouver que cela, et tranquillement encore, que c'est quelque chose.

C'est quelque chose en effet. C'est dans tout le gouvernement de la défense nationale ce qu'il y avait de plus décrié. Car, à les prendre avec indulgence, les uns étaient simplement impudents, les autres simplement ridicules. M. Jules Ferry était déjà l'impudence la plus ridicule et le ridicule le plus impudent, et il est sans comparaison celui qui s'est rendu le plus odieux à tout le monde, et qui a le plus insulté tout le monde.

Comme Rochefort a peut-être l'honneur d'être le gredin pur, M. Jules Ferry a peut-être l'honneur d'être le pur faquin. Il est si bien mélangé d'incapacité en tout genre, de cuistrerie, de fatuité, de platitude civique, littéraire, oratoire; des rues noires de son quartier électoral à l'Hôtel de Ville, de l'Hôtel de Ville à Montmartre, il s'est sali le ventre sur tant de pieds sales, il a tant paru, disparu, reparu, qu'il est devenu une chose à part. Il a sa personnalité, son visage et son odeur. On aimerait mieux Tirard, qui d'ailleurs l'accompagne, et Mottu, qui d'ailleurs n'est pas loin.

Il a de ses mains armé Montmartre, et décoré Belleville d'un drapeau particulier. Il a de ses mains aussi pétri le pain du siége que nous avons tous mangé, après l'avoir attendu chaque jour de longues heures sous la pluie et la neige à la porte des boulangers, incapable même d'organiser la distribution de ce pain-là! Pour lui, il se faisait apporter du pain blanc; et il a su également très-bien toucher ses appointements de préfet de la Seine, pendant le règne de la Commune.

M. Thiers n'a pu trouver que ça, et c'est ça qu'il installe dans Paris quand Paris brûle!

M. Ferry, à son tour, a retrouvé non-seulement M. Tirard, l'un des ambassadeurs officieux de la Commune auprès de Versailles, mais aussi M. Carnot; et M. Carnot, de retour en son huitième arrondissement, adresse la proclamation suivante à ses peuples. Elle est vraiment impayable. Il faut la recueillir comme un monument de ce parti révolutionnaire, absolument niais lorsqu'il n'est pas absolument pervers, qu'on appelle la République *honnête et modérée*. M. Carnot nous offre le type plus irréprochable de ce parti, qui est le véritable alambic où fut distillée l'essence communeuse :

La *violence* nous avait séparés, la *force* nous réunit. Les *administrateurs municipaux* que vous aviez investis de votre confiance, au temps où nous combattions ensemble l'étranger, reviennent *prendre place au milieu de vous*.

Avec l'ordre reparaîtra le travail, source de toute richesse, le travail, qu'une *coupable insurrection paraissait favoriser* et qu'elle anéantissait.

Les sinistres fauteurs de cette révolte contre le droit trouveront leur condamnation *dans la sécurité qui va remplacer la défiance* et la terreur, et dans l'*abondance* qui va succéder à de cruelles *privations*. Ils la trouveront *surtout dans l'établissement de la liberté*, dans *le développement sérieux de ces franchises municipales*, dont la fallacieuse promesse a égaré les sentiments *les plus honorables* et que le gouvernement saura sauver (?).

Chers concitoyens, nous vous disons donc de joindre vos efforts patriotiques aux nôtres pour rétablir les désastres de cette affreuse tempête. *Ne songeons qu'à rétablir la paix de la cité*, la paix dans la rue, et, ce qui vaut mieux, la paix dans les cœurs.

Vive la République!

CARNOT.

C'est fort bien de parler de paix, de rapprochement et de concorde, et l'on voudrait à tout prix ne pas affaiblir M. Thiers; mais enfin l'on se sent obligé de l'avertir que nulle considération ne peut prévaloir en sa faveur dans l'esprit de ceux qui le voient obstiné à ressusciter ces débris grotesques et odieux de la plus sotte école politique qui soit au monde. Il ne faut plus de ces hommes-là, il n'en faut plus, et il n'y a qu'une chose à leur dire : c'est que personne n'en veut plus et qu'ils ne sont plus.

Puisqu'ils reviennent toujours, articulons le mot : Il importe de les écarter à jamais, non-seulement parce que leurs noms et leurs figures remplissent une époque abominable de notre histoire, non-seulement parce qu'ils ont menti à la France, non-seulement parce qu'ils l'ont avilie, mais encore parce qu'ils sont bêtes absolument, ce que l'on appelle de vieilles bêtes. Ils sont nés vieilles bêtes

Au Panthéon!...

Pour un philosophe de cette taille, ou de ce diamètre, ou de cette encolure, la rencontre est véritablement ce que les Italiens appellent *dispiacevole*, c'est-à-dire un peu traîtresse. Elle l'oblige à faire, en qualité de ministre, ce qu'il juge, en qualité de professeur, inutile, en qualité d'écrivain, assez sot, en qualité de représentant du peuple, superflu.

Dans son livre du *Devoir*, sans presser personne de prier, il avoue que *quelques âmes naturellement disposées à la piété* se portent d'elles-mêmes à la prière, et il ajoute : « *Mais* pour l'immense majorité des hommes, toute cette *formalité du culte* n'est pas de trop. » Ce qui, d'un côté, le montre assez éloigné d'admettre avec Tertullien que l'âme est naturellement chrétienne, — et, d'un autre côté, fait rêver sur la disposition d'esprit où il se trouvait, lorsqu'il s'est abstenu de procurer une chose qu'il estime pourtant n'être *pas de trop* pour l'immense majorité des hommes.

L'occasion s'étant présentée de recourir à la « formalité, » et ne lui laissant pas tout à fait la liberté d'ouvrir un avis contraire, il s'est mis à l'écart. Cela est d'un sage.

Mais après avoir évité d'exécuter le philosophe, il fallait pourtant que le ministre procurât l'exécution de la loi. Comment faire? Il a trouvé deux biais. Le premier, c'est cet heureux masque que le *Journal officiel* appelle « le Gouvernement. » Montrez là-dedans M. Jules Simon! Il y est, et il n'y est pas. Si, pour tourmenter le philosophe, vous dites qu'il y est, il n'y est pas, il n'y a que « le Gouvernement. » Si,

pour chercher noise au ministre, vous dites que M. Simon n'y est pas, alors il y est, puisque M. Simon est dans le ministre et le ministre dans le Gouvernement.

Le second biais, encore plus fin, c'est la rédaction du papier. Ici, il y a vraiment de l'art. Le « Gouvernement » intervient comme un être impersonnel. Il est simplement le commissionnaire de l'Assemblée : — L'Assemblée, bien certaine de cela, vous envoie ceci, afin que vous sachiez cette chose. Quant à ce que je pense de cela, de ceci et de cette chose, moi Gouvernement, ou moi Simon, c'est différent. Et, comme on dit : *Ni vu ni connu, je t'embrouille!*

Renvoyons donc à l'Assemblée tout l'honneur de l'acte de foi dont elle a eu seule l'initiative et dont la France, nous l'espérons, recueillera le fruit. Pour le Gouvernement, et pour M. Jules Simon en particulier, qu'ils reçoivent le prix du mercenaire. Il n'y a pas lieu d'y ajouter l'éloge donné à l'économe infidèle, car ils ne savent pas plus se faire des amis sur la terre que dans les cieux.

CLXXXVII

27 mai.

PREMIÈRES NOUVELLES DES MASSACRES.

On nous apporte une horrible nouvelle. Les gens de la Commune ont fusillé les pères dominicains du

tiers-ordre, qu'ils tenaient en prison au couvent de la Santé. Ces martyrs étaient, nous dit-on, au nombre de dix, et à leur tête le R. P. Captier, directeur du collége Albert le Grand.

Durant le siége et jusqu'au moment de son incarcération, le R. P. Captier et tous ses frères s'étaient prodigués pour la cause publique. Ils avaient donné leur maison, leurs soins, le peu qu'ils possédaient. Du même cœur, nous en sommes sûrs, et avec une joie plus haute, ils ont offert leur sang.

La mort du R. P. Captier serait une grande perte pour l'ordre de Saint-Dominique, si elle n'était une plus grande gloire pour cette illustre famille religieuse et pour toute l'Église. Le P. Captier, jeune encore, éminent en science et en vertu, aimable, doux, sévère, plein d'ascendant, chéri de ceux qu'il conduisait, pouvait rendre longtemps de grands services. Mais l'homme qui meurt dans la grâce de Dieu, pour la gloire de Dieu, à cause de Dieu, a fait ce qu'il avait à faire. Ceux qu'il laisse ne manqueront de rien. Dieu est là. *Pro patribus tuis nati sunt tibi filii: constitues eos principes super omnem terram.*

La Commune donc expire fidèle à elle-même, comme elle a commencé. Elle a commencé en assassinant des généraux, elle finit en assassinant des prêtres. L'instinct diabolique a bien guidé sa main. Elle a planté son poignard là où la Révolution intelligente avait le plus jeté ses taches d'encre. Mais là aussi sont les sources du noble sang qui nous lavera. Les soldats et les prêtres, unis par le sacrifice, sauveront la France.

CLXXXVIII

27 mai.

UN PETIT MONSIEUR DU 4 SEPTEMBRE.

Un de nos amis, M. Liebman, qui, durant tout le siége, n'a cessé d'exposer sa liberté et sa vie pour faire échapper les prêtres, les religieux et les religieuses menacés par la Commune, a eu hier la consolation d'être le premier à leur rouvrir les portes de Paris.

Il a ramené, en habit, le Frère visiteur de la Congrégation, qui a immédiatement repris possession de plusieurs écoles envahies sous le règne des maires de l'espèce Mottu. Partout le cher Frère a été salué par l'affection et le respect du public.

M. Liebman a ramené aussi douze sœurs de la Charité, dont la présence en ce moment est si nécessaire. A Saint-Denis, il s'est trouvé en présence de l'illustre sieur Mahias, l'un des plus précieux assesseurs de la mairie Arago, présentement assesseur de M. Jules Ferry, en qualité de sous-préfet (ou quelque chose comme cela) de Saint-Denis. M. Liebman lui a demandé un laisser-passer pour douze religieuses. M. Mahias a refusé, au moins sèchement. — J'ai eu tort, reprit M. Liebman, de dire qu'il s'agissait de religieuses. — Pourquoi? demanda le gracieux favori du 4 septembre, jadis coupeur de nouvelles



dans quelque journal.—Parce que, continua M. Liebman, ayant été chassées par les *voyous* de la Commune, elles sont certainement indignes de rentrer!

Le monsieur du 4 septembre alors devint un tant soit peu moins rogue, et voulut bien télégraphier à Versailles pour savoir si les sœurs de la Charité peuvent rentrer. M. Picard répondra un de ces jours.

CLXXXIX

29 mai.

SUR LES FUSILLADES PROVISOIRES.

Il semble que le gouvernement a donné ordre de fusiller les membres de la Commune sitôt qu'ils sont arrêtés, et que la plupart des plus fameux, c'est-à-dire des plus scélérats, ont déjà péri. Ainsi Millière, Dombrowski, Delescluze, Gaillard, et quantité d'autres. Sans doute, tout cela n'est pas constaté, et plusieurs sont dits ou se disent morts qui vivent et qui reparaîtront. Les morts assurées sont celles de leurs victimes. En tout cas, nous demandons que l'on cesse d'opérer si lestement et que l'on réserve ce qui reste. Ces hommes ont mérité une autre justice, il importe à la société qu'elle leur soit rendue. Le grand intérêt n'est pas tant à se *débarrasser* d'eux personnellement qu'à délivrer le monde et de leurs stupides doctrines et de leur infâme et sanguinaire prestige. Mieux

vaudrait que quelques-uns échappassent et que tous fussent connus. Il faut qu'on les voie, qu'on les entende, qu'on les juge. Il le faut encore pour eux-mêmes, afin qu'eux aussi se connaissent, connaissent ce qu'ils ont fait, se jugent et expient.

Les exécutions sommaires frustrent également la justice, qui est un besoin social, et la grande humanité chrétienne, qui est un devoir dont aucun crime ne dispense envers aucun criminel. Plus le crime est horrible, plus il importe à la société de s'acquitter envers celui qui l'a commis. Elle lui doit deux choses : le bourreau et Dieu, l'échafaud et le pardon.

La justice s'interdit les expéditions secrètes. Elle n'est point un soldat qui se hâte, ni un adversaire encore irrité ou tremblant, quoique victorieux. Elle ne s'expose pas à frapper plus ou moins qu'il ne faut, à jeter un lambeau d'honneur sur le cadavre réservé pour le linceul d'infamie. La barricade où meurent nos soldats, le pan de muraille où les assassins ont appuyé leurs victimes sont sacrés par ce noble sang : qu'on ne les souille pas en y répandant, après le combat, le sang des malfaiteurs et des lâches ! Que le plat du glaive écarte le criminel du champ de bataille et de martyre, et le pousse là où s'expient au grand jour les crimes de l'intelligence et les crimes du cœur ! Que le peuple voie punir le criminel, que le criminel lui-même se sente puni ! Alors le repentir peut le visiter et le racheter éternellement. On a droit de le tuer, non de lui ôter son recours en grâce auprès de Dieu.

Le regard de la miséricorde divine sondera le

cœur des ignorants, des séduits, de ceux que la société n'a pas suffisamment munis contre l'erreur et contre la tentation. Il verra l'excuse que nous ne discernons pas. Devant ces misérables, la société, démunie à son tour de tout ce qu'elle lui a refusé, subit la conséquence horrible de rester sans pitié. Dieu, n'étant jamais sans justice, n'est jamais sans pitié. Ses châtiments temporels sont dés grâces immenses et sont souvent des grâces entières. Parmi les foules qu'il faut engouffrer aux gehennes sociales, se trouvent beaucoup de ces publicains et de ces mérétrices qui entreront avant leurs juges dans le royaume de Dieu. Les anges que Dieu commet à la visite des fanges humaines ne l'ignorent point. Ils y ramassent des perles que, peut-être, ne contiennent pas en pareil nombre les riches demeures, les cours et les palais. La société elle-même a conscience de la formidable vérité qu'elle ne veut pas croire. Voyant s'élever contre elle la multitude de ces ennemis furieux et obscurs, elle les combat sans colère et sans haine, comme un fléau, comme elle combat l'inondation ou l'incendie. Elle châtie moins qu'elle ne repousse. Mais à ceux qui se sont pervertis eux-mêmes, elle doit le véritable châtiment, lent, exact, solennel.

C'est l'œuvre de la justice. Sitôt le combat fini, la justice vient. Elle interroge, elle instruit, elle délibère, elle condamne. Elle publie sa sentence et elle indique le jour et l'heure de l'exécution.

C'est maintenant ce qu'il faut faire. A présent la conscience publique demanderait compte d'un seul

coup de fusil que la justice ou le droit de légitime défense n'auraient pas ordonné.

Il faut que le gouvernement s'y résigne, même le gouvernement du 4 septembre, puisqu'on nous le laisse et puisqu'il s'obstine à rester. Ces hommes-là aussi ont bien droit à quelque châtiment. Ce sera le leur. Il en vaut un autre. Qu'ils fassent juger d'anciens complices, à qui ils ont — sans exception — donne l'exemple. Que 1830, 1848, 1870 fassent juger 1871 ; qu'ils fassent retrancher les bêtes qu'ils ont dressees, qu'ils ont irritées, qu'ils ont affamées, qu'ils ont lâchées!

Que M. Thiers, qui a renversé le trône et qui a trouvé des excuses pour la Convention, fasse juger ceux qui ont démoli sa maison et restauré le Comité de salut public! Que M. Jules Favre fasse juger les compagnons de Millière, dont il a été l'homme de confiance ! Que M. Simon, grand prêtre et grand écolâtre de la raison, patron de l'abolition de la peine de mort, fasse juger le sacerdoce inférieur dont il s'est entouré ! Que M. Picard fasse juger son protégé Mégy, qu'il a tiré du bagne, et son collègue Rochefort, qu'il a élevé de la prison à la dictature ! Que l'intéressant Ferry fasse juger son patron Sicard et son patron Urbain, à qui il avait promis l'abolition de l'administration, de l'armée, de la magistrature et du clergé!

Sans doute, c'est dur et c'est gênant, pour de tels hommes politiques! S'ils croient avoir quelque chose encore à faire, les voilà contraints de décimer cette troupe qu'ils ont persévéramment formée afin de triompher par elle. Mais il y a longtemps qu'eux aussi



sont durs et gênants pour la pauvre France, et l'heure de la justice est venue.

CXC

Même date.

LES MARTYRS.

Les dominicains sont morts en criant : *Pour le bon Dieu !* L'archevêque est mort la main levée pour absoudre ceux qui l'assassinaient ! Les jésuites et les autres prêtres, nourris du pain des forts, sont tombés en offrant leur vie pour la gloire de Dieu et le salut de la France. Dieu est vainqueur ! Il a pris des martyrs, nous aurons des miracles ; nous sommes sauvés !

On a remarqué que nos troupes, ou plutôt, comme le dit si bien la langue populaire, que « les Français » sont entrés dans Paris le jour où fut publiée la loi qui demandait des prières ; et le jour où l'Assemblée nationale, à genoux dans la cathédrale de Versailles, a solennellement exécuté cette loi, le même jour, à la même heure, le feu a cessé.

Les prières étaient finies, lorsque Mgr l'évêque de Versailles a su que l'archevêque de Paris et ses compagnons avaient subi la mort en haine de Dieu. « Pour le bon Dieu. » En ce moment aussi le vénérable évêque a su que les prières étaient exaucées, la colère divine éteinte, et cette horrible guerre finie. Les martyrs ont prié avec nous, Dieu est désarmé.

Quelle scène, quelle leçon, et quel triomphe! A présent nous pouvons relever la tête parmi les peuples. L'incendie s'éteindra; les scélératesses, les fourberies et les sottises immondes, toute cette immense part de Satan sera oubliée : la gloire des martyrs décorera cette nuit abominable et restera sur nous. Comme la croix du Sauveur a plané sur les incendies et demeure parmi tant d'effondrements, elle que l'on voulait surtout abattre, ainsi la mémoire des martyrs demeurera. Leurs noms immortels et sacrés prévaudront sur tant de flétrissants souvenirs. Victimes innocentes, si lâchement, si abominablement insultées, maintenant tutélaires !

L'archevêque, les curés, les religieux sont cette Église traînée sur la claie par le vil ramas des écrivains et dénoncée aux haines d'une populace abrutie. Que ceux qui se sont attelés à l'injure regardent et qu'ils se frappent la poitrine! Voilà le résultat de tant d'histoires ineptes et infâmes dont ils ont nourri ou laissé nourrir l'imbécile populaire. C'est à quoi aboutissent ces inventions des victimes cloîtrées de Varsovie, de Picpus et d'ailleurs. Qui osera dire que Rochefort et sa bande ne sont pas les véritables assassins de ces prêtres, ne les ont pas jetés à leurs bourreaux ignobles, n'ont pas suggéré ces cruautés dont les détails ne se rencontrent que dans les *Actes des Martyrs*.

Pour nous, nous rendons grâce à Dieu et nos larmes coulent sans troubler notre joie. A présent nous allons commencer de lire une autre histoire. Nous allons voir, si l'on peut parler ainsi, le dessous divin

de la trame infernale. Nous savons ce que l'homme a détruit, nous saurons ce que Dieu a planté.

CXCI

Même date.

DU CHOIX DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS. — UN MOT SUR LE P. OLLIVAINT.

Au milieu de la douleur et de l'admiration qu'excite la mort de Mgr l'archevêque de Paris, on se préoccupe à bon droit du successeur qui lui sera donné. Nul choix n'est plus important, plus urgent et plus difficile. Paris n'a pas moins besoin d'un archevêque que d'un préfet, et l'archevêque est plus nécessaire encore, même au point de vue politique, si l'on considère l'importance de la mission. Il s'agit de l'instruction religieuse et morale de ce malheureux peuple, où l'ignorance, l'indifférence et la haine ont préparé et exercé tant de ravages. C'est là qu'il reste de redoutables mèches d'incendie à éteindre, d'effroyables brèches à réparer, d'innombrables édifices à reconstruire.

Tout le diocèse est à organiser. S'il faut ce que l'on appelle un administrateur, il faut encore plus un apôtre. Les pierres à remuer sont celles qui obéissent à la voix de l'apôtre et non pas aux calculs de l'administrateur.

Mais les fidèles, témoins des immenses besoins de l'Église de Paris, désirent surtout une réparation pour les ordres religieux qui ont eu l'honneur de fournir de si nombreuses et si saintes victimes. Aux calomnies infâmes qui ont assassiné les dominicains, les jésuites et les membres de la congrégation des Sacrés-Cœurs, le gouvernement devrait répondre par l'élévation d'un religieux sur le siége de Paris. Ce siége sanglant n'est-il pas d'ailleurs désigné pour un de ces hommes qui vont au-delà des frontières de la civilisation chercher le martyre?

Si l'on songe aux persécutions qui ont rempli l'épiscopat de Mgr de Quélen, à la mort de Mgr Affre, à celle de Mgr Sibour, à celle enfin de Mgr Darboy, on trouvera que le siége de Paris n'a pas été moins meurtrier que celui de la Corée, dans le même espace de temps.

C'est le vœu le plus ardent des fidèles et du clergé de voir un religieux sur le siége de Paris. Nous l'avons entendu exprimer mille fois, et jamais, assurément, circonstance ne fut plus opportune pour rompre enfin l'injurieuse pratique qui écarte de l'épiscopat tant de prêtres éminents, les plus dignes d'en accroître le lustre pour le plus grand bien de l'Église et de la patrie.

Le R. P. Ollivaint avait été maître des conférences à l'École normale, et l'un des élèves les plus distingués de cette institution, où il sut non-seulement conserver sa foi, mais la défendre et la répandre. Je



l'ai connu en ce temps-là, dans une petite société de jeunes gens qui s'était formée autour du vénérable M. Edouard Dumont, et dont faisait aussi partie Pierre Hernscheim, juif converti. Celui-ci, peu de temps après, est mort prêtre et frère-prêcheur, laissant une mémoire bénie.

Le 1er mai 1845, je rencontrai Ollivaint. C'était quelques jours après le vote rendu par la Chambre des députés contre les jésuites, sur les interpellations de M. Thiers, qui, d'accord avec la gauche et pour tuer le temps, s'était amusé à provoquer la persécution. Ollivaint avait l'air joyeux. Je lui demandai où il allait d'un pas si allègre. « — Aux jésuites, me dit-il. J'hésitais, je n'hésite plus. M. Thiers m'a indiqué mon chemin. C'est par là que la persécution se dirige, c'est là qu'il faut aller. J'entre aujourd'hui. » Maintenant il est arrivé.

Un quart d'heure avant son arrestation, il se promenait dans le cloître de la rue de Sèvres, disant son bréviaire. Un ami vint le prévenir de la prochaine visite des socialistes. Il répondit avec sa sérénité et son sourire ordinaires : « Je les attends. »

Ils sont venus, ils l'ont emmené, ils lui ont donné la mort, et quelle mort! Mais assurément, ils n'ont pas un moment réussi à troubler son âme, et tout son cœur leur a pardonné.

Ami, frère, père, priez pour nous !



CXCII

31 mai.

NIBLES AVENTURES DU VIEIL HUGO.

Le pauvre affreux vieil Hugo, qui a fait tant de vers si beaux et tant de vers si bêtes, avec tant d'applaudissements, surtout pour les derniers, commence à se faire fusiller universellement : fusiller comme il le mérite. On lui crache dessus de tous les côtés. Il est bombardé de trognons de plumes chargés de trognons de choux ; et Bruxelles, où il avait pris gîte, le met à la porte sans paraître aucunement craindre les représailles de l'immortalité :

Tout couvert de lauriers, craignez encor les *claques* !

Il en pleut. La giboulée est épaisse et furieuse, mélangée de savates et de bottes qui trouvent leur lieu comme les simples nazardes. Tout porte. Et l'on s'étonne de la quantité de pichenettes que peut recevoir un seul nez et du poids de mépris que peut attirer sur soi un seul homme, dans le moment même qu'il a choisi pour se faire admirer.

Il a toute sa vie travaillé à dresser sa statue pour toucher le ciel ; mais voilà que l'excrément vengeur va monter plus haut. C'est un jugement dernier.

L'heure de tout le monde est venue. Toute hauteur qui s'élevait contre Dieu sera égalée à M. Picard!

Un accès de sa maladie constitutionnelle, la sottise, a fait crever cet orage qui flottait depuis si longtemps sur son illustre front. Après avoir jusqu'au dernier moment, — de loin! — flatté la Commune avec une bassesse absolument idiote, mais absolument indécente, M. Hugo s'est avisé, lorsque la Commune eut brûlé Paris et massacré les otages, de plaider en sa faveur et de lui offrir l'hospitalité.

Citons quelques traits. Le morceau est mal troussé et sent le catarrhe :

> Des actes sauvages, étant inconscients, ne sont point des actes scélérats.
>
> Je n'ai jamais compris Billioray, et Rigault m'a étonné jusqu'à l'indignation ; mais fusiller Rigault est un crime.
>
> Ceux de la Commune, Johannard et La Cécilia, qui font fusiller un enfant de quinze ans, sont des criminels ; ceux de l'Assemblée qui font fusiller Jules Vallès, Bosquet, Parisel, Amouroux, Lefrançais, Brunel et Dombrowski, sont des criminels.

Pour conclure, jouant l'indigné contre le gouvernement belge qui refuse l'asile aux bandits communeux, M. Hugo leur accorde, lui, cet asile refusé :

> Si un homme est hors la loi, qu'il entre dans ma maison. Je défie qui que ce soit de l'en arracher.

Depuis qu'il est républicain, M. Hugo n'a pas cessé d'étaler de pareilles audaces contre le sens moral, et jusqu'ici elles avaient paru gentilles. Mais tant va la cruche à l'eau qu'enfin elle rencontre l'heure inop-

portune, l'heure terrible où rien ne passe et où tout casse. M. Hugo surpris voit son propre pétrole s'enflammer dans ses mains ; la cruche éclate, le pétroleux vole en l'air. C'est comme à l'entrée de Rochefort ; on n'entend qu'un cri : « Vieillard stupide ! » Le voilà soudain carbonisé, pilé, éparpillé.

Véritablement, la Belgique pouvait bien lui passer la fantaisie de recevoir en son logis quelques assassins. Il n'en aurait pas reçu beaucoup. Il est économe et n'aime pas à nourrir les Thénardier, pouilleux de grand appétit et de détestable odeur, très-enclins à démoraliser les serrures. Mais il a paru trop insolent : la vieille probité brabançonne, dès longtemps indignée, s'est révoltée tout à fait :

Pour être plus qu'un roi, tu te crois quelque chose !

On s'est rassemblé devant sa porte, on a crié : A la porte ! On l'a mis à la porte, — et il est à la porte.

Vieillard, va-t'en donner mesure au fossoyeur.

A présent, c'est fini, et c'est bien fait, et il faut laisser M. Hugo cuver cette absinthe qui fait passer l'appétit. Il est sifflé pour toujours. Il est de ceux qui demain se réveilleront morts.

Il laissera de beaux morceaux, mais rien d'entier. et quelle biographie ! C'est là qu'on verra bien le petit et périlleux présent que reçoivent de Dieu ceux à qui il donne ce brin de l'arbre de science qu'on appelle le *génie*.

Hélas, vieil Hugo ! déplorable citrouille à demi pleine de diamants !

Le fils de M. Hugo fait une relation dramatique de la nuit du 27 au 28 mai, sur la place des Barricades à Bruxelles, où demeurait son père. Il en résulte que les Bruxellois ont cassé les vitres de papa, lequel fut admirable. Mais Fifi, qui battait le *Rappel* communeux dans Paris (par procuration, d'ailleurs), est indigné, et demande justice au genre humain, l'attentat lui semble inouï. Paris cependant a vu des choses plus tragiques, et les Hugo ne cessaient pas de battre le *Rappel* communeux.

La police a invité le vieux à s'en aller tranquillement. Il a, ma foi, résisté. Alors on lui a fait la grâce de le pousser par les épaules, et il a filé sur Londres.

On persiste tout de même à ne le pas croire courageux au-delà du strict nécessaire. Pour bien établir sa réputation de capitaine Fracasse, il aurait besoin de se faire pendre. Et encore!... Mais tout le monde est convaincu qu'il préfère dégorger ce qui peut lui rester de matière poétique. Jamais il ne pourra assez haïr le bourgeois, qui seul le lit, pour le priver d'une dernière charretée de littérature, prose ou vers. C'est d'ailleurs sa plus sûre vengeance.

Le Sénat belge et la Chambre des représentants se sont occupés de la petite affaire. Le Sénat a approuvé l'expulsion, unanimement. Rarement il marque cet accord. Miracle de la lyre!

Dans la Chambre des représentants, ils ont été cinq pour blâmer le décret évacuateur. On en nomme quatre : Desruisseaux, Demeur, Jottrand, Couvreur. Les voilà immortels. Le cinquième est resté sous le

voile; c'est l'*Homme qui rit*. Quatre-vingt-un ont applaudi avec feu.

M. Hugo se rend à Londres, où un meeting monstre se dispose à gratter les crachats de Bruxelles. A Londres, la *caïnaille* ne manque pas, et M. Hugo sera salué, acclamé, *toasté*. On boira à la Commune de Paris. Un correspondant de *Paris-Journal* lui écrit que la bourgeoisie londonnienne, qui fêta si bien Garibaldi, est « préoccupée. » A Londres, où la *caïnaille* ne manque pas, le pétrole ne manque pas non plus.

Selon ce correspondant, « l'incendie de Londres serait plus dangereux que celui de Paris. » Les monuments, on les refait, ou l'on s'en passe. Mais dans les docks il y a des marchandises!

Les Londonniens rêvent là-dessus. Les bonnes têtes bibliques, qui ne seraient pas autrement désolées du désastre accompli de Babylone, commencent à se dire que Tyr aussi pourrait avoir bien des comptes à épurer.

Ce vieux joueur d'orgue de Barbarie, qui vient les visiter avec ses ballots de chansons sanguinaires et de chansons lascives, prend une figure qui leur déplaît.

On ne peut se dissimuler que le monde est bâti sur pilotis et non plus sur pierre, que les eaux de la foi sont basses, qu'il y a du feu, et qu'il fait du vent!

CXCIII

Même date.

DIVERSES IDÉES DE M. ABOUT.

Voici quelques bonnes idées de M. About. Nous les tirons de son journal le *Soir :*

Grâce à Dieu, les principes sont et resteront saufs et la légalité refleurira bientôt sur les ruines de Paris. Mais quand les principaux coupables du 18 mars auront subi la peine de leur crime, quand leurs soldats par milliers auront peuplé la Guyane ou la Nouvelle-Calédonie, le dernier mot sera-t-il dit?

Non, sans doute.

Les insurgés du 18 mars, les incendiaires du 24 mai, ont en province une véritable armée de complices qui n'attendait que la victoire pour se prononcer. Il est urgent que le gouvernement s'éclaire sur les forces de la démagogie socialiste dans les départements, et *il ne sera bien renseigné que s'il éloigne de l'administration et des parquets toutes les personnes suspectes.*

L'honorable chef de l'Etat a déclaré que la garde nationale de Paris, si ingénieusement armée par les hommes du 4 septembre, et flattée avec tant d'à-propos par M. Ferry, serait dissoute et désarmée. *Le même travail est à faire dans tous les départements sans exception.*

Suffira-t-il à rassurer les gens de bien? Cela n'est pas bien sûr. Les canons et les fusils ne sont pas les seules armes à craindre lorsque avec vingt sous de pétrole on peut brûler la Bibliothèque ou le Louvre. La société internationale a l'imagination fertile et raffinée dans l'art de nuire.

Si nous voulons couper le mal dans sa racine, il faudra *réformer les mœurs et les conditions de la classe ouvrière, fixer les*

éléments nomades, rapprendre la vie de famille à ceux qui l'ont oubliée, inspirer et encourager l'épargne, aider le prolétaire à faire souche de petits capitalistes, instruire les ignorants, *redresser les esprits faux,* contenir les malintentionnés, surveiller les cabarets, fermer les clubs.

Somme toute, il faut que la France s'applique, *dès demain,* à instruire, à *fixer,* à enrichir par le travail et à moraliser les prolétaires des villes. Et tant que ce résultat ne sera pas manifestement acquis, la société doit les soumettre à une tutelle salutaire : c'est leur faute, si nous sommes réduits à nous tenir en garde contre eux.

Bien entendu, tout cela doit se faire sans le concours du bon Dieu. *Ni Saint-Esprit, ni plébiscite,* c'est la devise de M. Hector Pessard, vespertin considérable. Mais, surtout, point de Saint-Esprit!

Dans le même numéro du *Soir*, pour rafraîchir l'esprit de l'ami lecteur, assommé de grande politique et de fumée d'incendie, on trouve la risette suivante, empruntée à la gaieté prussienne :

Train de plaisir pour le ciel. — La *Germania*, de Berlin, fait un appel aux catholiques bien pensants pour se rendre à Rome le 16 juin, à l'occasion du jubilé du pape. Indulgence plénière; absolution générale; le bon Dieu sans confession. Tout sera accordé aux pèlerins. — Prix des billets : 70 thalers en première classe : 40 thalers en seconde. C'est pour rien!

Il est certain que les joies de la civilisation parisienne et libre-penseuse coûtent plus cher. Mais la France est assez riche pour payer la gloire d'avoir créé le Parisien!

Une autre idée de M. About, moins bonne : c'est qu'il y a danger à laisser des officiers généraux dans l'Assemblée nationale. A vrai dire, il y a danger par-

ut et en tout. C'est un danger [illegible] l'Assemblée nationale des [illegible] tres et des gens de rien ; et [illegible] est un danger.

M. About craint que [illegible] la discipline par [illegible] pouvoir : il a peur [illegible] Hélas ! nous [illegible] le compte des autres [illegible]

[illegible]



plein d'esprit, bon républicain, bon bonapartiste; bon conservateur, bon radical de tous les côtés, bon centripète et bon centrifuge, aussi parfait bourgeois que qui que ce soit ; il n'a pas moins de grec que M. Barthélemy Saint-Hilaire, il est énormément plus fin en français.

Avec tout cela, ce n'est pas lui qui sauvera la France. Voilà pourtant ce que nos généraux ont fait plus d'une fois, et il n'y a pas encore longtemps.

CXCIV

1er juin.

LE MARCHAND DE VENISE ET LE *Bucentaure*.

Après deux guerres et deux paix dont l'une s'appelle le naufrage et l'autre l'incendie, nous nous retrouvons dans l'heureuse situation d'attente du 4 septembre, en république provisoire, avec le même personnel gouvernant. Il n'y a de moins que le jeune Gambetta et le vieil Arago, il n'y a de plus que M. Thiers et M. Dufaure. Sauf cela, et sauf deux contributions de guerre à payer et quelques réparations à faire, rien n'est changé. On convient généralement qu'il faut changer ; mais, par malheur, M. Thiers ne veut point de changement et se refuse le repos.

Cependant, il faut bien que nous tâchions de savoir ce que nous deviendrons dans huit jours.

Pour le moment, ni force, ni fortune, ni amis au dehors, ni concorde au dedans, une dette terrible, un créancier inexorable, et la plus mauvaise réputation du monde, voilà notre situation. C'est celle du marchand de Venise en présence du juif Shylock. Nous devons payer au juif une somme qui n'est plus dans nos coffres, ou lui abandonner une livre de notre chair.

Ce n'est pas une image. Le juif est là, tenant d'une main la cédule signée *Jules Favre,* de l'autre, son couteau fraîchement aiguisé. Et point de juge pour dire à Shylock : Prends garde ! Tu couperas juste la livre, rien de plus, rien de moins, ou tu seras pendu. Shylock est maître, il peut couper comme il voudra. Moins, il peut s'y reprendre; plus, il n'est pas tenu de rendre.

Avec quoi payer ?

Point de galion en vue. Rien au large, qu'une carcasse de vieille tartane appelée *la République*, absolument vide; à moins de lui compter pour cargaison la peste et les poux. Shylock sourit et affile son couteau.

Cependant, une espérance demeure. Là-bas, là-bas, dans une clarté de l'extrême horizon, nous voyons poindre une banderolle connue. Ce n'est pas un galion; c'est bien plus, c'est bien mieux : c'est le *Bucentaure!* C'est la fortune, la paix, la force, l'honneur, c'est le salut de la patrie. Il attend un signal d'approche. Le donnerons-nous, ce signal ? ce

qui est certain, c'est que nous le pouvons donner. Aussitôt le noble navire entre au port, et tout est payé ; Shylock s'en va, nos maux sont finis.

Nous ne sommes arrêtés que par un fantôme devant lequel nous avons pris l'habitude d'une vile épouvante. Délivrons-nous du fantôme en lui criant qu'il n'existe pas : il s'évanouira. Nous verrons le *Bucentaure* passer à travers ce spectre, il coulera la tartane pestiférée, et la vie enfin rentrera chez nous. Elle répandra ses abondances parmi nos famines et ses dictames sur nos plaies.

Depuis bientôt cent ans, nous formons en France deux peuples subdivisés à l'infini, entre lesquels la division n'a cessé de s'envenimer. Pour leur donner les noms du moment, l'un de ces peuples est *Versailles*, l'autre, *Paris*. Albe et Rome se haïssaient moins ! Il n'y a plus à le cacher ni à se le cacher. Nous le savons comme le reste du monde, le reste du monde le sait aussi bien que nous et s'arrange pour en profiter autant que nous y perdons. Encore un peu, les difficultés de la politique européenne se résoudront à nos dépens ; un morceau de la France sera l'appoint de tous les traités. Il n'y aura lion, ours, tigre ni chacal en Europe qui n'obtienne son lambeau de notre chair, le subalpin lui-même prendra sa part. De la France il ne restera que Paris, ville neutre, ville nocturne où l'on viendra de tous les coins de l'univers, mais masqué pour n'être point reconnu et pouvoir encore, au retour, recevoir le baiser d'une épouse et d'un fils.

C'est ce que nos dissensions préparent à l'heure qu'il est, à moins qu'une vigueur de ceux qui ne voudraient pas voir périr la France ne change la route logique de 89, et ne remonte d'un bond vers une autre destinée.

La France monarchique et chrétienne, la France soldat de Dieu était l'expression d'une idée qui n'a point péri et d'un besoin du monde qui ne fut jamais si grand. Cette idée créa la force, procura sa gloire. En l'abandonnant, elle a dégénéré jusqu'à devenir le scandale du genre humain, et jusqu'à toucher les portes de la mort. C'est l'épouvante de la terre. Quoi ! ce soleil s'éteindrait ? Quoi ! cette énergie, encore nécessaire même lorsqu'elle devient funeste, serait à jamais endormie ? Il y aurait des ténèbres soudaines ; de ces ténèbres s'élèveraient des lamentations et des prières pour demander à Dieu de rendre la France au genre humain.

Que la France donc se relève, qu'elle redevienne elle-même, qu'on la revoie sur son chemin de gloire, dans la lumière deux fois saine de son bon sens généreux et de sa généreuse épée. La France très-chrétienne, la France des croisades et des missions, la France qui fut le geste de Dieu ! Il y aura une immense admiration dans la famille du Christ, remise tout d'un coup et tout entière sur pied. La France est vivante ! On le criera d'un pôle à l'autre, et tout le vieil édifice de César, si près d'être rebâti, craquera dans ses fondements.

Il ne nous faut qu'une tête. Le corps blessé, quasi gisant, guérira, se lèvera, marchera. On vient de voir

ce que c'est que ce corps français, et si Dieu l'a organisé pour les œuvres maîtresses de la vie! En somme, voilà un siècle entier qu'on lui tire du sang, qu'on le charge de chaînes, qu'on l'empoisonne d'infernal venin, qu'on cherche à le dissoudre. Quel autre peuple fut mis à pareille épreuve et eût ainsi résisté? A travers tant de coûteuses victoires avortées dans la défaite; malgré la permanence, depuis quatre-vingts ans, de cette guerre intestine qui l'a perpétuellement soumis aux dictatures ennemies de sa foi; malgré la proscription formelle ou latente de l'esprit chrétien, invariablement écarté de ses conseils, ce peuple n'a jamais manqué de soldats, il a toujours fourni en abondance des religieuses et des prêtres, il a toujours rebâti ses églises, on voit toujours la croix sur son front, on retrouve toujours le Christ dans son cœur. Non, non, le Christ ne dit pas que ses Français l'ont abjuré! Dans Paris embrasé le feu monte au faîte des palais, et il les dévore. Les Tuileries, palais du roi fait par le peuple, l'Hôtel de Ville et les théâtres, palais du peuple-roi, sont en cendres. Devant les églises, spécialement vouées à la destruction, l'incendie prosterné se contente de lécher le mur extérieur. Le Christ est là! Et pendant que la Révolution massacre elle-même ses soldats ivres, Charette consacre au Sacré-Cœur ses soldats confessés.

Il nous manque un chef, voilà tout. C'est beaucoup, sans doute! Il nous manque un chef permanent à opposer une fois pour toutes à ces dictatures

permanentes, que fait, défait, refait et nous impose depuis quatre-vingts ans la Révolution. Le chef une fois appelé et installé, mille difficultés tomberont aussitôt, le spectre rouge s'évanouira pour longtemps.

Nous savons ce que doit être ce chef, nous savons qu'il existe, nous savons où le prendre. Dieu nous l'a réservé et nous l'a montré.

Il nous faut un homme qui soit la monarchie indépendante sans être la monarchie absolue; qui soit au peuple sans être du peuple; que le peuple reconnaisse et n'ait pas créé; qu'un plébiscite n'ait pas fait et qu'un plébiscite ne puisse pas défaire, car autrement la Révolution continue son œuvre et achève notre destruction.

Il nous faut un homme qui soit la monarchie tempérée, mais non pas la monarchie sujette, telle qu'elle nous est apparue dans la personne de Louis XVI, de Louis XVIII, de Charles X, victimes de la Révolution, et plus encore dans la personne de Louis-Philippe, son fondé de pouvoir temporaire, qu'elle n'a élevé que pour la servir, et pour être ignominieusement chassé.

Il nous faut un homme qui soit la monarchie militaire, car où il n'y a pas d'épée il n'y a plus de France; mais qui ne soit pas la monarchie de camp, de bivouac et de conquête comme Napoléon Ier, ni la monarchie de caserne et de corps de garde comme Napoléon III, mélange de tout ce que les régimes, l'absolu, le tempéré, le militaire et le révolutionnaire, ont eu de plus mauvais. Je le dis sans

vouloir offenser ni même accuser ce prince : les horreurs présentes et la suite qu'elles laissent entrevoir l'excusent presque jusqu'à le justifier.

Il nous faut un homme qui soit la *République :* non pas Robespierre, ni Barras, ni Lamartine, ni rien de ce que nous avons eu sous ce nom de malheur ou de dérision, mais ce que nous pouvons appeler la *république de tout le monde*, parce que ce serait le règne équilibré de tout droit, la concorde civile par le concours régulier du suffrage universel.

Il nous faut enfin un homme qui ne soit ni la force brutale, ni l'intrigue, ni la ruse, ni l'aventure, ni le crime avéré et effronté; mais qui soit au contraire l'éclatant et invulnérable honneur, et qui nous relève par la majesté de l'honneur.

La France s'est décriée à la face du monde. Elle est devenue comparable à cette prostituée de l'Écriture, sur le seuil de laquelle toute souillure humaine a passé et qui ne s'est pas refusée aux derniers goujats. Pour la relever, il lui faut ce que la coutume appelle « un beau mariage. » Dans l'Écriture, le prophète dit à la prostituée : Parce que je t'aime, j'effacerai ta honte, je t'épouserai et j'aurai de toi des fils. C'est le langage de Dieu à la nature humaine : *Sic Deus dilexit mundum.*

Eh bien! la France, si elle le veut, a tout cela dans un seul homme, qui seul est tout cela. C'est Henry de Bourbon, fils de France, de la race de saint Louis, le premier des Français et en même temps le premier gentilhomme du monde.

Nous osons, pour notre compte, l'opposer et le



préférer à M. Thiers, lequel, entouré de M. Picard, de M. Favre et de M. Simon, s'offre à régner sur nous, pour continuer ce qui s'est fait à notre profit depuis 1789 et la Bastille prise, jusqu'à 1871 et Paris brûlé sous les yeux des Prussiens par les communeux, — M. Thiers régnant.

La France a le choix.

Le jour des Rameaux, au retour de la procession, le célébrant frappe à la porte de l'église avec le bâton de la croix. Il dit au peuple : « Princes, ouvrez vos portes, et le roi de gloire entrera! » Ainsi, d'une certaine manière, Henry de Bourbon, sans se méconnaître et sans s'imposer, frappe aux portes de la France qui a besoin de lui : — Je n'ai pas le moyen et je n'aurais pas la volonté de forcer vos portes; mais je suis là. Ouvrez et j'entrerai.

On peut ouvrir, on peut fermer. Le roi entrera avec la paix et la gloire, ou s'en ira, emportant la gloire et la paix.

Et alors nous gardons M. Thiers entouré de M. Picard, attendant que quelqu'autre s'élève de n'importe quel lieu.

Et alors on entendra encore une fois ce terrible cri des anges qui n'avaient exécuté les vengeances de la justice que pour frayer le chemin aux miséricordes, et qui voient que les miséricordes seront refusées : *Curavimus Babylonem, et non est sanata. Derelinquamus eam!...*

CXCV

2 juin.

TESTAMENT D'UN JUSTE.

On a bien voulu nous communiquer quelques feuillets trouvés à la Roquette, dans la cellule de M. l'abbé Bécourt, curé de Bonne-Nouvelle. Ce sont ses dernières pensées et ses adieux. Les bourreaux, qu'il attend de minute en minute, ne paraissant pas, il se hâte d'ajouter un nom qui pourra toucher ou même servir quelqu'un. A ces souvenirs, il mêle des recommandations brèves, quelques avis, des expressions de son amour pour Dieu. Ce sont les pulsations de l'agonie d'un juste doux et aimant, sévère à lui-même, plein de foi, craignant Dieu. Au moment de paraître devant le Juge éternel, il s'examine d'un regard inquiet, mais néanmoins confiant. Il va à la justice, mais aussi à la miséricorde. *Cor contritum et humiliatum non despicies.*

Nous nous permettrons de donner quelques extraits de ce testament soudain, écrit sous le couteau. Dans sa simplicité et son désordre, il vaut la plus haute méditation sur la mort. On ne l'estimera pas moins comme peinture vivante d'une âme chrétienne et sacerdotale. Nous l'indiquons à tant d'hommes qui, avec plus ou moins de science et de conscience, se

font les adversaires, nous ne voulons pas dire les diffamateurs, du clergé.

Voilà un pauvre prêtre que l'on va tuer. Il n'a rien à attendre des hommes qu'une mort cruelle et immédiate. Il n'espère du monde aucun secours, son humble mémoire n'a besoin d'aucune réparation. Désormais son unique affaire est avec Dieu. Il se confesse à Dieu. L'on ne peut imaginer des conditions de sincérité plus entières.

Il a vécu cinquante-sept ans, il a été curé, il a gouverné en dernier lieu une grosse paroisse. Voyez de quoi il s'est mêlé dans le monde, ce qu'il a fait, ce qui l'inquiète au dernier moment, de quelle façon il reçoit cette cruelle et injuste mort. Il nomme tous ceux qu'il a connus pour les embrasser une dernière fois; pas une parole, pas un mouvement de son cœur contre personne! Il tombe assassiné comme s'il mourait par accident et ne songe à ceux qui le précipitent que pour leur pardonner.

Voilà le prêtre.

PRISON DES CONDAMNÉS, À LA ROQUETTE.

Jeudi, 2[illegible] mai, [illegible] jour de détention,
quelques moments avant ma mort.

Je remets mon âme à Dieu.

Je me mets sous la protection de Marie et Joseph.

[illegible] mes dernières [illegible] et [illegible] — [illegible] père, mort en 18[illegible].

A [illegible]. Adieu, [illegible]

[illegible] !

. . . .

J'ai désiré être curé de Paris; c'est l'occasion de ma mort c'est un ancien pressentiment et peut-être une punition.

. . . .

Adieu à Dugny (où il avait été curé), aux pauvres comme aux riches. Croyez tous à mon amour en Notre-Seigneur Jésus-Christ. Adieu! Adieu!

. . . .

Je demande pardon à Dieu,
A ma mère de mes manquements,
A mes frères et sœurs de mes duretés,
A mes paroissiens de mes défauts,
A mes pénitents que j'ai mal dirigés.

. . . .

Je demande pardon de certaines oppositions que l'amour-propre m'a fait faire à l'égard de deux curés, M. Hanicle et M. Barot.

Je demande pardon à tous ceux que j'ai offensés et scandalisés.

Je pardonne à tout le monde, sans le moindre mouvement d'animosité. A ceux qui, par imprudence, auront occasionné mon arrestation et ma mort.

Au ciel, parents et amis, au ciel!

Pardon, mon Dieu, pardon!

Que ceux qui sont ennemis aujourd'hui, demain soient d'accord, et que Paris devienne une ville de frères qui s'aiment en Dieu.

Tout à Dieu, tout pour Dieu.

Que Dieu soit aimé. — Que mes paroissiens croient à la parole d'un mourant.

Je me prépare comme si j'allais monter à l'autel.

Que l'on dise bien aux paroissiens et aux enfants que je meurs parce que j'ai voulu rester à mon devoir et sauver les âmes en ne quittant pas Paris.

Que tout le monde prie pour moi.

Dieu me recevra-t-il?

Je prie que l'on me recommande partout aux prières. Priez pour le repos de l'âme du malheureux curé de Bonne-Nouvelle, si pécheur en sa vie.

Au *commencement de nos malheurs, au mois de septembre, je m'étais offert en état de victime pour Paris.* Dieu s'en est souvenu.

Que *mon sang soit le dernier versé!*

Mgr Daveluy, mon sous-diacre à ma première messe, a été martyrisé en Corée, en 1865.

Je meurs dans la foi et l'union à la sainte Église.

Que Dugny, que Puteaux se convertissent!

Je pardonne, je pardonne avec Jésus Christ en croix.

. . . .

Je meurs à 57 ans et ..... jours.

Si j'en avais profité!...

Ce vendredi, 26 mai, 6 heures et demie du soir.

Je meurs dans l'amour de mon Dieu, avec soumission à sa volonté sainte.

Confiant dans Marie,

Nonobstant mes péchés.

Mes parents, mes amis, mes paroissiens et même ceux qui ne me connaissent pas personnellement, priez pour moi.

Je prierai pour vous si Dieu me met dans son saint Paradis.

Depuis deux jours, je fais mon sacrifice d'heure en heure.

Heureux celui que la foi soutient dans ce terrible moment!

Dieu veut toujours notre plus grand bien pour l'éternité.

S'il avait voulu faire un miracle.....

Il ne l'a pas voulu.

Tout à sa volonté!

Un de mes confrères ayant une sainte hostie, j'ai reçu la communion en viatique.

CXCVI

Même date.

LE CHAPEAU DE M. GLAIS-BIZOIN.

On s'amuse à Versailles des récents malheurs de M. Glais-Bizoin.

Cet homme illustre est possesseur d'un chapeau unique, quelque chose comme un turban de vieille peau de mouton grise et grasse, et sentant le suint. Il paraît partout sous ce chapeau qui le fait reconnaître partout. On trouve son chapeau plus cynique encore que sa position sociale, plus cocasse que sa figure, plus *montant* que son génie. Il a porté ce chapeau à Tours et à Bordeaux, et c'était alors la couronne de France. Il l'avait à Paris lorsqu'il a salué la chute de la colonne. Il est venu ces jours-ci le produire à Versailles sur les *Réservoirs*. Mais là on s'est fâché.

Des personnes médiocrement endurantes sont venues l'interroger sur son chapeau et sur ce qu'il y avait dessous. On lui a dit bien des choses! Il s'est embarrassé, il s'est expliqué, il s'est irrité, et il a ôté son chapeau et ce qu'il y avait dessous. On ne le voit plus.

Il n'a pas dit qu'il reviendrait.

Tours et Bordeaux le regretteront. Il était bon enfant. On le voyait assis sur deux chaises dans les cafés; il disait les secrets du gouvernement, et toute la journée il nommait des sous-préfets, des juges, des généraux, etc., sans leur faire payer la consommation.

Si ce petit article va le trouver dans sa retraite, qu'il sache que nous lui rendons justice et que personne ne lui en veut. Il ne faut pas que sa disgrâce de Versailles l'afflige outre mesure. On l'a hué, siffloté et presque tapoté; mais c'est à cause de son drôle de chapeau, un peu aussi pour la colonne, et surtout pour le 4 septembre. On avait là le 4 septembre sous la main, c'était bien tentant. Du reste, personne n'ignore qu'il fut ce que le 4 septembre pouvait montrer de plus innocent et de plus pur, et que de toute cette première bande il restera le plus honoré.

Hélas! Seigneur, si nous sommes condamnés à demeurer dans ces conditions-là, contentez-vous de nous infliger des Glais-Bizoin;

Et nous avalerons le chapeau!

CXCVII

3 juin.

CANONISATION CIVILE D'UN RÉDACTEUR DU *Siècle*.

M. Chaudey, rédacteur du *Siècle,* assassiné par Raoul Rigault, était républicain. Le rang que lui a donné M. Thiers au-dessus de toutes les autres victimes, comme si ce n'était plus rien d'assassiner l'archevêque après avoir assassiné « le généreux Chaudey, » lui fait un grade posthume que le *Siècle* exploite trop. On parle de statue. Ce serait beaucoup.

A le juger sur les éloges funèbres, M. Chaudey était de ces hommes au cœur droit, à l'esprit court, nés disciples, qui se jettent témérairement dans des entreprises infiniment plus hautes que leur génie et ne se font aucun scrupule de déchaîner des torrents infiniment plus forts que leur bras. Ils décorent de leur probité personnelle des écoles, des opinions, des coups de parti qui sont incontestablement sans probité. Il se donna d'abord à Proudhon, très-médiocre républicain, et par la perversité de son intelligence, très-médiocre honnête homme. Chaudey fut l'ami, l'exécuteur testamentaire, l'éditeur de cet athée scélérat, qui a tant semé la graine de commu-



neux. Au temps où nous sommes, éditer Proudhon ne constitue pas ce que l'on peut appeler un acte d'improbité, mais ce n'est pas non plus une preuve de grande hauteur politique ou morale. Proudhon savait ce qu'il faisait aussi bien que Vermorel ou Rochefort, peut-être mieux. L'honnête homme qui édite Proudhon ne reste honnête que s'il ne comprend pas. Ce fut sans doute le cas de M. Chaudey.

Le 4 septembre, il se mit derrière M. Jules Favre et M. Gambetta comme il avait été derrière Proudhon. Honnêtement, sans savoir où l'on allait, en présence des Prussiens cependant, il frappa ce coup qui enclouait le canon de la France. Républicain *invariable*, dit M Thiers. En vérité, son invariabilité nous fit un beau présent, et c'est bien le moins que nous décernions en sa personne une statue à tous les donateurs!

M. Chaudey devint adjoint du maire de Paris. Le voilà derrière le vieil Arago, cet autre homme sérieux et convaincu, lequel s'entoura aussi de ces fleurs de savoir, de gravité, de patriotisme et de délicatesse qui composèrent le conseil des maires, première ébauche de la Commune! M. Chaudey trouva le moyen d'être honnête homme là-dedans, et probablement il y prit le germe de sa mort.

Il se fit marquer des drôles insignes qui rôdaient autour et dans l'intérieur de cette assemblée, pour être assassiné plus tard. Voilà son honneur véritable. C'était mal se souvenir des leçons de Proudhon et en nier les irréductibles conséquences. Mais honneur à qui ose être inconséquent! Lorsque la logique mène-

rait au crime, il est beau d'errer dans l'inconséquence qui peut mener à la mort.

Si l'on dit qu'ici M. Chaudey a conquis son pardon, c'est notre sentiment; mais l'on nous permettra de réserver encore la statue. Sur le socle de cette statue, quels bas-reliefs faudrait-il sculpter? M. Chaudey, publiant les manuscrits de Proudhon; M. Chaudey, collaborateur du *Siècle*, érigeant la statue de Voltaire; M. Chaudey, assistant le vieux corybante Arago, maire de Paris; M. Chaudey, consacrant sa vie à charger les armes sauvages qui devaient le tuer et qui ont atteint en même temps que lui la religion et la société?

Que M. Cernuschi, propriétaire et directeur actuel du *Siècle*, le dise. Il sait où vont les doctrines révolutionnaires, et à quoi se peut porter un esprit qui s'en est laissé pénétrer. Étant membre de l'assemblée romaine à l'époque du triumvirat, en 1848, M. Cernuschi, pour en finir avec le Christianisme, conçut la pensée de faire sauter le dôme de Saint-Pierre. Il l'a confessé lui-même au bout de quelques années, comme on parle d'une chose qui ne laisse pas de faire honneur, quoique peut-être insensée. Devenu riche, acquéreur du *Siècle* au prix d'un million, il s'est corrigé de cette belle passion d'incendiaire; mais enfin, il connaît le péril d'allumer ce feu-là dans les âmes. Rêver de faire sauter le dôme de Saint-Pierre, par amour pour la patrie et pour la liberté!...Que pense-t-il, en son fond, du dessein de dresser une statue à ceux qui ont jeté du bois dans la flamme, même lorsqu'ils ont ensuite essayé de se mettre aux pompes?

Les obsèques « civiles » du malheureux Chaudey ont été l'occasion de plusieurs discours où l'esprit du *Siècle* et du 4 septembre a largement parlé. On a entendu là le vieil Arago, dont les louanges ne peuvent honorer personne. Un avocat a peint le mort sous des traits sincères : « Son cœur, qui semblait venir au-devant de vous, qu'on voyait rayonner sur ses grands traits, dans ses yeux intelligents et naïfs, dans son honnête sourire. » Le même avocat, parlant du P. Caubert, jésuite, a fait une citation malheureuse : « Le P. Caubert avait, dans sa prison, l'intrépidité *stoïque* d'une âme absolument détachée du monde et déjà engagée dans la mort : *Perinde ac cadaver*. » Les avocats les plus habiles ne parlent pas toujours adroitement ! Sur la tombe d'un rédacteur du *Siècle*, assassiné par les lecteurs du *Siècle*, ce *perinde ac cadaver*, avec quoi les avocats et le *Siècle* ont assassiné moralement tant de jésuites, n'est pas placé comme il faut. Il y a cadavre et cadavre. Le jésuite qui meurt au monde ne meurt pas pour répandre la mort, mais pour faire les œuvres de la vie. On vient de voir ce que donnent au monde les hommes qui n'abjurent pas les ambitions de la terre, qui prétendent être quelque chose, et qui s'emploient à créer un ordre social où ils n'entendent nullement sacrifier leur part. Ceux-là forment aussi une société, font aussi des serments qui les mettent dans la main d'autres hommes auxquels ils ne refusent pas d'obéir. Seulement le jésuite s'engage pour être le bâton dans la main du vieillard, et les autres pour être le poignard dans la main de l'assassin : diffé-

rence importante, présentement assez vive pour frapper l'esprit même d'un avocat.

Et après tout, qu'était ce pauvre Chaudey relativement à Proudhon? *Perinde ac cadaver*.

Ensuite est venu M. Henri Martin, au nom des municipalités parisiennes! M. Martin, — autre cadavre et très-mûr, — a fait l'apologie de « ce 4 septembre qu'osent traiter d'attentat ceux qui s'efforcent de préparer la réhabilitation du 2 décembre. » A qui en a cet hiérophante Martin, et que veut-il que l'on distingue entre ces dates et tant d'autres dates de conspirations découlant également du droit révolutionnaire? Si la première révolution a eu le droit, toutes les autres l'ont eu, et toutes celles qui pourront survenir l'auront. C'est le droit général et le droit particulier, le droit de toutes les majorités, de toutes les minorités, de toutes les individualités. Il plaît à M. Martin de retenir *le droit* pour son opinion et le nier aux autres. C'est son « idée; » mais quand M. Martin n'est pas le plus fort, qu'importe l'idée de M. Martin? Et si M. Martin parvient à régner, pourquoi le premier venu qui voudra conspirer ne se ferait-il pas un plaisir, un droit et un devoir de bousculer M. Martin qui a conspiré?

Ils ont tous et toujours la prétention ridicule d'arrêter la Révolution là où elle leur plaît, c'est-à-dire là où elle leur pourrait mettre le monde en leurs mains plus ou moins tachées d'encre et de sang. Ils oublient tous et toujours que la Révolution refuse tout maître et veut imposer toute loi. Ils viennent d'en faire l'essai, cela continuera. M. Martin et le



Siècle ont sans doute la tête dure; néanmoins ils apprendront qu'ils sont voués à toute tyrannie.

Ce qu'il y a de plus étonnant dans le discours de M. Henri Martin, c'est l'accent religieux. Oubliant qu'il parle sur la tombe d'un disciple de Proudhon, et qu'il décore un enterrement *civil*, M. Martin fait une profession de foi à l'immortalité de l'âme et à l'éternité de Dieu, qu'il appelle l'*idéal vivant*. Ceci vaut la peine d'être cité comme type du tohu-bohu intellectuel où s'empêtre le dolent patriciat des libres penseurs, effarouché par les œuvres de la plèbe athée.

> Et maintenant, Gustave Chaudey, toi qui es mort comme les grandes victimes du droit et de la liberté, mort comme Bailly, mort comme Vergniaud, comme madame Roland, comme Camille, va rejoindre cette pléiade *sacrée* des martyrs de la légende politique, que l'histoire inscrit pour toujours à côté des *martyrs* de la légende religieuse, *martyrs de ces deux religions qui ne disparaîtront pas plus l'une que l'autre du genre humain* : va rejoindre ces âmes généreuses *dans le monde supérieur de l'éternel et vivant idéal*.
>
> Il existe, il a seul, oserais-je dire, la pleine et réelle existence, ce monde que nie la philosophie allemande des derniers âges, la philosophie de la mort et du néant, qui a envahi notre France, et, en aidant la corruption impériale, a énervé l'esprit public, a frayé la route aux armées allemandes. Nous te reverrons, Gustave Chaudey.

C'est tout ce qui a été dit de Dieu devant ce cercueil où gisait une figure principale de la société présente. Avec ses vertus privées et ses opinions dangereuses, Chaudey semble avoir été le type assez complet de cette probité désarmée contre le sophisme

qui la séduit. Elle l'accepte, elle constitue sa force et, lorsqu'elle veut l'arrêter, il l'écrase et il avance.

M. Martin ne s'est pas aperçu qu'il protestait contre Chaudey et contre lui-même; et nous l'avertissons en vain; il ne s'apercevra pas de sa contradiction ni de la vanité de ses protestations.

Il faut cependant lui savoir gré de l'instinct supérieur qui le contraint de chercher quelque chose en haut, de se reconnaître une âme, de pressentir un Dieu, de souhaiter en ce monde une lumière et dans l'autre une justice pour ceux qui ont soutenu le combat contre l'iniquité. Un jour peut-être, il s'apercevra que tout cela est dès longtemps proposé aux hommes par l'Église catholique avec une largesse, une certitude et un ensemble de moyens pratiques où son système de « l'éternel et vivant idéal » n'arrive pas.

En vérité, lorsque l'on étudie ces inventions, ces incohérences, ces pauvretés et ces lâchetés de l'intelligence moderne, force est bien de s'avouer qu'au temps où nous sommes, la faculté de penser a souffert d'effroyables lésions!



CXCVIII

6 juin.

VUE DE PARIS BRULÉ.

*A Madame ***.*

Je vous ai promis, madame, de vous décrire les sensations de la rentrée dans Paris, surtout dans *votre* Paris, situé entre le Sacré-Cœur et Saint-Sulpice. Permettez-moi cependant de vous dire quelques mots du Paris de tout le monde.

Celui-là, que vous ne connaissez guère, s'étend assez loin hors les murs. En revenant de Versailles, on le rencontre d'abord à Saint-Cloud. Saint-Cloud était un lieu charmant. Après les Prussiens, comme vous le savez, c'était fini. On le croyait, du moins. Le duel d'artillerie entre les Prussiens et les Français n'y avait laissé que des ruines. C'est là que j'avais vu dans une rue dévastée, sur un monceau de plâtras, un coffre-fort ouvert, squelette rompu du dieu qu'adore le monde. A présent, l'on trouve à Saint-Cloud des ruines de ruines et le squelette du dieu est broyé.

Toutefois le canon semble encore s'être ménagé à Saint-Cloud, lorsqu'on arrive à Asnières.

En ce pays de villas, de restaurants et de guin-

guettes, Paris vient s'amuser. Le siége de fer n'y avait pas touché; ce que le siége de feu en a fait ne peut pas même s'appeler des ruines, et ne peut pas non plus se décrire. Ce sont des amas, plâtre, brique et pierre, qui çà et là laissent deviner d'ex-constructions. Les débris anciens sont tristes; ces débris *battant neufs*, sur lesquels la ronce et même l'herbe n'ont pas encore poussé, sont hideux. Je pensai à notre voie Appia et à ses longues files de tombeaux morts, mais qui tout morts et rongés restent debout, couronnés de tant de verdure et de fleurs. Ici ce ne sont pas des tombeaux, mais d'abominables ossuaires, formés comme avec le pied et le balai. On sent que la destruction a été soudaine, furieuse, irrésistible. La mort a fait une œuvre de colère inexorable. Elle a dansé sur le cadavre, elle l'a mutilé, elle a voulu qu'il ne gardât plus forme humaine.

Il fut mangé beaucoup de viande le vendredi dans toutes ces maisons-là! L'an passé, l'on s'y amusait encore plus qu'il ne faut. Que de rires, que de danses, que de chansons, et quelles danses et quelles chansons! Et sans doute on se proposait de recommencer l'année suivante. Mais le jugement est venu.

J'ai vu une vigne et dans cette vigne une charrette brisée et les restes d'un feu. C'est peu de chose au milieu d'un tel désastre, mais ce faible épisode a réveillé dans ma mémoire l'écho d'une voix terrible, souvent entendue depuis huit mois. « Et toutes les « vignes retentiront de voix lamentables, parce que « je passerai au milieu de vous, dit le Seigneur. » Le Seigneur a passé.

J'ai franchi le rempart crevé et désarmé. Là, je me suis rappelé la prophétie d'Habacuc.

Habacuc se plaignait à Dieu des désordres de Jérusalem. Dieu lui répond : « Voici que je vais susciter les Chaldéens, nation cruelle, prompte à « exécuter ses plans, et qui court la terre pour s'emparer des maisons d'autrui. Elle porte avec soi la « terreur et ne reconnaît de juge qu'elle-même. Elle « ravagera à son gré; à son gré elle imposera le « vaincu. — Plus vites que les loups qui courent au « soir, ses chevaux se répandront partout, comme un « aigle qui fond sur sa proie; ses cavaliers (j'allais « écrire ses *hulans*) voleront au butin, et ils assembleront les captifs comme des monceaux de sable. « — Leur chef triomphera des rois; il se moquera « des tyrans populaires, et il les rendra ridicules, « *tyranni ejus ridiculi erunt*. Il se moquera des forti- « fications : *il leur opposera des levées de terre, et il les « prendra par la famine.* »

Si M. de Moltke a lu Habacuc, je l'ignore; mais voilà son système de guerre tout tracé, et Nabuchodonosor en fut l'inventeur. Pour moi, je crois que la grande force de M. de Moltke est venue des mêmes causes qui ont suscité les Chaldéens. Le prophète ajoute qu'après cela l'esprit du conquérant sera changé. Il s'enflera, il se dira qu'il est dieu, et alors « il passera et il tombera : et voilà toute la puissance « du dieu qu'il s'est fait. » *Amen!*

Paris est encore effaré. Comme le mouvement est remplacé par l'agitation, maintenant la badauderie est remplacée par la stupeur. Les maisons égratignées

par les balles, trouées et ébréchées par les boulets, léchées et mangées par l'incendie, sont ce qu'il y a de nouveau. On vient voir cela, mais c'est triste. Devant une maison de la rue Royale, une dame du petit commerce achevait sa tournée. Appuyée au bras de son mari, tenant son enfant par la main, de cette voix grognonne particulière aux bourgeoises qui se promènent en famille, elle disait : « Allons-nous-en. De voir tant de malheurs, à la fin, ça *embête!* »

Je vous assure qu'elle ne disait rien de trop en son style négligé. Le spectacle est véritablement *assommant.* Les descriptions des journaux semblent d'abord exagérées, parce que beaucoup de choses ruinées tiennent encore debout, mais bientôt elles paraissent au-dessous de la réalité. Il y a de petits détails dont l'effet lugubre se prolonge et devient formidable. Un crachat peut épouvanter plus qu'une blessure saignante. On voit que les séditieux n'ont pas seulement haï la société, ils l'ont méprisée. Ils ont fait des actes de barbares et des insolences de laquais.

J'ai vu par terre les restes de la colonne, sur un reste de fumier. Il tombait de la pluie, et il y avait de la boue. Je n'ai jamais admiré la colonne ni le sentiment qui l'a dressée. Mais quand je pense que Courbet a fait cela, et que ce butor, affamé de popularité malsaine, a pu ainsi souffleter de sa main brutale l'orgueil de toute une nation, je me demande ce que l'on ne pourra plus désormais entreprendre contre les hommes. Je me dis aussi que Dieu insulté par l'orgueil humain n'a toujours besoin que de peu de chose pour abattre cet arrogant ennemi. Un grain

de sable contre la mer, une piqûre de moucheron contre une armée, une petite pierre qu'il détache on ne sait d'où contre la statue et l'empire de Nabuchodonosor!

En 1860, après la suppression de l'*Univers*, je me trouvais au Vatican, dans l'*anticamera* du Saint-Père, attendant une audience. J'y rencontrai le bon vieux camérier Mgr Stella, qui voulut me tenir compagnie. Il me parla gracieusement de la petite persécution que je venais de subir, plus tristement de la persécution qui menaçait Rome, en apparence soutenue, en réalité tenue sous le couteau des Italiens par la même main qui m'avait facilement étranglé. « On est bien puissant à Paris, ajouta-t-il, mais Dieu veille. A son commandement, une petite pierre se détache de la montagne et vient frapper la statue de *Nabucco.* » J'avais noté la parole de Mgr Stella, et la note se trouva dans mes papiers saisis au retour de ce voyage. Marquée au crayon rouge, comme une chose digne des regards de *Nabucco*, elle fut jointe à mon dossier, volé dernièrement à la police par les rédacteurs du journal de Paschal Grousset, qui l'ont imprimé. Dieu a attendu dix ans, — dix minutes! — et voilà Courbet, très-gros homme, mais très petite pierre, qui roule de sa montagne de fromage, qui frappe la statue au pied, et qui l'abat. Ceux qui firent et dédièrent la colonne ne s'y attendaient pas, ni les poëtes qui l'ont chantée et qui lui garantirent le long âge de l'airain. J'ignore ce que les prophètes de Nabuchodonosor promirent à sa statue. Celui qui ne s'est pas trompé est celui qui en prédit la chute soudaine. Daniel an-

nonça qu'elle serait broyée d'un seul coup, et les parcelles dissipées comme les débris que le vent enlève de l'aire à battre le grain : *Reducta quasi in favillam æstivæ quæ rapta sunt vento.* Et le vent dissipe par les rues des poussières qui furent la colonne du grand empereur et de la grande armée!

Près de là fume encore le ministère des finances. On fait deux pas, on voit fumer les Tuileries. Dieu dit dans Amos : « Je frapperai le palais d'hiver et le « palais d'été; » c'est fait à Paris comme à Saint-Cloud. On remonte un peu la rue de Rivoli, c'est le Palais-Royal qui fume. On continue cette route jadis si pompeuse, maintenant sinistre : on arrive au quartier de l'Hôtel de Ville. Ce bel Hôtel de Ville est vraiment en cendres. C'est peut-être la destruction la plus complète pour l'œil. Il a été saisi une dépêche télégraphique de l'Hôtel de Ville au ministère de la marine. Elle contenait ces mots en *communeux* : « F... le feu à la boîte. » De cette boîte-ci, le feu n'a rien laissé. Brûlée et les cendres au vent, suivant la teneur des anciennes sentences exécutées en place de Grève!

Les Tuileries, l'Hôtel de Ville, le Palais de Justice, le ministère des Finances, la Légion d'honneur et la Colonne, sont ce qu'il y a de plus exécuté. Qui voudra méditer là-dessus, les réflexions ne manqueront pas, ni les symboles.

Aux Tuileries, sur la muraille, là où s'est arrêté le feu, on lit toujours la belle devise du 4 septembre, tracée en grandes lettres par M. Étienne Arago :

Liberté, *Égalité*, *Fraternité*. Le commentaire communal est lumineux.

J'ai fait un pèlerinage à Notre-Dame-des-Victoires. L'église était encore fermée, à cause des ravages intérieurs. Vous savez qu'elle est d'ailleurs intacte. Satan s'est abattu là comme chez Job, mais il n'a pas eu la permission de frapper le corps.

J'ai poussé ma course jusqu'à la maison de M. Thiers. La démolition s'arrête à la hauteur du premier étage. C'était une construction, ce me semble, assez mesquine, et le million demandé pour le refaire devra suffire amplement. Je regrette que M. Thiers n'ait pas refusé ce million. Un beau refus eût ajouté à sa taille, vraiment courte pour l'emploi qu'il tient. Mais il est dit que « nul ne peut ajouter une coudée à sa taille. » C'est Dieu qui *agrandit* l'homme. Par lui-même l'homme ne peut que *s'arrondir*.

Pour arriver place *Georges*, j'ai passé devant une maison où j'ai fait une fois visite au pauvre Prévost-Paradol. C'était alors un garçon très-fier, du temps où il vivait. Peu d'années après, il n'a pu s'y supporter et s'en est tiré lui-même par la plus mauvaise porte. Il croyait tant à la société moderne, à la liberté moderne, à la civilisation moderne! Il félicitait tant le monde moderne de s'être délivré de la gêne catholique, et il l'exhortait si volontiers à compléter sa délivrance! Je lui disais que la pierre qui tomberait de l'Église écraserait la maison voisine, et bien d'autres choses au loin. Une pierre est tombée; elle a écrasé la maison de M. Thiers et la maison de

M. Bertin, deux maisons à lui. Me
maison de M. Bertin est relevée
M. Thiers le sera? Peut-être. Je ré
ce cas la pierre tombée de l'Eglis
sinon, au choc des pierres qui to
rien ne restera debout, rien ne sera

J'ai passé devant le nouvel Opé
touché. Le groupe des demoiselles
dansant. Je pense qu'à travers toute
qui pourraient n'être pas finies, ce
moderne sera conservé. Il apprend
tures comment nous vivions et nou
quand la fête prit fin. Les cendres d
laves d'Herculanum ont conservé d
cuments.

Sur la place de l'Opéra, comme
piraux des caves et des sous-sols
plâtre frais, *opus tumultuarium*, o
crainte des *pétroleuses*. Ces pétrol
les imaginations. En peu de jours,
un nom durable. Paris ne s'atte
femmes-là. Paris avait tort. Ces fe
pas tombées de la lune. J'en ai vu d
sailles; la plupart sont d'anciennes
peaux. Elles ont dansé à Asnières e

Toute société a pour ennemis im
claves qu'elle s'est faits, surtout le
amusements et de ses vices; et depu
a plus d'esclaves que pour cette des
en était, tout autant que les demoi
L'esclave ne pardonne pas à qui l'a

est plein de ces esclaves. Tant qu'il ne les aura pas affranchis, la torche sera facilement rallumée.

Je finis. Je ne voulais vous parler que de votre Paris, je ne vous ai parlé que de l'autre. Mais du vôtre, qu'y a-t-il à dire? Il a été broyé, pillé, ensanglanté, meurtri; il est tranquille. Les couvents se repeuplent, les églises sont rouvertes, les prêtres distribuent la chair de l'Agneau à ceux qui ne veulent pas dévorer l'homme. Dans ce monde-là, on bénit Dieu de ce qu'il a sauvé, on se raconte ses protections et ses grâces, on renoue les fils brisés des bonnes œuvres; et l'on sait que, nulle tyrannie ne pouvant abolir Dieu, il ne faut craindre ni le travail, ni la ruine, ni la mort.

Pour le moment, ma rue du Bac et ses voisines barricadées, fusillées, bombardées et brûlées, sans commerce, presque sans passants, sont devenues une des retraites du silence. Je m'aperçois que l'on peut vivre sans entendre le bruit des voitures ni le bruit du canon. C'est même une bonne vie. Qu'importe le reste en un temps qui semble fait pour dégoûter également d'espérer et de craindre, et qui relègue toute vie dans le lointain du passé ou dans le lointain de l'avenir?

CXCIX

7 juin.

FUNÉRAILLES DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

Aujourd'hui Paris a entendu le canon. C'était pour annoncer les funérailles de l'Archevêque. Le corps, quittant le palais archiépiscopal, est porté triomphalement à Notre-Dame ; ce corps, massacré il y a quelques jours contre le mur intérieur d'une prison, et enfoui avec d'autres à l'angle d'une rue! Derrière lui marche la France, représentée officiellement par l'Assemblée nationale ; devant lui s'avance la croix, proscrite, à vrai dire, depuis neuf mois ; car le gouvernement régulier l'avait laissé chasser des écoles, avant que le gouvernement insurgé la fit tomber du fronton des églises et l'arrachât même des autels. La croix revendique et reprend ses droits par le martyre. Il y a une voix du sang et du témoignage qui l'appelle impérieusement. Il faut céder, Dieu le veut. Les barricades s'abaissent, la passion du sauvage s'impose le frein, la passion plus rebelle et plus sourde du lettré s'impose le silence, la croix passe. Vous ferez demain comme il vous plaira, vous comprendrez ou vous ne comprendrez pas, vous changerez de voie ou vous continuerez dans votre voie mauvaise : mais voici un martyr, et vous laisserez passer la croix !

Il y a deux grandes palmes sur ce cercueil, deux



palmes immortelles. La palme de l'obéissance est unie à celle du martyre. Avant de mourir avec cette sérénité qui accepte et qui pardonne, l'Archevêque avait fait un acte de foi et d'humilité plus précieux même que sa mort. Entre la captivité du siége et la captivité de la prison, il s'est soumis à un décret de l'Église qu'il avait combattu. C'est la gloire de sa vie, sa couronne plus resplendissante que la couronne de sang, le triomphe de son âme sacerdotale. C'est par là qu'il a sauvé son Église, et qu'il obtiendra de Dieu pour son peuple un autre pasteur qui le gardera dans la foi.

Que la mémoire de Georges Darboy, archevêque de Paris, témoin de Pierre vicaire du Christ, et témoin du Christ, fils unique de Dieu, soit bénie à jamais !...

CC

Même date.

LES MEUBLES DE M. THIERS.

M. Thiers, pour son compte, a plus ou moins pris les Tuileries trois fois, et même quatre : juillet 1830, février 1848, septembre 1870, mai 1871. Par une rencontre singulière, le quatrième coup a brûlé ses meubles.

Enlevés de l'hôtel Saint-Georges par les soins des

employés du mobilier de la couronne, les meubles de M. Thiers arrivèrent en bon état dans les magasins du quai d'Orsay. Sauf peut-être quelques petits objets qui avaient trop tenté quelques amateurs, M. Thiers aurait tout retrouvé. L'on veillait avec soin sur le dépôt du Prince. Malheureusement survint dans le voisinage l'explosion de la poudrière du Gros-Caillou, qui ébranla les magasins et fit juger qu'ils n'étaient plus assez sûrs. Les meubles y étaient désormais exposés à l'effondrement, à l'incendie... et à la probité publique. On jugea bon de les transférer ailleurs ; il parut prudent de les loger au palais des Tuileries, comme étant l'endroit le plus abrité de la bombe, du feu et du peuple. Ainsi fut fait. Il y en avait treize voitures, dont on rangea le contenu dans le salon stuqué. C'était presque une prise de possession. M. Thiers, habitué à franchir ce seuil, n'avait plus qu'à ouvrir la porte; il se trouvait chez lui, dans ses meubles. Mais, personne n'a plus de meubles ni de chez soi.

Le mobilier des églises, quoique fort maltraité, a été moins malheureux. Il est vrai que l'État ne se hâtera point de le réparer ni de le remplacer. La Ville, vraisemblablement, ne traitera pas la maison de Dieu comme l'Assemblée a traité la maison de M. Thiers.

Les églises de Paris ont retrouvé, dans les magasins du quai d'Orsay, des lampes endommagées, des lustres brisés, des croix tordues, des fragments d'autels. Il ne manquait que l'or et l'argent. Elles ont retrouvé aussi un certain nombre d'ornements assez

riches. Les employés du garde-meuble en ont pu sauver plusieurs en déguisant, aux gens de la Commune, la valeur des broderies.

La plupart de ces ornements étaient lacérés et souillés. Ils n'arrivèrent au dépôt qu'après une station à la Préfecture de police. Les brutes qui occupaient cet endroit-là avaient exercé sur eux leur rage et leur insolence, les déchirant, les traînant par terre, crachant dessus. Ce ne fut qu'après s'en être ainsi amusés qu'ils s'en dessaisirent. On les chargea sur des charrettes et on les mena au quai d'Orsay. Là, les honnêtes ouvriers qui les reçurent ne purent retenir leurs larmes. Ils se dirent entre eux : Puisqu'on fait cela, les gens de bien sont perdus. Qui peut maintenant se flatter d'être en sûreté et de posséder quelque chose ? Ils reçurent avec respect ces dépouilles insultées et les rangèrent de leur mieux.

Le délégué aux domaines, l'illustre Fontaine, *un monsieur*, professeur distingué de mathématiques, s'indigna du soin que l'on prenait de ces « guenilles. » Il voulait les voir à terre, en tas, dans un coin. Il rudoya les braves gens qui les avaient étalées sur des planches. — Si la Commune savait cela, leur dit il, elle vous ferait fusiller !

Du haut en bas, toute la bande ne parlait jamais que de fusiller. Elle n'avait que cet argument et que cette science. Hélas ! elle a trop vu, qu'en effet, c'est assez, et qu'un peuple qui se vante de ne plus obéir à aucune bouche du ciel et de la terre, sait parfaitement obéir à la gueule du canon.

CCI

8 juin.

UN PRÉCURSEUR DES COMMUNEUX.

C'est de M. Thiers qu'il s'agit. M. Thiers nous force de le poursuivre, nous aimerions mieux avoir à le suivre. Il est aujourd'hui, non pour la première fois, le mauvais génie de la France, et peut-être qu'il ne le voudrait pas, peut-être qu'il l'ignore. Il croit n'avoir pas de doctrine et ne s'occuper que d'arranger les affaires. Il a, au contraire, une doctrine très-affermie, et c'est la doctrine par laquelle les affaires de la France ont toujours été dérangées; nous disons toutes les affaires, celles de la banque, celles de la gloire, celles de la religion. M. Thiers, qu'il le sache ou l'ignore, est révolutionnaire en son fond. C'est la Révolution, non la France, qu'il sert et qu'il veut servir. Il lui fraie la voie, il lui fait la brèche assez large pour qu'aucune force ne la puisse plus arrêter. Une seule chose peut l'abuser là-dessus, c'est la peur qu'il est sujet à prendre quand le mal est fait; mais cette peur tardive ne l'éloignera jamais longtemps du mal qui reste à faire.

S'il réfléchit à sa politique actuelle, il verra que quarante ans d'expérience ne l'ont pas changé, sans doute parce qu'elles ne l'ont pas éclairé.

Écoutons-le dans son *Histoire de la Révolution*, sur



la confiscation des biens du clergé. Il emploie tous les arguments qui détruisent la propriété. La Révolution est là tout entière :

On avait aboli la féodalité, mais il restait encore à prendre une dernière mesure pour détruire ces grands corps, qui avaient été des ennemis constitués de l'État contre l'État. Le clergé possédait d'immenses propriétés. Il les avait reçues des princes à titre de gratifications féodales (!), ou des fidèles à titre de legs. Si les propriétés des individus, fruit et but du travail, devaient être respectées, celles qui avaient été données à des corps pour un certain objet pouvaient recevoir de la loi une autre destination.

C'était pour le service de la religion qu'elles avaient été données, ou du moins sous ce prétexte ; or, la religion étant un service public, la loi pouvait régler le moyen d'y subvenir d'une manière toute différente.

L'abbé Maury déploya ici *sa faconde imperturbable* ; il sonna l'alarme chez les propriétaires, les menaça d'un envahissement prochain, et prétendit qu'on sacrifiait les provinces aux agioteurs de la capitale. Son sophisme est assez singulier pour être rapporté, etc.

Que de faits dénaturés, que d'idées fausses ! Il va ainsi pendant deux pages. Vers la fin, parlant des pensions attribuées aux religieux dépossédés, il ajoute :

Poussant même la prévoyance plus loin encore, l'Assemblée établissait une différence entre les ordres riches et les ordres mendiants, et proportionnait le traitement des uns et des autres à leur ancien état. Elle fit de même pour les pensions... On ne pouvait pousser plus loin le ménagement des habitudes, et C'EST EN CELA QUE CONSISTE LE VÉRITABLE RESPECT DE LA PROPRIÉTÉ !

Il nous semble que l'Assemblée de Versailles, en

rétablissant la maison démolie de l'historien, a voulu donner raison à « l'imperturbable faconde » de l'abbé Maury, et non pas seulement ménager les habitudes de M. Thiers. Il nous semble aussi que M. Thiers, conséquent avec les principes de son histoire, ne devrait pas accepter cette réparation. Il nous semble encore que les *habitudes* de nos révolutionnaires étant de démolir et de piller les maisons, M. Thiers devrait respecter ces habitudes-là comme les autres, ou du moins indemniser ceux qui les ont contractées lorsqu'ils sont empêchés d'y céder. Mais M. Thiers sait être inconséquent dès qu'il s'agit de lui.

CCII

8 juin.

LA STATUE DE VOLTAIRE.

Le *Siècle* raconte pieusement les disgrâces de son Voltaire « beaucoup éprouvé par les projectiles. » La rédaction est solennellement drôle.

Un boulet plein, dirigé sans doute contre la barricade postée à 500 mètres environ de la statue, l'a frappée à la hauteur des bras et la traversée de part en part. Un éclat d'obus a ravi le bras du fauteuil *sur lequel est assis le patriarche de Ferney*. Le piédestal, *lui aussi*, a souffert. On *assure* que les dégâts occasionnés par la canonnade pourront être réparés, et qu'à *l'aide de ciment* on pourra *boucher les trous* de façon à rendre son aspect primitif à ce *monument*.



Le *Siècle* se chargera probablement de réparer les dommages qu'il signale. C'est lui qui a monté le « monument, » c'est à lui de le tenir en bon état. La République ne manque pas d'autres trous à boucher.

Du reste, en raison de l'origine de la statue et des circonstances mémorables qui ont suivi son érection, nous croyons qu'il serait à propos d'enlever ce zinc estropié, et de procéder à son enterrement civil dans le prochain égout.

Pour la statue de Voltaire, Joseph de Maistre voulait la main du bourreau. Il ne s'en est pas fallu de tant! On y a vu celle du prince des cacographes assisté de plusieurs milliers d'imbéciles, et tous ont eu fortement sur les doigts et ailleurs. Quelles patoches, quelles taloches, quels coups de fouet tombant partout!

Certes, la ville de Paris n'oubliera pas ses noces avec Voltaire, le festin de cheval, le concert d'artillerie, l'entrée des parents de Prusse, la ronde belle-villoise, le bouquet versaillais, la carte à payer!...

Puisque enfin la triste épousée a pu chanter le couplet final : *Allez-vous-en, gens de la noce!* ce serait le moment d'appeler le balayeur et de lui confier les restes du Voltaire cassé. Voilà, selon nous, où l'on pourrait employer le bourreau, par manière de distinction et pour rendre un dernier hommage à celui que le *Siècle* nomme toujours « le patriarche de Ferney. » Le bourreau vient quelquefois place de la Roquette, c'est dans le quartier. A son retour, il prendrait cela, et il ferait ce qui convient.

Telle est notre idée, à nous. Ce n'est pas que nous

y tenions, et l'idée du *Siècle*, qui consiste à boucher les trous, peut se trouver meilleure. En somme, Voltaire commence maintenant à prendre sa beauté. Il devient sérieux, et il sied dans Paris, non moins que les demoiselles Carpeaux. Les demoiselles Carpeaux font voir si nous savions danser, le Voltaire-Havin, que l'on peut nommer aussi le Voltaire-Napoléon, fait voir si nous savions rire. Il n'est pas seulement monument, il est document, « pièce à conviction, » disent les gens de justice.

CCIII

9 juin.

M. THIERS EST POUR M. THIERS.

M. Thiers a prononcé un grand discours en faveur de la République, et l'Assemblée a fait un grand pas vers le rétablissement de la monarchie. Il parait assez que c'était convenu. L'on doit marcher ainsi jusqu'à un certain point que tout le monde doit ignorer, les mains dans les poches, l'œil et l'oreille aux aguets. On votera des lois sur ceci et sur cela ; des lois à tuer le temps, et, s'il le faut, le bon sens. Les lois ne se faisant pas avec les mains, mais se frappant par assis et levé, il est entendu que les mains ne sortiront des poches que pour se donner des étreintes cordiales. Seulement un jour, il y aura des mains qui



ne voudront pas lâcher. — Pris! On criera Vive quelque chose, et ce sera fait.

Qu'est-ce qui sera acclamé? Qu'est-ce qui vivra? D'après M. Thiers, si l'on était sage, bien sage, très-sage, ce serait la République. Mais M. Thiers n'a pas l'air d'y compter beaucoup, vu l'esprit républicain, et il laisse voir percer une disposition à se contenter de la « monarchie constitutionnelle, » qui lui semble peut-être « la meilleure des républiques. » Alors, pourquoi n'y entrons-nous pas tout de suite? Ah! c'est que nous avons encore besoin de la dictature du 4 septembre, transformée en gouvernement de la réorganisation nationale. Les hommes du 4 septembre ont si bien désorganisé, qu'ils sont évidemment les plus capables de réorganiser.

Si quelqu'un se demande pourquoi le gouvernement enlève, empontonne et transporte outre-mer les ouvriers de la Commune, au lieu de les employer à rebâtir Paris, c'est que, par extraordinaire, ces incendiaires ne sont point parfaits maçons.

Pour démontrer la nécessité du provisoire, M. Thiers allègue que, les passions n'étant point encore calmées, il faut éviter de leur donner des « émotions nouvelles, » et qu'il importe de faire « renaître le travail. » Peut-être qu'un meilleur moyen de calmer les passions serait de leur ôter l'espoir d'une reprise; peut-être qu'on arriverait plus vite à ranimer le travail en faisant comprendre à ceux des ouvriers qui ne veulent pas travailler, que le travail est désormais la seule manière de se procurer du pain. Mais personne n'en a fait l'observation. Il était con-

venu que M. Thiers ne dirait rien que d'irréfutable. Le chef du pouvoir exécutif avait mis à cette condition sa neutralité entre la république et la monarchie.

En effet, son discours est neutre. Il a été applaudi à droite, à gauche et au centre. On le regarde comme une merveille d'équilibre. Va pour merveille d'équilibre ! Véritablement, cela vous laisse l'impression d'une séance de Léotard. Le mérite est moindre à l'âge de M. Thiers. Entre 70 et 75 ans, pour les hommes d'État, c'est le moment de la grande agilité et de la légèreté suprême : aucun fardeau de principes ne les surcharge plus, ils font les serments en perfection, ils ont l'œil tendre, la peau dure, le cœur sec, et ils sont tout à leur affaire.

Pour dire que c'est haut, lumineux, nourrissant, auguste, non ! A se représenter la situation, et ces combats, et ces crimes, et ces ruines, et ces deux ennemis présents encore, l'ennemi étranger si *cruellement* vainqueur, l'ennemi intérieur si douloureusement et si mal vaincu, à regarder le noir avenir où tant de sphinx nous attendent, on souhaiterait mieux. Le bon plancher, les bons câbles, les bons fanaux des principes, rassureraient plus que ces ficelles: Mais ce n'est pas la manière de notre temps.

Enfin, l'élection des princes est validée, la loi d'exil est abolie, et Bourbon rentre en France. Par ce vote l'Assemblée reconnaît que le suffrage universel est au-dessus de la République et au-dessus de lui-même. C'est un grand pas. Il eût mérité d'être fait carrément.



M. Thiers a stipulé (en couloirs) que les princes ne franchiraient pas le seuil de l'Assemblée. On pouvait lui accorder cette satisfaction; c'est assez qu'ils soient aux alentours, et que la France puisse avoir une tête. Alors il ne faudra plus qu'un mouvement républicain et M. Thiers verra remplir son attente : la République sera fondée.

La République, c'est un homme, un honnête homme, agréé des honnêtes gens : et cet homme est parmi nous.

La fierté républicaine de M. Thiers donne à entendre qu'il n'acceptera jamais cet homme pour *maître*. La France comprend autrement la situation : c'est précisément pour n'avoir plus de maître que la France appelle cet homme, ce ROI.

CCIV

12 juin.

PROJETS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE M. JULES FAVRE.

Naguère M. Picard s'était laissé couler dans la Banque de France, à la place de tant de millions qu'il en a fait sortir; mais il fut trouvé trop gros et trop lourd, si bien que le conseil a dit non, non, et non ! et l'a fait rebondir dehors, et relancé jusque dans les *Réservoirs*.

Voilà que M. Jules Favre, peu touché de cet exem-



ple, ose bien, dit-on, songer à s'offrir la présidence de la Cour de cassation. Il y remplacerait M. Devienne, lequel serait prié de se démettre, pour cause de certains petits papiers trouvés aux Tuileries et publiés par les soins du gouvernement de M. Jules Favre, dans le temps que M. Jules Favre disait : *Ni une pierre de nos forteresses, ni un pouce de notre territoire.*

Mais comme M. Jules Favre, assisté des hommes de grande valeur qu'il avait lui-même choisis, a cédé beaucoup plus que la pierre et beaucoup plus que le pouce, sans parler du reste, l'opinion estime généralement qu'il n'y a pas lieu de le récompenser par la première magistrature du pays. « Il a gâté assez de choses déjà, dit-on ; ne lui donnons pas à gâter encore la magistrature et la justice plus cyniquement que personne ne l'a su faire jusqu'ici. »

Nous ignorons si M. le président Devienne s'estime jugé par les papiers en question, et s'il entend se démettre de sa charge. C'est à quoi nous ne l'engagerions pas. Il aurait un autre service à rendre, vu le successeur qui lui semble destiné. Mais, laissant de côté ce cas encore obscur, nous disons que la Cour de cassation aurait elle-même des mesures à prendre si le *Journal officiel* venait un beau matin lui apprendre qu'elle a M. Favre pour président. Son honneur l'obligerait à suivre l'exemple que vient de donner le conseil de la Banque. Les hommes de justice ne peuvent pas être moins scrupuleux que les hommes d'argent.

La résistance de la Cour de cassation serait d'au-

tant plus indispensable qu'il ne s'agit pas exclusivement de politique. Il y a aussi des petits papiers sur M. Jules Favre : les petits papiers de feu Millière.

Millière a été fusillé subitement, et, d'après Rochefort, il n'était pas, en matière privée, la fleur de la probité humaine. Rochefort, qui l'a eu pour caissier, l'accusait d'avoir volé sa caisse. Ils disent tous les uns des autres, avec beaucoup d'assurance, quelque chose comme cela. Millière lui-même soutenait que Rochefort était son propre voleur. Quoi qu'il en soit, les papiers de Millière subsistent. Après les avoir publiés, il est devenu député, collègue de M. Jules Favre, avec qui il avait traité jadis pour leurs communs intérêts. Il n'a point désavoué sa publication, tout au contraire, et M. Jules Favre n'y a répondu que par de beaux dédains, très-insuffisants.

Rencontre bizarre ! A cette occasion, Rochefort, alors sorti du gouvernement et redevenu simple lanternier, protesta violemment contre l'indiscrétion de Millière. En face des terribles petits papiers, il se donna les gants de prodiguer à M. Jules Favre les témoignages de son estime privée la plus sentie. Mais l'estime privée de Rochefort, non plus que les beaux dédains de M. Jules Favre, ne saurait prévaloir contre des papiers authentiques, et les papiers de feu Millière sont toujours là. Or, ils imputent à M. Jules Favre des délits de droit commun.

Nous admirons bien, en un sens, que M. Jules Favre se puisse connaître assez de force d'âme pour braver le tapage que feraient ces papiers mal endormis, réveillés tout à fait par son élévation à la pre-

mière présidence de notre première cour de justice. Nous avons vu des pétroleuses, traversant Versailles, qui montraient cette vertu. Elles levaient la tête et accablaient de hautains sourires les vils réactionnaires qui les regardaient monter à Satory. On leur pardonnait cette arrogance, parce que sur les hauteurs de Satory elles allaient respirer un air austère, et parce qu'elles avaient les mains liées. Néanmoins, l'indignation était dans la foule, quelques témoignages en éclataient par-ci par-là. Nous croyons que l'indignation aurait été bruyante et unanime s'il s'était agi de faire asseoir ces dames sur un tribunal où elles auraient jugé le reste des mortels.

Il n'y a pas d'impudence qui tienne : on ne peut se faire à l'idée de voir l'homme de Millière présidant la Cour de cassation, toutes chambres réunies!

Cachez-vous donc, disparaissez donc, ayez donc une fois pitié de la pauvre conscience humaine!

Que voulez-vous que devienne un malheureux peuple condamné à voir de tels scandales? On finira par trouver qu'en effet tout cela doit être lavé au pétrole.

CCV

15 juin.

LA VINGT-CINQUIÈME ANNÉE DE PIE IX.

Il est arrivé, nous le voyons, ce jour unique dans la suite des siècles chrétiens. Pie IX accomplit aujourd'hui les années romaines de Pierre. La Providence, qui nous l'a marqué de tant de traits augustes et profonds, nous donne encore ce signe incomparable. Sans doute, ce n'est pas un miracle; mais enfin cela ne s'était point vu, et une tradition des siècles disait qu'on ne le verrait pas : *Non videbis annos Petri.* Pie IX les a vues. Dieu a brisé en sa faveur cet oracle qui avait presque pris le rang d'un article de foi. Il a voulu l'entourer de rayons extraordinaires, le placer dans une lumière faite exprès pour lui. On se rappelle les éclairs du Jourdain et du Thabor, les tonnerres du temple : « Celui-ci est mon fils bien-aimé; écoutez-le ! »

Voilà déjà longtemps que l'amour des fidèles, pressentant le dessein de Dieu, prenait le contre-pied de la tradition et prophétisait que Pie IX achèverait sa vingt-cinquième année. On l'annonçait tout haut dans Rome, il y a un an, à pareil jour. On disait que l'Infaillibilité serait proclamée, et que Dieu

donnerait au pape de l'Infaillibilité les années de Pierre, comme pour écrire lisiblement, aux yeux de tous, son *placet* sur le décret de l'infaillibilité : *Visum est Spiritui Sancto, et nobis.*

Quelle année! et il semblait qu'elle dût être si tranquillement franchie! Quelle année pour la France, pour l'Europe, pour l'Église, pour tout le genre humain! Elle s'ouvre par la définition de l'infaillibilité: le Pape la voulait donner au Concile qui, affermissant, développant et éclairant la doctrine, devait procurer la réforme des mœurs, le rétablissement de l'autorité, la pacification du monde. Mais la pauvreté intellectuelle des princes et des peuples séparés de Dieu, la décadence orgueilleuse de la France incrédule, l'ambition inhumaine et sauvage de la Prusse hérétique, en ont autrement décidé.

L'année a été remplie de cette guerre qui est notre honte particulière et la honte générale de la civilisation. La France est découronnée du laurier militaire; la civilisation deux fois impuissante a vu s'élever contre elle deux maîtres, deux brigandages, qui désormais ne la laisseront respirer qu'autant qu'ils voudront. L'un et l'autre ont pris sa capitale : le premier l'a fouettée et rançonnée; le second l'a rançonnée, fouettée et brûlée. L'humanité se souviendra de la vingt-cinquième année de Pie IX, commencée par la proclamation de l'infaillibilité du Vicaire de Jésus-Christ, qui parut le scandale de la raison humaine, terminée par l'incendie de Paris, qui montra ce que la raison humaine, livrée à elle-même, peut faire pour procurer la concorde des esprits et des cœurs

et assurer la gloire, le bonheur et la durée des nations,

Et Dieu trouvé fidèle en toutes ses menaces!

Mais ce même Dieu a néanmoins laissé parmi nous son prêtre, son ange, l'interprète sacré de sa loi, l'intercesseur sacré entre lui et le monde. Il l'a laissé revêtu d'une splendeur rajeunie, second Pierre et second Moïse au seuil d'un monde nouveau. Et parce qu'il l'a laissé, il sera trouvé fidèle en toutes ses promesses et en toutes ses miséricordes.

Ce qui restera des prodigieux événements de la vingt-cinquième année du pape de l'Infaillibilité, ce ne sera pas le triomphe sauvage de l'orgueil allemand, ni le délire sauvage de la Commune parisienne; ce sera l'Infaillibilité, c'est-à-dire l'instrument de la reconstruction du monde. Quand ces deux barbaries, se heurtant ou s'unissant, auront accompli la dissolution totale à laquelle toute civilisation impie est réservée, alors sera mûr le fruit que Pie IX a cultivé avec tant de vigilance, dans une attente si sûre et si lumineuse des besoins de la famille humaine. Un nouveau peuple sera prêt pour remplacer les débris corrompus que balaiera un dernier orage, et le Pasteur prendra possession du bercail purifié et agrandi.

Lorsque le premier Pierre accomplit sa vingt-cinquième année, il était captif, il allait être crucifié la tête en bas. Dans toute cette immense Rome que Dieu lui avait donnée, rien, selon le jugement du monde, n'était à lui, pas même la parcelle de terre

que touchait sa tête, pas même le bois de sa croix. Le propriétaire de Rome était Néron, époux de Poppée; et Néron et Poppée étaient aussi les propriétaires et les dieux du monde. A son tour, le second Pierre ne possède plus rien dans Rome, et son Vatican même, son calvaire n'est plus à lui. Il est prisonnier, et ses geôliers infimes et honteux, rabaissés de la taille humaine, lui rabaissent l'injure et ne sont que des misérables qui rêvent de se hausser à la stature des scélérats. Dieu, lui appesantissant l'épreuve en même temps qu'il élève sa gloire, permet que son supplice soit à l'inverse de sa majesté. Il laisse là ce ménage subalpin, cet Humbert et cette Marguerite, ces avortons royaux, pour nous montrer en quelles mains roulera ce qui veut déchoir des mains du Christ. C'est ce couple ignominieux qui persécute le grand Vieillard, le Fils de la Colombe, le Père du monde chrétien, le Vicaire du Christ! Mais, *Non prævalebunt!* Il s'élève une race qui voit cet opprobre, qui en sent l'horreur et qui le vengera.

Mais détournons nos regards du Subalpin, de la Marguerite et de leur cour absolument digne de les entourer. Après tout, cette pompe d'insolence et de fange, les pieds dans les épines et le cœur plein d'angoisses, se traîne où elle doit aboutir, et ces gens-là sont sur le chemin du bagne éternel. Comprenons comme nous devons comprendre. D'un regard tranquille et d'une âme inondée de joie, contemplons la sereine beauté du Juste, son pas ferme, le ravissement de son visage tourné vers les hauteurs de Dieu.

J'ai vu les larmes de Pie IX, j'ai compté les gémis-

sements de son cœur, j'ai entendu les accents de sa prière quelquefois désolée. Depuis l'hypocrisie des premières trahisons jusqu'aux catastrophes de nos jours lugubres, déterminées par tant d'autres hypocrisies, combien de mensonges, de folies perverses, d'obstinations imbéciles ont accablé cette âme loyale et tendre qui voulait détourner la foudre! *Tota die expandi manus meas ad populum non credentem et contradicentem!* Mais, en même temps, j'ai rendu grâces à Dieu des consolations de cette grande vie et de ce grand règne, consacrés au vrai combat, remplis des vrais triomphes de la foi, de la justice, de la charité et de l'honneur. Pie IX a régné vingt-cinq ans, toujours fidèle à Dieu et aux hommes. Il a élevé le dogme de l'Immaculée Conception ; il a bâti autour de l'Église, autour du monde chrétien, autour de l'âme humaine, le rempart de l'Infaillibilité; il a condamné toute l'erreur moderne et il l'a condamnée à jamais; il a jeté le grain de sénevé dans tous les lointains et dans tous les inconnus de la terre; il a contraint à l'amour de sa personne et au respect de sa fonction ce peuple du monde mécréant et contredisant, il l'a mis en état de connaître qu'il devra croire et cesser de contredire pour continuer d'exister.

Durant vingt-cinq ans, Pie IX a donc fait ces choses, il les a connues, il a su que ses œuvres étaient bonnes, son cœur a savouré ces incomparables délices de faire la volonté de Dieu; et par lui la grandeur est restée sur la terre.

Et durant vingt-cinq ans aussi, ceux qui n'ont pas refusé le présent de Dieu et qui ont accepté le guide

qu'il leur donnait, les regards fixés sur Pie IX et le cœur obéissant, ont eu, grâce à lui, la joie d'aimer, d'admirer, d'espérer, et déjà, des yeux de leur corps, ils ont vu Dieu vainqueur.

CCVI

18 juin.

LA FÊTE-DIEU.

Les églises de Paris, si insultées par la Commune, mais si protégées de Dieu, sont en fête pour l'octave du Saint-Sacrement. Les prêtres montent à l'autel paré de fleurs et de lumières, les chants retentissent, les fidèles prient, les enfants de la première communion, le cierge en main, entourent la croix et les bannières délivrées. Il y a quatre semaines, on assassinait les prêtres, on pillait les vases sacrés, on violait les sépulcres, on étalait les ossements sur le seuil des églises ; on mettait le feu aux portes, on le faisait pleuvoir sur les tours.

La ville offre un autre spectacle de sécurité. Il y a quatre semaines, la ville était en proie à la guerre sauvage. Elle brûlait. Le sang coulait par les rues, on y entassait les morts; le tocsin, le canon, les explosions, les écroulements, le râle et le blasphème étaient les seuls bruits que pût entendre la terreur. Changement merveilleux! La vie circule bruyante

et empressée. Les lourdes charrettes ouvrières roulent sur le pavé encore mal rétabli; les boutiques sont ouvertes, le marteau et le blasphème ne se sont pas tus.

J'ai vu une boutique longtemps fermée, où le marchand tient en vente des bustes de madame Du Barry, reste de ses fournitures en vogue sous le grand gouvernement de Napoléon III. Sous le grand gouvernement de Napoléon III, il n'y avait point d'objet d'art ni de figure historique qui se vendît mieux que le buste de madame Du Barry. La ville bâtie le dimanche, brûlée, se rebâtit le dimanche. L'Église fait aujourd'hui des prières publiques pour la France ; la ville n'y sera point : les histrions ont relevé leurs tréteaux.

Veuille Dieu écouter les prières et fermer son oreille au reste des voix de Babylone. *Non est sanata !*

Dans le monde religieux, comme dans l'autre, rien ne finit, et il semble que rien n'a été fait.

Dieu donne le temps au combat des choses humaines.

Quelles épreuves à la patience et à la foi du juste, quels délais à l'erreur et au crime, quelle latitude à la liberté!

Mais il y a une différence: dans le monde politique, les choses continuent et empirent; dans le monde religieux, elles renaissent et s'améliorent. *Ecclesia insenescibilis,* l'invieillissable Église! A travers les décadences inévitables de l'élément humain, qui entre pour une si large part dans sa composition, l'Église,

par un effort constamment heureux, conserve et fortifie le principe purement divin qui la sauve. A travers les révolutions, la société politique, avec une obstination vengeresse, s'accroche au principe purement humain qui la perd.

Il y a un an, le Concile du Vatican, en présence de la sédition doctrinale, affirmait pour jamais l'autorité. Aujourd'hui, en présence de la sédition politique, la société, se trahissant elle-même, se prépare à affirmer l'anarchie. Dans l'édifice religieux assailli par la révolte du seizième siècle, le concile du Vatican rétablit une pierre que le concile de Trente avait cru devoir laisser atteinte et ébranlée, ne croyant pas le moment venu de la raffermir. Dans l'édifice social, plus qu'à demi jeté par terre, l'Assemblée nationale, non-seulement ne répare pas la brèche faite par la Commune, mais l'élargit et la régularise. C'est un fait accompli.

Ainsi ont fait, l'un après l'autre, tous les gouvernements issus de 1789. Ils ont l'un après l'autre élargi et régularisé la brèche. Ils ont donné droit de bourgeoisie à l'assaillant vaincu ; ils l'ont relevé et ils ont *légalisé* ses armes, parce qu'en effet cet assaillant était leur soldat, et leur disciple. Comment et de quel droit pourraient-ils le proscrire? Que feraient-ils et que seraient-ils sans lui?

Feu Millière n'était si furieux contre M. Jules Favre que parce que M. Jules Favre avait été leur homme de confiance. De même, Sicard, Urbain, Parisel et les autres, qui ont si bien traité le faubourg Saint-Germain, avaient mis leur confiance dans le

petit Jules, dit Ferry, avec qui le grand Jules, M. Favre, va très-bien. Les Jules ont eu la chance de tuer ces imbéciles; mais quel droit et quelle volonté peuvent-ils avoir de les trahir et de ne pas se borner à régulariser leurs voies ?

Et ainsi feront les gouvernements, d'accord avec la société, élargissant et régularisant la brèche, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de mur.

Alors viendra le fouet de César, qui sera le mur, puisqu'il en faut un ; et l'Église se rajeunira dans les catacombes. Elle y sèmera le blé sans lequel l'humanité, nourrie uniquement de sa propre chair, périrait tout entière empoisonnée.

CCVII

19 juin.

SITUATION A ROME.

Le *Moniteur*, résumant ce matin la situation du gouvernement français dans la question de Rome, nous dit qu'elle est entière. Grâce à la réserve louable et inattendue de la délégation de Tours, le gouvernement n'a point d'engagement officiel envers l'Italie. M. Senart, ambassadeur de M. Favre, peut-être par la seule impulsion de son cœur italien, s'était beaucoup avancé. Se trouvant à Florence lors de la prise de Rome, non-seulement il avait félicité

Victor-Emmanuel et reconnu son *droit*, il avait encore exprimé une sorte de regret touchant l'annexion française de Nice et de la Savoie. Mais M. Senart fut révoqué par M. Gambetta, et révoqué d'une manière qui équivalait à un désaveu. Ensuite la délégation de Tours déclara nettement à Florence et à Rome que « le gouvernement de la défense nationale n'entendait prendre aucun engagement sur la question romaine, sa volonté arrêtée étant de la laisser intacte au gouvernement régulier qui devait sortir de la convocation et de la réunion d'une Assemblée nationale. » Ainsi M. Gambetta fut dans cette occasion plus prudent, plus prévoyant et plus loyal que M. Jules Favre, qui avait jeté à Florence cet avocat Senart, pauvre vieille tête totalement démeublée.

Qu'a fait depuis et que veut faire M. Jules Favre, ou, pour mieux parler, que se propose M. Thiers? Car, pour M. Favre, ses sentiments ne sont presque pas douteux : ce sont vraisemblablement ceux de son ambassadeur Senart. Sa politique n'a pas varié quant à l'Italie. Elle lui est dictée par M. Nigra, et nous en avons l'expression dans le journal le *Soir*, de M. About, invariable aussi sur ce point. Mais M. Thiers n'est pas complétement ici, nous l'espérons, l'homme de MM. Favre, Nigra et About.

Cette question veut être résolue, et l'Assemblée, à qui la délégation de Tours l'avait réservée, n'entend pas sans doute l'abandonner au bureau diplomatique, jusqu'à ce qu'il plaise à ce bureau de venir lui déclarer un fait accompli.

Si nous en croyons des indices trop certains, quel-

que chose se prépare qui ne serait pas selon les vœux de la France ni de l'univers catholique. Il est, croyons-nous, sérieusement question d'envoyer M. de Choiseul à Rome, soit en lui donnant l'ordre d'y accompagner le roi d'Italie, près duquel il est accrédité, soit en osant l'accréditer en même temps près du Pape, poste qui dans tous les cas deviendrait vacant, parce que certainement M. d'Harcourt ne le voudrait pas garder, ni aucun autre personnage honorable le prendre. On voit assez où cette situation nous mènerait promptement.

User sans bruit le pouvoir temporel, provoquer sournoisement tous les coups qui peuvent le ruiner, n'opposer que de vaines protestations toujours plus faibles, accepter enfin les faits accomplis, c'était le calcul de la politique bonapartiste. La République suivra-t-elle cette tradition impérialiste, et avons-nous quant à Rome, tout à la fois, l'empereur Napoléon et M. Jules Favre, réunis dans la main de M. Thiers?

Nous croyons le moment venu pour l'Assemblée d'interroger très-exactement M. Thiers sur la question romaine. Il y a urgence.

CCVIII

Même date.

MÊME SUJET.

Les journaux libres-penseurs et révolutionnaires n'ont qu'un même cri de fureur contre les pétitions des évêques français touchant la situation de Rome. Ils trouvent, pour eux, que cette situation est bonne parce qu'elle leur semble faite pour en finir avec la Papauté. Ils ne veulent pas que la France intervienne sous aucune forme, d'aucune façon. Ils lui montrent son isolement, sa faiblesse, sa pauvreté; ils lui font entendre qu'elle aurait encore quelque chose à payer, qu'elle pourrait encore être battue. Le *Journal des Débats* cultive ces deux arguments. Au fond, ils estiment que Rome est à sa fin; que le Pape, prisonnier là, serait bientôt délogé de là, et alors... Bref, ils n'ont jamais tant espéré. Il leur semble bien qu'il ne faut plus à Rome qu'un peu de pétrole, et que tout sera dit.

Cette fureur nous laisse un fond de sécurité. Il est vrai qu'elle gronde terriblement et qu'elle revêt un très-redoutable caractère de folie. On s'effraie de voir ce feu et cette fumée de blasphème jaillir vers Rome, de Paris à peine éteint, et les leçons de Dieu demeurer à ce point inutiles. Mais enfin nous avons nos patentes d'assurance, et il nous reste une chance,

— une chance de *hasard*, si l'on veut. — De même que le feu de Paris a brûlé de si forts édifices politiques, dont deux théâtres, et une si grande quantité de papiers administratifs, sans toucher aux églises, il se peut que le feu prenne à la société européenne, fasse sauter tous les trônes, tous les hôtels de ville, tous les théâtres, toutes les banques (à cause du fil électrique qui relie ces belles institutions fatiguées) et respecte néanmoins la Papauté et les autres dogmes. Pour parler franc, nous y comptons. Après tout, ce ne serait pas la première fois. Il y a quelque chose qui garde la Papauté et qui ne garde pas le reste. Le reste est fait pour s'en aller. Plusieurs en ce monde, depuis dix mois, ont pu entrevoir que les merveilles de la civilisation ne constituent pas le strict nécessaire.

Le passant du pont des Arts ou du pont Neuf s'habitue à ne plus voir les Tuileries dans leur ancienne pompe. Plus de conseil d'État en quai d'Orsay, là où Baroche et M. Vuitry furent si beaux; plus d'Hôtel de Ville en grève, où M. Haussmann s'amusa tant; plus de Porte Saint-Martin, où les filles du peuple plus ou moins nues, étalaient les splendeurs et répandaient les parfums de la flore parisienne: c'est dommage! Est-ce qu'il faudra bientôt chercher aussi où fut le dôme de l'Institut? Ce sera dommage, mais l'on s'y fera encore. On peut vivre plusieurs années sans entendre le rapport annuel sur les prix de vertu. Personne n'est mort d'être resté un temps sans lire le *Journal des Débats* ni le *Siècle*; combien se désaccoutumeraient volontiers de n'entendre plus M. About crier son hareng qui glace et son merlan qui arrive!

Si la flèche de la Sainte-Chapelle et les tours de Notre-Dame disparaissaient, alors ce serait sérieux; quelque chose d'essentiel manquerait à l'horizon. Alors Paris, deviendrait un lieu trop malsain, d'où l'on s'éloignerait en train *express*.

Sur l'emplacement de ces édifices détruits, les communeux érigeraient leur Montretout. De là ils bombarderaient la France, et la France à son tour ne serait plus logeable, à moins d'immenses travaux d'assainissement. On s'y mettrait tout de suite. On construirait en France autant d'Églises qu'il a été, depuis 1789, élevé d'inutiles bastilles dans Paris. Or, toutes ces églises protégeraient Rome, seraient autant de forts détachés pour empêcher l'ennemi de prendre le Vatican.

Que si, néanmoins, les communeux s'établissaient au Vatican, certainement ce serait un moment critique. Grande baisse sur tous les marchés ! Il y aurait profit de mourir. On reverrait le temps de l'ancienne Rome, quand la mort, au rapport de Pline (si je ne me trompe), était « le plus invoqué des dieux, » plus invoqué même que l'empereur. Mais nous autres catholiques, encore conserverions-nous la Papauté et les autres dogmes, et nous verrions la vengeance de Dieu. C'est une très-belle chose, raffermissante et même consolante et douce. Qui contemplera la justice de Dieu se désolera peu de ne plus voir d'empereur stable, ni de communards restaurés, ni d'histrions tranquilles et gras. Puisque vous ne voulez pas vivre, périssez, hordes stupides !

Si nos libres-penseurs y tiennent, le monde en

passera par là. Ce sera le creuset. L'or n'a rien à craindre du creuset. Il en sortira plus or. L'alliage n'a pas le droit de demeurer avec l'or éternellement. La justice d'ailleurs veut que la société réponde ou du concours qu'elle donne à l'erreur ou de sa lâcheté à la subir. Matériellement ou par le délire de l'opinion, les libres-penseurs révolutionnaires sont les plus forts; nous ne pouvons les empêcher d'allumer l'huile d'Amérique, dont ils ont dès longtemps enduit les murs. Qu'ils en fassent l'expérience.

Ils paraissent déterminés. On ne voit plus de différence entre le journal de M. Cernuschi, l'ex-Italien, qui se proposait en 1849 de faire sauter la coupole de Saint-Pierre, et le journal de M. Bertin, ce bibliothécaire, cet académicien, ce sénateur, cet ambassadeur des régimes précédents. La haine de Rome produit son phénomène accoutumé. Le fanatisme semble plus âcre et plus fou dans le *Journal des Débats* que dans le *Siècle* lui-même; le conservateur voltairien momentanément amaigri dépasse le mazzinien engraissé.

Du temps de Louis-Philippe, pour enlever le solde des expéditions dynastiques attaquées sottement par l'Opposition, le *Journal des Débats* disait que la France était assez riche pour payer sa gloire. Aujourd'hui trouvant que la France, ayant payé sa gloire, est devenue trop pauvre pour payer sa foi, il dit que, si l'on s'expose à une expédition romaine, les congrégations religieuses, qui seules s'y intéressent, doivent en faire seules les frais, qu'elles sont assez riches pour cela, QU'ELLES ONT DES MILLIARDS !...

On reconnaît les raisons de Protot, de Rigault, de Johannard et de Gaillard père. Ces raisons ont justifié dans le peuple l'arrestation et le massacre des « otages. » C'est du pétrole pur, c'est l'humiliation de la raison humaine. Quand on pense que le journal qui descend à de pareils arguments représente le sommet du parti conservateur, qu'il est académicien, bibliothécaire, banquier, député, sénateur, ambassadeur, on demeure convaincu que cette société veut périr.

Entre ces deux compères, le *Siècle* et le *Journal des Débats,* s'intercale M. About, officieux de M. Thiers. Nommons-le.

Dans le tableau de la Passion du Christ, au moment de la valetaille, les vieux peintres ont osé représenter un personnage qui figure assez bien ce que nous appelons le « petit journal. » Il tire la langue, et il fait pis : il montre au divin Supplicié la partie de son individu où les gens de sa sorte méritent qu'on leur réponde. Par un malheur de son esprit trop sûr de ses grâces, M. About, dans l'histoire de Pie IX, s'est adonné à faire ce personnage. Trouvant sans doute le moment opportun, il reprend sa vieille habitude de la *Question romaine*, qui obligea de le chasser du *Moniteur*. Le voilà donc en scène et en posture, absolument comme sous l'Empire. Son intervention fit beaucoup de tort à Napoléon III. On estima que César avait de trop fâcheux confidents, et que M. About n'était pas un homme à montrer, vu la façon dont il se découvre. Nous ignorons si la reprise de M. About fera beaucoup de bien à M. Thiers.



Une des plaisanteries de M. About consiste à dire que Pie IX a le *mauvais œil*, en d'autres termes, qu'il jette un sort sur ceux qui le rencontrent. Beaucoup de gens dans le monde ne s'en sont pas aperçus; mais, pour M. About, il semble avoir raison. Depuis qu'il a rencontré Pie IX, c'est-à-dire depuis sa *Question romaine*, on ne peut nier que M. About s'est fait chasser de beaucoup d'endroits : des cabinets de lecture, des théâtres, de divers journaux, toujours avec applaudissements. C'est un fort. Il est devenu partout *monsieur de Trop*, jusque chez le prince Jérôme. Napoléon III ne l'a pas fait préfet, et M. Thiers ne le fera pas ambassadeur, ou les autres ambassadeurs s'en iraient. Tirons le voile sur cet impudent.

CCIX

27 juin.

LE SIÈCLE.

De détestables opinions dans un détestable français, rien de sincère au fond ni de franc dans la forme, voilà le *Siècle*. Ce journal est fait pour entretenir trois sortes de rouille : celle de l'esprit, celle du cœur, celle de la langue. Par lui même et par la nature absolument inorganique de son public, il défie toute argumentation. Il échappe au raisonnement comme un sourd, au fait comme un aveugle, et il ré-

pand l'art de ne comprendre rien. Sa fortune est d'avoir créé en pleine France un Paraguay d'endurcissement intellectuel, où nul ne pénètre que lui.

A l'entrée de ce monde invraisemblable toute logique est désarticulée, toute lumière s'éteint. On y entend la langue du *Siècle*, aucune autre. Il n'y a pas par là de langue ni de pensée; il n'y a que de l'écho, et il n'y en a que pour le *Siècle*. Cet écho est sans mémoire. Il a ignoré ce qu'il disait, l'ayant dit, il l'oublie. — *Vive Falempin!* — *Vive Falempin*. — *A bas Falempin!* — *A bas Falempin*. Quelle que soit la parole que le *Siècle* prononce aujourd'hui, l'écho la reçoit et la rend; il recevra et rendra de même la parole contraire que le *Siècle* voudra prononcer demain. Par ce merveilleux outil, Havin se fit député et millionnaire. Mais pour manier ce merveilleux outil, il faut être un équivalent de Havin.

On a dit que n'importent quels écrivains, même religieux, devenant propriétaires du *Siècle*, n'auraient pas de peine à transformer complétement l'opinion de ses étranges lecteurs; qu'il ne faudrait que conserver le titre du journal et l'entretenir dans une certaine platitude générale d'idée et de langage; qu'alors personne ne s'apercevrait de rien, et que l'on finirait par les mener à confesse. Oui; mais ils mourraient tous. Ils mourraient anémiques, sans savoir quelle privation d'engrais les étiole et les tue. Or tout cela est électeur, et le *Siècle* verse tout cela d'une seule masse dans les scrutins. Que faire?

Refusant de perdre le temps à discuter contre le *Siècle*, la presse le devrait juger. On le laisserait hors

de la discussion, comme incapable : vous manquez trop d'exactitude et de littérature. Vous avez trop besoin du démon rouge et vous en avez trop peur. Vous êtes trop du côté où vous prétendez n'être pas. Vous ne représentez qu'une débilité contagieuse de l'opinion qui est le mortel fléau de notre temps. Restez dehors, en attendant que l'on vous fasse des lois. Car enfin, l'on ne peut souffrir que l'espèce humaine devienne telle qu'il vous la faut.

Dans le fait, cela est en train. La presse parisienne s'est coalisée contre le *Siècle*, par mesure de salut public. En face de ce feu et de ce pompier qui répand du pétrole, les journaux font la chaîne. Ils s'entendent pour ne laisser passer aux élections que des hommes avec qui l'on puisse au moins discuter, et qui ne soient pas intérieurement décidés à laisser ressaisir la torche, peut-être à l'allumer eux-mêmes.

Nous y sommes tous, chacun abandonnant quelque chose, et donnant aux autres ce gage de son respect pour la liberté et de son dévouement à la société. On se lève contre la férocité communeuse comme on s'est levé contre l'invasion. Peut-être que ces sacrifices réciproques, nous faisant connaître ce que nous devons absolument accepter les uns des autres, nous élargiront le terrain commun, de façon que nous y puissions bâtir quelque chose. On parle d'un essai de la République. L'essai est assez difficile pour que nous écartions d'abord ce qui certainement mine le terrain et probablement le ferait sauter.

Point de pétroleux : ce programme n'a rien d'exigeant. Le *Siècle* n'en veut pas et nous menace tout

tranquillement de la « guerre civile, » s'il n'a pas sa République, au moins semi-pétrolière.

La Commune accusait le *Siècle* de pencher pour Versailles; il répondit par la plume de M. Chaudey: *Je ne penche pas*. C'est trop d'impartialité. La justice et l'intérêt public étaient d'un côté ou de l'autre; il fallait pencher de ce côté-là, au risque de tomber. Chaudey tomba, le *Siècle* croula sans avoir penché. Quant à M. l'ex-Italien Cernuschi, l'on ne voit pas qu'il se repente d'avoir, à Rome, *penché* à faire sauter Saint-Pierre, et plus tard, *penché* encore très-fortement vers ceux qui firent sauter la caserne *Serristori*, où furent écrasés vingt zouaves. Quel moyen de nous entendre avec des concitoyens qui avouent ou de telles stabilités ou de tels penchants?

Un monsieur « modéré » nous dit, en son affiche jaune, qu'il est républicain, et que ceux qui ne pensent pas comme lui sont « ou des insensés, qu'il faut écarter, ou des conspirateurs qu'il faut PUNIR. » Ce monsieur, qui nous colle cela sur nos murs rongés par le feu de la Commune, est un monsieur que le *Siècle* ne répudie pas, mais peut-être n'accepte pas, parce qu'il est « modéré. » D'autres vont mieux au *Siècle*, sans peut-être le contenter. Il y a M. le pasteur Coquerel, le même qui, aux dernières élections, s'était contenté de crier son nom, et qui, par ce procédé simple, recueillit 45,000 voix dans Paris amusé. *Coquerelicooo !!!* Aujourd'hui, M. Coquerel se développe. Il ne s'arrange pas de M. Thiers, il le tolère. Est-ce assez pour le *Siècle?* On ne sait pas. Le *Siècle* n'admet qu'un point : c'est que ceux qui ne restent

pas comme lui, entre Versailles et la Commune, *sans pencher*, seront coupables de la prochaine guerre civile.

C'est donc décidé, et le *Siècle* se déclare plus que penchant pour la guerre civile, non-seulement contre la monarchie, mais encore contre la République de Versailles si elle se laisse suspecter de pouvoir tourner à quelque forme de monarchie. Il faut au *Siècle* une forte et visible dose de pétrole dans les rouages de l'Etat, sinon il s'insurge!

Nous croyons qu'il convient de braver absolument cette menace. Le seul danger que l'on puisse courir en écartant les candidats du *Siècle*, est de voir le gérant du *Siècle* traduit en police correctionnelle et condamné à quinze jours de prison et 500 francs d'amende. Ses moyens lui permettent d'affronter ce martyre; mais s'il était battu, nous nous porterions volontiers garants de sa tranquillité et de celle du pasteur Coquerel aussi. On ne devrait même pas s'étonner si tous les échos du *Siècle* venaient à crier: A bas Falempin!

Le péril pourrait être plus grand si c'était la liste du *Siècle* qui passât. Nous disons plus grand pour la République.

En 1850, Paris avait un député à nommer. Les conservateurs, dans un esprit de conciliation, proposèrent un fort honnête homme, insignifiant politiquement, nommé Leclerc. C'était un petit bourgeois de Paris qui, aux journées de juin, ayant eu son fils tué à ses côtés sur les barricades, alla chercher son autre fils et revint avec lui s'exposer à la mort. Les

journaux socialistes déclarèrent que ce bonhomme était monarchien, qu'il voulait ramener la dîme, le droit d'aînesse et l'inquisition. Le suffrage universel lui préféra l'illustre et austère Eugène Sue. Ce butor épicurien, auteur de livres sales, l'emporta de dix mille voix sur l'honnête homme du peuple, soldat de Waterloo et de juin. Le *Siècle* en pleura, et ce fut une des sources de l'Empire.

CCX

28 juin.

M. Loyson est devenu à Rome le correspondant du *Journal des Débats* où il s'obstine à s'appeler le *Père* Hyacinthe. Père de quoi, maintenant, hélas! Et fils de qui? Mais ce titre de *Père* est son principal mérite au *Journal des Débats*. C'est la « réclame. » Autrement M. Loyson n'a que l'esprit et non les qualités de l'emploi. Il n'est point alerte, point renseigné; il a gardé sa vieille trompe oratoire, pesante, pleurarde, *insincère*, qui produit plutôt aujourd'hui un effet répugnant. Cet extravasé conserve comme un reste de tonsure; il insulte et diffame l'Église à mains jointes, il distribue des compliments traîtres et odieux à d'anciens amis qui eurent le tort, si la charité peut avoir des torts, de ne le point éloigner assez tôt. Tout cela compose un liquide affreux. Le *Temps*, protestant à peine déiste, en avale de fortes

lampées, à cause de ce reste de robe monastique don la lourde Hébé se pare. C'est si bon, le gros fiel d'apostat! Il semble au *Temps* que, depuis le frère Martin, rien de si pur ne lui a été versé. L'on peut douter que le *Journal des Débats* en fasse la même estime. Il juge son homme et ne l'emploiera pas longtemps. Ainsi jadis, cédant au torrent du goût dépravé, le *Journal des Débats* s'attacha Eugène Sue.

L'illustre Mourot, secrétaire de l'illustre Rochefort, vint à Paris du séminaire où il avait été élevé par charité, avec des lettres de son évêque, et offrit sa plume aux journaux religieux. On ne l'agréa point. Il avait un commencement d'odeur. Alors il s'irrita tout à fait contre la religion; il jura qu'elle entendrait parler de lui. Pour se donner un caractère, il parut dans les cafés du quartier latin revêtu de sa soutane et coiffé d'un béret bleu. Cet ornement de tête le fit parvenir jusqu'à l'antichambre de Rochefort, où la police enfin le pinça. Il y a de ce jeu dans le reste de ritournelles dévotes du sieur Loyson, soi-disant *Hyacinthe. Père* Hyacinthe, c'est le béret bleu de l'ingénieux Mourot. M. Loyson n'est plus carme, ni catholique; mais il faut que l'on voie qu'il le fut, sans quoi sa littérature manquerait de sel, et l'éditeur ne ferait pas ses frais.

Donc, M. Loyson, sorti de l'Église il n'y a pas encore deux ans, s'est fait idoine à parler des choses de Rome et de l'Église dans le *Journal des Débats*, lequel déteste Rome et l'Église en Piémontais, c'est-à-dire plus que ne font les incrédules ordinaires. Les morts vont vite et descendent loin, *in profundum!* Ce mort

écrit de Rome, le 22 juin, fête de saint Paulin, évêque et confesseur. S'il lisait encore son bréviaire, il aurait pu faire de salutaires réflexions en méditant l'office du jour. Mais il ne lit plus ces choses-là ; il lit les journaux, qu'il a probablement toujours trop lus, et qui se sont trouvés plus forts que lui.

Il écrit que les choses vont très-bien à Rome, et sont très-bien telles qu'il les voit ; que le Pape n'est nullement prisonnier, qu'il est au contraire très-libre, trop libre même, vu les excès qu'il se permet contre quantité de bons prêtres qui *loysonneraient*, s'ils n'avaient peur. Il oppose son témoignage à celui des « soi-disant journaux catholiques, » lui, *soi-disant* Hyacinthe. Il atteste aussi, toujours en vertu de sa vertu, qu'il ne faut plus de pouvoir temporel, quoi qu'en disent le Pape et les sanguinaires évêques français, lesquels osent bien risquer d'introduire une guerre pour un pareil sujet. Enfin, prenant son vent et son élan, en son plus beau style de Notre-Dame, il jure que c'est un même crime d'abattre la colonne et de rêver le renversement de l'unité de l'Italie. Le *Journal des Débats* avait déjà dit ces belles choses, mais sans béret bleu.

Nous n'avons jamais eu ni grande ni bonne idée du P. Hyacinthe ; toutefois nous ne connaissions pas le Loyson qui restait dessous. Le voilà trop visible. Il nous surprend. Quelle brutale et insoupçonnée puissance de la haine! s'étaler en pleine Rome dans la condition où il s'est mis, dans le temps où nous sommes ; infliger à Pie IX sa présence impudente, lui jeter ces insolentes pauvretés! Saint Vincent de

Paul, après avoir plusieurs fois écouté Saint-Cyran, disait : On ne se convertit presque jamais du péché de l'esprit.

Ce qu'il y a de particulier dans ce péché-là, c'est qu'on peut le commettre sans avoir d'esprit !

Le digne M. Loyson, s'épanchant au sein du condigne *Journal des Débats*, nous fait connaître une très-belle pensée du P. Curci, exposée par cet éminent religieux, aussi éminent publiciste, dans la *Civiltà cattolica.*

La voici :

« La France rendue à la vie et, comme nous l'espérons, redevenue chrétienne, ne devra pas chercher bien loin une entreprise vraiment digne d'elle. Dieu la lui a préparée selon ses fins, non pas tant pour qu'elle puisse en appeler de la déloyauté, de l'injure et de l'ingratitude dont elle a été payée par ceux qui lui devaient tout, que pour qu'elle reprenne sa place glorieuse à la tête des nations catholiques, en commençant par régler ses comptes avec les insolents contempteurs des droits conférés à l'Église par Pépin et Charlemagne. »

Nous n'avons pas besoin de dire que cette pensée horrifie complétement le soi-disant Hyacinthe, mais elle nous plaît complétement. Elle est chrétienne et politique ; elle dit très-bien ce qu'il faut faire, et c'est ce qui sera fait. Un temps viendra, et il n'est pas loin, où l'entreprise de relever l'œuvre de Pépin et de Charlemagne paraîtra plus grande, plus glorieuse, plus utile et même plus pressée que celle de relever la colonne.

Ce passage du P. Curci est tout ce que nous voulons citer de la lettre du publiciste Loyson. Nous sup-



primons le reste, afin de ne calomnier aucun de ceux qu'il nomme, et qu'il appelle ses *amis*.

Les amis du P. Hyacinthe le pleurent et ne connaissent pas le publiciste Loyson.

CCXI

8 juillet.

SUR LA PROCLAMATION DU COMTE DE CHAMBORD.

Nous n'appartenons pas à ce que l'on appelle le parti légitimiste, mais nous sommes partisans de la monarchie chrétienne. A ce titre, Henry de Bourbon, sans être notre chef, est, si l'on veut nous permettre le mot, *notre homme*, l'homme véritable qu'il faut à la monarchie et sans lequel il n'y aura point de monarchie chez nous.

Et comme la monarchie chrétienne est certainement la meilleure et même la seule forme acceptable de la République, laquelle ne peut vivre et durer que si elle est chrétienne, et devient ainsi la république de tout le monde, Henry de Bourbon est notre homme encore de ce côté-là.

Roi de France, c'est-à-dire, par les réformes de la décentralisation, roi *des Frances*, ou président héréditaire *des républiques* françaises, c'est la même chose au fond. Aucune monarchie n'est praticable sans le plus large essor des libertés publiques et sans la par-

ticipation républicaine du peuple au gouvernement et à l'administration ; aucune république n'est possible, n'est réparatrice, n'est durable sans la présidence héréditaire. De quelque façon que l'on s'y prenne, il faut arriver à donner premièrement au pays une tête permanente. Sans tête permanente, il n'est au dedans qu'anarchie, tumulte et dictature de hasard ; en dehors, que faiblesse et risée.

Or, s'il s'agit de trouver une tête et de satisfaire à cette urgence, l'on peut avoir des sentiments personnels et de parti fort différents. On peut préférer Orleans, Bonaparte, Thiers avec son indispensable entourage, ou même Blanc, Blanqui, Dombrowski, avec le reste et la suite. Mais ce sont au dedans des anarchies et des dictatures, et bientôt, au dehors, des risées. La raison générale designe Henry de Bourbon.

C'est lui seul qui peut reunir toutes les fractions malheureusement si divisées du très-grand et très-tenace parti monarchique et leur assurer la victoire. C'est lui seul encore qui peut rallier dans une vaste mesure les sections honorables et sérieuses du parti republicain, et satisfaire a ce qu'il y a de juste au fond des aspirations désordonnees et renversees du socialisme. Car enfin, il ne s'agit pas seulement, comme on semble le croire à Versailles, de reorganiser l'administration et de réparer ce que les Prussiens et les communeux ont brisé et gâté. Il faut réorganiser ou plutôt organiser à nouveau les institutions, les rangs, les individus, même les âmes. C'est là que le grand dommage a été fait, bien avant les Prussiens ; c'est a cause de ce dommage ancienne-

ment réalisé que les Prussiens ont pu venir; c'est de ce désordre que le socialisme est né. Aucun parti n'est seul capable d'y porter remède. Il faut qu'une tête préside et puisse employer tous les bras, et en même temps il faut que cette tête ne soit pas une dictature. En dehors de Henry de Bourbon, où peut-on espérer de trouver cette tête?

La proclamation que ce prince adresse aux Français, selon son droit et le nôtre, est plus libérale et plus pratique mille fois qu'aucune parole politique qui ait été adressée au monde dans le cours de cette année 1870-1871, année de catastrophes et de professions de foi. Nous n'en exceptons pas la proclamation de Napoléon III partant pour l'Allemagne et lui annonçant les principes de 89 et de 92, ni celles de Victor-Emmanuel aux Italiens, ni celles de don Amédé aux Espagnes, ni celles de l'empereur Guillaume aux Teutons, pour leur intimer que l'empire est fait, c'est-à-dire que la Prusse les a conquis. Toutes ces pièces ont promis aux peuples des biens qui ne leur sont rien moins qu'assurés. L'épée les a signées, l'épée les a déchirées.

Nous louons et nous honorons hautement la proclamation de Henry de Bourbon. Elle est franche, hardie et loyale. Il dit ce qu'il veut et propose le pacte comme il l'entend. Rapprochée de ses précédentes déclarations, elle est digne d'un monarque chrétien. C'est ainsi que le chef de la Maison de Bourbon pouvait frapper à la porte.

Il répond, comme il lui appartient, aux bassesses sottes et abominables que les ouvriers de plume et les

demeurants de la Commune n'ont pas rougi d'afficher à l'occasion des élections. Le gouvernement a laissé commettre cette infamie ; il a permis aux pétroleux de semer cette graine de jacquerie, peut-être même les a-t-il approuvés. Cela n'est pas indigne du fond de sa pensée et du reste de sa politique. Henry de Bourbon s'est fait l'honneur de déchirer ces ignobles affiches ; la conscience publique l'en remerciera. Ce sera son métier, s'il est roi, de ne pas laisser outrager et diffamer les citoyens ni la France.

Il veut garder son drapeau. Il en a bien le droit, et c'est son devoir. Les trafiquants protestants de Hollande marchaient sur la croix pour trafiquer au Japon. Un homme qui aspire à porter la couronne de France et qui en conserve encore l'éclat sur son front ne commence pas par une apostasie. Il aurait pu ne point prendre de drapeau du tout. Dans sa main et dans la main de la France, un fer de lance pouvait suffire. S'il veut un étendard, qu'il porte le sien. A ne pas remonter plus haut, le drapeau qui fut planté sur les minarets d'Alger vaut celui qui descendit de la flèche de Strasbourg, qui tomba des forts de Paris, et qui se recula de Rome.

Tel est, en abrégé, notre sentiment sur la proclamation de Henry de Bourbon. Nous ne sommes pas de ceux qui se cherchent un roi. Nous avons notre roi depuis longtemps, le Roi-Christ. Nous savons où il demeure. Il a droit sur notre volonté, sur notre cœur, sur notre sang. Jusqu'à ce qu'il nous donne un prince qui lui fasse serment et qui reçoive son sacre, tout autre roi en ce monde ne sera pour nous qu'un col-

lecteur d'impôts. Nous ne l'aurons pas fait, nous ne le déferons pas. Nous serons fidèles et *loyaux* comme on l'était dans les catacombes; et quand le gouvernement changera, nous ne pleurerons pas.

Mais, pour autant que nous pouvons et que nous avons à choisir, Henry de Bourbon est de beaucoup le collecteur que nous préférons, l'homme à nos yeux le plus digne de défendre la législation du Christ, et par conséquent le plus digne de devenir roi et recteur du peuple franc.

CCXII

11 juillet.

LE MANIFESTE DU COMTE DE CHAMBORD.

Si un homme politique peut perdre ses amis, sa cause et sa fortune à donner l'exemple de la fermeté, de la loyauté et de l'honneur, Henry de Bourbon a fait ce coup rare. Tel est l'avis quasi unanime des journaux. Ils déclarent tous que, depuis longtemps, personne n'a plus honnêtement et plus noblement parlé, que sa proclamation fait voir un esprit sincère, une âme élevée, un grand cœur, et tout cela est vrai. Ils ajoutent, avec le même accord, que tout cela ne leur va point, ne peut aller à personne en France, et que, par conséquent, Henry de Bourbon abdique, et la cause de la monarchie est finie. Pour notre compte,

nous sommes persuadé qu'ils révèlent ici le fond de l'âme française, du moins, le fond de cette partie de l'âme française qui parle en eux. Emus de cette splendeur de la probité royale, ils n'ont pu s'empêcher d'être sincères à leur tour : — Eh bien ! Monseigneur, nous aurons aussi notre probité. Franchement donc, vous êtes bien trop honnête pour nous. Vous pourriez nous sauver, nous ne voulons point risquer cela. Décidément nous ne pouvons plus obéir qu'à des chefs que nous puissions mépriser. Allez-vous-en.

Après un siècle, après les deux Républiques, les deux Restaurations, les deux Empires, les trois invasions, entre le second et le troisième 93, c'est l'écho de : *Fils de saint Louis, montez au ciel !*

Sur ce congé donné au droit, à l'honneur et au bon sens, se fonde la troisième République. Nous doutons qu'elle soit bien fondée.

Si véritablement le fils de saint Louis a perdu sa cause, ce n'est pas lui qu'il faut plaindre. Il n'est à plaindre que comme tous les autres Français, destinés à voir la patrie diminuer toujours, baisser toujours, et peut-être périr. Pour lui, il n'est pas diminué, et tant s'en faut. Il a mis à l'abri sa gloire de Français, de Roi et de Chrétien ; il a réservé du vieux drapeau de la France ce qu'il faut pour s'en faire un linceul. Il était déjà le premier gentilhomme du monde, il est aujourd'hui l'unique. Au milieu de ces félons, de ces pervers, et de ces prévaricateurs qui trafiquent avec la Révolution, qui marchandent, qui ourdissent, qui se parjurent, qui comptent avec les routiers, les émeutiers et les brochuriers, il est gentilhomme.

Lorsqu'il mourra, on répétera dans le monde cette parole qui n'y fut dite qu'une fois, et qui n'annonçait pas une ruine aussi grande : Le gentilhomme est mort !

Ce serait le deuil suprême et irrémédiable de l'honneur, s'il ne restait pas des chrétiens.

Nos lecteurs sont au courant des mouvements et incidents qui ont précédé la proclamation datée de Chambord. Quoique l'histoire authentique n'en soit pas faite, l'on entrevoit ce que les politiques voulaient préparer. C'était proprement la *fusion*. Nous n'en sommes pas et nous ne faisons que des conjectures. Mais, tous les documents l'indiquent, il s'agissait de fondre le droit dans le fait, et de donner la légitimité du droit à ce qui se prétend la légitimité supérieure du fait. La question du drapeau impliquait la question de la souveraineté populaire, et l'adoption du tricolore résolvait cette question contre la royauté.

S'il est permis d'imaginer un entretien qui sans doute n'a pas eu lieu directement entre le prince et ses amis de diverses origines, anciens, nouveaux, parents et autres, voici ce qu'il leur a pu dire en prince, en homme de bien et en homme de sens :

« Vous me proposez d'abdiquer, pour que vous puissiez ensuite m'élire, je ne sais trop à quel titre et comment. Vous me demandez de cesser d'être roi et de devenir fonctionnaire. Vous souhaitez que je fasse cela sérieusement et en toute sincérité, car je ne peux supposer ni que vous me jugiez capable de feindre ni que vous m'y engagiez. En tout cas, je re-



fuse. Ce n'est plus mon devoir, et ce ne serait pas votre intérêt.

« Vous ne pouvez pas m'offrir une candidature, et je ne l'accepterais pas. Vous ne pouvez pas m'offrir la royauté, je la possède et vous le savez bien, car autrement, pourquoi viendriez-vous à moi ? Vous ne pouvez que m'offrir, pour votre part, la couronne. Mais vous ne me l'offrez ni telle qu'elle est, ni telle que je la veux, ni telle qu'il la faut, et vous manquez de titres ou pour me l'offrir ou pour la modifier. Cela ne se peut plus faire que d'accord entre moi et la France. Vous n'êtes en ceci ni mes fondés de pouvoir ni ceux de la France ; vous n'êtes pas juges entre la France et moi.

« De la France même je n'accepterais pas la couronne aux conditions que vous y mettez.

« Vous venez à moi parce que vous avez besoin d'un roi et parce que je suis le ROI, et vous me demandez de n'être plus le ROI, ni même un roi ! Vous demandez que j'oublie mon nom, que j'efface mon histoire, que je déchire mon titre ! Mais alors, à quoi pourrais-je être bon, qu'à vous tirer un moment d'embarras, au prix de la dernière ressource de la France ?

« J'ai cinquante ans, je connais le monde, j'ai étudié votre train particulier, et je suis chrétien. Parce que je suis chrétien, j'ai le devoir de consentir à régner chez vous si j'y suis invité ; et il convient même que je fasse les premiers pas, à cause de votre extrême malheur. Me voici. Mais encore ai-je à faire mes conditions. Je les fais, et il importe à ma loyauté d'en

avertir tout le monde, parce qu'elles regardent tout le monde. Sans soldats et sans partisans armés, c'est ainsi que je peux et que je veux livrer bataille à ceux que vous avez dressés à ne plus vouloir ni de roi ni de forme de roi. Je leur dirai, comme à vous, que je prétends n'être pas une forme de roi; et l'on me verra, en homme de ma race, sur le chemin de l'honneur. J'y porterai le panache blanc.

« Vous tenez tant à ce tricolore? Si c'est pure fantaisie, vous devez me passer un goût différent, et votre goût ici doit céder au mien, lequel a ses raisons solides qui manquent au vôtre. Si c'est ruse, je ne m'engage pas dans une voie de ruse où je marcherais mal, où je serais certainement abandonné et vous certainement battus. Si c'est lâcheté, je ne suis point l'homme. Je n'entends nullement jouer au plus fin, et je ne demanderai point pardon d'appartenir à ma race et à ma foi. Je ne crois pas qu'*Henri IV ait dit* que Paris valait bien une messe; mais s'il a fait ce mot, je ne le reçois pas à mon compte. Je prends Henri IV après la messe, moi. Je dis que la messe où je demande à Dieu de me faire mériter le ciel en m'employant au juste et au vrai vaut plus que Paris et plus que la couronne. Que si votre tricolore est un symbole, et si vous y tenez comme à un symbole, alors il ne s'agit plus de réforme, mais d'abjuration. Ce symbole est l'opposé du mien; j'ai besoin de ne pas le porter, et vous-mêmes vous avez besoin que je ne le porte pas.

« Je suis roi pour conduire la France, pour lui faire remonter un chemin de paix et de gloire où elle

ne doit rien perdre de ce qu'elle a pu acquérir, et où elle retrouvera ce qu'elle a certainement perdu. Je ne veux pas être roi pour la suivre aux abîmes. Si son goût la traîne irrésistiblement à M. Gambetta, je n'ai rien à faire qu'à n'être pas de ceux qui ne peuvent résister aux séductions de M. Gambetta. Je plains la France et je me retire.

L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot.

« J'apporte une dot, je fais un contrat, j'exige des garanties, et ensuite je me marie à l'Église, cierges allumés, et non à la Closerie des Lilas, entre deux petits verres. Mon goût me porte aux bonnes mœurs. C'est à prendre ou à laisser.

« J'admets considérablement de choses dont je crois pouvoir me tirer honorablement et avec avantage pour vous : le suffrage universel, les Chambres, les orateurs et le reste, qui est beaucoup. Nous tâcherons, avec cela, de régler le passé, d'épurer le présent, de préparer l'avenir. Mais, je serai roi ; sinon, non. Mes cousins, qui demandent à me faire visite, viendront ici saluer le Roi, ou bien ils courront l'autre chance. Moi, je ne la cours pas.

« Je suis et je veux être homme de mon temps, mais je reste homme de mon rang et de mon sang. Je suis l'or monarchique. Je consens d'entrer au creuset, mais que ce soit pour en sortir plus or ! Point d'alliage s'il vous plaît. Otez ce cuivre, ce plomb, ce zinc ; l'or y perdrait sa valeur et ne vous donnerait qu'un métal cassant et trop vite oxydé.

« Bonsoir, messieurs. »

Que ce discours paraisse impolitique, et que les politiques s'en aillent tristes en répétant : « Bonsoir, » c'est possible, hélas ! et vraisemblable.

Et néanmoins, il n'est pas impossible que la nuit porte conseil. Elle pourra être assez longue et assez agitée pour que beaucoup reviennent et disent : « Salut, noble roi ! »

CCXIII

10 juillet.

LE DRAPEAU TRICOLORE ET LE DRAPEAU BLANC.

I

Le *Français* a l'habitude de nous citer inexactement. Il le fait parfois avec un art qui nous contraint de le redresser. C'est l'occasion où il nous met aujourd'hui, à propos du drapeau tricolore.

L'on peut alléguer plusieurs choses contre le drapeau tricolore. Il a eu de belles aventures, il en a eu de tristes aussi, beaucoup ! Son histoire, en France, n'est pas celle de la concorde des citoyens et de l'inviolabilité du territoire. Il a vu considérablement d'émeutes très-sérieuses. Ce qui est plus sérieux encore, il a vu trois invasions. Et ce qui le charge d'autant, c'est que les séditions et les invasions ne sont pas sans rapports et sans lien. Ainsi le tricolore *Favre*, s'étant levé contre le tricolore *Bonaparte*, les

suites n'ont pas laissé de favoriser, d'abord le Prussien, et bientôt après le communeux.

Tel est le plus récent, sinon le dernier chapitre d'une vieille histoire qui commence avec le drapeau tricolore. Il y a lieu en outre de remarquer que, dans ce tricolore, le rouge a la propriété redoutable d'envahir beaucoup sur les autres couleurs et de ronger de plus en plus le blanc et le bleu, si bien qu'il n'en reste guère.

Cependant, parlant de l'événement qui met en présence le blanc et le tricolore, nous nous sommes contentés d'observer que « le drapeau qui fut planté sur les minarets d'Alger vaut celui qui descendit de la flèche de Strasbourg, qui tomba des murs de Paris et qui *se recula de Rome.* »

Voici comment le *Français*, avec son art répréhensible, arrange et commente cette phrase ;

> Le rédacteur de l'*Univers*... comme toute affection est chez lui doublée d'une haine... il ne lui déplaît pas, en même temps qu'il *exalte* le drapeau blanc, de jeter *quelque boue* sur le drapeau tricolore, » qui, dit-il, descendit de la flèche de Strasbourg et tomba des forts de Paris. » Nous avons souvent combattu M. Veuillot, mais nous lui croyions l'âme plus haute, et nous ne savions pas que ce fût à ses yeux un si grand tort d'être vaincu.

Le *Français* nous ferait plaisir de rétablir le souvenir de la désertion de Rome dans la phrase qu'il prétend citer, et qu'en réalité il falsifie. Encore que nous ne mettions pas le *Français* tout à fait au sommet des intelligences, il peut certainement comprendre que ce souvenir n'était pas là sans dessein.

Nous réservons notre jugement sur l'âme de MM. les rédacteurs du *Français*, et nous nous abstenons de mesurer l'élévation où nous pensons qu'elle puisse parvenir. Leurs procédés habituels nous feraient supposer que cette jeune âme n'a pas encore résolu de prendre la route qui monte.

Si les rédacteurs du *Français* s'attachent au drapeau tricolore, ce n'est pas probablement qu'ils le croient vaincu. Sans doute, il est tombé de Strasbourg, il a quitté les forts de Paris, et il a reculé de Rome; mais leurs yeux ardents le voient flotter sur les préfectures et sur toutes les cantines où se dépense le budget.

CCXIV

11 juillet.

II

Le *Français* s'exécute. Il veut bien reconnaître que la désertion de Rome est au nombre des faits du drapeau tricolore qui nous font regarder sans horreur le drapeau blanc. Mais comme le *Français* n'a pas erré de bonne foi, il ne revient pas de bonne grâce. Au lieu de nous faire simplement justice, il cherche à justifier son iniquité. A quoi bon, puisqu'il faut enfin avouer le délit? S'il s'importune, comme il le laisse

ingénuement voir, de nous entendre crier au faussaire, il n'a qu'à ne plus fausser. La manie de ne pas vouloir subir le faux est plus innocente que celle de le fabriquer. Un journal doit se mettre en mesure de vivre sans pareil secours. Est-ce son intérêt absolu de faire le faux? C'est le nôtre alors de le défaire. Qu'il s'abonne alors aux instances en rectification.

Il entre dans les plans du *Français* de nous montrer attachés au drapeau blanc par un lien politique. Mais ce n'est point cela, et il n'entre point dans notre plan à nous de laisser courir cela. Sur la question du drapeau, nous nous bornons à dire que le blanc vaut le tricolore. Il existe pour nous un vieil étendard du Roi, *vexilla Regis*, qui vaut plus que l'un et l'autre, qui est plus à la taille des peuples et des mondes, plus fait pour envelopper toute la nation des Francs. C'est celui-là seul que nous suivons.

Nous estimons d'ailleurs qu'on peut aller au blanc et s'y attacher, aussi correctement pour le moins que plusieurs qui s'en séparent et dévalent au tricolore. S'il nous plaisait de croiser ces décampants monarchistes plus ou moins pâles courant au tricolore plus ou moins vif, nous ne ferions comme eux qu'user de notre liberté. Ils vont chercher la république à Versailles, on a bien le droit de l'aller chercher à Chambord. Selon nous, à Chambord, elle a plus de style, et elle sent moins les fricassées. Ils disent que le drapeau de la France est à Versailles. Non. A Versailles, il y a peut-être le drapeau du suffrage universel, porté par M. Gambetta, et plus certainement le drapeau des cantines, tricolore aussi, soutenu par

M. Thiers ; mais le vrai drapeau français est à Chambord. Il est là dans l'isolement, c'est un malheur : mais enfin, pour l'honneur, l'isolement n'est pas une raison.

Le *Français* s'est oublié à dire que nous laissons le tricolore parce qu'il est vaincu. Il a tort de nous imputer une vilenie et de se permettre une si forte sottise. Nous ne *laissons* pas le tricolore, par la raison que nous ne l'avons jamais porté ; et ledit tricolore n'est pas vaincu, puisqu'il flotte sur les préfectures. Le *Français* nous demande ce que ces préfectures viennent faire dans la discussion. Et qu'y venait faire cette imputation de nous éloigner des vaincus ?

Il a une autre idée plus maladroite. Il nous objecte qu'à Rome le drapeau blanc a *protégé le gallicanisme*. Nous ne voyons pas bien cela, et c'est une autre histoire, plus vieille. Louis XVI est mort en affirmant sa foi et son obéissance à l'Église et en déclarant son amer regret d'y avoir manqué par contrainte. Nous avons vu à Rome, il y a un an, le gallicanisme très-réveillé et très-agissant sous la protection du drapeau tricolore.

Pour finir, que le *Français* cesse de nous falsifier, lorsqu'il jure qu'il nous cite ; c'est ce qu'il peut faire de plus subtil et de plus adroit, et le vrai moyen de nous laisser sans réplique.

CCXV

14 juillet.

LES ANNALES RELIGIEUSES D'ORLÉANS CORRIGENT UN DISCOURS DU PAPE.

I

La *Semaine religieuse* d'Orléans, qui se publie sous le titre d'*Annales du diocèse,* donne une version altérée d'un discours du Saint-Père, qu'elle nous emprunte d'ailleurs fidèlement, sans le dire. C'est le discours célèbre adressé à la députation française. Nous n'avons pas laissé ignorer avec quel soin ces paroles furent sténographiées de la bouche même du Saint-Père; et l'on sait quel important avertissement elles donnent aux *catholiques libéraux.*

La feuille religieuse d'Orléans n'a pas transmis cet avertissement à ses lecteurs. Ou elle l'a omis, ou elle l'a biffé.

Nous répétons la phrase authentique :

Mes chers enfants, ce qui afflige votre pays et l'empêche de mériter les bénédictions de Dieu, c'est ce mélange de principes. *Je dirai le mot :* ce que je crains, ce ne sont pas tous ces misérables de Paris, vrais démons de l'enfer qui se promènent sur la terre. Non, ce n'est pas cela ; ce que je crains, c'est cette malheureuse politique, le LIBÉRALISME CATHOLIQUE, qui détruirait la religion.

Évidemment, « libéralisme catholique » est le *mot*. Et l'on conviendra que le Saint-Père a suffisamment appuyé pour être entendu. Néanmoins, c'est là que porte la suppression. Le *mot* ne se trouve pas dans la version, en tout le reste exacte, publiée par les *Annales du diocèse d'Orléans*.

Cette feuille religieuse s'empressera certainement de réparer un grattage qui décolore toute la pièce, et qui substitue le vague le plus insignifiant à l'avertissement capital, absolument net et précis, dont la charité de Pie IX a voulu gratifier l'intelligence des fidèles.

Nous nous permettrons d'insister pour que la rectification soit faite, ou pour que la feuille religieuse d'Orléans déclare si quelque motif l'autorise à biffer un mot de cette importance dans la rédaction sténographique que nous avons donnée.

CCXVI

19 juillet.

II

On se souvient de la suppression pratiquée par les *Annales* ou *Semaine religieuse* du diocèse d'Orléans, dans un discours de Pie IX, emprunté fidèlement (sauf en ce point) aux correspondances de l'*Univers*. Il s'agissait du catholicisme libéral, question im-

portante parmi nous et importante aussi à Rome, comme ce discours en témoignait. — JE DIRAI LE MOT, avait dit le Saint-Père. Mais ce mot, que le Saint-Père avait trouvé opportun de dire, la *Semaine religieuse* d'Orléans a trouvé plus opportun de le supprimer.

Désirant savoir si la feuille religieuse orléanaise doutait de la sûreté des informations de l'*Univers* et de sa fidélité à rapporter les paroles du Saint-Père, nous lui avons demandé quelques éclaircissements. Elle veut bien les donner, sans toutefois nous faire l'honneur de nous les adresser. Ils sont assez obscurs, et nous avons eu quelque peine à les découvrir. C'est dans son numéro du 16 juillet, au bas de la page des annonces, *verso* de la couverture. Les voici :

Les réponses du Saint-Père aux peuples catholiques venus à Rome pour le jubilé, etc., etc., ne nous sont connues jusqu'ici que par *une voie peu sûre* et assurément sans autorité dans l'Église, par le journalisme.

A cette occasion, le *Siècle*, journal accusé naguère de connivence avec la Commune de Paris, prête à un article de l'*Univers* l'autorité et la valeur d'un document canonique. Les *Annales* d'Orléans ont *omis* une phrase dans une version empruntée à l'*Univers*. Le *Siècle* voit dans ce fait *tout personnel d'un simple rédacteur de Semaine religieuse* une sorte d'événement qui lui sert à échafauder contre l'unité de l'Église une argumentation aussi ridicule qu'absurde.

Les écrivains du *Siècle*, si incroyants d'ailleurs, accepteraient-ils donc ici comme des bulles authentiques les pages plus ou moins fidèles d'un sténographe ?

Quant à nous, nous croyons à l'infaillibilité du Pape, et au besoin, pour ce dogme comme pour les autres, nous donnerions volontiers notre sang. Mais nous ne croyons nullement,

comme les honnêtes gens du *Siècle*, à l'autorité ecclésiastique des articles de l'*Univers*.

Pour parler franchement, il nous semble bien que ces explications n'ont rien de commun avec la simplicité de la colombe. D'un côté, l'*omission* est rejetée au compte *tout personnel* d'un *simple rédacteur*, ce qui veut dire qu'elle n'est point un fait de conseil : de l'autre, elle n'est point réparée, ce qui signifie qu'elle n'est point désapprouvée, conseil pris, et la phrase *omise* reste occise. Vainement le Saint-Père a voulu dire le *mot*. Pour les lecteurs des *Annales* d'Orléans, il ne l'a pas dit et ne le dira pas.

Nous jugeons inutile d'insister, c'est assez pour nous de maintenir l'authenticité du *mot*. Elle était déjà certaine ; nous avons eu l'occasion de recevoir et de faire entendre quantité d'autres témoignages, et nous sommes convaincu que le rédacteur des *Annales* lui-même n'en est pas moins persuadé que nous.

S'il pouvait douter, il ferait un beau bruit, et il aurait d'ailleurs bien raison. Se figure-t-on l'*Univers* inventant et attribuant au Saint-Père, parlant en audience publique, un *mot* tel que celui-là.

Donnons d'ailleurs acte aux *Annales* de leur foi à l'infaillibilité du Pape, *usque ad sanguinem inclusive*. Encore que ce ne soit qu'un mot de couverture, il est à encadrer, parce que sans nul doute il a percé du cœur jusque sur la couverture, ou il perce de la couverture jusque dans le cœur. La foi au Pape infaillible, c'est le salut. Par là les catholiques résisteront au monde et à eux-mêmes. Affermis sur ce point, ils

peuvent prendre du large, et il est certainement permis aux *Annales* d'Orléans de résister aux sténographes de l'*Univers*, comme il est permis à l'*Univers* de sourire devant les péchés d'omission des *Annales* d'Orléans.

CCXVII

23 juillet.

VOTE SUR LES PÉTITIONS DES ÉVÊQUES EN FAVEUR DES DROITS DU SAINT-SIÉGE.

L'Assemblée nationale, hier, a discuté ou plutôt voté sur les pétitions de la France catholique concernant la situation du Saint-Siége dépouillé et du Saint-Père captif sous le couteau. Elle a déclaré avec une sorte d'accord qu'elle ne s'occuperait pas de ça.

C'est le fond. Il y a des formes. M. Thiers a fait un discours. On est étonné souvent du peu de distance qui se mesure entre M. Thiers et M. de La Bédollière.

Dans une séance de cinq heures, très-bruyante, deux figures principales ont paru à la tribune. La première est la France philosophique modérée, sous les traits de M. Thiers, plus ressemblant à M. de La Bédollière qu'on ne le vit jamais; — un La Bédollière froid, décent, chef du pouvoir exécutif. Il a expliqué, répété, ressassé qu'il se trouvait bien embarrassé;

qu'il aimerait sans doute à faire ce qu'il y a de mieux, mais que cependant ce qu'il y a de mieux lui paraissant être aussi ce qu'il y aurait de plus mal, il ne savait vraiment que faire; qu'en conséquence, il priait l'Assemblée de s'en remettre à son patriotisme et à sa prudence, et que dans ces conditions il promettait de faire tout ce que la raison indiquerait, c'est-à-dire ne rien faire du tout.

L'autre figure est sortie de la foule, pâle, austère, sans éclat de gloire; mais on l'a vite reconnue. C'était la France croyante. Rarement pareille clameur s'est élevée pour empêcher un orateur de parler. Il aurait dit sa pensée et celle des autres; quel péril! On n'a pas voulu l'entendre. Pendant dix minutes il est resté adossé à la tribune, et il a dû descendre sans avoir prononcé un mot. Nous ne nous souvenons pas d'un député à qui l'Assemblée ait rendu pareil hommage et qui ait forcé le gouvernement prétendu de la parole et de la vérité à se faire lui-même plus juste et plus sanglant affront. Gardons le nom de cet homme de cœur, qui est en même temps un homme fort poli et fort lettré, et qui professe une foi dont il peut rendre compte. Il se nomme M. de Belcastel, député de la Haute-Garonne. Il lui a été donné, en ce long quart d'heure, de juger et le système, et l'Assemblée, et le temps. Il sait ce qu'il y a dans une Chambre issue du suffrage universel, délibérante, législative, constituante; il sait ce qui roule et retentit au fond de ces flots écumeux : — Tais-toi, homme qui dirais la vérité!

Il s'en est fallu de peu que le vote ne fût pris à

l'unanimité. M. Gambetta, entièrement satisfait des « déclarations si nettes et si précises de M. le chef du pouvoir exécutif *vis à vis de nos relations* avec l'Italie et le Saint-Siége, » adhérait à l'ordre du jour dont M. Thiers voulait bien. Nous allions former un peuple de frères! Mais M. Keller, trouvant que M. Gambetta se moquait sans doute, a déclaré que la chose ne pouvait pas cependant se passer ainsi, et qu'il était vraiment impossible que les amis de Rome eussent une même pensée avec les amis de M. Gambetta. M. Thiers s'est terriblement fâché; mais la lumière était faite. Il a eu tout de même son vote, mais la machine était cassée. Non sans brouhaha, s'en remettant au patriotisme et à la prudence du Sérénissime, l'Assemblée nationale française a renvoyé la cause de Rome à M. le ministre des affaires étrangères...

C'est-à-dire à M. Jules Favre, là-bas, dans les régions morales et politiques où siége cet homme d'Etat, entre les papiers privés fournis par son compère Millière et les pièces diplomatiques signées par son ambassadeur Senart!

Par ce vote, l'Assemblée établit certainement une sorte d'équilibre dans la situation. Après la capitulation, après la Commune, et après le renvoi du Pape à M. Jules Favre, on ne peut nier qu'une harmonie existe entre l'état de la France militaire, l'état de la France civile et l'état de la France catholique. Nous avons reçu tout des mêmes mains, dans l'espace de moins d'une année! Si après cela nous ne [illegible] règne des *Jules*, c'est que

notre mémoire est devenue paresseuse et fatiguee comme nos bras, et qu'il ne reste plus autant de France qu'il en faudrait.

On veut espérer encore que tout ce qui survient en ces jours néfastes est imbécile et caduc, et passera; qu'il y a une France qui en est humiliée et contaminée, mais non entamée, et qui n'ignore pas qu'on la déshonore; que cette France, malgré tout, refuse d'apostasier; qu'elle se lèvera, qu'elle secouera les nains infirmes qui se sont introduits dans son giron pour le gâter, et qui, cela fait, ne *savent plus que faire*. On se berce de ces attentes, et l'excès même de l'horreur fait d'une certaine manière supporter l'excès expiatoire de l'humiliation.

Un jour enfin, excédé et écrasé de la honte de ces reniements, le cœur de la France, s'il en reste un lambeau, se tournera sans doute avec amour vers l'homme que le torrent de l'erreur publique n'a pas ébranlé un instant, et dont la main loyale s'offre à ce malheureux pays pour l'appuyer sur Dieu. Henry de France voit cette inénarrable misère d'une nation contrainte sur les plus graves questions de son existence et de son âme, à se tourner vers un vieillard frivole et à lui dire : Faites comme vous voudrez ! Il voit cette proie facile aux ambitions vulgaires, et ne veut pas l'acheter au prix du mensonge qu'elle lui demande, parce que ce mensonge non plus ne la sauverait pas. Il aime mieux ne point régner que de n'être pas un roi chrétien. Que Dieu lui rende l'honneur qu'il daigne encore nous faire, et que peut-être nous ne méritons plus !

CCXVIII

27 juillet.

LES INCENDIES.

L'incendie du palais archiépiscopal de Bourges épouvante les honnêtes gens plus qu'il ne les étonne. Ils s'attendaient à quelque chose, il y a déjà longtemps. A Bourges, on dit : *Ce n'est pas tout!* comme à Paris on dit : *Ce n'est pas fini!* Partout, en France, court et s'obstine un pressentiment qui fera les affaires de la terreur et qui est déjà la terreur. La société menacée sent qu'elle n'est pas protégée, qu'elle ne sera pas défendue. Elle ne sait plus où sont ses forces, si elle a encore des forces. En tout cas, elle est coupée, tournée, sans tête et sans mot d'ordre, en présence d'un ennemi qui manœuvre avec assurance, qui est sourd à la raison comme à la pitié, et qui ne peut pas même se trahir.

Le pays se demande ce que fait l'Assemblée. L'Assemblée se demande ce que fera M. Thiers. Elle vote que M. Thiers a toute sa confiance. Elle voudrait bien en être sûre ; mais elle le vote préalablement. Cependant M. Thiers s'occupe de reposer les balustrades de la place de la Concorde, rêve de recomposer la fortification de Paris, qui a déjà si bien réussi deux fois, et fait des tours de son

métier pour trouver une solution de la question romaine, qui contente à la fois les évêques et M. Gambetta. Bon pour M. Thiers. Mais que penser de cette Assemblée *souveraine* qui regarde, qui s'effare secrètement, et qui laisse néanmoins le ronge-maille révolutionnaire couper ainsi tous les jours un peu le filet dans lequel la bête féroce, ivre de carnage, s'est par fortune laissée choir? Encore quelques coups de dents et ce sera fait; le filet, s'ouvrant et se renversant, retombera sur la société captive.

Quelle ironie que l'histoire de toute cette année de catastrophes, dont chaque page, chaque ligne, chaque mot, est un plus amer et plus mortel affront! Que de Sedans politiques après le Sedan militaire! Que de capitulations de tous genres devant toute espèce d'ennemis! Ils ont tant crié contre les hontes du dernier régime! Ils n'auront pas eu besoin de dix-huit mois pour dépasser de beaucoup tout ce qu'il a pu accumuler de rare et de funeste en dix-huit ans. Ils ont creusé d'autres abîmes, ils y ont versé d'autres fanges. Des impérities et des fourberies plus basses nous engagent sur un plan de décadence plus à pic et plus inexorable à remonter.

Se peut-il que personne n'y songe, ou ne s'en indigne, ne fasse au moins un effort, ne jette au moins un cri? Il semble que ce serait un soulagement si une voix seulement s'élevait dans cette assemblée souveraine, et faisait remarquer, pour le simple honneur de la bonne foi, sans autre utilité et sans autre espérance, que les Chambres de l'Empire ne furent pas aussi muettes, aussi serviles, aussi adulatrices

envers Napoléon III qu'on l'est aujourd'hui devant M. Thiers, et n'abandonnèrent pas aussi persévéramment la cause de la société !

CCXIX

24 août.

COMPLÉMENT DES ANNÉES DE PIERRE. — LE PAPE ET LE ROI.

Voilà que Pie IX a rempli les années, les mois et les jours de Pierre, et double glorieusement, toutes voiles dehors, à travers tous les orages, ce cap de la durée, que la barque éternelle n'avait jamais franchi. Dieu nous fait bonne mesure de grâce et de miracle. Certes, nous avons de justes sujets d'alarmes; mais il semble que nous n'espérons pas autant que Dieu lui-même nous y engage. Dieu pose sous nos yeux quelque chose de plus grand que tout ce qu'il laisse crouler.

Aux négations universelles du siècle révolutionnaire, l'Église, par la grâce de Dieu, a opposé l'acte de foi le plus grand, le plus absolu, je dirais volontiers le plus audacieux qui ait été fait parmi les hommes. Depuis le *Tu es Christus* de Pierre, rien de si haut n'a été dit sur la divinité du Christ que le *Tu es Petrus* du Vatican. Par cette affirmation triomphante de la foi, toute négation contraire est abolie. Les rois, les républiques, les peuples, les césars et les

soudards peuvent dire ce qu'ils voudront ; les volcans peuvent s'ouvrir, les laves peuvent couler : c'est la parole de foi qui prévaudra dans le genre humain. Quoi qu'il arrive, la montagne d'erreur obéira à la parole de foi ; elle se déplacera d'elle-même et se jettera dans la mer. Jésus est le Christ fils de Dieu, et Pierre est le vicaire du Christ. Le vicaire du Christ demeure et demeurera le vainqueur et le roi du monde.

A cette parole une autre a répondu des entrailles et des hauteurs du monde ; une parole royale, un *Amen* retentissant. Il y a dans le monde un prince selon le cœur de Dieu, et ce prince, s'unissant à la foi de l'Église, a confessé la royauté suprême du vicaire du Christ.

Il existe donc un Pape et un Roi. Ce sont les deux mains dont Dieu se sert pour régir, gouverner et au besoin refaire le monde, et ces deux mains sont d'accord. C'est tout ce qu'il faut pour que l'ordre soit rétabli dans la société humaine.

Sans doute, il y a des difficultés. Il y a M. de Bismark, il y a M. Thiers, il y a M. de La Bédollière, que je n'inscris pas ici pour rire. On sait que j'ai toujours compté M. de La Bédollière pour beaucoup. M. de La Bédollière est la langue de l'esprit d'Havin. Il est la grosse difficulté. Il est la pièce sans laquelle M. de Bismark et M. Thiers pèseraient fort peu et ne poseraient sur rien.

Mais il y a aussi l'Internationale, qui arrangera cette difficulté-là. L'Internationale dissoudra M. de La Bédollière.

Il importe fort peu que le roi soit aujourd'hui sans couronne et sans épée, comme le Pape est sans territoire. Aujourd'hui comme toujours la force véritable est dans le droit qui reconnaît et confesse le principe. Le besoin de vivre fera le reste.

Il n'y a pas de société révoltée à qui le besoin de vivre ne fasse accepter un chef, et nous le savons tous très-bien.

Et le chef qui se fera longtemps obéir sera celui qui voudra et saura lui-même obéir à Dieu. *Vir obediens loquetur victoriam*. Voilà le secret de la royauté. La royauté l'avait perdu ; Henry de Bourbon le retrouvera et le réapprendra au monde.

CCXX

28 août.

M. THIERS.

I

La vraie politique de M. Thiers est sa personnalité, laquelle tient plus de place qu'elle n'est grande. On parle de décadence : il est aujourd'hui ce qu'il fut toujours, agile, audacieux d'esprit, borné sur quantité de points et sur sa propre valeur ; irrésistible à force d'adresse, s'il savait se résister à lui-même et s'empêcher de courir sur le parapet jusqu'au point fatal où il *n'enjambe* plus. En sa longue vie, il

a fait maintes culbutes graves. Elles lui ont réussi parce qu'il s'est toujours relevé, mais il a toujours recommencé. Présentement il se hâte vers la dernière. Elle sera mémorable pour lui, et probablement, hélas! pour nous. Il y perdra le bénéfice qui lui reste de toutes les autres, sa renommée surfaite d'homme d'esprit et de fin politique. Nos pertes, à nous, seront plus longues à additionner. Le malheur de M. Thiers est d'avoir vu dans sa jeunesse un général *qui lui parut de belle taille*; le nôtre est d'avoir mis notre confiance dans ce César de marais.

Pour bien comprendre M. Thiers, il faut se souvenir du temps où il est né et des facilités de la fortune politique sur le courant qui le prit au berceau. Il date de 1797. On peut l'appeler un *louveteau* de la Révolution. Il ne reçut de l'ancien ordre social détruit que le baptême, dont personne jamais ne lui apprit à faire grand cas. Lorsqu'on le mit à l'école « sous les auspices d'un magistrat libéral, » dit Vapereau, la race révolutionnaire était assise. Elle régnait lorsqu'il entra dans la vie publique, bachelier, avocat, lauréat d'académie, ignorant de toutes choses divines et quasi de toutes choses humaines, mais bien résolu de s'attribuer un grand emploi.

Il semblait qu'on l'attendît. Il trouva tout de suite des patrons et n'eut point le temps de gueuser, comme tant d'autres, survenus depuis, qui se sont enflés de haine contre l'ordre social, parce qu'ils avaient peine à percer. Laffitte lui ouvrit le *Constitutionnel*; son talent était à la juste mesure de ce monde subalterne et victorieux. Rien ne le tenta de

faire le serment d'Annibal, ni pour lui qui ne manquait de rien, ni pour d'autres qui pouvaient manquer de tout sans qu'il éprouvât le besoin de leur rien donner.

Il y a deux choses dont M. Thiers a toujours ignoré l'existence, envers lesquelles du moins il ne s'est jamais cru lié d'aucun devoir : Dieu et le peuple. Par la grâce de la Révolution, qui a créé la Bourgeoisie, il est né pour gouverner la Bourgeoisie. Seulement cette Bourgeoisie de 89, qui entend être elle-même son culte, ses traditions et son avenir, il l'appelle la France. Le reste lui est inconnu et lui devient aisément odieux. C'est l'aristocratie ou la « vile multitude. » Il est conservateur de la Bourgeoisie, destructeur ou dominateur du reste.

Il entra donc dans la Bourgeoisie comme chez lui, et cela commença tout de suite d'aller tout seul. Ce petit garçon de vingt-quatre à vingt-cinq ans, descendant du coche de Provence, ne rencontra point d'obstacles. Malgré de nombreuses disgrâces de taille, de mine et de tenue, malgré sa voix qui rappelle la corneille de Virgile évoquant la pluie, *improba voce*, il s'installe soudain dans les journaux, dans les salons, dans la politique, dans la littérature, jusque dans les arts. M. About, qui a tant raté, avec tant d'aptitudes supérieures, doit s'étonner des commodités de ce temps-là. M. Thiers ne savait pas encore ce qu'il voulait, et le sceptre accourait à ses mains. C'était vraiment le dauphin de la Révolution. Elle le reconnaissait et préparait son règne. On voit apparaître autour de lui ses janissaires, ses capitai-

[illegible] ou seront battus, c'est-à-dire qui [illegible] familles.

[illegible] maître mis ! il publie les dix volumes de *Histoire de la Révolution*, et ce fatras [illegible] mépris. En 1829, il est l'ennemi [illegible] gouvernement. Il fonde le *National* et ses [illegible] trône. Les barricades surgissent : [illegible] mais il se tient près, et enfin, le [illegible] 1830, Louis-Philippe est roi des Français et M. Thiers sous-secrétaire d'État. Il mène Laffitte, son ministre, [illegible] se met en train d'allumer le feu dans le monde [illegible] franchir le Rhin et les Alpes, de [illegible] l'Italie.

[illegible] Laffitte tombe, M. Thiers fait [illegible] première culbute. C'était le [illegible] Laffitte devient chef du *mouvement* [illegible] M. Thiers passe avec éclat au [illegible] accepte les traités de 1815, re[illegible] l'hérédité de la pairie, se [illegible] conservateur dégrisé du vin [illegible] Le Roi [illegible] les Chambres le jugèrent seul capable de succéder à Casimir Périer, enlevé par le [illegible].

C'est durant ce ministère que M. Thiers s'entendit [illegible] Deutz et débarrassa Louis-Philippe de la duchesse de Berry. Peu de temps après, ministre des travaux publics, il commença d'embellir Paris et de ressusciter l'Empire. Il emprunte cent millions, replace Napoléon sur la colonne, termine l'Arc de Triomphe, achève l'hôtel du quai d'Orsay et met une fontaine à la place du monument expiatoire de l'as-

sassinat du duc de Berry. On voit l'homme. Selon Vapereau, « c'est la belle époque de la vie politique de M. Thiers. » La vie politique de M. Thiers n'a jamais perdu ce genre de beauté. En ce temps-là, ses chers républicains l'importunaient; pour se délivrer d'eux, il ranimait le souvenir du maître. Il montrait le bâton et s'efforçait d'élargir la pâtée. Contre les idées et les appétits révolutionnaires, son art ne va pas plus loin.

Mais quelque chose lui manquait. Il n'était pas premier ministre, et il ne trouvait pas de premier ministre ni de majorité qui se voulussent passer de M. Guizot. Attelé à ce rival sous divers présidents, il finit par sortir du ministère, fit ainsi sortir le compagnon, et rentra le premier, par un détour où le prince de Talleyrand, qui l'estimait, lui prêta la main. Ce fut un malheur pour lui d'être estimé de cet évêque. Le voilà premier ministre avec le portefeuille des affaires étrangères. Incontinent il songe à guerroyer. La vision impériale l'a tourmenté toutes les fois qu'il s'est vu seul. M. Guizot disait : *La paix toujours*, c'était la politique conservatrice; M. Thiers, étant seul, dit : *La guerre partout*, c'est la politique libérale. Il voulait intervenir en Espagne. Pourquoi? Il n'en donna jamais de bonne raison, sinon qu'il eût pris plaisir à montrer ses talents militaires. Mais tout frémissait à la pensée d'une prise d'armes; on sentait gronder la Révolution. Le prudent Louis-Philippe arrêta les frais, M. Thiers se retira; culbute. Sa présidence avait duré six mois, et il n'en pouvait plus.

Du 25 août 1836 au 1er mars 1840, il fit de l'opposition, ce qu'il en fallait pour s'entretenir populaire et cependant *possible*. En même temps, il s'abandonnait à la dangereuse contemplation du Consulat et de l'Empire, et se préparait à en écrire, sans se garder assez des négligences et des longueurs. Homme d'opposition ou ministre d'opposition, c'est un bon poste pour être loué, mais détestable pour rencontrer la critique et apprendre à écrire. *Jamais surintendant ne trouva de cruels.*

Le 1er mars, M. Thiers rentra ministre des affaires étrangères et président du conseil. De nouveau, fidèle à lui-même, il chercha noise à l'Europe. Ce fut le temps de son amour pour Méhémet-Ali. Ce pacha lui semblait le premier ou peut-être le second grand homme de l'Europe. L'Europe se coalisa contre son pacha et surtout contre lui.

Un matin, en ouvrant ses journaux, il apprit, non sans étonnement, qu'un traité conclu à Londres excluait la France du concert européen. Il ne se démonta pas et sonna au contraire un branle-bas général, qui pour le coup allait mettre le feu aux poudres. C'était sa résolution bien formelle de faire triompher Méhémet-Ali. Appel des classes, mobilisation des gardes nationales, fortifications de Paris, envoi de la flotte dans la Méditerranée, il n'omit rien ; mais il eut le crève-cœur de n'intimider que la France gouvernementale, y compris lui-même.

Dans les théâtres et dans la rue, le « peuple » commençait à chanter la *Marseillaise*. La *Marseillaise* vaut sans doute une armée, l'*Histoire de la Révolution* l'a

beaucoup dit. Mais, en 1840, personne ne voulait de cette armée, et M. Thiers, au fond de son cœur, n'en voulait pas plus qu'un autre. Il offrit sa démission deux fois, et Cousin, l'un de ses collègues, vint dire au roi : « Sire, mettez-nous bien vite à la porte, ou sinon le feu va s'allumer partout. » Le 29 octobre, M. Thiers se retira définitivement. Ce second ministère de M. Thiers avait duré sept mois. M. Guizot en a vécu huit ans.

II

Les huit années de M. Guizot parurent longues à M. Thiers dès le commencement. Peu à peu, probablement assez vite, le roi de Juillet, qui se passait trop de lui, périclita dans son cœur, et il forma le dessein de le renvoyer à Neuilly, où dix années auparavant, de la part de Laffitte et de la Révolution, il était allé le prendre. Ces grands seigneurs politiques, sous tous les régimes, sont volontiers les mêmes. Ils ne se contentent pas de mener bellement la vie, d'être riches, de trôner dans le monde, dans les Académies, à la tribune, d'élever leurs créatures, d'arrondir leurs affaires : leur superbe ne veut rien supporter longtemps au-dessus d'eux, et s'ils ne peuvent se procurer le plaisir de gouverner absolument l'État, ils prennent sans scrupule la distraction de le troubler. Le *roi s'amuse!* Et que veut-on que fasse un roi qui ne prie pas?

Dans les beaux ennuis de sa grandeur oisive, M. Thiers s'amusait à faire de l'opposition. Son opposition taquine, inutile, qui n'avait pas une miette

d'idée à mettre sous la dent de l'intelligence humaine, se sentant de plus en plus terrassée par l'ascendant conservateur, s'irritait de plus en plus et tournait de plus en plus à la sédition révolutionnaire. Il devint l'homme de la vieille gauche, ennemie du trône et de l'autel. Il se coalisa avec Eugène Sue et Véron dans le *Constitutionnel*, avec l'Université dans les Chambres, contre la liberté d'enseignement, et fit avorter ce qu'il y avait de conscience libérale en M. Guizot. Il fut le Mottu du moment. Il monta une affaire de tribune contre les jésuites, et il obtint un *ordre du jour motivé* qui les mit sous le coup de la proscription. Cet acte parlementaire, d'ailleurs éludé par le bon sens de M. Guizot, détermina Ollivaint à entrer dans la compagnie de Jésus, où il devait, vingt-six ans après, rencontrer sa glorieuse mort; mais M. Thiers, alors associé du *Juif errant,* pourrait se demander devant Dieu s'il est bien innocent des haines stupides qui ont provoqué cette mort. Quant à croire un mot de tout ce qu'il avait débité contre les jésuites, jamais son esprit ne se donna pareil travers; tout simplement il refaisait sa popularité, il s'amusait.

Il continua le jeu et s'y anima de plus en plus jusqu'aux approches de février 1848. On sentait la Révolution venir, il ne recula pas. Il poussa ferme à la campagne des banquets. Le repas sonné, on ne le vit point à table; mais comme en juillet 1830, il était dans la cantine, versant le vin. A la tribune, il donna furieusement sur toutes les thèses de l'Opposition. Au gré de Vapereau, « jamais il ne fut plus éloquent

« ni plus agressif. Il protesta contre les massacres de « la Gallicie, le bombardement de Palerme, etc. ; il « reprocha au gouvernement une coupable condes- « cendance à l'égard de l'Autriche et son indifférence « à l'égard de l'Italie ; il critiqua sa politique dans « l'affaire du Sonderbund ; il déclara enfin qu'IL ÉTAIT « DU PARTI DE LA RÉVOLUTION EN EUROPE ET QU'IL NE TRA- « HIRAIT JAMAIS SA CAUSE. » Vapereau ajoute : « M. Thiers *avait reconquis sa popularité*. Dans les cercles, dans les cafés, on lisait à haute voix ses discours, comme en 1830 ses articles du *National*. » Le beau joueur!

On sait la suite. Comme en 1830, Louis-Philippe orna son conseil de M. Thiers victorieux. L'homme populaire redevint premier ministre. Mais, cette fois, tandis qu'il levait le pied pour monter dans le char de l'État, le char partit subitement, transformé en corbillard, et le premier ministre culbuta. Louis-Philippe rentra à Neuilly et en sortit bientôt par la porte de Londres. M. Thiers, premier ministre, devait présenter à la Chambre madame la duchesse d'Orléans, régente (contrairement à ses anciens avis) ; mais il vint seul, déclara qu'il n'y avait rien à faire, et s'éloigna soudain. On a parlé d'une perruque blonde et de lunettes vertes qui le rendaient méconnaissable. Il a contesté ces détails. Ce qui est certain, c'est que la duchesse d'Orléans attendit en vain son introducteur, que la Chambre ne le vit point ou le vit peu, et qu'il disparut. Lorsqu'il se remontra, au mois de juin, il était absolument conservateur. On voit que cet homme de mérite excelle à se répéter. Il se lève

et se couche comme le soleil. Seulement, lorsqu'il se lève conservateur, il se couche républicain.

III

Il fut très-conservateur tant que dura la république pure; antiproudhonnien, cavagnaquiste, finalement bonapartiste. Il ne contribua pas peu à faire le 10 décembre, et se maintint dans la veine conservatrice encore par delà. Il vota l'expédition de Rome, la loi de l'instruction publique (jésuites inclus), la suppression des clubs, la loi électorale restrictive du suffrage universel. Comme il avait été Périer après avoir été Laffitte, il était Guizot après avoir été Mottu. Il gouvernait la réunion de la rue de Poitiers, coalition de tous les partis conservateurs contre la République. Mais, à tous ces partis, il fallait une tête, qui ne pouvait être la sienne. Cette tête, pourtant placée de ses mains, lui apparut un jour moins postiche qu'il n'avait cru. Il s'écria trop tard : *L'Empire est fait!* Ce mot juste, mais imprudent, n'y mit que la dernière façon. L'Empire était si bien fait, que ce ne fut rien, quelques mois après, d'emballer M. Thiers, de le rouler jusqu'à Francfort et de lui permettre de revenir.

Il revint, s'enveloppa et se tint coi, livré à l'histoire, aux beaux-arts, dit Vapereau, et à la gloire. Il eut un grand prix de littérature. S'il se connaît bien et s'il peut s'étonner de quelque chose, cette fortune a dû l'étonner plus que les autres. De temps en temps, on se demandait pourquoi il n'était pas ministre de l'Empire, et qui de lui ou de l'Empereur ne le voulait

point? En tout, ils semblaient faits l'un pour l'autre. Il a vu Napoléon III, son admirateur officiel, accomplir dans la politique, dans les arts et dans la voirie, à peu près tout ce qu'il avait lui-même commencé, essayé et rêvé. Les bonapartistes ne disent pas assez que leur prince est tombé sous la coalition des ingrats et des jaloux. L'histoire du second empire répond également aux *desiderata* de M. Thiers et à ceux de M. Hugo. L'on comprend que Napoléon III n'ait pas appelé M. Hugo, à cause du ridicule; c'était assez de porter M. Duruy. Mais qui l'a empêché d'employer M. Thiers? Nous n'y voyons, quant à nous, d'autre cause, sinon que le gendre de madame Dosne se soit cru trop grand pour servir le fils de la reine Hortense.

Nous ne savons si M. Thiers, voyant le second Napoléon s'engager dans la politique qu'il avait lui-même indiquée et commencée durant tout le temps de Louis-Philippe, s'est aperçu que son vainqueur, resté son disciple et devenu son émule, lui préparait une revanche.

En tout cas, la revanche s'est offerte, il l'a prise. Nous ne l'accusons pas d'en avoir joui. Elle a écrasé Napoléon, mais elle n'a pas moins humilié la France et puni sa longue complicité dans les œuvres de la Révolution.

Devant ce châtiment qui pouvait, qui devait nous sauver, M. Thiers, helas! est resté aveugle et sourd. C'est là ce qui le juge et ce qui montre l'irrémédiable frivolité et le *tuf* toujours proche de cet esprit en apparence si riche. Il est stérile, imperméable à la lu-

mière, au sang, à la foudre. La foudre le frappe et ne l'ouvre pas. La lumière, les larmes et le sang l'inondent et n'y font rien germer. Il a vu cette année formidable, ce cataclysme et tous les nuages amoncelés par l'esprit et les institutions révolutionnaires crevant à la fois pour nous accabler; il a vu nos désarrois perpétuels, nos infécondités inexorables, nos impuissances honteuses, et il reste obstinément bâté de ses conceptions de 1830, plus révolutionnaire que jamais. La France, éperdue, épouvantée de ne pouvoir trouver un homme, s'est comme agenouillée devant lui. Elle lui a donné un blanc-seing pour la reconstituer en lui proposant un chef durable à qui tout esprit sérieux se pût rattacher honorablement : il n'a vu que lui et n'a offert que lui-même; abusant de la misère publique, il s'est audacieusement, peut-être faudrait-il dire ingénuement, recommencé.

Voilà l'homme qui n'a rien appris en quarante années de pratique des affaires, et à qui rien n'a pu faire oublier cette parole de Satan que la Révolution souffle à toute oreille humaine : Tu seras roi! Il veut être roi, il veut exercer sa royauté; il s'amuse à monter dans le carrosse d'or qui le peut mener avec plus de pompe au cimetière. Sur son oreiller de vieillesse, il joue avec ce triste débris de nation dont une autre main referait la France. Cluseret écrivait d'Amérique à ses amis les incendiaires : *Nous, ou le néant*. M. Thiers ne dit pas autre chose; seulement il ignore son impiété.

L'Assemblée nationale permettra-t-elle à M. Thiers de se recommencer et de se poursuivre? Alors il

est facile d'achever son histoire. Pour se tirer des inextricables embarras où son génie s'est aventuré et s'enfoncera de plus en plus, pour prouver qu'il ne baisse pas et pour achever de se tailler une statue qui résiste au temps, ce fétu vieilli imaginera de combattre le feu de la sédition par le feu de la guerre.

Puis l'heure viendra de ne plus se flatter de vaincre ou de mourir, et alors, ne marchandant plus avec la sagesse, le dictateur, un soir, sortira de son palais par une porte dérobée, s'en ira dans quelque coin contempler ses funérailles et donner un dernier tour à l'inscription de son monument.

CCXXI

30 août.

DISCOURS DE M. DE TROISÉTOILES.

M. de Troisétoiles, honorable député, parle peu dans la Chambre ou ne parle pas. Ce n'est point faute d'idées ou de cœur, mais faute d'estime pour ses semblables, auxquels il espère ne pas ressembler parfaitement. Ayant étudié les Assemblées, il se persuade que les hommes n'y sont plus ce qu'on les voit ailleurs ; que les plus hardis y deviennent faibles, les plus pacifiques turbulents, les plus décidés irrésolus ; que ceux qui aiment habituellement l'originalité n'acceptent là que le lieu commun ; que la

comme cela un homme, surtout celui qu'il nous faut et qui nous manque. Il nous manque, messieurs, parce que nous le manquons, et tout nous manque avec lui. Je ne développerai pas ce point, contesté par quelques opinions, mais admis par toutes les consciences.

Nous nous disons constituants. Je crois que nous le sommes bien un peu. Néanmoins il y a du louche. Si quelqu'un disait que nous sommes *reconstituants*, je serais tout à fait de son avis. La France est un grand corps destitué, et quelle destitution? Décapité! Les membres broyés, ne pouvant plus rien, risquant de n'être bientôt plus rien, nous ont choisis dans un moment de grand malheur, c'est-à-dire de grande lumière, pour reconstituer ce corps toujours frémissant, mais, hélas! non plus agissant. Voilà de quoi, pour ma part, j'ai été chargé.

A DROITE ET AU CENTRE. — Nous aussi! C'est cela! (A gauche, rumeurs.)

M. DE TROISÉTOILES. — Eh bien, messieurs, pour reconstituer un corps, il ne suffit pas de lui jeter un manteau sur les épaules, ni de lui mettre un papier dans la main, ou un sabre au côté, ni de prendre ce qu'il peut encore avoir d'argent dans la poche. Il faut lui donner une tête. (*A droite*, rumeurs; *à gauche*, tumulte.)

VOIX DE L'EXTRÊME GAUCHE. — Jamais de tête! L'ordre et la liberté par l'*an-ar-chie!*

VOIX AU CENTRE. — Pour constituer, il faut une constitution.

M. DE TROISÉTOILES. — Une constitution n'est pas une tête, c'est un papier.

VOIX AU CENTRE. — On met la tête dans la constitution.

M. DE TROISÉTOILES. — La constitution doit sortir de la tête et non pas la tête de la constitution. Nous ne ferons rien d'une tête sur le papier Qui voudrait dire ici que ses électeurs lui ont donné mandat de faire une constitution et lui en ont fourni le programme? Si un vote de l'Assemblée venait à déclarer ce cas inopiné, je propose un moyen d'abréger la besogne et de *constitutionner* immédiatement le pays. Tirons du grenier les constitutions votées depuis quatre-vingts ans, numérotons-les, jetons ces numéros dans le bonnet de police du caporal de



garde, mêlons, tirons par la main du plus jeune de nos huissiers, et, séance tenante, jurons la constitution qui sortira. Elle aura le double mérite d'avoir déjà servi et d'être déjà cassée. D'ailleurs, nous la soumettrons au peuple. Pour moi, je crois pouvoir répondre de l'adhésion de mes commettants. Ils ne sont pas moins que d'autres accoutumés à se voir bernés. (Cris : A l'ordre !)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur de Troisétoiles, votre langage, également en dehors des règles parlementaires et des convenances, outrage également l'Assemblée et le pays. Je vous rappelle à l'ordre.

M. DE TROISÉTOILES. — Monsieur le président, je sais que l'Assemblée est respectable même en négligé, et le pays aussi, quoique misérable par sa faute. Je n'ai pas voulu les offenser. Je prétendais, au contraire, les honorer en essayant de leur faire accepter le loyal langage du bon sens. Pour faire court, j'accepte le rappel à l'ordre, d'autant plus volontiers qu'il ne me reste rien à dire sur la question de constitution. Je reprends donc, et je viens à l'idée plus bizarre de créer un homme capable de nous sauver. Je dis que nous ne pourrions jamais faire cet homme, et j'ajoute que, par grâce et miséricorde de Dieu, cet homme est fait. Nous avons le choix de l'accepter ou de le rejeter ; notre pouvoir ne va pas plus loin.

M. LE PRÉSIDENT. — Rien ne borne le pouvoir de l'Assemblée. (Applaudissements unanimes.)

M. DE TROISÉTOILES. — J'aurais tort de contredire M. le président ; mais, pour moi, je me borne à croire que rien ne borne le pouvoir de Dieu. (Rires *à gauche, hésitation et rumeurs à droite.*)

(Un honorable membre de l'extrême gauche se lève, se [illegible]-tend les bras et se rassied.)

M. DE TROISÉTOILES. — Je veux être très-court sur ce sujet délicat. Je me borne à vous défier... (interruption : *A l'ordre !*) Pardon ! à vous rappeler qu'en fait d'homme à élever au-dessus les autres, vous ne pouvez, sauf un seul, trouver dans toute la France qu'un chef de parti. Or, un chef de parti n'est pas une tête [illegible], mais simplement une tête de parti. Et en-

core est-ce une tête? Moi, j'en doute. J'en vois plus d'un qui n'est qu'une langue... (Rumeurs. — Interruption), deux langues, si vous l'aimez mieux. Je ne voulais pas le dire par respect. Deux langues, ce n'est point un avantage, puisqu'alors il y a contradiction entre elles. D'autres ne sont ni tête ni langue et ne sont qu'un sabre, hélas! toujours ébréché en quelque endroit; d'autres ne sont qu'un fourreau ou qu'une fiole, et qu'y a-t-il dans le fourreau et dans la fiole? Nous n'en savons rien. Tête sans langue ou tête à langue double, sabre ébréché fourreau vide ou à plusieurs lames inconnues, fiole plein. d'eau ou pleine de pétrole, je ne vois toujours là que des instruments de parti, et point du tout le fondé de pouvoir qu'il nous faut. Mettez ceci ou cela au sommet, vous n'aurez toujours décrété que la prépondérance d'un parti; par conséquent, rien de fait. Point d'autorité, point d'ordre, point de justice, point d'adhésion générale; la tête manque toujours, l'anarchie s'aggrave, la guerre civile s'allume et nous périssons.

VOIX AU CENTRE. — Nous crions : Vive la France! et nous sommes sauvés.

M. DE TROISÉTOILES. — Quelle France? (Silence.) Il n'y a qu'un homme en qui soit vraiment la France, et à qui la France se puisse vraiment rattacher. Un seul qui puisse et veuille ne pas appartenir à un parti et qui soit en mesure de former un seul parti de tous les partis, parce qu'il n'a rien à refuser à aucun de tout ce qui serait bon à tous, ni rien à garder pour lui qui ne soit utile à tous comme à lui-même.

VOIX DIVERSES. — Nommez-le!

M. DE TROISÉTOILES. — Vous le connaissez bien. Ceux qui le refusent ne s'écartent que parce qu'il les réunirait. Ils aiment mieux l'anarchie qui leur laisse espérer la domination.

VOIX NOMBREUSES. — Nommez-le! nommez-le!

M. DE TROISÉTOILES. — Il a deux noms : un nom de baptême, entendez bien cela : Henry; et un nom de famille : LA FRANCE!

. . . .?

la France eût été mise au monde pour n'y plus faire que cette figure de bouffon sanglant.

Et voilà M. Thiers installé dans la dignité de M. le maréchal Serrano. Il n'y manque que le titre de *sérénissime*. Nous n'avons plus ce qu'il faut de style pour soutenir de si beaux titres. D'ailleurs M. Thiers aime la simplicité. Il ne supporterait point d'être appelé altesse, ni monseigneur, ni de s'introduire dans un pantalon à bandes, ni de mettre une plume à son chapeau. Il sera Monsieur le Président, tout simplement, à l'américaine. Au fond, cependant, c'est la pauvre Espagne que nous imitons. Si nous n'y sommes pas tout à fait, ce nouveau régime est le bon chemin. Déjà nous voyons pousser un Prim. On dit que les Piémontais, qui ne doutent de rien, ne sont pas sans quelque dessein et sans quelque espérance de nous fournir un Amédée. Dame!... Une fois que nous aurons un Prim, nous en aurons cent. Le terroir est fumé pour cette graine.

Ainsi M. Thiers, « l'ami de la Révolution en Europe et qui lui sera fidèle, » selon l'un de ses serments, auquel on se peut fier plus qu'aux autres; M. Thiers, qui a jusqu'à présent exécuté le pacte de Bordeaux en remplissant la France de fonctionnaires choisis par M. Picard, M. Dufaure, M. Favre et M. Simon; M. Thiers, qui tient la main de la France dans la main de l'Italie, qui remplit au-delà tout le plan de Napoléon sur Rome, qui consent à plus même que Napoléon Jérôme ne demandait, M. Thiers mène le pauvre char disloqué par le boulet prussien et le boulet international! Un vote quasi unanime l'a

hissé à ce poste. On a bâclé cela d'un commun accord, qui faute de pire, qui crainte de mieux, qui dans l'espoir de dormir une heure de plus; qui, et c'est le grand nombre, à dessein de ne rien faire du tout. « Ceux « qui pensent comme moi, a dit M. Baragnon, vote« ront pour le nouveau titre donné au chef du pou« voir exécutif, bien convaincus qu'il ne signifie « rien. (Approbation et rires.) » Dieu veuille que ce soient ceux-là qui arrivent au but!

Ils ont pris leurs précautions. Le sérénissime est ingénieusement ankylosé par le diplôme qui l'institue. Dans Homère, ainsi le prudent Ulysse entoure sa malle de ficelles admirablement compliquées et de nœuds que le plus adroit voleur ne pourra défaire... à moins d'avoir un canif! Mais le canif, chez les Grecs, n'est pas une arme prohibée.

Nous ne serions point sincères si nous disions que tout ceci nous laisse sans appréhension de l'avenir, et que nous comptons sur demain, ou sur ce soir. Nous aurions peur encore, quand même, selon le vœu de M. Baragnon, et selon notre appréciation personnelle, il n'y aurait rien de fait. Ce n'est pas un bien qu'il n'y ait rien de fait, lorsqu'il y a tant à faire et tant à défaire.

Hélas! si M. Thiers voulait ne rien faire, nous y consentirions; et de meilleur cœur encore nous voudrions qu'il fît bien, qu'il fût plein d'énergie, de grandes pensées, de désintéressements sublimes, et que Dieu lui donnât le temps de s'immortaliser.

Mais les choses qui portent M. Thiers ne sont pas emmanchées de ce côté-là; et en les mettant au

mieux, M. Thiers nous semble organisé tout juste pour faire son petit pas dans le chemin de détresse où les pouvoirs perdent l'autorité, les peuples, la liberté, et le monde la beauté.

CCXXIII

2 septembre.

La lettre de M. Thiers, « président de République, » à toutes les *parties* de l'*Assemblée* (grammaticalement et politiquement le masculin serait plus correct), est moins rugueuse que la plupart de ses précédentes rédactions et communications.

« On s'aperçoit que l'élément académique s'est fortifié dans le conseil. En même temps la rhétorique se soigne et le ton s'adoucit. C'est le ton de l'homme heureux. L'ancienne Adolphine, parfois si âcre envers les maîtres et qui leur mettait si volontiers le marché à la main, dépose avec grâce le tablier de service en prenant la robe à queue. Devenue *Madame*, elle ne laissera pas de donner à la cuisine ses soins les plus assidus, — et toujours de bonne humeur! Elle veut qu'on soit bien chez elle.

Il y a des promesses joyeuses, d'une expression hardie : « L'Assemblée peut compter qu'uni pro« fondément à elle d'intention *et de durée*... » Ainsi

cela ne finira point. On a une vision de Philémon et Baucis.

N'en disons pas plus long. Retirons-nous. Que rien de notre part ne trouble un si doux moment!

CCXXIV

3 septembre.

L'ANNIVERSAIRE.

Nous touchons au premier anniversaire du 4 septembre, la plus lâche peut-être de nos révolutions, la plus sotte certainement, et certainement encore la plus juste. Il n'y en a pas eu de plus inepte politiquement, de plus impie envers la France, ni de plus méritée. Aucune n'a plus facilement réussi, aucune n'a raté davantage et d'une façon plus humiliante. Elle s'est faite sans tirer un coup de fusil, mais le lendemain d'aucune autre n'a coûté tant de sang, roulé tant de fange, laissé sur le nom français tant de hontes.

Quel jour, quelles suites, quels désastres, quel avenir! Des combats sans gloire, des malheurs sans dignité, des forfaits sans repentir, des catastrophes peut-être sans remède; et tout semble avoir péri, sauf les traîtres, les gredins et les sots.

Il y a un an, il y a un siècle, et c'est encore aujourd'hui!

Plus de trois cent mille soldats français prisonniers, l'ennemi faisant litière de nos drapeaux, deux provinces amputées du sol ! La capitale s'est ouverte au vainqueur, et il en garde les portes ; après lui, la sédition l'a prise, l'a pillée, l'a assassinée, l'a brûlée, et si elle ne s'y voit plus maîtresse, elle s'y sent encore moins abattue !

Nous payons milliards sur milliards. L'étranger établi dans nos ruines y pèse les deniers de notre rançon. Mais ce n'est rien. Le désastre moral est plus grand et se peut dire sans bornes. L'âme du peuple demeure salie de spectacles immondes ; la justice défaille et laisse la morale publique en proie au cynisme des impunités.

Des hommes se sont donc levés il y a un an, qui, sourds à tout patriotisme ou à toute raison, en présence de l'ennemi déjà vainqueur, ont installé le désordre dans le pays envahi. Sans leur chercher d'autres crimes, ils n'ont eu ni cœur ni tête. Ils n'ont combattu que pour n'avoir pas été admis à traiter, et quel ennemi, les voyant en face et sentant les avantages qu'ils lui allaient faire, se fût privé du triomphe dont leur platitude intellectuelle et morale était le gage trop certain ! Sous de tels chefs, la France était d'avance battue. Mesurant l'obstacle, le général prussien put annoncer qu'il irait partout. Ils le crurent les premiers. Tapis derrière nos murailles, ineptes contre l'ennemi du dehors, lâches devant l'ennemi du dedans, pour sauver leur [illegible], ils passèrent cinq mois à nous crier de n'avoir [illegible]s [illegible]ur. Ils ont abusé de tous les sentiments bo[illegible]uvais qui pouvaient

de leur imprimer un bonnet rouge sur l'épaule ou sur le front. Mais ceux qui devraient passer en justice inexorablement et se voir inexorablement bannis de la vie civile, ceux dont il faudrait abolir le nom et raser la maison natale, ce sont ces prévaricateurs qui ont fait le 4 septembre : et l'exacte et sereine justice ne leur laisserait la vie que pour avoir été en cette circonstance les instruments de la vengeance de Dieu, contre l'Empire, car il convenait que ce règne finit par leurs mains.

FIN.

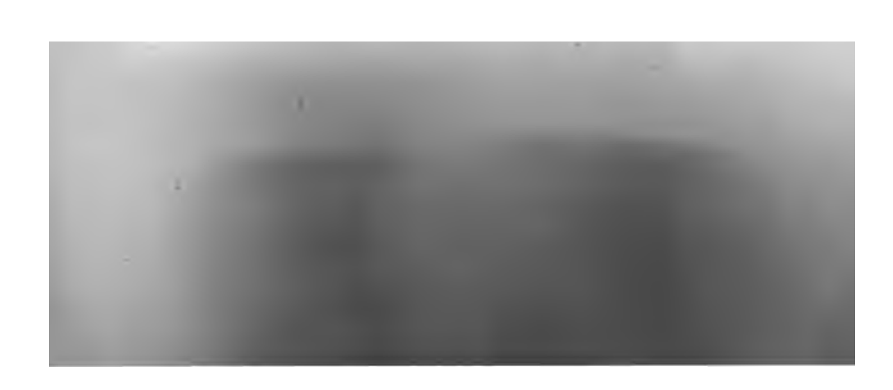


TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SECOND

Pages.

FIN DE LA TABLE

Paris. — Imprimé par Ch. Noblet, rue Soufflot, 18.


3 2044 013 689 732